N°06
2014-2015

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°6 - SESSION ORDINAIRE 2014-2015

Budget 2015 & paquet d'avenir p. 223 p. 229
Pesticides p. 212
Fusion Eschweiler-Wiltz p. 240

Sommaire des séances publiques nos 14 à 16 p. 242
Sommaire des questions parlementaires p. Q86

14e séance Jeudi 11 décembre 2014
15e séance Mardi 16 décembre 2014
16e séance Mercredi 17 décembre 2014

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter

Visite à Lisbonne: accueil chaleureux et échanges intéressants

La visite officielle de deux jours à Lisbonne du Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo et de M. Claude Wiseler, membre du Bureau, a confirmé les relations excellentes entre les parlements des deux pays.

La délégation luxembourgeoise a été accueillie chaleureusement le jeudi 5 février 2015 à l'Assemblée de la République du Portugal par la Présidente, Mme Maria da Assunção Andrade Esteves. À l'issue de la cérémonie de bienvenue, les députés luxembourgeois ont eu un entretien avec la Présidente et les Vice-Présidents de l'Assemblée, ainsi qu'avec les Présidents des groupes parlementaires, de la Commission des Affaires étrangères et des Communautés portugaises, de la Commission des Affaires européennes et du Groupe d'amitié parlementaire Portugal-Luxembourg.

Lors de cette entrevue plusieurs sujets ont été abordés, notamment la communauté portugaise au Luxembourg et la question des langues. La Présidente de l'Assemblée a souligné que la langue portugaise figure parmi les langues les plus parlées dans le monde. «La communauté portugaise est très attachée à sa langue maternelle», a expliqué Mme da Assunção Andrade Esteves.

«Le luxembourgeois est une des langues les moins parlées, mais constitue un des éléments qui ont fait du Grand-Duché le pays qu'il est aujourd'hui», a relevé le Président de la Chambre des Députés. «Le Luxembourg est attaché à sa langue nationale mais également au multilinguisme, qui ouvre les portes vers le monde. Nous respectons toutes les langues puisqu'elles sont un facteur d'inclusion et non d'exclusion.»

Mme Maria da Assunção Andrade Esteves, M. Mars Di Bartolomeo et M. Claude Wiseler

La délégation du bureau a ensuite abordé la commémoration du 70e anniversaire de la Libération ainsi que les attaques récentes aux valeurs démocratiques. Les interlocuteurs ont partagé l'opinion qu'il faut défendre les valeurs fondamentales, mais sans se laisser prendre au piège par la stratégie des criminels.

Les députés ont encore eu un échange de vues sur la réforme de la Constitution, la participation des citoyens nationaux et étrangers à la chose publique et les migrations humaines.

Finalement, les deux délégations ont partagé le principe qu'il est important de trouver un meilleur équilibre entre l'économie et le social. «Il faut redonner un visage social à l'Europe», a conclu M. Mars Di Bartolomeo.

Les députés luxembourgeois ont également rencontré M. António Costa, le maire de Lisbonne, qui depuis l'année dernière est aussi le leader du principal parti de l'opposition, le Parti socialiste. La délégation luxembourgeoise a abordé le sujet des mouvements populistes en Europe et les réponses à donner à ce phénomène.

La première journée de la visite s'est clôturée par une entrevue avec le Secrétaire général de l'Union générale des travailleurs, M. Carlos Manuel Simões Silva.

Lors de la deuxième journée, M. Mars Di Bartolomeo et M. Claude Wiseler ont eu une entrevue avec le Premier Ministre portugais, M. Pedro Passos Coelho. Les relations bilatérales et la communauté portugaise au Luxembourg ont été abordées lors de cette rencontre. Les interlocuteurs ont également eu un échange de vues sur les perspectives que le Gouvernement portugais entend proposer à la population suite aux sacrifices réalisés pour redresser la situation financière et économique du pays.

Rapport 2014 de l'ORK

L'ORK (Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand) a ouvert 111 nouveaux dossiers concernant 188 enfants en 2014. Les ressources financières et humaines devraient augmenter tel que prévu par le programme gouvernemental: c'est une des doléances des représentants de l'ORK adressées aux membres de la Commission juridique et de la Commission de l'Enfance et de la Jeunesse lors de la présentation du rapport 2014 le 28 janvier.

Dans leurs recommandations, les responsables de l'ORK ont entre autres souligné que le comité voudrait voir une mission générale définie pour l'avocat pour enfants; les capacités d'accueil pour enfants (crèches, foyers, maisons relais) devraient augmenter; en ce qui concerne les structures d'accueil, l'ORK souhaite l'installation d'une procédure de plaintes et de réclamations; les enfants devraient pouvoir formuler leurs préoccupations sans devoir craindre de sanctions; les avis et l'expertise de parents d'enfants à besoins spécifiques devraient davantage être pris en compte dans l'enseignement, par exemple par l'instauration de procédures plus transparentes et participatives.

En règle générale, l'ORK voudrait que le travail avec les enfants soit régi par le principe de participation. Il rend encore attentif aux délais beaucoup trop longs pour l'accès aux services compétents dans des cas de divorces ou séparations lourdement conflictuels (Treffpunkt, SCAS, SCAP). Le Comité souligne qu'il doit impérativement se trouver dans une situation de vraie indépendance. Une solution préconisée par ses représentants serait le rattachement à la Chambre des Députés, similaire à celui du Médiateur.

Journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de l'Holocauste

À l'occasion de la Journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de l'Holocauste, M. Mars Di Bartolomeo, Président de la Chambre des Députés, a participé les 26 et 27 janvier 2015 au forum qui réunissait à Prague les Présidents de plus de 46 Parlements nationaux, sur invitation du Président du Parlement européen, du Congrès juif européen et des autorités tchèques.

L'objectif du forum, qui s'est tenu la veille des commémorations du 70e anniversaire de la libération du camp d'Auschwitz, était d'attirer l'attention sur les formes contemporaines du racisme, des crimes de haine et de l'antisémitisme et le débat a porté sur la lutte contre la récurrence de ces phénomènes.

Le 27 janvier les participants se sont rendus au camp de concentration de Terezin (Theresienstadt) pour écouter le témoignage de survivants, se recueillir et s'incliner devant les victimes.

Le camp de Terezin, qui avait la particularité de servir de camp de propagande au régime nazi avant de devenir camp de transit vers les camps de la mort, fut libéré le 8 mai 1945 par l'Armée rouge.

Première partie de la session 2015 de l'APCE

Émergence de la terreur et de la violence en Europe

M. Yves Cruchten lors de son discours

L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) a décidé de suspendre les droits de vote de la délégation russe tout comme son droit d'être représentée au sein des instances dirigeantes de l'Assemblée afin d'«exprimer clairement qu'elle condamne la poursuite des graves violations du droit international commises par la Fédération de Russie en Ukraine». C'est sans doute l'information principale qu'il faut retenir de la Session d'hiver 2015 de l'APCE, qui s'est tenue du 26 au 30 janvier à Strasbourg.

L'Assemblée a affirmé qu'elle reviendrait sur cette question lors de sa prochaine plénière en avril et envisagerait de rétablir ces deux droits «s'il devait s'avérer que la Russie a fait des progrès tangibles et mesurables pour donner suite aux exigences formulées par l'Assemblée».

En début de session, Mme Anne Brasseur, réélue Présidente de l'Assemblée pour un nouveau mandat d'un an, a déclaré dans son discours d'ouverture: «L'année 2014 n'a décidément pas été une bonne année pour les principes fondamentaux que nous défendons en Europe. Nous avons vu la terreur et la violence émerger dans de nombreux pays européens. Les actes terroristes à Paris sont une attaque contre nos valeurs fondamentales. Nous ne pouvons que saluer l'immense élan de solidarité à travers toute l'Europe après les crimes barbares perpétrés en France. Maintenant il s'agira de faire de cet élan de solidarité un mouvement durable contre la haine.»

L'Assemblée a d'ailleurs consacré un débat d'urgence aux attentats de Paris et à leurs conséquences au cours duquel est intervenu le député luxembourgeois M. Yves Cruchten: «Nous n'avons pas à nous excuser pour nos valeurs, l'égalité, la tolérance, le respect mutuel. Au contraire, nous devons défendre notre façon de vivre», a-t-il dit. Il faudrait plutôt combattre les inégalités croissantes dans le monde, mais également dans nos pays qui «laissent du terrain aux agitateurs, aux terroristes et aux extrémistes de tous bords. Voilà la raison pour laquelle nous devons intensifier nos efforts dans la lutte contre la pauvreté, renforcer notre État social, combattre l'exclusion, la discrimination, la stigmatisation et redonner de l'espoir à des millions de jeunes en Europe et ailleurs, l'espoir que leur situation s'améliore, qu'ils retrouvent une place dans nos sociétés.»

Une vidéo du discours de M. le Député Yves Cruchten peut être visionnée sur la page facebook de la Chambre des Députés. Vous y trouverez également un reportage sur un rapport en préparation de Mme la Députée Françoise Hetto-Gaasch sur le sujet «Égalité et coresponsabilité parentale: les droits des pères» en cas de divorce.

Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée

Migration et promotion des investissements en région méditerranéenne

Mme Claudia Dall'Agnol

Le 26 janvier 2015 les membres de la Commission des Affaires économiques et financières de l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée se sont réunis à Barcelone (Espagne) au siège du Secrétariat général de l'UpM pour discuter du renforcement des liens entre l'Assemblée et le Secrétariat, des aspects économiques liés à la migration et de la promotion des investissements dans la région méditerranéenner. Mme Claudia Dall'Agnol, présidente de la délégation luxembourgeoise auprès de l'AP-UpM, a représenté la Chambre des Députés.

Après les mots de bienvenue du Président de la Commission, M. Ali Ercoskun (Turquie), le Secrétaire général de l'UpM, M. Fathallah Sijilmassi a informé les délégués que le secrétariat général se tenait à disposition de l'Assemblée parlementaire pour tous les projets en cours et futurs.

Son discours fut suivi par une discussion générale concernant la collaboration entre le Secrétariat général et l'AP-UpM et les différentes pistes pour l'améliorer.

Mme María Jesús Herrera, chef de bureau de l'OIM (Organisation internationale pour les Migrations) en Espagne, a présenté un exposé sur les aspects économiques liés à la migration. Plusieurs membres de l'AP-UpM se sont montrés convaincus que le rôle de l'Assemblée doit être renforcé et qu'elle doit davantage contribuer à la stabilité dans des pays comme la Syrie et la Palestine, frappés par des conflits à long terme.

Un échange de vues avec M. Javier Albarracín de l'Institut européen de la Méditerranée au sujet du développement socio-économique clôtura la réunion, sujet qui figurera également à un prochain ordre du jour en vue de l'adoption de la recommandation de la Commission soumise au vote de la plénière.

Les participants à la réunion représentaient le Parlement européen ainsi que les Parlements de l'Algérie, de l'Autriche, de l'Allemagne, de l'Estonie, de la Lituanie, du Luxembourg, de la République Tchèque, du Portugal, de la Turquie, de la Suède, de l'Italie, de la Jordanie, du Maroc, de la Palestine et de la Slovénie.

L'AP-UpM regroupe 280 parlementaires de 28 États membres de l'UE, de 10 États du versant sud de la Méditerranée ainsi que de cinq autres pays (Albanie, Bosnie-Herzégovine, Mauritanie, Monaco et Monténégro).

Assemblée parlementaire de la Francophonie

Réunion du Bureau à Clermont-Ferrand

La réunion du Bureau de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF) s'est déroulée à Clermont-Ferrand, en France, les 26 et 27 janvier 2015, sous la présidence de M. Paul E. McIntyre (sénateur, Canada). Elle a réuni, à l'invitation de M. Claude Bartolone, Président de l'Assemblée nationale française, une trentaine de parlementaires, y compris M. Alex Bodry en sa qualité de membre de la section luxembourgeoise auprès de l'APF et plusieurs présidents de parlement.

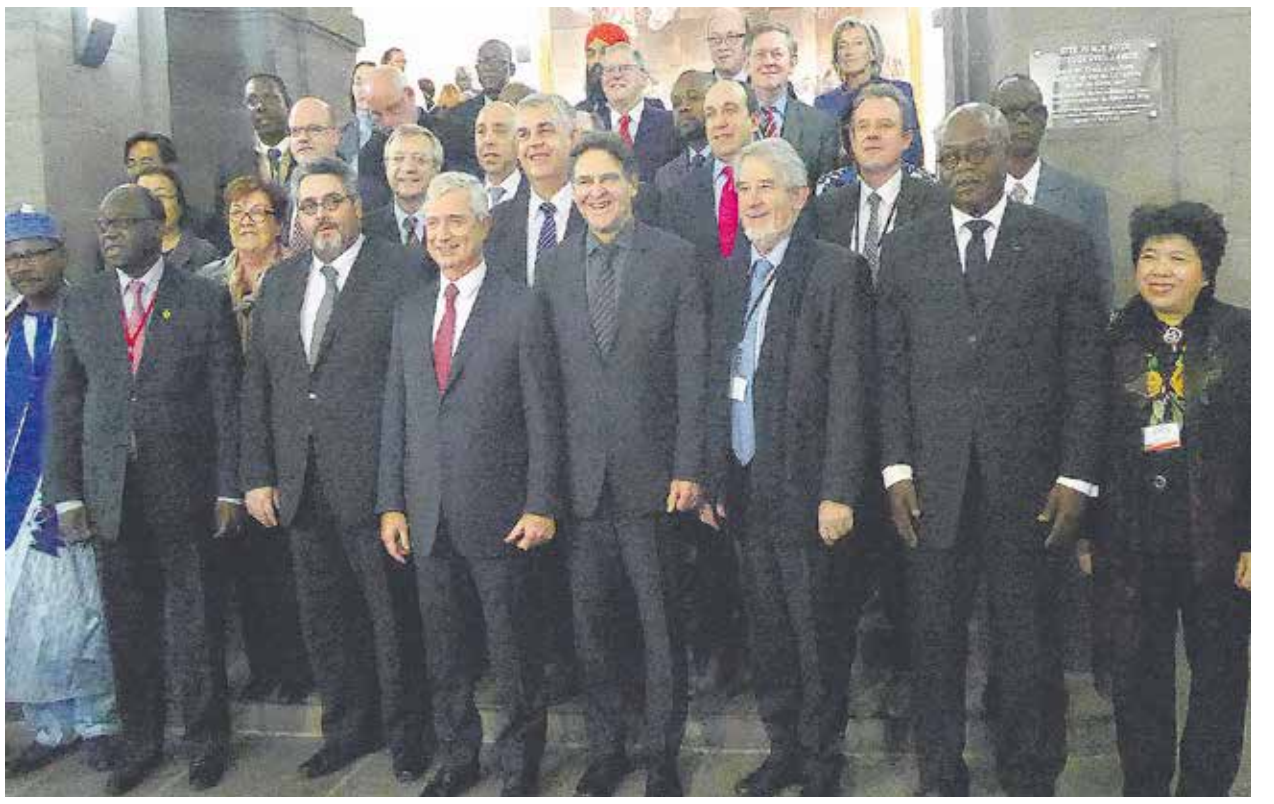
Au cours de la cérémonie d'ouverture, M. Bartolone a mis l'accent sur la nécessité d'actions concertées entre les peuples ayant le français en partage. Le Président, M. McIntyre, a ensuite souligné la volonté de l'APF d'inscrire davantage ses travaux dans le cadre de l'actualité internationale.

Les membres du Bureau ont auditionné l'Administrateur de l'Organisation internationale de la Francophonie, M. Clément Duhaime. Ce dernier a présenté la nouvelle programmation quadriennale de l'OIF et a appelé de ses vœux un renforcement des synergies avec la Francophonie parlementaire.

Après avoir adopté le rapport d'activité de M. Pascal Terrasse, Secrétaire général parlementaire (député, France), les membres du Bureau ont échangé leurs vues sur la mise en application du cadre stratégique de l'APF (2014-2018). Ainsi, la mise en place d'un nouveau programme intitulé «jeunes pousses» a été adoptée par les membres du Bureau. Destiné aux parlementaires de moins de 40 ans, ce programme permettra de créer des liens entre jeunes élus francophones et de les faire participer à des formations en vue du renforcement de leurs compétences.

L'Assemblée parlementaire de la Francophonie a également procédé à l'adoption de son budget et de son programme de coopération parlementaire pour l'année 2015. Avant de présenter le projet de budget de l'année 2015, en équilibre, M. Alex Bodry a exprimé toute sa solidarité avec la France après les effroyables attentats qui ont eu lieu à Paris en janvier et a témoigné de l'élan de mobilisation en faveur de la liberté d'expression qui a régné au Luxembourg, en rappelant également que le Premier Ministre luxembourgeois s'était rendu à la manifestation du 11 janvier à Paris.

S'agissant du budget, M. Alex Bodry s'est félicité des nouveaux efforts de transparence réalisés par le Secrétariat de l'APF, tout en œuvrant pour rappeler les propositions de la section luxembourgeoise en cette matière qui avaient été exprimées lors de la réunion précédente du Bureau en juillet 2014 à Ottawa.



Les membres du Bureau de l'APF réunis à Clermont-Ferrand.

Par ailleurs, le Bureau a examiné les situations politiques dans l'espace francophone et adopté des déclarations sur la Centrafrique ainsi que sur la République arabe syrienne. Le Bureau a également voté une mesure de mise sous observation à titre préventif du Burkina Faso et a décidé d'y dépêcher une mission de prise de contact et d'information auprès du Conseil national de transition.

Conférence interparlementaire sur la gouvernance économique européenne

Entre austérité et croissance

Alors que débute le Semestre européen, le processus instituant les objectifs de politique économique de chaque État membre, les députés nationaux et européens se sont rencontrés à Bruxelles les 3 et 4 février pour discuter de solutions pour sortir l'UE de la crise et relancer l'économie européenne. La Chambre des Députés a été représentée par sa délégation comprenant M. Eugène Berger, M. Alex Bodry, M. Henri Kox, M. Laurent Mosar et M. Claude Wiseler.

La publication de l'examen annuel de la croissance en décembre 2014 par la Commission européenne a mis en lumière le fossé entre austérité et finances publiques saines, d'un côté, et croissance et investissement, de l'autre. Pendant deux jours, les débats ont été marqués par cette dichotomie entre intransigeance budgétaire et émergence d'un nouveau volontarisme politique pour stimuler la croissance.

Tout en plaidant pour une association toujours plus étroite des parlements à la gouvernance économique et européenne, les parlementaires, parmi lesquels le Président du Parlement européen, M. Martin Schulz, et le Vice-Président, M. Olli Rehn, ont avant tout discuté du «Plan Juncker», l'enveloppe d'investissements de 315 milliards d'euros devant relancer l'économie européenne. Ce projet a pour l'occasion été présenté par le Président de la Commission européenne, M. Jean-Claude Juncker, ainsi que par le Commissaire européen pour les Affaires économiques et financières, la Fiscalité et l'Union douanière, M. Pierre Moscovici. Dans ce contexte, les députés ont notamment eu l'occasion d'interroger ces deux responsables de la Commission européenne sur la mise en œuvre concrète du programme, en particulier sur l'effet de levier sur lequel s'appuie le plan de relance.

Comment favoriser la croissance et créer de nouveaux emplois, surtout pour les jeunes? Cette question tout comme la mise en place d'un volet social au sein de l'Union économique et monétaire ont également été abordées pendant les débats avec les Commissaires européens et d'autres représentants comme le Vice-Président de la BEI, M. Wilhelm Molterer, et le Directeur général de l'Organisation internationale du Travail, M. Guy Ryder.

Les parlementaires nationaux et européens ont pour leur part appelé à plusieurs reprises à une plus grande légitimité démocratique du processus de consolidation budgétaire, qui se traduit parfois par des demandes de réduction budgétaire dans des domaines tels que la santé, l'investissement public, ou par des appels à la réforme des retraites. Certains ont critiqué le mode de prise de décision en vigueur, considéré comme insuffisamment démocratique.

La délégation luxembourgeoise à la Conférence interparlementaire sur la gouvernance économique européenne

À l'occasion d'une réunion organisée par la Commission des Affaires économiques et monétaires du Parlement européen portant notamment sur la coordination européenne en matière fiscale et la pratique des décisions anticipées en matière fiscale («rulings»), le président de la délégation luxembourgeoise, M. Eugène Berger, a rappelé que cette pratique est bien établie dans 26 États membres, dont le Luxembourg et que la Commission européenne a confirmé la conformité de la pratique des décisions anticipées avec le droit européen. L'Union européenne peut jouer un rôle pionnier pour améliorer la coordination en la matière, a souligné M. Berger, même s'il est souhaitable que l'initiative soit internationale. Énumérant les mesures déjà prises par le Luxembourg, il a indiqué que l'OCDE constitue une enceinte idéale pour adapter des règles internationales et que le Luxembourg plaide en faveur d'un «level playing field» pour que tous les États soient traités sur un pied d'égalité.

COSAC

Ukraine, priorités de la présidence lettone et coopération interparlementaire

Mme Isabelle Barra, Secrétaire générale adjointe, et M. Marc Angel, Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes

Les Présidents des commissions des affaires européennes des Parlements nationaux et des pays candidats à une adhésion à l'Union européenne ainsi que des députés européens se sont rencontrés le 2 février 2015 à Riga (Lettonie) pour la traditionnelle réunion des Présidents de la COSAC (Conférence des Organes spécialisés dans les Affaires européennes).

M. Marc Angel, Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, a représenté la Chambre des Députés lors de cette réunion consacrée principalement aux priorités de la présidence lettone du Conseil de l'Union européenne, au partenariat oriental et à la coopération interparlementaire.

Profondément préoccupés par la récente escalade dans le conflit militaire de l'est de l'Ukraine, les parlementaires ont lancé un appel à la Russie à prendre des mesures concrètes pour la désescalade de la crise en respectant le protocole de Minsk, à savoir un cessez-le-feu immédiat, l'arrêt du transit des armes et des mercenaires russes par la frontière russo-ukrainienne et à retirer du territoire de l'Ukraine les forces armées russes permettant ainsi aux autorités ukrainiennes de reprendre le contrôle sur sa frontière avec la Russie.

Les membres de la COSAC ont par ailleurs encouragé l'Ukraine «à poursuivre le processus de démocratisation, la mise en œuvre des réformes économiques, politiques, sociales et judiciaires, à intensifier les efforts dans la lutte contre la corruption, ainsi qu'à assurer le respect des droits de l'Homme et des droits fondamentaux.»

Après une première réunion informelle organisée le 19 janvier 2015 à Bruxelles, les Présidents de la COSAC se sont également échangés sur l'idée de l'introduction d'un «carton vert», sur les éventuelles améliorations à envisager au niveau du «carton jaune» et sur la méthode d'analyse du programme de travail annuel de la Commission européenne.

L'idée du «carton vert» repose sur le dialogue politique qui existe d'ores et déjà entre la Commission européenne et les Parlements nationaux et consisterait à mettre en place une coopération entre les Parlements nationaux pour soumettre des initiatives communes à la Commission européenne.

Concernant les «cartons jaunes», qui ont trait au contrôle du respect du principe de subsidiarité, les parlementaires se sont prononcés contre toute modification des traités, mais évoquent plutôt l'idée d'adaptations d'ordre pratique et technique.

Ces discussions ne pouvant selon toute vraisemblance pas être terminées sous présidence lettone, M. Marc Angel a indiqué que la présidence luxembourgeoise se propose de prendre la relève.

Visite officielle du Premier Ministre slovène

«La démocratie ne se réduit pas à des élections, mais consiste avant tout à définir et à affirmer des valeurs communes», a expliqué le Premier Ministre slovène, M. Miro Cerar au Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, lors de sa visite officielle au Luxembourg, le 11 février 2015.

Partageant entièrement cet avis, M. Di Bartolomeo a félicité son invité d'afficher si clairement sa volonté de mener des réformes économiques sans pour autant négliger les valeurs sociales. Il a assuré que le Luxembourg est tout autant attaché à la solidarité et à la cohésion sociale.

Ancien conseiller en droit constitutionnel auprès de l'Assemblée nationale slovène, le Premier Ministre de Slovénie a pour sa part souligné qu'il se sent toujours un peu chez lui lorsqu'il se rend dans un parlement. En tant que coauteur de la constitution slovène de 1991, le professeur de droit s'est montré particulièrement intéressé par la réforme constitutionnelle en cours au Luxembourg concernant autant les modalités que les enjeux du référendum de juin prochain.

Dans ce contexte, le Président de la Chambre des Députés a insisté sur l'importance d'intégrer davantage les résidents étrangers dans le processus démocratique et d'inclure plus les jeunes du pays dans la politique.

C'est dans cet esprit que les deux hommes politiques se sont quittés sur l'idée d'un projet de coopération culturelle: traduire en luxembourgeois un ouvrage slovène rédigé par M. Cerar lui-même: «La démocratie pour les enfants».

M. Mars Di Bartolomeo a accueilli M. Miro Cerar à la Chambre des Députés.

Une délégation parlementaire visite le Centre socio-éducatif à Dreiborn

Des membres de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse ont rencontré les responsables du Centre socio-éducatif à Dreiborn.

C'est un pur hasard du calendrier: le même jour où la Médiateure, Mme Lydie Err - dans sa qualité de contrôleur externe des lieux privatifs de liberté -, a vivement critiqué le fait que la structure fermée pour mineurs à Dreiborn n'est toujours pas fonctionnelle, une délégation parlementaire s'est informée sur place sur la manière dont les jeunes en détresse sont pris en charge par le Centre socio-éducatif dans les structures de Dreiborn (pour garçons) et Schrassig (pour jeunes filles).

Cette visite s'inscrivait dans le contexte des travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse sur le projet de loi 6593 qui donnera une base légale à l'unité de sécurité dite «Unisec».

Celle-ci constitue une enceinte fermée réservée à des délinquants juvéniles dont la place n'est pas dans un établissement pénitentiaire.

Retrouvez une vidéo de cette visite sur la page facebook de la Chambre des Députés.

NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU **N°6** • SESSION ORDINAIRE 2014-2015

Erpeldange-sur-Sûre

6605 - Proposition de loi relative au changement du nom de la commune d'Erpeldange en celui d'Erpeldange-sur-Sûre

La proposition de loi a pour objet de changer le nom de la commune d'Erpeldange en celui d'Erpeldange-sur-Sûre. Le conseil communal d'Erpeldange avait déjà décidé le 28 janvier 2013 de changer le nom de la localité d'Erpeldange en celui d'Erpeldange-sur-Sûre.

Le conseil communal avait motivé sa décision par deux arguments. Tout d'abord, il avait constaté que le Grand-Duché de Luxembourg compte trois localités qui portent le nom «Erpeldange», ce qui est à l'origine de bien d'erreurs et de confusions, surtout au niveau de l'acheminement du courrier et des livraisons.

En second lieu, le conseil communal avait souligné que le cours d'eau «Sûre», qui coule le long du village d'Erpeldange et qui fait ainsi partie intégrante de la localité, permettrait de faciliter l'assimilation rapide du changement de nom en «Erpeldange-sur-Sûre», ce qui contribuerait à l'avenir à éviter la confusion avec les autres localités du même nom tout en soulignant l'identité de la localité.

Dans son courrier du 14 juin 2013, le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région a précisé que le fait d'ajouter une précision géographique au nom actuel afin de distinguer la localité d'Erpeldange par rapport à d'autres villages homonymes correspondrait bien aux usages du pays. Le Ministre ne s'est dès lors pas opposé à la délibération communale du 28 janvier 2013 «à condition que les autorités communales entament une procédure devant aboutir au même changement de nom pour la commune». En effet, selon le Ministre, le simple fait de modifier le nom de la localité, chef-lieu de la commune, sans changement de nom de la commune portant le même nom ne serait pas de nature à éviter les confusions précitées et pourrait même en créer davantage.

Dépôt par M. André Bauler, Député, le 08.08.2013
Rapporteur: M. André Bauler

Travaux de la Commission des Affaires intérieures
(Président: M. Claude Haagen):

23.10.2014 Présentation de la proposition de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
19.11.2014 Désignation d'un rapporteur
11.12.2014 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 17.12.2014
Loi du 19 décembre 2014
Mémorial A: 2014, n°252, page 4826

Fusion Eschweiler-Wiltz

6712 - Projet de loi portant fusion des communes d'Eschweiler et de Wiltz

Les communes d'Eschweiler et de Wiltz collaborent déjà au niveau de certains syndicats de communes. Persuadés de la nécessité de procéder à la fusion de leurs communes afin de constituer une entité locale dotée des ressources humaines et financières indispensables pour faire face au développement futur des missions communales, les conseils communaux des communes d'Eschweiler et de Wiltz ont entamé dès la fin de l'année 2013 des discussions concrètes en vue d'une éventuelle fusion. Les autorités communales ont sollicité le conseil de la «cellule indépendante fusions communales» instituée auprès du Ministre de l'Intérieur et le concours juridique du Commissaire de district de Diekirch. Un référendum a été organisé le 25 mai 2014 pour permettre à la population concernée de se prononcer sur la fusion des deux communes. Le résultat de ce référendum ayant été favorable, les conseils communaux d'Eschweiler et de Wiltz se sont prononcés à titre définitif en faveur de la fusion des deux communes par leurs délibérations concordantes du 4 juin 2014.

Pour que la nouvelle commune puisse fonctionner sans attendre le prochain renouvellement intégral des conseils communaux qui aura lieu suite aux élections communales du 8 octobre 2017, les communes se sont exprimées en faveur d'une fusion avec effet au 1er janvier 2015. Pour permettre aux corps communaux actuels de Wiltz et d'Eschweiler de participer à la préparation et à la mise en œuvre de la fusion, ainsi que pour empêcher que des élections communales doivent être organisées à deux reprises en l'espace de moins de trois ans à partir de l'entrée en vigueur de la loi, des dispositions transitoires particulières dérogatoires au droit commun sont prévues pour la constitution des organes de la nouvelle commune.

En ce qui concerne la destination de l'aide financière spéciale de l'État, la nouvelle commune accordera la priorité à la réduction des dettes et n'a, pour cette raison, à ce stade pas mentionné de projets qu'elle envisagerait de réaliser.

Dépôt par M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur, le 27.08.2014
Rapporteur: M. Claude Haagen

Travaux de la Commission des Affaires intérieures
(Président: M. Claude Haagen):

23.10.2014 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
19.11.2014 Présentation et adoption d'une série d'amendements
11.12.2014 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 17.12.2014
Loi du 19 décembre 2014
Mémorial A: 2014, n°252, page 4824

Budget 2015

6720 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2015

a) modifiant

1. le Code de la sécurité sociale;

2. la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

3. loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;

4. la loi modifiée du 29 juillet 1993 portant création d'un fonds pour la rénovation de quatre îlots du quartier de la Vieille Ville de Luxembourg;

5. loi modifiée du 28 avril 1998 autorisant le Gouvernement à constituer une Fondation «Musée d'Art Moderne Grand-Duc Jean» et à lui accorder une aide financière;

6. la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation;

7. la loi modifiée du 18 février 2010 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles;

8. la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques;

b) abrogeant la loi modifiée du 4 décembre 1860 relative à l'attribution du produit des amendes et des confiscations en matière répressive

Suite aux amendements gouvernementaux et parlementaires, qui ont e.a. transformé la «contribution pour l'avenir des enfants» en impôt d'équilibrage budgétaire temporaire, et modifié un certain nombre de mesures contenues dans le projet de loi de mise en œuvre du paquet d'avenir (doc. parl. n°6722), le projet de budget amendé se présente désormais comme suit:

	2013 Compte	2014 Budget	2015 Projet	2015 Projet amendé	Variations	
					en millions[1]	en %[2]
Budget courant						
Recettes	11363,6	12052,0	12224,5	12304,5	+ 80,0	+ 2,1 %
Dépenses	10961,1	11259,4	11686,9	11824,1	+137,20	+ 5,0 %
Excédents	+ 402,5	+ 792,6	+ 537,6	+ 480,4	-	-
Budget en capital						
Recettes	97,7	73,4	73,0	73,0	0	- 0,5 %
Dépenses	1177,1	1038,1	1121,8	1121,8	0	+ 8,1 %
Excédents	- 1080,0	- 964,7	- 1048,8	- 1048,8	-	-
Budget total						
Recettes	11461,4	12125,4	12297,5	12377,5	+ 80,0	+ 2,1 %
Dépenses	12138,8	12297,5	12808,8	12945,9	+137,20	+ 5,3 %
Excédents	- 677,5	- 172,1	- 511,2	- 568,4	- 57,2	-

Notes: - Les chiffres de ce tableau sont exprimés en millions d'euros
- 1 : Variation Projet amendé-Projet de budget
- 2 : Variation Projet amendé / Budget voté 2014

Source: Amendements parlementaires du 3 décembre 2014 (doc. parl. 6720-4).

Il ressort du tableau que les recettes augmentent de 80 millions d'euros par rapport au projet de budget initial, tandis que les dépenses s'accroissent de 137,2 millions, de sorte que le déficit s'accroît de 57,2 millions d'euros.

Par rapport au budget voté 2014, la croissance des recettes sera de +2,1%, celle des dépenses totales de +5,3%. En conséquence, le déficit de l'État central passe à 568,4 millions d'euros en 2015, contre seulement 172,1 millions en 2014 (budget voté) et 677,5 millions en 2013.

Les recettes

Du côté des impôts directs, il y a lieu de relever la progression très marquée de l'impôt retenu sur les traitements et salaires (ITS) qui affiche un taux de croissance de 10,8%, passant ainsi de 3 milliards d'euros en 2014 à 3,33 milliards d'euros en 2015. Cette évolution est étroitement liée à la hausse de la masse salariale (estimée à 5,1% pour 2015 par le STATEC), mais également due à la non-adaptation du barème de l'impôt sur le revenu. Dans la même logique, l'impôt fixé par voie d'assiette est en hausse de 5,9%. En conséquence, l'impôt de solidarité payé par les personnes physiques augmente de 9,9%.

L'impôt sur le revenu des collectivités est supposé croître de 4,7%, passant de 1.520 millions d'euros en 2014 à 1.592 millions en 2015. L'impôt de solidarité payé par les collectivités progresse proportionnellement.

L'impôt sur la fortune (payé uniquement par les collectivités) devrait rapporter en 2015 une recette de 285 millions d'euros (+3,6%) au budget de l'État. L'impôt sur les capitaux (240 mio €) et l'impôt sur les tantièmes (40 mio €) resteront constants, la retenue libératoire nationale sur les intérêts diminuerait de 5 millions d'euros (-16,7%) sous l'influence de la baisse des taux d'intérêt. Notons qu'en 2015, le budget de l'État bénéficiera pour la dernière fois d'une recette (de 40 millions d'euros) au titre de l'impôt sur les revenus de l'épargne des non-résidents. Avec l'introduction de l'échange d'informations au 1er janvier 2015, cette rentrée fiscale disparaîtra.

Lorsqu'on ajoute le nouvel impôt d'équilibrage budgétaire temporaire (80 mio €) au total des recettes prévues au titre des impôts directs en 2015, le grand total se chiffre à 6.825 millions d'euros, ce qui représente une progression de 8,8% par rapport au budget voté 2014.

Du côté des impôts indirects, la taxe sur la valeur ajoutée restera de loin le poste le plus important, avec une recette estimée à 2,7 milliards d'euros en 2015, pourtant en régression de 11,2% par rapport à 2014. Cette régression s'explique évidemment par le changement de régime au niveau de la perception de la TVA issue du commerce électronique (-600 mio €), qui ne saura être compensée par l'augmentation de 2% des taux de la TVA, ni par les autres réaménagements du régime de la TVA.

La taxe d'abonnement sur les titres de sociétés est fortement liée à l'évolution et la nature des avoirs sous gestion des organismes de placement collectif enregistrés au Luxembourg, ainsi que de l'évolution des marchés financiers. Pour 2015, le budget table sur une croissance des recettes de 8,1%, pour atteindre 789 millions d'euros.

Les droits d'enregistrement sont inscrits avec une recette de 173,5 millions d'euros au projet de budget 2015, en progression de 6,1% par rapport au budget voté 2014.

En ce qui concerne les recettes d'accises, les chiffres présentés par l'Administration des Douanes et Accises (ADA) indiquent que globalement, ces recettes stagnent depuis 2011. Alors que les ventes de carburants sont en légère régression, les ventes de tabac à rouler continuent à progresser, contrairement aux cigarettes.

En ce qui concerne les recettes en capital, il y a notamment lieu de citer les dividendes perçus par l'État sur les participations qu'il détient dans le capital de sociétés de droit privé (125,8 mio €) ainsi que dans la BCEE (40 mio €) et dans l'EPT (20 mio €). Les recettes domaniales (loyers d'immeubles) s'élèveront à 62,8 millions d'euros 2015.

Les dépenses fiscales

Une nouveauté introduite dans notre législation par le biais de l'article 10, paragraphe (2), point d) de la loi du 12 juillet 2014 relatif à la coordination et à la gouvernance des finances publiques, qui a transposé en droit national le Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union européenne (TCSG), prévoit la publication d'un relevé renseignant en détail l'impact des dépenses fiscales sur les recettes. À cette fin, la notion de «dépense fiscale» est définie comme une «déviation par rapport à un système fiscal de référence ayant un impact sur les finances publiques».[1]

Le total des dépenses fiscales au titre des impôts directs se chiffre à 424 millions d'euros.

Le total des dépenses fiscales au titre des impôts indirects se chiffre à 362 millions d'euros.

Les dépenses

La croissance des dépenses - amendements budgétaires inclus - s'élèvera en 2015 à 5,3% pour l'État central, et de 4,4% au niveau de l'Administration centrale.

Dans le cadre des travaux de préparation du projet de budget pour 2015, le Gouvernement a privilégié les dépenses qui sont susceptibles d'avoir un impact positif sur la croissance, en conformité notamment avec les objectifs fixés dans les programmes nationaux de réforme.

Dans le budget des dépenses, la politique sociale occupe une place de choix. En 2015, l'État y consacrera plus de 5,6 milliards d'euros, ce qui représente environ 36% des dépenses totales de l'Administration centrale.

De cette enveloppe, 4,1 milliards d'euros sont destinés à l'alimentation des différents régimes d'assurance sociale (pension-vieillesse, maladie-maternité, dépendance et accidents) et aux allocations familiales, alors que 1,5 milliards d'euros servent à financer des prestations sociales telles que les indemnités de chômage et le revenu minimum garanti (RMG). D'autres blocs importants de dépenses sont les traitements et pensions des agents du secteur public (3,2 mrd €), les investissements (2 mrd €), et les transferts aux communes (1,1 mrd €).

[1] cf. Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle 2014-2018 (doc. parl. 6721-0), Annexe 4, pp.427ss.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 15.10.2014

Rapporteur: M. Franz Fayot

Travaux de la Commission du Développement durable

(Présidente: Mme Josée Lorsché):

23.10.2014 Examen du volet budgétaire de la Culture

05.11.2014 Continuation de la présentation du plan pluriannuel d'investissement du Ministère du Développement durable et des Infrastructures et de l'échange de vues sur le budget de l'exercice 2015

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

(Président: M. Alex Bodry):

26.11.2014 Échange de vues avec M. le Premier Ministre au sujet des volets du budget de l'État pour l'année 2015 concernant la commission

Travaux de la Commission de l'Environnement

(Président: M. Henri Kox):

22.10.2014 Présentation du budget du Ministère de l'Environnement pour l'exercice 2015

Travaux de la Commission de la Famille et de l'Intégration

(Président: Gilles Baum):

20.10.2014 Présentation du budget pour l'exercice 2015 du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région

Travaux de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports

(Présidente: Mme Cécile Hemmen):

18.11.2014 Présentation et examen du projet de budget du Ministère de la Santé

Présentation et examen du projet de budget du Ministère de l'Égalité des Chances

27.11.2014 Présentation du projet de loi dans le domaine des sports par M. le Ministre des Sports

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Eugène Berger):

25.09.2014 Désignation d'un rapporteur

16.10.2014 Échange de vues sur les grandes lignes du projet de budget avec le Ministre des Finances et des représentants de l'Inspection générale des Finances et du Trésor

Présentation du volet budgétaire concernant le Ministère des Finances

17.10.2014 Échange de vues avec des représentants de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines

Échange de vues avec des représentants de l'Administration des Contributions directes

21.10.2014 Échange de vues avec des représentants de l'Administration des Douanes et Accises

23.10.2014 Échange de vues avec le Ministre de la Sécurité sociale et le Directeur de l'Inspection générale de la sécurité sociale (IGSS)

03.11.2014 Échange de vues avec des représentants de la Commission de Surveillance du Secteur financier (CSSF)

11.11.2014 Échange de vues avec des représentants du STATEC au sujet des dernières prévisions économiques

11.12.2014 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Marc Angel):

24.11.2014 Présentation du projet de budget du département de la Coopération

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

(Président: M. Lex Delles):

06.11.2014 Création d'une nouvelle contribution pour le financement de certaines dépenses concernant les enfants et les jeunes (demande de la sensibilité politique déi Lénk du 17 juillet 2014)

Examen des volets budgétaires de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Travaux de la Commission de la Culture

(Président: M. André Bauler):

23.10.2014 Examen du volet budgétaire de la Culture

18.11.2014 Continuation de l'examen du volet budgétaire de la Culture

Travaux de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture, du Développement rural et de la Protection des consommateurs

(Président: Gusty Graas):

06.11.2014 Présentation par M. le Ministre des volets du budget de l'État pour l'exercice 2015 le concernant (demande du groupe CSV)

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

(Président: M. Georges Engel):

23.10.2014 Échange de vues avec le Ministre de la Sécurité sociale et le Directeur de l'Inspection générale de la sécurité sociale (IGSS)

08.12.2014 Présentation et examen du projet de budget du Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

Explications de M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire Nicolas Schmit concernant l'accord du Gouvernement du 28.11.2014 avec les organisations syndicales représentatives (demande de la sensibilité politique déi Lénk)

Travaux de la Commission du Logement

(Président: M. Guy Arendt):

23.10.2014 Présentation et examen du projet de budget du Ministère du Logement

Travaux de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative

(Président: M. Yves Cruchten):

27.11.2014 Examen du volet budgétaire de la Fonction publique et de la Réforme administrative

Travaux de la Commission juridique

(Présidente: Mme Viviane Loschetter):

03.11.2014 Échange de vues avec des représentants de la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF)

05.11.2014 Examen du volet budgétaire de la Justice

Vote en séance publique: 18.12.2014

Loi du 19 décembre 2014

Mémorial A: 2014, n°255, page 4839

Programmation pluriannuelle

6721 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2014 à 2018

Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 12 juillet 2014 relative à la coordination et à la gouvernance des finances publiques, les lois de programmation pluriannuelle font partie intégrante de notre cadre législatif dans le domaine des finances publiques.

Les lois de programmation pluriannuelle ont pour finalité de définir les orientations financières pluriannuelles des trois secteurs de l'administration publique, à savoir l'administration centrale, les administrations locales et les administrations de sécurité sociale. Elles couvrent une période mobile de cinq ans, en l'occurrence l'exercice budgétaire en cours et les quatre années subséquentes.

La mission principale de la loi de programmation consiste à arrêter l'objectif budgétaire à moyen terme de l'administration publique (OMT) ainsi que la trajectoire d'ajustement qui permet sa réalisation. Cette nouvelle législation a également pour but de présenter l'évolution de la dette publique ainsi que la décomposition des soldes annuels par sous-secteur des administrations publiques.

Le programme pluriannuel permet non seulement de renforcer les engagements financiers que le Luxembourg a souscrits dans le contexte européen, mais il permet également de renforcer les débats autour de la fixation des objectifs de la politique budgétaire et de faciliter ainsi la préparation du prochain programme de stabilité et de croissance.

La programmation financière pluriannuelle de 2014 à 2018

Dans le cadre de la 15e actualisation du Programme de stabilité et de croissance pour la période 2014-2018, le Gouvernement a arrêté la trajectoire d'ajustement qui devra permettre le retour à l'équilibre des finances publiques à l'horizon 2018.

La trajectoire d'ajustement telle qu'elle a été arrêtée dans le PSC 2014, se présente comme suit:

SOLDE NOMINAL	2015		2016		2017		2018	
	en mio d'euros	*en % du PIB*	*en mio d'euros*	*en % du PIB*	*en mio d'euros*	*en % du PIB*	*en mio d'euros*	*en % du PIB*
1. Administration publique	-270	-0,5%	129	0,2%	468	0,8%	938	1,6%
2. Administration centrale	-1055	-2,0%	-749	-1,4%	-475	-0,8%	-89	-0,1%
3. Administrations locales	109	0,2%	136	0,2%	137	0,2%	178	0,3%
4. Sécurité sociale	676	1,3%	742	1,3%	806	1,4%	849	1,4%
5. SOLDE STRUCTUREL		**0,2%**		**0,5%**		**0,5%**		**0,6%**
6. DETTE PUBLIQUE	12399	24,0%	13148	23,9%	13623	23,5%	13712	22,2%

Source: 15e actualisation du Programme de stabilité et de croissance 2014-2018, p.22.

Il s'ensuit que le déficit de l'Administration centrale serait progressivement résorbé jusqu'en l'an 2018, alors que l'Administration publique dans son ensemble serait largement excédentaire (+1,6% du PIB), et ce grâce au solde positif de la Sécurité sociale (+1,4%) et, dans une moindre mesure, des Administrations locales. Le solde structurel quant à lui serait en conformité avec l'objectif à moyen terme, à l'exception de l'exercice 2015, où il ne serait que de 0,2% du PIB.

Suite à la mise au point du paquet de mesures destiné à redresser les comptes publics, la trajectoire d'ajustement telle qu'elle est renseignée dans le projet de loi initial se présente comme suit:

	2015		2016		2017		2018	
	en mio	*en % du PIB*	*en mio*	*en % du PIB*	*en mio*	*en % du PIB*	*en mio*	*en % du PIB*
1) Solde nominal :								
Administration centrale	-816,6	-1,6%	-533,8	-1,0%	-438,3	-0,8%	-117,1	-0,2%
Administrations locales	-53,3	-0,1%	-52,1	-0,1%	-46,6	-0,1%	-37,6	-0,1%
Sécurité sociale	794,4	1,6%	894,6	1,7%	1.001,2	1,8%	1.058,6	1,8%
Administration publique	-75,7	-0,2%	308,8	0,6%	516,3	0,9%	903,9	1,5%
2) Solde structurel :								
Administration publique	-	0,5%	-	0,7%	-	0,5%	-	0,5%
3) Dette publique	11.970,5	24,1%	12.570,5	23,9%	12.938,5	23,5%	12.738,5	21,8%

(suivant SEC2010)
Note: A noter que les prévisions au sujet de l'évolution du solde structurel de l'Administration publique se basent sur la méthodologie du STATEC qui est commentée en détail dans l'annexe 7 du projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle. Dans le cadre de la gouvernance économique européenne, l'évaluation de la situation des finances publiques en 2015 sera faite sur base de la méthodologie commune élaborée par la Commission européenne. Selon cette méthodologie et les prévisions les plus récentes disponibles, le solde structurel pour 2015 est estimé à -1,3% du PIB. La Commission européenne procédera encore à une actualisation de sa prévision au cours de l'exercice d'évaluation tenant en compte toutes les mesures prises par le Gouvernement pour 2015.

Source: Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2015, p.20.

Compte tenu des amendements adoptés par la COFIBU, la trajectoire d'ajustement se présente désormais comme suit:

En % du PIB	2014	2015	2016	2017	2018
- Administration centrale	-1,3%	-1,7%	-1,1%	-0,9%	-0,3%
- Administrations locales	+0,1%	-0,1%	-0,1%	-0,1%	-0,1%
- Sécurité sociale	+1,4%	+1,6%	+1,7%	+1,8%	+1,8%
- Administrations publiques					
- Solde effectif	+0,2%	-0,2%	0,5%	0,8%	1,5%
- Solde structurel	+1,0%	+0,4%	+0,6%	+0,4%	+0,4%

Source: Amendements adoptés par la COFIBU en date du 3 décembre 2014 (doc. parl. 6721-7).

Il s'ensuit que les soldes nominaux de l'Administration centrale et de l'Administration publique sont corrigés de -0,1% sur toute la période de prévision, à l'instar du solde structurel qui reste néanmoins proche de l'objectif à moyen terme fixé à +0,5% du PIB.

Établi selon les règles de la comptabilité nationale telles que définies par la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État, le budget pluriannuel 2014-2018 amendé de l'État central se présente comme suit:

	2014 Budget	2015 Projet	2016 Prévisions	2017 Prévisions	2018 Prévisions
Budget courant					
Recettes	12.052,0	12.304,5	13.014,3	13.633,3	14.461,2
Dépenses	11.259,4	11.824,1	12.137,0	12.538,7	13.092,0
Excédents	792,6	480,4	877,3	1.094,6	1.369,2
Budget en capital					
Recettes	73,4	73,0	79,6	79,6	79,6
Dépenses	1.038,1	1.121,8	1.358,3	1.475,5	1.499,5
Excédents	-964,7	-1.048,8	-1.278,7	-1.395,9	-1.419,9
Budget total					
Recettes	12.125,4	12.377,5	13.093,9	13.712,9	14.540,8
Dépenses	12.297,5	12.945,9	14.014,2	14.014,2	14.591,5
Excédents	-172,1	-568,3	-401,4	-301,3	-50,7

(en millions d'euros)

Source: Amendement gouvernemental du 8 décembre 2014 (doc. parl. 6721-8).

Il ressort du tableau ci-dessus que tant les recettes que les dépenses de l'État central continueront à croître à un rythme dynamique au cours des prochaines années. Ainsi, la croissance des recettes totales sur la période 2014-2018 est de +19,9%, soit de 4,6% en moyenne annuelle. Il en est de même pour les dépenses, qui connaîtront une augmentation de 18,7% sur la période sous revue, ce qui correspond à une croissance moyenne de 4,4% par an.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 15.10.2014

Rapporteur: M. Franz Fayot

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Marc Angel):

24.11.2014 Présentation de la programmation financière pluriannuelle du département de la Coopération

Travaux de la Commission juridique

(Présidente: Mme Viviane Loschetter):

05.11.2014 Examen du volet budgétaire de la Justice

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Eugène Berger):

11.12.2014 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 18.12.2014

Loi du 19 décembre 2014

Mémorial A: 2014, n°256, page 5121

«Zukunftspak»

6722 - Projet de loi relative à la mise en œuvre du paquet d'avenir - première partie (2015)

1) portant création du Fonds souverain intergénérationnel du Luxembourg

2) modifiant

- le Code de la sécurité sociale,

- le Code du travail,

- la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 («Abgabenordnung»),

- la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'État,

- la loi modifiée du 30 juillet 1960 concernant la création d'un Fonds national de solidarité,

- la loi modifiée du 17 juin 1963 ayant pour objet de protéger les titres d'enseignement supérieur,

- la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État,

- la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

- la loi du 10 mai 1968 portant réforme de l'enseignement (Titre VI: De l'enseignement secondaire),

- la loi modifiée du 18 juin 1969 sur l'enseignement supérieur et l'homologation des titres et grades étrangers d'enseignement supérieur,

- la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie,

- la loi du 4 juillet 1973 concernant le régime de la pharmacie,

- la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi;

2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet,

- la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement,

- la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État,

- la loi modifiée du 26 juillet 1980 concernant l'avance et le recouvrement de pensions alimentaires par le Fonds national de solidarité,

- la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des spécialités pharmaceutiques et des médicaments préfabriqués,

- la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire,

- la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue,

- la loi modifiée du 31 juillet 1991 déterminant les conditions d'autorisation d'exercer la profession de pharmacien,

- la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé,

- la loi modifiée du 6 janvier 1995 relative à la distribution en gros de médicaments,

- la loi modifiée du 11 juillet 1996 portant organisation d'une formation menant au brevet de maîtrise et fixation des conditions d'obtention du titre et du brevet de maîtrise,

- la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois,

- la loi modifiée du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers,

- la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti,

- la loi du 14 mai 2002 portant reconnaissance d'équivalence du baccalauréat international avec le diplôme de fin d'études secondaires luxembourgeois,

- la loi électorale modifiée du 18 février 2003,

- la loi du 30 avril 2004 autorisant le Fonds national de solidarité à participer aux prix des prestations fournies dans le cadre de l'accueil aux personnes admises dans un centre intégré pour personnes âgées, une maison de soins ou un autre établissement médico-social assurant un accueil de jour et de nuit,

- la loi modifiée du 28 mai 2004 portant création d'une Administration de la gestion de l'eau,

- la loi du 10 août 2005 portant création d'un Lycée technique pour professions éducatives et sociales,

- la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau,

- la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle,

- la loi du 17 février 2009 portant 1. introduction d'un congé linguistique; 2. modification du Code du travail; 3. modification de la loi du 19 août 2008 relative aux aides à la formation-recherche,

- la loi modifiée du 19 juin 2009 portant organisation de l'enseignement supérieur,

*** fixant les modalités du cycle d'études d'enseignement supérieur aboutissant à la délivrance du brevet de technicien supérieur;**

*** modifiant la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue;**

*** fixant les modalités d'implantation de formations d'enseignement supérieur ou de création de filiales ou d'établissements privés ou publics sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg;**

*** abrogeant la loi du 14 août 1976 déterminant les conditions de création d'établissements privés d'enseignement supérieur,**

- la loi du 19 juin 2009 ayant pour objet la transposition de la directive 2005/36/CE pour ce qui est

a. du régime général de reconnaissance des titres de formation et des qualifications professionnelles

b. de la prestation temporaire de service,

- la loi du 26 juillet 2010 portant transposition de la directive 2007/2/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 mars 2007 établissant une infrastructure d'information géographique dans la Communauté européenne (INSPIRE) en droit national,

3) abrogeant

- la loi du 12 juillet 1994 portant institution d'un congé culturel

Le projet de loi s'inscrit dans la mise en œuvre de quelque 258 mesures réunies en un «paquet d'avenir» («Zukunftspak») ayant pour objectif de participer par voie législative et réglementaire, d'ici 2018, à l'effort d'assainissement durable des finances publiques via une modernisation des politiques publiques, telle qu'inscrite dans le programme de la coalition gouvernementale. Ce «paquet d'avenir» vient compléter les orientations prises par le Gouvernement au travers du projet de loi n°6720 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2015, le projet de loi n°6721 relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2014 à 2018 dans le cadre d'un «budget de la nouvelle génération» ainsi que d'autres réformes qui seront mises en œuvre durant l'actuelle législature.

Le présent projet de loi met en œuvre, pour 2015, 24 mesures du «paquet d'avenir» qui émanent de 10 ministères différents. D'autres mesures seront également mises en œuvre, dès 2015, au travers du projet de loi n°6720 précité, mais également par une série de règlements grand-ducaux et décisions ministérielles. Un certain nombre de mesures du «paquet d'avenir» feront l'objet d'autres lois de mise en œuvre similaires au présent projet de loi pour les exercices 2016, 2017 et 2018.

Mesure du Ministère de la Culture

Abrogation du congé culturel (mesure D1)

Le congé culturel a été institué par une loi du 12 juillet 1994 avec l'objectif de professionnalisation culturelle de la scène luxembourgeoise par le biais d'un soutien financier des artistes, interprètes et experts participant à de grandes manifestations culturelles et artistiques de haut niveau. Il convient néanmoins de constater que l'objectif visé il y a 20 ans n'a pas été atteint au travers de la loi du 12 juillet 1994, mais par le biais d'autres mesures plus efficientes telles que des bourses d'aide à la création ou la reconnaissance du statut d'artiste professionnel indépendant ou encore les aides en cas d'inactivité pour intermittents du spectacle.

Le projet de loi entend abroger la loi du 12 juillet 1994 portant institution d'un congé culturel. Ses auteurs précisent que les économies et les ressources administratives en résultant seront investies dans des mesures de soutien à la professionnalisation plus efficaces, sans que cela n'impacte le budget de l'État.

Mesure du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Taxes d'accréditation, de reconnaissance ou d'équivalence (mesure D2)

À l'image de ce qui se pratique dans d'autres pays de l'Union européenne, l'administration percevra dorénavant une taxe pour l'établissement de certificats de reconnaissance d'équivalence de niveaux d'études et de diplômes étrangers, de qualifications professionnelles étrangères pour l'accès à certaines professions réglementées, la protection et l'homologation de titres et grades étrangers ainsi que l'accréditation de formations d'enseignement supérieur au Luxembourg.

Le projet de loi introduit une base légale à la perception d'une telle taxe et précise que les modalités de perception de la taxe, dont le montant se situe entre 50 et 500 euros, seront déterminées par voie de règlement grand-ducal. Les recettes escomptées s'élèvent à 636.000 euros par année.

Mesures du Ministère de l'Environnement

Fixation des taxes de prélèvement d'eau et de rejet des eaux usées (mesure D3)

Depuis 2006, les taxes de prélèvement d'eau et de rejet des eaux usées sont restées inchangées. Le projet de loi entend adapter ces taxes à l'évolution des prix et augmenter ces taxes de 0,1 à 0,125 euro par mètre cube d'eau, respectivement de 1 à 1,25 euro par unité de charge polluante. Ses auteurs précisent que cette augmentation n'aura pas d'impact budgétaire pour l'exercice 2015 alors que le recouvrement de taxes augmentées ne sera qu'à partir de 2016.

Introduction d'une redevance pour l'Administration de la gestion de l'eau (mesure D4)

L'Administration de la gestion de l'eau dispose d'un laboratoire qui effectue annuellement des analyses sur près de 10.000 échantillons d'eau potable, d'eaux souterraines, d'eaux de surface, d'eaux de baignade et d'eaux usées, soit en sa qualité de fonction d'organisme de contrôle public, soit en qualité de prestataire de services pour des clients externes. Dans cette dernière optique, le laboratoire de l'Administration de la gestion de l'eau se positionne comme concurrent par rapport aux laboratoires privés.

Le projet de loi vise à permettre à l'Administration de la gestion de l'eau de prélever une redevance auprès des utilisateurs externes à l'État pour les prestations d'analyses d'eau. L'Administration de la gestion de l'eau en escompte des recettes annuelles de 1,234 millions d'euros destinées à couvrir, en partie, les frais de fonctionnement du laboratoire.

Mesures du Ministère de la Famille

Abolition de l'allocation d'éducation et de maternité (mesure D5)

Le projet de loi vise l'abrogation des allocations d'éducation et de maternité, laquelle s'inscrit dans un contexte plus global de modernisation de la politique familiale, sociale et d'emploi poursuivie par le Gouvernement. Les auteurs justifient l'abrogation de ces aides financières alors que les objectifs de leur introduction ont muté avec l'évolution de notre société ces dernières décennies, la nécessité de se focaliser davantage sur l'encouragement de la formation et l'emploi des femmes ainsi que l'existence d'autres mesures de soutien plus focalisées que l'allocation d'éducation et de maternité.

Cette abolition qui entrera en vigueur au 1er janvier 2015 se fera de manière progressive jusqu'à l'extinction des droits des bénéficiaires actuels de ces allocations. Une économie de 24,4 millions d'euros est escomptée pour l'exercice 2015.

Le service de contrôle du Fonds National de Solidarité (mesure D6)

Le service «répression des fraudes» du Fonds National de Solidarité (FNS) a constaté être de plus en plus exposé à des situations irrégulières pour lesquelles des enquêtes sont menées conjointement avec la police grand-ducale. Afin de pouvoir diminuer le volume des trop-payés, estimé à près de 5 millions d'euros par an, le projet de loi vise à investir certains fonctionnaires du Fonds de la qualité d'officier de la police judiciaire afin de leur permettre de mieux contrôler et enquêter sur la légitimité de la délivrance des prestations.

Limitation de l'intervention du FNS en matière de pensions alimentaires (mesure D7)

Le projet de loi envisage de limiter l'intervention maximale du Fonds National de Solidarité, lorsqu'il avance le montant d'une pension alimentaire en lieu et place d'un débiteur, aux montants prévus dans le cadre de la législation portant sur le revenu minimum garanti. Combinée au fait que le Fonds n'aura plus à recourir à un avocat pour solliciter la révision d'une pension alimentaire jugée trop élevée et diminuera par conséquent les frais de contentieux, cette mesure représentera une économie de l'ordre de 65.000 euros par an.

Fixation d'un montant d'exonération pour succession (mesure D8)

Actuellement, le montant exonéré de la restitution dans le cadre d'une succession en ligne directe ou au conjoint survivant d'un bénéficiaire d'une prestation du Fonds National de Solidarité s'élève à un montant indexé d'environ 230.000 euros. Le projet de loi envisage de diminuer ce montant à 50.000 euros non indexés, de façon à éviter les dépenses de frais d'expertise d'un bien immobilier compris dans la succession. Cette mesure devrait permettre des recettes annuelles de 5,745 millions d'euros.

Donations aux FNS (mesure D9)

Par parallélisme avec la législation portant sur le revenu minimum garanti, le projet de loi vise à permettre au Fonds National de Solidarité de considérer les donations faites après l'âge de 50 ans accomplis lorsqu'il participe aux prix des prestations fournies dans le cadre de l'accueil aux personnes admises dans un centre intégré pour personnes âgées, une maison de soins ou un autre établissement médico-social assurant un accueil de jour et de nuit. De plus, la tranche en dessous de laquelle aucune restitution n'est due sera abaissée de 2.500 à 1.700 euros.

Mesures du Ministère des Finances

Acquisition de la cité policière Findel (mesure D10)

En vertu d'un contrat de bail conclu le 5 juin 2009, l'État, locataire de l'immeuble dénommé «Cité policière Grand-Duc Henri - Kalchesbréck» moyennant un loyer annuel de 6,337 millions d'euros, a la possibilité d'en devenir propriétaire en levant une option d'achat au plus tard en avril 2015 pour un montant de 86,390 millions d'euros. Vu les investissements, notamment techniques, importants réalisés dans cet immeuble pour les besoins du travail de la police grand-ducale, le projet de loi vise à autoriser le Gouvernement à acquérir ledit immeuble, ce qui évitera le paiement d'un loyer élevé ainsi que le risque de devoir un jour libérer les lieux.

Cession d'un terrain au Fonds de compensation (mesure D11)

Dans le cadre d'un projet immobilier d'envergure consistant notamment dans la réalisation d'une «Cité de la Sécurité Sociale» dans le quartier de la gare et le regroupement d'institutions et administrations publiques dans des bâtiments administratifs à construire, le projet de loi vise à autoriser le Gouvernement à céder, au prix du marché, un terrain de 76,78 ares entre la rue de Hollerich, la rue Mercier et la rue du Fort Wedell au Fonds de compensation commun au régime général de pension. La recette pour l'État s'élèvera à au moins 90 millions d'euros.

Taxes pour frais administratifs (mesure D12)

L'administration fiscale doit faire face à des demandes tendant à l'obtention de renseignements spécifiques ou l'octroi d'autres services administratifs particuliers dont la complexité des aspects juridiques, économiques et financières ne cesse de s'accroître. Le projet de loi vise ainsi l'introduction de taxes, d'un montant maximal de 10.000 euros, que l'Administration des Contributions directes pourra percevoir en vue de couvrir les coûts techniques, intellectuels et de personnel supplémentaires occasionnés par ces demandes qui dépassent le cadre de la procédure d'imposition traditionnelle. Les recettes projetées s'élèvent à 3,649 millions d'euros par an.

Institution d'un fonds souverain (mesure D13)

Le projet de loi propose l'institution, sous forme d'établissement public, d'un «Fonds souverain intergénérationnel du Luxembourg» dont la mission sera de gérer une épargne destinée à contribuer au bien-être des générations futures. Ce fonds souverain sera alimenté annuellement à hauteur de 50 millions d'euros par des recettes non récurrentes et une partie des revenus de la TVA sur le commerce électronique ainsi que des accises sur les carburants. Les revenus dégagés par le fonds souverain ne pourront être reversés à l'État, qui en disposera alors librement selon les besoins du moment, qu'à partir du moment où le fonds disposera d'un actif supérieur à 1 milliard d'euros ou au bout de vingt années d'existence. Le projet de loi précise en outre les modalités de fonctionnement et de gouvernance du fonds.

Formalisation des décisions anticipées (mesure D14)

La fourniture par l'Administration des Contributions directes de renseignements sollicités par un contribuable en relation avec le traitement fiscal d'un cas spécifique, dénommés «décisions anticipées», a jusqu'à présent été faite sur base d'une pratique administrative reposant sur le principe de la confiance légitime. Le projet de loi vise à doter la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 («Abgabenordnung») d'une base juridique appropriée qui répond au souci de sécurité juridique des contribuables. Ses auteurs précisent que la formalisation et la modernisation du système des décisions anticipées s'impose dans un monde des affaires qui devient de plus en plus globalisé et dont la complexité économique, juridique et financière ne cesse de croître.

Suppression / vente de logements de service (mesure D15)

La législation fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État nécessite d'être clarifiée en ce qui concerne l'autorité compétente pour prendre les décisions relatives à l'attribution ou au retrait du logement de service et à la fixation du loyer et des frais accessoires de ce logement. Le projet de loi précise ainsi que ces décisions sont prises par le ministre ayant dans ses attributions les domaines de l'État, sur proposition du ministre du ressort. Le projet de loi supprime également le délai raccourci d'un mois et la dispense du ministère d'avocat pour les recours devant le tribunal administratif, de sorte que les décisions qui seront prises en matière de logements de service devront dorénavant faire l'objet d'un recours en annulation, qui est le recours de droit commun.

Prix de transfert (mesure D16)

Dans le contexte de la mondialisation des transactions, les prix de transfert revêtent un rôle primordial dans le domaine de la fiscalité en ce qu'ils régissent la répartition des bénéfices fiscaux entre les différentes entreprises faisant partie d'un groupe multinational. Chaque État doit veiller à ce que les bases imposables déclarées dans sa juridiction reflètent l'activité économique y exercée et que les bénéfices imposables ne soient pas transférés artificiellement hors de cette juridiction. Le projet de loi vise à inscrire dans la législation concernant l'impôt sur le revenu l'application du principe de pleine concurrence aux prix de transfert, conformément à l'article 9 du Modèle de convention fiscale de l'OCDE.

Mise à jour de la directive INSPIRE (mesure D17)

L'évaluation par la Commission européenne de la transposition de la directive 2007/2/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 mars 2007 établissant une infrastructure d'information géographique dans la Communauté européenne (INSPIRE) en droit national par une loi du 26 juillet 2010 a mis en lumière quelques manquements que le projet de loi vient corriger. L'opportunité est également saisie pour alléger la charge administrative, technique et financière relative à la gestion des données géographiques au niveau ministériel et communal.

Mesure du Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative

Abolition du trimestre de faveur et d'une indemnité (mesure D18)

Les fonctionnaires et agents de l'État disposent de certains avantages comparés aux salariés du secteur privé que le projet de loi entend supprimer. Il en est ainsi du trimestre de faveur et de l'indemnité destinée à récompenser des propositions d'économie et de rationalisation que le projet de loi abroge. L'économie en résultant s'élève à 2,5 millions d'euros par an.

Mesure du Ministère de l'Intérieur

Plafonnement de l'impôt commercial communal (mesure D19)

Le chômage au Luxembourg est passé de 4,5% en décembre 2008 à 7,2% en août 2014. Pour faire face au besoin de financement supplémentaire du Fonds pour l'emploi, le projet de loi envisage de faire participer davantage à l'alimentation du Fonds les communes dont le montant par résident des rentrées d'impôt communal commercial diminuées de leur contribution au Fonds pour l'emploi dépasse trois fois la moyenne nationale. L'excédent ainsi calculé sera versé intégralement au Fonds pour l'emploi, sans pour autant pouvoir dépasser, selon les auteurs du projet de loi, le montant de 12 millions d'euros. Les recettes supplémentaires pour le Fonds pour l'emploi sont estimées à 8 millions d'euros par an.

Mesures du Ministère du Logement

Abrogation de l'aide d'épargne-logement généralisée (mesure D20)

L'aide d'épargne-logement généralisée de 100 euros en faveur de chaque nouveau-né introduite en 2002 n'a pas, selon les auteurs du projet de loi, le succès escompté alors que moins de 2.100 enfants ont bénéficié de cette aide depuis son entrée en vigueur. Aussi, le projet de loi abroge cette aide financière, ce qui représente une économie cumulée de 16.000 euros jusqu'en 2018.

Introduction d'une condition de revenu pour l'obtention d'une bonification d'intérêt (mesure D21)

À ce jour, les familles ayant des enfants à charge, acquéreurs d'un logement et celles entreprenant des travaux d'amélioration dans leur immeuble, peuvent bénéficier d'une bonification d'intérêt indépendamment de toute considération de ressources. Le projet de loi vise à introduire, à partir du 1er janvier 2015, une condition de revenu, plafonné à quatre fois le salaire social minimum pour salariés non quali-

fiés, en vue de l'obtention de la bonification d'intérêts. Ses auteurs justifient l'introduction de cette condition de revenu par le souci d'une meilleure sélectivité sociale. Il convient de noter que cette aide financière est la seule aide individuelle au logement pour laquelle aucune condition de revenu n'est prévue par la loi. L'économie escomptée de cette mesure s'élève à 42.000 euros pour l'exercice 2015.

Augmentation du taux maximum de participation étatique du prix de construction, d'acquisition, de rénovation et d'assainissement énergétique de logements destinés à être loués par les communes (mesure D22)

Pour dynamiser l'offre de logements locatifs et pour compenser en partie la hausse prochaine de la TVA–logement, le projet de loi propose d'augmenter de 70% à 75% le taux maximum de participation étatique du prix de construction, d'acquisition, de rénovation et d'assainissement de logements destinés à être loués par les communes ou syndicats de communes à des ménages à revenu modeste, à des familles nombreuses, à des personnes âgées et à des personnes handicapées.

Mesure du Ministère de la Santé

Introduction de nouvelles redevances de traitement de dossiers (mesure D23)

À l'image de ce qui se pratique dans d'autres pays de l'Union européenne, l'administration percevra dorénavant une redevance de traitement de dossier pour divers types de demandes relevant de la compétence du Ministère de la Santé, notamment pour les demandes d'autorisation d'exercer une profession réglementée ou celles en matière de médicaments.

Le projet de loi introduit une base légale à la perception d'une telle redevance de traitement de dossier et précise que le montant de la redevance, qui se situe dans une fourchette de 50 et 1.000 euros, sera déterminé par voie de règlement grand-ducal. Les recettes escomptées s'élèvent à 320.000 euros par année.

Mesure du Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

Modification des dispositions légales en matière de congé linguistique (mesure D24)

Actuellement, le congé linguistique des salariés et personnes exerçant une activité professionnelle indépendante ou libérale est intégralement compensé par l'État dans la limite de quatre fois le salaire social minimum pour salariés non qualifiés. Suite à une analyse approfondie des dossiers et de l'opportunité de l'aide étatique, il a été décidé d'en garantir une utilisation plus ciblée et de responsabiliser davantage les employeurs. Le projet de loi vise ainsi à faire participer ces derniers à hauteur de 50% de l'indemnité compensatoire. L'économie escomptée de cette mesure s'élève à 100.000 euros pour l'exercice 2015.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 15.10.2014

Rapporteur: Mme Viviane Loschetter

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Eugène Berger):

16.10.2014	Désignation d'un rapporteur
01.12.2014	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
02.12.2014	Adoption d'amendements parlementaires
10.12.2014	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
12.12.2014	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 18.12.2014

Loi du 19 décembre 2014

Mémorial A: 2014, n°257, page 5472

Gare de Luxembourg (sortie Nord)

6725 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

Le projet de loi a pour objet de modifier le point 23 («construction d'un nouveau viaduc à deux voies à la sortie Nord de la Gare de Luxembourg, raccordement d'une des deux voies par un tunnel nouveau à voie unique et réaménagement général de la tête Nord de la Gare de Luxembourg») du paragraphe 3 de l'article 10 de la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire. Il vise à réadapter le budget total prévu pour la réalisation de ce projet.

L'autorisation demandée en vue d'une augmentation des moyens budgétaires pour la réalisation du projet est exigée par l'article 99 de la Constitution, vu que le montant dépasse le seuil des 40.000.000 euros prévu à l'article 80 de la loi modifiée du 8 juillet 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État.

La loi du 18 avril 2004 autorisant la construction d'un nouveau viaduc à deux voies à la sortie Nord de la Gare de Luxembourg, le raccordement d'une des deux voies par un tunnel nouveau à voie unique et le réaménagement général de la tête Nord de la Gare de Luxembourg, et modifiant la loi précitée du 10 mai 1995 avait mis à disposition du Gouvernement la somme de 180.700.000 euros (valeur 569,61 de l'indice semestriel des prix de la construction du 1er octobre 2002) en vue de la réalisation dudit projet.

Au cours des travaux, il s'est avéré que les crédits approuvés étaient insuffisants et des transferts entre les différentes parties du point 23 ont été accordés. Or, entretemps, le dossier a encore évolué et désormais la somme totale demandée se chiffre à 344.000.000 euros. Ces dépassements budgétaires sont motivés par:

- le vote de la loi du 18 avril 2004 sur base d'un projet se trouvant au stade de l'étude de faisabilité et se basant dès lors sur une estimation très approximative des charges financières à prévoir;
- l'ouvrage perré adjacent au viaduc qui a connu des complications techniques non négligeables;
- des adaptations majeures sous le boulevard d'Avranches au vu d'une géologie du terrain plus mauvaise que prévue;
- la réalisation d'installations de traction électrique non prévues dans l'étude de faisabilité;
- des installations de signalisation non prévues dans l'étude;
- des hausses extraordinaires sur les prix des métaux ferreux et non ferreux;
- des installations de chantier beaucoup plus coûteuses, au vu de la réalisation d'accès de chantier supplémentaires;
- la protection des vestiges de la forteresse et la découverte inattendue de vestiges qui ont dû être protégés;
- la réalisation d'écrans acoustiques imposés par la législation sur l'évaluation des incidences du projet sur l'environnement humain et naturel;
- des augmentations des frais d'études suite à l'évolution des coûts du chantier.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 07.10.2014

Rapportrice: Mme Josée Lorsché

Travaux de la Commission du Développement durable

(Présidente: Mme Josée Lorsché):

01.12.2014	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
10.12.2014	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 17.12.2014

Loi du 19 décembre 2014

Mémorial A: 2014, n°249, page 4812

Gare d'Ettelbruck

6734 - Projet de loi relatif à la réalisation du Pôle d'échange multimodal de la Gare d'Ettelbruck et à la modification de la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

Le projet de loi 6734 a pour objet d'autoriser le Gouvernement à procéder à la construction du Pôle d'échange multimodal de la Gare d'Ettelbruck. Ce projet englobe, à charge du Fonds du rail, le financement de la mise en conformité de la gare, du renouvellement des superstructures ferroviaires, de la construction d'un parking P&R et de la reconstruction du bâtiment voyageurs et de ses alentours directs. À charge du Fonds des routes, sont financées la réorganisation multimodale de la N7/rue du Canal, rue Prince Henri, rue de la Gare et avenue J.-F. Kennedy et du CR348/avenue Salentiny, la mise en souterrain de la N7 entre le carrefour de la Wark et le monument Patton, la réalisation de la gare routière, du parvis de la gare et de ses alentours directs et la mise en place de l'artère d'approche multimodale du carrefour «Dreieck» au pôle d'échange.

Le montant total des travaux à réaliser est estimé à 156.500.000 euros. L'autorisation du législateur pour procéder à ces travaux est donc requise en vertu de l'article 99 de la Constitution, étant donné que ce montant dépasse le seuil de 40 millions d'euros prévu à cet effet par l'article 80 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 24.10.2014

Rapporteur: M. Henri Kox

Travaux de la Commission du Développement durable

(Présidente: Mme Josée Lorsché):

19.11.2014	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
03.12.2014	Présentation et adoption d'un projet de rapporti

Vote en séance publique: 09.12.2014

Loi du 23 décembre 2014

Mémorial A: 2014, n°265, page 5614

Chômage partiel

6753 - Projet de loi portant modification du paragraphe (3) de l'article 3 de la loi modifiée du 17 février 2009 portant 1. modification de l'article L.511-12 du Code du Travail; 2. dérogation, pour l'année 2009, aux dispositions des articles L. 511-5, L.511-7 et L.511-12 du Code du Travail

Le projet vise à prolonger jusqu'au 31 décembre 2016, l'accompagnement, par l'instrument du chômage partiel de source structurelle, et pendant un maximum de dix mois de calendrier par année, des entreprises qui sont couvertes par un plan de maintien dans l'emploi homologué conformément à l'article L. 513-3 du Code du Travail accompagné d'un plan de redressement prévu à l'article L. 512-10 du même Code.

Dépôt par M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 04.12.2014

Rapporteur: M. Georges Engel

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

(Président: M. Georges Engel):

08.12.2014	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi
11.12.2014	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 18.12.2014

Loi du 19 décembre 2014

Mémorial A: 2014, n°246, page 4804

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter

SÉANCE 14

JEUDI,
11 DÉCEMBRE 2014

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. Heure d'actualité de la sensibilité déi Lénk au sujet des nouveaux engagements de l'OTAN et l'apport supplémentaire du Grand-Duché de Luxembourg

- *Exposé: M. Justin Turpel*
- *Débat: M. Jean-Marie Halsdorf, M. Marc Angel (M. Justin Turpel pose une question), M. Alexander Krieps, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser*
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Etienne Schneider, Ministre de la Défense*
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président, M. Justin Turpel (parole après ministre)(M. Claude Haagen et M. Gast Gibéryen interviennent)*

3. Heure d'actualité du groupe politique CSV sur la vague actuelle de cambriolages au Grand-Duché de Luxembourg et les moyens mis à disposition de la Police grand-ducale pour lutter contre ce phénomène en croissance

- *Exposé: M. Léon Gloden*
- *Débat: Mme Claudia Dall'Agnol, M. Max Hahn, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser (M. Gast Gibéryen intervient)*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure*

4. 6612 - Projet de loi relatif

1) aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle

2) à la promotion de la création artistique

- *Rapport de la Commission de la Culture: M. André Bauler*
- *Discussion générale: Mme Octavie Modert (dépôt d'une motion), Mme Taina Bofferding, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser, M. Serge Urbany, M. Fernand Kartheiser (fait personnel) (M. Serge Urbany intervient)*
- *Prise de position du Gouvernement: Mme Maggy Nagel, Ministre de la Culture*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *Motion 1: Mme Maggy Nagel, Ministre de la Culture, Mme Octavie Modert, M. Fernand Kartheiser*
- *Vote sur la motion 1 (rejetée)*

5. 6525 - Projet de loi relatif aux produits phytopharmaceutiques

- transposant la directive 2009/128/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 instaurant un cadre d'action communautaire pour parvenir à une utilisation des pesticides compatible avec le développement durable; et
- mettant en œuvre certaines dispositions du règlement (CE) n°1107/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques et abrogeant les directives 79/117/CEE et 91/414/CEE du Conseil

- *Rapport de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture, du Développement rural et de la Protection des consommateurs: M. Gusty Graas (dépôt d'une motion)*
- *Discussion générale: Mme Martine Hansen, M. Edy Mertens, M. Frank Arndt, M. Gérard Anzia, M. Roy Reding, Mme Viviane Loschetter (fait personnel), M. Roy Reding, M. Justin Turpel, Mme Octavie Modert*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *Motion 1: Mme Martine Hansen (M. Serge Wilmes intervient)*
- *Vote sur la motion 1 (adoptée)*

6. 6672 - Projet de loi

1) relatif à la mise en application du règlement (CE) n°1069/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine et abrogeant le règlement (CE) n°1774/2002;

2) relatif à la mise en application du règlement (UE) n°142/2011 de la Commission du 25 février 2011 portant application du règlement (CE) n°1069/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine et portant application de la directive 97/78/CE du Conseil en ce qui concerne certains échantillons et articles exemptés des contrôles vétérinaires effectués aux frontières en vertu de cette directive; et

3) modifiant la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés

- *Rapport de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture, du Développement rural et de la Protection des consommateurs: M. Edy Mertens*
- *Discussion générale: Mme Martine Hansen, M. Frank Arndt, M. Gérard Anzia, M. Roy Reding, M. Justin Turpel*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; MM. Jean Asselborn, Fernand Etgen, Mmes Maggy Nagel et Lydia Mutsch, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.02 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech maachen d'Sëtzung offiziell op. E schéine gudde Mëtteg. An d'Fro un d'Regierung: Huet d'Regierung Matdeelungen ze maachen?

M. Etienne Schneider, *Ministre de la Défense.*- Neen, dat ass net de Fall, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci, Här Wirtschafts- a Verteidegungsminister. Domat komme mer dann direkt zu eisem éischte Punkt vum Ordre du jour, eng Aktualitéitsstonn, déi vun de Lénken ugefrot ginn ass an déi sech ëm déi nei Engagementer vun der NATO dréit. Et hu sech eng Rei vu Kolleege schonn agedroen. Wann deen een oder deen aneren dat nach sollt vergiess hunn, wann ech gelift dat nohuelen!

An d'Wuert huet direkt den Här Justin Turpel.

2. Heure d'actualité de la sensibilité déi Lénk au sujet des nouveaux engagements de l'OTAN et l'apport supplémentaire du Grand-Duché de Luxembourg

Exposé

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Wa mir iwwert d'NATO schwätzen an déi 113 Punkten, déi de 4. an de 5. September 2014 um 24. Sommet diskutéiert an opgestallt gi sinn, da schwätze mer onweigerlech iwwer Krich an Ennerdréckung, Honger a Ressourcen, Liewen an Doud.

Brout, Fridden, Fräiheet, déi dräi Wierder, déi haut nach am Casino syndical am Festsall zu Bouneweg a grousse Buschtawe geschriwwe stinn, stounge viru wäit iwwer honnert Joer um Ufank vun der Aarbechterbewegung a vun der fräier Gewerkschaftsbewegung. Dat war besonnesch aktuell, wéi mam Éischte Weltkrich e Krich gefouert ginn ass, wou et ëm wirtschaftlech Interesse gaangen ass, dee Millioune Mënscheliewe kascht huet. An haut, honnert Joer duerno, nom Ufank vum Éischte Weltkrich, hunn déi dräi Wierder: Brout, Fridden, Fräiheet näischt, guer näischt vun hirer Aktualitéit agebéisst!

De bekannte Schwäizer Soziolog, deen Der kennt, de Jean Ziegler, dee vun 2000 bis 2008 UN-Sonderberichterstatter fir d'Recht op Ernährung war, huet 2002 a sengem Buch „Les nouveaux maîtres du monde" oder „Die neuen Herrscher der Welt" geschriwwen, datt déi véier apokalyptesch Reider vun der Ennerentwécklung: Honger, Duuscht, Epidemien a Krich all Joers méi Männer, Fraen a Kanner d'Liewe kaschte wéi d'Gemetzel vum Zweete Weltkrich.

Am 20. Jorhonnert goufen 100 bis 150 Millioune Mënschen duerch Waffen a Krich ëmbruecht. 2003 (veuillez lire: 2013) war ee Joer mat deene meeschte Kricher, ronn 34 Kricher, net Kricher vu Länner géint Länner, mä Kricher, déi stattfonnt hunn, fir Waffen ze verkafen, Waffen ze benotzen an neier ze produzéieren!

Dag fir Dag, sot de Jean Ziegler schonn 2002 a sengem Buch, stierwen op dësem Planéit 100.000 Kanner un Honger oder un den direkte Folge vum Honger, dat ass all siwe Sekonnen ee Kand! 826 Millioune Mënsche si chronesch oder schwéier ënnerernährt, 24% vun der gesamter Bevëlkerung an Asien. Dee gréissten Undeel un Ennerernährung gëtt et an Afrika, südlech vun der Sahara, a wou 186 Millioune Mënschen dauernd schwéier ënnererernährt sinn. Dat si 34% vun der Bevëlkerung.

Déi meescht vun hinne leiden, wéi d'FAO, dat ass d'Organsiatioun vun der UNO fir Ernährung a Landwirtschaft, seet, un extremem Honger! Dat heescht, hir Liewensmëttelratioun läit duerchschnëttlech bei 300 Kalorien, wat zum Iwwerliewen ënner erdrobare Bedéngungen net duergeet. An dat, obschonn d'Entwécklung vun de landwirtschaftleche Produktiounsmëttel an hirer Villfalt et erlabe géif, seet de Jean Ziegler 2002, bis zu 12 Milliarde Mënschen normal ze ernähren. Si kéint fir jidderee vun hinnen all Dag eng Ratioun vun 2.700 Kalorië bereetstellen.

An zënterdeem - 2002 - huet sech d'Situatioun zum Deel verschlëmmert. Den Ibrahima Coulibaly, Gewerkschaftler vun de Bauren aus dem Mali, deen als Ambassadeur vun der FAO d'lescht Woch zu Lëtzebuerg op Aluedung vun SOS Faim a Meng Landwirtschaft eng Konferenz iwwert d'Ernährungssituatioun ginn huet, seet an engem opschlossräichen Interview an der „Woxx" vum leschte Freideg, datt déi industrialiséiert Welt déi betraffe Länner an Afrika amgaang wier futtizemaachen.

D'Familljebetriber, déi Landwirtschaft bedreiwen, beschäftegen an deene Länner 70% vun der Bevëlkerung an droe mat 30% bis 40% zum BIP vun deene Länner bäi. Zënter 30 Joer hëllefe Weltwährungsfong a Weltbank der Agroindustrie, de Familljebetriber hire Buedem ewechzehuelen an en deene Räichen ze ginn.

Iwwer Fräihandelsaccorde versicht d'OMC, d'Welthandelsorganisatioun, dee subventionéierten Iwwerschoss vun der Nahrungsproduktioun aus Europa an Amerika an deene Länner ofzesetzen. Mat sougenannten „strukturellen Upassungsprogrammer" goufen déi Länner forcéiert, hir Grenzen opzemaache fir Puddermëllech, asiatesche Räis a Pouletsreschter. Statt de Familljebetriber déi noutwendeg Mëttel zur Verfügung ze stellen, fir hir Capacitéiten auszebauen, ginn domadder déi Betriber futtigemaach!

Esou hëlt och d'Jugendaarbechtslosegkeet an erschreckendem Mooss zou, seet den Ibrahima Coulibaly. Déi Jonk wende sech dem Extremismus, Boko Haram, IS an esou weider zou a gräifen zu de Waffen. Anerer riskéieren hiert Liewen am Mëttelmier, wou der honnertdausend vun hinnen an deene leschte Joren net iwwerlieft hunn!

Mat enger Ofso un esou Fräihandelsaccorden, esou och den Accord mat Westafrika, deen elo paraphéiert gouf, maache mir méi géint Honger an Extremismus wéi mat der Oprüstung vun der NATO.

Och de Klimawandel, dee vun den Industrienatioune verschëllt ass, bréngt net nëmme mat sech, datt, wéi ech dat elo gelies hunn, besuergt Leit mengen, d'Bordeaux-Drauwe géife méi séiss ginn a mir hätten an Zukunft kee Bordeaux méi - wat Problemer! -, mä virun allem, datt Millioune vu Mënschen hirer Liewensgrondlag beraubt ginn! D'Ongläichheeten huele weltwäit zou, och tëschent den industrialiséierte Länner an deenen, déi soi-disant net esou wäit entwéckelt sinn. Vill sougenannten „ethesch Kricher" sinn eigentlech kolonial oder neokolonial Kricher, och am Noen Osten, och Israel-Palästina.

Wat ech mat all deem soe wëll, ass Folgendes: Wa mir net d'Ursaache vun Ënnerentwécklung an Honger bekämpfen a wierklech ofschafen, wäert sech näischt änneren. Eleng mat deene Suen, déi fir Oprüstung ausgi ginn - et sinn der weltwäit 1.750 Milliarden Dollar, dovunner 1.000 Milliarden Dollar eleng fir d'NATO -, kéint een all Mënsch op dëser Welt e gutt a mënschewierdegt Liewen erlaben! Et feelt net un de Ressourcen, et feelt um politesche Wëllen, der Macht vun deenen, wéi den Ziegler seet „déi d'Welt beherrschen", e Punkt ze setzen! A vill Kricher ginn haut gefouert fir Buedem, Pëtrol an aner Rohstoffer bis hin zu Finanzen.

Une voix.- Sou wéi an der Ukrain!

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Ech wäert op d'Ukrain kommen!

D'militäresch Oprüstung souwuel vun der EU wéi déi vun der NATO gëtt oft mam Argument ënnermauert vun de Friddensasätz am Ausland. Mä wat ass d'Bilanz vun deenen Asätz? Wat ass beispillsweis d'Bilanz vum NATO-Asaz an Afghanistan? Den Asaz vun 2001, deen huet 2001 ugefaangen als Konsequenz vun den Attentater vum 11. September 2001, wéi d'US-Regierung vum George W. Bush de Kampf géint den Terrorismus proklaméiert huet an Afghanistan als Hort vun Al-Qaida designéiert huet. Et war éischter en Hort vun den Taliban, déi sech op d'Ruine vum afghanesche Stat opgebaut hunn.

Mir wëssen all, datt den Afghanistan eng eminent wichteg geopolitesch a wirtschaftlech Situatioun anhëlt. A mir wëssen, datt weder d'USA nach d'NATO an deem Land agegraff hätten, wann dat net de Fall wier. Ech zitéieren den deemolegen däitschen Arméiminister Peter Struck, deen et op de Punkt bruecht huet, wéi e gesot huet, Däitschland misst bis an den Hindukusch verdeedegt ginn.

Géifen d'USA an hir Alliéiert deeselwechte Moossstaf an all Regioun vun der Welt applizéieren, wann et drëms geet, fir - wéi offiziell proklaméiert - Demokratie a Mënscherechter duerchzesetzen, dann hätt ee missen an anere Géigenden intervenéieren, zum Beispill a Saudi-Arabien, wou de wahhabitesche Regime a puncto Mënscherechter a speziell Fraerechter vergläichbar ass mat deem vun den Taliban.

Haut ass Afghanistan an den Hänn vun de Krichshären, eng Demokratie ass et awer net!

Afghanistan, wéi gesäit et haut aus? Et produzéiert an Zwëschenzäit 90% vum Opium. 3.000 Leit pro Joer ginn als Kollateralschued vun der NATO ugesinn. De Buedem ass mat gewësse Waffe verseucht. Déi sanitär Situatioun (veuillez lire: sanitär Strukturen) goufen zerstéiert. D'Land ass vun der Korruptioun zerfriess, d'Hëllefsgelder aus dem Ausland ginn net an d'Infrastrukturen investéiert, mä landen dacks an den Täsche vun de Krichshären.

A wéi ass de Bilan vum franséisch-britesche spéideren NATO-Asaz a Libyen? Et muss ee kee Frënd si vum Colonel Muammar Gaddafi, fir

festzestellen, datt Libyen aus engem Land vu relativ héijem Wuelstand haut e Land vun Aarmut, Chaos a latentem Biergerkrich ginn ass.

Mir héiere vill vum Daech a Syrien an am Irak, deem Irak, wou e Krich ausgeléist ginn ass, deen op enger Lige berout. Mä an der Zwëschenzäit huet IS och Fouss gefaasst a Libyen. Ech ginn elo net op d'Detailer a vum Süden, vum Fezzan, wat als Réckzuchsgebitt fir d'AQMI gëllt a wou seng Grenzen net méi kontrolléierbar sinn.

Zum Sahel, de Konflikt vu Libyen huet zu engem Konflikt am Mali gefouert, deen de Sahel och mat abezitt.

Alles dat sinn d'Resultater vun enger NATO-Politik, déi mir net kënnen deelen. Och an der Ukrain, wou d'NATO elo wëllt eng séier Agräiftrupp op d'Bee stellen, ass d'Brandstëfterpolitik falsch un der Plaz.

Ech erënnere mech un eng Sëtzung vun der aussepolitescher Kommissioun, wou souwuel den Ausseminister Asselborn wéi och de Fraktiounspresident Jean-Claude Juncker gesot hunn, datt et falsch wier, wat d'Ukrain ugeet, fir op eng Eskalatioun ze setzen, op Sanktiounen ze setzen. Et misst een d'Sanktiounen évitéieren, fir d'Eskalatioun ze évitéieren, souguer wann d'Krim fort wier.

De Géigendeel ass gemaach ginn, well aner Partner vu Lëtzebuerg an der NATO dat verlaangt hunn. D'Ukrain misst eng Bréckefunktioun hunn, déi een iwwer eng ganz Rei Moossname kéint hierstellen, déi een am Detail géif diskutéieren. Mä d'Oprüstung vun der NATO, och mat enger schneller Agräiftrupp fir d'Ukrain, ass dee falsche Wee!

Am Resümee, ouni op déi 113 Punkten anzegoen, déi de 4. an de 5. September um Sommet zu Newport ofgeseent gi sinn iwwer nei Kommandostrukturen, nei Spionagestrukturen, nei Oprüstung, eng nei Industrie, muss ee soen, datt alles dat näischt wäert änneren un der militärescher Eskalatioun. Si wäert se weiderdreiwen a mir wäerten esou laang näischt dorunner änneren, wéi mer net d'Ursaache behiewen. Dowéinst wende mir eis mat aller Vehemenz géint déi weider Oprüstung an Engagementer vu Lëtzebuerg an der NATO!

Fir ofzeschléisse wëll ech nach eng Kéier erënneren un dat, wat den Albert Einstein gesot huet, wéi e gesot huet: „Ech sinn net sécher, mat wéi enge Waffen den Drëtte Weltkrich gefouert gëtt. Mä de Véierte Weltkrich, dee féiere mer mat Steng a mat Knëppelen!"

Ech soen Iech Merci!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och Iech. Nächste Riedner ass de Jean-Marie Halsdorf.

Débat

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, et geet jo an dëser Heure d'actualité drëm, fir ze soen, déi nei Engagementer respektiv den Apport vu Lëtzebuerg, ob mer deen deelen oder net. D'CSV ass der Meenung, dass d'NATO eng militäresch Allianz ass, mä och eng Communautéit vu Wäerter, vu Solidaritéit, vu Fräiheet a vu Gerechtegkeet. Si bleift an eisen Aen ee vun den Haaptgarante vun eiser Onofhängegkeet an eiser territorialer Integralitéit an och eiser politescher Souveränitéit. An duerfir muss sech d'NATO esou opstellen, dass se dat och kann!

An d'CSV gesäit ganz kloer déi baussecht Sécherheetspolitik, vun heiheem an och doriwwer eraus, vun eisem Land an doriwwer eraus och an der EU an och an der grousser Welt, op zwee Standbeen. Wann ech heiheem kucken, d'EU, déi sech jo iwwert de Vertrag vu Lissabon eng Politique étrangère et de sécurité commune ginn huet, an där dann eben déi sougenannten „politique de sécurité et de défense commune" ëmgesat gëtt, dat hu mer säit 2009. An doduerch hu mer dann eng intern an eng extern Verteidegungspolitik hei an der EU.

Mä bis déi eng Kéier op Augenhöhe ass mat där vun der NATO, dat wäert nach laang daueren! An duerfir hu mer dernieft d'NATO, déi dann dat zweet klassescht Standbeen ass, an der Komplementaritéit zur Verteidegungspolitik vun der EU.

Um Terrain gesäit dat esou aus, dass déi Capacitéiten, déi do sinn, gedeelt ginn zwëschent de Länner. All Land spezialiséiert sech. D'NATO nennt dat „smart defense". An der EU gëtt dat „pooling and sharing" genannt an do ginn dann déi Capacitéiten, déi mer brauchen, fir Sécherheet ze kreéieren, um Terrain gedeelt. Dësen Exercice dauert schonn e puer Joer an deen ass um richtege Wee.

Mä de Problem ass jo deen, dass d'Menacë mat der Zäit geännert hunn. An duerfir muss een och do zréckkucken, well wann ee gutt zréckkuckt, da kann ee besser d'Zukunft verstoen. Well, Dir wësst et, d'NATO gouf jo nom Zweete Weltkrich an d'Liewe geruff. D'Haaptmenace war deemools de Warschauer Pakt. An dee Moment war d'Iddi déi, dass, wann ee vun eise Partner attackéiert géif ginn, dann eben déi aner solidaresch militäresche Bäistand géife ginn. Dat ass dee sougenannten Artikel 5, iwwert dee mer jo oft schwätzen.

An 1989, nom Mauerfall, ass am Fong geholl de Warschauer Pakt opgeléist ginn. An dunn huet sech d'Fro och gestallt: Solle mer d'NATO opléisen oder net? Ob dat néideg wär, well d'Haaptmenace, dat war jo deemools d'Sowjetunioun an déi war jo net méi do. An dës Fro ass jo beäntwert ginn, well '99 (veuillez lire: 2002) ass d'NATO jo du reforméiert ginn um Sommet vu Prag an do ass déi sougenannten „Allied Command Transformation", d'ACT, an d'Liewe geruff ginn. Déi sollt dann eben d'Transformatioun vun der NATO favoriséieren. An dat ass am Fong geholl d'Schlësselelement, wann een Iwwerleeunge mécht am Défenseberäich.

D'Transformatioun, déi huet keen Ufank, huet keen Enn. Et ass en „ongoing process". Mir hunn och eng Transformatioun an der internationaler, an der transnationaler an och an der multipolarer Gesellschaft, déi ass ëmmer amgaangen. An d'NATO huet sech da lues a lues ugepasst. Si ass eng erweidert Konzeptioun vun der Sécherheet ugaangen, do sinn d'NRFen ageféiert ginn. Dat sinn Unitéiten, déi kënnen agesat ginn, wa Gefore geschéien, kuerzfristeg. An elo ebe ginn déi Beräicher Cyberkriminalitéit an Terrorismus - dat ass jo dann décidéiert ginn a Wales - dann do derbäigesat.

A mir mengen, dass dat wichteg ass. Fir déi bestehend an och déi kommend Menacë muss ee sech op d'Bee stellen. Ëmsou méi se net ëmmer vu State kommen, ass et wichteg, dass ee sech gutt opstellt!

An déi Décisioune vum Sommet vu Wales leien an der Kontinuitéit vum Sommet vun Chicago an och da vum Sommet vu Lissabon. A wat wichteg ass, wat de Kader setzt, dat ass de Concept stratégique, deen ass jo an de leschte Joren ausgeschafft ginn. An am Fong geholl geet et do drëm, sech deene verännerte Menacen an där verännerter Welt ëmmer nees unzepassen.

Ech hat gesot d'NRFen, e Beispill: D'NRFe gi gradesou wéi d'Groupes tactiques an der EU anescht opgestallt. Si kaschten éischtens ze vill a si bréngen net vill. An et ass och gutt, dass dat gemaach gëtt. An d'Cyberkriminalitéit wäert eng ëmmer méi grouss Erausfuerderung ginn.

D'CSV ass der Meenung, dass d'Sécherheet an eisem Land an an der EU en Zesummespill ass an der Zesummenaarbecht zwëschent der NATO an der EU. An dat soll um Terrain geschéien an der EU iwwert d'Agence européenne de défense an an der NATO iwwert d'SHAPE.

D'NATO bréngt an eisen Ae ganz kloer eng Plus-value a puncto Sécherheet, an de komplexe Sécherheetsfroen. Dës Froen, déi stelle sech iwwert d'Welt. D'Welt kritt ëmmer nees en anert Gesiicht, ech géif scho bal soen, eng aner „Fratz". An do musse mer eis opstellen, fir deene Problemer ze begéinen!

Duerfir ass d'CSV ganz kloer derfir, dass d'NATO sech nei engagéiert an dass dann och Lëtzebuerg säin Apport do gëtt. Nëmmen esou kënne mer hei an eisem Land d'Sécherheet garantéiere fir eis Biergerinnen a Bierger. Am Fong geholl geet et drëm an Zukunft, fir am Fong geholl déi soft an déi haart Forcen, déi mer hunn an der Gesellschaft, dat heescht, op där enger Säit d'militäresch Asätz, op där anerer Säit d'Wäerter, déi mer wëlle vermëttelen, fir do e gudde Mix ze kréien. Da kënne mer garantéieren, dass et de Leit nach Freed mécht, op dëser Welt ze liewen.

Mir gleewen also net un déi Approche vun deene Lénken, mä mir mengen, dass dee Wee, dee bis elo eis Welt gaangen ass, eis westlech Welt, dass mer dee weider sollte goen!

Villmools Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Halsdorf. Nächste Riedner ass den Här Marc Angel.

M. Marc Angel *(LSAP).*- Merci, Här President. Här Minister, Dir Dammen an Dir Häre, ech wëll deene Lénke Merci soe fir dës Heure d'actualité. Dat gëtt eis nämlech d'Geleeënheet, iwwert d'NATO an och hiren Transformatiounsprozess ze schwätzen an dat ze soen, wat d'NATO wierklech haut ass.

A wéi ech dee Bréif gelies hu vun déi Lénk, wou se dës Heure d'actualité ugefrot hunn, a wann ech déi Opreegung an deen Discours héieren, déi Panikmache iwwert déi extrem Militariséierung, wéi ech dat gelies hunn an héieren hunn, hunn ech grad gemengt, dass ons Frënn vun déi Lénk keen Transformatiounsprozess matgemaach hätten a si wären nach déi fréier moskautrei Kommunisten an hätten elo en Uerder kritt vu Moskau, hei am Parlament eng Attack op d'NATO ze starten.

(Exclamations)

Fir d'LSAP, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'LSAP...

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Kann ech dem Här Angel eng Fro stellen?

M. Marc Angel *(LSAP).*- Fir d'LSAP ass...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Angel, däerf den Här Turpel Iech eng Fro stellen?

M. Marc Angel *(LSAP).*- Ech wär frou, wann ech meng Ried kéint fäerdegmaachen, an da kann e mer all Froe stellen, déi e wëllt!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Selbstverständlech!

M. Marc Angel *(LSAP).*- Wann den Här Turpel domadder d'accord ass?

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Da fuert virun, Här Angel!

M. Marc Angel *(LSAP).*- Merci, Här President!

Fir d'LSAP ass d'Recht op Sécherheet ee vun deene wichtegste Prinzipien iwwerhaapt. Sécherheet beinhalt fir d'LSAP un éischter Hand (veuillez lire: un éischter Stell) déi sozial Sécherheet, mä awer och déi bannescht an déi baussecht Sécherheet däerf vun der Politik net ignoréiert ginn. Déi Prosperitéit, déi mer haut kennen, dat ass e Resultat vu 70 Joer Fridden a Sécherheet an Europa an heiheem! An d'Sécherheet hei am Land kënnt doduerch, dass mer ons mat Partner an der NATO an an der EU zesummegedoen hunn.

Vill Leit dobausse maache sech Suergen iwwert déi komplizéiert Sécherheetssituatioun op der Welt an och no un de Grenze vun Europa. Et ginn eng ganz Rei vu Menacen: en ëmmer méi aggressiivt Russland am Oste vun Europa, eng ëmmer méi grouss Unzuel vun „failed states" vum Noen Oste bis Nordafrika bis an d'Sahelzon eran, wou reliéis extrem Gruppe wéi Daech an ISIS un Importenz gewannen, d'Bedrohung duerch Cyberattacken, de Problem vun der Energiesécherheet. Och de Klimawandel gëtt zu engem Sécherheetsproblem.

An all déi Menacë sinn natierlech net nëmmen duerch militäresch Mëttelen ze léisen, och d'Ursaache musse bekämpft ginn! An dat maache mer jo och. An dofir, fannen ech, si mer elo als EU an NATO konfrontéiert mat enger enorm breeder Palett vu Menacen, symmetrescher, assymmetrescher, konventioneller an onkonventioneller, an dat ausgoend vu staatlechen an och net staatlechen Akteuren.

Fir all dës Menacen existéiere keng einfach Léisungen! Dofir fannen ech et och interessant, dass d'NATO duerch méi eng enk Kooperatioun mat der EU an der UNO souwéi mat den internationalen ONGe fir eng méi vernetzte Sécherheetsapproche virgoe wëllt. An am NATO-Jargon heescht dat „comprehensive approach", an och dat war e Resultat vum Sommet vu Wales.

D'NATO ass keen eendimensionaalt Militärbündnis, mä virun allem e politesche Forum, wou eng breet Palett vu sécherheetspolitesche Froen diskutéiert gëtt. Niewent dem Domän vum Krisemanagement, vun der Rüstungskontroll, der Ofrüstung an der Netproliferatioun gëtt och dem Volet Partnerschaft eng ganz grouss Importenz zougedroen. An hei ass besonnesch d'Partnerschaft mat Russland ganz wichteg. Trotz der Ukrain-Kris léisst d'NATO eng Dier op fir d'Zesummenaarbecht mat Russland.

An duerfir bleift och de Grënnungsakt vum NATO-Russland-Rot vun 1997 a Kraaft, also ass dat keng Provokatioun vun der NATO vis-à-vis vu Russland.

Et ginn enorm vill falsch Iddien iwwert d'NATO. D'NATO ass keng reng militäresch Organisatioun. D'NATO ass virun allem eng politesch Organisatioun. D'Décisioune gi vun Zivilpersoune geholl, vun de Stats- a Regierungscheffen, Aussen- an Défenseministeren, vun eisen Ambassadeuren, déi am NATO-Rot sinn. D'NATO ass keng supranational Organisatioun. D'Décisioune ginn zesumme geholl vun de Vertrieder vun den 28 Memberstaten. An do ginn et 28 Stëmmen. An duerfir ass et och ëmmer falsch d'NATO gläichzesetze mat den USA.

Bei den Diskussiounen um NATO-Sommet zu Wales geet et net nëmmen ëm eng riseg Oprüstung. Et gëtt drëm, einfach deen Trend a Richtung manner Militärausgaben ze stoppen. A well Lëtzebuerg vun allen NATO-Memberstate bäi Wäitem am mannste bezilt, eng Situatioun, déi net haltbar ass, wäerte mir duerfir och vun 0,4 op 0,6 eropgoen, ech hunn dat gëschter gesot, da si mer um Stand vun 2007.

D'LSAP-Fraktioun betruecht Erhéijunge vun de Verdeedegungsausgaben am Prinzip mat grousser Virsiicht, ass awer der Meenung, dass esou Erhéijunge vun de Lëtzebuerger Verdeedegungsausgabe berechtegt sinn. Wéi ech gëschter scho gesot hunn, kënne mer net als Lëtzebuerg honnert Prozent vun der Sécherheet profitéieren an null Prozent Responsabilitéit iwwerhuelen; schonn eleng aus Solidaritéit musse mer matbezuelen.

A wesentlech ass et deemno, fir no vir ze kucken an ze préiwen, wéi dës Sue sënnvoll agesat ginn. Mat den zousätzleche Suen an onsem Budget fir d'Défense kënnen och bestehend Elementer verstäerkt ginn, déi et am Moment gëtt an déi positiv ze gesi sinn. D'Lëtzebuerger Verteidegungsausgabe gi jo net gebraucht, fir iergendwou an der Welt Krich ze féieren, mä si gi fir OMP-Missiounen, friddenserhalend Missiounen, genotzt, fir Déminage, Waasseropbereedung, sanitär oder medezinesch Hëllef. Sënnvoll Aktivitéite kënne mat méi Gelder verstäerkt ginn.

Mir hunn eng Fräiwëllegenarméi hei zu Lëtzebuerg, déi de jonke Leit eng Chance fir d'Liewe gëtt an déi ëmmer méi Wäert op eng gutt Rekonversioun an eng breet Offer vu Formatiounsméiglechkeete leet.

Sécherheet gëtt et net zum Nulltarif. Déi zousätzlech Ausgaben, déi Lëtzebuerg virhuet ze maachen, solle sozial an ekonomesch Retombéeën op eist Land hunn. Gëschter gouf mam GovSat ee gudden Ufank an där Hisiicht gemaach. D'LSAP wäert sech asetzen, dass dat esou weidergeet.

Ech wollt Iech zum Schluss nach en Dokument iwwerreechen, ech hunn et elo op menger Plaz vergiess, mä ech ginn Iech et.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

M. Marc Angel *(LSAP).*- Et ass eppes, fir wat ech mech ganz staark engagéieren, dat ass d'Transparenz an der NATO. Ech si Member vum NATO-Parlament. An dat ass ee vu mengen Dadaen do. Ech hunn do eng Ried gehalen. Ech ginn Iech déi, da kënnt Der déi un d'Kolleege weiderféieren. An och nach eng Broschür fir d'Citoyenen, mat där déi sollen doriwwer informéiert ginn, wat d'NATO mécht. Ech ginn Iech déi dann, da kënnt Der se weiderginn un d'Kolleeginnen an d'Kolleegen.

Merci.

(M. Marc Angel dépose une documentation.)

Plusieurs voix.- Très bien!

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci, Här Angel.

(Interruption)

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Kann ech dem Här Angel meng Fro stellen?

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Selbstverständlech. Den Här Angel hat jo dat och ugekënnegt. Dann däerft Der nach eng Kéier zréck.

M. Marc Angel *(LSAP).*- Dann däerf ech eng Schlupp Waasser huelen. Fuert duer!

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Ech wollt den Här Angel froen, ob en d'Geschicht vun der Lénker esou schlecht kennt, datt en net weess, datt an der Lénker europawäit Leit aktiv sinn, déi iwwerhaapt näischt mat där Geschicht ze dinn haten, well et vill Jonker sinn an datt der aktiv sinn, déi manner kritesch zu der Sowjetunioun gestanen hunn, an datt et der ganz vill ginn, déi wuel eng kritesch Haltung zum Stalinismus haten, wahrscheinlech vill méi kritesch wéi anerer.

Zweetens wollt ech den Här Angel froen,...

M. Marc Angel *(LSAP).*- Däerf ech fir d'Éischt op déi do äntwerten?

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Ech stelle meng dräi Froen.

(Brouhaha)

M. Marc Angel *(LSAP).*- Ech hunn elo kee Bic bei mer.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Ech stelle meng dräi Froen an da sinn ech fäerdeg.

Zweetens, datt...

(Brouhaha général)

Zweetens... Ech wëll einfach kloerstellen, zweetens...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Hei, wann ech gelift. Wann ech gelift, mir maachen elo hei keen Dialog.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Neen, ech wëll keen Dialog…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Stellt nëmmen eng Fro un den Här Angel an hie beäntwert déi an da gi mer zur Dagesuerdnung iwwer.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Marc Angel *(LSAP).*- Ech hu ganz kloer um Ufank vu menger Ried gesot, dass ech vum Transformatiounsprozess vun deene Lénke geschwat hunn,…

(Interruption par M. Justin Turpel)

…dass ech deen unerkennen, mä dass ech gemengt hunn, wéi ech dat hei gelies hunn, dass et deen net gi wär. Also hunn ech gesot, dass et bei déi Lénk e groussen Transformatiounsprozess ginn ass. An dat weess ech och, well ech hu vill Frënn an där Partei. An dat braucht Dir mir hei net ze rappeléieren. Dat weess ech ganz gutt.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Domat ass alles gesot. An den Här Alexander Krieps huet d'Wuert.

M. Alexander Krieps *(DP).*- Merci, Här President. Ech brauch keng sechs Minutte méi hei ze récupéréieren, mä ech wollt och dem Kolleeg Turpel soen, dass en e bëssen d'Geschicht geklittert, esou korrigéiert huet. En huet vu fräie Gewerkschafte geschwat. Den FLA, Fräie Lëtzebuerger Gewerkschaftsbond, deen ass jo an de 50er Joren an d'Knéie gaangen oder an de 60er. En huet vun de Waffeproduzenten an -händler geschwat: Do ass Russland nach ëmmer op der éischter Plaz, als Produzent an als Verkeefer.

(Interruption par M. Justin Turpel)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Hei wann ech gelift…

M. Alexander Krieps *(DP).*- Jo, dann hutt Der dat vergiess ze soen.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- …awer Krichdreiwer.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Hei wann ech gelift, loosst den Här Krieps ausschwätzen, esou wéi mer Iech ausschwätze gelooss hunn. Merci.

M. Alexander Krieps *(DP).*- Jo. D'Oprëschtung hutt Der ugeschwat. Déi lescht Oprëschtung, déi koum, dat waren d'SS-20 an den Enn 70er Jore mat der Reaktioun vun den Amerikaner an der NATO mat de Pershing-Rakéiten. An do huet Russland, deemools Sowjetunioun, sech zu Doud gerüst a si hate kee Su méi, fir hire Leit Brout ze ginn, vun deem Der geschwat hutt.

Dir hutt och vergiess ze soe bei der Interventioun vun Afghanistan: Virun den Amerikaner war jo awer och nach Russland do e puer Joer aktiv - dat hutt Der och vergiess ze soen -, a mat engem ganz gudde Resultat; déi hu sech och missen ewechmaachen. Vun de grénge Männercher an der Ukrain hutt Der net geschwat.

(Interruption)

Gëschter hutt Der geschwat vum Rapport vun der CIA am amerikanesche Senat. Ech waarden nach ëmmer op de Rapport vun der Duma iwwert de groussen Terror oder iwwert den Archipel Gulag vum Solschenizyn. Déi meescht Jonk vun Iech heibannen, déi mengen, dat wär esou eng Insel vum Club Med an der Südsee. Dat war et net grad.

Une voix.- Très bien!

(Interruption)

M. Alexander Krieps *(DP).*- An dann, e formidabele Film an e Buch vum Artur London. De Costa-Gavras huet dat 1970 verfilmt: L'Aveu. Also, ech mengen, d'Methode schéngt de CIA bei deene geléiert ze hunn. Dat war nom Krich an Tschechien. Mä, ech mengen…

(Interruption)

Also, Är Rhetorik war gutt, mä Är Dialektik war null.

(Hilarité)

D'Thees… Jo!

Thees, Antithees, Synthees, déi hunn ech vermësst. De Plato, dat hei war éischter Pluto ausdem Goofy sengem Déngen.

(Hilarité)

D'Kris an der Ukrain… Nee, nee, mä ech mengen, et muss ee soen, den Haaptsponsor vum Revival vun der NATO bleift den Här Putin, de President vu Russland.

An, ech mengen, si kommen zréck op e reliéis gefierften Nationalfaschismus, le sabre et le goupillon, de Säbel an d'Weihrauchfaass, mä, ech mengen, do lafe se erëm falsch.

Also, de groussen Terror an d'psychiatresch Behandlungen, déi erspueren ech Iech.

Russland bleift e grousst an interessant Land mat ville Kënschtler, Sportler, Wëssenschaftler, Poeten. Awer elo accuséiert den Här Putin d'NATO, wéi wann d'NATO wéilt e Regimewiessel zu Moskau aféieren. Dat ass guer net d'Ambitioun vun der NATO, esou eppes ze behaapten. An ech mengen och, d'Erweiderung vun der NATO - Georgien, d'Ukrain -, dat steet net zur Ried, well déi Länner, an dat huet onsen Ausseminister Asselborn kloer gesot, déi mussen och nach e Prozess vun Demokratisatioun matmaachen, vun Antikorruptioun. Wou Russland natierlech momentan de Krich gewënnt, dat ass an der Desinformatioun. Dat heescht, d'NATO hätt och besser, sech do méi ze aktivéieren.

An dann de Schued ass natierlech, dass déi diplomatesch Kanäl agebrach sinn elo, wat d'NATO ubelaangt, an haut liest Der an der „Zeit", an der preisescher Zeitung, dass d'Diskussioun erëm muss gefouert ginn um Dësch, awer net par personnes interposées. D'primär Objektiver, d'Ziler vun der NATO bleiwen d'Fräiheet, de Fridden an d'Sécherheet. D'Nostalgiker vum Warschauer Pakt, Der kënnt Iech jo och un déi Organisatioun erënneren, déi dreemen, déi hunn hire Leit ni d'Fräiheet zougestanen, an zougetraut. An der Ukrain-Kris war d'Politik vun der NATO vill méi homogen wéi déi vun der EU, vun der Europäescher Unioun. Vergiesse mer dat och net.

Mir wäre frou als Demokratesch Partei, wann d'Politik erëm géif d'Iwwerhand iwwert d'Säbelrassele kréien. A wat ech nach wollt soen, elo viru Chrëschtdag fir all ons Kanner - ech hunn Iech nach e puer Dokumenter matbruecht iwwert de Gulag an iwwer e puer aner Saachen, iwwert de Costa-Gavras -, mä, ech mengen, elo viru Chrëschtdag wär ech frou, dass de Russesche Bier erëm e bësse seng Fonctioun als Teddybier géif anhuelen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Krieps. Nächste Riedner ass den Här Claude Adam.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Här President. Ech sinn e bëssen erstaunt iwwert déi Tournure, déi déi Heure d'actualité hei kritt. Ech sinn och e bëssen erstaunt iwwert d'Ried vun dem Kolleeg vun déi Lénk, net esou iwwert den Inhalt vu senger Ried, dat ass eigentlech näischt Neies, mä ech hunn, wéi ech eigentlech all Heure d'actualité seriö huelen, och hei déi Demande seriö geholl. Ech hu gelies, wat gefrot ginn ass, an ech hat mer eigentlech erwaart, datt och de Vertrieder an där Heure d'actualité hei op déi zwou Froen (veuillez lire: op déi zwou Froen äntwert), déi e selwer a senger Demande gestallt huet, nämlech, déi éischt ass: Wat soe mer zu dem Engagement oder zu där Deklaratioun, déi d'NATO op hirem Sommet zu Newport gemaach huet? An déi zweet: Wéi ass et mam zousätzlechen Engagement vu Lëtzebuerg an deem Kontext?

Iwwert deen Deel vum zousätzlechen Engagement vu Lëtzebuerg hate mer scho gëschter am Kader vum Gesetz iwwert de GovSat geschwat. De Minister hat gëschter gesot, mat der Bereetschaft vun der Regierung, den Apport vu Lëtzebuerg zum NATO-Budget vun 0,4 op 0,6% vum PIB ze hiewen, an dat net vun haut op muer, mä iwwert déi nächst sechs Joer, wieren d'Limitte gesat fir dës Legislaturperiod.

An déi gréng waren net waarm an der viregter Regierung, wéi décidéiert ginn ass, e Militärfliger ze kafen, a mir haten 2005 géint dëse Projet votéiert, ënner anerem mam Argument, an dat war dem Här Kartheiser och net entgaangen, datt een net dem permanenten Drock vun der amerikanescher Regierung misst noginn, fir seng Militärausgaben un d'Entwécklung vum PIB unzepassen. An ech stinn och nach ëmmer dozou. Ech kommen nach eng Kéier drop zréck.

Mir wëssen, datt mer 2014 u leschter Plaz leie mat eisem finanzielle Bäitrag fir d'NATO. Mir sinn haut deen NATO-Member, deen däitlech am mannsten an déi gemeinsam Keess abezuelt, an deen NATO-Member, deem et wirtschaftlech mat am allerbeschte geet. Duerfir nach eng Kéier, déi gréng kënnen net nëmmen domat liewen, datt mer eise Bäitrag fir de PIB fir d'NATO vun 0,4 op 0,6 eropsetzen: Mir stinn dozou.

Och nach eng Kéier, déi gréng sinn der Meenung, datt et Sënn mécht, datt Lëtzebuerg een NATO-Member ass a bleift, a mir sinn dann eben och der Meenung, datt dat Contraintë mat sech bréngt an datt een da muss zu deene Contraintë stoen. Mir investéieren an ee Satellit, mir renovéieren den Härebierg, eng Investitioun, déi schonn iwwerfälleg ass, an ee gewësse Prozentsaz vun den Investissementer, déi mer um Findel maachen, kënne mer och als NATO-Bäitrag betruechten.

Zu den neien Engagementer vun der NATO: Wéi gesot, de 4. a 5. September war en NATO-Sommet zu Newport a Wales. Do hunn d'Regierungscheffe vun de Länner, déi do waren, eng gemeinsam Deklaratioun veröffentlecht. Déi Deklaratioun huet 113 Punkten, an dat ëmfaasst - déi Versioun, déi ech mer ausgedréckt hunn - 35 Säiten, an ech kann natierlech schonn aus zäitleche Grënn net op alles agoen, wat do steet.

Duerfir just e puer Punkten: Déi éischt Responsabilitéit vun der NATO ass et, fir den Territoire vun de Populatioune vun de Memberstate virun Attacken ze schützen, esou wéi dat am Artikel 5 vum Washington-Traité festgehale gouf. An an deem Kontext ass et natierlech och gutt, drun ze erënneren, datt op ville Plazen op der Welt an d'Militärstrukturen investéiert gëtt, an net nëmmen an Europa an net nëmmen an NATO-Staten.

Ech hat gesot, ech kéim nach eng Kéier drop zréck, wéi déi Investissementer sech verdeelen. Et ass gewosst, datt d'Amerikaner mat ronn 4,6% vun hirem PIB ee Bäitrag leeschten. Et ass och gewosst, datt de Bäitrag, deen d'Amerikaner leeschten, prozentual ëmmer méi grouss gëtt. Mä do muss een awer soen, dat huet och eng ganz Rei Ursaachen, déi och zréckzeféiere sinn op eng Politik, déi gemaach ginn ass, déi mir als Gréng och net kënne guttheeschen.

Am Joer 2000 haten d'Amerikaner 1,274 Milliounen Zaldoten an am Joer 2010 hate se 1,563 Milliounen Zaldoten an hire Rüstungsétat ass vun 280 Milliarden op 712 Milliarden an där Zäit eropgaangen. Dat hat och ganz vill domat ze dinn, datt Amerika ënnert dem George Bush sech Kricher geleescht huet, déi äusserst fragwürdeg waren, an doduerch sinn déi Käschten, déi d'Amerikaner haten, immens an d'Luucht gaangen. Datt Europa do net matgezunn ass, ech mengen, dat ass gutt ze erklären.

Dat war déi Zäit, wou eben - et ass zwar haut erëm e bëssen deen Ost-West-Konflikt operstanen an där Debatt -, mä dat war awer déi Zäit, wou de Warschauer Pakt eben zugronn gaangen ass. An duerfir haten d'Europäer hir Rüstungsausgaben net an deem Mooss eropgeschrauft wéi d'Amerikaner.

Dat gesot, gi mir dovun aus, datt déi Politik, déi mer als Memberstat vun der NATO matmaachen, sënnvoll ass. Mir begleeden dee Prozess natierlech kritesch. Ech mengen, dat ass och d'Roll vun engem Memberstat, déi Entwécklung kritesch ze begleeden. Mä am Géigesaz awer zu eise Kolleege vun déi Lénk, stelle mer eis Memberschaft net a Fro. A mir sinn och der Meenung, datt een dann ebe muss zu deene Verflichtungen, déi een agaangen ass, stoen.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Adam. An d'Wuert huet elo den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, villmools Merci fir d'Wuert. Ech wollt vläicht och deene lénke Kolleege Merci soe fir déi Interpellatioun hei oder déi Heure d'actualité, déi se ugefrot hunn. Si erlaabt eis, e puer Saache kloerzestellen.

Fir d'Éischt emol, wann ee Lëtzebuerg kuckt, ass jo kloer, datt déi Experienz, déi mer mat der Neutralitéitspolitik gemaach hunn, e Fiasko war, an datt fir eis déi eenzeg realistesch Optioun déi kollektiv Sécherheet ass. Mir bekennen eis duerfir och als ADR ganz kloer zu eiser Memberschaft an der NATO a si bereet, déi néideg Efforten ze maachen, fir datt och Lëtzebuerg säi Bäitrag zur kollektiver Sécherheet leescht.

Dat heescht net, datt mer onkritesch géintiwwer allem sinn. E puer Saachen, déi de Kolleeg Justin Turpel gesot huet, déi loosse sech absolut diskutéieren. Den Asaz an Afghanistan ass keen Erfolleg. Et ass zwar net alles eng NATO-Operatioun gewiescht, Dir wësst dat och, mä loosse mer elo net an d'Detailer goen. Libyen ass e Fiasko, Syrien eng Katastroph, an ech mengen, de Krich géint den Terror, deen am September do no den Attentater ugefaangen huet, dee steet haut nach ëmmer net viru sengem Erfolleg, fir et emol esou ze soen, ganz am Géigendeel.

Also verschidde Saachen, déi hei gesot gi sinn, sinn net falsch. An ech wiere mech och dergéint, fir Russland vun haut ze assimiléiere mat der Sowjetunioun vu fréier. Ech hat déi Freed, d'Sowjetunioun ze erliewen op eng bestëmmte Manéier. Ech kann nëmme soen: Ech si glécklech iwwert déi Entwécklung, déi Russland geholl huet, an dat wor eben net esou, datt een haut déi zwou Saache soll matenee vermëschen.

Elo awer, fir nach eng Kéier deene Lénken awer elo emol eppes anescht ze soen: Wie sidd Dir, datt Dir Iech hei opspillt wéi eng moralesch Instanz an eis hei Virwërf maacht oder deene Leit, déi un déi westlech Wäerter gleewen, fir et emol esou ze soen, datt Dir Iech esou opspillt?

Ech wëll Iech emol eppes soen: Dir sot, Dir hätt Iech vun der kommunistescher Vergaangenheet getrennt. Ech…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Kartheiser, Dir maacht eis alleguer e Gefalen, wann Der Iech un d'Chamber adresséiert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, dann, a léif Kolleegen an der Chamber, déi Lénk hunn hei eppes gesot, wat ech awer wëll emol an de Kontext setzen. Si soen eis alleguer, datt si sech vun deem Kommunismus do lassgesot hätten.

Wann ech mer déi Lëscht ukucke vun der Gauche unie européenne (veuillez lire: Gauche unitaire européenne), wou se jo Member sinn, da liesen ech emol vir, wat do alles vu Parteien dran ass: Die Linke - stolz Nofollegpartei vun der Mauerpartei -, de Parti communiste français, de Parti communiste de Grèce an d'Syriza, de Parti de la Refondation communiste an Italien, de Parti des communistes italiens, de Parti communiste portugais, de Parti communiste de Bohême et Moravie, et cetera.

An ech soen Iech, wie sech op de Kommunismus berifft, dee geet awer an d'Ierfschaft vun engem Schreckensregime, dee 70 Millioune Leit d'Liewe kascht huet. An ech verbidde mir op jidde Fall, a vläicht sinn nach anerer heibannen, déi net wëllen, datt Leit kommen, déi sech engem Héritage idéologique mat Milliounen Doudeger reklaméieren, eis hei soen, wat moralesch Wäerter sinn, déi mir géife verroden. Dee Wee ginn ech net mat.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Da kënnt nämlech nach derbäi, wat hei fir e konfuust Weltbild vun där Partei propagéiert gëtt. Et ass nämlech derwäert, sech domat ze beschäftegen. An dat ass vläicht dat, wat déi Lénk mat hirer Interventioun erlaabt huet, dat ass, datt mer eis emol e bësse beschäftege mat deem, wat se hei priedegen.

Wann ech déi Déclaration constitutionnelle vun der Gauche unie (veuillez lire: Gauche unitaire) da kucken, déi si jo mat ënnerschreiwen a matdroen - si si jo Member do -, da liesen ech do konfus Theorien, den „énorme fossé", deen den „centre de la terre" vu senger Periphérie géif trennen, wär d'Cause vum Rassismus an der Xenophobie. Dat si konfus Theorien, déi ideologesch do verbreet ginn an déi, dat muss ech Iech soen, och derzou féieren, datt kee Mënsch - normalerweis, also op jidde Fall mir net - Iech kann eescht huelen als aussepolitesche Partner, wann een esou Saache kuckt. Kuckt, wat Der zum Beispill am Moyen-Orient priedegt.

(Interruption)

Jo, ma dat ass fein. Dat ass Äert gutt Recht. Mä Dir gitt mir elo emol d'Recht ze soen…, Här President, ech sinn iwwerzeegt, datt den Här Urbany mir an aneren hei am Sall och d'Recht gëtt, fir der Chamber eng Meenung matzedeelen. Ech liesen dann zum Beispill elo, wat Der viru Kuerzem vum Moyen-Orient gesot hutt.

Do hutt Der da gesot, Här Urbany, mä ech… Här President, den Här Urbany huet gesot, datt…

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dir léiert et, Dir léiert et.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Et ass e laange Prozess, mä mir sinn optimistesch. Also, „…scheinbar" - seet e Kolleeg hei vun deene Lénken - „nicht einmal erwiesen ist, dass die Hamas die handwerklichen Raketen auf Israel abfeuert…". Dat ass natierlech sensationell, dat ass sensationell. „Die handwerklichen Raketen", ech hu fir d'Informatioun vun der Chamber, Här President, e puer Grafike matbruecht an ech stelle se all Kolleeg zur Verfügung, dee se wëllt hunn, wat am Iran u Rakéite produzéiert gëtt, déi sech duerch Tunnelle schleefe loossen, fir handwerklech Rakéite bis op aner Länner ofzeféieren.

Ech wëll soen, datt mer hei confrontéiert si mat enger Tentative, déi inakzeptabel ass, fir awer eng seriö Baussepolitik an eng seriö Sécherheetspolitik mat falschen Argumenter a Fro ze stellen. Dat, wat den Här Interpellant oder deen, deen d'Fro gestallt huet, am Ufank gesot huet - Krich an Honger, Fräiheet an Ënnerdréckung, Brout, Fridde, Fräiheet -, ma mir hunn dat haut, well mer op de Wee vun der kollektiver Verdeede-

gung gaange sinn, well mer eng Wäertegemeinschaft zesumme verdeedegen, well mer och kritesch matenee kënnen ëmgoen.

Natierlech ass net alles richteg, wat d'Amerikaner, och d'NATO, gemaach hunn. Mir hunn eis jo am Irak-Krich an der Schokelaskoalitioun och enthalen, fir do matzemaachen. A mir soen och haut eisen amerikanesche Frënn, datt Methode wéi Folter inakzeptabel sinn. Mir kënnen eis kritesch domat auserneesetzen. Mä mir kënnen dat, well mer an enger fräier Gesellschaft wunnen, an déi fräi Gesellschaft ass d'Resultat vun engem kollektiven Effort an der NATO.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Kartheiser.

(Interruption par M. Justin Turpel)

Dir waart bis elo net ageschriwwen.

(Interruption par M. Justin Turpel)

Neen, neen! Dat ass bei der Heure d'actualité.

(Brouhaha)

Neen, et ass eng Heure d'actualité, déi vun engem ugefrot gëtt, deen huet zéng Minutten.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Déi Partei.

(Interruptions)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, jo.

Här Generalsekretär, hei gëtt vun der Sensibilitéit vun déi Lénk fënnef Minutte Riedezäit nach gefrot. D'Heure d'actualité geet vun déi Lénk aus, zéng Minutten. Ech ginn dervun aus, dass domat d'Riedezäit épuiséiert ass.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Déi fënnef Minutte stinn op eisem Schierm hei.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- „Autres sensibilités" steet hei.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Zéng Minutte fir deen, dee se ufreet. Fënnef Minutte fir déi aner Fraktiounen an d'Sensibilitéiten. „Fir déi aner." Är Riedezäit ass heimat épuiséiert.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Ech wëll just soen, um Schierm hu mir affichéiert kritt, mir hätten nach fënnef Minutten. Dann hätt ech aneschters geäntwert, oder…

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Am Zweifelsfall kuckt Äert Reglement. Do steet et ganz kloer dran.

(Interruption par M. Justin Turpel)

Neen, hei… Also, lauschtert, all Deputéierten ass supposéiert, säi Reglement ze kennen. An et ass net de Schierm, deen da schold ass.

Merci. Domat huet d'Regierung, den Här Verteidegungsminister, d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Etienne Schneider, *Ministre de la Défense.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, d'Welt ass an deene leschte Jore mat Sécherheet net méi sécher ginn. D'Unzuel vun de Krisenherden ass dramatesch an d'Luucht gaangen a virun allem sinn all déi Krisenherden och ëmmer méi no un d'Baussegrenze vun der Europäescher Unioun erukomm.

Ech mengen, dass mir als Lëtzebuerger Land eng moralesch Verflichtung hunn, fir hei ze hëllefen, a mir hunn och eng Obligatioun als Memberstat an deene verschiddenen internationalen Organisatiounen, sief dat d'NATO, sief dat d'UNO, sief dat d'Europäesch Unioun. Mä Dir wësst alleguerten, an dat ass eng al Traditioun vun der Lëtzebuerger Diplomatie, vun der Lëtzebuerger Verteidegungspolitik, dass mer déi Approche vun den „3D"en hunn: Diplomatie, Défense an Développement.

A wann den Här Turpel virdru gesot huet, dass vill Kricher kéinte verhënnert ginn, vill Misär kéint verhënnert ginn, wa mer d'Aarmut an der Welt géife bekämpfen, da kann ee jo awer definitiv net Lëtzebuerg e Reproche maachen, hei seng Verantwortung net ze huelen. Lëtzebuerg ass eent vun deenen eenzege Länner, dat 1% - an dëst Joer gëtt et souguer nach liicht iwwer 1% - vu sengem Räichtum wäert zur Verfügung stellen, fir ebe just d'Konditiounen an der Welt ze verbesseren, fir ebe just doduerjer Krisenherde kënnen ze vermeiden.

Et ass allerdéngs och richteg, an dat kënnt dohier wéinst mengen… Net wéinst mengen, mä ech hunn et a mengen Ufanksremarquë gesot: Et ass och richteg, dass deen zweeten Deel, nämlech dee vun der Défense, an der leschter Zäit méi wichteg ginn ass - och wann dat eis net gefält.

Et ass awer esou, dass mer mat deene Krisen, déi mer hunn, mussen eens ginn. Fir dat ze maachen, brauch een natierlech och déi néideg Moyenen. An der Moyenne - a mir hate gëschter kuerz am Kader vum GovSat de Problem ugeschwat - ginn d'EU-Alliéiert 1,6% vun hirem PIB fir Défense aus fir hiren Effort de défense vis-à-vis vun der NATO. Véier Alliéiert ginn esouguer iwwer 2%. Lëtzebuerg läit bei 0,4%, an dat mat engem nationale Räichtum, deen 2,5-mol esou héich ass wéi d'Moyenne vun den NATO-Partner.

Mir mussen eis schummen, wa mer einfach soen, déi aner si responsabel, derfir ze suergen, dass mir am Wuelstand an am Fridde kënne liewen an eis hei eiser Verantwortung entzéien. Duerfir hu mer, de Premierminister an ech selwer, um NATO-Sommet zu Wales och den Accord ginn, respektiv proposéiert, dass mer bis 2020 vun haut 0,4% op 0,6% vun eisem PIB an den Effort de défense investéieren.

Mä mir hunn awer och parallell dozou e Paradigmewiessel agefouert, andeem mer soen: Mir maachen deen Effort de défense. Déi Suen, déi mir mussen ausgi fir d'Défense, probéiere mer maximaalst esou auszeginn, dass se och e Retour économique op Lëtzebuerg hunn. Mir hu jo eng Situatioun am Ausland, wa grouss Länner Sue fir Défense ausginn, Sue fir Armementer, fir Waffen, fir Fligeren, da sinn dat ganz oft oder quasi ëmmer Suen, déi se an hirem eegene Land ausginn, fir hir eege Rüstungsindustrie domadder ze ënnerstëtzen.

Dir wësst alleguerten - an, ech mengen, och dat ass e wichtegt Argument, Här Turpel -, Lëtzebuerg produzéiert keng Waffen a Lëtzebuerg verkeeft och keng Waffen. Och do si mer eent vun deene ganz rare Länner, déi dat doten net maachen. Wat mir maachen, ass, mir probéieren de Gros vun deem Effort de défense, dee mer ausginn, an zivil Investissementer ze maachen; zivil Investissementer, déi e Retour op Lëtzebuerg hunn. Beispill: den Härebierg, dee mer neimaachen; de Findel, dee mer neimaachen; den Data-Center, dee mer bauen, hinnen zur Verfügung stellen; de GovSat, dee mer gëschter hei mat enger Majoritéit vu 57 Stëmme gestëmmt hunn. Alles dat huet en direkten Effet op eis Ekonomie, huet en direkten Effet op déi Societéiten zu Lëtzebuerg, déi aktiv sinn, huet en direkten Effet op den Emploi zu Lëtzebuerg a bréngt eis och nach - wéi gëschter décidéiert am Projet GovSat - Dividenden an d'Statskeesen.

Ech wëll awer hei och op d'Lëtzebuerger Arméi an op d'Engagement vun der Lëtzebuerger Arméi agoen. D'Lëtzebuerger Arméi - dat kann ech lech soen, no engem Joer Verteidegungsminister - ass dobaussen an der Welt bei hiren NATO-Partner extrem gutt ugesinn, an zwar wéinst hirer qualitativer Aarbecht, déi se leescht, a wéinst hirer Zouverlässegkeet. D'Lëtzebuerger Arméi ass proportional weltwäit am meeschten engagéiert a friddenserhalende Missiounen. Mir sinn am Kosovo, mir sinn am Mali, mir sinn am Kongo, mir sinn an Zentralafrika; Afghanistan a Libanon sinn de Moment ofgeschloss, soudass mer an Afghanistan an engem „Resolute Support" (veuillez lire: an enger „Resolute Support Mission") erëm wäerte matmaachen, soubal déi erëm agefouert ginn.

Mir sinn aktiv am „Framework nations concept", wou mer ënnert dem Lead vun Däitschland zesumme mat néng anere Länner zesummeschaffen, fir eis Capacitéiten ze verbesseren. Mir hunn eis engagéiert an de Mesures de réassurance, fir de mëtteleuropäesche respektiv de baltesche Staten Ënnerstëtzung ze ginn am Kader vum Konflikt vun der Ukrain. Mir hu mat engem ganze Peloton a mat Dingoen deelgeholl a Litauen um NATO-Manöver „Iron Sword", och do, fir eisen NATO-Partner zur Säit ze stoen an deene schwéieren Zäiten, an deene mer liewen. Mir si finanziell bedeelegt um „Baltic Air Policing". Mir sinn um Sommet zu Wales derfir agetrueden - an den Här Angel huet dat richteg gesot -, dass de Russland-NATO-Akt net opgekënnegt gëtt, obwuel eng Rei Länner där Meenung waren, well mer ebe just der Meenung sinn, dass Konflikter mussen am Dialog geléist ginn, dass Konflikter mussen diplomatesch geléist ginn an net militäresch.

Mir hunn am Kader vun der Hëllef fir d'Ukrain den NATO-Fonds fiduciaire matgespeist mat 100.000 Euro, fir d'Rekonversioun ze maache vun ukraineschen Zaldoten. Mir hunn eng hallef Millioun Euro an der Ukrain zur Verfügung gestallt, fir Waffen ze zerstéiere respektiv Minnen ze zerstéieren. Mir hunn am Afghanistan eis engagéiert, bis 2017 all Joer véier Milliounen Euro zur Verfügung ze stellen, fir dass se hir Sécherheet kënnen intern opbauen. „Resolute Support" wäerte mer erëm matmaachen, erëm mat engem Démineur.

Här Turpel, dat sinn alles Aktivitéiten am Kader vum Fridden, respektiv fir erëm zu Fridden ze kommen an am Kader vu friddenserhalende Mesuren.

Ech mengen, dass Lëtzebuerg muss en aktiven an e kredibele Member vun der internationaler Communautéit sinn. Mir waren dat bis elo, an Dir kënnt sécher sinn, dass, ënner mir als Verteidegungsminister, dat och net wäert ännere. Lëtzebuerg ass e Partner, op deen een ziele kann, souwuel wann et drëm geet, Krisen ze meeschteren, wéi och wann et drëm geet, de Fridden ze erhalen.

D'Lëtzebuerger Arméi, Dir Dammen an Dir Häre, ass kloer dem Fridde verflicht. An ech sinn, an dat soen ech och ganz kloer, houfreg op déi Arméi. Ech sinn houfreg op dat, wat se maachen, ech sinn houfreg op déi, wéi ech se gären nennen, Diplomaten an Uniform, déi eis immens vill Éier am Ausland maachen.

An, Här Turpel, ech mengen, et géif och där Lénker keng Zack aus der Kroun falen, fir sech eng Kéier erkenntlech ze weise vis-à-vis vun där Aarbecht, déi déi Lëtzebuerger Arméi am Intérêt vum Lëtzebuerger Land, am Intérêt vum Fridden an der Welt leescht.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

Här Turpel?

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Parole après ministre, Här President. Et misst…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, do hutt Dir recht. Mä ech wëll Iech awer nach eng Kéier soen, dass Der bei deem viregten onrecht hat. Den Artikel 84 seet ganz kloer a sengem Paragraph 2, dass d'Riedezäit fir déi Fraktioun oder déi Sensibilitéit, déi eng Heure d'actualité ufreet, zéng Minutte bedréit. Fir déi aner Fraktiounen a fir déi aner Sensibilitéite fënnef Minutten. Dir hutt also d'Reglement net richteg gelies gehat oder falsch interpretéiert. Dir hutt elo d'Wuert fir Parole après ministre.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Jo. Merci. Ech hunn effektiv, an ech wëll do kengem ee Reproche maachen, just dat gekuckt, wat um Écran stoung, an dofir war ech vun deene fënnef Minutten ausgaangen. D'Reglement seet ganz kloer am Artikel 84, datt just déi aner Fraktioune fënnef Minutten hunn. Dat ass ganz richteg. Ech kann awer eng Rei Saachen net am Raum stoe loossen, an dofir hunn ech déi Parole après ministre gefrot: «Dans ce cas, le député en question dispose toujours d'un temps de parole de 5 minutes.» Ech wëll déi awer net onbedéngt ausschëpfen.

Dat Éischt, wat ech wëll soen, dat ass, ech wëll mir net hei virwerfe loossen, datt et Leit géife ginn, déi korrekt Wäerter hätten an ech géif zu deene gehéieren, déi iwwerhaapt keng Wäerter hätten, déi een net kéint verteidegen. Dat huet de Minister doudsécher net gesot, dat huet een aneren Deputéierten hei gesot, deen awer…

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Bei Parole après ministre, do muss ee jo och op dem Minister seng Ried agoen.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- An ech hoffen… Jo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dat ass ganz richteg. Dat ass ganz richteg, Här Turpel. Wann ee Parole après ministre freet,…

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Jo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- …da soll dat eppes ze dinn hu mat deem, wat de Minister gesot huet, an net eng Relance vum Débat. Wa mer dat dote wëlle maachen, da maache mer déi Debatten hei futti.

Plusieurs voix.- Très bien!

Une voix.- Genau!

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Also, ech wollt zu deem Positioun huelen, wat de Minister seet. Mä ech wollt net och nach Fait personnel froen zu deem, wat aner Deputéierte gesot hunn. Ech wëll just ganz kloer soen, zu deem Fait personnel, datt ech mir net hei brauch reprochéieren ze loossen, datt deen, deen hei eng riets Ideologie, eng rietsextrem Ideologie verteidegt, mécht, wéi wann hien…

(Exclamations)

Dach, mir hunn d'Erfahrung gemaach, och op anere Punkten, datt deen hei mécht, wéi wann en sech hei eens wier mat all deenen anere géint eis.

Ech sinn d'accord…

(Interruption)

Ech hu kee perséinlechen… Neen, neen. Ech…

(Interruptions diverses)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Et fillt kee sech ugeschwat heibannen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift, Här Turpel.

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Ech wëll net, datt een ugesprach gëtt, ee Riedner vun eis. Dofir wollt ech froen, wien domadder gemengt ass.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Also ech mengen, et ass nëmmen een hei, deen d'Positioun geholl huet…

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Da sot mir, wann ech gelift, wien et ass. Dat do verdroen ech zum Beispill net.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Et ass kee vun der LSAP an et ass kee vun der CSV a kee vun deene Gréngen…

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Dann ass et jo kloer. Dann ass et kee vun der LSAP. Voilà!

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Wann dat domadder gekläert wier.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Da kann et héchstens ee vun de Lénke sinn.

(Hilarité)

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Jo. Et gi Saache vu Wäerter, am Kader vun deem, wat ech virdrun hei gesot hunn, wou et ëm Milliounе Mënsche geet, déi un Honger stierwen, wou Oprüstung näischt hëlleft. Wou déi Sue géifen duergoen, datt een deene Leit kéint hëllefen, wou ech fannen, datt et kee Sënn huet, fir e Witz domat ze maachen a wou ech mech net aloossen op esou Diskussiounen.

De Minister huet gesot, datt Lëtzebuerg net géif Waffe produzéieren. Dat ass sécherlech bis elo richteg. Ech hoffen, datt dat och dobäi bleift, bei deene Firmaen, déi mer zu Lëtzebuerg usidelen. Ech hoffen awer och, datt mer keng Fongen hei hébergéieren, déi esou Saache favoriséieren.

Et ass fir mech ganz kloer, datt d'NATO e militärpolitescht Machtinstrument ass, wat d'Interesse vu bestëmmte Kreesser vertrëtt, grad esou wéi de Warschauer Pakt iwwregens och. An och do an deem, ouni elo wëllen ofzewäichen, wat den Här Krieps gesot huet, en Niewesaz, am Niewesaz just, ech mengen, sinn ech bal 100% d'accord, just datt en näischt iwwert d'NATO gesot huet. Jo, och an deem, wat de Minister, ass iwwert dat nämlecht gaangen.

Wat mir brauchen, sinn international Strukture vu Mediatioun, esou wéi d'OSZE, wou Russland iwwregens mat dran ass. An net déi vun Eskalatioun a wou, mengen ech, och ganz dacks Russland d'Spill matmécht. Ech si kee vun deenen, déi Russland verteidegen, weder virdrun… Déi Zäit, wou Leit mat mir zesummen de Gulag an de Stalinismus bekämpft hunn, hunn anerer déi Regimer hofiéiert.

(Interruption)

Jo, hunn déi déi hofiéiert. An där Gefor war ech ni. An och Russland haut, ass heiansdo d'NATO dankbar, datt Russland déi Roll spillt, fir kënnen dee Géigepol duerzestellen, dee se de Moment duerstellt.

Also, mir brauchen eng Politik, Här Minister, déi an eng aner Richtung geet. An ech sinn iwwerzeegt, datt, wann eng Friddensbewegung entsteet, wéi mer se an de 70er Joren haten, wéi mer se an de 60er Joren haten, wou vill Leit dru bedeelegt waren. Dat war och beim NATO-Doppelbeschluss de Fall. An am Géigesaz zu deem, wat den Här Krieps gemengt huet, war den NATO-Doppelbeschluss net dofir do, fir d'Sowjetunioun ze verteidegen, mä grad d'Spiral vun der Oprüstung ze verteidegen! A wa mer… och wann dee Moment eng Rei Leit net d'accord waren, et si vill anerer heibannen, déi déi Zäit mat géint den NATO-Doppelbeschluss manifestéiert hunn.

A wann eng Friddensbewegung entsteet, déi esou staark ass wéi déi Zäit, déi capabel ass, fir Gläichheet - a géint Ënnerdréckung - op dëser Welt ze schafen, dann dreiwe mer net méi esou vill Leit an d'Äerm vun deenen, déi mer dann duerch d'Oprüstung wëlle bekämpfen. Ech sinn iwwerzeegt, datt mer mat Ënnerstëtzung vun der Jugend a vu ville Leit dobaussen op dee Wee kommen.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Domat si mer um Enn vun eiser…

(Interruptions)

Neen, ech mengen, mir halen eis…

(Interruptions)

Merci. Domat si mer um Enn vun eiser Aktualitéitsstonn a mir kommen zu där nächster, déi vun der CSV-Fraktioun ugefrot ginn ass an déi sech ëm déi Abrochserie zu Lëtzebuerg dréint an d'Reaktiounen dorop.

Ech soen dann nach eng Kéier, fir dass et ganz kloer ass: Déi Fraktioun, déi d'Aktualitéitsdebatt ugefrot huet, huet zéng Minutten. Déi aner Fraktiounen a Sensibilitéiten hunn der fënnef. Dat gëllt also fir jiddwereen. Dir hutt d'Wuert, Här Gloden.

3. Heure d'actualité du groupe politique CSV sur la vague actuelle de cambriolages au Grand-Duché de Luxembourg et les moyens mis à disposition de la Police grand-ducale pour lutter contre ce phénomène en croissance

Exposé

M. Léon Gloden *(CSV).*- Merci, Här President. Ech kennen d'Reglement. Dofir, ech hale mech un déi zéng Minutten.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Lëtzebuerg ass keng Insel, och net wat d'Abréch ugeet. E ganz normale Weekend, 36 Abréch, dat war den Titel Enn November an enger Lëtzebuerger Dageszeitung. Et ass keen Zweifel, d'Abréch gehéiere leider zum „daily business" hei zu Lëtzebuerg. An dobäi war bis elo d'Sécherheet vun de Bierger, nom Motto „My home is my castle", och en Element vun der Promotiounsstrategie no baussen.

Ëmmer méi Abréch gi gemellt. Souguer an d'Zëmmere vu Spideeler gëtt agebrach an oft kënnt och brutal Gewalt an d'Spill. Ass ee Victime vun engem Abroch, fillt ee sech doheem net méi sécher. En ongutt Gefill bleift. Duerfir hunn ech am Numm vu menger Fraktioun hei am Parlament eng Heure d'actualité ugefrot, fir konkret iwwert deen akute Sujet, deen de Leit esou vill Angscht a Suerge mécht, kënnen ze diskutéieren.

E Gefill vun Onsécherheet huet sech nämlech bei der Bevëlkerung breetgemaach. D'Biergerversammlung zu Esch Enn November beweist dat. Et wëllt kee vun ons eng Kéier esou eng béis Iwwerraschung erliewen a mat engem Abrécher bei sech doheem konfrontéiert ginn. Trëtt de Fall awer an, ass ee frou, wann d'Police séier do ass. Eleng de virleschte Weekend vum Mount November sinn eng 36 Abréch gemellt ginn. All Dag liese mer erëm vun neien Abréch. A Grenzregiounen, wou déi Kriminell schnell iwwert d'Grenz sech ewechmaache kënnen, sinn d'Abréch besonnesch héich.

Mir sinn ons alleguer bewosst, dass d'Police net zu all Moment op all Plaz ka sinn. D'Police mécht, wat se kann, mat de Moyens de bord, déi hir zur Verfügung stinn. D'Bierger sinn och oft opmierksam an hëllefen der Police. Et ass och virkomm, datt bei den Asätz Polizisten zu Schued komm sinn.

D'Chiffere sinn erschreckend! Wann een den Total vun den Infraktioune géint d'Bienen, also d'Gidder kuckt, esou waren där am Joer 2000 iwwer 16.000 enregistréiert ginn. 2013, also d'lescht Joer, war dës Zuel schonn op méi wéi 24.200 geklomm. Dat ass bal dat Duebelt an engem Zäitraum vu just 13 Joer. Iwwregens hunn d'Infraktioune géint Persounen an därselwechter Period sech praktesch vervéierfacht!

Dem Statec no sollen 10% vun den Haushalter am Land an deene leschte fënnef Joer Affer vun engem Abroch gi sinn. 5% vun de Ménagë si mat engem Abrochsversuch konfrontéiert ginn. Een Drëttel vun de Bierger fäert, selwer an deenen nächsten zwielef Méint Victime vun esou Verbriechen ze ginn.

Här President, dës Zuele sinn erschreckend. A mir sollen hei an der Chamber seriö doriwwer diskutéieren, fir datt mir onse Matbierger weisen, datt mer hir Suerge verstinn an deelen. Mir kënnen nämlech alleguerten Affer vun engem Abroch ginn. Am Kapitel vum Spuerpak „Sécurité intérieure" stinn ënner anerem dräi Moossnamen: d'Fusioun vun de Regioune Capellen a Miersch, de Regroupement vun de Commissariats de proximité an d'Suppressioun vum Périmètre d'habitation an d'Ewechfale vun de Logements de service.

Eleng dës dräi Mesurë maache bis 2018, wann ech richteg gerechent hunn, 6,3 Milliounen aus, déi sollen agespuert ginn.

Här President, mir wieren dofir frou, wann den Här Minister ons kéint op folgend Froen Äntwerte ginn:

Opgrond vun dësen dräi Moossnamen, ass den Här Minister net der Meenung, datt d'Police awer riskéiert, un hirer Effikassitéit ze verléieren, vu datt d'Beamten net méi esou no an hirem Perimeter wunnen an net méi esou séier iwwert den Terrain verspreet kënne ginn, also net méi esou séier op der Plaz kënne sinn, wa se geruff ginn?

Zweetens: Gedenkt den Här Minister den Effectif vun der Police erofzeschrauwen oder awer éischter eropzesetzen? Ginn d'Polizeibeamte vun der administrativer Aarbecht zum Deel entbonnen, fir datt se méi Asätz kënne fueren a méi Präsenz um Terrain weise kënnen?

Gedenkt d'Regierung ee Virwarn-Computerprogramm unzeschafen, wéi en zum Beispill zurzäit a Bayern vun der Police getest gëtt, oder schonns méi laang vun der Züricher Police benotzt gëtt?

Et schéngt, wéi wann d'Abriecher oft an déiselwecht Géigend zréckkommen. D'Fuerscher nennen dat „near repeats". Geschitt een Abroch an engem Gebitt, wou heefeg Abréch geschéien, déclenchéiert de Computerprogramm eng Alerte. Et kann een dann dovunner ausgoen, datt an engem Radius vu 500 Meter an den nächste siwen Deeg weider Abréch geschéien. D'Wahrscheinlechkeet läit, laut engem Artikel vun der „FAZ", bei 70%.

Déi lescht Fro: Wéi leeft d'Kooperatioun tëschent eiser Police an der auslännescher Police am Grenzgebitt, wann d'Abriecher sech iwwert d'Grenz ewechmaachen?

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, am Numm vun der CSV-Fraktioun wier ech frou, wa mir zum Schluss vun dëser Debatt de Leit dobausse kéinte weisen, datt de Stat hir Suergen eescht hëlt an datt an nächster Zukunft konkret Moossnamen um Terrain geholl ginn, fir datt d'Bierger sech erëm méi sécher spieren.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Gloden. Éischt ageschriwwe Riedner ass d'Madame Claudia Dall'Agnol.

Débat

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP).*- Dir Dammen an Häre Ministeren, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här President, jo, d'Onsécherheetsgefill an der Gesellschaft hëlt zou. Mäi Virriedner ass drop agaangen. D'Biergerversammlung zu Esch, déi hat virun e puer Wochen „full house". An dat net fir näischt, well am Joer 2013 schonn ass d'Zuel vun de Faits pénaux drastesch an d'Luucht gaangen, ëm 6,16%. An dovun, deemools eleng schonn d'Abréch ëm 7,5. A mäi Gefill, dat seet mer, datt et net besser wäert dëst Joer ausfalen, wa mer wëssen, datt d'lescht Joer am Total 3.399 Abréch gemellt gi waren a mer awer elo schonn Enn November bei 3.316 registréierter sinn.

Mir sollen awer net esou maachen, wéi wann dat doten elo nëmmen en Thema wär, wat Lëtzebuerg géif betreffen. Ech mengen, et ginn Eurostat-Chifferen, déi weisen dat, ech kann aus Zäitgrënn och net drop agoen, mä déi weisen och, datt et an eisen Nopeschlänner respektiv hei un der Grenz net vill besser ausgesäit.

Den Här Gloden huet och gesot, datt mer sollen hei an der Chamber an och d'Regierung weisen, datt mer d'Ängscht vun de Ministeren (veuillez lire: Leit) eescht huelen. Abee, ech hat 2012 et schonn op den Ordre du jour vun der deemoleger zoustänneger Police-Kommissioun setze gelooss, well mer deemools schonn d'Ängscht vun de Leit eescht geholl hunn. An et ass also och keen neit Thema. A mir sinn deemools vun der Police-Direktioun och Chifferen an déi néideg Informatioune gewuer ginn, déi Der alleguerten och kënnt am Procès-verbal vun där Réunioun vun deemools, dem 12. Januar 2012, also schonn erëmfannen an op déi ech dofir och elo net méi weider wäert am Detail agoen.

Just esou vill, datt et zënter 2007 schonn e Groupe mixte d'enquête «cambriolages» bei der Police gëtt, fir eben ze kucken, fir esou séier wéi méiglech an och esou vill wéi méiglech Abréch opzeklären. An och, an dat wësst Der alleguerten, fiert d'Police verstäerkt Patrullen, ëmmer natierlech am Rahme vun hire Méiglechkeeten, an déi sinn, an dat wësse mer alleguerten, déi Méiglechkeeten, déi sinn och net onbegrenzt.

D'Police organiséiert jo och Réuniounen uechtert d'Land, wéi rezent zu Walfer. An de Buergermeeschter vu Walfer sot mer virdrun, datt och si „full house" do haten, iwwer 100 bis 150 Leit. Nächste Méindeg ass d'Police zu Beetebuerg. Do steet d'Police de Leit mat Rot an Dot zur Säit, wéi ee sech och ka schützen. An do kënnen d'Leit och hir Froe stellen, déi se an deem Zesummenhang hunn.

Eng honnertprozenteg Sécherheet, léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi gëtt et awer leider net. An egal wéi vill Patrullen d'Police muer op den Terrain wäert schécken, se kënnen ni iwwerall sinn. An dat huet och näischt mam Wunnperimeter ze dinn, mä ech mengen, dorobber wäert de Minister sécher selwer nach agoen. Ech mengen och net, datt d'Populatioun sech géif wënschen oder sech et géif gefale loossen, wa se sech an hirer Fräiheet duerch eng ze grouss Police-Präsenz géif agëengt fillen.

Rezent hat d'„Lëtzebuerger Wort" eng net representativ Internet-Ëmfro, dat misst ëm den 2. Dezember gewiescht sinn, an do hu 57% vun de Leit gesot, se géife sech hëlleflos fillen a se géife mengen, datt d'Police de Problem net an de Gréff kréich. An 33% mengen, et wär e Risiko, mat deem ee misst liewen. Dat heescht een, dee wéilt bei hinnen abriechen, dee géif dat och fäerdegbréngen. Bon, ech mengen, datt d'Wourecht, wéi ëmmer, e bëssen hei an der Mëtt läit. Nämlech, datt d'Police scho ganz vill mécht, mä datt d'Banditten hinnen eben ëmmer e Schratt viraus sinn.

Et soll een allerdéngs och net ze vill fatalistesch sinn, a säin Haus oder seng Wunneng och probéieren ze schützen, esou wéi och 10% dat an där net representativer Ëmfro gesot hunn, datt se et géife maachen, datt se zum Beispill eng Alarmanlag doheem hätten.

Mir kruten deemools an där Kommissiounssëtzung, wou ech dovunner geschwat hunn, 2012, vun der Police gesot, datt déi meescht Abréch géife vun Non-résidentë gemaach ginn, déi och wäit Distanze géifen op sech huelen, fir hei anzebriechen. Et wäre ganz dacks gutt organiséiert Banden, déi duerch ganz Europa hiert Onwiesen dreiwen. An et wären och alt emol Kanner- a Jugendbanden, déi drop ofgeriicht wären, anzebriechen. An natierlech wär dat - tëschent Guillemets - „räicht Lëtzebuerg" fir Leit, déi op der Sich sinn no Schmuck, Borgeld oder aner Wäertsaachen, natierlech e gutt Zil.

Wat kann also nach gemaach ginn, wann ech virdru schonns sot, datt d'Police elo schonn, grosso modo all hir Moyenen asetzt, déi se momentan zur Verfügung huet? Natierlech kann een de Leit, éischtens emol, nëmme roden, datt se déi Servicer, déi d'Police och ubitt, datt se déi och wierklech an Usproch huelen. An datt se och solle kucken, zesumme mat der Police, wéi si hiert Eegenheem, hir Wunneng kënnen optimal schützen. Well däitsch Etüde beleeën, datt e Groussdeel, bis zu 40% vun den Abrochsversich scheiteren, wann d'Haus oder d'Wunneng richteg geséchert ass.

Ech wëll, wéi gesot, net op all Detail agoen, mä Luucht, Bewegung, eng eidel Bréifboîte während der Vakanz a kee Facebook-Status, wéi ech der esou oft scho gelies hunn, esou à la „Ich bin dann mal weg", dat wär scho mol e gudden Ufank.

Mir wëssen, datt de materielle Schued meeschtens ganz séier ze ersetzen ass, mä vill Leit hunn no engem Abroch Depressiounen, aner psychesch Problemer. Se hunn Angschtgefiller. An dofir, mengen ech, ass et ëmsou méi wichteg, datt se sech bewosst sinn, datt si zumindest alles gemaach haten, fir datt hir Wunneng geschützt war. An datt se net einfach emol esou Affer gi sinn, mä datt si och dozou bäigedroen haten, fir hiert Haus ze sécheren. Bewegungsmelder, ech sot et, eng Alarmanlag kënnen e groussen Deel dozou bäidroen, fir datt mer eben d'nächst Joer vläicht manner héich Zuelen an eise Statistiken hunn.

Nach emol, fir ofzeschléissen, et gëtt keng honnertprozenteg Sécherheet, keng absolut Sécherheet, an och net hei zu Lëtzebuerg. An dofir solle mer alles dofir maachen, datt kriminell Akte sech eben op e Minimum reduzéieren, wa mer se net ganz kënnen aus der Welt schafen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madame Dall'Agnol. Nächste Riedner ass den Här Max Hahn.

M. Max Hahn *(DP).*- Här President, Dir Dammen, Dir Hären, wie vun Iech kennt net wéinstens ee Frënd oder Bekannten, bei deem an deene leschte Woche probéiert ginn oder souguer agebrach ginn ass? Ech perséinlech kennen där méi wéi een. An dat läit net nëmmen dorun, dass rezent a mengem Heemechtsduerf, zu Betten op der Mess, a véier Haiser agebrach ginn ass.

Vill vun deene Betraffenen, mat deenen ech geschwat hunn, soe mer, dass et eigentlech manner de materielle Schued ass, dee Wonne bei hinnen hannerléisst, mä et ass éischter dat Gefill vun Onsécherheet, deen Agréff an d'Privatsphär, deen deene Leit oft Wochen no der Dot nach schloflues...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Schloflos.

M. Max Hahn *(DP).*- ...schloflos Nuechte bereet.

D'Zuel vun den Abréch an deene leschte Wochen uechtert d'Land ass beonrouegend. Eng rezent Statec-Studie sträicht ervir, datt an deene leschte fënnef Joer an all zéngten Haushalt agebrach gouf. Et ass also e Phenomeen, dee sech iwwert déi lescht Jore schonn erginn huet.

Am Verglach mat 2013 ginn et dëst Joer 30% méi Abréch oder versichten Abréch. Nach méi grouss ass awer d'Angscht, déi d'Leit hunn, dass bei hinnen agebrach gëtt. Méi wéi een Drëttel sinn iwwerzeegt, dass bei hinnen an deenen nächsten zwielef Méint wäert agebrach ginn. Et ass duerfir wichteg, dass mir dës Befierchtunge vun de Leit eescht huelen.

Ech begréissen duerfir dem Police-Minister seng Entscheedung, d'Bekämpfung vun der Abrochskriminalitéit zur Prioritéit gemaach ze hunn. Ee wichtege Volet ass dee vun der Preventioun an der Kooperatioun mat de Bierger. An deem Kader gi jo momentan eng Rei Informatiounsversammlunge vun der Police organiséiert, rezent bei menge Bänknoperen hei an der Chamber, dem Guy Arendt an dem Joëlle Elvinger, zu Walfer.

Bekanntlech ass d'Police dem Bierger säin „Freund und Helfer", mä och de Bierger selwer ass gefuerdert a kann der Police bei hirer Aarbecht hëllefräich sinn, esou zum Beispill duerch d'Melle vun opfällege Persounen oder opfällegen Autoen an der Noperschaft.

All eenzelne Bierger ass hei gefuerdert. Et ka jo net virun all Haus, virun all Appartement ee Polizist Wuecht halen. Net nëmmen d'Police, mä jiddwereen huet eng Roll ze spillen a senger Strooss, a sengem Appartementshaus oder a senger Cité.

Ech mengen domadder awer net, dass ee sech muss hannert der Fënster op d'Lauer leeën. Nee, jiddweree kann a soll sengem Noper hëllefen, wéi zum Beispill en A op seng Wunneng oder säin Haus geheien, wann dësen an der Vakanz ass. Oder ganz einfach beim Trëppelen, beim Lafen, beim Mam-Auto-duerch-d'Duerf-fueren d'Aen ophalen a Verdächteges bei der Police mellen.

Här President, bis November vun dësem Joer huet d'Police 3.446 Abrochsdelikter gezielt, inklusiv de versichten Abréch, awer nëmmen 195 Fäll konnten opgekläert ginn. Hei wollt ech froen, wéi et eigentlech ëm d'Comparution immédiate steet. Wier dëst eng Pist, där ee kéint nogoen?

Ganz oft huet et sech och ëm Widderholungstäter gehandelt. Niewent der Fro vun der Héicht vun der Opklärungsquot ass eng berechtegt Fro déi vun de Strofen a wat se bréngen. Wéi héich soll d'Amende sinn? Eng Prisongsstrof? Prisong op Sursis?

Mir wëssen alleguer, dass eis Prisongen iwwerfëllt sinn. Duerfir misst ee sech d'Fro stellen, wéi déi Bestrofung méi effizient kéint geregelt ginn. Ech schléisse mech hei deene 46% vun de Befroten aus der Statec-Ëmfro un, déi mengen, datt en Travail d'intérêt général déi ubruechte Strof fir Eischttäter wier. D'Pist vun den alternative Strofen muss weider erfuerscht an op hir Effikassitéit gepréift ginn.

Här President, och an eisen Nopeschlänner ass d'Zuel vun den Abréch an d'Luucht gaangen. D'Abrochswell ass grenziwwerschreidend, soudass eng Kooperatioun vun eiser Police mat den auslänneschen Autoritéite vu grousser Wichtegkeet ass. Zemools am Grenzgebitt kann d'Kooperatioun a puncto Informatiounsaustausch a gemeinsamen Interventioune bei den Abréch villes bewierken.

Här President, wéi ech um Ufank vu menger Interventioun sot, muss eng verstäerkte Police-Präsenz absolut Prioritéit hunn. Déi zweet Halschent 2015 iwwerhëlt Lëtzebuerg d'Présidence vun der Europäescher Unioun. Dat bedeit natierlech nach méi Asätz fir eis Police, fir an deem Kader d'Sécherheet ze garantéieren. Eigentlech missten nach méi Beamten an den Asaz. Wéi awer soll dat goen, wa mir wëssen, datt elo schonn d'Unité de Garde et de Réserve Mobile nëmme knapps besat ass?

Och op de Schichten an den Cle feelt et elo schonn u Polizisten. Mir mussen deemno sécherstellen, dass genuch Ressourcen am Kader vun de finanzielle Méiglechkeeten zur Verfügung gestallt ginn.

Fir ofzeschléissen, Här President, wëll ech nach ee Wuert zum Police-Helikopter soen. Eigentlech ass hei alles zu Lëtzebuerg en place, fir Nuetsvolle kënnen duerchzefeieren. Den Helikopter ass adequat ausgestatt an d'Piloten adequat ausgebilt. Natierlech wier den Nuetsvol am Kontext vun den Abréch ganz hëllefräich, mä net nëmmen. Och bei Vermësstemeldungen oder Prisongsausbréch kéint den Helikopter och nuets agesat ginn. Duerfir géif ech derfir plädéieren, dëse Moyen an Zukunft cibléiert ze notzen.

Här President, ech sinn iwwerzeegt, datt déi nei Police-Reform, déi elo ganz gläich wäert ustoen, all dësen Erausfuerderunge wäert Rechnung droen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Hahn. Dat war e laangt Wuert!

M. Max Hahn *(DP).*- Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- An als Nächsten huet den Här Claude Adam d'Wuert, dee scho startbereet ass.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Här President. Mir hunn alleguerten déiselwecht Quellen. Ech wäert och déi Statec-Etüd zitéieren. déi gréng sinn, grad wéi déi aner och heibannen, der Meenung, datt de Cambriolage ee gesellschaftleche Phenomeen ass, dee fir vill ze vill Leit eng Belaaschtung ass an dee mer mussen och eescht huelen.

An dann eben an där Statec-Etüd, déi schonn e puermol hei zitéiert ginn ass, do steet, datt ongeféier 10% vun de Ménagen Affer vun engem Cambriolage waren an datt weider 5% Affer vun enger Tentative de cambriolage waren. Dat ass vill. An de materielle Schued, also dat, wat geklaut gëtt, ass beileiwen net deen eenzege Schued. Et ass einfach eng Tatsaach, datt d'Leit, bei deenen agebrach ginn ass, sech an hirer Intimsphär verletzt fillen. A méi wéi de materielle Schued, dee se erlieft hunn, leide se ënnert de Gefiller vun Onsécherheet a vu Bedrohung.

D'Zuel vun den Abréch zu Lëtzebuerg ass héich. Ob et ee Phenomeen en croissance ass oder net, do kënne mer just driwwer spekuléieren. Um Site vun der Police steet, datt dat statistescht Joer vun der Police nach net eriwwer ass, mä d'Tendenze géifen awer mëttlerweil weisen, datt „sauf imprévus le nombre d'affaires ne variera guère par rapport à l'année passée".

Am Moment gi ganz vill Abréch gemaach. Bei der Police Miersch, do war ech mech ëmfroen, déi hunn am August 62 Abréch gehat. Am September 130, am Oktober 135, am November 153, mä déi Zuel ass awer nach net fäerdeg, well do kommen nach Protokoller, déi net ofgeschloss sinn, no. Et ass och esou, datt eben dës Joreszäit déi ass, wou am meeschten Abréch sinn. Dat huet eppes dermat ze dinn, datt et ganz vill Abréch tëschent véier an aacht Auer gëtt, an da fänkt et un, däischter ze ginn an da léisst et sech einfach feststellen, ob Leit am Haus sinn oder net.

An der Statec-Etüd steet, datt ronn 34% vun den Awunner mengen, bei hinne wier een Abroch éischter wahrscheinlech. An et ass och esou, datt d'Leit, déi an engem Eefamilljenhaus wunnen, sech éischter engem Risque de cambriolage ausgesat fillen, wéi Leit, déi an engem Appartement wunnen. Vun der Mierscher Police hunn ech mer dat confirméiere gelooss. Do war just een eenzegen Abroch an engem Appartement. All déi aner waren an Eefamilljenhaiser.

An da fält och op, datt déi meescht Abréch un de grousse Verkéiersachse leien. Dobäi ass et awer geféierlech, heiraus scho Konklusiounen ze zéien. Et gëtt och Abriecher, déi mam Vëlo a mam ëffentlechen Transport ënnerwee sinn. Dat sinn Aussoe vun der Police, geséchert Statistiken hunn ech awer net an deem dote Beräich.

Och wat d'Optriede vun den Abriecher ugeet, gëtt et eigentlech all Varianten. Et sinn der, déi schonn am Kostüm an an der Krawatt gepëtzt ginn. De Kanton Capellen huet dee stäerksten Zouwuess vun Abréch. Am Norde waren dëst 10% manner Cambriolagë wéi d'lescht Joer, am Mierscher Raum 20% méi.

Allgemeng kann ee soen, datt d'Abriecher versichen, de Kontakt mat de Leit ze vermeiden. D'Schaffgeschir, wat een Abriecher brauch, reduzéiert sech oft op en Tournevis, dee gutt an enger Jackett ka verstoppt ginn. Meeschtens gi Saache geklaut, déi sech gutt um Kierper kënnen droe loossen. Also Bijouen a Suen, Wäertgéigestänn, déi sech anscheinend nach ëmmer op traditionelle Plazen an den Haiser befannen.

D'Angscht virun Abréch gëtt mam Alter méi grouss, dat ass zu Lëtzebuerg net anescht wéi soss op der Welt. An et ass wierklech beonrouegend ze wëssen, datt an der Altersgrupp vun de Leit iwwer 75 Joer all zweeten Angscht huet, datt bei him géif agebrach ginn.

Wat kann dann elo d'Politik maachen, fir déi Abréch ze reduzéieren an dat Gefill vun Onsécherheet méi kleng ze maachen? Bon, eng grouss Unzuel vu klengen Delikter ginn op de Konto vun der sougenannter „Beschafungskriminalitéit" vu Leit, déi vun Drogen ofhängeg sinn. Hei wier et vläicht eng gescheit Drogepolitik, déi, méi wéi bis elo, kéint zu Mesuré bäidroen, déi e gewëssen Erfolleg kéinten hunn.

Wéi wäit datt d'Serie vun de Cambriolagen op Eenzeltäter zréckgeet oder am Grupp organiséiert ass, do kann een driwwer spekuléieren. Wat de Phenomeen vum Grupp ugeet, do musse mer eis natierlech froen, ob eis Police déi néideg Moyenen huet, fir och op internationalem Plang dee Phenomeen ze bekämpfen.

Eis Police mécht ëm dës Joreszäit verstäerkt Patrullen am ganze Land. Dat brëngt mat sech, datt d'Schichten anescht geluecht musse ginn, fir datt besonnesch och déi Zäit am spéiden Nomëtteg an am fréien Owend genuch Leit an de Commissariats de proximité zur Dispositioun stinn. Dat heescht och, datt eis Police muss esou strukturéiert ginn, datt se kann effikass schaffen.

Hei hat jo emol déi Partei, déi dës Heure d'actualité ugefrot huet, an där laanger Zäit, wou si de Ressort hat, et net fäerdegbruecht, Neel mat Käpp ze maachen. An ech mengen, duerfir wäert de Minister och keng Schwieregkeeten hunn, op déi dräi Mesuren am Zukunftspak, deen d'Oppositioun „Spuerpak" nennt, ze äntwerten.

D'Fro vum techneschen Équipement vun eiser Police stellt sech natierlech permanent. Mir ass zum Beispill gesot ginn, datt am Beräich vun de Fousssputen nach vill ze maache wier, datt do d'Police am Ausland e Stéck méi performant wier wéi bei eis.

An dann zum Schluss - ech kommen zum Schluss, Här President, ech hunn d'Auer am Bléck - ass natierlech och d'Opklärung an eng gutt Noperschaft vun de Leit wichteg. An dobäi spillt d'Press och eng wichteg Roll. An et wier och flott, wann een dann Artikelen an der Press géif liesen, déi korrekt Faite géifen duerstellen a vun deenen net och Iwwerschréften zur Veronsécherung vun de Leit géife bäidroen.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Nächste Riedner ass den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen och der CSV Merci, datt se dee Sujet hei op eisen Ordre du jour gesat huet. Et ass e ganz wichtege Sujet, dee wierklech och d'Leit préoccupéiert - mat Recht. Ech wëll dat elo net alles widderhuelen, wat gesot ginn ass, a mech da konzentréieren op déi vläicht méi praktesch Approche, wat mer kënne maachen oder wat mer solle maachen als Stat, fir géint dee Fléau do virzegoen.

Do sinn natierlech eng ganz Rei Saachen, déi musse gemaach ginn. Et gëtt keng einfach Léisung. Et muss ee Mix u Moossname sinn. Et muss ee villes studéieren, mä et muss ee mat engem feste Wëllen un déi Saach erugoen.

Sécher brauche mer als Alleréischt emol prezis Statistiken. An ech soen derbäi: ouni politesch Korrektheet. Ech mengen, mir mussen einfach genau identifizéieren, wéi eng Kategorië vu Leit aus wéi enge Grënn hei Abréch maachen, a wierklech och éierlech domadder ëmgoen an oppen domadder ëmgoen. Well et ass nëmmen, wa mer e Phenomeen wierklech kennen an erkennen, datt mer och kënne richteg an effikass dergéint virgoen. Dat huet näischt mat Rassismus ze dinn. Et huet näischt mat Ausländerfeindlechkeet ze dinn. Mä wann et nun eemol esou ass, datt och där Kategorië bedeelegt sinn, da solle mer dat och soen a kucken, wéi mer eis kënnen dergéint wieren.

Dann déi legislativ Lücken, dat ass natierlech e ganz wichtege Problem an dat hänkt och zesumme mat der Motivatioun vun der Police. D'Police brauch Moyenen a si brauch och dat Gefill, an hirer Aarbecht net hänke gelooss ze ginn. Et ass frustrant fir d'Police, dat stoung och de Moien an enger Zeitung, wa se Leit ka pëtzen an da gi se direkt lafe gelooss. Natierlech musse mer eise Rechtsstat schützen. An et kann net sinn, datt Leit, wou keng wierklech staark Indizien do sinn, datt se schëlleg sinn, datt déi dann do iergendwéi Problemer mat der Justiz kréien. Mä mir mussen awer och realistesch sinn!

Ech mengen, et ass wichteg, datt mer och dee legale Kader esou setzen, datt, wann awer eng grav Présomptioun do ass, och wierklech kann agéiert ginn. Net datt d'Police den Androck huet, datt se fir näischt géif do schaffen. Si brauch méi Moyenen. Den Här Gloden huet och op déi Computersoftware opmierksam gemaach, déi am Ausland schonn agesat gëtt. Dat ass sécher och en interessante Wee.

Mir musse kucken, ob d'Effektiver vun der Justiz och duerginn. Awer mir mussen och eis Legislatioun kucken a wëssen, datt mer Weeër musse fannen, fir eng Impunitéit ze verhënneren. Also, wéi gesot, am Schutz vum Rechtsstat, do si mir och déi Éischt, déi mat drop oppassen, awer och keng Impunitéit.

Do sinn eng Rei Méiglechkeeten, déi mer kënnen huelen. Eng huet och mäi grénge Virriedner hei genannt: Dat ass eng intelligent Drogepolitik, fir d'Beschafungskriminalitéit do ze reduzéieren oder wa méiglech ganz ofzeschafen. Ob déi gréng a mir eis géifen eens ginn, wéi déi Politik soll ausgesinn, weess ech net.

(Interruption)

Awer op jidde Fall am Usaz ass et richteg, datt mer kucken, datt mer d'Beschafungskriminalitéit bekämpfen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Liest emol eise Wahlprogramm!

Une voix.- Jo!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, liest den ADR-Wahlprogramm, dat ass ëmmer gutt.

(Brouhaha général)

An dann, dat Zweet…

(Interruptions)

Dat Zweet ass - an dat ass och eng konkret Fro, déi ech wéilt dem Minister stellen -, wéi eng Gesetzer en hëlt, fir de Platzverweis, d'Gesetzer iwwert d'Mendicitéit vläicht nei ze kucken. Well et ass einfach wouer, datt vill Poliziste frustréiert sinn, och wann e Ladendiebstahl, e Vol à l'étalage geholl gëtt, a se kënne souguer déi betreffend Leit dann identifizéieren, an dann awer do näischt nokënnt, aus ville Grënn. Mä mir missten dann och kucken, datt mer dat änneren.

Och iwwert déi Méiglechkeet vun der grenziwwerschreidender Kriminalitéit, wéi mer déi bekämpfen, musse mer oppe kënne schwätzen. Hei gëtt et verschidde Paraphraséierungen. Et ass ëmmer interessant, déi Debatten hei ze verfollegen, fir eng Studie driwwer ze maachen, wéi ee ka ronderëm de Bräi schwätzen.

Mä wann een déi grenziwwerschreidend Kriminalitéit huet, an déi hu mer, da muss een och kënnen higoen a sech froen: Ass da Schengen, esou wéi mir et praktizéieren, richteg? Oder musse mer net higoen, wat d'ADR scho laang seet, net allgemeng Grenzkontrollen erëm aféieren, mä eis awer déi souverän Méiglechkeet ginn, fir cibléiert punktuell Grenzkontrollen dann ze maachen, wa mir et fir néideg halen? Dat ass am Interessi vun der ëffentlecher Sécherheet.

Mir sinn och fir oppe Grenzen. Awer oppe Grenze fir éierlech Leit! An am Ableck ass et leider esou, datt och déi onéierlech an engem grousse Mooss dovu profitéieren, an och dogéint musse mer virgoen.

Da gëtt et eng ganz Rei vu passive Schutzmoossnamen. Do sinn der och eng Rei genannt ginn, déi ech elo net wëll widderhuelen. Mä och d'Versécherunge kënnen e Bäitrag leeschten doduerch, datt se vläicht och finanziell deene Leit entgéintkommen, déi Schutzmoossnamen doheem huelen.

Oder den Éclairage public. Ech mengen, dat ass fir eis gréng Kolleegen natierlech en désagréabele Sujet, wann ee seet, et misst een e bëssen d'Stroossen hell maachen. Se si jo net esou begeeschtert vun där Iddi, mä op jidde Fall géif et hëllefen, fir Leit, déi sech am Däischtere méi wuel fille wéi am Hellen, dervun ofzehalen, hir Aktivitéiten auszeféieren.

Do sinn also eng ganz Rei, e Mix vu Méiglechkeeten, déi ee muss kucken. Et muss een och Courage hunn heiansdo. Wann ech liesen an der Zeitung, datt Leit, déi an engem Séjour illégal sinn a souguer am Ausland an engem Séjour illégal an dann hei iwwert d'Grenz kommen, fir hei kriminell Doten ze maachen, da muss ee sech och froen, wa mer iwwerhaapt eng Handhab géint esou Leit wéilten hunn, ob net d'Fro muss gestallt ginn, ob net de Séjour illégal en tant que tel och muss kënnen eng Handhab fir d'Justiz sinn, fir géint esou Leit virzegoen.

Et gëtt also eng ganz Rei Avenuen, déi mer sollte sober diskutéieren, awer wierklech, am Interessi vum Bierger, hei derfir suergen, datt mer e Land kréien, wou mer nees kënne sécher zesummeliewen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Kartheiser. Dann huet d'Wuert den Här Minister Etienne Schneider.

Prise de position du Gouvernement

M. Etienne Schneider, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass e Fait, dass de Phenomeen vun den Abréch an deene leschte Méint, speziell an dësem Joer, drastesch an d'Luucht gaange sinn. Wann ee vergläicht, wat mateneen ze vergläichen ass, nämlech déi dräi éischt Trimestere vum leschte Joer mat deenen dräi éischten Trimestere vun dësem Joer, dann hu mer ronn eng Augmentatioun vun Abréch vu ronn 30%, wat natierlech immens vill ass a wat eis natierlech vill Suerge mécht.

Et muss een awer och soen, dass et, iwwert déi lescht zéng Joer gekuckt, ëmmer esou en Op an Of gëtt, dass et Periode gëtt, wou vill agebrach gëtt, da gëtt et der erëm, wou dat Ganzt sech berouegt.

Ech wëll awer och soen: Wann hei déi Zuele genannt gi vun 3.447 Abréch, da muss een awer och wëssen, dass 41% dovun Tentativë vun Abréch sinn. Dat heescht, do huet ee probéiert, mä et ass awer finalement net agebrach ginn. Et muss een och wëssen, dass 25% vun deenen Abréch net a privat Haiser gemaach ginn, mä a Lagerhalen, zum Beispill, a Baubuden, wat ganz oft virkënnt, fir Material ze klauen, et cetera, wou et also psychologesch elo manner dramatesch ass fir deejéinegen, dee getraff gëtt, respektiv de Propriétaire. Mä natierlech ass et ëmmer nach en Abroch.

Mir mierken, dass déi Welle ganz oft dovunner hierkommen, dass et organiséiert Kriminalitéit ass. An, fir dem Här Kartheiser dann och ze äntwerten, politically net korrekt ze äntwerten: Dat si ganz oft organiséiert Banden, déi aus dem Osten, aus fréieren Ostblockstate kommen, déi da wéi eng Well eigentlech duerch déi westlech Länner zéien, mat engem gewësse Schema vun Abréch. An dat ass natierlech e Phenomeen, deen net nëmmen zu Lëtzebuerg ze gesinn ass, mä iwwerall an eisen Nopeschlänner.

Et ass och esou - an dat ass, mengen ech, ganz schlëmm -, dass den Taux d'élucidation, also deen Taux vun de Fäll, déi mer kënnen opklären, ënner 10% läit. Dat huet ganz oft domadder ze dinn, dass do, wou agebrach gëtt, an dat gesi mer och aus eise Statistiken, ganz oft a Localitéiten ass, déi no oder en direkten Accès hunn zu Autobunnen, zum Beispiel. Dat heescht, déi Leit, déi si fort, ier d'Police ka sur place sinn. Meeschtens gi se awer emol guer net bemierkt, bis dass de Propriétaire vum Haus erëm doheem ass.

Ech mengen duerfir, dass et och richteg ass, wat hei gesot ginn ass: Dass et immens wichteg ass, dass d'Populatioun an deem heite Fall hëlleft an dass d'Populatioun all Kéiers, wa se mierkt oder wa se mengt, eppes Louches ze gesinn an hirer Noperschaft, dass se dat och op der Police mellt, dass esou kann agegraff ginn, dass esou kann intervenéiert ginn.

Et ass awer och esou, dass ech virun engem Mount, sechs Wochen, konkret Moossname bei der Police agesat hunn, fir géint déi steigend Abréch virzegoen. Mir hunn op där enger Säit eng Sensibilisatiounscampagne gestart, déi zum Deel iwwert den Internet geet. Jiddweree ka sech do informéieren, éischtens emol doriwwer, wat een alles soll maachen, fir sech ze protegéieren, a wat ee soll maachen am Fall, wou bei engem agebrach ginn ass, fir zum Beispill ze verhënneren, dass Spuren onnéideg verwëscht ginn. Ech mengen, et wär ganz interessant, sech dat eng Kéier um Internetsite vun der Police unzekucken.

Et sinn eng ganz Rei Séances d'information organiséiert ginn, et ass virdru gesot ginn, zu Walfer an zu Dikrech. Déi waren den 8. an den 9. Dezember. Et ass elo de 15. Dezember eng zu Beetebuerg an de 16. Dezember zu Hesper, wou natierlech jiddwereen invitéiert ass, hinzegoen, deen déi Problematik interesséiert.

Et ass och esou, dass ech ordonnéiert hunn, dass mer vill méi Présence um Terrain hunn, wat och leeft, dat ass eng Aktioun, déi amgaangen ass. Op där enger Säit gi méi Patrullen agesat, déi mat Police-Autoe fueren. Dat huet eigentlech méi en Effet dissuasif, well, wann natierlech e potenziellen Abriecher e Police-Auto gesäit, da mécht e sech ewech. Mä, mir hunn awer och, an ech mengen, dass dat ganz wichteg ass, eng ganz Rei méi Patrullen agesat mat banaliséierten Autoen. Dat heescht, wou een net erkennt, dass et Poliziste sinn, fir ebe just och d'Täter op frëscher Tat kënnen ze ertappen.

Mir hunn och am Kader vun deene Mesuren, déi ech agesat hunn, gesot, mir géifen…, oder net gesot, mä mir hunn e Groupe mixte d'enquête agesat, wou sech concertéiert gëtt zwëschent der Section Recherche an der Enquête criminelle aus deene sechs verschiddene Circonscriptiounen, wou et och drëms geet, ze kucken, Musteren ze erkennen, a wou et drëms geet, natierlech concertéiert Aktiounen iwwert d'Land ewech ze organiséieren.

Ech wëll hei soen, dass 93 Arrestatiounen dëst Joer konnte gemaach ginn. Eleng déi lescht dräi Méint waren et 24 Arrestatiounen an deem dote Punkt.

D'Kategorien, natierlech, vu Leit, wéi den Här Kartheiser dat freet, fir déi statistesch festzehalen, also Leit, Kategorië vun den Abriecher, statistesch festzehalen, ass net evident, wann een der net vill gefaange kritt. Dann ass dat relativ schwiereg.

Ech ginn awer och nach op e puer Punkten an, déi hei gesot gi sinn, ënner anerem, wat d'Effikassitéit vun der Police-Aarbecht an d'Personal ugeet.

Ech wëll lech soen, dass ech jo och gären nach méi Polizisten hätt. Mä de Problem ass awer, dass ech déi net kréien, aus deem einfache Grond, dass, wa se duerch dee ganze Selektiouns- a Formatiounsprozess kommen, der net ganz vill um Enn iwwreg bleiwen.

An ech ginn lech ee grafft Rechebeispill: Wa mir Plazen ausschreiwen, wa mir eis Exame lancéiere fir d'Police, dann hu mer ronn 250 bis 300 Kandidaten, déi sech interesséieren. Da gëtt natierlech eng Selektioun um Dossier gemaach, ob se d'Konditioune respektéieren, fir kënne Polizist ze ginn. Duerno ginn d'Exame gemaach. Wa mer dann déi Examen hanner eis hunn, da si vun deenen 250, 300 der nach 80 bis 100 iwwreg. Déi maachen dann d'Sportstester, psychologesch Tester. Da leie mer bei ronn 60, déi iwwreg sinn. Déi schécke mer dann an d'Instruction de base, an do kommen der plus/minus 50 nach eraus. An déi 50, déi schécke mer dann zwee Joer an d'Police-Schoul. An am Endeffekt kréie mer eng 45, 50 Polizisten eraus, déi mer kënne vereedegen.

An de Problem, dee mer hunn, dat ass, dass ee jo kéint soen: 45, 50 nei Polizisten, dat ass jo schonn eppes. De Problem ass awer, dass mer elo an enger Zäit sinn, wou grouss Unzuele vu Leit an d'Pensioun ginn an der Police. Dat heescht, dass déi, déi nei bäikommen, heiansdo emol net méi - an dat ass d'Situatioun, an déi mer deemnächst wäerte kommen -, emol net méi déi kënne remplacéieren, déi a Pensioun ginn.

An do ass e Problem, un deem mer musse schaffen. Ënner anerem ass duerfir och d'Reorganisatioun vun der Police geplangt. Ënner anerem si mer jo duerfir amgaangen, eng Rei Auditen ze maachen, déi jo elo ugelaf sinn, fir ze kucken, zum Beispill - an dat ass och eng Fro, déi opgeworf ginn ass -, ob een net kann d'Poliziste méi entlaaschte vun hirer administrativer Aarbecht. An ech si ganz kloer där Meenung, dass een dat muss maachen, dass ee muss eng ganz Rei administrativ Aarbechte vun zivilem Personal an Zukunft regele loossen, fir domadder méi Leit fräizekréien, fir op den Terrain ze goen.

Mir si jo amgaangen, driwwer ze diskutéieren, fir d'CPen, d'Commissariats de police, zesummenzeleeën, fir déi méi effikass kënnen ze organiséieren, fir dass een doduerch och méi fräi Leit kritt, fir op den Terrain ze goen. Ech weess awer elo schonn, dass dat dote ganz vill Diskussioune wäert gi mat de Gemengen.

A mäi Virgänger, den Här Halsdorf, weess, vu wat ech schwätzen. Jiddwereen ass hei d'accord, dass ee se sollt zesummeleeën, fir doduerch eng besser Force de frappe ze hunn an doduerjer méi aktiv um Terrain kënnen ze sinn, mä wann et dann drëm geet, der Gemeng A hire Kommissariat zouzemaachen, fir deen an der Gemeng B ze verduebelen, da geet d'Gestreits natierlech lass. Mä mir kommen net derlaanscht, Kolleeginnen a Kolleegen, fir déi doten Diskussioun ze féieren.

Et ass och esou, dass mer de Wunnperimeter ofgeschafen hunn, dass dat net d'Police manner effikass mécht, well Dir dierft net mengen, dass d'Polizisten doheem an hirer Stuff sëtzen a waarden, bis se geruff ginn, an dann aus hirer Stuff mussen op d'Kommissariat goen. Ech mengen, déi Leit, déi schaffen, an da si se op hirem Kommissariat. A wat geschitt, dat ass, dass natierlech emol a gréisseren Asätz e puer Kommissariater regruppéiert ginn, respektiv e puer op den Tatort geruff ginn. Mä, et ass awer am Prinzip net esou, dass mer d'Leit vun doheem aus der Stuff ruffen. Wa mer dat maachen, dann ass et wierklech a ganz extremen Noutfäll.

Ech wëll awer och nach ee Wuert soen zum Platzverweis, zur Mendicitéit, zur Comparution immédiate, woubäi ech do vläicht just d'Remarque wëll ufügen: Et muss ee se emol fänken, ier ee se iergendengem ka virféieren, mä alles dat dote si Sujeten, déi Der musst dem Justizminister stellen. Déi ginn, mengen ech, iwwert de Kader vun der Heure d'actualité hei eraus.

Dat sinn awer absolut Sujeten, déi ee muss diskutéieren. An do kommen ech op een, dee mech dann och direkt, méi direkt concernéiert: Dat ass dee vum Ordnungsamt. Ech mengen, dass mer och déi Diskussioun jo amgaange sinn ze féieren, fir ze kucken: Loosse mer de Gemengen d'Méiglechkeet, gi mer de Gemengen d'Méiglechkeet, esou eng Aart, wéi nom däitsche Muster, Ordnungsamt anzeféieren, fir dass déi sech kënnen ëm ganz vill Akten, déi mat de Gemengen ze dinn hunn, Reglementer anhale vun de Gemengen, fir dat ze observéieren, dass déi sech domadder kënne beschäftegen?

Domadder géife mer natierlech op där anerer Säit vill Fräiraum schafen op der Säit vun der Police, fir wierklech géint d'Kriminalitéit kënne virzegoen, fir sech wierklech do méi drop kënnen ze konzentréieren. An ech menge wierklech, dass dat eng sënnvoll Geschicht ass. Mä och do kréie mer vill Diskussiounen, fir dass mer net herno erëm eng zweet Police op d'Been stellen an dann dat, wat mer deemools gemaach hunn, wéi mer d'Fusioun vu Police a Gendarmerie gemaach hunn, wat - mengen ech - eng gutt Saach ass, dass mer dat domadder erëm ënnergruewen. Och do, mengen ech, kréie mer och mam Syvicol an deenen nächste Méint nach interessant Diskussiounen.

Ech wëll op alle Fall hei schléissen a soen, dass d'Police alles mécht, wat an hire Moyene steet, fir d'Leit ze protegéieren dobaussen, fir géint d'Cambriolagë virzegoen. Ech weess, dass meng Beamten alleguerten extrem motivéiert sinn, dass se extrem vill Asaz weisen, speziell, wéi gesot, déi, déi um Terrain sinn. An ech wëll hinnen, vun hei aus, an ech mengen, ech dierf dat maachen am Numm vun Iech all, e grousse Merci soe fir hiren Asaz, deen net ëmmer ongefäierlech ass, am Intérêt vun der Sécherheet vun de Bierger an am Intérêt vun der Sécherheet vum Land.

Merci villmools.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Minister. Mir wären um Enn ukomm vun eisen zwou Aktualitéitsstonnen a géifen dann zum Rescht vum Ordre du jour iwwergoen. Als éischte Projet de loi hu mer de Projet 6612 um Ordre du jour stoen, an hei dréit et sech ëm de Beruff vum Kënschtler. An d'Wuert huet direkt de Rapporteur, den honorabelen Här André Bauler.

4. 6612 - Projet de loi relatif

1) aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle

2) à la promotion de la création artistique

Rapport de la Commission de la Culture

M. André Bauler *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Madame Minister, an de leschte Wochen hat ech elo schonn e puermol op dëser Plaz d'Geleeënheet, d'Wichtegkeet vun der Kultur, souwuel fir eist Land, eis Identitéit an eis Gesellschaft ervirzeträichen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Wann ech gelift, lauschtert dem Här Rapporteur no! Merci villmools.

M. André Bauler *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President. Allerdéngs gëtt et keng Konscht a Kultur ouni Kënschtler. Mir all sinn houfreg op eis Artisten, well si gehéieren zu deene Perséinlechkeeten, déi Lëtzebuerg dobaussen net nëmme bekannt maachen, mä déi virun allem weisen, datt eist Land nach méi ze bidden huet wéi seng international Finanz- a Medieplaz.

Eis Kënschtler, zemools, wa se am Ausland täteg sinn, si kulturell Botschafter vu Lëtzebuerg, déi e wäertvolle Bäitrag zum Nation Branding vum Grand-Duché leeschten. Mir wëssen awer och, datt d'Kënschtler et net ëmmer einfach hunn, fir sech finanziell iwwer Waasser ze halen. An duerfir ass et ëmsou méi wichteg, datt mir dee bestehende Gesetzestext aus dem Joer 1999 iwwerschaffen.

D'Artisten an d'Intermittents du spectacle sollen op eng onkomplizéiert Manéier eng finanziell Hëllef ugebuede kréien, fir datt si, virun allem an den éischte Jore vun hirem Schaffen, eenegermoossen iwwert d'Ronne kommen oder am Laf vun hirer Carrière punktuell Hëllefe kréien, fir schwiereg Situatiounen ze iwwerbrécken.

Här President, ier ech méi am Detail op den Inhalt vun dësem dach awer technesche Projet de loi selwer kommen, wéilt ech fir d'Alleréischt kuerz op säin Historique agoen. Den initialen Text gouf nämlech den 12. September 2013, also nach während der leschter Legislaturperiod, vun der deemoleger Kulturministesch Octavie Modert déposéiert.

Déi geplangte Reform hat véier grouss Objektiver: éischtens, fir déi fräischaffend Artisten an eiser Gesellschaft ze revaloriséieren an hinne méi Visibilitéit an der Ëffentlechkeet ze verschafen, sollt een Titre d'artiste agefouert ginn.

Op dëser Plaz ass et och ubruecht, eng kleng Klammer opzemaachen a kuerz den Ënnerscheed tëschent Artist an Intermittent du spectacle ze erklären: Een Artist ass zum Beispill ee Moler oder Sculpteur, deen a sengem Atelier schafft a vun Zäit zu Zäit Ausstellunge mécht. Een Intermittent du spectacle dergéint schafft op Rechnung oder mat zäitlech begrenzte Kontrakter, wéi zum Beispill Maquilleusen oder Costumièren an esou weider.

Zweetens - dëst gesot, Klammer zou - besteet en zweet Zil vun dësem Text doranner, fir de jonken, diplomëierte Kënschtler de Start an d'Beruffsliewen duerch spezifesch Moossnamen ze vereinfachen.

Den initialen Text huet och Begleetmoossname virgesinn, fir d'Artisten ze encouragéieren, sech weiderzeentwéckelen, fir esou ze vermeiden, datt den Däiwelskrees vun der Ofhängegkeet vu soziale Mesuren ufänkt a si doranner geroden.

Drëttens, den éischten Text gesäit ausserdeem vir, datt, wann et drëm geet, fir an de Genoss vu sozialer Hëllef ze kommen, souwuel d'Artiste wéi och d'Intermittents du spectacle an Zukunft gläich behandelt wäerte ginn. Duerfir gouf d'Residenzklausel och opgelackert.

Véiertens, nei Dispositioune berücksichtege bei der Ufro vun dëse sozialen Hëllefen och de Fall, wou ee méi laang krankgeschriwwen oder am Congé de maternité war, respektiv vum Congé parental profitéiert huet.

Gläichzäiteg ginn duerch dës nei Dispositiounen awer och méiglech Mëssbräich verhënnert, andeems een déi verschidden Hëllefen net cumuléiere kann. Am Ganzen hunn am Joer 2012 48 Kënschtler an 135 Intermittents du spectacle vun dësen Hëllefe profitéiert, wat ee Montant vu ronn 1,7 Milliounen Euro ausgemaach huet.

Här President, dat ass, wéi gesot, den Inhalt, de Contenu vum initialen Text, deen den 12. September 2013 déposéiert gouf an an den diversen Avisen, sief et deem vum Statsrot oder deem vun anere konsultativen Organer, kommentéiert an och kritiséiert gouf.

No de Wahle vum 20. Oktober 2013 huet déi nei Kulturministesch Maggy Nagel décidéiert, den Text ze iwwerschaffen an huet der Chamber den 1. August 2014 19 Amendementen eragereecht. An dësen Amendemente gouf och de Kriticke respektiv de formellen Oppositiounen, déi de Statsrot a sengem éischten Avis formuléiert huet, scho Rechnung gedroen.

Op dëser Plaz ass et net onwichteg ze ënnersträichen, dass d'Philosophie vum Projet geännert huet an deen neien Text nees méi un deen erukënnt, deen elo nach a Kraaft ass. Dat heescht, et ass a bleift e Gesetz iwwer sozial Hëllefen. Et geet engersäits drëm, fir den Artisten, déi sech etabléieren an nach net esou vill verdénge wéi een unerkannte renomméierte Kënschtler, eng finanziell Hëllefstellung ze ginn, ënnert der Konditioun, datt si net méi wéi véiermol de soziale Mindestloun fir net qualifizéiert Aarbechter verdéngen, an anererséits den Intermittents du spectacle eng finanziell Hëllef ze gi während där Zäit, wou se net schaffen, ënnert der Bedéngung, datt si mindestens 80 Deeg am Joer geschafft hunn.

De 14. Oktober dëst Joer huet d'Kulturkommissioun sech dunn eng éischte Kéier mat den Amendemente beschäftegt an den Avis complémentaire vum Statsrot vum 7. Oktober analyséiert, ier meng Wéinegkeet de 4. November 2014 als Rapporteur genannt gouf.

An enger konstruktiver Zesummenaarbecht huet d'Kulturkommissioun d'Modifikatiounen eenzel duerchgeholl. Nei am Gesetz ass virun allem, datt drop verzicht gëtt, den Titel vum Artist anzeféieren. De Statsrot hat a sengem Avis nämlech drop higewisen, datt deen Titel mat kengem prezise Recht verbonnen ass an ausschliisslech e formellen Titel wier. Ausserdeem waren d'Kënschtler selwer och net vun esou engem Titel begeeschtert, well si sech dee selwer duerch hir Konscht, hir Aarbecht verdénge wëllen. Am Intitulé vum Projet ass also d'Aféiere vum Titre d'artiste erausgeholl ginn.

Derniewent koum et duerch d'Amendementen an duerch d'Avise vum Statsrot awer zu nach e puer wesentlechen Ännerungen am Verglach zum urspréngleche Gesetzesprojet. Esou gëtt, éischtens, no enger Opposition formelle vum Statsrot d'Residenzklausel, déi riskéiert hätt, géint d'europäescht Recht ze verstoussen, ganz ofgeschaaft an duerch eng Affiliatiounsklausel ersat. Am Kloertext bedeit dat, datt, wann een eng Hëllef wëllt ufroen, een op d'mannst sechs Méint virum Areeche vun der Demande muss bei der Sécurité sociale affiliéiert gewiescht sinn.

An dësem Text ginn och d'Differenzen tëschent engem Artist an engem Intermittent ofgeschaaft, souwuel wat d'Affiliatiounskonditioune wéi och d'Akommeslimit ubelaangt. Fir an de Genoss vun den Aiden ze kommen, muss een e Verdéngscht vun op d'mannst véiermol den onqualifizéierte Mindestloun opweises hunn, während deem Joer virun der Demande.

Am Verglach zum initialen Text gëtt dann awer och d'Incompatibilitéit tëschent enger reng kënschtlerescher Aktivitéit an enger handwierklecher Aktivitéit nees agefouert. Souwuel de Statsrot wéi awer och d'Beruffskummeren, d'Chambre des Métiers an d'Chambre de Commerce hate Problemer mat dëser Dispositioun, soudatt déi Incompatibilitéit, déi et jo och haut am Gesetz vun ´99 scho gëtt, bestoe bleift. An anere Wierder: De fräischaffenden Artist dierf, fir an de Genoss vun enger Sozialhëllef ze kommen, net och nach enger artisanaler Aktivitéit nogoen.

Op Urode vum Statsrot huet d'Kulturkommissioun och décidéiert, datt, wann een eng zweet Demande mécht, fir Sozialhëllef ze kréien, ee schlussendlech awer net muss beweisen, datt e méi verdéngt respektiv seng Aktivitéit weiderentwéckelt huet. Dës Konditioun war jo geduecht, fir ze vermeiden, datt d'Artisten an d'Kënschtler an d'Ofhängegkeet vu sozialen Hëllefe falen. Well et awer schwiereg ass, no objektive Kritären esou e Beweis ze erbréngen, gëtt elo dorobber verzicht.

Wéinst dem Dateschutz ass och den Artikel iwwert den Traitement vun de perséinlechen Donnéeë gestrach ginn, well de Statsrot keng Verbindung tëschent de verschiddenen Datebanke wëllt.

Eng aner Neierung an dësem Projet de loi betrëfft d'Commande publique oder déi sougenannten „Kunst am Bau". Hei gouf décidéiert, aus budgetäre Grënn, fir de Seuil vun 800.000 Euro op 500.000 Euro ze fixéieren. Et muss een awer preziséieren, datt de Seuil vun 800.000 Euro an der Vergaangenheet bal ni erreecht gouf an datt ee mat 500.000 Euro awer nach ëmmer gréisser Projete kann ënnerstëtzen.

Här President, all dës Upassungen a Vereinfachunge sinn am Interesse vum fräischaffende Kënschtler. Artisten an Intermittents du spectacle solle gläich behandelt ginn a sech net mat onnéidege bürokratesche Barrièren erëmploe mussen.

De Kënschtler brauch och kee Gesetz, fir als Artist unerkannt ze sinn. Et ass d'Gesellschaft, déi him dësen Titel gëtt als Unerkennung fir säi Schaffen a säi Kënnen.

Mat dëse Changementer vum Gesetz vun 1999 passe mer eis de Realitéite vum Terrain un. Ech hunn elo just déi wesentlechst ernimmt; fir den Detail vum Projet verweisen ech op dee geschriwwene Rapport.

Zum Schluss, Här President, wëll ech awer och nach e Merci soen un d'Kolleeginnen a Kolleegen aus der Kulturkommissioun fir déi gutt Zesummenaarbecht am Kader vun der Elaboratioun an der Iwwerschaffung vun dësem Text. Merci wëll ech awer och soen de Beamten aus dem Kulturministère fir hir Explikatiounen an hir Prezisiounen.

Dëst gesot, ginn ech dann och den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei zum virleiende Gesetzesprojet.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Rapporteur. Éischt ageschriwwe Riednerin ass d'Madame Octavie Modert.

Discussion générale

Mme Octavie Modert *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Kënschtler sinn, ass en honorabele Beruff. E richtege Beruff, awer och eng Beruffung. Kee Land a keng Gesellschaft ass komplett ouni Kultur, ouni Artisten a Kulturschaffender, déi déi néideg fortschrëttlech Iwwerleeungen an innovativ Kraaft abréngen, fir d'Gesellschaft virunzebréngen.

Kultur ass keen Dekorationszweck, a Kënschtler sinn net just Dekorateuren. Mat dësem Gesetz sollte si och eng ëffentlech Unerkennung kréien.

Eist Land brauch professionell an onofhängeg Kënschtlerinnen a Kënschtler. Mä de Kultursecteur ass fragil an de Kënschtler hire Statut ass prekär.

Fräischaffend an haaptberufflech Kënschtler hunn et grad an engem klenge Land nach manner einfach, fir vun hirem Beruff liewen ze kënnen. Dofir ass et esou wichteg, fir hinnen hir sozial Ofsécherung, besonnesch a ganz prekäre Situatiounen, ze verbesseren.

Dofir wäert d'CSV dëse Gesetzesprojet stëmmen: Well mat deem Text, esou wéi en elo virläit, eng wichteg Verbesserung séier a Kraaft triede kann, an zwar, datt d'Zäite vu Congé de maternité, Congé parental, längere Krankecongé an esou weider, agerechent ginn an déi virgesinne Virlafzäit, fir d'Hëllefen unzefroen. A well d'CSV net einfach aus Prinzip géint en ofgeännerten Text vun der aktueller Kulturministesch stëmme wäert. Mir wäerten et och net maache wéi 1999 bei der Aféierung vum Statut vum Artist, wou d'DP sech enthalen huet an déi gréng dergéint gestëmmt hunn.

Mir stëmmen dëst Gesetz, Här President. Allerdéngs hätt d'CSV et begréisst, wann de Projet méi wäit gaange wär. Mir bedaueren, datt eng Rei Saache feelen an erausgeholl gi si vis-à-vis vun der déposéierter Versioun, an datt ganz wéineg Innovéierungen an nei Iwwerleeungen an deem Text, wéi en haut virläit, drasinn, mä

en esou wäit op seng Portion congrue reduzéiert ginn ass, ouni Ambitiounen, ouni Visiounen. Et ass e konservative Projet ginn, sécher.

D'Madame Minister wäert soen, datt hire Ministère just op d'Avisen zum initiale Projet reagéiert huet. Allerdéngs hätt een e bëssen Afallsräichtum un den Dag leeën däerfen, amplaz einfach alles ersatzlos ze sträichen, a méi Courage weise kënnen. Well, Dir Dammen an Dir Hären, d'Konscht soll zum Beruff kënne ginn an net, datt et eng Konscht muss sinn, fir dëse Beruff ausüben ze kënnen!

De Rapporteur André Bauler, deem ech Merci soe fir säi Rapport, huet ganz flott de Fonctionnement vum Regime exposéiert. Dofir beschränken ech mech op eis Haaptuleiessen an Haaptkritikpunkten.

Mir bedaueren, datt bei de Jonke keng Regelen, fir déi jonk Kënschtler extra ze förderen, agefouert ginn. Et ass sécher mat dee wichtegste Punkt, datt e Jonke sech muss entscheede kënnen, fir fräi- an haaptberuffleche Kënschtler ze ginn. Et ass mat dee wichtegsten Aspekt vun der Kulturpolitik, déi Jonk ze ënnerstëtzen. Mir sollen d'Eraklammen an déi professionell Aktivitéit ënnerstëtzen, fir Jonken dës Entscheedung ze erliichteren an ze vereinfachen.

Grad am Ufank, wann een nach net bekannt ass, wann ee säi Wee zur artistescher Exzellenz eréischt untrëtt, ass et net einfach, vu senger Aarbecht, sengem Schaffen, senger Konscht ze liewen. Dofir fënnt d'CSV et immens wichteg, fir fréi a séier de jonken Artisten entgéintzekommen, hinnen ënnert d'Äerm ze gräifen, fir hir Professionaliséierung ze förderen.

Dofir versti mir och net, firwat elo nees jonk Diploméierter zwielef Méint amplaz sechs Méint (veuillez lire: sechs Méint - sou wéi am éischte Projet -) waarde mussen, fir hir Ufro ze stellen. Sechs Méint war méi plausibel. An et ass méi einfach, wéi wann ee komplett Ausnahmeregimer fir déi Jonk, fir Berufseinsteiger, souzesoen, envisaéigere géif. „Trau dech!", heescht et dach esou dacks, fir d'Mënschen zur Selbststännegkeet ze encouragéieren. Eh ben, de Kulturberäich scheit sech net viru Risikobereetschaft a Verantwortung, esou wéi mir alleguer se ëmmer erëm an anere Secteure fuerderen, gëschter nach hei op der Tribün an der Kompetitivitéitsdebatt.

An dofir, Här President, géif ech gär eng Motioun hannerleeën, fir d'Regierung opzeruffen, wéinstens an Zukunft e verstäerkten Augenmerk op dës Problematik ze werfen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

considérant

- qu'il est important d'apporter un appui ciblé aux jeunes créatifs diplômés afin de faciliter leur passage vers une activité artistique professionnelle;

- qu'il est essentiel de prévoir des règles spécifiques en faveur des jeunes artistes;

- qu'il est indiqué de soutenir ainsi leur professionnalisation;

invite le Gouvernement

- à évaluer dans deux ans, si la période de douze mois précédant la demande d'aide pour les personnes qui peuvent se prévaloir d'un diplôme de niveau universitaire ne s'avère pas trop longue pour les jeunes artistes;

- le cas échéant, à modifier l'article 5.6 afin de raccourcir la période de douze mois précédant la demande d'aide à six mois telle que prévue par le texte initial du projet de loi 6612.

(s.) Octavie Modert.

Eis Motioun ass natierlech op fir jiddwereen, dee se mat ënnerschreiwe wëllt.

Ech hätt mer iwwregens och virstelle kënnen, an aner Kolleegen och, datt een zousätzlech d'Stagezäit vun netdiploméierte Kënschtler ugepasst hätt, déi elo op dräi Joer läit. Zwee Joer, vläicht nach manner, géifen duergoen. Ech bedaueren, datt de Virschlag an der Chamberskommissioun kee Gehéier kritt huet.

Eng aner Konditioun, déi fir eis wichteg ass, fir datt d'Kënschtler sech kënnen entwéckelen, ass, d'Mobilitéit ze förderen. Fir sech artistesch virunzeentwéckelen, dat ass e wesentlechen Aspekt, muss en Artist onbedéngt iwwer seng Nues erauskucken, aus sengem Kokon erausklammen, iwwert d'Grenze kucken a goen. Dat zielt natierlech ëmsou méi an engem klenge Land wéi eisem. Fir Lëtzebuerg ass d'Mobilitéit vun de Kënschtler dofir nach méi wichteg. An déi Mobilitéit muss an d'Ausland goen.

D'Mobilitéit muss och méi sinn, wéi déi eng oder aner Kéier vu Lëtzebuerg aus am Ausland Ausstellungen, Optrëtt, Liesungen, Concerten, Opféierunge maachen ze kënnen. Mä fir sech kënschtleresch weiderentwéckelen ze kënnen, muss een och alt eng zesummenhänkend Zäit am Ausland sinn a liewen. An dohier wär et wichteg, datt een d'Residenzklausel, fir éligibel ze si fir d'Aiden, aneschters gestalt hätt an domadder erlaabt hätt, an der eigentlecher Referenzperiod länger, wann och net permanent, Openthalter am Ausland ze maachen.

De Statsrot huet eng Opposition formelle hei op dëser Klausel gemaach. Allerdéngs kann dat een erstaunen, well mir hunn déiselwecht Regel schonn haut am Gesetz iwwert d'Auslännerwahlrecht stoen. Déi uviséiert Dispositioun hätt jiddefalls méi Transparenz a méi Eierlechkeet erabruecht. Schued!

Ee weidere wichtege Punkt wär de Cumul mam Droit d'établissement a ganz spezifeschen Hisiichten, an zwar besonnesch bei der Kreativindustrie an dem Design. Wéi soss wëlle mer dëser zukunftsweisender Spart hëllefe kënnen, well dëse Beräich ass nach laang net an allen Hisiichte gläichgestalt mat aneren, gläich ugesi mat méi klassesche Beruffer, déi dem Néierloossungsrecht ënnerleien, och net an deenen hire spezielle Förderregimer.

Sécher, d'Kummeren an de Statsrot hunn dat net guttgeheescht. Dat hat de Statsrot iwwregens scho viru 15 Joer net. An awer hätt een hei mat méi Courage solle virgoen. Et gëtt nämlech verkannt, datt mir et hei mat enger Zort hybride Beruffsbiller ze dinn hunn, déi dacks tëschent all Still falen, well se net den traditionelle Beruffsbiller oder handwierklechen Aktivitéiten op där anerer Säit entspriechen. Ausserdeem muss ee sech froen, wéi et bei den Intermittents hei ass.

Ech wëll dofir d'Regierung opfuerderen, subsidiairement wéinstens, op anere Pläng hei ze hëllefen. Da mussen dës Persounen och wierklech gläichgestallt gi mat allen aneren am Beräich vum Néierloossungsrecht an de Konditioune vun der SNCI an esou weider. Schliisslech däerfe mer d'Bedeitung vun der Kultur an der Ekonomie net vergiessen.

Iwwer Statut an Titel: Dir Dammen an Dir Hären, mam Titel ass et net ëm e staatlechen Agrément gaangen. Et ass als eng Unerkennung geduecht, datt Kënschtler sinn och e Beruff ass, an e respektabele Beruff. Méi schlëmm nach fannen ech, datt elo net nëmmen déi Dispositiounen iwwert den Titel falegelooss gi sinn, mä datt carrément de Statut vum Artist gestrach ginn ass. Ersatzlos gestrach! Elo gëtt et kee Kënschtlerstatut méi. Sinn d'Artisten elo just nach Sozialhëllefempfänger a Bittsteller? Dat kënne mir net novollzéien.

Just ee Wuert iwwert de Prinzip vum „silence vaut accord", deen am ursprünglech déposéierten Text stoung, elo erausgeholl ass, op dem Statsrot säi Gutachten hin. Wou ee sech awer Froe stelle kann, wann ee bedenkt, wéi ëmmer no administrativer Vereinfachung geruff gëtt a vu wéi enge Säiten aus an der Zäit haart no engem Paradigmewiessel an der Verwaltung geruff ginn ass, fir dëse Prinzip anzeféieren.

Et wär wuel am Kontext vun dësem Gesetz an der Praxis wéineg zur Uwendung komm, well d'Verwaltung an dësen Dossiere gutt fonctionnéiert. Et wär och net dee wesentlechste Punkt gewiescht, natierlech, fir e favorabele Klima fir d'Kreatioun zu Lëtzebuerg. An awer wär et einfach en Zeeche vu Respektéiere vum Artist a senger artistescher Leeschtung gewiescht.

Op dëser Plaz wëll ech profitéieren, fir déi vill Aarbecht an Hëllef ze ernimmen, déi sech d'Mataarbechter am Kulturministère ëmmer maachen, fir den Artisten an Intermittents virunzehëllefen. Ech mengen, datt een dat och net soll vergiessen. Förderung an Ënnerstëtzung heescht och, op se agoen, op se duergoen a mat hinnen denken a mat hinne virugoen.

Dir Dammen an Dir Hären, sécherlech hätt een, wann een esou vill eraushëlt aus engem Text, da profitéiere sollen, fir aner Gedankegäng ze féieren am Kader vun dësem Gesetz, wéi zum Beispill iwwert d'Diffusioun, wéi zum Beispill iwwert de Mécénat, fir datt d'Gesetz méi Substanz kritt hätt.

Amplaz ass einfach d'Zomm an de Plaffong vun „Kunst am Bau" erofgesat ginn, elo wou déi Kommissioun de Rythme de croisière fonnt hat. Si war zwar hannendran, mä et ass jo net, wéi wann d'Projeten net gemaach géife ginn; och wann hannendran heescht, datt se (veuillez lire: datt d'Aarbecht vun der Kommissioun) e bësse gehippt huet, an och, wann een natierlech nach Verbesserungen do ka maachen an envisagéieren.

Ech wollt d'Madame Minister och nach eppes aneres froen. Mir hunn an der Kulturkommissioun gesot kritt gehat, datt nach eppes un de Boursse geännert géif ginn. Ech wollt froen, ob si eis vläicht ka soen, wat do virgesinn ass vun Ännerungen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eng ganz wichteg Verbesserung fir professionell Kënschtlerinnen a Kënschtler wäert mat dësem Text agefouert ginn, ech hat et scho gesot. An Zukunft wäerte Congé de maternité, Congé parental, Krankeschäi vu méi wéi engem Mount unerkannt ginn an der Period (veuillez lire: als Zäiten an der Virlafperiod), fir eng Demande op Hëllef stellen ze kënnen.

D'Artistinnen an d'Artiste kréien heimat ee ganz wichtege Schutz. Et ass esou wäit dat Eenzegt, wat Rescht bliwwen ass vum initiale Gesetzesprojet. Awer dëse Schutz ass extrem wichteg a gëtt eng besser Sécherheet. Et muss jo normal sinn, datt e Congé de maternité mat agerechent gëtt. D'Fraen däerfen net pénaliséiert ginn, well se erwaarden. Och am Fall vu Krankheet hëlleft dës nei Regel de Kënschtlerinnen a Kënschtler.

Mir wäerten also, Här President, dëst Gesetz, wéi gesot, matstëmmen, och wa mer bedaueren, datt et en a-minima-Text ginn ass. D'CSV hätt begréisst, wa méi wäitféierend Iwwerleeungen dran agefloss wären, mat méi Courage, fir d'Kreativitéit an d'Kultur ze ënnerstëtzen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kann nëmmen en Appell lancéieren, datt de Räichtum, deen d'Kultur eisem Land an eiser Gesellschaft brëngt, unerkannt gëtt. An net, datt d'Kultur gläichbedeitend mat Räichtum u Problemer gëtt, Problemer mat deene Kënschtlerinnen a Kënschtler sech konfrontéiert gesi missten.

Ech soen Iech Merci, och am Numm vun de Kënschtlerinnen a Kënschtler.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci der Madame Modert. Nächst Riednerin ass d'Madame Taina Bofferding.

Mme Taina Bofferding *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, „Kultur ass e Basiselement vun all demokratescher, oppener a solidarescher Gesellschaft", esou steet et am Regierungsprogramm. Kultur ass keen Ornament, mä e Fundament, op deem eis Gesellschaft steet an op deem si baut. Fir d'LSAP ass et d'Aufgab vun der Politik, dës ze sécheren an ze stäerken.

Kultur ass en Instrument vun der reflexiver a gestaltender Ausenanersetzung vum Eenzelnen an der Gemeinschaft mat sech a mat der Ëmwelt, an déi stänneg Selbstreflexioun vun der Gesellschaft iwwert d'Wäerter an d'Standarden. Mir gesi Konscht a Kultur och als Avantgarde vun der Gesellschaft, e Versuchslabor fir déi grouss Trends, déi eis all betreffen. Kultur ass en zentrale Facteur vun der Imageentwécklung vun eisem Land, der Identifikatioun vun de Bierger mat hirem Land an der Grussregioun a si constituéiert domat d'Grondlag fir d'Participatiounsbereetschaft um gesellschaftleche Liewen.

D'Kultur- a Kreativwirtschaft offréiere gutt Chancë fir wirtschaftleche Wuesstum, sozial Integratioun, souwéi och d'Kreativitéit an d'Wëssenschaft op eng nei Manéier zesummenzebréngen.

D'Tätegkeetsfeld an d'Beruffsbild vun de Kënschtler an den Intermittents huet sech am Laf vun de Jore verännert. D'Beruffsgrupp vun de Kulturschaffenden zeechent sech duerch Fräiheet, Selbststännegkeet an Individualitéit aus, woubäi tëschent dem Artist an dem Intermittent nach emol ze ënnerscheeden ass. De Kënschtler ass méi onofhängeg a ka selwer Initiativen huelen, wougéint den Intermittent meeschtens komplett dovun ofhängeg ass, fir ëmmer erëm Kontrakter ze kréien an e Stempel a säi Carnet, fir op seng Deeg ze kommen. Dat betrëfft zum Beispill vill Schauspiller, awer och virun allem vill Techniker am Film.

Trotz enger gewëssener Onsécherheet an oft gerénge Verdéngschtaussiichten, hëlt d'Zuel vun de Kulturschaffende stänneg zou. Zwar hu sech d'Ëmsätz an de Gewënn an dëser Branche positiv entwéckelt, mä nëmme wéineg Kulturschaffend hunn dorunner och en Undeel. Vill kënnen net vun de Friichte vun hirer Aarbecht liewen a sinn an enger Situatioun, déi net hirer Ausbildung an hirem Talent entsprécht.

Flexibel Aarbechtszäiten a Beschäftegungsforme si fir vill Kënschtler per se net als negativ ze bewäerten. D'Konsequenze vun der zouhuelender Flexibiliséierung dogéint awer duerchaus schonn. Wann een eng kreativ Leeschtung brëngt, muss een d'Chance hunn, fir dës Leeschtung och adequat entlount ze kréien.

1999 ass d'Gesetz geschafe ginn, fir staatlech Kompensatiounszoulagen ze garantéieren, wann Duuschtstrecken ze iwwerbrécke sinn, déi kënne virkommen. Dänzer, Museker, Schauspiller an Techniker zum Beispill sinn net dat ganzt Joer ënner Vertrag. E Salaire kréie se just, wa se dann eben op der Bühn stinn, beim Dréi schaffen, eng Musekkompositioun ophuelen oder zum Beispill e Bild verkafen. Hei gëllt déi allgemeng Regel um Aarbechtsmarché: Kee feste Kontrakt, kee geregelt Akommes. Wat och mat sech brëngt, dass déi prekär Akommessituatioun verschäerft gëtt duerch Lächer an der sozialer Ofsécherung.

Déi Kulturschaffend sinn, opgrond vun hirem niddregen oder carrément feelende Salaire, net an der Lag, aus eegener Kraaft Reserve fir Noutfäll oder fir d'Pensioun ze schëpfen. Och d'Planbarkeet vun der noer Zukunft ass oft staark ageschränkt.

Dobäi wëll ech awer ervirhiewen, dass, wann eng Persoun aus der Konschtzeen grad kee Vertrag huet, dat net heescht, dass se da géif doheem sëtzen an d'Daimercher dréinen. D'Kënschtler schaffe konstant a fonctionnéieren net no Zäite vu moies aacht bis owes 17 Auer.

Wann awer déi Kulturschaffend vun hirer kënschtleresch Aarbecht net méi kënne liewen a keng aner wirtschaftlech Reserven, wéi Verméigen oder ähnlech, kënnen unzapfe goen, sti se virun de Méiglechkeeten, hir kënschtleresch Aarbecht ganz opzeginn oder niewent der Konscht engem Job nozegoen, fir weiderhi kënschtleresch täteg ze sinn. Déi éischt Optioun, säin Dramberuff opzeginn, wär extrem schued. Déi aner Méiglechkeet, duerch kleng Aarbechten eppes ze verdéngen, ass awer net zu all Moment ginn a schränkt ganz oft och d'Kreativitéit an. An dofir ass et wichteg, dass déi ëffentlech Hand aspréngt, wann d'Existenz um Spill steet.

Als LSAP, déi sozial Gerechtegkeet a Solidaritéit als Grondwäerter vertrëtt, fille mir eis deene Leit verflicht, déi enger onsécherer a finanzieller Situatioun ausgesat sinn. An dofir ass et wichteg, dass d'Investitioune bei de Kulturschaffende selwer ukommen. Déi sozial Aiden erlaben de Kulturschaffenden net just, dass si zum Beispill Enn dës Mounts hire Loyer kënne bezuelen, mä si kënne sech an där Period och ganz hirer Konscht widmen a kreativ sinn.

Ech wëll awer och nach drop hiweisen, dass de Bénéficiairen hei keng riseg Zommen ausbezuelt ginn oder se onbegrenzt op staatlech Ënnerstëtzung kënnen zréckgräifen. Au contraire, déi sozial Mesurë si souwuel an hirem Montant wéi och an hirer Dauer begrenzt.

Wéi viru 15 Joer d'Gesetz geschafe ginn ass, war d'Iddi net, per Gesetz Statskënschtler ze schafen, oder Leit, déi zum Beispill niewent hirem Beruff am Konschtberäich aktiv sinn, mat dëse Mesuren eng zousätzlech Indemnisatioun ze ginn. D'Iddi war, deene Leit ze hëllefen, déi sech haaptberufflech der Konscht verschriwwen hunn an duerch eng Rëtsch vun Ursaachen net finanziell iwwert d'Ronne kommen. D'Gesetz huet deemools eng absolut Neierung fir d'Konschtliewen duergestallt, fir d'Kreativitéit vun de Kulturschaffenden ze förderen a si sozial ze encadréieren.

Nun, den Text, deen déi viregt Regierung proposéiert hat, war vun de Kulturschaffende wéi och vum Statsrot schaarf kritiséiert ginn. D'Kulturkommissioun huet vill un dësem Text geschafft. An deen huet elo eng ganz aner Nues kritt. Ech ginn net op all d'Punkten an, déi geännert gi sinn oder déi zur Diskussioun stoungen, well de Rapporteur dat scho ganz ausgiebeg gemaach huet an ech wëll op dëser Plaz him och nach villmools Merci fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport soen.

Ech ginn elo just op eenzel Punkten an, déi fir eis als LSAP-Fraktioun wichteg sinn. D'Zil vun dësem Gesetz war, eng besser Professionaliséierung vun de fräiberuffleche Kulturschaffenden anzeféieren. Den ursprünglechen Text hat virgesinn, dass Kënschtler, wa se eng Erneierung vun hiren Aiden ufroen, noweise mussen, dass hir Revenuen ëm 10% geklomme sinn. Fir eis war dës Konditioun net akzeptabel, well eng Augmentatioun vun de Revenuen, éischtens, net einfach ze erfëllen ass an, zweetens, kee Bewäis ass fir eng héichwäerteg professionell Aarbecht. Mir si frou, dass dës Konditioun eraus ass.

E weidere Punkt, dee geännert huet, ass de faméisen „titre d'artiste", dee gestrach ginn ass. Sécher, e Gesetz fir den „statut" oder „titre d'artiste" kléngt méi flott wéi „mesures sociales". Am Endeffekt ass den Titel awer just eng Bezeechnung, vun där déi Kulturschaffend u sech näischt haten, well un den Titel ware keng Rechter gebonnen. An et ass ze bezweifelen, dass domadder d'Roll vun de Kulturschaffende valoriséiert gi wär.

De Statut war ni als Wäertung geduecht, mä ka vun engem Artist ugefrot ginn, fir Hëllef ze kréien. Den „titre d'artiste" dogéint war just eng iwwerflëssig staatlech Unerkennung, déi

am Endeffekt awer ouni Konsequenz an ouni Sënn gewiescht wär.

D'Leit aus dem Konschtsecteur wollten deen „titre d'artiste" net, an et ass richteg, op si ze lauschteren, well schliisslech wëlle mir si mat dësem Gesetz uschwätzen.

Donieft ass et fir eis och wichteg, eng Gläichbehandlung vun den Artisten an den Intermittenten anzeféieren. Esou hunn déi Leschtgenannte missen eng Karenzzäit vun zwielef Méint respektéieren nom Auslafe vun de Rechter op Chômageentschiedegung oder RMG, ier se d'Indemnitéiten en cas d'inactivité involontaire konnten ufroen. Dës Karenzzäit war fir déi fräiberufflech Kënschtler net virgesinn. Duerfir ass décidéiert ginn, fir se bei den Intermittenten ze sträichen, am Sënn vum Principe d'égalité de traitement.

Eng weider Neierung, déi dësen Text virgesäit an déi mer begréissen, ass d'Berücksichtegung zum Beispill vum Congé parental. D'Kënschtler an d'Intermittentë musse jee no Situatioun Aktivitéitsperiode vun engem bis dräi Joer noweisen, fir kënnen Hëllefen unzefroen. Wann déi Kulturschaffend an där Zäit awer net kënne schaffe wéinst engem Congé de maternité, Congé parental oder Congé d'accueil, da gëtt d'Berechnung vun der Aktivitéitsperiod während där Längt vun deem Congé suspendéiert. Esou entsteet zum Beispill keen Nodeel, wann eng Artistin schwanger ass an de Congé parental wëllt huelen.

Fir d'LSAP ass dësen Acquis wichteg, well d'Grënnung vun enger Famill fir keen hei am Land en Nodeel soll sinn, egal a wéi engem Aarbechtskontrakt e sech befënnt.

Weider si mer als Sozialisten der Meenung, dass Konscht och ëmmer en Deel vun der Stad a Bauteplanung soll sinn. Art public ass net just en Instrument zur Kreatioun als Méiglechkeet, de Kënschtler en Optrag ze ginn, mä et ass och e Moyen, fir d'Leit fir d'Konscht se sensibiliséieren, fir besonnesch déi mat Kreativitéit a Verbindung ze bréngen, déi selten e Kulturhaus oder Ähnleches besichen.

Mir verteidegen déi Richtlinn, dass bei ëffentleche Bauten ee bis 10% fir d'Création artistique soll virgesi sinn, a verstinn d'Bedenken zur Baisse ëm 300.000 Euro. „Kunst am Bau" huet e puer Konschtprojeten als Deel vun der Architektur gefërdert. Allerdéngs ass dëst net ëmmer konsequent ugewant ginn, wat schued ass, well mir hunn hei am Land vill Kreativer, déi Konstruktiounsprojete gestalten a mat hiren Iddie kéinte beräicheren. Eiser Meenung no muss d'Abezéie vun de Kënschtler verstäerkt an de Planungsprozess organiséiert ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, ofschléissend wëll ech nach emol kloer betounen, dass déi Kulturschaffend, ob Artist oder Intermittent, hir kreativ Iddie solle realiséiere kënnen, egal ob se selbststänneg oder ënner festem Kontrakt sinn. Si solle fair entlount ginn a gläichzäiteg d'Méiglechkeet hunn, bei soziale Risiken ofgeséchert ze sinn.

Mir gesinn an dëser Reform e Fortschrëtt. Et ass eng begleedend Hëllefstellung um soziale Plang an en Encouragement am Sënn vu konsequenter Förderung vun der kënschtlerescher Aarbecht.

De Choix, deen een trëfft, senger Vocatioun nozegoen, sech der Konscht ze verschreiwen an de Wee vum haaptberufflechen Artist ze maachen, bleift weiderhi schwiereg. Et ass eng perséinlech Décisioun, déi ee fir sech trëfft. An duerfir ass et gutt, dass de Stat mat sengem sozialen Netz hëlleft, wann ee Kulturschaffenden an enger Iwwergangszäit an enger méi schwiereger Phas ass. Bei allen Entwécklunge muss garantéiert sinn, dass d'Kënschtler an d'Intermittenten hir Kreativitéit fräi kënnen ausliewen, ouni wirtschaftlech oder sozial ënnert d'Rieder ze geroden.

An dësem Sënn Merci fir d'Nolauschteren an ech ginn domadder och den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci der Madame Bofferding. Nächste Riedner ass den Här Claude Adam.

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir stëmmen haut e Gesetz, iwwert dat am Virfeld scho laang diskutéiert ginn ass an dat vun der viregter Regierung am September 2013 nach kuerz virun de Wahlen déposéiert gouf. Den Text gouf vun der neier Regierung amendéiert an ech huelen et scho virewech: Mir sinn der Meenung, datt duerch déi Amendementen den Text méi realitéitsno a besser ginn ass.

Am éischte Projet vun der aler Regierung war zum Beispill virgesinn, een Titre d'artiste anzeféieren, eng Aart Beruffsbezeechnung als Artist. U sech ass jo un där Iddi näischt auszesetzen. Et ass allerdéngs esou, datt deen Titre d'artiste, dee virgesi war, keen ee konkret Recht fir dee bruecht hätt, deen deen Titre kritt hätt. An d'Konditiounen, fir deen Titre ze kréien, waren och esou allgemeng gehalen, datt sech eigentlech keng Ausso dorauser iwwert déi Persoun erginn hätt, déi deen Titre kritt huet. Duerfir ass déi Iddi net zréckbehale ginn a si gëtt och net mam Gesetz vun haut agefouert.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Den éischte Projet hat och eng Residenzklausel virgesinn, déi op eng Opposition formelle vum Statsrot gestouss ass. Déi Residenzklausel ass am neie Gesetz ëmgewandelt ginn an d'Konditioun, datt een op d'mannst sechs Méint muss zu Lëtzebuerg an der Sécurité sociale affiliéiert sinn an datt een en Engagement an der artistescher oder kultureller Zeen zu Lëtzebuerg muss hunn. Dat ass eng gutt Regelung, déi dem Artist an dem Intermittent déi néideg Flexibilitéit léisst, déi e brauch.

Wichteg ass och, datt d'Obligatioun, datt d'Revenus professionnels missten ëm 10% eropgoe vun deem Moment un, wou een eng sozial Hëllef kritt, fale gelooss ginn ass. Positiv ass och, datt mer spezifesch Regelen hunn, déi engem jonken diplomëierten Artist den Zougang zu enger professioneller artistescher Aktivitéit erméiglechen. Mir hu gesot, deen Zougang, dee kéim eréischt no zwielef Méint.

Ech sinn am Prinzip - ech wëll elo net där Motioun virgräife vun der Madame Modert - schonn der Meenung, datt déi zwielef Méint richteg sinn. Et geet jo drëm, fir jonk Leit ze encouragéieren. Et geet awer wierklech och net drëm, fir se op e falsche Wee ze bréngen a se mat Verspriechen op eng Schinn ze setzen, wou se dann net glécklech ginn dran.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- Wichteg ass och, datt mer mat dem Gesetz vun haut Dispositiounen aféieren, déi et erméiglechen, dem Demandeur fir eng sozial Hëllef en eventuelle Congé de maladie oder e Congé de maternité oder e Congé parental unzerechnen.

Här President, ech ginn net op den Detail - Madame Presidentin -, ech ginn net op den Detail vun dësem Projet an. Ech soen dem Rapporteur, dem honorabelen Här Bauler, Merci fir säi gudde mëndlechen a schréftleche Rapport. Hien huet mer duerfir déi Aarbecht ewechgeholl. Hien huet déi Detailer alleguerten hei ausféierlech duerbruecht. Ech wëll duerfir fir déi gréng Fraktioun just dräi Aspekter am Zesummenhang mat dësem Gesetz undiskutéieren.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Kultur ass iwwerall a Kulturschaffender hu vill Profiller. Ganz rezent, virun enger gudder Woch, sinn zu Miersch am Centre littéraire d'Lauréatë vum nationale Literaturconcours geéiert ginn. Gewonnen hunn zwee Professeren an eng Studentin. An der Kulturlandschaft gëtt et eng breet Palett vu Leit, déi engagéiert sinn, déi eng haaptberufflech, déi aner nieweberufflech. Dat mécht et fir déi eng net méi einfach, déi, déi et haaptberufflech maachen, dat kann awer och kee Jugement iwwert d'Aarbecht vun deenen anere sinn.

Déi Mesures sociales, déi mer mat dësem Gesetz stëmmen, dierften awer just fir déi a Fro kommen, déi de Beruff vum Kënschtler haaptamtlech maachen. A mir sinn och frou doriwwer, datt mer endlech dann dat neit Gesetz hei kënne stëmmen.

Zweetens, nach eng Kéier: Kultur ass iwwerall. D'Mesure sociale au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle ass awer net iwwerall. Mir hunn et hei mat engem klenge Beräich vun der kultureller Zeen ze dinn. Mir maachen hei un éischter Stell ee Gesetz fir Professioneller, déi et schwéier hunn, finanziell iwwert d'Ronnen ze kommen.

Am Rapport steet, datt et 2012 48 Artisten an 135 Intermittents du spectacle waren, déi vu soziale Mesurë profitéiert hunn. Wann een d'Konditiounen an d'Montante bedenkt, déi hei am Spill sinn, gesäit een, datt et hei ëm eng Mesure geet, déi éischter am Beräich vun engem RMG läit wéi vun enger Indemnité de chômage. Am Rapport steet och, datt mer insgesamt 1.676.381 Euro un Aides financières am Joer 2012 un dës insgesamt 183 Leit ausbezuelt hunn. Dat wieren e bësse méi wéi 9.000 Euro pro Persoun. Och eng Moyenne mécht zwar hei net vill Sënn, ech soen de Chiffer just, fir ze weisen, datt et sech net ëm enorm Chifferen handelt, déi hei am Spill sinn.

An dat bréngt mech zum leschte Punkt. Kultur ass iwwerall, oder: Ass Kultur iwwerall? Am Kapitel 3 vum Gesetz geet et ëm d'Promotioun vun der artistescher Kreatioun. Mir begréissen et, datt mer Boursse schafen, déi artistesch Kreatiounen ënnerstëtzen, déi awer och kënne fir eng Weiderbildung ugefrot ginn.

Wann de Stat oder eng Gemeng oder en Établissement public ee Gebai realiséiert, da muss eng Zomm tëschent engem an 10% vum gesamte Käschtepräis an d'Konschtwierker, déi am Gebai mussen integréiert sinn, investéiert ginn.

Mir stelle fest, datt mer de Montant, deen d'Acquisitioune vu Konschtwierker betrëfft, vun engem Maximum vun 800.000 Euro elo op e Maximum vu 500.000 Euro erofsetzen. Dat kënne mer novollzéien. Dat léisst och nach ëmmer Spillraum genuch.

Ech hunn awer d'Gefill, wéi wa sech oft net un dës Regel gehale gëtt. Ech froe mech zum Beispill, wéi wäit datt sech eis Gemengen zu dëser Regel verflicht fillen. Ech mengen, et wier méi sënnvoll an am Interessi vun eis alleguer, wann ee méi an d'Konscht an den ëffentleche Gebaier géif investéieren an doduerch manner Sue misst fir sozial Mesurë fir Kënschtler bereetstellen.

An da wëll ech och nach drun erënneren, datt et och nach eng Spart vu Leit gëtt, déi eiser Meenung no eng wichteg Aarbecht am kulturelle Beräich maachen. Ech denken do u Leit an Asblen, déi mat vill Engagement vun Zäit an och souguer vu Suen op enger bénévoller Basis un der Organisatioun vu Festivalle schaffen. Si hunn, souwäit ech dat verstanen hunn, net d'Méiglechkeet, vun enger Bourse d'aide à la création ze profitéieren. Kënne mer hei och eng Méiglechkeet schafen, fir datt dëse wichtegen Apport am kulturelle Beräich bestoe bleift?

Am Numm vun der grénger Fraktioun begréissen ech och, datt mer an der Kulturkommissioun déi betreffend Avant-projets de règlement grand-ducal ausgedeelt kritt hunn, an ech bréngen den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Une voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance*.- Merci dem Här Adam. Als nächste Riedner ass ageschriwwen den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Villmools Merci, Madame President. An, Dir Dammen an Dir Hären, mir hu vun deem Gesetz hei, wat den Här Bauler eis erkläert huet - an him e grousse Merci fir e ganz gudde Rapport -, elo schonn e puermol héieren, wéi et exposéiert ginn ass, duerfir ginn ech vläicht op déi Saachen net méi an a wëll mech op e puer Froe vläicht konzentréieren.

Dat Éischt ass emol, datt mer den Titel Artist net ageféiert hunn. Dat ass jo hei erkläert ginn, firwat mer dat net gemaach hunn. Mä ech muss mech awer heiansdo froen, wann een dat Gesetz da wëllt applizéieren, wéi een et genau interpretéiert, zum Beispill - in ratione materiae - mir soen: Dat Gesetz betrëfft net Kreatioune wéi „Œuvres pornographiques, incitatrices à la violence ou à la haine raciale, apologétiques de crimes contre l'humanité et, de manière générale, contrevenant à l'ordre public et aux bonnes mœurs".

Den Ordre public, do gehéiert fir mech och derbäi, datt zum Beispill national Symboler oder Monumenter net beleidegt ginn an datt eppes wéi d'Lady Rosa vu Lëtzebuerg sécher net éligibel wär, fir hei kënnen ënnerstëtzt ze ginn.

A wat d'bonnes Mœurs ugeet, do géif ech esou Œuvres, wann dat der sinn, ewéi „Cloaca" oder aner Saachen oder d'Zerstéierung vun engem Piano, wéi mer et a leschter Zäit erlieft hunn, och net onbedéngt dorënner zielen.

Elo ass awer de Prinzip, datt mer dëst Gesetz nei faassen aus dem Joer 1999, iwwerschafft 2004 richteg, duerfir wäerte mer et als ADR dann och matstëmmen, well eben eng gewësse Rei vu soziale Verbesserunge fir déi Betraffen dra sinn, wéi de Congé de maternité, parental, de maladie an esou weider. Alles dat ass scho gesot ginn. Mä mir mussen awer eng Rei Froe stellen an notamment iwwert déi Condition de résidence, déi suppriméiert ginn ass. Et gëtt elo eng Rei vu Kritären, fir kënnen éligibel ze sinn.

Mä et ass erëm esou ee Beispill vu vorauseilendem Gehorsam. Et ass gefaart ginn, datt eventuell d'Europäesch Unioun do géif e Problem vun Ongläichbehandlung feststelle géintiwwer Auslänner an da sinn do allgemeng - erga omnes - och fir Drëttstaatler déi Dispositiounen hei éligibel. Et ass also iwwerhaapt keng Ënnerscheedung no Nationalitéit oder no Wunnuert hei méi ginn. Dat geet ganz wäit.

An déi Fro, déi mir eis stellen, ass: Wéi ass dat dann am Ausland? E Lëtzebuerger Artist, deen zu Bréissel wunnt oder deen zu Paräis wunnt, kéint dee bénéficiéiere vun Hëllefe vu sengem Land, wou en da wunnt, also vun der Belsch oder Frankräich, esou generéis, wéi mir et hei maachen, ouni Residenzklausel, ouni Nationalitéiteklausel?

Dat ass eng Fro vun der Réciprocitéit. A wann een da sech, wéi hei, wéi mir, extrem grosszügeg weist, da stellt sech awer och d'Fro, ob déi Lëtzebuerger, déi am Ausland wunnen an do als Artiste schaffen, ähnlech generéis behandelt ginn, wéi déi Leit, déi mir hei vun eiser Säit aus awer erfaassen.

Den Titel, deen ass effektiv net ganz élogieux vum Gesetz. Mir hätten och léiwer deen alen Titel bäibehalen, wéi elo „aides sociales" (veuillez lire: „mesures sociales") do ze betounen. Mä gutt, mer kënnen dermat liewen.

An da muss een och da vläicht och deene Kriticken, déi vu verschiddene Beruffskummere virbruecht gi sinn, awer och emol Rechnung droen. Et ass zum Beispill vum Artisanat beanstant ginn, datt hei net däerf eng Dispositioun ageféiert ginn, déi d'Konditioune fir den Établissement géif contournéieren. D'Beispill vum Fotograf ass genannt ginn. An dat sinn awer wichteg Considératiounen.

Duerfir wëlle mer och ausdrécklech ënnerstëtzen, datt den Artisanat soll an deene Gremie vertruede sinn, déi Décisiounen huelen an dësem Beräich, och fir all Abus ze verhënneren. Dat wäert iwwer Règlement grand-ducal gemaach ginn. Dee louch leider bei deem Gesetz net derbäi. An et wär awer gutt allgemeng an der legislativer Technik, mä och besonnesch an dësem Beräich, datt mer awer déi Règlements grand-ducaux géife gesinn, déi fir d'Applikatioun vun engem Gesetz geholl ginn. A vläicht kënne mer dann an der Kulturkommissioun op jidde Fall déi Saach do weider verfollegen, fir all eventuellen Abus ze verhënneren.

An da musse mer och kucken, an dat sinn Observatiounen, déi d'Chambre de Commerce geholl huet, an och d'Chambre des Salariés, datt mer och nach eng Kéier de Statut vum Intermittent kucken an e vergläiche mat deem, wat an anere Länner, zum Beispill a Frankräich, existéiert, fir sécher ze sinn, datt awer dee Standard, dee mer hei zu Lëtzebuerg applizéieren, sozial vergläichbar ass, also op jidde Fall net méi schlecht ass, wéi dat, wat mer am Ausland elo hunn.

Mir haten och elo keng Statistiken, wou mer dat heite kritt hunn, och dat ass bedauerlech, a keng Fiche financière, jiddefalls keng, déi mir gesinn hätten. Et feelt och u Kritären, wat déi Bourssen ugeet. Dat ass eng aner Kritik, déi am Kader vun den Diskussiounen opkomm ass. D'Méiglechkeet, fir Bourssen ze ginn, déi ass hei virgesinn am Gesetz, dat ass och eng gutt Saach, déi mer ënnerstëtzen, mä et besti keng Kritären dozou. An do ass et vläicht awer och interessant, gewuer ze ginn, wéi d'Regierung dat da wëllt applizéieren.

Da besteet eng aner Gefor bei där Aide sociale, wéi bei all Aide sociale, dat ass, datt et fir verschidde Leit vläicht zu enger Dauersubventionéierung kënnt. Dat ass jo net de Sënn vum Gesetz. Dat ass net dat, wat bezweckt ass. An och do muss ee vläicht kucken, fir an der Praxis ze gesinn an ze evaluéieren no enger gewësser Zäit, ob déi Abwesenheet vun Dispositiounen, wéi se elo diskutéiert ginn ass, also datt kee Progrès oder esou muss bewise ginn, datt dat awer op där anerer Säit net derzou féiert, datt do eng Dauerofhängegkeet vun esou Aide-sociallen kann entstoen.

Dat gesot, nach eng lescht Bemierkung, dat ass déi Wichtegkeet, fir d'Création artistique ze ënnerstëtzen. Mir haten dat och hei gesot, wou mer virun e puer Wochen iwwert d'Kultur diskutéiert haten, datt et an den Ae vun der ADR ganz wichteg ass, datt mer och e Gesetz kréien iwwer Sponsoring am Mäzenat. Dat ze organiséieren, dat géif eisen Artiste ganz vill hëllefen. Si kënne sech jo net nëmmen op dat heite Gesetz oder op d'Konscht um Bau verloossen. Mä et ass wichteg, datt och anerer, net nëmmen de Stat, mä och de private Secteur do kann intervenéieren a grosszügeg intervenéieren, fir eis Kënschtler ze ënnerstëtzen. An duerfir déi Ureegung vun der ADR, dat och nach ze maachen.

Dat gesot, wéi gesot, mir wäerten dëst Gesetz matstëmmen an ech soen lech villmools Merci.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance*.- Merci, Här Kartheiser. Dann ass et elo um Här Serge Urbany.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Merci, Madame Presidentin. 1995, wou Lëtzebuerg jo fir d'éischte Kéier europäesch Kulturhaaptstad war, dat war e Joer, dat war e bëssen en Déclencheur fir d'Lëtzebuerger Kulturzeen. Nieft der Kreatioun vun enger Rei vun noutwendegen a längst iwwerfälligen Institutiounen, déi duerno geschafe gi sinn, war d'Kulturjoer jo och en Ausléiser vun enger gewësser kultureller Dynamik, déi och an dësem Land längst iwwerfälleg war. Dëst huet och zu enger weiderer

Professionaliséierung gefouert vum Kulturmilieu. A wann ee seet „Professionaliséierung", dat heescht och ëmmer méi Mënschen, déi mat der Konscht, aus der Konscht hire Beruff gemaach hunn, an dat heescht och d'Fro vun hirer sozialer Ofsécherung.

Éischt Schrëtt an déi Richtung waren d'Gesetzer vun 1999 an 2004, déi de Kënschtlerstatut an och de Statut vum Intermittent du spectacle geschafen hu mat jeeweilege soziale Rechter. Et ass deemools kritiséiert ginn, datt den Zougang dozou ze vill strikt reglementéiert wier an dass déi domat verbonne sozial Rechter alles anescht wéi grousszügeg wieren. Et ass deemools versprach ginn, d'Gesetzgebung nei ze evaluéieren an un d'Realitéit unzepassen. An, ech mengen, hei fänken och schonn d'Problemer fir eis u mat deem heite Gesetz, well et gëtt offensichtlech keng fundéiert Analys iwwert d'Auswierkungen a virun allem d'sozial Realitéit, déi haut besteet bei Kënschtler an Intermittents du spectacle.

Eises Wëssens ass och am Virfeld keng strukturéiert Diskussioun mat deene Betraffene gefouert ginn. An duerfir huet och déi éischt Fassung vun dësem Gesetz, déi nach am September 2013 vun der aler Regierung déposéiert gouf, am Kulturmilieu fir hefteg Kriticke gesuergt. Niewent punktuelle Verbesserungen huet dëst Gesetz a verschiddene Beräicher nämlech wesentlech Verschlechterunge mat sech bruecht. D'Salariatskummer huet an hirem Avis duerfir och geschwat vun enger „certaine méfiance envers les artistes et intermittents".

No den Neiwahlen huet dunn dës Regierung am Summer eng Rëtsch vun duerchaus begréissenswäerten Amendemente virgeluecht, déi dëst Gesetz op e puer Punkten entschäerfen. D'Schafung vun engem Titel vum Artist ass zréckgezu ginn. En Titel, dee mat kenge konkrete Rechter verbonne war an och ni vun de Leit aus dem Kulturmilieu revendiquéiert ginn ass.

D'Obligatioun, fir noweisen ze mussen, datt e Kënschtler tëschent enger éischter an zweeter Demande, déi e stellt, 10% zousätzlech muss verdéngt hunn, ass glécklecherweis och supprimméiert ginn. Gestrach gouf och d'Verflichtung vun de Kënschtler, fir verschidde Mesures d'accompagnement imposéiert ze kréien, also eng Zort imposéiert Weiderbildung.

Dës dräi Beispiller beweisen, dass déi éischt Fassung vum Gesetz laanscht d'Realitéit gaangen ass vun de Besoine vun de Kënschtler an den Intermittents du spectacle. An et wier am Fong geholl just drëm gaangen hei, fir Leit, déi souwéisou schonn immens bescheide Rechter hunn, nach weider an d'Gitt ze huelen, amplaz se ze emanzipéieren. Dass d'Regierung dës zréckgezunn huet, begréisse mer also ausdrécklech.

Mä huet och déi nei Regierung wierklech iwwerpréift - wëlle mer froen -, awéiwäit déi al Dispositiounen aus de Gesetzer der Realitéit haut nach entsprieche vun de Kënschtler, an awéiwäit déi nei Dispositiounen, déi jo elo agefouert ginn, och deene Besoinen entspriechen?

Well mir wëssen alleguer, dass d'Situatioun vun deene Leit, déi an deem Secteur schaffen, alles aneschters wéi roseg ass. Et ass an deenen allermeeschte Fäll eng permanent Ausenanersetzung Dag fir Dag mat der Prekaritéit, niddregen Honorairen a Cacheten op där enger Säit an eng berufflech Onsécherheet op där anerer Säit.

Zentral Froe vun der sozialer Realitéit ginn och eiser Meenung no an deem Gesetz hei ausgeklammert oder guer net traitéiert. An déi sozial Realitéit betrëfft awer a Wierklechkeet, dat steet och am Rapport dran, am Joer 2012 48 fräischaffend Artisten an 135 Intermittents du spectacle, dat heescht Artisten a Bühnentechniker, déi regelméisseg fir Organisateuren oder fir Haiser am kulturelle Beräich schaffen.

Menger Meenung no ass och d'Grenz onkloer an dësem Gesetz, déi gezu gëtt zwësche Leit, déi en CDD hunn, dat heescht, e prekäert Aarbechtsverhältnis hunn op där enger Säit, an e Contrat d'entreprise hunn, dat heescht, Selbstständeger sinn, op där anerer Säit. Dacks, menge mir, ass d'Verhältnis vun deene Leit alleguerten, och vun deene sougenannten „Selbstständegen" zum Optraggeber, de facto dat vun enger ekonomescher Ofhängegkeet, och vun enger ekonomescher (veuillez lire: juristescher) Subordinatioun. An dat heescht awer och Aarbechtsvertrag, och bei deene Leit, déi a Wierklechkeet e Contrat d'entreprise hunn, also e selbstständege Vertrag.

Hir aarbechtsrechtlech Situatioun ass awer net esou geschützt wéi bei engem Aarbechtsvertrag. Et gi keng minimal Kritären, weder wat d'Rémunératioun ugeet nach wat d'Aarbechtszäiten ugeet, och zum Beispill maximal Aarbechtszäiten am Dag. A mir mengen duerfir, dass et dréngend noutwendeg wier, eigentlech de Statut, besonnesch vun den Intermittents du spectacle, an déi domadder verbonne sozial Rechter méi no un de Statut erunzeféiere vum Salarié, wéi se dat haut sinn.

Dat geschitt awer eendeiteg net mat deem heite Gesetz. An iwwreg bleift e Gesetz, dat zwar par rapport zu enger éischter Fassung entschäerft gouf, wat awer, menge mir, nach ëmmer net adaptéiert ass oder nach ëmmer net ganz adaptéiert ass un déi sozial Realitéit vun deene Leit am Land. An et sinn der awer eng ganz Partie, déi zum kulturelle Räichtum hei bäidroen.

Wann een dann och nach gesäit, dass den Akaf vu Konschtwierker beim Bau vun ëffentleche Gebaier hei an dësem Gesetz plafonéiert gëtt oder de Plaffong erofgesat gëtt, da komme mer erëm eng Kéier op déi Diskussioun zréck, déi mer hei an der Interpellatioun haten iwwert d'Kulturpolitik vun der Regierung, der Diskussioun vum Routstëft a vun der Onugepasstheet vun esou enger Politik vum Routstëft, besonnesch an esou engem evolutiven, kreative Milieu wéi deem vun de Kënschtler a vun den Intermittents du spectacle.

Duerfir menge mer, dass trotz Verbesserungen dëst Gesetz nach ëmmer net ganz der Situatioun vu ville Kulturschaffende Rechnung dréit, an duerfir wäerte mer eis och als Lénk hei enthalen.

Ech hätt awer nach eng Fro ze stellen, wann Der erlaabt, Här President, Madame Presidentin - ech gesinn, de President sëtzt do -: Et ass hei d'Fro opgeworf gi vun der Lady Rosa of Luxembourg. Dat ass jo déi Statu vun där schwangerer Fra, déi am Fong geholl de Pendant war eng Zäit laang zu der Gëlle Frau, déi jo och effektiv e wichtegt nationaalt Symbol war, Statu, déi vill kritiséiert ginn ass, besonnesch a konservative Milieuen.

Wann ech hei gesinn, dass déi elo op eemol an d'Géigend vu Pornografie soll geréckelt ginn, da froen ech mech awer, wat do gemengt ass. Wat ass domat gemengt?

Ech wëll iwwregens soen, deem, deen dat hei opgeworf huet: Et ass eng schwanger Fra!

Une voix.- Se ass och plakeg.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Mir waren an enger…

Jo, déi ass zwar plakeg, mä et ass eng schwanger Fra. Dann, wëll ech emol… An déi aner och iwwregens, an déi aner ass iwwregens zu hirer Zäit och ganz staark kritiséiert ginn, vun deeneselwechte konservative Milieuen, well se net vill unhat.

Une voix.- Jo.

(Brouhaha)

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- An, et ass eng schwanger Fra, wëll ech soen hei. Da gëtt hei eng schwanger Fra an d'Géigend vu Pornografie geréckelt vum Här Kartheiser, deem, deen an der Diskussioun iwwert d'Interruption volontaire de grossesse hei Saache vertratt huet, déi net ze vertriede sinn. Op eemol ass och eng schwanger Fra pornografesch.

Ech verstinn elo nach besser wéi virdrun, wéi deen Här, deen dat gesot huet, a Wierklechkeet gestréckt ass.

Ech soen Iech Merci.

(Brouhaha)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Fait personnel!

Une voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci, Här Urbany. Här Kartheiser, Fait personnel.

(Interruptions)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Madame Presidentin, ech soen Iech villmools Merci fir déi Geleeënheet, déi ech kréien, an Applikatioun vum Reglement iwwert de Fait personnel hei op eng Bemierkung ze äntwerten, déi e Kolleeg hei gemengt huet missen ze maachen.

Ech wëll dat ganz sachlech maachen, well ech mengen, dat ass déi beschte Manéier, fir sech mat Saachen auserneenzesetzen, déi e bëssche aus der Wierklechkeet…, déi mat der Wierklechkeet net vill ze dinn hunn.

Ech hunn d'Gesetz hei zitéiert, esou wéi mer et haut stëmmen. Bon, déi Lénk enthale sech, all déi aner stëmmen dat, wou drasteet, datt dat Gesetz net applikabel ass…, an da kënnt eng laang Enumeratioun vu Saachen, do steet als Alleréischt „Œuvres pornographiques". Ech hunn dat Gesetz net geschriwwen. D'Regierung huet et geschriwwen. An ënner anerem steet do weider an deem Paragraph, datt och Œuvres net éligibles sinn, déi géint den Ordre public et aux bonnes mœurs sinn. An dat steet am Gesetz.

An ech hunn als Beispill dovunner gesot, datt menger Iwwerzeegung no eng Œuvre, déi géint den Ordre public verstéisst, eng ass, déi d'national Symboler oder déi national Monumenter beleidegt oder eng, déi géint d'bonnes Mœurs verstéisst, zum Beispill eng Œuvre als Beispill, fir datt och jiddwereen dat sech ka virun Ae féieren, eppes wéi Cloaca, wat mer awer am Mudam elo an der leschter Zäit da méi dacks hu misse kucken - oder fir déi, déi et wollte kucke goen.

Dat ass dat, wat ech hei gesot hunn. An ech hunn also net, wéi hei behaapt gëtt, eng schwanger Fra an d'Géigend vun der Pornografie geréckelt. Och wann dat hei an dësem Gesetzesparagraph eventuell iwwer verschidde Gedankekonstruktiounen a Spréng, wéi Dir se maacht, Här Urbany, kéint konstruéiert ginn, et ass awer net de Propos gewiescht vun deem, wat ech gesot hunn.

Datt Der dann iwwert d'Ofdreiwung schwätzt, dat éiert Iech, well effektiv huet eng schwanger Fra eppes mat Ofdreiwung ze dinn.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Dat ass eppes, wat dacks vergiess gëtt an där Debatt. Mä ech ginn elo net dorobber an, well et ass net d'Zäit an net d'Plaz an net dat Gesetz, wou mer sollen doriwwer schwätzen. An ech hunn Iech jo versprach, datt mir als ADR ganz seriö a sachlech op déi do Saach äntwerten an net polemesch an net onsachgeméiss, wéi Dir et gemaach hutt.

Merci.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- „Entartete Kunst", mir hu verstanen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Domat si mer um Enn vun der Diskussioun ukomm an d'Wuert huet d'Madame Kulturministesch Maggy Nagel.

Prise de position du Gouvernement

Mme Maggy Nagel, *Ministre de la Culture.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéierten, mer hunn et héieren, de Gesetzesentworf gouf vu menger Virgängerin déposéiert a war als solches ee vun den éischten Dossieren, mat deenen ech mech als Kulturministesch konnt ausenanersetzen. An et ass mer wichteg gewiescht, hei de Programme gouvernemental, fir deen emol erëm eng Kéier ze zitéieren, trei ëmzesetzen.

Ech wéilt op dëser Plaz just dräi Punkten aus dësem Programm zitéieren. Éischtens: «La politique doit être à l'écoute des milieux culturels.» Zweetens: «Après les investissements considérables des dernières années dans les infrastructures culturelles, il importe maintenant de promouvoir activement les artistes, leurs œuvres et leurs créations. Il s'agit de remettre les artistes au milieu de la scène culturelle.» An drëttens: «Il est très important d'améliorer considérablement la protection sociale des artistes et des travailleurs culturels, que ce soit pour l'assurance maladie, la retraite ou l'indemnité de chômage. Le Gouvernement veillera à la mise en œuvre rapide de la nouvelle législation concernant le statut de l'artiste professionnel indépendant et de l'intermittent du spectacle, tout en y apportant des amendements mieux en phase avec la réalité des professionnels sur le terrain.»

Et ass mir also net drëms gaangen, de Projet de loi 6612 eleng ze iwwerschaffen, mä dëst ze maachen, andeems op de kulturelle Secteur gelauschtert gëtt an andeems ni aus den Ae verluer gëtt, datt et an dësem Projet de loi drëms geet, déi Kulturschaffend, den Artist respektiv den Intermittent an de Mëttelpunkt ze stellen an hinnen déi beschtméiglech Rahmebedéngungen ze ginn.

An deem Sënn hunn ech den 1. August dëst Joer 19 Amendementen déposéiert, déi dëser Démarche Rechnung droen, andeems si ausgeschafft goufen, nodeems d'Avise vun de representativen Associatioune vum Secteur gefrot goufen, zum Beispill den Theaterfederatiounen, den Associatioune vum Secteur wéi zum Beispill der ULPA, der Association des artistes plasticiens, an Associatioune vun Intermittentë wéi der ALTA a LARS, mä awer och vun de Chambres professionnelles.

Erauskomm ass e Gesetzesentworf, deen, menger Usiicht no, en Équiliber duerstellt tëschent, engersäits, d'Kultur ze förderen an awer och, anerersäits, de Kulturschaffenden ze förderen. An deem Sënn ass och an dësem Gesetzesentworf net méi Rieds vun engem Kënschtlerstatut, mä vu Sozialmesuren, well den Objektiv ass net, fir de Kënschtler an e Statut eranzezwéngen, mä vill méi him a méi schlechten Zäite punktuell finanziell ze hëllefen an him esou ze erméiglechen, sech voll a ganz op säin artistescht Schaffen ze konzentréieren.

Weiderhi bleiwen d'Dispositiounen iwwert d'Bourse fir d'Kënschtler am Gesetz. D'Bourses d'aide à la création, au perfectionnement et au recyclage, déi bleiwe bestoen an et soll an engem nächste Schrëtt gekuckt ginn, wéi een dës Bourssen, Subside vum Ministère an d'Aidë vum FOCUNA méi kloer a méi transparent kann organiséieren.

Ech wéilt dann elo op déi Haaptpunkte vun dësem Gesetzesentworf, esou wéi e vun dëser Regierung amendéiert gouf, agoen. D'Rahmebedéngunge vun den Artisten a vun den Intermittentë gi verbessert, andeems d'Période d'activités - also déi Period, bei där de Kënschtler eng Rëtsch Bedéngunge muss erfëllen, fir iwwerhaapt an de Genoss vun de Sozialhëllefen ze kommen - am Fall vun engem Congé de maladie vu méi wéi engem Mount, engem Congé de maternité oder parental suspendéiert gëtt. Esou hunn dës Persoune genau déiselwecht Zäitspan, fir d'Konditiounen ze erfëllen, wéi all déi aner och.

Weiderhi gëtt d'Professionalisatioun vun den Artisten ënnerstëtzt, woubäi awer déi ëmstridde Konditioune vun enger Progressioun vun 10% vum Akommes an deem Suivi vu Mesures d'accompagnement fir de Renouvellement vun de Sozialhëllefen, nodeems en Artist zwee Joer vun de Sozialhëllefe benefitsséiert huet, ofgeschaaft ginn.

Et gouf awer bäibehalen, datt den Artist souwuel bei der éischter Ufro ewéi beim Renouvellement vun de Sozialhëllefe beweise muss, datt hie véiermol de soziale Mindestloun fir net qualifizéiert Aarbechter, dat heescht 7.644 Euro, am Joer virun dëser Ufro au titre vu senger artistescher Aktivitéit verdéngt huet. Des Weidere muss hien och d'Preuve vun dëser artistescher Aktivitéit virleeën duerch artistesch Projete wéi Ausstellungen, Concerten, Liesungen an esou weider.

Och wann déi initial gewënschte Professionalisatioun domadder net esou wäit geet ewéi urspréinglech virgesinn, esou ass awer kloer, datt d'Admissioun an de Genoss vun de Sozialhëllefen ënnert dësem Gesetzesentworf keen Automatismus wäert ginn, mä ëmmer eng gewësse Leeschtung vum Artist viraussetzt.

An dësem Sënn ass och de staark kritiséierten Titre d'artiste duerch d'Amendementen ofgeschaaft ginn. Och, a virun allem, well dëse kee kloert Recht virgesäit, mä am Fong purement honorifique war. En huet de Rôle vum Kënschtler och net valoriséiert, well d'Konditiounen dofir ze breet ugeluecht waren, an huet au final dat artistescht Schaffen hei zu Lëtzebuerg net no vir bruecht.

De jonken diplomëierten Artiste gëtt weiderhin de Passage vun de Studien an eng artistesch Aktivitéit vereinfacht. Esou musse si zum Beispill déi Konditiounen am Joer, ier si Sozialhëllefen ufroen, fir véiermol de soziale Mindestloun mat hirer artistescher Aktivitéit verdéngt ze hunn, net erfëllen.

Allerdéngs kënne si net scho sechs Méint nom Enn vun hire Studien d'Sozialhëllefen ufroen, mä eréischt zwielef Méint duerno. An dës Zäitspan vun engem Joer schéngt eis adaptéiert ze sinn. A mir wëllen net dorunner ännere goen, fir datt dëse jonken Diplomëierte sech als Artist beweise kann a sech och sécher ass, datt hien an dësem Métier wëllt weider Fouss faassen, oder well de Choix vum Kënschtlerberuff oft net nëmmen e Choix vun engem Beruff, mä och vun engem Choix de vie ass.

Weiderhi gëtt d'Mobilitéit vun den Artisten an den Intermittenten an dësem Gesetzesentworf ënnerstëtzt. Esou ass déi initial Condition de résidence opgrond vun enger Opposition formelle vum Statsrot ofgeschaaft ginn - dëst, et ass schonn ernimmt ginn, well se contraire zum europäesche Prinzip vun der Gläichbehandlung vum europäesche Bierger war - an duerch eng duebel Konditioun ersat ginn, an zwar, éischtens, d'Affiliatioun zu der lëtzebuergescher Sécurité sociale sechs Méint virun der Demande fir Sozialhëllefen, an, zweetens, den Engagement an der artistescher a kultureller Zeen vu Lëtzebuerg.

Duerch dës duebel Konditioun gëtt séchergestallt, datt, éischtens, en Artist…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift.

Mme Maggy Nagel, *Ministre de la Culture.*- …oder Intermittent, deen d'Sozialhëllef ufreet, eng professionell kënschtleresch Aktivitéit zu Lëtzebuerg huet, an dëst engersäits duerch de formelle Lien vun der Affiliatioun an duerch dee méi reelle Lien vun engem Engagement an der Lëtzebuerger Kulturzeen duerch artistesch Projeten, Concerten, Expositiounen; datt Lëtzebuerg net iwwerschwemmt gëtt vun eventuellen Demandë vun Non-résidenten, an, gläichzäiteg, datt de jeeweilegen Artist oder och Intermittent awer eng Aktivitéit am Aus-

land kann hunn, soulaang dëst eng direkt oder indirekt Retombée fir Lëtzebuerg huet.

D'Mobilitéit vun den Intermittentë gëtt des Weideren ënnerstëtzt, andeems se net méi wéi bis elo prioritairement zu Lëtzebuerg oder fir eng hei zu Lëtzebuerg domiciliéiert Entreprise musse schaffen.

De Prinzip vun der Gläichbehandlung tëschent Artisten an Intermittenten ass op verschiddenen Niveaue vum Gesetzesentworf agefouert ginn. An notamment sinn elo d'Artisten an d'Intermittenten, éischtens, därselwechter Condition d'affiliation ënnerworf.

Zweetens, se mussen allen zwee op hir Sozialhëllefe Steiere bezuelen. Effektiv ass d'Exemption fiscale vun de Sozialhëllefe vun den Artisten, déi bis elo bestoung, suppriméiert ginn.

Drëttens, se mussen allen zwee beweisen, datt hir kënschtleresch Aktivitéit véiermol de soziale Mindestloun fir net qualifizéiert Aarbechter am Joer virun hirer Demande abruecht huet. Da kréie se allen zwee Sozialhëllefen an Héicht vum soziale Mindestloun fir qualifizéiert Aarbechter. Bis elo ass bei deenen Hëllefe fir d'Intermittenten ëmmer den Ënnerscheed gemaach ginn, ob si am Joer virun hirer Demande méi oder manner wéi de qualifizéierte soziale Mindestloun verdéngt haten. An dëse Prinzip ass elo opgehuewe ginn. An, zum Schluss: Si kënnen allen zwee zimlech deeselwechte Maximum vu Sozialhëllefe kréien.

Finalement stinn an dësem Gesetzesentworf awer och Mesuren, déi an engem Zukunftspak hätte kënne stoen. Esou gëtt de maximale Seuil fir d'Commande publique vun 800.000 op 500.000 Euro erofgesat. Net, well mer dat erfonnt hunn, mä well dat an der Regel bei deene Commanden, déi bis elo gemaach gi sinn, ni iwwert déi 500.000 an de leschte Joren erausgaangen ass. Och wann dës Commande publique e weidert wichtegt Instrument vun der Kulturpolitik bleiwe soll, däerf een och hei net den Objektiv vun der Reduktioun vun de Statsdépensë vergiessen.

Als Konklusioun kann ee soen, datt mir och weiderhin ee mat deene favorabelste Regimer an Europa a vläicht souguer op der Welt hunn, wat d'Sozialhëllefe vun den Artisten an Intermittenten ugeet, andeems mir déi Acquisen, déi am Gesetz vun 1999 stoungen - de Prinzip vun de Sozialhëllefen, Bourse, Aide à la création, Commande publique -, bäibehalen hunn an un d'Realitéiten an d'Besoine vum kulturelle Secteur ugepasst hunn: méi Mobilitéit, méi Professionalisatioun a méi Ënnerstëtzung fir déi Jonk.

Nach ze bemierken ass, datt et schonn e Groupe de travail gëtt, wou all eis Subsiden a Bourssen diskutéiert ginn a wou driwwer diskutéiert gëtt, fir se nei ze organiséieren, a mer och versichen, eng zentral Ulafstell ze schafen, an datt mer op där Plaz och herno kloer Kritären a Prioritéite festhalen, wat soll ënnerstëtzt ginn, an alles dat soll an deem Groupe de travail a kuerzer Zäit och ausgeschafft ginn.

Dem Här Kartheiser wëll ech soen, datt d'Projets de règlement grand-ducal an d'Fiche financière an d'Statistiken an der Kommissioun ausgedeelt gi sinn. Meng Leit sëtzen zwar douewen, Dir kënnt gären eng Kopie dovunner kréien.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Dat ass léif.

Mme Maggy Nagel, *Ministre de la Culture.*- Dat ass kee Problem.

An domadder sinn ech um Schluss ukomm. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Merci fir déi - wéi ech héieren - breet Ënnerstëtzung fir dëse Projet de loi. An domadder wier ech dann um Schluss ukomm.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci der Madame Minister. Mir géifen dann direkt zur Ofstëmmung iwwert den Ensemble vum Projet de loi 6612 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6612 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un an ass schonn ofgeschloss. De Projet 6612 ass mat 58 Jo-Stëmme bei 2 Enthalungen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox (par Mme Viviane Loschetter), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ech ginn dervun aus, dass d'Enthalunge motivéiert sinn.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete verfassungsméissege Vote ze ginn?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Motion 1

Mir sinn nach mat enger Motioun vun der honorabeler Madame Octavie Modert am Numm vun der CSV saiséiert.

Kann ech dovunner ausgoen, dass déi motivéiert ass?

Une voix.- Jo!

(Interruptions)

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Ech géif et och gutt fannen, wann...

Mme Maggy Nagel, *Ministre de la Culture.*- Soll ech eppes dozou soen?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, wann Der wëllt, Madame Minister.

Mme Maggy Nagel, *Ministre de la Culture.*- Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, esou wéi et aus menger Ried erauskomm ass, ass dee Punkt - ech fänke bei deem zweeten un - jo méi wéi erkläert, datt mer do der Meenung sinn, datt mer musse bei zwielef Méint bleiwen.

A wat den éischte Punkt ugeet, och do erkläert, wat ech gesot hunn an der Ried, datt souwéisou et virgesinn ass, fir dat Ganzt net nëmmen no zwee Joer, mä regelméisseg ze evaluéieren, well mer schonn am Ministère Diskussioune féieren notamment am Kader och vun deene Subsiden a vun deene Bourssen, datt mer kucken, wéi dat Gesetz elo uleeft, an nach eng Kéier wäerten opmaachen, fir op verschidde Punkten dann ze reagéieren.

An duerfir sinn ech der Meenung, datt dës Motioun superfétatoire oder - wéi soll ech soen? - sans objet wier, soudatt ech der Meenung sinn, datt d'Chamber déi Motioun hei net bräicht ze akzeptéieren.

Merci.

Une voix.- Très bien!

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Madame, Dir hutt elo grad gesot, Dir géift souwéisou evaluéieren. Da kënnt Der jo d'Motioun unhuelen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Weider Wuertmeldungen zur Motioun? Den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, Här President, nodeems mer virdrun der CSV nogelauschtert hunn an elo den Erklärungen och vun der Madame Minister, muss ech awer soen, datt d'ADR déi Suerge vun der CSV hei an dësem Punkt deelt an datt mer déi Motioun kënne mat ënnerstëtzen, wa se zur Ofstëmmung kënnt.

Villmools Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Keng weider Wuertmeldungen?

(Négation)

Da géife mer d'Motioun zum Vote stellen.

Vote sur la motion 1

Déi, déi derfir sinn, stëmme mat Jo. Déi, déi dergéint sinn, stëmme mat Nee.

Une voix.- Dir musst dat nach eng Kéier soen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech mengen, Dir hutt dat ganz gutt verstanen.

(Hilarité)

Dat geet séier haut. D'Ofstëmmung ass schonn ofgeschloss.

(Hilarité)

Also 28-mol Jo, 32-mol Nee. Domat ass d'Motioun ofgelehnt.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Françoise Hetto-Gaasch) et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox (par Mme Viviane Loschetter), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Mir géifen zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen, an do geet et ëm de Projet de loi 6525 iwwert de Gebrauch vu Pestizide respektiv, wéi een dat op Lëtzebuergesch géif soen, Sprëtzmëttelen. An de Rapporteur, den honorabelen Här Gusty Graas, ass schonn amgaangen hei unzestiermen an huet och direkt d'Wuert.

5. 6525 - Projet de loi relatif aux produits phytopharmaceutiques - transposant la directive 2009/128/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 instaurant un cadre d'action communautaire pour parvenir à une utilisation des pesticides compatible avec le développement durable; et - mettant en œuvre certaines dispositions du règlement (CE) n°1107/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques et abrogeant les directives 79/117/CEE et 91/414/CEE du Conseil

Rapport de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture, du Développement rural et de la Protection des consommateurs

M. Gusty Graas *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President. Dir Dammen, Dir Hären, Madame Minister, Här Minister, spéitstens nom Accident vum leschte 17. September bei der belscher Uertschaft Witry, wou de phytopharmazeutesche Produit Métazachlore an d'Baach Moyémont gelaf ass, ass jo d'Diskussioun iwwert d'Notze vun de Pestiziden erëm relancéiert ginn. Doropshi gouf jo eng Rei Analysen, och an eise Gewässer, gemaach. An et gouf jo festgestallt, datt et, leider, eng ganz Rei Réckstänn vu Pestiziden an diverse Gewässerleef gëtt.

Et ass awer kloer ënnerstrach ginn, datt u sech keng direkt Gefor fir d'Drénkwaasser géif bestoen, mä den héijen Undeel vu Pestizide soll eis awer trotzdeem appeléieren, fir erëm eng Kéier déi ganz Diskussioun am Fong ze féieren. An dofir ass jo dee Projet de loi vun haut u sech elo zum richtege Moment komm, well et eben haut drëms geet, fir d'Notzen an de Gebrauch vu Pestiziden nei ze reglementéieren.

Et ass e Projet de loi, dee schonn de 14. Dezember 2011 hätt missen ëmgesat ginn. Mir riskéieren also erëm eng Kéier, och vu Bréissel hei mam Ouer gezunn ze ginn, wann dee Projet net esou séier wéi méiglech elo hei zréckbehale gëtt, an dowéinst huet dann och eis Kommissioun sech intensiv an deene leschte Méint mat dësem Projet de loi befaasst. An zwar si mer elo praktesch ee Joer amgaangen.

Net méi spéit wéi den 11. Januar 2014 hu mer de Projet du fir d'Éischt an eiser Kommissioun diskutéiert, dee vum fréiere Landwirtschafsminister, dem Här Romain Schneider, den 11. Januar 2013 déposéiert gi war. Den 30. Januar 2014 gouf dunn de Projet de plan d'action national «pesticides» och vum Här Minister a senge Mataarbechter presentéiert, an ech wäert och hei nach eng Kéier op dee Plang do zréckkommen.

Virun allem war et awer den éischten Avis vum Conseil d'État, deen derzou gefouert huet, datt deen originalen Text praktesch ganz op d'Kopp gestallt ginn ass. Dat war den Avis vum 4. Juni 2013, net nëmmen, well zwielef Oppositions formelles dra waren, mä virun allem awer och, well de Conseil d'État eng ganz Rei Problemer mat Texter hat. Mir hunn als Kommissioun och deenen Awänn Rechnung gedroen a mir hunn awer och gläichzäiteg eng Rei eegen textuell Adaptatioune virbruecht.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Asaz vu phytopharmazeutesche Produkter, oder Sprëtzmëttel op Lëtzebuergesch, wéi de President scho gesot huet, virun allem d'Pestiziden, do muss een nämlech eng Differenz maachen, ass natierlech keen neie Phenomeen. D'Mënschheet gebraucht schonn zënter Jorhonnerte Pestiziden, zwar net an deem Mooss, wéi dat haut de Fall ass, mä si hunn natierlech ëmmer versicht, fir Schädlingen am Planzebau ze bekämpfen.

Et war 1962, wéi déi amerikanesch Biologin Rachel Carson mat hirem Buch „Silent Spring" u sech drop higewisen huet, wat awer och d'Nodeeler vun engem iwwerméissegen Notze vu Pestizide ka sinn, an dat Buch huet u sech 1972 zum Verbuet vum DDT gefouert an Amerika. Dat war een Insektizid, dee virun allem och um Ufank vum Zweete Weltkrich intensiv genotzt ginn ass.

Wann een dann d'Diskussiounen ëm de Vote vun de Projet de loi aus dem Joer 1968, méi spezifesch vum 20. Februar 1968, iwwert de Contrôle an d'Notze vu Pestiziden analyséiert, da fënnt ee ganz schnell eraus, datt sech och zu deem Zäitpunkt scho Gedanke gemaach gouf, wat awer och d'negativ Konsequenze vun engem iwwerméissege Gebrauch vu Pestizide kënne sinn. An et huet een och erausgespuert, datt och deemools déi ganz Matière awer schonn ëmstridde war.

Hei zu Lëtzebuerg ass jo dann, wéi gesot, déi aktuell Base légale d'Gesetz vum 20. Februar 1968 an de modifizéierte groussherzogleche Reglement vum 14. Dezember 1994. 2009 koum dunn um europäeschen Niveau ganz vill Bewegung an déi Diskussioun, well dunn de Pestizidepak zréckbehale ginn ass. Dee Pak, deen huet sech engersäits zesummegesat aus dem Reglement N°1107/2009 vum Europäesche Parlament an dem Conseil vum 21. Oktober 2009 an der Direktiv 2009/128 vum Europäesche Parlament an dem Conseil, och vum 21. Oktober 2009. Déi europäesch Texter do, déi sinn am Fong geholl d'Basis elo vun deem Text, vun deem Projet de loi, dee mer lech haut hei presentéieren an deen och herno dann zur Ofstëmmung wäert kommen.

Et gëtt also een neie juristesche Kader elo geschafen, fir eben an Zukunft dann den Ëmgang mat de Pestiziden oder mat de phytopharmazeutesche Produkter nei ze regelen.

De Moment gëtt et hei zu Lëtzebuerg 530 där Produkter, déi autoriséiert sinn. Dësen Agrément gëtt ausgestallt op Basis vun engem Avis, dee vun enger Kommissioun festgehale gëtt. An ech wëll och direkt hei ënnersträichen, datt d'Zesummesetzung vun där Kommissioun och duerch dëst Gesetz nei geregelt gëtt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer vläicht kuerz, op déi wichtegst Punkten aus dësem Gesetz anzegoen. Ee grouss Gewiicht gëtt virun allem op d'Formatioun geluecht, ech mengen, eppes, wat mer alleguer nëmme kënne begréissen. Et ass wichteg, datt d'Akteuren déi néidegst Uleedunge kréien, wéi ee korrekt mat deenen dach gréisstendeels gefëierleche Produkter kann ëmgoen. No dem Ofschloss vun där Formatioun kritt dann och all Participant en Zertifikat ausgestallt vum Landwirtschaftsminister, deen eng Validitéit vu siwe Joer huet. Duerno kann een natierlech a soll een och natierlech eng Formation continue maachen.

Entbonne vun där Formatioun sinn am Fong geholl déi kleng Distributeuren, woubäi awer och den Appell virun allem un déi geet, well se jo am Fong geholl méi mat der Clientèle aus dem netberuffleche Secteur ze dinn hunn, dass se awer och do sollen déi néideg Informatioune weiderginn an d'Notzer vun de Pestiziden drop opmierksam maachen, wat fir Geforen awer och do kënnen entstoen.

E weidere Schwéierpunkt vun dësem Gesetzesprojet, ech war scho virdru kuerz drop agaangen, ass natierlech dann den nationalen Aktiounsplang, wat d'Notze vu Pestiziden ubelaangt. Dëse Plang gëtt vun dem Regierungsrot arrêtéiert a gëtt dann der Europäescher Kommissioun zougestallt. Dee Plang muss och all fënnef Joer ugepasst ginn. An dat erlaabt dann och, Consultatioune mat deene concernéierte Kreesser ze féieren.

D'Haaptobjektiver vun dësem Plang sinn natierlech och d'Reduktioun vun de Pestiziden, respektiv awer och op d'Risiken hiweisen, déi kënne fir Mënsch an Ëmwelt entstoen.

Da soll dee Plang hei awer och de Bauere virun allem Uleedunge ginn, fir méi rationell mat de Pestiziden ëmzegoen an doduerch u sech och u Kompetitivitéit ze wannen. Dee Plang hei alignéiert sech dann awer och op aner communautaire Dispositiounen, virun allem am Waas-

serberäich. An den éischte Woche vun dem nächste Joer soll dee Plang dann, wéi gesot, hei nach eng Kéier iwwerschafft ginn. An ech kommen herno nach eng Kéier drop zréck, wann ech eng Motioun hei wäert presentéieren.

Ganz am Geescht vun dësem Gesetz gëtt dann och versicht, d'Schädlinge mat esou mann wéi méiglech Pestiziden an Zukunft ze bekämpfen. An da schwätze mer - vu datt dat relativ schwéier ass, op Lëtzebuergesch ze iwwersetzen, dofir referéieren ech mech dann hei op de franséischen Term - vun enger „lutte intégrée contre les ennemis des cultures". E groussherzoglecht Reglement soll dann déi betreffend Mesurë festhalen.

Da muss een natierlech hei virun allem awer och d'Kontroll vum Material ervirhiewen. D'Gesetz gesäit vir, datt an Zukunft all neit Material muss kontrolléiert ginn an dann eng Validitéit huet vu fënnef Joer. An d'Sprëtze mat deenen Utensilien, déi de Moment am Gebrauch sinn, ass nach erlaabt, mä och do muss awer eng Kontroll gemaach ginn. An de leschten Datum ass dann de 26. November 2016. Wann dee vun den Notzer net respektéiert gëtt, da gëtt och keen Zertifikat ausgestallt an dann ass u sech och de Gebrauch vun deem Material net méi zoulässeg.

Ech géif dann u sech zu engem och vun de Kärpunkte vun dësem Gesetz kommen, an zwar geet et do ëm deen Helikopter, dee jo virun allem beim Sprëtzen op der Musel an de Wéngerte gebraucht gëtt. An zwar ass deen an Zukunft nëmmen nach erlaabt, wann, wéi gesot, de Minister eng speziell Autorisatioun ausstellt. Ech géif soen, dat hei ass wierklech en Novum. Et ass virun allem awer och e Punkt, deen dësem Gesetz e wichtege Stempel setzt. Dës Form vu Sprëtzen, wéi gesot, ass an Zukunft nëmmen nach erlaabt, wa wierklech kann nogewise ginn, datt déi Form u sech manner risikoräich ass wéi déi klassesch Form, déi dann normalerweis an de Wéngerten och gebraucht gëtt.

De Minister definéiert dann och ganz kloer d'Mesuren (veuillez lire: d'Konditiounen), ënnert deenen d'Sprëtze mam Helikopter nach däerf erlaabt sinn. A wat ganz wichteg ass och an deem Kontext, dat sinn d'Informatiounen, déi un d'Bierger hei erausginn, engersäits un déi Leit, déi direkt un de Wéngerte wunnen, anerersäits awer och un d'Passanten, datt déi awer fréizäiteg informéiert ginn, wéini wat wou gesprëtzt gëtt. An dat bréngt mat Sécherheet och eng positiv Entwécklung fir u sech de biologeschen Ubau vu Wéngerte mat sech.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass jo och gewosst, an ech hunn am Ufank schonn drop higewisen, datt jo virun allem eis Gewässer ënner enger iwwerméisseger Notzung vu Pestiziden ze leiden hunn. Et si ganz vill Analysen, déi dat gewisen hunn. A wann Der mat Spezialiste schwätzt, dann hu mer och leider grouss Problemer mam Grondwaasser hei zu Lëtzebuerg, well eist Grondwaasser och dach ganz vill Tracë vu Pestiziden opweist.

Duerfir sollen an engem groussherzogleche Reglement elo Zonen ausgewise ginn, wou dann, wéi gesot, besonnesch op sensibele Gebidder den Asaz vu Pestiziden ageschränkt oder souguer och ka verbuede ginn. Beruff gëtt sech do virun allem op dann zwee wichteg Gesetzer: engersäits dat modifizéiert Waassergesetz vum 19. Dezember 2008 an anerersäits och dat modifizéiert Naturschutzgesetz vum 19. Januar 2004. Iwwregens kann een en passant och hei soen, datt d'Waasserverwaltung schonn amgaangen ass de Moment, eng Rei vun esou Zonen a Quelleschutzgebidder auszeweisen.

E wichtegt neit Element ass dann awer och, wéi mer an Zukunft mat den Espace-publicken ëmginn. An do wëll ech och direkt alle Gemengevertrieder hei een Datum an Erënnerung bréngen, an zwar den 1. Januar 2016 ass et nämlech verbueden, fir an den Espaces publics nach Pestiziden ze notzen.

Bon, wat heescht elo Espaces publics? Do falen natierlech virun allem Spillplazen drënner, Parkanlagen, awer och Kierfechter. Ech ginn och gären zou, dat war ee vun de Punkten, iwwert déi mer e bësse méi, net haart, mä awer e bësse méi kontrovers mateneen diskutéiert hunn, mä schlussendlech, an ech wëll dat och hei ënnersträichen, och d'Kierfechter falen drënner, well mer jo wëssen, datt et jo awer ganz vill Leit ginn, déi virun allem drop halen, datt um Kierfecht nach ëmmer kënnen Onkrautvertilgungsmëttel agesat ginn. Wéi gesot, nach eng Kéier, den 1. Januar 2016 ass dat dann awer definitiv eriwwer.

Dann de Service vum Planzeschutz vun der ASTA, dee berechent dann an der Zukunft Indicateure vun harmoniséierte Risiken an analyséiert och Tendenze fir Produkter, déi en negativen Impakt op eis Ëmwelt hunn. Ech mengen, och dat ass eng ganz wichteg Aufgab fir d'Zukunft, wou mer dann erausliese kënnen, wat fir Produkter u sech dann awer déi gréissten negativ Konsequenze fir eis Ëmwelt an och fir d'Gesondheet vum Mënsch hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och an de Medie soll an Zukunft manner iwwert de Gebrauch vu Pestizide Rieds goen. An zwar gëtt dat an deem Sënn ageschränkt, datt u sech Reklamme fir déi Produkter nach just däerfen a professionellen Zeitunge gemaach ginn. Datselwecht gëllt och fir Enseignen, déi net méi einfach däerfe queesch duerch d'Welt opgehaange ginn, mä och do gëtt dat limitéiert op spezialiséiert Lokalitéiten, wéi zum Beispill Stockageplazen oder, wéi gesot, Point-de-venten.

An och de Gesondheetsminister kritt en Optrag an deem Gesetz, an zwar, fir u sech all déi Informatiounen iwwert déi negativ Konsequenzen erausbréngen, datt déi sollen opgelëscht ginn an engem Tableau an datt déi och sollen dee Moment zur Verfügung stoen, aus deenen een dann och kann erausliesen, wéi an Zukunft u sech muss gehandelt ginn, wann nei Produkter respektiv geféierlech Produkter um Maart sinn.

Duerch d'Ëmsetzung vun dem Reglement CE 1107/2009 ginn dann nach eng Rei aner Moossnamen an dëst Gesetz integréiert, op déi ech elo net am Detail aginn, wéi zum Beispill d'Zouloossungskritäre fir Produkter, d'Recherche an dann och d'Obligatioun fir de Service de la protection des végétaux vun der ASTA, gewëssen Informatiounen natierlech och der Effentlechkeet zougänglech ze maachen, an och schlussendlech, wat den Étiquetage an och den Emballage ubelaangt.

Wa mer natierlech elo hei e Gesetz stëmmen, mat enger ganzer Rei vun Dispositiounen a mat enger ganzer Rei vun Obligatiounen, da stellt sech natierlech automatesch d'Fro: Jo, wéi geschitt dann elo och de Contrôle? Et ass evident. Mir kënnen déi flottsten an déi beschte Gesetzer hunn: Wann net e gewësse Contrôle fonctionnéiert, dann hunn déi Texter och net ganz vill Sënn. Dofir gëtt och an deem Gesetz hei, wéi gesot, dem Contrôle e gewësse Fräiraum reservéiert. Et ass eng ganz Rei vu Kontroll- a Sanktiounsregimer festgehalen. Et sinn eng ganz Rei och vu Statsfonctionnairen, déi d'Recht kréien, déi Kontrollen duerchzeféieren. Da kréien och d'Polizisten d'Méiglechkeet, Dag an Nuecht och an d'Lokalitéiten eranzegoen. Den Accès ass hinnen also garantéiert. Ech wëll awer hei direkt betounen, datt net einfach esou e Fonctionnaire dat Recht kritt, mä e muss sech schonn enger spezieller Formatioun och ënnerwerfen.

An dann och de Landwirtschaftsminister kritt an deem Gesetz hei eng Rei administrativ Sanktiounsméiglechkeeten. Zum Beispill kann en en Avertissement ausstellen. E kann een Délai festhalen, an deem en Dépôt oder soss iergendeng Dispositioun, wou en Handel ass mat Pestiziden, wou dee sech muss dem Gesetz conformëieren, a wann dann deen Délai net respektéiert gëtt, da kann e souguer eng Suspensioun respektiv souguer eng Fermeture vun engem Point de vente oder, wéi gesot, engem Stockage ausspriechen.

Natierlech sinn och penal Strofe virgesinn an dem Gesetz, an zwar geet dat vun aacht Deeg bis dräi Joer Prisong. Ech mengen, eleng dat ënnersträicht jo awer och de Wëlle vum Législateur, fir op d'Wichtegkeet vun där ganzer Problematik hei hinzeweisen. An et ginn och Geldstrofen oder et kënne Geldstrofe vun 251 bis 250.000 Euro ausgesprach ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an dësem Gesetz sinn dann och dräi Annexen integréiert. An där éischter geet et ëm d'Formatioun, op déi ech jo schonn agaange sinn. Déi zweet behandelt dann d'Kontroll vum Material. An déi drëtt hält dann d'Prinzipie fest fir déi integréiert Lutte géint d'Kulturschädlingen - elo hunn ech da versicht, awer emol dat wéinstens hallef op Lëtzebuergesch ze iwwersetzen. Virun allem, wéi gesot, an dëser drëtter Annexe gëtt awer den Akzent op déi méi biologesch Manéier gesat, wéi an Zukunft kann awer och eng Landwirtschaft gemaach ginn a wou versicht gëtt och, esou vill wéi méiglech eng Reduzéierung vu Sprëtzmëttelen unzestriewen.

Et ass evident, wann ee vun deene villen neie Moossnamen an deem Gesetz hei diskutéiert, ech hunn och schonn op den Aspekt vun de Kontrollen higewisen, kënnt een automatesch natierlech zur Konklusioun, datt awer och déi zoustänneg Verwaltunge mussen dann awer och équipéiert gi mat deem néidege Personal, fir ebe kënnen dann dat Gesetz hei an der Praxis ëmzesetzen. An dowéinst ass da virgesinn, datt eng Opstockung vum Personal bei der ASTA virgeholl gëtt.

Ech wëll dann awer och nach kuerz op déi eenzel Avisen agoen. D'Chambre des Métiers huet de Projet an hirem Avis vum 10. Januar 2014 begréisst. D'Chambre de Commerce vermësst dann an hirem Avis, dee vum 14. Januar 2014 ass, eng Fiche financière. D'Chambre des Salariés interesséiert sech an hirem Dokument, wat den Datum vum 6. Februar 2014 dréit, virun allem un der Formatioun. An och d'Chambre de l'Agriculture huet een interessanten Avis virgeluecht, deen datéiert vum 21. Mee, a si hunn u sech do e verbesserten oder en nach méi staarken Dialog verlaangt, wat, wéi gesot, d'Opstellung vun dem Plan national ubelaangt.

De Conseil d'État, op deen ech schonn agaange war, hat jo, wéi gesot, a sengem éischten Avis net nëmmen zwielef Oppositions formelles ausgeschwat, mä hat awer virun allem och d'Propos gemaach, fir dee Gesetzesprojet hei an zwee verschidde Gesetzesprojeten opzedeelen. D'Kommissioun war do anerer Meenung an huet hei net am Fong geholl dann de Conseil d'État a senger Propositioun suivéiert.

Et koum selbstverständlech en Avis complémentaire vum Statsrot, vu datt mer jo, wéi gesot, déi sëllechen Oppositions formelles haten; dee krute mer de 7. Oktober 2014, wou nach eng Kéier eng Opposition formelle dra war. Mä där hu mer awer du Rechnung gedroen, soudatt mer do konnten, wéi gesot, den Text definitiv finaliséieren.

Vläicht zum Schluss och nach e Wuert iwwert d'Aarbechten an der Kommissioun, wou ech och vun der Geleeënheet da wëll profitéieren, fir alle Spriecher, alle Membere vun der Kommissioun e Merci auszespriechen. Ech mengen, et waren zum Deel, wat ganz gutt a ganz berechtegt ass, kontrovers Diskussiounen, awer ganz korrekt Diskussiounen a gutt a flott Bäiträg, aus deene jo mat Sécherheet och déi eng oder déi aner Iddi an dat Gesetz hei agefloss ass. Mir hunn eis natierlech do mat enger Panoplie vun Detailer auserneegesat. Ech wëll just op e puer Punkten agoen. Natierlech, den nationalen Aktiounsplang stoung praktesch all Kéiers um Ordre du jour. Natierlech hu mer och iwwer Waasserschutz a Pestizidgebrauch geschwat. Ech mengen, dat ass nun eben e Spannungsfeld, wat eis einfach muss ëmmer erëm interpelléieren.

Dann hu mer awer och op déi gutt Zesummenaarbecht de Moment higewisen, déi besteet zwëschen der ASTA an der Waasserverwaltung. An natierlech den Asaz vum Helikopter, wéi kann et aneschters sinn, ass natierlech och mat enger gewëssener positiver, soen ech, Vehemenz do diskutéiert ginn.

En anert Thema waren awer och d'Kontraventiounen, déi de Moment gesprach ginn op Basis vun der bestehender Gesetzgebung. Interessant ass vläicht do eng Statistik. De Moment gi plus ou moins 200 Kontrollen am Joer duerchgefouert, wou da 60 bis 70 Fäll sanktionéiert gi sinn, a gréisstendeels geet et ëm en ze vill héijen Dosage, deen da vun deene verschiddenen Utilisateuren do gebraucht gëtt.

Mäi Merci zum Schluss geet awer och nach virun allem un d'Beamten aus dem Landwirtschaftsministère an och aus deene verschiddene Verwaltungen, mat deenen eng ganz gutt Zesummenaarbecht war. Ech wëll och dem Christian Lamesch hei aus der DP-Fraktioun Merci soen. Och Merci eisem Sekretär vun der Landwirtschaftskommissioun, dem Timon Oesch. Mir stëmmen haut ouni Zweifel e Gesetz, wat den Asaz vu gëftege Sprëtzmëttelen an Zukunft méi a Fro stellt. An dofir wier ech och frou, wann Der géift deem Text Är Zoustëmmung ginn.

Ech profitéieren allerdéngs och nach vun der Geleeënheet, fir eng Motioun hei ze déposéieren am Numm vum Henri Kox a vum Frank Arndt. Ganz kuerz: Ech mengen, déi Motioun huet de Moment dräi Ënnerschréften. Selbstverständlech sinn och nach all aner Ënnerschréfte wëllkomm. Et geet do virun allem drëm, fir eben d'Regierung opzefuerderen, fir an deene beschtméiglechen Délaien de Règlement grand-ducal ze huelen, deen am Paragraph 6 vum Artikel 14 virgesinn ass. Do geet et virun allem drëms, fir Kritäre festzehalen, inwiefern datt natierlech och all déi concernéiert Organisatioune bei der Ausaarbechtung vun dem Plan d'action national kënnen deelhuelen.

Dann eng aner Opfuerderung - wéi kann et och aneschters sinn? -, datt dee Plan d'action national, datt deen am éischten Trimester vum nächste Joer dann elo definitiv soll finaliséiert ginn an datt en, wéi gesot, och virun allem awer sech dorobber axéiert, wéi mer an Zukunft kënne manner Pestiziden, manner Sprëtzmëttele benotzen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- saluant le fait de disposer par le biais de la loi relative aux produits phytopharmaceutiques d'une base légale pour pouvoir agir efficacement sur le terrain;

- considérant que l'eau potable est une des ressources les plus importantes qui vaut d'être préservée avec tous moyens;

- rappelant que l'article 14 du projet de loi sous rubrique oblige le Gouvernement à adopter, après consultation des acteurs et du public, conformément à la procédure prévue au paragraphe 6, un plan d'action national pour fixer des objectifs quantitatifs, des cibles, des mesures et des calendriers en vue de réduire les risques et les effets de l'utilisation des produits phytopharmaceutiques sur la santé humaine et animale et l'environnement et d'encourager l'élaboration et l'introduction de la lutte intégrée contre les ennemis des cultures et de méthodes ou de techniques de substitution, telles que l'agriculture biologique ou les autres moyens non chimiques alternatifs aux produits phytopharmaceutiques, en vue de réduire la dépendance à l'égard de l'utilisation des produits phytopharmaceutiques;

- constatant que le paragraphe 6 de l'article 14 prévoit l'élaboration d'un règlement grand-ducal qui précise les différentes étapes de cette procédure de participation du public et les délais respectifs, les modalités de l'information du public sur le plan d'action et son élaboration, y compris la procédure de participation, les moyens de communication utilisés et les modalités selon lesquelles les questions et observations du public peuvent être soumises;

- persuadée que les conséquences de la contamination du lac de la Haute-Sûre ainsi que les résultats préoccupants des analyses effectuées dans d'autres sources d'eau potable ne font que renforcer la nécessité d'élaborer un ambitieux plan d'action national pour le Luxembourg;

invite le Gouvernement

- à adopter dans les plus brefs délais le règlement grand-ducal dont question au paragraphe 6 de l'article 14 du présent projet de loi;

- à adapter en conséquence le plan d'action national pour le Luxembourg durant le premier trimestre de l'année 2015 en prenant en compte les recommandations et observations pertinentes issues de la première consultation des acteurs et de la société civile;

- à veiller à ce que le plan d'action national prenne en compte le fait que l'utilisation de produits phytopharmaceutiques de manière excessive, inadaptée ou sur des surfaces sensibles présente un risque non seulement pour les eaux souterraines utilisées comme eau potable mais pour l'ensemble des ressources hydriques;

- à encourager l'élaboration et l'introduction de la lutte intégrée contre les ennemis des cultures et de méthodes ou de techniques de substitution, telles que l'agriculture biologique ou les autres moyens non chimiques alternatifs aux produits phytopharmaceutiques, en vue de réduire la dépendance à l'égard de l'utilisation des produits phytopharmaceutiques;

- à étudier la mise en place d'une réglementation plus stricte des produits disponibles librement;

- à sensibiliser les utilisateurs, aussi bien professionnels que privés, quant aux risques de l'utilisation de produits phytopharmaceutiques;

- à créer un centre de compétence pour le conseil agricole intégré.

(s.) Gusty Graas, Gérard Anzia, Frank Arndt.

Voilà, Dir Dammen an Dir Hären, wéi gesot, nach eng Kéier: Et ass e ganz wichtegt Gesetz. Net nëmmen am Interesse vun der Ëmwelt a vun der Natur, mä, ech mengen, et ass och e Gesetz am Interesse vun der Gesondheet vun eis alleguerten. An, wéi gesot, nach eng Kéier: Dowéinst wier ech frou, wann Der géift deem Text hei Är Zoustëmmung ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Graas. Ech wär frou, wann Der mer d'Motioun och géift ginn. Villmools Merci. A si läit op fir weider Ënnerschréften, wann dat gewënscht ass. Villmools Merci.

Ech géif dann d'Wuert weiderginn un déi éischt Riednerin, d'Madame Martine Hansen.

Discussion générale

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ier ech zum Projet de loi 6525 iwwert d'Produits phytopharmaceutiques ze schwätze kommen, wëll ech fir d'Éischt dem Rapporteur, dem Här Gusty Graas, villmools Merci soen, deen eis d'Problematik ausféierlech erkläert huet, deen eis d'Gesetz erkläert huet an deen och op d'Aktualitéit vum Sujet higewisen huet.

Ech wäert de Beräich vum Wäibau ausschléissen, deen iwwerhëlt d'Octavie Modert.

De Planzeschutz am wäite Sënn begräift alleguer d'Beméiungen, fir Schued an doduerch

Ertragsabéisse bei de Kulturplanzen ze verhënneren. Heizou gehéiert d'Zortewahl, d'Fruchtfolleg, awer och de chemeschen, de biologeschen, den thermeschen an de mechanesche Planzeschutz.

Weltwäite Schätzungen no verléiere mer am Moment nach ëmmer 35% vum méiglechen Ertrag vum Weess an 51% vum méiglechen Ertrag vum Räis duerch iergendeng Schuedorganismen, sief dat Viren, Bakterien, Pilzer, Nematoden, Insekten an esou weider.

A Bezuch op d'Sécherung vun der Welternährung huet de Planzeschutz deemno och eng besonnesch Bedeitung. Awer ee falschen Asaz vu phytopharmazeutesche Produkter biergt eng ganz Partie vu Risiken a Geforen a sech. Duerfir ass et wichteg, och an dësem Beräich kloer Regelen ze schafen. An deem Sënn begréisst d'CSV natierlech, datt déi europäesch Direktiv och elo soll an nationaalt Recht ëmgesat ginn.

Fir de falschen Asaz vu phytopharmazeutesche Mëttelen ze verhënneren, gesäit dëse Projet de loi, esou wéi et och an der Direktiv virgesinn ass, eng obligatoresch Formatioun vir. Dës Formatioun ass obligatoresch fir all déi professionell Benotzer a fir den Handel, deen un de Beruff verkeeft. Dëst ass och gutt esou. Et muss een allerdéngs oppassen, datt dës Formatioun éischtens praxisno ass, zweetens op de Public cible higeriicht ass an drëttens, datt déi Leit, déi en Ofschloss am Beräich vun der Landwirtschaft, vum Gaardebau, vum Wäibau hunn, wou dësen Thema schonn ausféierlech behandelt ginn ass, datt dës Leit de Certificat automatesch mat hirem Ofschlossdiplom kréien.

Wat de Verkaf ugeet, do hunn ech allerdéngs eng Partie Froen. De Projet de loi gesäit vir, datt d'Distributeuren „un nombre suffisant" vu Leit, déi ee Certificat hunn, musse beschäftegen an datt dës Leit zum Zäitpunkt vum Verkaf mussen disponibel sinn. Ech froe mech: Wat heescht hei „nombre suffisant"?

D'Micro-distributeure brauche keng Formatioun ze maachen, mussen awer, genausou wéi déi méi grouss Distributeuren, hir Clientèle opmierksam maachen op d'Risiken. Wéi muss dat gemaach ginn? Geet hei d'Gebrauchsanweisung duer, déi bei de Mëttelen ass? Wär et hei net bal nach méi wichteg wéi bei de Professionellen, fir Leit am Buttek ze hunn, déi kéinte beroden?

Den Artikel 7 vum Projet de loi beschreift de fachgerechten Asaz vun de Produits phytopharmaceutiques. Ënner anerem steet hei geschriwwen, datt ee fachgerechten Asaz géif bedeiten, datt een „principes de bonnes pratiques phytosanitaires" géif berücksichtegen.

De Conseil d'État hat beim Artikel 20 iwwert d'Sanctions pénales gefuerdert, datt dës Prinzipie misste méi genau beschriwwe ginn, oder se misste ganz aus dem Artikel gestrach ginn. Als CSV bedauere mer d'Décisioun, fir dës Prinzipien elo net méi am Gesetz genau ze beschreiwen. Dat soll elo ee weidere Règlement grand-ducal maachen.

Den Här Minister Etgen hat als Erklärung gesot, dës Prinzipie wäre mat enger schéiner Fra ze vergläichen.

Une voix.- Ouh?

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Ech hunn dat verhalen, well ech de Verglach net direkt verstanen hat. Wann ech d'Erklärung awer richteg verstanen hunn, da wollt den Här Minister soen, datt dëst eng ganz subjektiv Saach wär, wat een net esou kéint definéieren.

Dozou wëll ech awer zwou Saache soen: Och wat d'Schéinheet vun enger Fra oder engem Mann ugeet, do ginn et a mengen Aen eng Partie objektiv Kritären. An där Kritäre ginn et sécher och beim Principe de bonne pratique am Beräich phytosanitaire. An, wann een dës Kritäre kann an engem Règlement grand-ducal festhalen, dann hätt dat och missen am Gesetz méiglech sinn.

Une voix.- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Een zousätzleche Règlement grand-ducal soll beschreiwen, wéi datt d'Promotioun vun engem Planzeschutz mat méiglechst klengem Asaz vu chemesche Planzeschutzmëttele soll gemaach ginn. Am Artikel 7 steet dann och geschriwwen, datt dëst soll virun allem duerch d'Promotioun vum integréierte Planzeschutz an duerch déi biologesch Landwirtschaft geschéien.

Ech fannen dës Formuléierung e bësse komesch, well mer hei op där enger Säit vun enger Aart vu Planzeschutz schwätzen, an op där anerer Säit vun enger Form vu Landwirtschaft, wou jo awer och Planzeschutz bedriwwe gëtt. Wär et hei net méi richteg gewiescht ze schreiwen: d'Promotioun vum integréierte Planzeschutz? Dee Prinzip kann ee jo och op déi am Biolandbau agesate Mëttelen, ganz dacks op Koffer- a Schwefelbasis, iwwerdroen an d'Promotioun vum mechanesche Planzeschutz, zum Beispill Kappen, vum thermesche Planzeschutz, vum biologesche Planzeschutz an esou weider.

D'Gesetz gesäit da regelméisseg Inspektioune vum Material, fir Planzeschutzmëttelen auszebréngen, vir. Och dëst ass sënnvoll an ass awer näischt Neies. Am Kader vun der Landwirtschaftsfleegeprim hunn och bis elo all dräi Joer dës Maschinnen, d'Feldsprëtzen, misse kontrolléiert ginn. Wat awer nei ass, dat ass, datt d'Réckesprëtz och elo muss kontrolléiert ginn. An, wat e bësse komesch ass, just déi vun de Professionellen an net déi vun de Privatleit!

Hei stelle sech allerdéngs fir mech erëm eng Partie Froen. Wie kann da besser mat esou enger Sprëtz ëmgoen: den haaptberuffleche Bauer, Gäertner, Wënzer oder de Privatmann oder -Fra, déi hire Virgäertche gären onkrautfräi hätten? Wann ee sech also dofir décidéiert, fir och dës Kontrollen ze maachen, da missten déi bei alle Sprëtze gemaach ginn.

Op där anerer Säit muss een awer och gesinn, datt ee bei der Réckesprëtz vill méi kann duerch eng falsch Handhabung schlecht maachen, wéi duerch eng Düs, déi falsch agestallt ass. Wann ech dräi Minutten d'Düs oder d'Flëssegkeet op eng Plaz lafe loossen, well ech et vläicht wëll extra gutt maachen, oder well ech keng Ahnung hunn, oder well ech e bësse potere mam Noper oder well ech eng SMS schreiwen, dann ass eng falsch agestallten Düs nach dee klengste Problem!

An deem Kontext wëll ech gär vum Här Minister wëssen, wéi vill Réckesprëtzen, datt si mengen...

(Interruption par M. Eugène Berger)

Une voix.- Oh, wéi aarmséileg!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Wollt den Här Berger eppes soen?

Une deuxième voix.- Neen, hien huet zurzäit en Dossier ausgedeelt kritt.

Une autre voix.- Neen, hie kennt näischt dovun!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- An deem Sënn...

(Interruptions diverses)

An deem Sënn an an deem Kontext, wëll ech gäre vum Minister wëssen, wéi vill Réckesprëtzen, datt si mengen, datt bei de Baueren, Gäertner a Wënzer op de Betriber wären? An ob och d'Informatiounen do sinn, wéi vill där Sprëtze bei de Privatleit sinn? Wéi vill zousätzlechen Aarbechtsopwand bréngen dës Kontrolle mat sech? D'europäesch Richtlinn hätt d'Méiglechkeet gelooss, fir dëst Material net mussen ze inspizéieren. Ass dësen zousätzlechen Opwand wierklech sënnvoll?

De Projet de loi gesäit vir, datt speziell Mesuren, Aschränkungen oder och e Verbuet vu phytopharmazeutesche Mëttele solle festgehale ginn an Drénkwaasseranzuchsgebidder an och a soss spezifeschen Zonen, déi fir de grand Public op sinn. D'Detailer sollen an engem Règlement grand-ducal festgehale ginn. Leider ass och dëse Règlement grand-ducal der Kommissioun net bekannt. A wéi Der wësst - der Teufel liegt im Detail -, d'Bandbreet vun deem, wat ka festgehale ginn, ass immens grouss. Dofir ass et schwéier, ech géif souguer bal mengen onméiglech, fir dëse wichtege Punkt ze beuerteelen.

Ech wëll zum Beispill gäre vum Här Minister Etgen wëssen, wat fir Bestëmmunge virgesi si fir d'Waasserschutzzonen, wa se dann elo geschwënn ausgewise sinn? Ginn Är Iwwerleeunge méi a Richtung vun enger positiver Förderung vu villfältege Fruchtfolgen, vu reduzéierter Düngung, vun Erosiounsschutzmoossnamen, vu Verbuet vu ganz problematesche Wierkstoffer, vum Ausbau vun den Agrarëmweltprogrammer, gekoppelt mat enger deementspriechender Entschiedegung, oder iwwerleet Der éischter iwwer ee Verbuet vu Kulturen, esou wéi een dat och schonn emol héieren huet? A mengen Aen, sécher net sënnvoll.

Et muss generell méi ee groussen Ureiz geschafe gi fir waasserschounend Bewirtschaftungsmethoden. Hei muss och d'Berodung an deem Beräich gestäerkt ginn.

Meng Fro, nach eng Kéier un den Här Minister: Ginn hei zousätzlech Moyene fir d'Berodung virgesinn?

Da kommen ech zum nationalen Aktiounsplang. Hie verfollegt als Haaptziler d'Reduzéierung vun de Risike fir déi mënschlech Gesondheet a fir d'Émwelt an zousätzlech d'Promotioun fir ee sécheren a rationellen Asaz vun de Produits phytopharmaceutiques. An der Kommissioun hu mer am Januar an am Februar iwwert d'Versioun vum 16. August 2013 diskutéiert. Den Här Minister Etgen huet eis du gesot, datt no Consultatioune mam Environnement nach Ännerunge géife gemaach ginn. Mir haten du gefrot, ob d'Landwirtschaftskammer géif iwwert dës Ännerungen informéiert ginn, well schonns am Avis vum 21. Mee huet d'Landwirtschaftskammer bemängelt, datt se net weider agebonne gi si beim Ausschaffe vum Plan d'action national.

Allerdéngs ass weder d'Kommissioun nach d'Landwirtschaftskammer iwwert dës gemaachten oder geplangten Ännerungen informéiert ginn. Fir d'Consultation publique am Summer stoung dunn och nach ëmmer d'Versioun vum August 2013 um Site vum Ministère. D'Madame Dieschbourg sot awer ëfters, si géifen un den Ännerunge vum Plan d'action national schaffen.

Ech froen dann: Wou sinn dann déi ugekënnegten Ännerungen? Ech wëll op dëser Plaz dovunner profitéieren, fir nach eemol drop hinzeweisen, datt et immens wichteg ass, absolut erfuerderlech ass, fir dës Bestëmmungen zesumme mat de Leit vum Terrain duerchzediskutéieren. Mir schwätze vill iwwert d'Participatiounskultur: Och bei der Landwirtschaft, dem Gaardebau, dem Wäibau ass dëst wichteg.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, dës Heemlechtuerei férdert d'Vertraue vum Secteur sécher net, mä schaaft éischter Mësstrauen. Bis Ufank Oktober war dunn Zäit, fir ze reklaméieren am Kader vun der Consultation publique. Dës Reklamatioune sollte public gemaach ginn, se sinn et awer nach net. Mir hunn den 8. November an der Kommissioun gefrot, fir iwwert d'Resultater vun der Consultation publique informéiert kënnen ze ginn. Den Här Minister Etgen sot eis, datt hien dat le moment venu géif maachen. Ech wëll gäre wëssen, wéini datt dee Moment do ass. Mir hätten et sécher begréisst, fir dës Informatioune virum heitegen Termin ze hunn.

De Projet de loi gesäit, esou wéi den Här Rapporteur et och gesot huet, natierlech och Kontrollen a Strofe vir, falls sech net un d'Bestëmmunge gehale gëtt. Wat jo och nëmmen normal ass. Mä wie mécht iwwerhaapt déi Kontrollen?

Dir Dammen an Dir Hären, um Ufank waren aacht Administratiounen a Servicer virgesinn. Dunn huet d'Émweltverwaltung och nach nogefrot. Elo sinn et da schlussendlech néng Verwaltungen a Servicer, déi kënne Kontrolle maachen. Ech weess net, ob et een anere Beräich gëtt, wou Leit aus esou ville Verwaltungen, vum Ingénieur technicien bis zum Direkter hin, Kontrolle kënne maachen! Wichteg ass op jidde Fall, datt dës Leit eng anstänneg Formatioun an dësem Beräich kréien an datt dës Formatioun och regelméisseg un d'Aktualitéiten ugepasst gëtt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bei dësem Gesetz stinn nach ganz vill Froen op, Froen, déi an de Règlements grand-ducaux solle gekläert ginn. Et si Règlements grand-ducaux virgesinn, ech zielen der just e puer op: fir Mesurë festzehalen, wéi datt den integréierte Planzeschutz soll promouvéiert ginn, fir Mesurë festzehalen, fir den Asaz vu Pestiziden anzeschränken oder ze verbidden a spezifeschen Zonen; fir Mesurë festzehale fir d'Waasserschutz- an d'Waasseranzuchsgebidder; fir d'Organisatioun vun der Formatioun; fir déi konkret Bestëmmunge beim Verkaf; fir d'Principes de bonnes pratiques an esou weider. Also ech mengen, et sinn der eelef oder zwielef.

Dës Règlements grand-ducaux, et sinn der eng Partie, si leider nach net ausgeschafft, zumindest leie se der Kommissioun nach net vir, wat awer am Sënn vun der Transparenz erfuerderlech gewiescht wier. Si sinn ausschlaggebend fir d'Emsetzung an domadder och fir déi méiglech Konsequenze vum Gesetz. Ouni dës Règlements grand-ducaux, ouni den iwwerschaffte Plan d'action national, ass dëse Projet de loi eng Virwëtztut. An eng Virwëtztut ass eng schlecht Basis fir ee Gesetz! Dofir wäerte mir als CSV eis bei dësem Vote enthalen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och der Madame Hansen. Nächste Riedner ass den Här Edy Mertens.

M. Edy Mertens *(DP).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll fir d'Alleréischt d'Geleeënheet notzen, fir dem Rapporteur, dem Gusty Graas, ee grousse Merci ze soe fir säi prezise schréftlechen an och mëndleche Rapport. Dofir wëll ech hei och elo net op all Detail vum Inhalt vum Gesetzesprojet agoen, well de Rapporteur huet dat jo relativ, fir net ze soen, ganz detailléiert gemaach.

Am Numm vun der DP-Fraktioun sinn ech frou, datt deen immens wichtege Projet eis hei endlech zum Vote virläit. Et ass nämlech wichteg, datt mer eng Base légale kréien, déi festhält, wéi déi phytopharmazeutesch Mëttele richteg sollen ugewannt ginn a sécherstellen, datt och d'Utilisateure geschützt sinn. Dës Base légale ass awer och néideg, fir datt mer elo kënnen de Plan d'action national an d'Liewe ruffen, fir zum Beispill, wéi elo grad gesot, ze definéieren, wéi d'Formatioun ausgesäit fir den neie Sprëtzpass, a wat fir alternativ Mëttelen et dann och ginn.

Ech mengen, déi leschte Kéier hate mer hei am Parlament duerno d'Beienziichter héieren, wou Problemer mat Produite sinn, déi och hoffen, do kënne festgeluecht ze kréien, wat fir Produiten da viru vläicht an der EU gespaart sinn, fir d'Beien ze schützen. Wou jo dräi Produite bekannt waren, déi do zu Schwieregkeete gefouert hunn, wou et zu engem allgemenge Beiestierwe komm ass.

Ech si frou, datt mer d'Gesetz wahrscheinlech stëmme wäerten, ier d'Europäesch Kommissioun eis eng Strof operleet. Erënnert lech just nach un de Retard bei de Kläranlagen, wou mer elo nach all Dag mussen nobezuelen!

Ech wëll lech virun allem soen, datt d'Haaptzil vun dësem Gesetz ass, d'Déieren, d'Natur an d'Émwelt, mä och de Mënsch besser virun deene geféierleche Gëfter ze schützen, déi kënnen an dee Planzeschutzmëttelen enthale sinn an déi Schued uriichte kéinten, wann dës net richteg manipuléiert ginn.

Et ass wichteg, datt een, dee mat deem Produkt ëmgeet - dat muss net onbedéngt de Bauer sinn, dat ka jo och de Verkeefer sinn, dat kann de Gäertner sinn, den Hobbygäertner an esou virun -, datt dee weess, wéi een dee Produit richteg doséiert, wéi en ugewannt gëtt oder, wéi grad gesot ginn ass, wann ee mat der Handsprëtz ënnerwee ass, wéi d'Düse mussen agestallt ginn - ech mengen, dat sinn alles ultratechnesch Problemer, wou ech sécher net de Fachmann sinn, mä dat stëmmt awer ganz genau -, wéi et dann awer och stockéiert gëtt a wéi d'Material ënnerhale muss ginn, fir datt keng ka schifgoen.

Well, wann eng Kéier eppes schifgeet, wéi dat dëse Summer jo dann an der Belsch passéiert war, an den Här Graas huet drop higewisen, da kann dat dozou féieren, datt mer kee Waasser méi aus deem gréissten Drénkwaasserreservoir, eisem Stauséi, kënnen un d'Leit ausliwweren. Wéinst deem Incident goufen du Kontrolle vun eisen Drénkwaasserquelle gemaach an et huet sech erausgestallt, eng jett vun dëse waren op d'mannst mat engem Pestizid oder Pestizidréckstänn belaascht. Bei verschiddene Quelle si souguer Mesuren néideg gewiescht, fir d'Drénkwaasserqualitéit erëm hierzestellen.

Dir gesitt, wéi wichteg et ass, datt et an dem Domän vum Waasserschutz kloer Gesetzer gëtt. An dëse Projet de loi wäert dozou bäidroen, d'Qualitéit vun eisem Grondwaasser sécher ze verbesseren a vu Gëfter fräi ze kréien. Wat déi Gëfter dem Mënsch kënnen undinn, doru weess ech mech nach ze erënneren, jiddefalls an der Émweltmedezin, wat dat Ganzt bedeit.

Ech wëll emol kuerz op déi sougenannte Planzeschutzmëttelen oder Pestiziden zréckkommen, iwwert déi villes geschriwwe gëtt, et gouf och vill driwwer geschwat hei, wou Der dat Bekanntenst kennt, wat wierklech Schlagzeile gemaach hat, dat ass dee berühmten DDT, den Dichlorodiphényltrichloroéthane. Fir déi, déi et interesséiert: Ech krut nämlech dowéinst an der Biologie eng Ongenügend an do hat ech et souguer nuets auswenneg geléiert. Dofir verhalen ech dat mäi Liewe laang!

Dat ass dat schlëmmt Mëttel, jo, dat ass nämlech esou, datt dat sech dann iwwerall agebaut hat. Et ass beim Mënsch an d'Fettgewebe agelagert ginn, an der Mëlz agelagert, an der Liewer, an de Muskelen, am Häerzmuskel, et huet ënner anerem d'Nerve geschiedegt, a wat nach alles passéiert ass. Et brauch ënner anerem zéng Joer, ier dat Mëttel zu 50% ofgebaut ass. Et ass an d'Waasser komm. De Plankton hat domat ze dinn, d'Fësch haten domat ze dinn. Dat war esou e Cercle vicieux, wou mer frou sinn, datt dat elo eriwwer ass.

An ech muss wierklech erstaunt soen, dass ech deslescht an enger Fachzäitschréft eppes gelies hat, do hat dann ee sech getraut ze soen, den DDT wier awer vläicht net esou schlëmm gewiescht, wann een dat alles kuckt, wéi dat haut esou gemaach gëtt. Natierlech, et war e wonnerbaart Mëttel. An do gesäit een, wéi mir Leit sinn. Dat heescht, et war en herrlecht Mëttel: Du sprëtz et dorëmmer an näischt plot dech méi, keng Moustique méi, keng Mécke méi, keng Vire méi a guer näischt. An da kënnt dann nach just vläicht eng Planz do, wann déi net och nach geschiedegt gëtt. Mä déi Zäite sinn eriwwer. Dat kann et net sinn!

Haut musse mer awer och nach virsiichteg sinn. Et gëtt natierlech Zouloossungsverfahren, déi duerch an duerch ganz laang daueren, wann e Planzeschutzmëttel op de Maart kënnt.

Ech hat dat e bësselchen nogelies. Also, do soe se, ier en neit Planzeschutzmëttel erauskënnt, kéinte bis zu zéng Joer vergoen. 100.000 verschidden Elementer musse getest an iwwerpréift ginn! Et muss gekuckt ginn, ob et cancérogène ass, also kriibserregend. Mécht et soss Mutatiounen op de Chromosomen? Wou mer herno natierlech eng Katastroph kréichen! An esou virun. Kann et iwwert d'Haut opgeholl ginn, iwwert d'Ootmung? Dat si ganz komplizéiert Mechanismen an Testverfahren, déi natierlech ganz vill Zäit an Usproch huelen.

An interessant war, wéi ech dunn nach konnt liesen, wéi dat Ganzt getest gëtt. Et ass esou, datt een dat u Rate verfiddert, ënner anerem och anscheinend un Hënn, mä haaptsächlech u Raten, an da gëtt gekuckt, wann d'Rat, déi lieft am Duerchschnëtt zwee Joer, wann et där ganz gutt geet nach no zwee Joer, an déi weist absolut keng Niewewierkungen, da gëtt et e bestëmmten Dosage pro Kilogramm Kierpergewiicht an der Rat, dat sinn dann ongeféier, ech weess et net, soe mer, et ass 0,2 Milligramm pro Kilogramm, da gëtt aus Virsiicht fir de Mënsch higerechent op de Mënsch awer nëmmen en Honnertstel vun där Konzentratioun zougelooss, fir datt nëmme beim Mënsch näischt ka passéieren. Esou steet dat do geschriwwen, fir déi chronesch Toxicitéit - dat, wat op Dauer de Mënsch schiedegt -, esou kleng wéi méiglech ze halen.

Ech weess awer net, ob dat nëmmen do steet, fir eis e bëssen d'Aangscht ze huelen, well mir gesi jo, datt trotz all deene Kontrollen, nach allerhand fir d'Déieren dobaussen an och fir de Mënsch wahrscheinlech ka passéieren. Déi tatsächlech Dosen, schreiwe se dann och nach do, déi an den Nahrungsmëttelen ukommen - et ass vläicht eppes fir Fachleit -, déi wiere jo wesentlech méi kleng, well et wier jo net iwwerall, wou d'Planzeschutzmëttele gebraucht géifen.

Ech hat dat dunn nogekuckt. Do stoung, datt zum Beispill nach an den USA 1980 nëmme 45% vun de Fläche besprüht goufe mat iergendeppes. An Däitschland hu se do geschriwwen, hätte se 2009 180.000 Käreprouwe geholl vu Weess a Geescht a Gott weess wat, an nëmmen an 42 Fäll wiere Réckstänn nogewise ginn.

Da sinn déi eng Mëttelen natierlech méi séier abbaubar wéi déi aner. A wann dobausse gesprëtzt gëtt, wann dat verbreet gëtt, dann hänkt et jo nach dovunner of, wat fir ee Wieder dobaussen ass, wéi vill datt wierklech ukënnt, ob Wand ass an esou virun an esou fort.

Mä et ass natierlech wichteg, datt mer kucke beim Mënsch, wéi et mam Ophuele vun deene Mëttelen ass. Well ofgelagert gi se gewéinlech, wéi gesot, an der Muskulatur, an der Liewer, am Fett, mä och natierlech an der Mëllech, an do musse mer ganz virsiichteg sinn!

Ech mengen, et ass esou, datt mer déi Leit, déi domat ëmginn, déi mat de Produite schaffen, déi musse mer natierlech esou gutt wéi méiglech schützen. An ech soen, datt dëst Gesetz et de Baueren och net verbidde wäert, déi Planzeschutzmëttelen ze benotzen.

Ech schwätzen hei vläicht bewosst vu Planzeschutzmëttelen, net esou vu Pestiziden, well d'Baueren och direkt erschrecken a mengen, se wiere schold, well de Bauer, dee sprëtzt dat jo net, wéi elo grad och gesot gouf, aus Freed un der Saach. Dee muss seng Aarbecht maachen. Neen, e benotzt se jo, fir seng Planzen ze schützen, fir Keimen ze bekämpfen. An de Bauer sprëtzt och net méi, wéi en onbedéngt muss, well e weess ganz gutt, datt dat e Käschtepunkt ass. Déi Mëttelen, déi kaschte relativ vill. Se mussen elo ganz streng kontrolléiert gehandhaabt ginn. An dofir mécht en et nëmmen, wann et da wierklech och muss sinn.

Hei gesinn ech e bëssen eng Parallell och mat mengem Beruff als Dokter. Et ass och esou, wéi ëmmer dobausse gesot gëtt, datt mir ganz genau wëssen, datt mer net sënnlos sollen tonneweis Antibiotiquen u Leit verschreiwen, wa se de Schnapp hunn oder soss eng Klengegkeet, mä virsiichteg solle sinn, well awer kann e Schued optrieden an eng Resistenz bei de Bakterien optriede kann. Ech mengen, esou wéi et bei der Behandlung bei de Mënschen ass, schéngt et mer och zimlech bei de Planzen ze sinn.

Da soe mer, jo, et ass jo och esou, da solle se Biolandwirtschaft maachen. An der Biolandwirtschaft ass et jo esou, datt mer och Planzeschutzmëttele benotzen, déi dann aneschters zesummegesat ginn, wéi d'Kolleegin dat elo hei gesot huet, déi sécher op deem Gebitt sech vill besser auskennt wéi ech a Spezialist doran ass. Et ass awer och vläicht net méiglech, déi Biolandwirtschaft op ganz Lëtzebuerg auszedehnen. Ech weess et net. D'Produktiounsmethod ass vläicht wesentlech méi opwendeg, käschtenintensiv, vläicht kënnt och net esou vill dobäi eraus.

Et ass esou, wat d'Madame Hansen och well gesot huet, wat d'Produktioun ubelaangt, datt mer praktesch net méi op déi Mëttele kënne verzichten. Et ass esou, datt duerchaus, wéi si gesot huet, 30% manner Rendit ass, datt ee manner Fruucht op de Felder kritt, wann een näischt behandelt. An dann en interessante Chiffer, deen ech och éierens erausgelies hat, dat ass vun 2000, Pardon, vun 1950 bis 2007, do ass déi Käreproduktioun op der Welt an d'Luucht gaange vun ursprénglech, also 1950, 700.000, 700 Milliounen Tonnen elo op 2,3 Milliarden Tonnen, wat - ass et esou? -, et kann ee vläicht tëschent Gänseféisercher maachen, jiddefalls duerch den Asaz vun deene Pestizide méi geernt konnt ginn.

Ech mengen, fir dat ze soen, mir brauchen eng gutt funktionéierend konventionell Landwirtschaft och, well de Bauer muss och ekonomesch produzéiere kënnen. Well ech mengen, hie steet jo mat senge Produiten a Konkurrenz mat deenen anere Marchéen. Fir kënne rentabel ze sinn, muss en och zu Planzeschutzmëttele gräife kënnen, wann et dorëms geet, géint schlëmm Krankheeten, géint Pilzen virzesuergen oder iwwerhaapt Planzen ze heelen, also dergéint virzegoen.

Dëst ass d'Konditioun, fir datt eis Landwirtschaft och weiderhi quantitativ a qualitativ héichwäerteg eenheemesch Produkter ka produzéieren.

Ech sinn awer haaptsächlech hei op d'Tribün komm, fir dem Bauer dobausse matzedeelen, datt seng Aarbecht eis alleguerten heibanne bewosst ass. An hie soll wëssen, a wann ech dat duerchgelies hunn, dat Gesetz, relativ genau, an dat och matkrut an eiser Kommissioun, dann ass et esou, datt mir hei kee Gesetz schafen, fir d'Baueren ze kujenéieren. Sécherlech net! Dat ass net eis Aufgab an dat wier och wierklech eng Schwéngerrei vis-à-vis vum Bauer, dee well mat x Problemer dobausse konfrontéiert ass.

Neen, hie soll wëssen, datt e fir doudseriö geholl gëtt. An ech mengen, ech kann dat och soen als Dokter, hie spillt eng wesentlech, eng ganz wichteg Roll an der Nahrungskette fir eis, andeem en nämlech muss oppassen, wéi en déi Produkter, déi mir herno iessen, behandelt. Also, en ass e wichtegt Element, de Bauer, a mir brauchen hie mat all senger gudder Ausbildung a mir musse bal vun him verlaangen, datt e sech dorun hält, fir ze verhënneren, datt mir herno déi sinn, déi Produkter iessen, déi mat deene Mëttele verseucht sinn.

Also, nach eng Kéier gesot, et ass keng Plo fir de Bauer dat hei, mä et wäert ëm an Zukunft seng Aarbecht erliichteren. Dat wollt ech als Message eriwwerginn.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Edy Mertens *(DP)*.- Ech wëll awer nach profitéieren - ech mengen, ech hunn nach e bëssen Zäit -, ech wëll nämlech all deene Leit, déi matgeschafft hunn, och an der Kommissioun, villmools Merci soen an ech géif dann och am Numm vun der DP-Fraktioun den Accord fir dëse Projet ginn.

Plusieurs voix.- Très bien!

Une voix.- Ganz gutt!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci dem Här Mertens. Nächste Riedner ass den Här Frank Arndt.

M. Frank Arndt *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Merci dem Gusty Graas fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport. Mir befaassen eis haut mat engem eminent wichtege Projet de loi fir d'Lëtzebuerger Landwirtschaft, deen d'Mise sur le marché an de Gebrauch vun de phytopharmazeutesche Produkter, déi gemengerhand als Pestizide bekannt sinn, reglementéiert, dëst am Sënn vun enger méi nohalteger Landwirtschaft, a fir eis Legislatioun mat verschiddenen europäeschen Direktiven a Reglementer konform ze maachen.

Sollte mir dat net maachen, riskéiere mir empfindlech finanziell Sanktioune vun der EU-Kommissioun, well mir mat der Ëmsetzung vun dësen europäeschen Dispositioune schonn etlech Zäit en retard sinn.

Et sief mir hei op dëser Plaz erlaabt, an dësem Zesummenhang op dat zréckzekommen, wat de Landwirtschaftsministère, ënnert dem deemolege Minister Romain Schneider, alles ënnerholl huet, fir esou Sanktiounen ze verhënneren.

Den 30. Mee 2012 huet de Ministère nämlech eng éischte Kéier op d'Mise en demeure vun der Europäescher Kommissioun vum 28. Mäerz 2012 reagéiert an hir matgedeelt, datt een deementspriechende Projet de loi amgaang wier, ausgeschafft ze ginn. Den 21. Dezember vum selwechte Joer huet de Minister op den Avis motivé vum 26. Oktober vun der Kommissioun geäntwert an och den éischten Draft vum Projet de loi bäigeluecht. Gläichzäiteg krut d'Kommissioun gesot, dass si deemnächst iwwert de Plan d'action «pesticides» an d'Bild gesat géif ginn.

Den 11. Januar 2013 huet den deemolege Landwirtschaftsminister de Projet de loi an der Chamber déposéiert. Leider fir d'Gesetz, oder och net, ass et dunn net méi zu enger Réunioun vun der zoustänneger Chamberskommissioun komm, aus de bekannte Grënn, déi jo zu den Neiwahle geféiert hunn. Suite op eng Ufro am EU-Pilotsystem huet de Ministère den 23. August 2013 den éischten Draft vum Plan d'action op Bréissel geschéckt.

Am Virfeld dovu war d'Landwirtschaftskammer informell gefrot ginn, fir eng éischte Kéier iwwert de Plan d'action ze kucken, dëst an der Optik, datt duerno eng komplett Consultatioun mat alle concernéierten Akteure géif geschéien, fir de Plang definitiv ze finaliséieren. D'Neiwahlen hunn dat awer iwwert d'Kopp gehäit an et war net méi méiglech, dëst an där Amtsperiod vum viregte Landwirtschaftsminister ze maachen.

Zréckbehalen ass awer de Fait, datt mir permanent a Kontakt mat Bréissel bliwwe sinn, fir juristesch Sanktiounen ze évitéieren, vu datt den Avis motivé vun der Kommissioun schonn zanter dem 26. Oktober 2012 virlouch.

Wourëm geet et also an dësem Projet de loi? Dës Regierung huet sech Nohaltegkeet an allen Domänen, also och an der Landwirtschaft, op de Fändel geschriwwen, an d'Protektioun vun der Ëmwelt a vum Waasser ass eng vun hiren Haaptpréoccupatiounen. Zu enger performanter a kompetitiver Landwirtschaft gehéiert awer och den Asaz vu Pestiziden, mä dat natierlech an engem strengstens geregelte Kader an am Respekt vun engem nohaltegen Ëmweltschutz.

Dëse Gesetzprojet soll dëse Kader schafen an eis domat konform mat der europäescher Gesetzgebung setzen. Et ass zanter Laangem gewosst, datt de Gebrauch vu Pestiziden Tracen an der Nahrungsketten hannerléisst, déi méi oder manner geféierlech fir Mënsch an Déier sinn, jee no der Quantitéit an no der Doséierung vun de Pestiziden, déi agesat ginn.

Dee falschen oder verbuedene Gebrauch kann enorm Schied bei Mënsch, Ëmwelt an Déieren ervirruffen! Dofir ass sech d'Gesellschaft hautdesdaags eens, de Verkaf an de Gebrauch vu Pestiziden strengstens ze reglementéieren.

Déi rezent Evenementer ronderëm d'Verschmotzung vun eiser gréisster Drénkwaasserreserv, dem Stauséi, duerch Pestiziden aus der Belsch an dat ganz beonrouegend Beiestierwe weisen, wéi dréngend et ass, Mesuren anzeféieren, fir de verantwortungsvollen Ëmgang mat de phytopharmazeutesche Produkten an enger Aart a Weis ze reglementéieren, déi eiser op Produktivitéit a Rendement ausgeriichter Zäit entspriechen, mä och d'Bedenke vun Ëmweltschutzorganisatioune mat abezéien.

Dofir schaaft dëse Projet de loi een neie Cadre juridique, en abrogéiert d'Gesetz vun 1968 an iwwerdréit déi europäesch Direktiv 128 vun 2009, déi ënner anerem d'Regele vum Gebrauch vu Pestiziden harmoniséiert, souwéi och d'Dispositioune vum europäesche Reglement 1107 vun 2009, deen ënner anerem fir eng héich Sécherheet fir Mënsch, Déier an Ëmwelt suergt an et och garantéiert.

Ëm wat handelt et sech da bei de Mesuren, déi an der Direktiv 128 vun 2009 virgesi sinn an déi elo an eis Legislatioun iwwerdroe ginn? Et géif ze wäit féieren, fir se all opzezielen, dofir géif ech op dëser Plaz nëmmen op déi wichtegst agoen.

Fir d'Alleréischt mussen all déi professionell Leit, d'Distributeuren an d'Beroder, déi vu Beruffs wege mat Pestiziden ze dinn hunn, eng obligatoresch Formatioun absolvéieren. Dës Formatioun soll garantéieren, dass dës Leit d'Manipulatioun vun de Pestizide beherrschen, dëst am Sënn vun hirer eegener Sécherheet, där vun de Leit ronderëm a vun der Ëmwelt. Um Enn kréie si en Zertifikat, dee siwe Joer laang valabel ass a si verflichte sech, sech um Courant ze hale vun allen technologesche Fortschrëtter op dësem Gebitt.

Selbstverständlech concernéiert dëse Projet de loi an éischter Linn alleguerten d'Profien an d'Domäner. Mä, wéi et virauser schonn ugeklongen ass, sollen och mir als Privatleit verantwortungsbewosst mat esou Produiten ëmgoen. Beispiller si genuch do: Wa mer eis Garagenafahrt oder d'Gaardenterrassen domadder ofsprëtzen. Schliisslech ass jiddweree vun eis invitéiert, ee Bäitrag ze leeschten, fir e besseren Ëmweltschutz an eng méi propper Natur.

Et gëtt eng Prozedur ageféiert, fir dat Material a regelméissegen Ofstänn ze inspizéieren, dat beim Asaz vu Pestiziden gebraucht gëtt. Den Asaz vu Pestiziden aus der Loft, d'Pulvérisation aérienne soll strengstens reglementéiert ginn. Den Asaz ass am Prinzip hei am Land verbueden, kann awer duerch eng speziell Autorisatioun vum Minister a bestëmmte Fäll autoriséiert ginn. D'Konditioune fir esou een Asaz ginn an dësem Projet de loi ganz genee definéiert.

E weidert wichtegt Element vun dëser Direktiv, dat sech am neie Gesetzesprojet erëmfënnt, ass d'Aschränken oder carrément de Verbuet, Pestiziden a gewëssen Zonen anzesetzen. Et handelt sech dobäi ëm Naturschutzzonen, Zonen, déi fir d'Waasserwirtschaft an d'Drénkwaasserversuergung eng wichteg Roll spillen, a Plazen, wou Leit sech an hirer Fräizäit ophalen, Parken, ëffentlech Gäert oder Sportsplazen.

Selbstverständlech war et och eng ganz besonnesch Préoccupatioun vum Gesetzgeber, fir d'Sécherheet vun den Drénkwaasserquellen ze suergen, well all Belaaschtung vun dëse Quellen duerch och nëmmen déi geréngste Quantitéit vu Pestiziden eng Gefor fir Planzen, Mënsch an Déier bedeit.

D'Mesuren, déi am europäesche Reglement 1107 vun 2009 virgesi sinn, beschäftege sech haaptsächlech mat der Approbatioun, der Mise sur le marché an dem Emballage vu phytopharmazeutesche Produkten. Eng vu sämtlechen Ëmweltschutzorganisatioune gefroten a vun der Direktiv virgeschriwwe Mesure ass een nationalen Aktiounsplang fir Pestizider. Dëse Projet de loi gëtt engem solche Plang ee legale Kader.

Déi wichtegst Ziler vun dësem Plang sinn d'Reduzéierung vun de Risike fir d'Gesondheet vum Mënsch a fir d'Ëmwelt an d'Promotioun vun engem sécheren, rationellen an effikasse Gebrauch vu Pestiziden. Dëse Plang soll awer och derfir suergen, dass manner Pestiziden agesat ginn, dëst am Sënn vun enger nohalteger Landwirtschaft. Ausserdeem soll och d'Publicitéit fir d'Pestizide strengstens reglementéiert ginn, ganz streng Kontrollen an ee ganze Katalog vu Sanktiounen agefouert ginn, déi bis zu enger Prisongsstrof a ganz besonnesch schlëmme Fäll vu Verstéiss géint dëst Gesetz kënne goen.

An deenen dräi Annexen, déi zu dësem Gesetzesprojet gehéieren, ginn zum engen d'Themen an d'Aart a Weis vun der Formatioun definéiert, déi déi professionell Leit, d'Distributioun an d'Beroder mussen absolvéieren, an zum aneren d'Exigenz definéiert, wat d'Gesondheet, d'Sécherheet an den Ëmweltschutz ugeet am Zesummenhang mat der Kontroll vum Material, mat deem d'Pestiziden agesat ginn. An där drëtter Annex fanne mer déi allgemeng Prinzipien erëm, déi beim Kampf géint d'Feinde vun de Kulture musse respektéiert ginn.

Duerch dëse Projet de loi kënnt natierlech méi Aarbecht op d'Administration des services de l'agriculture zou. Mä am Kader vun enger Pestizidereglementéierung, déi dësen Numm verdéngt, ass dat eng absolut Noutwendegkeet. Fir deem entgéintzekommen, ass ee personelle Renforcement vun dësem Service, onserer Meenung no, inévitabel. An doriwwer huet och an där zoustänneger Chamberskommissioun een allgemenge Konsens geherrscht.

Wat d'Avise vun deene verschiddene Chamberen ugeet, esou begréisst d'Handwierkerkammer de Projet an ass der Meenung, dass dës Mesuren zu enger grousser, besserer Gestioun vun de Pestizide wäerte bäidroen. Och d'Chambre de Commerce begréisst de Projet, ass awer der Meenung, datt et net zoulässeg ass, ganz Artikele vun engem europäesche Reglement an en nationale Gesetzesprojet ze iwwerhuelen. An hirem Avis beschäftegt sech d'Salariatschamber haaptsächlech mat der obligatorescher Formatioun, déi all Akteuren am Domän vun de Pestizide mussen absolvéieren. An d'Landwirtschaftskummer, zum Schluss dann, déploréiert an hirem Avis déi aktuell Situatioun, wat d'Autorisatioun vun de Pestiziden ugeet, déi hirer Meenung no d'libre Circulation vun de Marchandisen net respektéiert.

A sengem Avis vum 4. Juni 2014 zielt de Statsrot eng Dose formell Oppositiounen op, dorënner e puer, déi sech op de Fait bezéien, dass et verbuede wier, den integralen Text vun den europäesche Reglementer an deenen eegene Gesetzestexter ze iwwerhuelen. Déi parlamentaresch Kommissioun huet all dësen Oppositioune Rechnung gedroen a se an de spéidere Projet de loi iwwerdroen. Ech verweisen an dësem Zesummenhang op de Rapport vun der Kommissioun.

Wat d'Aarbecht an der Kommissioun ugeet, esou war déi gekennzeechent vun der Dréngleechkeet, ze reagéieren, well eist Land soss, esou wéi ech schonns d'Geleeënheet hat, et ze

erwähnen, ënnert der Menace stoung, wéinst Non-transposition dans le délai d'un texte communautaire sanktionéiert ze ginn. Och wéinst dem Plan d'action «pesticides», dee bis de 14. Dezember 2012 hätt missen iwwerdroe ginn, ass eng Procédure d'infraction déclenchéiert ginn.

Fir d'Kommissioun ass dëse Plan d'action e flexiblen... Fir d'Kommissioun, Pardon, ass dëse Plan d'action e flexibelt Instrument, dat zu all Moment un nei Entwécklunge kann ugepasst ginn. Dofir soll hien an engem Intervall vu fënnef Joer iwwerkuckt ginn.

Wéi ech schonn d'Geleeënheet hat ze soen, ass d'Kommissioun sech bewosst, datt déi zoustänneg Administratioune mussen an deenen nächste Joren zousätzlech Leit kréien, fir déi Tâchë kënnen ze leeschten, déi hinne mat deem neie Gesetzestext operluecht ginn.

Da waren nach d'Protektioun vum Waasser an d'Règlements d'exécution vum Gesetz wichteg Themen, déi an der Kommissioun abordéiert goufen. Mä et war ee sech queesch duerch all Fraktiounen awer bal eens, datt d'Zil vun dësem Projet de loi a vum Plan d'action «pesticides» am Endeffekt soll sinn, den Asaz vu Pestiziden an Zukunft esou wäit wéi méiglech ze limitéieren.

Dir Dammen an Dir Hären, mat dësem Projet de loi gi mir eise Baueren a Wënzer ee performant Instrument an d'Hand, dat hinnen et erméiglecht, an enger ëmmer méi globaliséierter Welt kompetitiv ze bleiwen an den Erausfuerderunge vu muer zouversiichtlech entgéintzegesinn. Gläichzäiteg suerge mer fir ee räsonablen a verantwortungsbewossten Asaz vu Pestiziden, mat enger Aussiicht op een ëmmer méi klenge Gebrauch dovun, dëst am Sënn vun enger nohalteger Natur an Ëmwelt.

Ech wëll och virun allem hei Merci de Beamte vum Ministère soe fir déi wonnerbar Aarbecht, déi se geleescht hunn. An aus dëse Grënn, déi ech hei opgezielt hunn, wäert meng Fraktioun, d'LSAP, dëse Projet natierlech och matstëmmen.

An ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Arndt. Nächste Riedner ass den Här Anzia.

M. Gérard Anzia *(déi gréng), en remplacement de M. Henri Kox.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, e grousse Merci dem Rapporteur Gusty Graas fir säin exzellente mëndlechen a schréftleche Rapport. Ech sinn u sech just Aushëllefskraaft hei um Pult, well de Koxen Heng, deen heizou sollt Stellung huelen, eben zu Lima ass an eis do vertrëtt.

Ech mengen, säit dem 17. September vun dësem Joer, do schloen hei zu Lëtzebuerg d'Aueren e bëssen aneschters an d'Diskussioun ëm d'Pestiziden ass no vir komm. Dës Verschmotzung huet eis all zu Lëtzebuerg an Otem gehalen a fir esou munch Veronsécherung hei am Land gesuergt. Domadder kommen ech elo direkt op de Projet de loi vun haut zréck.

D'Iddi hannert dësem Paquet Pesticides ass virun allem, den Ëmgang mat de Pestizide méi sécher ze maachen, den integréierte Planzeschutz an d'Biolandwirtschaft als Alternativen, ouni oder mat manner Chemie, ze promouvéieren an awer och derfir ze suergen, dass en héijen Niveau vu Protektioun fir Mënsch, Déier an Ëmwelt garantéiert gëtt, ouni dass awer d'Kompetitivitéit vun der Landwirtschaft dorënner leide muss, en Thema, wat mer jo scho gëschter hei um Leescht haten.

Op verschidde Moossnamen aus dem Paquet Pesticides wëll ech hei agoen. Et sinn der esou vill, an d'Virriedner hunn dat och scho ganz gutt behandelt, ech wollt awer nach eng Kéier op déi obligatoresch Formatioun fir d'Notzer, d'Verkeefer an d'Händler vu Pestiziden agoen, op d'Promotioun vum integréierte Planzeschutz a virun allem der Biolandwirtschaft, d'Restriktioun oder de Verbuet vu Pestiziden a spezifeschen Zonen, wéi eben och grad den Drénkwaasserzone respektiv d'Zone bei eise Gewässer, an och op den nationalen Aktiounsplang Pestiziden.

Also, bei esou ville verschiddene Moossnamen, déi ech eben och dann gëierft hei hat, ech weess net wéi Iech dat geet, léif Kolleeginnen a Kolleegen, huet mir, wéi ech mech fir d'Éischt an de Projet de loi eragelies hunn, do huet mir de Kapp gedréit an et war fir mech och ganz kloer, dass ech do onbedéngt Hëllef vu bausse bräicht, fir ze probéieren, den Duerchbléck ze kréien.

An dofir hat ech de leschten Donneschdeg bei mir doheem een „Pestizid-Owend" organiséiert. Maacht Iech elo keng Suergen, do huet net jiddwereen e Bidon matbruecht a mir hunn eis do Cocktaile gemixt. Neen, ech hat do Kolleegen Enseignanten aus der Ackerbauschoul geruff an och ee Bauer aus der sougenannter „méi konventioneller" Landwirtschaft. An ech wollt dovunner elo profitéieren hei, fir e puer Punkten, déi eis als Gréng um Häerz leien, Iech matzedeelen, déi aus deenen Diskussiounen och erauskomm sinn.

Dat Éischt betrëfft emol d'Formatioun vun de professionellen Utilisateuren aus der Landwirtschaft, dem Gaarden-, Uebst- a Geméisubau, deene Leit, déi eben och an der Ackerbauschoul forméiert ginn. All dës Utilisateuren, déi hunn an hirer Formation initiale d'Handhabung vun de Pestiziden erléiert. An déi Moduller, déi sinn och inhaltlech mat der ASTA ofgestëmmt. Duerno kréie si mat hirem Schlussdiplom dann de Sprëtzschäin. Ech war selwer op där Diplomiwwerreechung an ech hunn dat natierlech och extra fonnt, dass déi Leit nach eng Kéier eropgeruff gi sinn, fir eben dann hire Sprëtzschäin an Empfang ze huelen.

Dee beinhalt awer net nëmmen d'Theorie, mä och d'Praxis. An dee berechtegt si duerno dann och eben, déi Pestiziden op de Kulture gewëssenhaft a verbonne mat deenen noutwendege Sécherheetsmesuren auszebréngen. Dës Formatioun ass, menger Meenung no, gutt, gewëssenhaft a kompetent.

A wann awer elo dee Jonken, deen eben dee Schäin do matbréngt, dann op de Betrib oder an ee Betrib zréckkënnt, dann, mengen ech, da kënnt et awer emol méi quokeleg ginn. De Papp, de Patron oder de Viraarbechter - dat hänkt dovunner of, wou en dann duerno schafft -, dee scho méi eng laang Beruffserfahrung huet, a virun allem viru vill méi laanger Zäit sech mam Thema beschäftegt huet, dee soll elo op dee Spunt do lauschteren an déi Sécherheetsvirschréften a Schutzmoossnamen dann akzeptéieren, déi him do zougedroe ginn.

Dat ass net esou einfach, dat ass e komplext Thema. An d'Gefore ginn, menger Meenung no, verkannt! Mir brauchen dofir och fir déi erfuere Leit an de Betriber eng spezifesch Formatioun, eventuell eng Opfrëschung vun hire Kenntnisser am Sënn vum „lifelong-learning", fir dass den Ëmgang mat de Pestiziden, mat deene Produkter méi sécher gëtt.

Virun allem gëtt, menger Meenung no, bei de perséinleche Schutzmoossnamen an der Praxis net genuch do opgepasst. Bon, Händschen, Schutzkleedung, dat ass déi eng Saach. Masken, dat ass dann déi aner Saach. Zoue Kabinnen op den Traktere schéngt jiddwerengem normal, déi awer och misste mat den entspriechende Filteren ausstaffëiert sinn. An der Praxis gëtt dat awer leider net systematesch genuch an den Asaz geholl. Dat ass d'Realitéit.

Elo kënnt Dir soen, deen iwwerdreift elo. Dat mag sinn. Mä ech wëll awer och net dee sinn, deen herno engem Bauer oder soss engem mat 50 Joer erkläert, deen iwwer permanente Kappwéi oder eventuell och erkrankt, Kriibs kritt, oder neurologesch Krankheete kritt wéi Parkinson, dass dat näischt mat dem jorelaangen Asaz an Ausbrénge vu Sprëtzmëttelen ze dinn huet.

Et soll een do och zu Lëtzebuerg déi Krankheetsfäll bei de concernéierte Beruffsgruppen emol vill méi genau suivéieren an analyséieren.

Och d'lescht Woch hat ech duerfir am Gesondheetsministère nogefrot, ob et do Statistike ginn, ob dozou e Buch gefouert gëtt, ob et dozou eng Ausso gëtt. Dat war awer net esou. An dunn hu mer eis als Gréng erlaabt, haut och eng Question parlementaire an deem Sënn un d'Gesondheetsministesch ze adresséieren.

Dës Problematik ass awer bei eise franséischen Noperen erkannt a gëtt och ganz eescht geholl. Do ass zum Beispill d'Parkinson-Krankheet am Zesummenhang mam Ausbrénge vun de Pestiziden als Beruffskrankheet bei de Baueren unerkannt ginn a par décret vum 4. Mee 2012 eben och aktéiert ginn.

Firwat dat elo zu Lëtzebuerg sollt anescht sinn, dat weess ech net. Dat kann natierlech mat de Betriber ze dinn hunn. Mä dorop wäerte mer dann och hoffentlech eng Äntwert kréien.

Baséierend op dësen Iwwerleeungen, mengen ech, liicht et jiddwerengem an, dass, wann een op engem Betrib säi Sprëtzschäin huet, da geet dat net duer, dass een deen huet, mä all déi Persounen, déi mat dëse Mëttelen a Kontakt kommen, déi se manipuléieren, déi se ausbrénge, mussen och entspriechend forméiert ginn.

Ech kommen zréck op mäi Pestizid-Owend. Do wollt ech natierlech och wëssen: Wéi gesäit dat aus mat der Berodung an der Praxis? Op där enger Säit hu mer op de Betriber also verschidde Beroder, déi maachen eng Berodung, zum Beispill zum Buedem, zur Düngung, zu Graszorten an esou weider - a vill manner zu de Pestiziden.

An anerer, zum Beispill d'Landwirtschaftskummer, déi maachen eng qualitativ och ganz gutt Berodung zu Pestiziden, wëll ech och hei ënnersträichen, an déi ginn och regelméisseg ganz gutt a prezis Informatiounen un d'Baueren eraus. An dat kann och jiddwereen op hirem Internetsite nokucken. Ganz prezis Berodungen eben zu deene jeeweilege Planzekulturen, déi se do erausbréngen. Och hu se Waasserschutzinfoen, déi ganz am Detail op d'Handhabung vu Sprëtzmëttelen respektiv Pestiziden an deenen Zonen aginn. Mä si hunn awer d'Personaldecken net, fir eben déi spezifesch Berodung um Betrib selwer ëmmer kënnen esou auszeféieren.

Duerfir mengen ech, dass et sënnvoll wär, an Zukunft vläicht déi zwou Berodunge beieneen ze leeën an déi zwee Volete mateneen ofzedecken. Dat wär vill méi wirtschaftlech. Da wär och een Akteur um Bauerebetrib oder um Geméisbaubetrib do an et wär méi einfach ze handelen.

Souwéisou mengen ech, wa mer an d'Diskussioun iwwert d'Waasserschutzzone kommen, dann ass et fir mech schwéier, d'Waasserschutzzonen, eisen Drénkwaasserschutz oder eis Drénkwaasserquelle respektiv och eis Uewerflächegewässer, do ass et fir mech ganz schwéier, fir déi Berodung bezüglech Düngung a Pestiziden auserneenzehalen, well dat muss fir mech an engem Zoch gemaach ginn.

Da gëtt och dacks dobausse gesot op den Tribünen: Mir hunn näischt falsch gemaach, wat vun der Säit vun de Bauere kënnt. An dat kann ech an engem gewësse Sënn absolut och novollzéien. Da wëll ech awer drop hiweisen, dass eben d'Waasserschutzzone vusäite vun der Regierung am Moment net weider ausgewise sinn, ausser déi um Stau. Ech wëll awer och ganz däitlech hei soen, dass dës Regierung - an ech betounen nach eng Kéier: dës Regierung - dës Zonen elo wäert ausweisen. An da kann all Akteur an Zukunft och soen: „Ech hunn alles richteg gemaach!"

An de Waasserschutzzonen hunn, eiser Meenung no, och Pestiziden näischt verluer.

Ganz kuerz, jo, zur Berodung op de Verkafsstellen. Bei eis um Land op jidde Fall ass dat emol esou, de Vendeur hannert dem Comptoir, deen huet d'office keng spezifesch Formatioun, wat d'Pestiziden ugeet, an dee kann de Bauer och net beroden. Dat geet dacks iwwert Tafelen, déi aushänken, wou Virschléi drop sinn, wat fir Pestizide fir wat fir Kulture sollen agesat ginn, wéi déi Mëschunge solle sinn, wat jo an der Rei ass. Mä awer an der Verkafsstell gëtt déi Berodung, menger Meenung no, net wäit genuch gemaach. Se gëtt iwwerhaapt net gemaach.

Dann hat ech och d'Kolleege gefrot, wéi mer do zesummesouzen, ob et da wouer wär, dass verschidde Vendeure vu Saatgut och direkt da Sprëtzmëttel géife mat verkafen. Dat war awer net esou eendeiteg hei du beäntwert ginn.

Wat mech awer dunn trotzdeem als Laien erstaunt huet, bein, ech kommen och net aus deem Domän, ass, dass verschidde Somkären, also d'Saatgut, zum Beispill Mais oder Weess, direkt mat engem Fungizid respektiv Insektizid gebeezt ausgeliwwert ginn. Dat heescht, de Pestizid ass direkt op der Planz drop, wa se geplanzt, eben dann an de Buedem kënnt. Also, de Som ass da behandelt, soudass en direkt beim Planze schonn de Pestizid a sech huet oder u sech huet.

Do sinn ech an d'Grübele komm. Firwat stellen dann net vill méi Betriber hei zu Lëtzebuerg op Biolandwirtschaft ëm?

Dat Éischt, wat an der Diskussioun komm ass, dat ass, dass am Moment den Ureiz, fir op d'Biolandwirtschaft ëmzeklammen oder direkt esou ze starten, nach net héich genuch ass a misst verbessert ginn. E Biobauer - dat ass e Beispill aus dem Nopeschduerf - huet et och net einfach, fir seng Produkter ze valoriséieren. Do ass ee Bekannten aus der Nopeschgemeng, dee fiert mat sengem Weess op eng Millen op hanner Sankt Vith, fir do säi Weess ze muelen, fir dass en net vermëscht gëtt, wou e virdrun ëmmer dat konnt zu Biissen maachen; déi Millen ass jo bekanntlech zougemaach. Dat ass awer keng einfach Situatioun. An dat erlaabt och net oder vill méi schwiereg, wirtschaftlech an deem Beräich elo ze schaffen.

Och muss d'Formatioun vun der Biolandwirtschaft zu Lëtzebuerg vill méi pousséiert ginn.

D'Biolandwirtschaft als solch ass per se méi komplex, well een eben net op déi scho vill bekannten an traditionell verankert Mëttelen ëmmer kann zréckgräifen. Et muss ee sech verstäerkt mat der Matière beschäftegen. An et geet op kee Fall duer, dass nëmmen an engem Module op der Treizième vun dräi Stonnen iwwert d'Conversion à l'agriculture biologique um Techniker dorop agaange gëtt. Dat geet d'office net duer, fir dass een duerno als Biolandwirt kann hei zu Lëtzebuerg starten.

Ir sinn duerfir als Gréng éischter der Meenung, dass d'Biolandwirtschaft zu Lëtzebuerg misst iwwer e BTS, Brevet de technicien supérieur, also duerno, no der Technikerausbildung, ofgedeckt ginn, e BTS an der Agriculture biologique. Dat misst gestart ginn. Dat wier eng Opwäertung, dat wier nohalteg, dat géif sécherlech zur Kompetitivitéit vun eiser Landwirtschaft bäidroen.

Une voix.- Très bien!

M. Gérard Anzia *(déi gréng), en remplacement de M. Henri Kox.*- Mir mussen och oppassen, dass mir de Konsument vu Liewensmëttele besser informéieren. Hien ass vill ze oft präisgesteiert. Dat kann een absolut novollzéien. An en hëlt dann éischter Produkter, déi eventuell och aus anere Länner kommen, déi méi gënschteg sinn, wou awer vläicht manner streng Oplagen do si betreffend Pestiziden, Hormoner an esou weider. Mir mussen also kucken, dass mir eis Produkter, déi mer hei an de Rayonen hunn, eben och entspriechend qualitativ opweisen. Mir brauchen also ganz kloer Labelen. Labelen, fir um Maart sech kënnen ze behaapten.

Och dat, gëschter hate mer et schonn eng Kéier kuerz ugeschwat, ass am Sënn vun engem Plus u Kompetitivitéit hei um Maart.

Och ass fir mech zu Lëtzebuerg d'Tendenz, fir zu ëmmer méi grousse Betriber an der Landwirtschaft ze kommen, sief et bei der Mëllech- a Véiwirtschaft, eng Tendenz, déi ee soll an däerf hannerfroen. Well et ass deelweis net esou einfach fir déi Betriber, dass se herno, wa se esou grouss sinn, och entspriechend hir Gülle kënnen ausbréngen. An dat huet och eng grouss Auswierkung op d'Präisser vun Terrainen an an ausserhalb vum Perimeter an der Landwirtschaft.

Bei deene méi klenge Betriber, sote mir d'Kolleegen, also fir d'Betriber mat manner wéi honnert Hektar, wier et dacks schwéier bis quasi onméiglech, nach wirtschaftlech ze schaffen. An da stellt sech fir mech d'Fro: Ass dat zu Lëtzebuerg esou gewollt? Ma ech mengen an hoffen net.

Duerfir ass et och eng ganz wichteg Debatt, déi mer och eng Kéier hei an der Chamber musse féieren, wat fir eng Landwirtschaft mir zu Lëtzebuerg an Zukunft dann iwwerhaapt wëllen. An do wëll ech elo net just nuancéieren, ob d'Biolandwirtschaft oder konventionell Landwirtschaft: Wéi grouss sollen eis Betriber an Zukunft sinn? Wat fir eng Landwirtschaft wëlle mir do?

Am Moment ass et, mir schéngt ës bei de Baueren e bësse wéi bei de Rulingen. Et wier néideg, ee klengen Image-Reset ze maachen an d'Mark Lëtzebuerg, fir mech nach ëmmer e Qualitéitslabel, an d'Fënster ze stellen. Dee sollte mer nei definéieren an op gesond Féiss stellen.

Une voix.- Très bien!

M. Gérard Anzia *(déi gréng), en remplacement de M. Henri Kox.*- Ee Punkt nach, an dat ass deen, wéi mer d'lescht Woch freides d'Pétitionnaires vun der Aktioun „Save the bees" hei am Parlament empfaangen hunn an ausféierlech mat hinnen diskutéiert hunn, do ass, mengen ech, jiddwerengem och kloer ginn, dass mir onbedéngt mussen handelen, fir dem Beiestierwen entgéintzewierken, sief et elo Hunnegbeien oder sief et wëll Beien, well et geet net nëmmen ëm déi léif gesträiften Déiercher, an déi wëll Beien, déi sinn net gradesou gesträift, an och net just ëm de gudden Hunneg, dee mer esou gär hunn.

Et ass och eng wirtschaftlech Diskussioun, fir dass mer am Interessi vun der Landwirtschaft an och am Interessi vum Uebstbau hei zu Lëtzebuerg nach kënnen op eng natierlech Bestäubung zréckgräifen, duerch eben déi Beien, an net mussen op Verhältnisser kommen, wou mer mussen op eemol kënschtlech bestäuben. Ech mengen, dat wëllt sécherlech hei an dësem Parlament kee gesinn.

D'Ursaache vum Beiestierwen, déi si villfälteg. Dat ass och d'lescht Woch do erauskomm. Et ass natierlech de Verloscht vu Biodiversitéit, Strukturelementer an eiser Kulturlandschaft. Et ass och d'Varroamilbe. Et ass awer och den Asaz vu Pestiziden a Landwirtschaft, Gaardebau an awer och op ëffentleche Flächen an an de Privatgäert.

Duerfir ass et och gutt, dass an dësem Reglement, pardon, an dësem Projet de loi eben och déi aner Akteure genannt ginn, sief et Stat a Gemengen, déi also och eng Verflichtung wäerte kréien, pestizidfräi ab dem 1.1.2016 ze schaffen. Dat begréisse mir als Gréng natierlech ganz staark. Och d'Privatleit an hire Gäert, déi musse sensibiliséiert ginn, fir dass si op Pestizide verzichte respektiv de Gebrauch reduzéieren.

Ganz kuerz nach, d'Zäit leeft e bësse fort, de Volet vun dem Drénkwaasser. Mir misste bei de Pestiziden zu Lëtzebuerg oppassen, bei deenen, déi an Zukunft zougelooss ginn, dass déi Produkter och herno an den Analyse vum Drénkwaasser oder och am Iwwerflächewaasser detektabel bleiwen. Well soss hu mir hei Zoustänn wéi beim Doping am Sport, wou d'Kontroll ëmmer dem Doping hannendruleeft.

Sou, dat Lescht, et ass och scho gesot ginn, dass mer eng Motioun agereecht hunn, fir dee wichtege Projet, dat ass dee vum Plan d'action national «pesticides», wëlle weider mat ze gestalten an och de Minister opzefuerderen, déi Règlement-grand-ducalle schnellstméiglech ëmzesetzen, dass mer dat als Gréng hei voll mat ënnerstëtzen.

Ech kommen elo zum Schluss, nach eng Kéier op mäi Pestizid-Owend. Mir hunn do e klenge Béierche gedronk. Deen huet eis och gutt geschmaacht. An dunn hunn d'Jongen - dat ass elo e bëssen ënnerdriwwen, deen ee war méi jonk, deen anere méi al, d'Kolleegen also - dann duerno mat mir e bësse gegeckst a gesot: „Mir wäerte jo hoffentlech den Owend e Béierche gedronk hunn..." - e kënnt aus enger Brauerei heiuewen aus dem Eck, enger klenger Brauerei -, „...dee pestizidfräi war, wou hoffentlech Happ a Malz an d'Waasser eben dann net belaascht waren."

(Hilarité)

Dat konnt ech awer hinne leider net garantéieren an ech hunn hinne versprach, do nach e bëssen ze fuerschen.

Ech hoffen elo, bei mir war de Mëtteg Happ a Malz net verluer. An ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren. Mir géifen als gréng Fraktioun dann och d'Zoustëmmung zu dësem Projet de loi hei ginn. Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Happ a Malz net verluer, mä e bëssen d'Zäit iwwerschratt.

Une voix.- Oh, e bëssen, just e bëssen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dat gesot, huet d'Wuert direkt den Här Roy Reding.

M. Roy Reding *(ADR).*- Jo, Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, léif Kolleegen, ech wëll all de Virriedner Merci soe fir déi vill flott, interessant Remarquen an interessant Iddien, déi se opgeworf hunn. D'Martine Hansen huet mer leider e puer vu menge grousse Kritikpunkte virewechgeholl. Ech wëll mech do expressis verbis awer de sachlechen,...

Une voix.- Si ass ebe gutt. Si ass...

M. Roy Reding *(ADR).*- ...sachkundegen a fundéierte Remarquen uschléissen.

(Interruption par Mme Viviane Loschetter)

An och, Madame Loschetter, ier Der elo direkt mault, och de Gérard Anzia,...

Plusieurs voix.- Ooh!

(Interruptions diverses)

M. Roy Reding *(ADR).*- ...fannen ech, huet extrem...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech géif lech dann awer roden, lech un d'Chamber ze riichten!

M. Roy Reding *(ADR).*- Ech riichte mech un deen, dee mech uschwätzt.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Neen.

M. Roy Reding *(ADR).*- Neen, och den Här Anzia huet extrem richteg a wichteg Froen opgeworf, op déi ech och nach wäert zréckkommen.

Jo, d'Diskussioun iwwert d'Produits phytopharmaceutiques**,** d'Pestiziden, féiert an een Dilemma. Déi eng soen, ouni déi Mëttele kéinte mer guer net déi Quantitéit u Liewensmëttel produzéieren, déi mir verbrauchen. Déi aner soen, ökologesch Landwirtschaft ass guer net esou vill manner produktiv, wéi gesot gëtt. Den Edy Mertens huet geschwat vun 30%. Anerer schwätze vun 20%. Bayer schwätzt vu 50%, mä déi wëlle jo och hir Mëttele verkafen.

Fakt ass, datt all Säit sech op wëssenschaftlech Studie berifft. A Fakt ass och, datt déi Studie sech widderspriechen. Fakt ass, datt wuel kee Bauer bewosst säin eegene Buedem géif verseuchen oder vergëften. Fakt ass och, datt hei am Land Substanzen zougelooss sinn, vun deene mir haut scho wëssen, datt se extrem schiedlech sinn an zum Beispill fir dat massiivt Beiestierwen, vun deem hei scho rieds gaangen ass, responsabel sinn, déi berühmt Neonikotinoiden.

Dëst Gëft gëtt geholl, fir Som, Saatgut anzebeezen, dat ass ganz richteg. An zwar gëtt dat agebeezt, fir datt d'Wierm am Buedem guer net eréischt druginn. Mir wëssen awer haut, datt dat Gëft sech am Buedem an an der Planz verdeelt an accumuléiert. An duerfir huet de Kolleeg Frank Arndt net recht, wann en dervu schwätzt, datt nëmme falsch Uwendung oder ze héich Dose geféierlech wieren. Neen, et gëtt och déi Gëfter, déi sech ganz einfach accumuléieren.

Eng Bei stierft bei véier bis fënnef Nanogramm vun deem Gëft! An dat ass, Här Dokter Mertens, zéngdausendmol manner wéi bei deem legendäre Gëft DDT, vun deem Dir an och den Här Rapporteur geschwat hutt. Duerfir kann ee sech d'Fro stellen, wéisou mir esou ee komplizéiert a bürokratescht Gesetz wéi dat heite maachen, wann esou geféierlech Substanze weider legal sinn a weider ugewannt ginn.

Mir als ADR sinn duerfir géint dëst Gesetz, well et eis net wäit genuch geet. An an aneren Aspekter geet et eis vill ze wäit!

Dëst Gesetz ass e weidere Schrëtt an d'Iwwerbürokratiséierung vun eisem Land. Virdrun an der Debatt iwwert d'Abréch huet d'Madame Dall'Agnol vun der LSAP gemengt, vill Leit wieren net frou iwwer ze vill Polizeipräsenz, se géife sech dann ageschränkt fillen an hirem Liewen.

Abee, wat géint d'Abrochserie fir d'LSAP e Problem ass, ass dann, wat d'Baueren ugeet, kee Problem fir si!

Néng - néng! - verschidden Instanzen an Administratiounen hunn, nieft der Police, zousätzlech zur Police, d'Kompetenz, fir Infraktioune géint dëst Gesetz ze recherchéieren! All déi Leit hunn een OPJ-Statut, Officier de police judiciaire, a kënnen Dag an Nuecht an d'Betriber eragoen an déi duerchsichen!

Dat sinn: d'Douanes et Accises; d'ASTA, dat ass d'Administration des services techniques de l'agriculture; drëttens, d'Unité de contrôle du Ministère de l'Agriculture; véiertens, d'Administration de l'Environnement; fënneftens, d'Administration de la Nature et des Forêts; sechstens, d'Inspection du travail et des mines; siwentens, d'Direction de la Santé; aachtens, de Service de la sécurité alimentaire; néngtens, d'Administration de la Gestion de l'Eau an natierlech zéngtens d'Police selwer!

Déi Proliferatioun, déi Zersplitterung vu Kompetenzen hu mer och an dem Domän vun der Liewensmëttelsécherheet. An ech fanne se absolut kritikabel! De Problem ass virun allem d'Koordinatioun vun all deene Kontrollen. Wéi fillt e Bierger sech, wéi fillt e Bauer sech, wann e fir d'Zweet, fir d'Drëtt a fir d'Véiert an enger Woch kontrolléiert gëtt?

An dann d'Strofen! Jo, et gëtt an deem doten Domän, an de Minister Etgen hat an der Kommissioun drop higewisen, grouss Gangsteren, déi mat schroe Substanzen handelen, déi se fir bëllegt Geld akafen, déi net zougelooss sinn a geféierlech Produkter sinn, an déi domat hir „Händelcher" maachen. Do kann d'Strof guer net héich genuch sinn!

Mä och kleng a klengste Vergehen, eng falsch Androung am Regëster, eng falsch Manipulatioun vun engem Produit, ginn hei bestrooft! An déi Strofe ginn, dat däerfe mer awer net vergiessen, bis dräi respektiv fënnef Joer Prisong an Amendë bis 250.000 Euro!

Derbäi kommen dann nach déi administrativ Strofen duerch de Minister, woumat mir och gréisste Problemer hunn. Et ass wéi beim Führerschäin: Nieft engem sofortegen Entzuch duerch den Untersuchungsriichter gëtt et duerno eng Strof um Geriicht. Et gëtt e Punktverloscht. Doduerch kann ech e verléieren. An et kann och nach e Retrait administratif ginn. Mir fannen dat net gutt. Mir fannen, eng Infraktioun sollt eemol sanktionéiert ginn.

Une voix.- Très bien!

M. Roy Reding *(ADR).*- Mat allem Ach und Krach huet eis Majoritéit dem Statsrot noginn a senger Kritik a wéinstens e Recours en réformation, also e Recours au fond géint dem Minister seng Décisioun virun de Verwaltungsgeriichtsbarkeeten erlaabt. Obskur bleift, wéisou den Délai, fir dee Recours ze maachen, an dësem Spezialgesetz op 40 Deeg amplaz op déi üblech dräi Méint festgeluecht gouf.

Et gëtt eis gesot am Rapport, do wier Céléritéit néideg. Dat ass jo Quatsch! Ech mengen, hei hëlt de Minister eng Sanktioun. Déi Sanktioun wëll ech attackéieren. Dat, wat ech gemaach hunn, ass jo scho geschitt. Et gëtt also absolut kee Grond, firwat datt ech dat muss a 40 Deeg attackéieren, anstatt, wéi soss üblech, an dräi Méint.

Mä back to basics. Ech wëll mech hei dem Gast Gibéryen uschléissen, deen an der gëschtreger Debatt iwwert d'Kompetitivitéit zu Recht sot, datt mer eis hei am Land emol musse verschidde fundamental Froe stellen. An elo sinn ech nees bei menge Kolleege vun der grénger Partei! Wéi soll, wou soll eist Land histeieren? Wou soll eis Landwirtschaft histeieren? Dat ass dach een Débat, deen och mat deene Betraffene muss gefouert ginn!

Wéi géif eist Land ausgesinn, ouni Baurewiesen? Wëlle mer méi Fruuchtwiessel a manner Asätz vu Pestiziden? Si mer bereet, dee manner héijen Ertrag - do si mer eis jo eens, datt et ee manner héijen Ertrag gëtt -, dat ze akzeptéieren an dee Verloscht de Baueren ze kompenséieren, fir datt si vun hire Betriber nach kënne liewen? Si mir bereet, och an Europa anzewierken, datt déi jährlech 55 Milliarden Euro, déi fir d'Landwirtschaft ausgi ginn, anescht ausgi ginn an de Familljen erlaben, de Bauerefamilljen et erlaben, en uerdentlecht Akommes ze hunn a weiderhi fir hir Aarbecht, och an eisem Déngscht, am Déngscht vun der Allgemengheet, honoréiert ze ginn? Dës fundamental Diskussioun ass néideg!

Dëst hyperbürokratescht Gesetz ass net néideg. An duerfir si mir als ADR fir een Dialog mat der Landwirtschaft a géint dësen Text.

Ech soen Iech Merci.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Très bien!

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, Madame Loschetter.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Fir Fait personnel, wann ech gelift, Här President. Ech sinn elo a kenger Hisiicht respektlos vis-à-vis vum Här Reding gewiescht. Hie war dat awer elo. A sengem Commentaire mir vis-à-vis huet hien dat gemaach. An dofir froen ech den Här Reding, datt e sech entschëllegt fir seng Ausso. An ech wäert em och net nodroend derfir sinn.

M. Roy Reding *(ADR).*- Et ass mer einfach drëm gaangen, op deen Zwëscheruff do anzegoen. Et deet mer leed, wann ech dat Wuert „maulen" benotzt hunn. Et war en Zwëscheruff. Ech entschëllege mech fir dat Wuert „maulen".

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci, Här Reding. An dat kënnt net vir, wann ee sech un d'Chamber adresséiert!

(Hilarité)

Merci!

Dann huet d'Wuert den Här Turpel.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Et gëtt eng Feststellung, vun där ech mengen, datt eigentlech jiddwereen, deen hei kontrovers diskutéiert, misst dermat d'accord sinn: Dat ass de massive Réckgang vun der Biodiversitéit zu Lëtzebuerg an an Europa. Ech mengen, de Fait, datt dat esou ass, ass net ëmstridden. Ganz vill Déieren, Planzen, Insekte sinn zu Lëtzebuerg menacéiert. Et gëtt ee Verloscht vun Dréchewisen, Fiichtwisen an Uebstwisen. Och dat, mengen ech, ass net ëmstridden.

E Fakt ass et och, an dat soll eng Feststellung sinn, datt do, wou konventionell Landwirtschaft bedriwwe gëtt, d'Verloschter besonnesch grouss sinn. An dat ass zréckzeféieren, wann et keng Fruuchtfolleg méi gëtt, Monokulture gëtt an et eng massiv chemesch Düngung gëtt an natierlech Asaz vun Herbiziden a Pestiziden.

Et ass och eng Feststellung, datt an der Biolandwirtschaft d'Biodiversitéit däitlech méi héich ass. D'Zuelen doriwwer leien och vir an deem flotten Avis vun natur&ëmwelt, deen Der alleguerten zougestallt kritt hutt.

Déi schlëmm Konsequenze vun der Entwécklung sinn déi: D'Insekte stierwen, besonnesch d'Beien - ech kommen nach dorop -, d'Belaaschtung vun de Biedem, vum Waasser, de Flëss, dem Grondwaasser, wou hei d'Kontaminatioun vum Stauséi ee Beispill derfir ass.

Wat geschitt elo mat där neier Gesetzgebung iwwert d'Produits phytopharmaceutiques?

Eis ass déi Gesetzgebung net ambitiéis genuch, an ech wëll dat op sechs Punkte verdäitlechen:

Éischte Punkt ass deen: Zu Lëtzebuerg si 530 Produiten zougelooss, déi sech op... insgesamt sinn dat 230 verschidde Substanzen. Dir kennt déi Lëscht. Mä do si vill Saachen derbäi, déi eigentlech net méi däerfte sinn. Ech wëll hiweisen op véier Substanzen, deenen hiren Numm ech elo net soen, well se och am Avis vu Greenpeace erwähnt sinn, déi nieft deenen dräi Substanzen, déi wesentlech si fir d'Stierwe vun de Beien, dat heescht, nieft deenen dräi, déi scho verbuede sinn, net verbuede sinn, déi eiser Meenung no missten direkt verbuede ginn.

Zweete Kritikpunkt ass deen: Et gëtt keng effikass Kontroll. Dat ass scho gesot ginn. Et ginn nëmme 77 vun deenen 230 Substanzen iwwerhaapt getest. Hei misste mer vill méi effikass Analyse kréien, souwuel fir d'Waasser wéi och fir de Buedem.

Drëtt Kritik, obschonn dat ee positive Punkt ass, d'Formatioun, déi ugebuede gëtt fir d'Utilisateurs professionnels, d'Verkeefer an d'Conseilleren. Elo ass et awer esou, datt déi Formatioun just aus dem Secteur agricole, d'Formateure just aus dem Secteur agricole kommen. Formateuren aus dem Ëmweltsecteur sinn net virgesinn.

D'Gefor ass awer déi, wann d'Formateuren aus dem Secteur agricole kommen, datt een da gesot kritt, wéi een effikass soll schaffen, wéi ee soll eventuell spueren, och aus finanziellen Ursaachen, wéi et gesot ginn ass. A mir mengen, et wier méi wichteg, et wier gradesou effikass, wann och Leit aus dem Ëmweltsecteur do méi iwwer Alternative kéinte schwätzen, déi och d'Folgekäschte vun der Belaaschtung vun deene Produite kéinten erklären, wann déi mat erugezu géife ginn.

Des Weidere weist d'Chambre des Salariés drop hin, datt d'Salariéë selwer hei keen direkt Informatiounsrecht a keen direkt Formatiounsrecht kënne beusprochen, wat awer noutwendeg wier, an deene Betriber, wou se schaffen.

Véierte Kritikpunkt: den Helikopter, d'Sprëtzen aus der Loft. Mir sinn der Meenung, datt zu Lëtzebuerg esou een Helikoptersprëtzen iwwerhaapt net néideg ass. Mir sinn der Meenung, datt zu Lëtzebuerg d'Nodeeler dovunner vill méi grouss si wéi d'Virdeeler, souwuel wat d'Korridoren ugeet, déi ee muss anhalen, wéi wat d'Gefor vum Reen ugeet an esou weider. A mir mengen, datt et net duergeet, datt ee seet, datt de Minister dat soll kënne genehmegen. Mir mengen, datt, wat d'Sprëtzen ugeet, ee souwéisou ka wäitgehend op biologesch Produiten ëmschalten, wat zum Deel scho geschitt ass an engem Deel vum Wäibau, an datt een do vill méi wäit misst goen.

Fënnefte Kritikpunkt, dat sinn d'Schutzgebidder - d'Flëss, d'Baachen -, déi de Moment nëmme ganz wéineg bestinn. Nëmmen 3,8% vum Territoire ginn de Moment ouni phytopharmazeutesch Produite géréiert. Souguer verschidden Natura-2000-Gebidder sinn net verschount, soulaang wéi et net ëm d'Erhale vun der Biodiversitéit geet.

An dee leschte Kritikpunkt, awer als leschten och an der Wäertung, ass dee vun dem Gebrauch vun deene Produiten am ëffentleche Raum. Mir hunn héiere virdrun, datt d'Gemenge forcéiert ginn, an engem gewëssen Délai ganz op Pestiziden ze verzichten. Et ass awer net kloer, wéi eng Konsequenzen datt dat huet op zum Beispill ee Punkt, deen net gekläert ass, dat ass dee vun de private Stéit. Wa mer den Ennerscheed maachen tëschent der Landwirtschaft, also de Professionellen, dem Espace public, an de private Leit. Do bleift villes am Onkloren.

Et gëtt awer och eng Rei positiv Punkten an deem Gesetz. Dat ass d'Sensibiliséierung, déi virgesinn ass. D'Formatioun, mat deene Kritikpunkten, déi ech virdru gesot hunn. D'Material, wat agesat gëtt. D'Lagerung, déi méi seriö kontrolléiert gëtt, och wann d'Chambre des Salariés drop hiweist, datt fir d'Kontrolle vun der Lagerung d'Administratioun guer net genuch Leit zur Verfügung huet. A wéinstens gëtt vu Biolandwirtschaft geschwat, och wa se net zu engem Duerchbroch verhollef kritt.

Mir haten, et ass gesot ginn, de 4. Dezember hei eng Unhéierung vun dräi Kommissioune vun natur&ëmwelt a Greenpeace, déi eng Petitioun gestart hunn iwwert d'Beiestierwen. Dat war fir mech, esou wéi mer se hei diskutéiert hunn, eng ganz wichteg Debatt, aus där sech eng Rei Saachen erginn hunn, op déi natur&ëmwelt a Greenpeace och an enger Stellungnahm gëschter oder haut nach eng Kéier higewisen hunn.

Wat ech ganz positiv fonnt hunn an där Petitioun, ass einfach déi enorm Sensibiliséierung, déi dobausse besteet bei de Leit op d'Problematik vun der Biodiversitéit, vum Beiestierwen, vun der Aartevillfalt, awer och vun der Drénkwaasserbelaaschtung.

Si hunn drop higewisen, datt dat zweejähregt EU-Verbuet vun dräi besonnesch geféierleche Pestiziden aus dem Grupp vun den Neonikotinoiden ausleeft a sech erwaart gëtt vum Minister, datt e sech derfir asetzt, datt dat Verbuet verlängert gëtt. D'Äntwert vum Minister war mer, wéi mer hei diskutéiert hunn, net ganz kloer, well ee Moment gesot gi war, an ech wier frou, wann en dat kéint preziséieren, well ee Moment gesot gi war, et misst een d'Folgeerscheinungen, d'Analysen dovunner elo ofwaarden.

An engem anere Moment hat ech awer verstanen, e géif soen, datt dat Verbuet wuelweislech géif fortgesat ginn, mengen ech. Ech géif emol hoffen, datt e mer herno géif bestätegen, datt dat Zweet, nämlech, datt dat Verbuet géif weidergefouert ginn, déi richteg Äntwert wier.

Zweetens huet de Minister drop higewisen an där Debatt, no där Diskussioun, déi mer haten, datt den nationalen Aktiounsplang „Pestiziden" géif komplett iwwerschafft ginn. Et wier awer gutt, fir gewuer ze ginn, a wéi engem Délai datt dat geschitt an awéiwäit datt een do konnt deene Stellungnahme vun den Ëmweltorganisatiounen, net nëmme vun deenen aneren Akteuren, Rechnung droen an awéiwäit datt do nach eng Kéier eng Récksprooch kënnt.

Ech hat verstanen, de Minister hätt hinnen zougesot, ier dee Plan d'action national do ëmgesat gëtt, also festgehale gëtt, datt do eng Récksprooch mat hinne kéim.

Des Weideren ass et wichteg, datt mer eng Strategie zur Verréngerung vun de Pestiziden an der Landwirtschaft am ëffentlechen an am private Beräich kréien. Do feelt et awer u statisteschen Donnéeën.

An dat war eng aner Diskussioun, déi mer haten. De Service d'Économie rurale, also den SER, hat de Minister gesot, hätt d'Statistiken iwwert de Gebrauch vun de Pestiziden, déi sech aus dem Verkaf géifen erginn. A mir kréichen déi Statistiken, grad wéi d'Ëmweltorganisatiounen, zur Verfügung gestallt. Ech hunn nogekuckt um Site, do gëtt et se awer nach net.

Iwwregens ass mer och opgefall op deem Site vum SER, datt dee leschten Aktivitéitsbericht vun 2007 ass. Dat just an enger Klammer. Do schéngt keng esou eng Kommunikatiounsfreedegkeet ze sinn. Ech géif hoffen, datt dat sech géif verbesseren.

De Minister huet eis och gesot, datt all Professionellen ee Sprëtzregëster muss uleeën, also huet, wou drasteet, wat en a wéi engem Mooss wéi wäit wou gebraucht. Och do wier et gutt, gewuer ze ginn, ob dee Sprëtzregëster zentraliséiert géif ginn, statistesch, fir erauszefannen, wat do gebraucht gëtt.

A fënneftens hate mer eng Diskussioun iwwert d'Schutzzone vun eisen Drénkwaasserquellen. De Minister huet drop higewisen, datt der, mengen ech, datt der dräi praktesch sprochräif sinn, datt der néng an der Pipeline sinn. Mä ech mengen, mir brauchen der insgesamt 80 oder 90. An et wier och gutt, gewuer ze ginn, wéi mer do weiderfueren, well dat wierklech ganz dréngend ass.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Zur Landwirtschaft: Ech sinn absolut der Meenung an ech hunn et do gesot an ech sinn och frou iwwert d'Zouso, déi mer vum Minister an där Debatt do kritt hunn, datt fir d'Landwirtschaft e ronnen Dësch muss gemaach ginn, wou all Akteuren zesummestinn, datt net bilateral mat deenen Akteure geschwat gëtt vum Ministère aus, datt mer also kucken, déi un een Dësch ze kréien. Well nëmmen zesumme kann driwwer geschwat ginn, wéi mer eis Gesamtproblematik an de Grëff kréien a wéi mer do e Paradigmewiessel fäerdegbréngen.

Et ass sécherlech wichteg, datt d'Landwirtschaft eng Zukunftsperspektiv huet. Mä esou wéi et de Moment leeft, kann et net weidergoen! Mir kënnen net zouloossen, datt eis Flëss, eis Biedem, eist Grondwaasser esou belaascht ginn, wéi dat bis elo de Fall ass - ouni ze soen, dat wier d'Schold vun de Baueren oder eleng vun der Landwirtschaft, mä déi konventionell Landwirtschaft dréit wesentlech dozou bäi.

Mir brauchen eng Zukunft fir eis Landwirtschaft an d'Fro, déi sech stellt, ass, ob déi enorm Subventiounen, déi de Moment an Europa an zu Lëtzebuerg bestinn, net missten ëmorientéiert ginn, fir eben der Landwirtschaft zu enger Zukunft ze verhëllefen.

Ënnert dem Stréch si mir net d'accord mat deem Projet de loi. En ass eis net ambitiéis genuch, wéi jo och déi Motioun beweist, déi hei dräi Leit, dräi Deputéiert eraginn hunn, déi jo direkt freet, fir méi ambitiéis ze si bei der Ëmsetzung a bei der Gestaltung vun der Zukunft. Dat ass dee beschte Beweis, deen ee kann hunn, fir ze soen, datt et net duergeet, wat hei virläit.

Mir stëmmen dofir géint dat Gesetz a wäerten eis och bei där Motioun enthalen, an der Hoffnung, datt alleguerten déi aner Saachen, déi hei an der leschter Zäit versprach gi sinn an där doter Hisiicht, kuerzfristeg ëmgesat ginn.

An ech freeë mech drop, datt de Minister eis hei seet, a wéi enger Zäitschinn datt en all déi Saachen do wëllt maachen.

Ech soen Iech Merci.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci, Här Turpel. Nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Octavie Modert. Madame Modert, Dir hutt d'Wuert.

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Madame Presidentin, ech ginn op Aspekter an, déi spezifesch de Wäibau betreffen. Dat ass nach net vill zur Sprooch komm. Leider. Well et ass ze fäerten, datt de Wäibau a ganz grouss Schwieregkeeten duerch dësen Text kënnt, bis hin zu existenzielle Schwieregkeeten!

Madame Presidentin, Dir Dammen an Häre, eent ass kloer: Et muss an et soll esou mann wéi méiglech gesprëtzt ginn. Et geet ëm déi mënschlech Gesondheet. Et geet gläichzäiteg ëm déi planzlech Gesondheet. Et ass wéi bei de Medikamenter: nëmmen esou vill wéi absolut néideg, net méi! Et ass wéi bei de Medikamenter, well Kränkte bei de Planze ginn et leider esou wéi Krankheete bei de Mënschen. Esou mann wéi méiglech sprëtzen: Dofir schwätze mir niewent dem Bioubau och nach vun extensiver oder integréierter Landwirtschaft oder Wäibau.

D'Aschleefe vu Kränkten an Europa virun en etlech honnert Joer, un déi déi einheimesch Planzen net gewinnt waren, géint déi se also net resistent waren, huet mat sech bruecht, datt ee géint déi Schädlingen a Kränkte muss virgoen, well soss déi einheimesch Planzen an Aarten ënnerginn a verschwannen. All Rousefrënn kenne jo de Problem vum Mehltau oder Peronospora (veuillez lire: Oïdium), deen am 19. Jorhonnert aus Amerika ageschleeft ginn ass. Genausou ass et mat x anerem Pilzbefall. Dat féiert dann zu vollstännegem Ernteausfall. Dat bedeit natierlech och kompletten Akommesausfall. Leider muss also géint d'Kränkte behandelt ginn.

Natierlech wär et méi flott, méi kammoud, méi bëlleg, wann een dat net bräicht. Esou awer kënnt een net ganz derlaanscht, och net am Biowäibau oder an der Biolandwirtschaft! Och do muss gesprëtzt ginn. An och do kann den Helikopter agesat ginn, mat anere Mëttelen. Do sinn an de leschten zwee Joer och wëssenschaftlech ganz interessant Versich gemaach gi vun der Wäibaustatioun mat Hëllef vu Forschungsinstituter, mat ganz interessanten Erkenntnisser, déi Alternativen opweisen. Also soll een den Helikopter net verdäiwelen.

Et ass wichteg, den Débat ze objektivéieren. Et ass och wichteg, net ee géint deen aneren auszespillen. De Bioubau ass wichteg. De konventionellen, integréierten Ubau bleift wichteg. Wéi huet den Här Mertens gesot: „Vläicht ass et guer net méiglech, am ganze Land, am ganze Gebitt Bioubau ze maachen."

Objektivéieren ass wichteg. Et soll een näischt verdamen, wat just eng Hëllef ass. An dat ass an de Wéngerten och den Asaz vum Helikopter.

Et ass vill méi eng rationell, eng méi ëmweltschounend well manner héich dosséiert an homogen, an doduerch méi sécher Aart a Weis.

Et ass och eng transparent Aart a Weis, well laang am Viraus sinn d'Sprëtzpläng ugemellt bei de Verwaltungen. 24 Stonne virum Asaz geet de ganz genaue Plang mat der Zesummesetzung nach eng Kéier an d'Santé. Et ass also komplett transparent an dohier einfach ze kontrolléieren. Et kann och zu all Moment eng Kontroll kommen. Dat ass vill manner méiglech bei individuelle Sprëtzungen. Wéi géif dat dann do gemaach ginn?

„Transparenz an Informatiounen un d'Bierger", ass vum Rapporteur ervirgestrach ginn. Jo, och dat gëtt scho laang gemaach! Dat gëtt scho laang gemaach an et ass eng Selbstverständlechkeet fir de Wënzer, datt dat gemaach gëtt.

Den Helikopter ass och nach en Instrument, dat bei all Wieder kann an den Asaz goen, ausser bei Wand an am Reen, awer direkt duerno. A genau dat ass, wat zielt, wourop et ukënnt. Et ass och e weidert Beispill fir de rationellen Asaz.

D'Käschten, d'Aarbechtszäiten an de Produktasaz sinn och nach besser, wéi wann all Eenzelnen et selwer mécht. Et ass iwwerhaapt net gewollt, fir iergendwou oder iergendengem Schued ze maachen; mä et ass gewollt, fir rationell virzegoen an dohier och déi neisten Technologien unzewennen, fir all Driff oder Ofdriff ze verhënneren.

Eent also virewech: Vill vun den neien Ufuerderungen aus dem Gesetz ginn haut scho bei der Helikoptersprëtzung erfëllt. An dofir mengen ech, datt et wichteg ass, déi ganz Debatt ëmmer nees ze objektivéieren.

Den Helikopterasaz op der Musel huet nämlech näischt, iwwerhaapt näischt ze doen mat iergendengem radikalen Ofsprëtzen, wat de Leit ganz dacks virschwieft; se denken un d'Fligeren, déi groussfläcneg Urwald oder Kulturen, ganz Kulturen, ofsprëtzen. Europa ass och net Amerika am Asaz vu Sprëtzmëttelen. Den Asaz vum Helikopter ass net u sech ëmweltschiedlech, dat muss ee bedenken! Wourop et ukënnt, dat ass, wéi iwwerall, wéi eng Sprëtzmëttelen agesat ginn oder wéi vill. Iwwregens ass Pestizid net gläich Gëft - Klammer zou.

Op der Musel gi scho länger Zäit keng Insektizide méi agesat. An et bleift ze hoffen, datt et och net ännere muss duerch déi nei dëst Joer opgetauchten Drosophile, déi rout Kirschessegméck. Déi ass iwwregens just ee Beispill, wat déi radikal Bedroungen duerch äusserlech Aflëss beweist, fir déi de Wënzer absolut guer näischt kann! Och pilzresistent Zorte sinn hei effektlos.

An dës Problemer befalen a betreffe sougutt de Biowäibau wéi dee konventionellen. Duerfir muss ee ganz gutt oppassen, wéi ee virgeet.

An do läit och d'Kromm an der Heck. Wéi ass et mam nationalen Aktiounsplang? Wat kënnt an d'Reglementer stoen? An esou weider. An der spéiderer Uwendung vum Gesetz ass nach immens villes onbekannt. D'Martine Hansen an aner Riedner hunn et scho gesot.

D'Chamber, eis Chamber, kann d'Auswierkungen net richteg aschätzen an d'Deputéiert kënnen net en connaissance de cause ofstëmmen. Ech muss awer warnen, fir dat hei op déi liicht Schëller ze huelen.

An de Beruff, dee weess guer net, wou en drun ass a kuckt enger grousser Onsécherheet entgéint.

Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Häre, de Wäibau riskéiert, vill Problemer ze kréien duerch déi nei Texter. Dofir ass dem Här Kox säin Amendement zur Helikoptersprëtzung eigentlech hypokritesch, sécher awer kontraproduktiv. Helikoptersprëtzung ass net verbueden am Biowäibau. An et ass kee géint Bioubau. Dofir soll een op déi polariséierend Agréffer verzichten. Déi schueden am Endeffekt der Biolandwirtschaft gradesou wéi där konventioneller. Dat ass kontraproduktiv an dat ass immens schued.

Et soll een net dividéiere wëllen, net aus politeschen Ursaachen, net aus aneren Ursaachen! Mir mussen eis bewosst sinn, datt d'Musel heimadder e ferme Coup riskéiert, all d'klassesch zesummegesate Familljebetriber, fir déi jo awer jiddweree plädéiert a wou mer ëmmer nach Opruffer maachen, fir d'Selbststännegkeet ze wëllen an ze woen.

Dir Dammen an Dir Hären, nach eppes ass onlogesch an dësem Text, souguer kontraproduktiv. Et geet jo drëm, datt den Helikopter ënner anerem weider kann agesat ginn, wou d'Aarbechten am schwéierste sinn, an de géien Häng, dat heescht, an de Steillagen. Do awer wäerten d'Sécherheetszonen an d'Distanze grouss Schwieregkeete schafen, well op ville Plazen d'Häng no derbäileien. Mir däerfen net vergiessen, datt eist ganzt Wäibaugebitt zu Lëtzebuerg nëmmen eng schmuel Sträif ass.

Dir riskéiert also, déi bescht Lagen net méi richteg ze schützen an datt domat d'Wéngerten op de beschte Plazen, wou et och nach déi bescht Qualitéit gëtt, wou awer déi schwéierst Aarbecht ass, net méi gemaach wäerte ginn. Bedenkt, datt déi meescht Wäibaugebidder an Europa an op der ganzer Welt keng Steillagen hunn! Un déi bescht Lage stoussen och d'Natura-Gebidder, super Lage wéi Pällemberg, Fels, Hëtt, ganz vill anerer sinn a Gefor. Op anere Plaze gëtt de ganze Bann dovu betraff (veuillez lire: dovu betraff, wéi zum Beispill zu Bus).

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann den Helikopter net méi fléien däerf, an ëmsou méi, wann dat och nach déi géi Wéngerte sinn, wéi elo grad gesot, da bedeit dat fir en normale Betrib, e Familljebetrib mat duerchschnëttlecher Gréisst, datt en ee Mann an eng Maschinn pro Joer weider muss hunn. Fir déi géi Wéngerte gi speziell Maschinne gebraucht, déi vill Geld kaschten, soss kréien d'Wënzer déi Wéngerten net méi gemaach.

Dat alles ass e Käschtefacteur an eng grouss Aarbechtsbelaaschtung fir d'Betriber - aus engem Secteur, wou et schonn de Moment schwiereg ass mam Akommes: Den Ofsaz vu Lëtzebuerger Wäi geet regelméisseg zréck, trotz héijer Qualitéit an ouni datt de Verkafspräis eropgaangen ass, an e Secteur, deen - Klammer op - och nach méi staark wéi anerer duerch d'TVA-Erhéijung d'nächst Joer belaascht gëtt!

Dir gesitt, Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, datt et existenziell Problemer gëtt. Wéi soll do d'Musel iwwerliewen?

Derbäi kënnt, datt nach esou villes am Onkloeren ass. Keng Ausféierungsbestëmmunge si bekannt. Et ass fir de Secteur eng onméiglech Situatioun, och fir d'Chamber, déi hei ofstëmme muss iwwer e Gesetz, dat duerch nogelagert Bestëmmungen eng komplett aner Ausriichtung kréie kann. E Risiko, dee leider besteet!

Mir géifen dofir gär haut vun Iech wëssen, Här Minister, wat ze erwaarden ass. Sot eis wann ech gelift, wéi ee Prozentsaz vun der Hangneigung an d'Reglement ageschriwwe gëtt. Wéi ginn d'Distanzen definéiert? Wat genau fält ënnert déi Zonen, déi am Artikel 9 opgezielt sinn? Ass Iech bewosst, wat a wéi vill doduerch alles erausfält vu Wéngerten? Wéi soll dat goe mat den Ofstänn, fir kee Fleckenteppech op der Musel ze kréien, well et zesummenhängend Gebidder musse ginn, fir de Wäibau bedreiwen ze kënnen? Well soss muss vill, vill méi gesprëtzt ginn.

Däerf de Biowäibau nach Koffer asetzen, ouni Sécherheetsdistanzen? Wéi geet dat heibäi mat der Buedem- a Grondwaasserbelaaschtung?

D'CSV freet, datt de Secteur an d'Protvigne souwéi d'Landwirtschaftskummer eescht geholl ginn a beim Ausschaffe vun den Ausféierungsbestëmmungen a vum Aktiounsplang mat agebonne gi vun der ganzer Regierung, richtungsweisend! Et muss Dialog an Transparenz vun der ganzer Regierung mam Secteur herrschen, ëm deem seng Existenz et hei schliisslech geet.

Grad fir d'Uwendung vun dësem neie Gesetz ass et wichteg, d'Protvigne an déi lokal Helikoptergenossenschaften an hiren Daachverband ze stäerken, well déi këmmere sech ëm d'kollektiivt Organiséiere vun integréiertem Wäibau, RAKen, déi d'Sprëtze vun Insektiziden iwwerflësseg maachen, an esou weider.

Bei der praktescher Ëmsetzung vun dësen Texter muss den administrativen Opwand onbedéngt a Grenze gehale ginn. Mir froen och, fir dës Texter der Chamberskommissioun ze presentéieren - zurzäit, déi nogelagert Texter -, och wa mer natierlech wëssen, wéi d'Zoustännegkeetsopdeelungen hei sinn.

A schliisslech: Informéiert eis haut wann ech gelift, wéi d'Échéancë wäerte si fir d'Akraafttrieden! Et lafen nämlech Kontrakter respektiv et mussen der erneiert ginn. Wéi kënnen d'Wënzer sech elo orientéieren, wou se scho matzen an der Planung sinn? Dat ass scho guer net ze maachen, wann net d'Enn vun der Saison ofgewaart gëtt.

Ech bieden d'Regierung, d'Wënzer net am Stach ze loossen! Ech weess net, wéi de Wäibau et maache soll, fir d'Zukunft nach ze meeschteren. Ech weess och net, wéi et op der Musel an 20 Joer ausgesäit duerch dësen Text, ob et iwwerhaapt nach Wäibau do gëtt.

Dofir, Här Landwirtschaftsminister, mir soen Iech am Viraus Merci fir Ären Asaz, vun deem mir hoffen, datt Dir e bréngt fir d'Wënzer a fir d'Baueren! Setzt Iech an an iwwerloosst Ären Feld net deenen aneren, mä weist d'Berechtegung vun Ären Attributiounen an engem eegestännege Ministère. Loosst de Beruff net am Ree stoen, gitt op seng Suergen an! A suergt derfir, datt hei net ee géint deen aneren ausgespillt oder souguer opgehetzt gëtt, mä hëlleft dem Secteur! Hëlleft him, weiderhin e rationellen Asaz vu Produits phytopharmaceutiques maachen ze däerfen, soss wäerten et net méi ganz laang vill Wéngerten op der Musel ginn!

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci, Madame Modert. Wann ech elo richteg informéiert sinn, sinn d'Intervenanten op der Deputéiertesäit fäerdeg. Dann huet d'Regierung elo d'Wuert an ech hunn de Pleséier, den Här Minister Fernand Etgen hei op d'Tribün ze bieden.

Prise de position du Gouvernement

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.*- Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mir och, virewech dem Rapporteur, dem Kolleeg Gusty Graas, Merci ze soe fir säin exzellente Rapport. Merci awer och alle Spriecher, déi ausnahmslos, mengen ech, konstruktiv Bäiträg hei virbruecht hunn an dëser komplexer an dach sensibeler Matière. De Rapporteur ass schonns op eng Rei Punkten an dem Gesetzestext agaangen an ech wäert déi Punkte jiddefalls, op déi et eis ukënnt, net nach eng Kéier widderhuelen.

Esou wéi de Mënsch kann och eng Planz krank ginn. An esou wéi beim Mënsch muss dann och d'Planz behandelt ginn! Dat ka preventiv duerch Kulturmoossname geschéien. Eng Kulturmoossnam ass zum Beispill, fir d'Tomateplanzen ze iwwerdecken, fir datt se net naass ginn an doduerch net vum Pilz befall ginn.

Wann de Schutz vun esou Kulturmoossnamen net méi duergeet, da kënnt een a ville Fäll net derlaanscht, fir ze sprëtzen. D'Fro stellt sech natierlech, mat wat fir engem Produkt a wéi oft muss gesprëtzt ginn. Mäin Zil als Minister vun der Landwirtschaft, dem Wäibau a virun allem och als Minister vum Konsumenteschutz ass, bei der Produktioun vu qualitativ héichwäertege Liewensmëttelen den Impakt vun de Sprëtzmëttelen op Mënsch an Natur esou wäit wéi méiglech ze begrenzen.

Wéi séier déi Mëttelen an de Fokus vun der ëffentlecher Diskussioun kënne kommen, hu mer awer gesi bei dem Accident an der Belsch, deen eng direkt Auswierkung op eisen nationalen Drénkwaasserreservoir hat. Et ass duerfir wichteg, eng Gesetzgebung ze schafen, déi op där enger Säit kloer Limitte setzt, wat den Asaz vun deene Mëttelen ugeet, déi awer och de preventive Charakter net vernoléissegt. Net ze vergiessen, datt dëse Gesetzesvirschlag net nëmmen en Nidderschlag an der Landwirtschaft wäert hunn, mä och all aner Akteure mat aschléisst, sief dat den Handel, d'Gemengen, déi ëffentlech Verwaltungen, d'Eisebunnsgesellschaft an och d'Privatleit.

Dëst Gesetz setzt de Paquet Pesticides ëm, deen Enn 2009 scho vum Europaparlament adoptéiert ginn ass. Dëse Paquet beinhalt souwuel en europäescht Reglement wéi och eng europäesch Direktiv.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Dat europäescht Reglement enthält Bestëmmunge fir d'Zouloossung vu Planzeschutzmëttelen an hirer kommerzieller Form souwéi Bestëmmunge fir hir Mise sur le marché, hir Verwendung an hir Kontroll innerhalb der Europäescher Gemeinschaft. D'Reglement verbessert och den Niveau vun der Protektioun fir d'Gesondheet an d'Ëmwelt, dréit zu engem bessere Schutz vun der landwirtschaftlecher Produktioun bäi an erweidert a konsolidéiert de gemeinsame Maart vun de Planzeschutzmëttelen.

D'Direktiv schaaft e Kader fir eng nohalteg Verwennung vu Planzeschutzmëttelen, andeems op där enger Säit d'Risiken an d'Auswierkungen op d'Gesondheet an d'Ëmwelt reduzéiert gi bei hirer Verwennung an op där anerer Säit d'Uwennung vun engem integréierte Planzeschutz souwéi alternative Methoden oder Verfahre wéi net chemeschen Alternativen zu Planzeschutzmëttele gefërdert ginn.

Déi grouss Eckdaten an dëser Direktiv sinn d'Formatioun, de Plan d'action national, d'Helikoptersprëtzung, d'Kontroll vun dem Sprëtzen, d'Informatioun a Sensibilisatioun, spezifesch Moossname fir de Schutz vum Waasser an dem Drénkwaasser, d'Verréngerung vun de Planzeschutzmëttelen a spezifeschen Zonen - dat kann och bis zu engem Verbuet goen - an d'Handhabung an d'Lagerung vun de Planzeschutzmëttelen.

Bis den heitegen Dag, wou ech houfreg sinn, datt de Projet de loi an dëser Chamber gestëmmt gëtt, war et e laange Wee. Mir sinn an dësem Dossier leider a Verspéidung komm, well eréischt Enn 2011 - d'Direktiv war vun 2009 - Kloerheet geschafe ginn ass, datt de Landwirtschaftsministère d'Ausschaffe vun deem Projet de loi géif maachen. Well d'Direktiv bis Enn 2011 hätt missen ëmgesat ginn, krut de Ministère den 28. Mäerz 2012 eng Mise en demeure vun der Europäescher Kommissioun, op déi den 30. Mee 2012 reagéiert gouf an de Landwirtschaftsministère der Kommissioun matgedeelt huet, datt de Projet de loi amgaange wier ausgeschafft ze ginn.

Du koum de 26. Oktober 2012 den Avis motivé vu Bréissel an d'Wahrscheinlechkeet vun enger Saisine vun dem Europäesche Geriichtshaff ass ëmmer méi grouss ginn. Duerfir huet den 21. Dezember de Ministère der EU-Kommissioun geäntwert, an zu deem Zäitpunkt ass och den éischten Draft vun engem Projet de loi bäigeluecht ginn. Den 11. Januar 2013 huet du mäi Virgänger, de Romain Schneider, de Projet de loi an der Chamber déposéiert. Ech wëll dann och dovunner profitéieren, fir him och Merci ze soe fir seng gutt Viraarbecht.

Opgrond vun enger Ufro vum EU-Pilotsystem huet de Ministère den 23. August 2013 den éischte Projet vun dem Plan d'action national op Bréissel geschéckt, well deen och schonns zu deem Zäitpunkt hätt missen opgestallt a matgedeelt ginn. Dat Ganzt awer nach an der Optik, datt de Landwirtschaftsministère géif eng komplett Konsultatioun mat de concernéierten Akteure maachen, fir de Plang definitiv ze finaliséieren. Dëst huet d'Bréisseler Kommissioun awer net akzeptéiert an de Landwirtschaftsministère huet misse séier handelen an Enn Dezember 2013 eng éischt definitiv Versioun vun dem Plan d'action national op Bréissel schécken.

Bis haut huet awer d'Kommissioun weder op den Draft vum Projet de loi vun 2012 nach op de Plan d'action vun Enn 2013 e Feedback ginn. Duerch de permanente Kontakt vum Landwirtschaftsministère mat der EU-Kommissioun konnt évitéiert ginn, datt mer um Europäesche Geriichtshaff gelant sinn, well jo den Avis motivé schonns zanter dem 26. Oktober 2012 do war. Lëtzebuerg huet deemno an dësem Dossier och nach keng Strofe misse bezuelen.

Mat dësem Gesetz kréie mer dann endlech eng gesetzlech Grondlag fir d'Ëmsetzung vun der Direktiv 2009/128 a mir hunn dann am Prinzip d'Damoklesschwäert iwwer eise Käpp aus dem Wee geraumt. Dëst Gesetz fixéiert awer och nach Ëmsetzungsregelen, déi am Kader vun dem EU-Reglement 1107 vun 2009 musse geholl ginn, fir datt dëst Reglement och voll a ganz zu Lëtzebuerg applikabel ass. Well, och wann en EU-Reglement per se direkt applikabel ass, mussen awer bestëmmt Bestëmmungen am Gesetz virgesi sinn.

De Rapporteur ass schonn in extenso op déi verschidden Dispositioune vum Gesetz agaangen an ech wëll dat hei net méi widderhuelen. Erlaabt mer awer, op nach een Aspekt besonnesch anzegoen. Dëst Gesetz huet effektiv eng Rei Sanktioune virgesinn, an zwar gi souwuel administrativ wéi och penal Sanktiounen ageféiert. Op den éischte Bléck schéngen dës Sanktioune vläicht e bëssen hefteg ze sinn. Mä ech wëll awer drop opmierksam maachen, datt mer et hei mat potenziell gefäierleche Mëttelen ze dinn hunn, déi schwéier Konsequenzen op Mënsch, Déier an Ëmwelt kënnen hunn. A well och gréisser Gesellschafte kënnen a Konflikt mat dësem Gesetz kommen, sinn dës Sanktiounen, Här Reding, a mengen Aen och vollkomme gerechtfertegt!

Well dëse Projet de loi duerch déi viregt Regierung an der Chamber déposéiert gouf an och d'Zoustëmmung vun der CSV deemools am Ministerrot kritt hat, waren nach keng Règlements grand-ducaux ausgeschafft. Elo si mer awer e Schratt méi wäit, well fir zwee vun deene Règlements grand-ducaux, déi am Kader vun dësem Gesetz musse geholl ginn, leien éischt Ébauchë vir, déi ech lech elo hei kuerz wëll virstellen.

Fir d'Éischt de Règlement grand-ducal iwwert d'Formatioun fir professionell Benotzer vu Sprëtzmëttelen. An dësem Reglement geet et haaptsächlech ëm d'Formatioun, déi vun den EU-Direktiven zur nohalteger Notzung vun de Sprëtzmëttele gefuerdert gëtt. Ähnlech wéi an der Belsch wäerten et zu Lëtzebuerg véier Zilgruppe ginn: éischtens de professionelle Benotzer vu Sprëtzmëttelen, zum Beispill Bauere, Wënzer, Gäertner, Landschaftsgäertner, Gemengenaarbechter; zweetens d'Mataarbechter vu professionelle Benotzer, wa si och Sprëtzmëttelen ausbréngen; drëttens den Händler vu professionelle Sprëtzmëttele respektiv Beroder; a véiertens den Händler vu Sprëtzmëttele fir den Amateurberäich.

D'Membere vun deenen eenzelnen Zilgruppen däerfen hirer Beschäftegung an Zukunft nëmmen nach nogoen, wa si en entspriechende Certificat hunn. Dëse Certificat kritt ee just ausgestallt, wann een eng entspriechend Schoulausbildung noweise kann. Diplomer vun zum Beispill der Akerbauschoul oder enger pertinenter Héichschoul ginn an dësem Kontext unerkannt. Déi Leit, déi bis ewell keng esou eng Ausbildung hunn, kënnen un enger un d'Zilgruppen ugepasster Formatioun deelhuelen, fir hire Certificat ze kréien. Dës Certificate sinn da siwe Joer laang gülteg a gi verlängert, wann ee bannent deene siwe Joer un enger Formation continue deelhëlt.

D'Theme vun der Formatioun si graff duerch d'EU-Direktive virginn an ëmfaassen zum Beispill d'korrekt Benotze vu Sprëtzmëttelen, d'Risike fir Mënsch an Ëmwelt a méiglech Alternativen zu de Sprëtzmëttelen.

Här Turpel, et steet néierens geschriwwen, datt d'Formateuren nëmme sollen aus dem Secteur agricole kommen. Am Géigendeel, et ass expressément virgesinn, datt och Leit aus dem Environnement sollen déi do Coursë kënnen halen. Den Text schléisst dat och guer net aus.

Fir datt eis Statistiken an Zukunft méi genee ginn, ass och virgesinn, datt d'Händler an Zukunft mussen noweise kënnen, u wie si wéini wéi ee Sprëtzmëttel verkaaft hunn. Just Leit mat engem Certificat dierfe professionell Sprëtzmëttele kafen. Op all Verkafsplaz muss op d'mannst een zertifizéierten Händler präsent sinn, fir de Keefer adequat ze beroden. An ech mengen, dat ass eng Äntwert op d'Fro vun der Madame Hansen.

Zousätzlech ginn allgemeng Regele gesat, wat d'Lagerung vu Sprëtzmëttelen, déi perséinlech Schutzausriichtung vum Uwenner an déi korrekt Entsuergung vu Verpackungen oder Reschter vu Planzeschutzmëttelen ugeet.

Dem Här Reding wollt ech hei nach soen, datt d'Neonikotinoide verbuede sinn op Bréisseler Niveau, an dat wäert an der Zukunft och laut dem Principe de précaution esou bleiwen.

Da wëll ech nach zum Reglement kommen, dat de Sprëtzhelikopter ubelaangt. Obschonns datt de Remembrement d'Bewirtschaftung vun de Wéngerten op deene meeschte Plaze wesentlech vereinfacht huet, bleiwen haut nach ëmmer 1.000 ha Wéngert mat enger Neigung vun iwwer 15%. Vun dësen 1.000 ha hunn 360 ha eng Hangneigung vun iwwer 30%. An dëse Wéngerte sinn d'Sprëtzunge vum Bued'em aus mat de Maschinne praktesch net méiglech. Zousätzlech ass d'Schaffe mam Trakter an dëse géie Wéngertsbierger mat engem ganz héijen Aarbechtsrisiko verbonnen. Den Helikopter ass also och nach haut e wichtegt Hëllefsinstrument fir de Lëtzebuerger Wäibau, haaptsächlech aus der Siicht vun der Aarbechtssécherheet.

Och aus der Siicht vum Verbraucher- an Ëmweltschutz spillen d'Helikoptergenossenschaften a mengen Aen eng ganz positiv Roll. D'Sprëtzunge mam Helikopter gi streng vum Stat kontrolléiert. Et gi keng Insektiziden ausbruecht an d'Personal op de Landeplazen ass qualifizéiert. Nëmmen duerch den Asaz an den Engagement vun den Helikoptersprëtzgenossenschafte konnte mir praktesch dat ganzt Lëtzebuerger Wäibauareal mat dem biologesche RAK-Verfahre géint den Hee- a Sauerwuerm ofdecken. E groussen Nodeel vum Helikopter ass awer déi heich Ofdrift vun de Planzeschutzmëttelen.

D'Regierung ass sech de Vir- an Nodeeler vun dem Ausbrénge vu Planzeschutzmëttele mam Helikopter am Lëtzebuerger Wäibau bewosst an huet duerfir am Projet de loi proposéiert, d'Sprëtze mam Helikopter am Wäibau just nach an deene Wéngerten ze erlaben, wou d'Sprëtzunge mam Trakter ze gefäierlech sinn. Duerfir ass ugeduecht, am Kader vum Règlement grand-ducal eng Mindesthangneigung vun de Wéngerte festzesetzen, déi nach mam Helikopter gesprëtzt dierfe ginn. Zousätzlech musse Sécherheetsdistanzen zu Haiser, Gäert, ëffentlechen Ariichtungen, Gewässer, Biowéngerten a Waasserschutzzone vum Helikopter agehale ginn.

D'Joer 2015 wäert an dësem Sënn awer nach en Iwwergangsjoer bleiwen, wou eenzel Dispositiounen nach wäerte méi flexibel gehandhabt ginn. Doduerch soll séchergestallt ginn, datt d'Wënzer genuch Zäit hunn, fir Alternativen ze organiséieren, wéi zum Beispill e Raupenmechanisierungssystem.

Am Kader vun dem PDR ass dann och geplangt, esou innovativ an ëmweltschounend Steillagen-Mechaniséierungssystemer ze subventionéieren. Mir wäerte jiddefalls alles drusetzen, fir de Wënzer zur Säit ze stoen an hinnen esou de Wee an d'Iwwergangsphas an och déi Phas duerno esou einfach wéi nëmme méiglech ze maachen.

Dernieft dierf och net méi all Sprëtzmëttel mam Helikopter ausbruecht ginn, mä nëmmen nach déi manner gefäierlech Produkter. Natierlech muss d'Bevëlkerung informéiert ginn an de betraffenen Uertschaften. Déi aner Reglementer, déi op Basis vun dësem Gesetzestext musse geholl ginn, sinn och an der Ausaarbechtung.

Da kéim ech nach zum Plan d'action national. Opgrond vun der Feststellung vun der Belaaschtung vun eisem Waasser mat Sprëtzmëttelréckstänn sinn dräi interministeriell Taskforcen tëschent dem Landwirtschaftsministère an dem Ëmweltministère gegrënnt ginn. An enger vun dësen Taskforcë geet et ëm d'Iwwerschaffe vum Plan national. D'Iddien an d'Elementer, déi duerch Consultation publique vum PAN gesammelt goufen, ginn an dëser Taskforce diskutéiert, fir da gegebenenfalls an de Plan d'action national anzefléissen.

Ech wëll awer elo schonns ervirhiewen, datt e puer vun deene Stellungnahmen interessant Iddien a Pisten hunn an ee se weiderverfollege kann, fir se an de PAN afléissen ze loossen. Hei wëll ech awer och ganz kloer nach betounen, datt och d'Landwirtschaftskummer an déi do Diskussiounen x-mol agebonne ginn ass. A fir d'Lescht hu si hir Kommentaren zum Plan d'action den 8. August 2014 matgedeelt.

An deem Sënn kann ech d'Motioun, déi vun den Deputéierte Gusty Graas, Henri Kox a Frank Arndt initiéiert an hannerluecht ginn ass an déi sech souwuel op d'Ausschaffe vum Règlement grand-ducal iwwert d'Participatioun vum Public beim Ausschaffe vum Plan d'action national wéi och iwwert d'Adaptatioun vum Plan d'action national selwer bezitt, nëmme begréissen a ka se och ouni Weideres akzeptéieren.

Dann hat d'Madame Hansen nach no der Kontroll vun de Sprëtze gefrot gehat. Dat ass wichteg, an am Kader vun der Landschaftsfleeg loossen elo schonns ëm déi 90% vun de Baueren a Wënzer hir Sprëtzen no deene Standarde kontrolléieren, déi bis 2016 sollen a Kraaft trieden. Do sti mer also gutt do. Dat Ganzt kann dann an engem Règlement grand-ducal festgehale ginn.

Beim Private geet et ëmmer méi a Richtung vu fäerdege Sprëtze mat engem Inhalt, deen normalerweis Klass C, also manner gëfteg ass. An ech mengen, beim Private sinn déi Kontrolle wierklech vill méi schwéier do duerchzeféieren, an duerfir ass u sech deen Ënnerscheed do gemaach ginn.

Schlussendlech wëll ech och drop hiweisen, datt am Programme de développement rural, dee mir zu Bréissel virgeluecht hunn, eng Rei Mesurë virgesi sinn, déi dem Bauer, dem Wënzer an dem Gäertner an dësem Kontext sollen hëllefen.

D'Madame Hansen hat gefrot, wéi eng Richtung am Fong geholl d'Regierung sech gesat huet. Ech mengen, dat Eischt ass ëmmer nach, deen éischte Wee ass ganz kloer an enger Reduktioun vun de Sprëtzmëttelen ze sichen. Ech mengen, d'Bauere si jo och op deem Wee an op deem Punkt ganz sensibel a schaffen exzellent mat. Ech mengen, et ass esou, wéi et hei scho gesot ass ginn: D'Bauere maachen net futti, wat si selwer liewe léisst, an dat ass de Buedem an dat ass d'Waasser.

Deen zweete Wee, deen ech wollt weider ausbauen, ass dee vun der Substitutioun. Dat heescht, et geet drëms, déi geféierlech Sprëtzmëttelen ze ersetzen duerch ongëfteg Substanzen oder ekologesch Verfahren.

An ech mengen, deen drëtte Wee ass ganz kloer deen - wéi d'Madame Hansen et och nogefrot hat - am Beräich vun den ëmweltschounende Verfahren. An der Reduktioun vu Planzeschutzmëttele gëtt vill gefuerscht. D'Erausfuerderung besteet einfach doranner, d'Resultater vun der Fuerschung esou séier wéi méiglech an der Praxis ëmzesetzen. Dat geet awer nëmmen iwwer eng performant Berodung an eng cibléiert Weiderbildung.

Ech mengen, dass mer och de Moment schonn am Kader vum PDR eng ganz Rei Elementer hunn a besonnesch eng ganz Rei nei Mesurë geholl hunn. Am Kader vun der Landschaftsfleegeprim a mam Parzellepass gëtt et eng Informatiounsflicht vum Dünger a vu Planzeschutzmëttelen...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Minister, Dir misst esou lues zum Schluss kommen. Ech hunn lech e bësse Latitüd gelooss, well Dir och zur Motioun Stellung geholl hutt. Mä Dir misst awer elo zur Konklusioun kommen.

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.*- Jo, da fueren ech stéchwuertaarteg weider. Et däerf kee Roundup méi gesprëtzt ginn an deene Parzellen, wou am Hierscht näischt ageséit gëtt. An den Natura-2000-Gebidder ginn d'Rodentizide verbueden.

Aner Mesurë si verschidden Optioune mat Verzicht op Herbiziden oder Insektiziden, Extensivéierung vu Gréngland. Och am éischte Pilier mat den Zwëschefriichte kann een am Fong relativ villes maachen. Aner Stéchwierder: Ackerrand- a Blühstreifenprogramm, Bongerteprogramm, d'Schafe vu Bordurë laanscht d'Waasserleef, wou iwwerall den Asaz vu Planzeschutzmëttele verbueden ass an eng substanziell Erhéijung vun de Primme bei der Bioland-wirtschaft.

Ech mengen, et sinn och schonns eng Rei Mesurë virgesi fir déi ausgewise Waasserschutzzonen. Ech mengen, och do waart d'Landwirtschaft drop, datt déi sollen ausgewise ginn, an dorunner gëtt zilstrebeg geschafft.

Ech hunn zesumme mat der Madame Dieschbourg ausgemaach, datt, soubal wann och de PDR vu Bréissel zréckkënnt, mer opgrond vun deenen neien Erkenntnisser no deenen Accidenter eis dann an der Taskforce zesummesetzen an eis Mesuren am Liicht vun deenen neien Donnéeën evaluéieren a kucken, ob mer déi mussen iwwerdenken.

Ech mengen, dës Oplëschtung, déi ech elo hu missen am Schnellverfahren, Här President, maachen, ass net exhaustiv an ëmfaasst haaptsächlech déi nei Mesuren. Déi al Mesuren, wéi de RAK op der Musel an esou weider oder déi aner Mesuren am PDR gi selbstverständlech weidergefouert.

Als Konklusioun kann een nach just soen: Dëst Gesetz, zesumme mat senge Reglementer a mat dem Aktiounsplang, ass wichteg an néideg. Et ass wichteg, datt mer all déi Instrumenter an d'Hand kréien, fir eng kontrolléiert Utilisatioun vun de Planzeschutzmëttelen ze garantéieren am Interessi vum Benotzer a vum Konsument. Et ass néideg, well mer eng Obligatioun hunn...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Minister.

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.*- ...vis-à-vis vun der Europäescher Unioun. Nach eng Minutt, Här President...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Neen, Här Minister, Dir kommt elo zur Konklusioun, wann ech gelift.

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des*

consommateurs.- Genau. Ech si bei der Konklusioun.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, awer direkt.

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.*- Wa mer keng national Moossnamen huelen, de Secteur vun de Pflanzeschutzmëttelen ass ee ganz evolutive Secteur, deementspriechend ass och dëst Gesetz a besonnesch den Aktiounsplang, deen heirobber baséiert, als een evolutive Prozess unzegesinn, deen eng permanent Evaluatioun verlaangt.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Minister, ech wëll lech just soen, mir hunn zënter enger gewësser Zäit e Knäppchen hei uewen, mat deem mer de Mikro kënnen ausmaachen. Da géif ech lech elo just nach ee Saz ginn, fir zouzemaachen, soss misst ech dee Knäppchen asetzen. Merci.

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.*- Bon, Merci, Här President.

(Hilarité)

An deem Sënn, wéi de President gesot huet, géif ech dann d'Chamber bieden, dëse Gesetzestext ze stëmmen...

Plusieurs voix.- Aaahhh!

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.*- ...an esou eng nei Ära anzelauden, fir eng nohalteg Notzung vun de Planzeschutzmëttelen, mat enger kompetitiver, op Wirtschaftlechkeet ausgeriichter Landwirtschaft...

(Extinction du micro par la présidence)

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dir hutt mir d'Geleeënheet ginn, Här Minister, fir d'éischte Kéier dee Knäppchen auszeprobéieren. Ech wëll lech soen, dass e geet. A vu dass Dir de Minister sidd fir d'Relatioune mam Parlament,...

(Hilarité)

...géif ech lech bieden, dass dat hei zweemol geschitt ass: fir d'Éischt a fir d'Lescht. Merci.

(Hilarité générale)

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6525 et dispense du second vote constitutionnel

Sou, da géife mer elo zur Ofstëmmung kommen iwwert de Projet de loi 6525. De Vote huet ugefaangen an ass och schonn eriwwer. An de Projet ass mat 32 Jo-Stëmmen, 5 Nee-Stëmmen, 23 Enthalungen ugeholl.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par Mme Claudia Dall'Agnol), Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox (par Mme Josée Lorsché), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Se sont abstenus: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt) et Laurent Zeimet.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vote ze ginn?

(Assentiment)

Da soen ech lech Merci.

Motion 1

Ass d'Chamber dann och, nodeem d'Regierung bereet ass, d'Motioun unzehuelen, bereet, fir à main levée driwwer ofzestëmmen? Vote électronique?

(Assentiment)

An der Rei. De Vote électronique ass gefrot.

Et gëtt nach eng Wuertmeldung.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Ech maachen och séier. Merci, Här President.

Als CSV wäerte mer eis bei der Motioun enthalen. Mat verschiddene Saache kéinte mer liewen, zum Beispill mat dem Kompetenzzentrum. Dee géif ech zwar och net „Centre de compétence" - wéi steet hei? - „conseil agricole intégré" nennen, mä da fir eng integréiert Landbewirtschaftung.

Mä mir mussen eis enthalen a mir wäerten eis enthalen, well mer net nëmme mat engem Règlement grand-ducal averstane wieren, dee mer gären esou séier wéi méiglech hätten. Mir hätte se gär alleguer esou séier wéi méiglech. Awer mir wëlle gär virdru wëssen, wat drasteet, ier mer zum Minister soen, hie soll se unhuelen. Also wäerte mer eis hei enthalen. Merci.

M. Serge Wilmes *(CSV).*- Mir kafe keng Kaz am Sak.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Soss nach Wuertmeldungen? Da kënne mer zur Ofstëmmung iwwergoen.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmmung huet ugefaangen an ass och schonn eriwwer.

(Interruptions diverses et hilarité)

An de Projet ass mat 32 Jo-Stëmme bei 28 Enthalungen ugeholl. D'Motioun, entschëllegt. Entschëllegt, et gëtt och bei mir spéit.

Also, d'Motioun ass mat 32 Jo-Stëmme vis-à-vis vun 28 Abstentiounen ugeholl. Ech ginn dovun aus, dass d'Abstentioune motivéiert sinn.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par Mme Claudia Dall'Agnol), Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox (par Mme Josée Lorsché), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Se sont abstenus: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt) et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Da soen ech lech Merci a mer géifen dann zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen, dem Projet 6672.

(Brouhaha)

Wann ech gelift nach e bësse Konzentratioun. Wa kleng Sëtzunge sinn, et gëtt hei Raimlechkeeten, fir déi ofzehalen. Villmools Merci.

Et ass de Projet 6672, eng Direktiv iwwert déi sanitär Regelen am Beräich vun Déierenënnerprodukter an anere Produkter, déi net fir de mënschleche Gebrauch bestëmmt sinn. D'Wuert huet direkt de Rapporteur, den honorabelen Här Edy Mertens.

Ah, ech hu gesot kritt, ech misst de Mikro vum Riedner erëm umaachen.

(Hilarité)

6. 6672 - Projet de loi

1) relatif à la mise en application du règlement (CE) n°1069/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine et abrogeant le règlement (CE) n°1774/2002;

2) relatif à la mise en application du règlement (UE) n°142/2011 de la Commission du 25 février 2011 portant application du règlement (CE) n°1069/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine et portant application de la directive 97/78/CE du Conseil en ce qui concerne certains échantillons et articles exemptés des contrôles vétérinaires effectués aux frontières en vertu de cette directive; et

3) modifiant la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés

Rapport de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture, du Développement rural et de la Protection des consommateurs

M. Edy Mertens *(DP), rapporteur.*- Bon, schlecht wier et net.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wat et méi spéit gëtt, gëtt et elo ëmmer méi sténkeg an ëmmer méi grujeleg. Ech schwätzen lech iwwert de Projet 6672, deen ech lech haut hei presentéieren, de Rapport. Et ass de Projet iwwert d'Sous-produits animaux a wéi ee mat deenen ëmgeet, wann ee se dann huet.

Dëse Gesetzesprojet ass den 31. Mäerz 2014 vum Landwirtschaftsminister déposéiert ginn. De 24. Juni gouf dann e Rapporteur zu deem Projet genannt. Fir d'Detailer doriwwer, iwwert d'Avise vun de Beruffskummeren an och iwwert de Statsrot souwéi der Aarbecht an de Kommissiounssëtzungen, verweisen ech op mäi schréftleche Rapport.

Här President, vill froe sech bestëmmt, wat ass dat, Sous-produits animaux, iwwerhaapt. Ma dat sinn all déi Deeler vun engem Déier, déi de Mënsch net consomméiere kann. Am Fachjargon sinn dat Deeler, déi net fir d'mënschlech Consommatioun also gebraucht kënne ginn, sief dat, datt se beim Schluechte vu Béischten, bei der Veraarbechtung vu Produiten, déi aus Déieren hiergestallt ginn, bei der Eliminatioun vun Déierekadaveren entweder am Stroosseverkéier, oder wa se awer Krankheete mat sech droen, wa gekeult huet misse ginn, wou also ganz Ställ hu misse geschluecht a vernicht gi wéinst enger Krankheet. Konkret sinn et haaptsächlech d'Innereien, d'Kadaveren awer och de Piff. Dofir hat ech vum Geroch geschwat.

D'Zil vun dësem Projet ass et am Fong, fir sécherzestellen, datt beim Ëmgang, bei der Valorisatioun, beim Recyclage a bei der Eliminatioun vun esou Sous-produits animaux sanitär Regelen agehale ginn, fir datt duerch dës Produite keng Krankheeten, weder op de Mënsch nach op d'Déieren, iwwerdroe kënne ginn. Dowéinst definéieren dës Reglementer och d'Regele fir den adequaten Transport an de Stockage vun esou Produiten.

De Gesetzesprojet vun haut ass am Fong eng Mise en application vun zwee europäesche Reglementer, déi ewell säit dem 4. Mäerz 2011 direkt fir Lëtzebuerg gëllen, mä et huet fir d'Europäesch Kommissioun un engem Uspriechpartner gefeelt, also eng kompetent Autoritéit, déi kuckt, datt déi Dispositiounen, déi duerch dës Reglementer a Kraaft getruede sinn, och hei zu Lëtzebuerg dann applizéiert kënne ginn.

Dësen Uspriechpartner hu mer elo definéiert an dësem Projet de loi, an dat ass de Minister fir d'Agrikultur, also de Minister fir d'Agrikultur a fir d'Protection du consommateur. Dësen delegéiert dann zum Beispill d'Kompetenz fir d'Gestioun vun de Kadaveren, d'Kompetenz fir alles, wat d'Kollekt, d'Transformatioun an d'Eliminatioun vun den Déierenoffäll betrëfft, virun un d'Administration vétérinaire.

Doniewent sinn d'Ëmweltverwaltung an d'ITM zoustänneg fir d'Autorisatioune fir d'Installatiounen, déi esou Produiten entweder stockéieren, transforméieren oder eliminéieren. Da gëtt och nach d'ASTA, den technesche Service vum Landwirtschaftsministère, als zoustänneg erkläert, fir sécherzestellen, datt, wann esou Produiten als Déierefudder benotzt ginn, all d'Virschréfte respektéiert ginn.

D'Festleeë vun deene kompetenten Autoritéite war och noutwendeg ginn, well et bei enger Kontroll, wéi ee seet, zu Lëtzebuerg den Experten opgefall ass, datt si eigentlech kee richtegen - an deem Beräich do -, kee richtegen Uspriechpartner hei an deem Domän haten.

Dës Administratioune sinn also kompetent, fir d'Autorisatiounen an d'Agrémenten ze verginn am Kader vun Obligatioune vun dëse Reglementer. Zudeem kënnen dës Administratiounen och Kontrolle maachen. A wa se dobäi eng Infraktioun feststellen, da kënne se och Sanktioune géint dee Betraffenen ausschwätzen. Dës Infraktiounen an och déi dorop stoend Sanktiounen hu missen duerch dëse Projet de loi festgeluecht ginn.

De Statsrot hat souguer eng Opposition formelle ausgesprach, well mer net explizit genuch all Sanktioun fir all Infraktioun definéiert haten. Si hunn do geschwat vun der Schéier, déi ze wäit ausernee geet bei deenen am penale Volet. Ech wëll lech dat awer erspueren. Mir hunn deem Rechnung gedroen an déi Infraktioune sinn elo ganz prezis am Projet de loi enthalen. Well dat war e ganze Wälzer an och an dem Projet, an dem Rapport, deen ech lech ginn hunn, oder wou Der Ableck hutt, do gesitt Der, datt déi ganz exakt opgefouert sinn an datt sinn e puer Säite voll.

Zudeem mussen dës Beamten, fir däerfen dës Kontrollen duerchzeféieren an d'Infraktioune festzestellen, eng Formatioun absolvéieren, fir datt se däerfen als Officier de police judiciaire agéieren.

An dësem Projet hu mer och festgehalen, datt, wann een eng Demande fir en Agrément mécht am Kader vum Offallgesetz oder vum Établissements-classés-Gesetz, een dann net och muss eng Demande maachen am Kader vun dësem Gesetz. Dat vläicht am Sënn, fir en Deel bäizedroen zur Simplification administrative.

Dann huet de Statsrot eis och drop opmierksam gemaach, datt dëse Projet de loi keen Délai transitoire fir eng Mesure däerf festleeën, well d'Dispositiounen aus de Reglementer de facto ewell säit 2011 applikabel sinn an net eréischt beim Akraafttriede vun dësem Gesetz. Deem hu mer selbstverständlech och Rechnung gedroen.

Zum Schluss huet de Statsrot sech och dru gestéiert, datt mer den Délai de recours, deen engem zousteet, falls ee Bedreiwer vun enger Installatioun säi Buttek zougemaach kritt oder säi Betrib, well e sech net un d'Virschréfte gehalen huet, op 40 Deeg statt deenen üblechen dräi Méint festgeluecht hunn. De Landwirtschaftsminister huet awer erkläert a gemengt, datt dësen Délai, well et hei awer ëm d'Santé publique geet, bewosst soll méi kuerz sinn. Deem hu mer do Rechnung gedroen.

Här President, d'Landwirtschaftskummer huet eis och drop opmierksam gemaach, datt d'lëtzebuergesch Baueren iwwer 6.000 ha Land am noe Grenzgebitt bewirtschaften an datt, wann dës Bauere wëllen de Piff vun hirem Baueren-haff zu Lëtzebuerg op hir Felder an d'Belsch, zum Beispill an d'Wallonie, féieren, da musse se fir all Transport en Dokument bäileeën, also am Besëtz vun engem Dokument sinn, wann d'Kontroll kënnt.

Do kann ech d'Beruffskummer vun der Landwirtschaft berouegen a soen, datt en attendant d'Regierung en Accord bilatéral mat der Wallonie an deem Dossier fonnt huet, fir dës bürokratesch Moossnam aus der Welt ze schafen. Fir den Transport iwwert déi aner Grenzen zu Däitschland a Frankräich, do ass absolut kee Problem, well déi dat Dokument net froen. Do kann een einfach esou fueren, do huet et nach ni Schwieregkeete ginn, esou d'Erklärung vun eise Fachleit.

Dat gesot, bréngen ech hei och den Accord vun der DP-Fraktioun zum virleiende Gesetzestext an ech soe villmools Merci der ganzer Kommissioun, de Fachleit vun dem Ministère de l'Agriculture, vun dem Service vétérinaire, déi eis vill dora gehollef hunn, an och villmools Merci dem Här Christian Lamesch, deen eis och gehollef huet, dee Bericht ze schreiwen.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Rapporteur. An éischt ageschriwwe Riednerin ass d'Madame Martine Hansen. Madame Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech soen dem Rapporteur, dem Här Edy Mertens, villmools Merci fir säi Rapport an ech probéiere mech och ganz kuerzzehalen.

Als CSV begréisse mer d'Ëmsetzung vun dësen europäesche Reglementer an d'Lëtzebuerger Gesetzgebung mam groussen Zil, fir d'Santé publique an animale zousätzlech ofzesécheren, well leider kommen ëmmer erëm Skandaler am Liewensmëttelberäich vir. Skandaler, déi mer zwar meeschtens importéieren, wann een dat esou ka soen, awer ënnert deenen eis Betriber am Liewensmëttelberäich an och eis landwirtschaftlech Betriber ganz dacks musse leiden. Duerfir ass et wichteg, datt mer hei kloer Regele schafen.

Well de Rapport esou ausféierlech war, ginn ech och just op zwee Punkten an. Den éischte Punkt ass den Transport vun der Gülle. Den Här Mertens hat deen och ugeschwat. Am Artikel 7 steet, datt den Transport vun der Gülle, Lisier, ouni Document commercial an ouni Certificat sanitaire innerhalb vum Grand-Duché méiglech ass. Mer hunn och héieren, datt de Problem mat der Wallonie, dee bestanen huet, duerch ee bilateraalt Ofkommes geléist ass. Dat begréisse mer natierlech.

Op där anerer Säit wëll ech awer nach eemol drop hiweisen, datt ähnlech Problemer kéinte mat Däitschland a Frankräich entstoen an datt mer an deem Fall musse prett sinn, fir dës op eng administrativ einfach Aart a Weis kënnen ze regelen.

Dann hunn ech awer nach eng méi allgemeng Fro, déi ech u sech gäre géif stellen. Déi ass mer eréischt agefall, wéi ech dee Projet de loi nach eng Kéier am Detail duerchgelies hunn. Hei steet oder hei gëtt ëmmer nëmme vum Begréff Lisier, Gülle geschwat. Ech froe mech hei - ech weess net, ob den Här Minister dat elo matkritt -, mä ech froe mech, wéi eng Bestëmmunge da beim Fumier bestinn, bei der Mëscht, beim Purin, bei der Jauche oder och beim Mëschtkompost. Wéi gesot, am Gesetz geet just iwwer Lisier rieds.

An dann nach kuerz zur Simplification administrative, déi de Conseil d'État uschwätzt, déi och den Här Mertens ugeschwat huet. Den Artikel 5 Paragraph 2 gesäit vir, datt, wann d'Demande d'agrément oder d'Genehmegungsprozedur ënnert d'Applikatiounsfeld vum Gesetz iwwert d'Établissements classés fält oder ënnert d'Offallgesetz, da muss een zousätzlecht Exemplar vum Genehmegungsdossier un d'Émweltverwaltung geschéckt ginn.

Ass dëst am Sënn vun der Simplification administrative wierklech noutwendeg? Dat huet sech och de Conseil d'État gefrot. An hien hat zwou Pisten opgezeechent: eemol déi vun engem Guichet unique oder och, fir d'Demanden an digitaler Form kënnen eranzeginn.

Den Här Minister huet an der Kommissiounssëtzung vum 24. Juni gesot - ech zitéieren de Rapport: «Monsieur le Ministre souligne qu'il a sérieusement considéré ce souhait du Conseil d'État de pousser davantage la simplification. L'Administration de l'environnement préconise toutefois cette façon de procéder.», an dunn ass déi „façon de procéder" och elo emol esou bäibehale ginn.

Ech wëll gäre vum Här Minister Etgen wëssen, wéi eng Prozedur hie genau virgesinn hätt, wann d'Émweltverwaltung elo net op dës Prozedur gepocht hätt, an ob hie wëlles huet, dës méi spéit ëmzesetzen.

Mat dëser ofschléissender Fro ginn ech den Accord vun der CSV-Fraktioun zum Gesetzesprojet 6672.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci der Madame Hansen. Zu Wuert huet sech gemellt den Här Arndt.

M. Frank Arndt *(LSAP).*- Här President, ech kommen net erop; ech schléisse mech just de Wierder vum Rapporteur, dem Edy Mertens, un, an ech soen him Merci fir deen ausféierleche Bericht.

Ech mengen, deem ass näischt méi zouzefügen, an ech schloen da vir, dass eis LSAP-Fraktioun dee Gesetzestext hei integral géif matstëmmen.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Arndt. Den Här Gérard Anzia.

M. Gérard Anzia *(déi gréng).*- Jo, Här President. Och vun der grénger Fraktioun géife mer e grousse Merci soen un de Rapporteur fir säin ausféierleche Bericht.

An ech bréngen domat och den Accord vun der grénger Fraktioun hei eran.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

Den Här Reding.

M. Roy Reding *(ADR).*- Här President, ech wollt just eng kleng Remarque maachen. Ursprénglech wollt d'Regierung virgesinn, de Minister kéint d'Exklusivitéit vun der Collecte de cadavres - dat sinn déi Béischten, déi duerch Accident oder Krankheet stierwen - engem privaten Organismus iwwerdroen. A mat Recht huet de Statsrot dat bemängelt a gesot, esou eng Bestëmmung wier contraire zum EU-Recht.

D'Majoritéit huet do noginn, an den Text seet elo, de Minister kéint engem oder méi Betriber déi Aufgab iwwerdroen, ouni vun enger Exklusivitéit ze schwätzen. Ech hoffe just, datt dat och elo an de Fakte liberal gehandhabt gëtt an net e Monopol bleift, ähnlech wéi mer dat haut zum Beispill beim Contrôle automobile kennen.

Wéi bei deem viregte Projet kritiséiere mir als ADR hei véier Punkten:

- éischtens, datt ze vill Autoritéite Kompetenz hu fir de Contrôle; hei sinn et der zwar nëmme véier anstatt zéng;

- zweetens, datt nuets kann op Bauerebetriber enquêtéiert ginn;

- drëttens, datt d'Strofmooss och hei extrem héich ass, obwuel et nëmme sechs Méint Prisong an nëmmen 100.000 Euro Amende sinn, woubäi esou spannend Saache wéi zum Beispill «[celui qui] ne veille pas au respect des règles générales d'hygiène» schonn ënner Strof stinn a sanktionéiert ginn,

- a véiertens, datt de Recours en réformation viru Geriicht géint ministeriell Sanktiounen op 40 Deeg beschränkt ass anstatt déi normal dräi Méint.

An aus all deene Grënn stëmme mir géint dat Gesetz.

Merci.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Reding. Zu Wuert gemellt huet sech de Justin Turpel. Här Turpel, Dir hutt d'Wuert.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Mir stëmme fir dee Projet, well en d'Regelen an d'Kontrollen an deem Beräich do verbessert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

Domat si mer um Enn vun der Diskussioun. An d'Wuert huet de Landwirtschaftsminister, den Här Fernand Etgen. Dir hutt zéng Minutten.

Prise de position du Gouvernement

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.*- Merci, Här President, fir Är Generositéit. Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt wëll ech dann och dem Rapporteur Merci soen, dem Dokter Edy Mertens, fir säi kloren, prezis formuléierte Rapport. Merci och deene verschiddene Fraktioune fir déi breet Énnerstëtzung fir dëse Projet.

Duerch dëse Projet wëlle mer déi national Émsetzung vun zwee europäesche Reglementer garantéieren, déi sech mat de sougenannten „sous-produits" beschäftegen. Et handelt sech engersäits ëm d'Reglement Nummer 1069/2009 vum europäesche Parlament a vum Conseil vum 21. Oktober 2009 an anerersäits ëm d'Reglement Nummer 142/2011 vun der Kommissioun.

Ënner Sous-produits versteet een Offäll, déi vun Déiere stamen, déi bei der Déiereproduktioun an der nogelagerter Liewensmëttelproduktioun ufalen, wéi zum Beispill Gülle, Mëscht, Déierekadaveren, Schluechtoffäll, awer och Liewensmëttel, déi aus iergendengem Grond deklasséiert an aus der Liewensmëttelketten erausgeholl ginn.

D'Haaptaufgab vun der neier Reglementatioun ass, déi genee Regele festzesetzen iwwert de Gebrauch, d'Applikatioun, de Recyclage an d'Eliminatioun vun de Sous-produits, an dat ënner strengste Sécherheetskonditiounen. Dat Ganzt ass geduecht, fir d'Verbreedung vu Krankheetserreger ze verhënneren an en héije Schutz vun der ëffentlecher Gesondheet ze garantéieren. Et muss ee wëssen, datt dës europäesch Reglementatioun an der Suite vun der BSE-Kris geholl ginn ass, well festgestallt gouf, datt duerch d'Verfiddere vun Déieremiel, wou och Déierekadaveren dra verschafft goufen, de BSE op eng gewëssen Zuel vu Béischten iwwerdroe gouf.

Déi verschidden Offäll goufen an dräi Kategorien ënnerdeelt an däerfe jee no Risiko zu verschiddenen Zwecker genotzt ginn:

- D'Kategorie 1, déi haaptsächlech Déierekadaveren erfaasst, muss duerch Verbrennung zerstéiert ginn;

- d'Kategorie 2, déi haaptsächlech aus verschiddene Risikooffäll besteet, däerf iwwert d'Biogas- oder d'Kompostanlagen entsuergt respektiv zu techneschen Zwecker genotzt ginn,

- während d'Kategorie 3, déi haaptsächlech beim Schluechte vu gesonden Déieren ufält oder am Handel als Liewensmëttel, déi net méi kënne gebraucht ginn, däerf ënner ganz bestëmmte Konditiounen an der Fuddermëttelproduktioun agesat ginn.

Duerch dëst Gesetz trieden, niewent deenen europäeschen, och spezifesch national Virschréften a Kraaft. De Landwirtschaftsminister gëtt als Autorité compétente ugesinn an et gi Prozeduren niddergeschriwwen, déi festleeën, wéi een en Agrément oder eng Autorisatioun kritt, fir am Kader vun dësem Gesetz kënnen ze schaffen.

Hei sief niewebäi bemierkt, datt dëst Gesetz fir déi Betriber, déi och ënnert dat ofgeännert Gesetz vum 10. Juni 1999 vum Kommodo-Inkommodo an/oder ënnert d'Gesetz vum 21. Mäerz 2012 iwwert d'Offäll falen, eng wesentlech Simplification administrative mat sech bréngt, well an Zukunft nëmmen nach eng Demande brauch gemaach ze ginn. D'Äntwert op der Madame Hansen hir Fro ass deemno: Jo, well soss misst ee jo zwou Demandë maachen.

Schlussendlech gi Kontrollmesuren agefouert an zu gudder Lescht och nach administrativ a penal Sanktiounen, déi beim Netanhale vun de Virschréfte vum Gesetz kënne spillen. An och hei muss ech dem Här Reding soen, datt u sech déi Strofen an deem dote Mooss absolut ubruecht a realistesch sinn.

Déi verschidde Verwaltungen, déi sech ëm d'Kontroll vun dem Anhale vum Gesetz bekëmmeren, sinn d'ASTA, d'Veterinärverwaltung an och d'Émweltverwaltung, jiddwereng an hire jeeweilege Kompetenzen. Et soll séchergestallt ginn, datt d'Asammelen, de Stockage, den Transport an och d'Verwäertung vun dëse spezifeschen Offäll duerch Firme geschéien, déi déi néideg Autorisatioune fir déi verschidden Aktivitéiten hunn a sech un d'Virschréfte vun der nationaler an der europäescher Reglementatioun halen.

Domat ass ee weidert Glidd an der Liewensmëttelketten ofgeséchert an et ass garantéiert, datt d'Liewensmëttelsécherheet net duerch mat Risiko verbonnenen Offäll op d'Spill gesat gëtt, wéi dat geleeëntlech bei vergaangene Liewensmëttelskandaler de Fall war. Ausserdeem gëtt am Sënn vun der Nohaltegkeet versicht, Offäll mat geréngem Risiko net einfach ze zerstéieren, mä zu techneschen Zwecker ze notzen, wéi zum Beispill der Energiegewannung duerch eng Biogasanlag, als Dünger oder als Fuddermëttel fir bestëmmten Déieren.

An deem Sënn géif ech d'Chamber bieden, dëst Gesetz unzehuelen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Minister.

(Interruption par Mme Viviane Loschetter)

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.*- Kann ech déi nächste Kéier kompenséieren, Här President?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Nee, et gëtt keen Deal.

(Hilarité)

Voilà, mir sinn um Enn vun den Diskussiounen ukomm. Ech soen dem Minister Merci fir seng grouss Disziplin a ginn dann direkt iwwer zu der Ofstëmmung.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6672 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen nach. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer. De Projet ass ugeholl mat 57 Jo-Stëmmen, bei 3 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar (par M. Marcel Oberweis), Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Nancy Arendt), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Paul-Henri Meyers) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par M. Alex Bodry), Mme Claudia Dall'Agnol (par Mme Cécile Hemmen), MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Roger Negri), Franz Fayot (par M. Marc Angel), Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par Mme Anne Brasseur);

MM. Claude Adam (par Mme Viviane Loschetter), Gérard Anzia, Henri Kox (par Mme Josée Lorsché), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany (par M. Justin Turpel).

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen (par M. Roy Reding), Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ass d'Chamber d'accord, fir d'Dispens vum zweete Vote ze ginn?

(Assentiment)

Da soen ech Iech Merci. An eis Sëtzung ass fir haut eriwwer. Mir gesinn eis erëm d'nächst Woch, virun allem fir de Budgetsdébat.

Merci a kommt gutt heem.

(Fin de la séance publique à 19.33 heures)

- **L'actualité parlementaire sur www.chd.lu**
- **Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.**
- **La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.**
- **L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.**
- **Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur www.chd.lu.**
- **De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.**

d'Chamber online op
www.chd.lu

SÉANCE 15

MARDI,
16 DÉCEMBRE 2014

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. Communications
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

3. Dépôt d'une motion par M. Marc Angel
- *M. Marc Angel*

4. Changements de composition des commissions parlementaires
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

5. Ordre du jour
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président, M. Claude Wiseler, M. Alex Bodry, M. Fernand Kartheiser, M. Serge Urbany*
- *Vote sur la proposition d'ordre du jour modifié (adoptée)*

6. 6720 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2015

a) modifiant

1. le Code de la Sécurité sociale;
2. la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;
3. la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;
4. la loi modifiée du 29 juillet 1993 portant création d'un fonds pour la rénovation de quatre îlots du quartier de la Vieille Ville de Luxembourg;
5. la loi modifiée du 28 avril 1998 autorisant le Gouvernement à constituer une Fondation «Musée d'Art Moderne Grand-Duc Jean» et à lui accorder une aide financière;
6. la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation;
7. la loi modifiée du 18 février 2010 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles;
8. la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques;

b) abrogeant la loi modifiée du 4 décembre 1860 relative à l'attribution du produit des amendes et des confiscations en matière répressive

6721 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2014 à 2018

6722 - Projet de loi relative à la mise en œuvre du paquet d'avenir - première partie (2015)

1) portant création du Fonds souverain intergénérationnel du Luxembourg

2) modifiant

- le Code de la Sécurité sociale,
- le Code du Travail,
- la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 («Abgabenordnung»),
- la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'État,
- la loi modifiée du 30 juillet 1960 concernant la création d'un Fonds national de solidarité,
- la loi modifiée du 17 juin 1963 ayant pour objet de protéger les titres d'enseignement supérieur,
- la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État,
- la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;
- la loi du 10 mai 1968 portant réforme de l'enseignement (Titre VI: De l'enseignement secondaire),
- la loi modifiée du 18 juin 1969 sur l'enseignement supérieur et l'homologation des titres et grades étrangers d'enseignement supérieur,
- la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie,
- la loi du 4 juillet 1973 concernant le régime de la pharmacie,
- la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet,
- la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement,
- la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État,
- la loi modifiée du 26 juillet 1980 concernant l'avance et le recouvrement de pensions alimentaires par le Fonds national de solidarité,
- la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des spécialités pharmaceutiques et des médicaments préfabriqués,
- la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire,
- la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue,
- la loi modifiée du 31 juillet 1991 déterminant les conditions d'autorisation d'exercer la profession de pharmacien,
- la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé,
- la loi modifiée du 6 janvier 1995 relative à la distribution en gros de médicaments,
- la loi modifiée du 11 juillet 1996 portant organisation d'une formation menant au brevet de maîtrise et fixation des conditions d'obtention du titre et du brevet de maîtrise,
- la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois,
- la loi modifiée du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers,
- la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti,
- la loi du 14 mai 2002 portant reconnaissance d'équivalence du baccalauréat international avec le diplôme de fin d'études secondaires luxembourgeois,
- la loi électorale modifiée du 18 février 2003,
- la loi du 30 avril 2004 autorisant le Fonds national de solidarité à participer aux prix des prestations fournies dans le cadre de l'accueil aux personnes admises dans un centre intégré pour personnes âgées, une maison de soins ou un autre établissement médico-social assurant un accueil de jour et de nuit,
- la loi modifiée du 28 mai 2004 portant création d'une Administration de la gestion de l'eau,
- la loi du 10 août 2005 portant création d'un Lycée technique pour professions éducatives et sociales,
- la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau,
- la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle,
- la loi du 17 février 2009 portant 1. introduction d'un congé linguistique; 2. modification du Code du Travail; 3. modification de la loi du 19 août 2008 relative aux aides à la formation-recherche,
- la loi modifiée du 19 juin 2009 portant organisation de l'enseignement supérieur,

* fixant les modalités du cycle d'études d'enseignement supérieur aboutissant à la délivrance du brevet de technicien supérieur;

* modifiant la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue;

* fixant les modalités d'implantation de formations d'enseignement supérieur ou de création de filiales ou d'établissements privés ou publics sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg;

* abrogeant la loi du 14 août 1976 déterminant les conditions de création d'établissements privés d'enseignement supérieur,

- la loi du 19 juin 2009 ayant pour objet la transposition de la directive 2005/36/CE pour ce qui est a. du régime général de reconnaissance des titres de formation et des qualifications professionnelles; b. de la prestation temporaire de service,
- la loi du 26 juillet 2010 portant transposition de la directive 2007/2/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 mars 2007 établissant une infrastructure d'information géographique dans la Communauté européenne (INSPIRE) en droit national,

3) abrogeant

- la loi du 12 juillet 1994 portant institution d'un congé culturel
- *Rapports de la Commission des Finances et du Budget sur les projets de loi n°6720 et n°6721: M. Franz Fayot*
- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget sur le projet de loi n°6722: Mme Viviane Loschetter*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; MM. Félix Braz, Nicolas Schmit, Pierre Gramegna, Mme Lydia Mutsch, M. Claude Meisch, Mmes Corinne Cahen et Carole Dieschbourg, Ministres; Mme Francine Closener, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Kolleeginnen a Kolleegen, ech maachen d'Sëtzung heimat op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Neen, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci, Här Statsminister. Ech ginn dovun Akt.

2. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen nach un d'Chamber ze maachen:

D'Lëscht vun deenen neie parlamentareschen Ufroen an Äntwerte läit um Dësch vun der Chamber, grad wéi d'Lëscht vun deene Projeten, déi zënter eiser leschter Sëtzung deponéiert gi sinn an un d'Fraktioune verdeelt gi sinn.

Communications du Président - séance publique du 16 décembre 2014

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et la proposition de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

***6756** - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 20 avril 2009 portant création du Centre de technologies de l'information de l'État*

Dépôt: M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, le 09.12.2014

***6757** - Projet de loi modifiant a) la loi modifiée du 7 août 1912 concernant la création d'une caisse de prévoyance pour les fonctionnaires et employés des communes et établissements publics et b) la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux*

Dépôt: M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur, le 10.12.2014

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Dépôt d'une motion par M. Marc Angel

M. Marc Angel *(LSAP).*- Här President!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, Här Angel.

M. Marc Angel *(LSAP).*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech wëll Iech just eng Motioun iwwerreechen iwwert d'Unerkennung vum Stat Palästina, déi ënnerschriwwen ass vu mir selwer, vun der Madame Polfer, vum Här Adam a vum Här Urbany. An ech wollt mer erlaben, Iech déi elo haut hei ze iwwerreechen.

Merci.

Motion

concernant la reconnaissance d'un État de Palestine

La Chambre des Députés,

A. considérant le droit inaliénable à l'autodétermination inscrit dans l'article 1er de la Charte des Nations Unies, dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et le Pacte international relatif aux droits civils et politiques;

B. considérant la résolution 181 de l'Assemblée générale des Nations Unies du 29 novembre 1947 qui adopte le plan de partage de la Palestine en deux États indépendants, la ville de Jérusalem étant placée sous administration des Nations Unies, et stipulant que: «Les États indépen-

dants arabe et juif (...) commenceront d'exister (...) le 1er octobre 1948 au plus tard.»;

C. considérant les résolutions du Conseil de Sécurité, dont la résolution 242 du 22 novembre 1967 qui condamne l'«acquisition de territoires par la guerre» et demande le «retrait des forces armées israéliennes des territoires occupés» et affirme «l'inviolabilité territoriale et l'indépendance politique de chaque État de la région et de son droit de vivre en paix à l'intérieur de frontières sûres et reconnues, à l'abri de menaces ou d'actes de violence»; dont la résolution 1515 du 19 novembre 2003 par laquelle le Conseil de Sécurité se déclare «attaché à la vision d'une région dans laquelle deux États, Israël et la Palestine, vivent côte à côte, à l'intérieur de frontières sûres et reconnues»;

D. considérant l'admission de la Palestine en tant que 195e membre à l'Unesco le 31 octobre 2011, et le vote favorable du Luxembourg à cet égard;

E. considérant la décision de l'Assemblée générale des Nations Unies du 29 novembre 2012 d'accorder à la Palestine le statut d'État non membre observateur auprès de l'Organisation des Nations Unies, et le vote favorable du Luxembourg à cet égard;

F. rappelant les conclusions du Conseil Affaires étrangères, notamment les conclusions du 17 novembre 2014 appelant à une «paix globale qui mette un terme à toutes les revendications et réponde aux aspirations légitimes des deux parties, notamment celles des Israéliens en matière de sécurité et celles des Palestiniens en faveur de la constitution d'un État palestinien», les conclusions du 15 août 2014, qui soulignent que «l'UE rappelle qu'elle est prête à contribuer à une solution globale et durable renforçant la sécurité, le bien-être et la prospérité des Palestiniens et des Israéliens» et les conclusions du 13 décembre 2010, qui soulignent que l'UE souhaite «voir l'État d'Israël et un État de Palestine souverain, indépendant, démocratique, d'un seul tenant et viable coexistant dans la paix et la sécurité. La légitimité de l'État d'Israël et le droit des Palestiniens à un État ne sauraient être remis en cause» et que «L'UE ne reconnaîtra aucune modification du tracé des frontières d'avant 1967, y compris en ce qui concerne Jérusalem, qui n'aurait pas fait l'objet d'un accord entre les parties. Un tel accord pourrait prévoir des échanges de territoires entérinés par les parties. Il faut trouver un moyen de résoudre, par la voie des négociations, le statut de Jérusalem en tant que future capitale de deux États. L'UE appelle de ses vœux une solution concertée, juste, équitable et réaliste à la question des réfugiés. Un règlement négocié doit permettre aux deux États de coexister dans la paix et la sécurité.»;

G. constatant l'échec à ce jour des tentatives de relance par la communauté internationale du processus de paix engagé depuis 1991 entre Israéliens et Palestiniens;

H. constatant la poursuite de la colonisation illégale en Cisjordanie et à Jérusalem-Est;

I. condamnant toute violence à l'égard des populations civiles;

J. constatant les tensions à Jérusalem, en Israël, en Cisjordanie et à Gaza;

K. soulignant que la solution à deux États, promue avec constance par le Luxembourg et l'Union européenne comme la seule solution possible au conflit israélo-palestinien, suppose la coexistence et la reconnaissance mutuelle de deux États démocratiques et souverains, Israël et la Palestine;

invite le Gouvernement à

- reconnaître formellement l'État de Palestine dans les frontières de 1967 uniquement modifiées moyennant accord des deux parties, au moment qui sera jugé le plus opportun;

- contribuer aux efforts de l'UE pour soutenir le processus de paix en vue d'une solution définitive et globale respectant les aspirations légitimes de paix, sécurité et prospérité pour les deux peuples.

(s.) Marc Angel, Claude Adam, Lydie Polfer, Serge Urbany.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Ech ginn dem Här Angel Akt vum Dépôt vun der Motioun.

4. Changements de composition des commissions parlementaires

Ech wollt dann der Chamber nach matdeelen, dass et op Wonsch vun der DP-Fraktioun zu enger Änderung an der Kompositioun vun eise Kommissioune soll kommen.

Wat d'Zesummesetzung vun der parlamentarescher Kommissioun ugeet, huet d'DP-Fraktioun proposéiert, dass den Här André Bauler d'Madame Anne Brasseur an der Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire all Kéiers fir de Punkt iwwert de Rapport spécial vun der Cour des Comptes iwwer verschidde Mesuren, déi am Kader vum Chômage geholl ginn, ersetzt.

D'DP-Fraktioun proposéiert och, dass den Här André Bauler vum 17. Dezember 2014 un net méi Member vun der Commission des Affaires intérieures ass, well d'Prozedur vun der Proposition de loi 6605 zum Enn komm ass.

Ass d'Chamber d'accord mat deene Propositiounen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

5. Ordre du jour

Dir hutt an de Fraktiounen d'Propositioune fir den Ordre du jour vun haut, muer de Moien, muer de Mëtten, iwwermuer de Moien an iwwermuer de Mëtte kritt, esou wéi d'Conférence des Présidents dat proposéiert huet. Den Här Ausseminister huet nogefrot, ob et méiglech wär, fir déi Motioun, déi elo just vum Här Angel deponéiert ginn ass, an der Sitzung vu muer de Moien ze traitéieren. Dat géif allerdéngs eng Änderung vum Ordre du jour, esou wéi d'Conférence des Présidents e virgeschloen huet, bedéngen.

Ech wëll awer soen, dass d'Conférence des Présidents zumindest informéiert war iwwert déi Eventualitéit, sech awer dee Moment net ausgeschwat huet, fir et direkt op den Ordre du jour ze huelen.

Also, zur Propositioun, fir den Ordre du jour ëm de Punkt Motioun fir muer de Moien ze ergänzen, hunn ech d'Wuertmeldung direkt vum Här Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Merci, Här President. Mir, d'CSV-Fraktioun, sinn der Meenung, datt mer sollte bei dem fréieren Ordre du jour bleiwen, esou wéi e vun der Presidentekonferenz festgehale gouf.

Et ass richteg, datt mer déi Méiglechkeet an der Presidentekonferenz gemeinsam évoquéiert haten. Mir sinn awer op Basis vun där Diskussioun, déi mer och an der Aussekommissioun haten, der Meenung, datt et méi sënnvoll wär, am Fong op déi Argumentatiounen anzegoen, déi den Ausseminister de 25. November hei an dësem Sall a senger Ried selwer zur Aussepolitik zu deem Sujet développéiert huet: an zwar, fir sech hei Zäit genuch ze huelen, fir de Problem am Detail ze analyséieren, an haaptsächlech fir och ofzewaarden, wéi déi Diskussiounen an dem Conseil de Sécurité op där enger Säit géife lafen, an natierlech och, an dat war eent vu senge wesentlechen Argumenter, fir ze kucken, wéi eng gemeinsam europäesch Politik an engem esou wichtege Punkt géif gemaach ginn.

Duerfir fanne mir dëse Moment prématuréiert a mir hätte léiwer, déi Diskussioun kéint zu engem spéideren Zäitpunkt gemaach ginn.

Dat zweet Argument, dat ass, datt mer och mengen, datt esou e Punkt wéi deen hei, wat awer ee vun deene wesentleche Punkten ass vun deem, wat momentan an der Weltpolitik geschitt, datt een déi Motioun net sollt einfach ofstëmmen tëschent zwee Gesetzestexter, ouni richteg Diskussioun, mä datt ee sech do sollt Zäit huelen, fir dann eng uerdentlech a korrekt Debatt mat där noutwendeger Zäit fir jiddwereen ze huelen, an datt een dat zu engem spéideren Zäitpunkt d'nächst Joer sollt maachen.

Duerfir si mir der Meenung, mir sollte bei dësem Ordre du jour, esou wéi en elo festgeluecht war, bleiwen.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Wiseler. Weider Wuertmeldungen? Den Här Bodry.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech deelen net d'Aschätzung vum CSV-Spriecher. Ech mengen, hei ass eng Diskussioun, déi geet zréck effektiv op d'Deklaratioun vum Ausseminister. An an där Debatt, déi mer haten, dat ass elo dräi Wochen hier, do ass eng Motioun zu deem doten Thema deponéiert ginn. An normal wär et gewiescht, dass do schonn d'Debatt an d'Ofstëmmung stattfonnt hätten.

Et ass e Renvoi geschwat ginn an déi zoustänneg Kommissioun. An der Kommissioun selwer ass déi ganz Thematik nach eng Kéier zousätzlech diskutéiert ginn. Déi Debatt huet dozou gefouert, dass en neien Text elo haut proposéiert ginn ass. An ech mengen, dass mer hei an den normale Regele vum Parlament fonctionnéieren an dass et normal ass, dass mer dës Woch déi Debatt hei féieren an och dann iwwert déi Motioun hei ofstëmmen.

Duerfir si mir fir déi Ofännerung vum Ordre du jour.

M. Marc Angel *(LSAP).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Bodry. Den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Här President. Mir haten effektiv an der aussepolitescher Kommissioun doriwwer eng Diskussioun. An ech muss soen, datt den Här Wiseler a senger Interventioun de Geescht vun där Diskussioun ganz gutt erëmginn huet. Och mir sinn der Iwwerzeegung, datt dat do ee vun deene ganz schwéiere Problemer ass, déi d'Welt am Ableck kennt, dee leider scho ganz laang dauert an deen et géif verdéngen, hei am Parlament och an der Déift diskutéiert ze ginn.

Mir fannen och, datt dat hei elo e bëssen iwwerstierzt ass. A mir géifen och dann d'Meenung vertrieden, datt mer sollten eng anstänneg Debatt doriwwer féieren, eis vill Zäit huelen an dann zu enger Konklusioun kommen, wann eben d'Émstänn et erlaben, awer elo net et nach an der Budgetsdebatt do mat eraquëtschen. Ech mengen, dat gëtt einfach der Seriositéit an der Dramatik vun der Thematik net gerecht.

Duerfir wäre mir och derfir, datt mer dat doten op e spéideren Zäitpunkt géife verleeën.

Ech soen lech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Kartheiser. Den Här Urbany.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Jo, Här President, ech hat jo während der aussepolitescher Debatt eng Motioun eraginn. Ech hunn och déi Motioun hei mat ënnerschriwwen a meng Motioun zréckgezunn. Ech fannen, dass elo de Moment do ass, fir doriwwer ze diskutéieren. Et sinn an der aussepolitescher Kommissioun keng inhaltlech Argumenter virbruecht gi géint deen Text hei. Et ass just mat Zäitgrënn argumentéiert ginn. An ech fannen, Zäitgrënn däerfen hei keng Roll spillen.

Et ass elo schonn esou laang hier, dass déi Problematik do sech stellt. D'Situatioun op der Plaz spëtzt sech zou. An ech fannen, international ass eng Well vun ähnleche Schrëtt amgaange geholl ze gi vun anere Parlamenter an et géif eis gutt passen, wa mir hei eis och géifen an déi Well do areien.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Urbany.

Weider Wuertmeldungen? Dat ass net de Fall.

Da géif ech folgend Propositioun zur Ofstëmmung bréngen: Déi, déi mat der Propositioun, fir den Ordre du jour ze ergänzen, d'accord sinn, géife mat Jo stëmmen. Déi, déi der Meenung sinn, dass mer beim urspréngleche Ordre du jour, wéi d'Conférence des Présidents e fixéiert hat, solle bleiwen, déi géife mat Nee stëmmen.

Also nach eng Kéier: Déi, déi mat der Diskussioun an der Ofstëmmung vun der Motioun muer de Moien no der Erklärung vum Här Finanzminister zum Budget an zum Zukunftspak d'accord sinn, géife mat Jo stëmmen. Déi, déi net dermat d'accord sinn, mat Neen.

Da géife mer zum Vote iwwergoen.

Vote sur la proposition d'ordre du jour modifié

D'Ofstëmmung fänkt un.

Une voix.- Här President!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo!

Une voix.- Et geet net. Beim Här Mertens och net!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo? Solle mer de Vote dann nach eng Kéier maachen?

Dir hutt et notéiert. Da schléisse mer de Vote emol of.

Also, fir d'Ofännerung vum Ordre du jour - mat der Motioun also - hunn 30 Deputéiert gestëmmt, mat Neen der 25, mat där Maassgab, dass de Vote nach komplettéiert soll ginn.

Résultat définitif après redressement: l'ordre du jour modifié est adopté par 34 voix contre 26 voix.

Ont voté oui: MM. Marc Angel (par M. Roger Negri), Frank Arndt (par M. Alex Bodry), Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas (par M. Alexander Krieps), Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Martine Mergen), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank (par Mme Octavie Modert), Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

M. Eugène Berger *(DP).*- Här President, ech mengen, et ass awer e Problem do mat den Apparater. Well et sinn awer...

(Brouhaha)

Den Här Bauler zum Beispill huet och nach net...

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Also mir hunn d'Fiche, déi mer komplettéieren. An alle Fäll ass de Vote kloer an e gëtt komplettéiert. Jiddwereen, deen net ofgestëmmt huet, deen huet de Fanger gewisen. Mir hunn d'Lëscht vun de Votanten, an déi, deenen hir Maschinn net fonctionnéiert, ginn derbäigesat.

An d'Ofstëmmung ass ganz kloer: Et ass eng Majoritéit fir d'Ergänzung vum Ordre du jour.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Dir sidd sécher, Dir wësst, wéi et richteg ass?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Mir kommen nach eng Kéier nofroen, ob mir dat an Ärem Sënn esou gemaach hunn. A wann et da sengerliewen net esou kloer wär, da wäre mer éierlech genuch, fir den Ordre du jour nach eng Kéier zur Diskussioun ze stellen.

Dat gesot, léif Kolleeginnen a Kolleegen, géife mer dann zu dem Héichpunkt vun all Joer kommen, d'Presentatioun vun deem wichtegste Gesetz, dat de Budget ass, duerch de Budgetsrapporteur, dee fir dëst Joer den Här Franz Fayot ass. Anschliissend géife mer d'pluriannuel Finanzplanung och presentéiert kréien an duerno de sougenannten „Zukunftspak". An d'Wuert huet elo direkt de Rapporteur, den Här Franz Fayot.

Här Fayot, et ass un lech!

6. 6720 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2015
a) modifiant
1. le Code de la Sécurité sociale;
2. la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;
3. la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;
4. la loi modifiée du 29 juillet 1993 portant création d'un fonds pour la rénovation de quatre îlots du quartier de la Vieille Ville de Luxembourg;
5. la loi modifiée du 28 avril 1998 autorisant le Gouvernement à constituer une Fondation «Musée d'Art Moderne Grand-Duc Jean» et à lui accorder une aide financière;
6. la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation;
7. la loi modifiée du 18 février 2010 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles;
8. la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques;
b) abrogeant la loi modifiée du 4 décembre 1860 relative à l'attribution du produit des amendes et des confiscations en matière répressive

6721 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2014 à 2018

6722 - Projet de loi relative à la mise en œuvre du paquet d'avenir - première partie (2015)
1) portant création du Fonds souverain intergénérationnel du Luxembourg
2) modifiant
- le Code de la Sécurité sociale,

- le Code du Travail,
- la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 («Abgabenordnung»),
- la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'État,
- la loi modifiée du 30 juillet 1960 concernant la création d'un Fonds national de solidarité,
- la loi modifiée du 17 juin 1963 ayant pour objet de protéger les titres d'enseignement supérieur,
- la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État,
- la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;
- la loi du 10 mai 1968 portant réforme de l'enseignement (Titre VI: De l'enseignement secondaire),
- la loi modifiée du 18 juin 1969 sur l'enseignement supérieur et l'homologation des titres et grades étrangers d'enseignement supérieur,
- la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie,
- la loi du 4 juillet 1973 concernant le régime de la pharmacie,
- la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet,
- la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement,
- la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État,
- la loi modifiée du 26 juillet 1980 concernant l'avance et le recouvrement de pensions alimentaires par le Fonds national de solidarité,
- la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des spécialités pharmaceutiques et des médicaments préfabriqués,
- la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire,
- la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue,
- la loi modifiée du 31 juillet 1991 déterminant les conditions d'autorisation d'exercer la profession de pharmacien,
- la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé,
- la loi modifiée du 6 janvier 1995 relative à la distribution en gros de médicaments,
- la loi modifiée du 11 juillet 1996 portant organisation d'une formation menant au brevet de maîtrise et fixation des conditions d'obtention du titre et du brevet de maîtrise,
- la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois,
- la loi modifiée du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers,
- la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti,
- la loi du 14 mai 2002 portant reconnaissance d'équivalence du baccalauréat international avec le diplôme de fin d'études secondaires luxembourgeois,
- la loi électorale modifiée du 18 février 2003,
- la loi du 30 avril 2004 autorisant le Fonds national de solidarité à participer aux prix des prestations fournies dans le cadre de l'accueil aux personnes admises dans un centre intégré pour personnes âgées, une maison de soins ou un autre établissement médico-social assurant un accueil de jour et de nuit,
- la loi modifiée du 28 mai 2004 portant création d'une Administration de la gestion de l'eau,
- la loi du 10 août 2005 portant création d'un Lycée technique pour professions éducatives et sociales,
- la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau,
- la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle,
- la loi du 17 février 2009 portant 1. introduction d'un congé linguistique; 2. modification du Code du Travail; 3. modification de la loi du 19 août 2008 relative aux aides à la formation-recherche,
- la loi modifiée du 19 juin 2009 portant organisation de l'enseignement supérieur,
*** fixant les modalités du cycle d'études d'enseignement supérieur aboutissant à la délivrance du brevet de technicien supérieur;**
*** modifiant la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue;**
*** fixant les modalités d'implantation de formations d'enseignement supérieur ou de création de filiales ou d'établissements privés ou publics sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg;**
*** abrogeant la loi du 14 août 1976 déterminant les conditions de création d'établissements privés d'enseignement supérieur,**
- la loi du 19 juin 2009 ayant pour objet la transposition de la directive 2005/36/CE pour ce qui est a. du régime général de reconnaissance des titres de formation et des qualifications professionnelles; b. de la prestation temporaire de service,
- la loi du 26 juillet 2010 portant transposition de la directive 2007/2/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 mars 2007 établissant une infrastructure d'information géographique dans la Communauté européenne (INSPIRE) en droit national,
3) abrogeant
- la loi du 12 juillet 1994 portant institution d'un congé culturel

Rapports de la Commission des Finances et du Budget sur les projets de loi n°6720 et n°6721

M. Franz Fayot *(LSAP), rapporteur.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, léif Regierungsmemberen, dëse Budget ass e Budget vun der Verantwortung: Verantwortung fir d'Zukunft vum Land. Dës Regierung ass ugetratt, fir Reformen ze maachen, déi eist Land batter néideg huet. Natierlech entsprécht kee Budget enger perfekter Wonschvirstellung. Awer e Budget muss d'Zukunft vum Land gestalten, woubäi net den Egoismus vun där heiteger Generatioun den Ausschlag däerf ginn.

Här President, virun zimlech genee 40 Joer huet eng Regierung och hir Verantwortung fir d'Zukunft geholl. Am Hierscht 1974 sinn d'Präisser an der Stolindustrie an och d'Commandë bei der ARBED op eemol stënterlech an de Keller gaangen. Dat war den Ufank vun enger schwéirer Kris fir eist Land.

De Robert Krieps, e Member vun der deemoleger Regierung, sot 15 Joer duerno, dass d'Bewältegung vun dëser Kris nëmme konnt glécken duerch e breeden Dialog tëschent alle wirtschaftlechen, sozialen, politeschen an intellektuelle Kräften am Land iwwert d'Orientatiounen an d'Moyenen - an der Haaptsaach Sacrificen -, fir déi Objektiver ze erreechen, déi ee sech vum éischten Dag u gesat hat. Mä, esou de Robert Krieps, et hätt een näischt erreecht ouni d'Bewosstsäin vun eiser Schwächt als klengt Land an d'Néidegkeet vun enger breeder a bedéngungsloser Solidaritéit.

De Lëtzebuerger Modell wor am Endeffekt en Erfolleg vum Esprit civique a vum gesonde Mënscheverstand. Deemools ass d'Land moderniséiert ginn, gesellschaftspolitesch, mä och sozial. D'Tripartite ass agefouert ginn, fir d'Éischt als Kriseninstrument, duerno als e feste Bestanddeel vum Lëtzebuerger Modell.

Et gëtt der haut, déi de Budget 2015 als „klenge Worf" beschreiwen. Anerer soen, et wär en „Budget vun der Austeritéit". Nach anerer, déi mengen, e géif net wäit genuch goen an der Konsolidéierung an am Spueren. An da gëtt et nach déi, déi behaapten, dass se net gesinn, wou d'Rees higeet mat dësem Budget.

Fir mech gëtt et an dësem Budget ganz kloer e roude Fuedem, an dat ass dee vun der Verantwortung:

- Verantwortung, andeem ee sech Rechenschaft ofleet iwwert de reellen Zoustand vun eisen ëffentleche Finanzen an de Méiglechkeete vum Stat;

- Verantwortung am Choix vun den Ausgaben, déi kënne gekierzt ginn, an deenen, déi au contraire sollen erhéicht ginn, fir dass d'Land sech ka weiderentwéckelen, ouni de soziale Fridden an déi sozial Gerechtegkeet a Fro ze stellen;

- Verantwortung am Festleeë vun eise mëttelfristegen Objektiver am europäesche Kader;

- Verantwortung och géintiwwer deene Schwächsten an eiser Gesellschaft: de Kanner, de Leit ouni Aarbecht, den Aarmen an deenen, déi besonnesch a Gefor stinn, et ze ginn, den Elengerzéier.

Här President, a sengem Wierk „Theory of justice" huet de Philosoph John Rawls 1971 dräi Prinzipie genannt fir eng gerecht Gesellschaft: Si muss éischtens d'Grondfräiheete garantéieren, zweetens d'Chancëgläichheet a schlussendlech just un deenen Ongläichheete festhalen, déi deene Schwächsten an der Gesellschaft profitéieren.

D'Wëssenschaftler Richard Wilkinson a Kate Pickett hunn an hirem aflossräiche Buch „The spirit level" unhand vu Statistike bewisen, dass méi gläich Gesellschaften an der Konsequenz e bessere Liewensniveau fir jiddweree garantéieren. Et ass och eis Verantwortung, derfir ze suergen, dass d'sozial Gerechtegkeet längerfristeg garantéiert bleift. D'Regierung huet en vue vun dësem Budget a vum Zukunftspak eng grëndlech Analys gemaach, fir ze kucken, wou ka gespuert oder souguer Ausgabe gestrach kënne ginn, ouni déi sozial Schwaach ze treffen.

Eng verantwortlech Politik maachen, ass seele populär, virun allem am Beräich vum Budget. Fir de Budget an der Riicht ze halen, huet d'Regierung d'TVA eropgesat an en Impôt d'équilibrage budgétaire temporaire agefouert. Dat huet net jiddwerengem gefall, och wann et néideg war. Vläicht ass dëst verluer gaangen an der Lëtzebuerger Politik, déi laang gewinnt war, ëmmer kënnen auszeginn. Mä et ass néideg, esou eng Politik ze maachen, am Dialog mat alle wirtschaftlechen, sozialen, politeschen an intellektuelle Kräften an dësem Land, mat engem stännege Bléck op d'sozial Gerechtegkeet.

Dëst heescht och, dass een net laanscht eng déif gräifend Reflexioun iwwer eise Steiersystem kënnt, bei där ee kuckt, a wéi enge Beräicher méi oder manner besteiert soll ginn, ouni dobäi weder ze vill déi schaffend Leit nach den Entrepreneuriat an also den Emploi ze treffen. Den Zukunftspak ass e Projet, deen d'Aktioun vun dëser Regierung wäert während der ganzer Legislatur begleeden, parallell zum Ausschaffe vun enger neier Prozedur, déi den Emgang mat ëffentleche Gelder méi effikass mécht.

Här President, mir wëssen elo, dass d'Joer 2014 e gudde Millésime war fir Lëtzebuerg a wirtschaftlecher Hisiicht. Mir sinn an dësem Joer ëm ronn 3% gewuess, an der Haaptsaach am éischte Semester, mat engem däitleche Réckgang am zweeten Deel vum Joer.

Fir 2015 wësse mer, dass de Statec seng Previsioune vum Uwuesse vum PIB en volume vun 3,3% am Fréijoer op 2,2% elo am Hierscht zréckgesat huet, also ëm e ganzen Drëttel. D'Budgetsvirlag, déi am Oktober presentéiert gouf, war och scho méi virsiichteg, mat enger Previsioun fir 2015 vu plus 2,7% PIB. Mä et schéngt elo, dass och dat wahrscheinlech nach ze vill optimistesch war, well och d'Europäesch Kommissioun, den FMI an d'OCDE gesinn d'Lëtzebuerger Wirtschaftsleeschtung 2015 just ëm 1,9% bis 2,4% wuessen.

Wat déi mëttelfristeg Previsiounen ugeet, esou muss ee soen, dass och do d'Previsioune fir 2016 bis 2018, wéi se am Budget pluriannuel stinn, optimistesch sinn, mat Tauxe vun 3,5% bis 3,7% Croissance. Et ass ze erwaarden, dass och dës Previsiounen no ënnen ajustéiert gi bei der nächster Aktualisatioun vun eisem Plan de stabilité et de croissance am Fréijoer 2015.

Dës méi schwaach Wuesstumszuelen hunn natierlech och en Impakt op aner Wäerter. D'Schafung vun Aarbechtsplazen entwéckelt sech manner dynamesch, mä ëmmerhin nach mat plus 2% nei Aarbechtsplaze fir 2015. Och de Chômage hëlt zou amplaz sech ze stabiliséieren! Vu 6,9% 2013 op 7,2% 2014 an op 7,4% 2015!

Wat d'Inflatioun ugeet, esou ass dës ganz schwaach. A mir sinn domat am desinflationisteschen Trend, deen ee weltwäit, a besonnesch an Europa, observéiert. No geschatenen 0,7% 2014 soll de Verbraucherindex 2015 ëm just 1,4% klammen. Dës Tendenz ass aus enger ekonomescher Perspektiv net onproblematesch, well se riskéiert, de Konsum ofzebremsen. Mä si fiedert awer op eng gewëssen Aart a Weis d'Erhéijung vun den TVA-Sätz ëm zwee Prozentpunkten of. Déi nächst Indextranche soll de Previsiounen no am zweeten Trimester 2015 kommen.

Här President, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, wat den internationale Kontext ugeet, esou drécken d'Sanktioune géint Russland, d'Krisen a Syrien an am Irak mat der Montée vum Islamesche Stat, d'Risike vun enger Ebola-Epidemie a Westafrika op d'Exporter vun eisen Haapthandelspartner. En „hard landing" vun der chineesescher Ekonomie hätt weider negativ Répercussiounen op déi international Konjunktur.

Als éischter positiv sinn déi niddreg Pëtrolspräisser an déi niddreg Zënsentauxen ze gesinn. De Pëtrol ass esou bëlleg wéi säit 2010 net méi, wat eiser Wirtschaft zeguttkënnt. Och déi niddreg Zënse missten d'Betriber eigentlech dozou incitéieren ze investéieren, wat awer an der Realitéit net de Fall ze si schéngt. Och déi éischter gutt Entwécklung op de Finanzmäert an dësem Joer 2014 ass positiv, wann een där staarker Relatioun tëschent der Finanzplaz an der Entwécklung op de Boursse Rechnung dréit. Mä et herrscht och do nach ëmmer eng ganz staark Volatilitéit, a fir 2015 gëtt éischter eng negativ Entwécklung virausgesot.

Här President, dëse Budgetsexercice war a munchen Hisiichten en atypeschen. Fir d'Éischt emol, well mer dräi Gesetzesprojeten hunn: de klassesche Budget, de Projet de loi de programmation financière an den Zukunftspak.

Et war dës Kéier deen éischte Budget pluriannuel ënnert dem Gesetz vum 12. Juli 2014 iwwert d'Koordinatioun an d'Gouvernance vun den ëffentleche Finanzen, dat jo verschidden Dispositiounen aus dem Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire ëmsetzt.

Déi zweet Neiegkeet war de Passage vun der aler Norme comptable SEC 95 op eng nei Norm, de SEC 2010. D'Konsequenz dovu si verschidde buchhalteresch Ännerungen, an der Haaptsaach, dass d'Ausgaben am Beräich Recherche an Développement elo als Dépenses d'investissement gebucht ginn, an och, dass d'SNCI an de Perimeter vum Zentralstat konsolidéiert gëtt.

Drëttens ass dëst Joer den éischte Schrëtt a Richtung Budget nouvelle génération gemaach ginn. Dir hutt scho bei der Presentatioun vum Budget am Oktober héieren, wat fir eng Viraarbecht hei gemaach ginn ass, an ech brauch dat net ze widderhuelen. D'Regruppéierung vu Posten an d'Flexibilitéit fir d'Ministèren, fir Kreditter vu Kapitalausgaben op d'Dépenses courantes ze transferéieren ouni den Accord vum Finanzminister, sinn éischt Methoden, déi een och an engem Budget à objectifs fënnt. Et ass gesot gi vun der IGF, wéi si bei eis an der Cofibu (veuillez lire: Commission des Finances et du Budget) war, dass d'Experienz weist, dass eng Method no Objektiver mat méi enger flexibeler Gestioun vun ëffentleche Gelder eng besser a méi effizient Gestioun mat sech bréngt.

Éischt konkluant Experienzen an dësem Sënn sinn zum Beispill an den Établissements à gestion séparée wéi de Lycéeë gemaach ginn.

Här President, Dir wësst, dass d'OCDE an engem Rapport vun 2011 der Regierung recommandéiert huet, op eng Comptabilité à objectifs iwwerzeklammen, wéi et se beispillsweis a Frankräich mat der Loi organique relative aux lois de finances, besser ënnert dem Term LOLF bekannt, an och an Éisträich gëtt. Mir erënneren eis, dass den honorabelen Deputéierte Roger Negri schonn a sengem Budgetsrapport fir d'Joer 2006 de Budget à objectifs thematiséiert huet, zu enger Zäit, wou soss nach keen hei am Land doriwwer vill geschwat huet.

D'Cofibu wënscht sech, dass dës Reform schëtzeg weidergedriwwe gëtt an dass d'Chamber enk an d'Ausaarbechtung vun dësem esou wichtege Gesetzesprojet implizéiert gëtt, an zwar net eréischt, wann de Projet de loi scho steet. D'Chamber huet hei eng besonnesch Roll, well et ëm de Kader fir d'Budgetsgesetz geet, wat jo, wéi mer all wëssen, dat Gesetz par excellence ass, wou d'Parlament seng Kontroll iwwert d'Exekutiv ausüübt.

D'Cofibu muss och hiert Bedaueren ausdrécken, dass de Comité de prévision dës Kéier net zesummekomm ass en vue vum Ausschaffe vum Budgetsprojet 2015 an dem Budget pluriannuel 2014-2018. Schonn eleng wéinst senger Zesummesetzung war et an der Vergaangenheet, an zulescht beim Budget 2014, ëmmer interessant, dem Comité de prévision seng Analys iwwert d'Entwécklung vun de Statsfinanzen ze héieren. Dëst wär a besonneschem Mooss an dëser Budgetsprozedur nëtzlech gewiescht an hätt vläicht och eng besser a méi prezis Aschätzung vu verschiddene Spuermesuren erlaabt. Et wär gutt a wichteg, wann d'Institutionaliséierung vum Comité de prévision, déi jo och esou am Regierungsprogramm virgesinn ass, esou schnell wéi méiglech op de Leescht kéint geholl ginn.

D'Cofibu bedauert och, dass den neie Conseil national des finances publiques, dee jo am Gesetz vum 12. Juli 2014 virgesinn ass, net konnt matzäit zesummekommen, fir en Avis iwwert dës éischt Loi de programmation financière pluriannuelle ofzeginn. Et ass allerdéngs verständlech, wann ee kuckt, wéi spéit dëse Conseil gebilt ginn ass, dass e ganz wéineg Zäit hat.

Schlussendlech sief nach, wat d'Prozedur ugeet, bemierkt, dass d'Cofibu et begréisst, dass d'Regierung den Dialog mat deenen dräi grousse Gewerkschaften erëm opgeholl huet an dass et zu engem Accord komm ass mat de Gewerkschaften. Et ass allerdéngs ze bedaueren, dass dëst esou spéit geschitt ass. Dëst huet d'Aarbecht vun der Finanzkommissioun a vum Rapporteur an engem souwéisou schonn aussergewéinlechen Exercice net méi einfach gemaach. D'Cofibu huet missen eng ganz Woch hir Sitzungen aussetzen an duerno huet alles misse ganz schnell goen. Et hätt een och kënnen där Hektik aus de Féiss goen, wann een esou Consultatioune schonn am Virfeld gefouert hätt. Et bleift och ze wënschen, dass de Lëtzebuerger Modell, dee jo och d'Participatioun vun deenen zwee Sozialpartner viraussetzt, erëm relancéiert ka ginn.

Här President, ech kommen da bei déi finanziell Analys vun deenen zwee Budgetsprojeten: dem Programme pluriannuel engersäits an dem Budget 2015 anerersäits.

De Programme pluriannuel obligéiert ons vun dësem Joer un, ons ëffentlech Finanzen an enger mëttelfristeger Optik ze betruechten. Dës Approche gouf et bis ewell nëmmen um Niveau vun de Spezialfongen a vum Budget en capital vum Stat. Elo gëtt d'Method vun der pluriannueller Programmatioun op de Gesamtstat ausgedehnt, dat heescht och op d'Dépenses courantes vum Zentralstat, awer och op d'Sécurité sociale an op d'Gemengen.

D'Gemenge musse jo bekanntlech och zënter dësem Joer, opgrond vun der Modifikatioun vum Gemengegesetz vum 30. Juli 2013, déi sougenannt „plans pluriannuels de financement" eraginn. Et sief hei bemierkt, dass dësen Exercice duerch déi bekannt Ëmstänn Enn 2013, Ufank 2014 net am Délai konnt ofgeschloss ginn, soudass d'Donnéeë vun de Gemenge beim Opstelle vum Programme pluriannuel net alleguerten disponibel waren.

Den Objectif à moyen terme, dee Lëtzebuerg sech ginn huet an dee vun der Europäescher Kommissioun och validéiert gouf, läit am Moment bei plus 0,5% vum PIB. Den OMT gëtt en termes de solde structurel ausgedréckt.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, zum Solde structurel muss ech e puer kritesch Bemierkunge maachen, déi och vun aneren Instanzen, wéi dem Statsrot, der Zentralbank, oder eenzelne Beruffschambere gedeelt ginn. Eng Kritik, déi ee maache muss, ass, dass d'Berechnung vum Solde structurel eng relativ intransparent Prozedur ass an nëmme schwéier novollzéibar ass. Dëst ass dowéinst problematesch, well et jo awer esou e wichtegen Indicateur ass an der nationaler an europäescher Budgetspolitik.

Ouni wëlle weider an den Detail ze goen, muss een dozou wëssen, dass d'Europäesch Kommissioun eng aner Rechnungsmethod hëlt wéi de Statec, wat zu deelweis groussen Differenze beim Resultat ka féieren. D'Zentralbank, hirersäits, rechent mat enger Method vun der Europäescher Zentralbank. Et wär deemno wichteg, hei eng eenheetlech Method ze benotzen, déi am Resultat och vun der Kommissioun acceptéiert gëtt.

Fir zréck op de Budget an op de Pluriannuel ze kommen: Ouni den Zukunftspak hätt sech eise Solde structurel no an no degradéiert, fir op minus 1,2% ze falen. Domat wäre mer kloer en infraction gewiescht mat eisem Objectif à moyen terme a mir hätte riskéiert, ënnert de Volet correctif vum Pacte de stabilité ze geroden. Mam Zukunftspak wäerte mer bis 2018 eisen OMT mat plus 0,4% all Joer praktesch erreechen an 2016 esouguer liicht driwwer leien. Dat ass nëmme méiglech, well mir mat der Trajectoire d'ajustement, déi mir virgesinn hunn, en „front-loading" maachen, dat heescht, dass mer de Gros - ronn d'Halschent - vum Konsolidéierungseffort schonn am nächste Joer maachen, dat Joer, an deem eis och de Groussdeel vun eisen TVA-Recetten aus dem Commerce électronique ewechbrieche wäert, also ronn 700 Milliounen Euro.

À politique inchangée hätte mir eis ëffentlech Finanze bis 2018 net an de Grëff kritt. Zwar wär den Defizit am Gesamtstat vun 800 Milliounen an de Quasi-Équiliber komm, mä am Zentralstat wär och 2018 nach en Defizit vun 1,1 Milliarden Euro bliwwen. 2015 hätte mer am Zentralstat esouguer en Defizit vun iwwer 1,5 Milliarden ausgewisen. Fir dës Defiziter ze finanzéieren, hätte mer weider misse Schold ophuelen. Eis Statsschold wär vun haut ronn 11 Milliarden Euro, oder 23% vum PIB, op iwwer 16,3 Milliarden, oder 26,6% vum PIB, ugewuess. Mir wären eiser Limite vun 30%, déi mir eis gesat hunn, also däitlech méi no komm.

Duerch den Zukunftspak, deen natierlech och e Konsolidéierungspak ass, kréie mer dës Tendenz bis 2018 ëmgedréit. Den Defizit am Zentralstat gëtt schonn am nächste Joer ëm ronn 700 Milliounen Euro reduzéiert op 875 Milliounen, fir bis 2018 op 170 Milliounen, oder 0,3% vum PIB, zréckzegoen. Doduerch verbessert sech natierlech och de Sold vum Gesamtstat. Aus engem Defizit vun 135 Milliounen Euro 2015 gëtt 2018 en Iwwerschoss vun 850 Milliounen, oder 1,5% vum PIB.

En Deel vun dëser Verbesserung ergëtt sech och aus dem Iwwerschoss vun der Sécurité sociale, dee sech vun 1,4% (veuillez lire: vu plus 1,4%) oder 800 Milliounen 2014 op plus 1,8% oder 1,06 Milliarden 2018 verbessert. De Secteur communal bleift tëschent 2015 an 2018 praktesch am Équiliber mat engem klengen Defizit vun 0,1% vum PIB.

Duerch déi reduzéiert Defiziter wäert och d'Statsschold bis 2018 manner séier klammen, op eppes iwwer 13 Milliarden Euro, a sech 2018 bei ronn 22% vum PIB stabiliséieren. Am Pluriannuel geet d'Regierung dovun aus, dass bis 2018 nach zweemol eng Milliard an zweemol eng hallef Milliard nei Schold mussen opgeholl ginn. D'Bedénge vun den Zënsen op d'Statsschold geet lues vun 219 Milliounen 2015 op 245 Millioune fir 2018 an d'Luucht.

Dës Zomme weisen, dass eng ze vill héich Statsschold den Handlungsspillraum vun der Politik aschränke kann. 200 Milliounen Euro, dat ass de Präis vun zwee Lycéeën. Mir hunn als Land och all Intérêt, eis Triple-A-Notatioun ze halen, déi am Moment dank eiser virsiichteger Budgetspolitik net a Gefor ass. Dëse Rating erlaabt et eis als Stat, zu gënschtege Konditioune Suen ze léien, an doriwwer eraus ass et en Zeeche vu Stabilitéit a Kompetitivitéit, wat eiser ganzer Wirtschaft zeguttkënnt.

An deem Kontext géif ech gären eng Iddi relancéieren oder lancéieren, déi Dir och a mengem schréftleche Rapport fannt, an zwar d'Emissioun vun engem Emprunt populaire, wéi mir e schonn 2008 haten. Esou en Emprunt „grand public", fir d'ëffentlech Investitiounsfongen ze speisen, hätt den duebele Virdeel, dass och d'Klengspuerer eng interessant Méiglechkeet géife gebuede kréien, fir a Statspabeieren ze investéieren, an dass de Stat manner Auslandsschold hätt, wat e wichtegen Indicateur ka sinn, fir d'Qualitéit vun der Schold an d'Expositioun vun engem Land ze bewäerten. D'Cofibu invitéiert d'Regierung, fir dës Méiglechkeet seriö ze préiwen.

Här President, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, et ass an et wäert och während der Budgetsdebatt kritiséiert ginn, dass den Zukunftspak ze vill op nei Recetten opbaut an net genuch bei den Ausgabe gekierzt gëtt. Wann een d'Zuele kuckt, da gesäit een, dass sech de Ratio Recetten-Dépensë vun ongeféier 68 zu 32% am nächste Joer graduell bis 2018 op 58 zu 42% verännert. Dat läit dorunner, dass d'Recettëmesuren, notamment d'TVA-Erhéijung an d'Aféierung vum temporären Impôt d'équilibrage budgétaire, schonn direkt am nächste Joer en Impakt wäerten hunn, iwwerdeems d'Mesuren op der Dépensësäit eréischt no an no gräifen. Et war jo e bewosste Choix vun der Regierung, fir bei eenzelne Mesuren en „phasing out" virzegesinn an net vun haut op muer mam Virschlaghummer virzegoen.

Wann engem, wéi am Fall vum Commerce électronique, vun engem Joer op dat anert 700 Millioune Recetten ewechfalen, da kann een dee Verloscht net integral oder haaptsächlech op der Dépensësäit kompenséieren; da muss een och nei Recettë schafen. Ech weisen an deem Kontext just drop hin, dass d'TVA-Erhéijung schonn 2013 vun der viregter Regierung décidéiert gi war, an dat war och richteg esou.

E puer Wuert nach zur Investitiounspolitik vun dëser Regierung: D'Kreditter am pluriannuelle Budget fir direkt an indirekt Investissementer gi vun 2014 bis 2018 ganz substanziell an d'Luucht, vu gutt 1,7 Milliarden Euro am lafende Joer op gutt 2,5 Milliarden 2018. Dat entsprécht enger Croissance moyenne vu méi wéi 10% pro Joer! D'Cofibu begréisst dës Décisioun vun der Regierung, fir net beim Invest ze spueren - am Géigendeel -, well en héijen Invest ass d'Viraussetzung, fir och an Zukunft nach performant Infrastrukturen, en héije Wuesstum an eng gutt Liewensqualitéit kënnen ze garantéieren.

Här President, villes iwwert de Budget 2015 ass scho gesot, wann een iwwert de Pluriannuel geschwat huet. Och dat ass en neie Moment an dëser Budgetsprozedur. Dofir wëll ech a mengem Duebelrapport nëmmen nach kuerz op e puer Zuelen a Fakten ze schwätze kommen, déi speziell de Budget 2015 betreffen.

Och wa mir elo e Pluriannuel an der Logik vum SEC 2010 opstellen a stëmmen, esou gëtt de Budget fir dat nächst Joer nach ëmmer no de Regele vun eiser nationaler Kontabilitéit opgestallt a gewielt. An dëser Duerstellung wäerten d'Recetten 2015 ëm nëmmen 2,1% klammen, wat natierlech d'Resultat ass vum Abroch vun der TVA um E-Commerce, déi net integral kompenséiert gëtt.

Op der Dépensësäit steet e Plus vu 5,1%. Iwwert déi gesamt Véierjoresperiod 2015 bis 2018 wäerten d'Ausgaben en moyenne ëm déi 4% pro Joer wuessen. Au vu vun dësen Zuele vun engem „Austeritéitsbudget" oder vun enger „Austeritéitspolitik" ze schwätzen, ass wuel kaum ubruecht, fir dat elo emol hei mat der néideger Retenue auszedrécken.

Wéi scho gesot, wäert 2015 d'TVA um Commerce électronique abriechen oder, méi richteg gesot, d'TVA-Einnahme wäerten zwar weider wuessen, mä mir mussen opgrond vum neien TVA-Regime 70% vun de Recetten un d'Land vum Wunnsëtz vum Keefer weiderginn. 2017 geet deen Taux op 85% erop an 2019 musse mir déi Zommen dann integral iwwerweisen.

Eng aner Recette, déi mir 2015 fir d'Lescht erakréien, ass eisen Undeel vu 25% un der Quellesteier op den Zënse vun de Bierger mat Wunnsëtz am EU-Ausland. Dat si 40 Milliounen Euro. 2015 gëtt jo da bekanntlech den Échange d'informations agefouert.

Bei den direkte Steieren ass et virun allem den Impôt sur les traitements et salaires, deen 2015 ëm 10,8% op 3,3 Milliarden Euro an d'Luucht geet, am Verglach zum Budget voté 2014. An der Konsequenz klëmmt och d'Solidaritéitssteier vun de Personnes physiques ëm knapps 10% op 316 Milliounen Euro.

D'Kollektivitéitssteier an d'Solidaritéitssteier vun de Betriber ginn am Verglach dozou nëmmen ëm 4,7% an d'Luucht, op 1,6 Milliarde respektiv 120 Milliounen Euro. D'Kierperschaftssteier, den IRC, bleift konstant op 240 Milliounen; d'Verméigenssteier, déi vun de Betriber bezuelt gëtt, soll liicht op 285 Millioune klammen. D'national Quellesteier bréngt nëmmen nach 25 Milliounen Euro an de Statsbudget eran, wat natierlech och d'Konsequenz ass vun den extrem niddregen Zënsen. Insgesamt sollen déi direkt Steieren 2015 ëm 7,5% klammen.

Bei den indirekte Steieren ass d'Bild e bësse méi mitigéiert, net nëmme wéinst der TVA, déi ëm 11% op 2,7 Milliarden Euro zréckgeet, mä och d'Akzisen an d'Autossteier si liicht réckleefeg. Par contre sollen d'Droits d'enregistrement ëm 6,1% steigen an d'Taxe d'abonnement ëm 8,5%, woubäi een natierlech ëmmer derbäisoe muss, dass dës Tax ganz volatil ka sinn, well se ofhänkt vun den Avoirs sous gestion vun de Fongen an domat zu engem gudden Deel vun der Evolutioun vun de Bourssen an de Finanzmäert.

Schlussendlech rechent de Stat och mat Dividende vun der Post a vun der Spuerkeess vun 20 respektiv 40 Milliounen, a vu sengen anere Participatiounen a Gesellschaften an Héicht vu ronn 125 Milliounen Euro, wat e Minus vu 16% par rapport zum Budget 2014 duerstellt.

Op d'Dépensë ginn ech elo hei net am Detail an. Ech hat scho gesot, dass d'Regierung am Kader vun der grousser „spending review" décidéiert huet, eng Rei Kreditter ze kierzen oder ze sträichen, déi am Joer 2015 net méi an d'Landschaft passen, an als Géigepartie d'Ausgaben dohinner ze orientéieren, wou d'Zukunft sech ofspillt: an d'Bildung, an d'Kannerbetreiung, an d'Recherche, an d'Mobilitéit - a speziell an den ëffentlechen Transport -, an d'Sozial- a Gesondheetsinfrastrukturen, an den Emploi, et j'en passe.

Ech verweisen hei op mäi schréftleche Rapport an op de Commentaire du budget des dépenses.

Eng wichteg Neierung am Budget 2015 respektiv am Pluriannuel ass d'Obligatioun fir d'Regierung, fir d'Informatiounen ze publizéieren iwwert d'Dépenses fiscales, dat heescht iwwert den Déchet fiscal oder de Manque à gagner fir de Statsbudget vun de steierlechen Ausnahmeregelungen - Abattementer, Exonératiounen, Exemptiounen, Deduktiounen a soss Bonifikatiounen. Dës Opstellung ass ganz wäertvoll, well se eng éischte Kéier an engem offiziellen Dokument probéiert, den Inventaire ze maache vun dësen Dispositiounen an och hire finanziellen Impakt ze chiffréieren.

Als Cofibu begréisse mir dës Informatioun, mä mir mussen awer och kritiséieren, dass dës Lëscht nach net komplett ass. Och d'Zentralbank an de Statsrot hunn dat kritiséiert. Et fält zum Beispill op, dass bei den direkte Steieren zwar d'Dépenses fiscales um Niveau vun de Privatpersounen ausgewise sinn, mä den Inventaire bei de Betriber net gemaach ginn ass. Dës Lacune ass am Kader vum nächste Budget oder vläicht schonn éischter, am Kader vun der Virbereedung vun der grousser Steierreform, onbedéngt ze behiewen.

Et sief an deem Kontext och op den Avis vum Statsrot higewisen, dee sech méi am Detail mat den Dépenses fiscales befaasst an eng Partie interessant Iwwerleeungen ustellt, wéi een dëse Volet kéint weider ausbauen.

Här President, fir mat der Budgetsanalys zum Ofschloss ze kommen, wëll ech nach op e puer eenzel Dispositioune vum Budgetsgesetz agoen.

Wéi scho gesot, gi mam Artikel 6 vum Budgetsgesetz dräi TVA-Tauxen ëm 2% an d'Luucht, an zwar den Taux normal vu 15% op 17%, den Taux intermédiaire oder „Taux parking" vun 12% op 14% an den Taux réduit vu 6% op 8%. Et muss een hei nach eng Kéier betounen, dass de superreduzéierten Taux vun 3% net an d'Luucht geet. Dee bleift bei 3%. Dorënner fale Liewensmëttel, Medikamenter, d'Kannerkleedung, den ëffentlechen Transport, d'Bicher etc., also villes vun deem, wat ee gemengerhand als „Grondbedarf" oder „biens de première nécessité" bezeechent. D'Exceptioun ass hei den Alkohol, deen am Restaurant oder am Café zerwéiert gëtt, dee vum Taux superréduit an den Taux normal geholl gëtt.

Bei der TVA-Logement huet d'Regierung décidéiert, fir den 3%-Taux net méi ze accordéiere fir de Bau vu Wunnengen, déi dem Propriétaire net als spéideren Haaptwunnsëtz déngen. Am Kloertext sinn dat Wunnengen, déi vun Investisseure kaaft ginn, fir se ze verlounen an esou hir Suen ze placéieren an e gudde Rendement ze erwirtschaften. D'Regierung huet déi couragéiert Décisioun geholl, dëse Marché, deen nach ëmmer ganz profitabel ass fir d'Promoteuren an d'Investisseuren, net méi ze subventionéieren.

Och hei muss ee betounen, dass nëmmen den Neibau betraff ass. D'Renovatioun an d'energetesch Sanéierung, och vu Wunnengen, déi verlount ginn, bleiwen um Taux vun 3%, wat fir d'Lëtzebuerger Handwierk e wichtegen Detail ass.

Eng zweet Dispositioun am Budgetsgesetz ass d'Aféierung vum Impôt d'équilibrage budgétaire temporaire duerch den Artikel 7. Ech kommen nach spéider dorop zréck.

Schlussendlech wollt ech och nach den Artikel 28 vum Budgetsgesetz ervirsträichen, duerch deen de Fonds pour la réforme des services de secours geschafe gëtt. Mat dësem Fong, deen ongefeier jee zur Halschent vum Stat a vun de Gemenge gespeist gëtt - 2015 sinn et 25 Milliounen Euro -, soll den zukünftegen Établissement public fir d'Rettungsdéngschter finanzéiert ginn. D'Gemenge steieren hiren Deel dozou bäi, andeems hiren Undeel un der TVA-Erhéijung vum FCDF an den neie Fong ofgezweigt gëtt.

Här President, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, d'Zil vun deenen dräi Budgetsgesetzer ass duebel. Et geet engersäits drëm, eis ëffentlech Finanzen ze konsolidéieren, fir se erëm op eng Schinn ze kréien, wou se op Dauer équilibréiert sinn, an anerersäits geet et drëm, de Stat ze moderniséieren, fir e méi effikass ze maachen. Spueren ass kee Selbstzweck. Mä och, wann den europäesche Kader, an deen déi national Budgetspolitik sech füge muss, ganz - vläicht ze vill - rigid ginn ass, ass et wichteg, dass e Land gesond Statsfinanzen huet. Déi nächst Generatioune musse genuch Spillraum behalen, fir hire Gesellschaftsprojet ze verwierklechen.

An där Perspektiv gëllt et, zwee Punkten net aus den Aen ze verléieren: d'Evolutioun vun der Statsverschëldung an d'Investissementer. Déi zwee hänken enk zesummen, well et sinn d'Investissementer vun haut, net nëmmen an d'Steng, mä an der Haaptsaach an d'Mën-

schen, déi muer deen néidege wirtschaftleche Mehrwäert erlaben, fir eis Schold zréckzebezuelen.

Wann dat net de Fall ass an d'Sue vun haut net richteg investéiert ginn, da sinn d'Scholde vun haut d'Steiere vu muer. An da sinn déi zukünfteg Generatiounen hypothéquéiert. Intergenerationell Solidaritéit ass also net à sens unique. A mir mussen oppassen, dass mer keng Generatioun vu Schëldner schafen!

Mir hu gesinn an der Diskussioun ronderëm de Budget an den Zukunftspak, dass der Regierung hir Politik vu munche Säiten hier kritiséiert ginn ass. Dat huet sécher vill ze di mat der Mentalitéit vun enger Generatioun, déi säit de Mëtt 80er vun der Politik gewinnt war, dass se ëmmer nëmmen ausgedeelt krut an ni oder ganz seelen huet missen Affer bréngen. Dofir muss ee sécherstellen an d'Land och iwwerzeegen, dass déi Mesuren, déi ee proposéiert, och an d'Richtung vu méi Kloerheet, Gerechtegkeet, Gläichheet an Dauerhaftegkeet ginn. Mir dierfen zu Lëtzebuerg déi esou néideg Zukunfsperspektiv fir d'Land net aus den Ae verléieren!

Wann een iwwert den Niveau vun der Verschëldung schwätzt, kritt ee munchmol gesot, dass den Niveau guer net héich wär, jo, bal bei null léich, well d'Schold, déi gemaach gouf, an der Haaptsaach an Infrastrukturen investéiert gouf, déi och den zukünftege Generatiounen zegutt kommen: Schoulen, Spideeler, Stroossen. Dat ass och net falsch: D'Dette nette, wann een d'Avoire vum Stat ofzitt, ass bal null. Mä engersäits ass et esou, dass déi europäesch Kritären eng Verbuchung vun der Bruttoverschëldung virschreiwen, an anerersäits bleift d'Realitéit, dass dës Schold, egal firwat se gebraucht gëtt, op de Statsbudget dréckt an de Stat manner flexibel mécht a senger Politik, well en en décke Batz Zënsen a Schold bezuele muss, amplaz déi ëffentlech Gelder fir aner Zwecker ze gebrauchen.

Munchmol gëtt och op de positive Sold vun der Administration publique, also dem Gesamtstat, verwisen, fir d'Wichtegkeet vum Defizit vum Zentralstat klengzerieden. Mä dës Ofkierzung ass geféierlech. Well all Bestanddeel vum Gesamtstat - d'Gemengen, d'Sécurité sociale an den Zentralstat - muss säin eegene Budget am Lot halen, och wann den Zentralstat mat sengen Transferten zum Deel zur Finanzéierung vun de Gemengen an der Sécurité sociale bäidréit.

Et ass och evident, dass déi bal 14 Milliarde Reserven an der Pensiounskeess dem Service vun engem Deel vun de Rente virbehale sinn, dès den Ament, wou d'Ausgabe vun der Pensiounskeess net méi ganz duerch d'Recettë gedeckt ginn. Et handelt sech hei ëm en intergenerationelle Solidaritéitsmechanismus, deen ni wäert benotzt kënne ginn, fir dem Stat seng kuerzfristeg Ausgaben ze bezuelen.

Ganz enk verbonne mat der Diskussioun iwwert d'Dauerhaftegkeet vun eisen ëffentleche Finanzen ass déi iwwert d'Zukunft vum Lëtzebuerger Wirtschaftsmodell.

Här President, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, mir wëssen alleguer, wéi ofhängeg eist Land a wirtschaftlecher Hisiicht vun der europäescher Konjunktur ass. De Wuesstumspotenzial fir Europa ass erofgaangen a gëtt elo tendenziell op 1,5% geschat. Fir Lëtzebuerg, dat jo un eng Moyenne vu Wuesstum vu 4% gewinnt war iwwer laang Zäit, läit de Wuesstumspotenzial mëttelfristeg bei 2% a laangfristeg, verschiddene Studien no, souguer nach méi niddreg.

Et ass hei déi statistesch Illustratioun vun engem Phenomeen, dee säit Kuerzem ënner Ekonomisten diskutéiert gëtt an dee vum Bill Clinton sengem fréiere Minister Larry Summers an d'Gespréich bruecht gouf: d'Theorie vun der „secular stagnation", déi beseet, grob vereinfacht, dass westleche Vollekswirtschaften aus verschiddene Grënn eng länger Zäit vu schwaacher Croissance bevirsteet.

Elo kann een natierlech soen, dass laangfristeg wirtschaftlech Previsioune méi mat Kaffisazliesen ze dinn hu wéi mat Wëssenschaft an dass et insbesonnesch fir eng kleng, atypesch Ekonomie wéi déi lëtzebuergesch onméiglech ass, virauszesoen, wéi mer eis entwéckelen. Dat mag sinn. An et wär schéin, wann déi Wuesstumstauxe vun 3% bis 4% PIB pro Joer géifen erëmkommen, soudass mer eise Modell, ouni allze vill anzebéissen, weiderféiere kéinten.

D'Europäesch Unioun ass op enger Kräizung ukomm, wat hir eege Wirtschaftspolitik ugeet. Déi europäesch Budgetspolitik ënnert dem Pacte de stabilité et de croissance an dem Traité budgétaire huet munch europäesch Länner forcéiert, eng Spuerpolitik, jo, eng Austeritéitspolitik ze maachen, déi op d'Käschte vum Wuesstum gaangen ass. Munch Ekonomiste warne scho säit Jore virun de Ravagë vun dëser Konsolidéierungspolitik an Zäite vu Kris oder schwaacher Croissance.

Och Organisatioune wéi den FMI an d'OCDE hu viru Kuerzem hire Feeler unerkannt, dass se scho säit 2010 Spuerpoliticke recommandéiert hunn an engem depriméierte Kontext. An déi desastréis Konsequenze vun där Politik, mat niddregem Wuesstum an héijem Chômage zimlech iwwerall an Europa, si gutt siichtbar, wann een d'Hierschtprevisioune vun der Europäescher Kommissioun kuckt. An trotzdeem ass déi Eenzeg, déi hire Feeler nach net ëffentlech agesinn huet, d'Europäesch Unioun!

Dofir ass den Investitiounsplang vun der Kommissioun Juncker fir de Wuesstum unzekuerbelen e positivt Signal, eng Richtungsännerung, och wann de Plang vun 300 Milliarden, deen op engem Eegekapital vu just 20 Milliarde fousst a vill Privatinvestissement viraussetzt a vill Verschëldung, e bëssen no enger méi mirakuléiser „multiplication des petits pains" ausgesäit.

Här President, zu dëser onsécherer Ausriichtung vun der europäescher Politik kënnt eng déif gräifend Diskussioun iwwer eise wirtschaftleche Modell. Trotz der Diversifikatiounspolitik vun deene leschte Jore sinn eis Statsrecetten ëmmer nach staark ofhängeg vum Finanzsecteur. D'Cour des Comptes schätzt den Deel vum Finanzsecteur an de Recetten op 25%.

Rezent international an national Entwécklunge weisen d'Fragilitéit vu munche vun dëse Recetten. Ech denken do an éischter Linn un d'Aféiere vum automateschen Échange vun Informatiounen zu Steierdossieren an der Folleg vu FATCA an der ëmmer méi grousser Pressioun vun anere Länner, déi der Meenung sinn, dass Finanzplaze wéi Lëtzebuerg hirem eegene Budget schueden.

D'Affär LuxLeaks dréit natierlech och hiert zu dëser Diskussioun bäi! Dëst ass dowéinst esou eng schwiereg Diskussioun, well se ëm eise Modell dréit, awer och ëm Ethik geet. An et schwéngt eng zimlech grouss Dose vun Hypokrisie an Opportunismus vu verschiddene Säite mat. Wann een zum Beispill gesäit, dass am engleschen House of Commons e Verhéier stattfënnt, während deem Lëtzebuerg onverblimmt als „parasite state" genannt gëtt, op där anerer Säit awer den engleschen „Revenue", also den englesche Fisk, an ëffentleche Broschüre mat niddregen Tauxe vu Gesellschaftssteier an dem englesche Rulingsmodell werbt, da gesäit een, wann een nach iergenden Zweifel hat, dass hei mat deux poids, deux mesures geschafft gëtt!

Et ass en internationalen an och an enger gewëssener Hisiicht nationale Sport ginn, d'Benotze vu Souveränitéitsnischen an der Lëtzebuerger Wirtschaft ze veruerteelen. LuxLeaks huet dës Diskussioun relancéiert, woubäi et sech bei Rulinge jo ironescherweis emol net wierklech ëm eng Steiernisch handelt. Aner Länner maachen dat och, entweder direkt oder iwwer hir territorial Dépendancen.

Loosse mer eis drun erënneren, dass Nischepolitik Traditioun huet zu Lëtzebuerg! An zwar säit dem 19. Jorhonnert. Et kann ee getrouscht soen, dass mer ouni Nischen a spezifesch Kompetenzen héchstwahrscheinlech en äermlecht Agrarland bliwwe wären, ouni Industrie a Servicer. Vum Opbau vun der Stolindustrie iwwert d'Ausnotze vun Avantagen aus dem Zollveräin zu der Bourse, déi duerch d'Cotéierung vun Euro-Dollar-Obligatioune gewuess ass, oder dem Opbau vun enger wichteger Fongeplaz, fir nëmmen e puer Beispiller ze nennen, hu mer et ëmmer erëm fäerdegbruecht, mat Ingéniositéit a Fläiss nei Aktivitéiten opzebauen.

Zur gläicher Zäit bréngt esou eng Affär wéi LuxLeaks e schwéiere Reputatiounsschued mat sech. An Zäiten, wou mer amgaange sinn, un eisem Nation Branding ze schaffen, ass et kloer, wat e gudden Numm och am internationale Kontext wäert ass! An dowéinst ass et och gutt, dass déi nei Regierung där Praxis eng kloer Base légale gëtt a se virun allem méi zolidd encadréiert.

Här President, wat eis Statsfinanzen ugeet, esou musse mer eis bewosst sinn, dass Nischen ëmmer méi schnell zouginn an de Spillraum fir esou eng Politik ëmmer méi kleng gëtt. Et ass also ëmsou méi wichteg, dass mer un der Qualitéit vun eise Produkter, mä haaptsächlech vun eisen Déngschtleeschtunge schaffen, déi jo eist éischt Exportgut sinn, dass mer méi kohärent, mat méi Wäitsiicht e wirtschaftleche Modell opbauen, dee virun allem op eiser Kreativitéit an op eisem Talent baséiert.

Recetten, déi aus Nischesecteuren an dem Stat seng Keess fléissen, sollten intelligent agesat ginn, fir nei, dauerhaft a stabel Secteuren opzebauen. Et ass schued, dass déi bal fënnef Milliarden Euro, déi d'TVA um Commerce électronique dem Land säit 2003 abruecht huet, net an e Fonds souverain gesat goufen, deen eleng der Innovatioun, der Recherche an dem Entrepreneuriat dédiéiert gewiescht wär, mä fir permanent Ausgabe vum Stat benotzt goufen. Dës Regierung huet beschloss, elo e Fonds souverain opzesetzen, deen zum Deel mat de Recetten aus der TVA-Commerce électronique gespeist gëtt. An dëst ass eng gutt Saach. Mieux vaut tard que jamais!

Wa mer wëllen, dass de Stat och muer nach de Garant vum Fortschrëtt a vun der sozialer Kohäsioun ass, musse mer et vermeiden, em ze vill op d'Schëlleren ze leeën. Dofir ass et esou wichteg, weider driwwer nozedenken, wéi mer de Stat méi effikass kënne maachen, wéi mer d'Käschte kënne weider reduzéieren a wéi mer weider an d'Richtung goe kënne vun enger sozialer Selektivitéit, déi d'Sozialleeschtungen, besonnesch och fir déi Schwächst an eiser Gesellschaft, ofséchert.

Här President, an hire Beméiungen, fir de Stat ze moderniséieren, d'Statsfinanzen ze konsolidéieren an d'Wirtschaft ze diversifiéieren, dierf dës Regierung awer net vergiessen, de soziale Fortschrëtt no vir ze bréngen, dat heescht, weider géint d'Ongläichheet an d'Aarmut unzekämpfen.

E wichtegen Deel vum Budget betrëfft d'Sozialtransferten. Et ass äusserst sensibel, fir an dës Dépensë schneiden ze goen, well et zum Deel Leit betrëfft, déi substanziell dorobber ugewise sinn. Fir dass déi Sozialtransferte bei deene Leit do ukommen, wou se wierklech gebraucht ginn, muss ee fir d'Éischt eng Analys vun der Aarmut zu Lëtzebuerg maachen. Fir den Detail verweisen ech hei op mäi schrëftleche Rapport, dee sech vill domat beschäftegt.

An Europa gëtt éischter de relativen Aarmutsrisiko gemooss, dee sech par rapport zum Revenu médian um nationalen Niveau definéiert. Den Aarmutsrisiko rechent sech iwwert d'Proportioun vum Revenu, dee manner ass wéi 60% vum Revenu médian. Dat si virun de Sozialtransferte 45% vun der Bevëlkerung vun eisem Land, no de Sozialtransferten awer just nach 16% am Joer 2013. Dat weist, dass d'Sozialtransferten eng wichteg Roll spillen am Kampf géint d'Aarmut.

E besonnesch interessanten Indicateur ass dee vum Risque de pauvreté persistante. Dësen Indicateur moosst déi Leit, déi säit méi wéi zwee Joer vun deene leschten dräi Joer vun der Enquête ënnert dem Aarmutsniveau liewen. Zu Lëtzebuerg louch deen Taux am Joer 2012 ëmmerhi bei 7,1%.

Parallell zu der Aarmut gesäit een, dass och d'Ongläichheet vun de Revenuen zu Lëtzebuerg zimlech staark an d'Luucht geet. Tëschent 1996 an 2013 si souwuel de Coefficient de Gini wéi de Rapport interquintile S80/S20, déi d'Ongläichheet vun de Revenue moossen, gewuess, mat enger staarker Verschlechterung vun 2012 op 2013. Souguer eng iwwerflächlech Lektür vun deene Statistike weist verschidde Schlësselfacteuren, déi den Aarmutsrisiko aggravéieren.

Zu Lëtzebuerg sinn am direkte Kampf géint d'Aarmut an den Ae vun Ärem Rapporteur fir d'Éischt emol d'Gebidder vun der Familljepolitik, der Aarbechtspolitik, dem Logement an der Steierpolitik gefuerdert. Dat heescht net, dass aner Gebidder onwichteg sinn. D'Éducatioun spillt natierlech eng extrem wichteg Roll. An dee beschte Kampf géint de Chômage an den Aarmutsrisiko läit an enger effikasser Wirtschaftspolitik, déi et fäerdegbréngt, de Standuert Lëtzebuerg attraktiv ze maachen an nei Aarbechtsplazen ze schafen.

Här President, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, an der Familljepolitik ass et virun allem och wichteg, dass d'Sozialtransferten net no engem traditiounsgebonnenen Ideal ausgeriicht ginn, mä der Liewensrealitéit vun de Familljen entspriechen. Besonnesch schockant ass et an deem Kontext, dass 23% vun de Kanner a Jugendlechen ënner 18 Joer zu Lëtzebuerg am Aarmutsrisiko liewen.

En éischt a besonnesch wichtegt Zil vun der Familljepolitik vun dëser Regierung ass et, d'Haushalter ouni Kanner un den Ustrengungen a Käschte vun der Kannererzéiung ze bedeelegen. Par contre wëllt dës Regierung keng natalistesch Familljepolitik méi bedreiwen. Well all Kanner gläichbehandelt solle ginn, gëtt d'Kannergeld fir all Kand datselwecht.

D'Zuele weisen och ganz kloer, dass trotz méi Geld fir kannerräich Familljen den Aarmutstaux op eng signifikant Aart a Weis 27,1% an d'Luucht geet bei Famillje mat méi wéi zwee Kanner.

D'Regierung huet dofir d'Prioritéit op Mesurë gesat, déi ganz konkret de kannerräiche Familljen hëllefen, zum Beispill duerch Gratisplazen an de Crèchen an aner zousätzlech Ënnerstëtzung fir d'Kanner. Nëmmen déi konkret Mesurë kënne bewierken, dass mer wierklech eng Chancëgläichheet fir all Kand zu Lëtzebuerg gewährleeschten, egal wat säi sozialen a linguistesche Background ass.

Eng drëtt grouss Prioritéit ass et, de Familljen ze erméiglechen, Beruffsliewen a Familljeliewe besser ze conciliéieren. Dofir gëtt a Crèchen an aner Strukturen investéiert, fir dass insbesonnesch déi sozial schwaach Stéit, wou Papp a Mamm schaffe mussen, fir iwwert d'Ronnen ze kommen, eng Plaz fannen.

Well och d'Ënnerbriechung vun enger Carrière duerch Divorce oder eben duerch de fräiwëllege Choix, doheem bei sengem Kand ze bleiwen, en negativen Impakt op d'finanziell Ofsécherung huet, souwuel wat d'Chancen ugeet, duerno erëm eng Aarbecht ze fannen, oder wat d'Pensiounen ugeet, an erëm eng Kéier insbesonnesch bei Leit mat enger schwaacher Formatioun, geet d'Regierung op de Wee vun enger Politik, déi d'Leit net méi encouragéiert, doheem ze bleiwen an hir Carrière ze ënnerbriechen.

An där Optik ass et nëmme konsequent, d'Allocation d'éducation an d'Allocation de maternité ze sträichen. Am Géigenzuch gëtt de Congé parental reforméiert, fir e méi flexibel a méi attraktiv ze maachen, och fir déi Leit mat méi héije Revenuen. Dofir gëtt och un en Aféiere vum Temps partiel geduecht.

Mir wëssen och, dass den Divorce oder eng Trennung oft de Facteur sinn, deen e groussen Aarmutsrisiko mat sech bréngt, besonnesch fir Fraen. Aus evidente Grënn si Leit, déi op eemol eng nei Wunneng fanne mussen, fir hiert Kand oder Kanner opkomme mussen an zugläich nach schaffe goe mussen, besonnesch ënner Drock. An et sinn och déi Leit, d'Eenzelerzéier, déi bei eis am Land ënnert der gréisster Gefor vun Aarmut leiden. Dofir wär et wichteg, wann d'Regierung géif iwwer speziell Hëllefe fir monoparental Familljen nodenken, déi an enger prekärer Situatioun sinn.

Et ass décidéiert ginn, d'Solidaritéit vun der ganzer Bevëlkerung mat deene jonke Famillje spillen ze loossen duerch eng Kontributioun vun 0,5%, den Impôt d'équilibrage budgétaire temporaire. „Impôt de solidarité avec les familles" wär méi eng schéin an och méi eng richteg Bezeechnung gewiescht, well dës Steier gëtt a Crèchëplazen an Hëllefsleeschtunge fir jonk Famillje mat Kanner investéiert. Et ass gutt a richteg am Sënn vun der sozialer Selektivitéit, dass e ganze Mindestloun bei der Perceptioun vun dëser Steier immuniséiert gouf.

Här President, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, am Kampf géint d'Aarmut huet d'Bekämpfung vum Chômage e besonnesche Stellewäert. Well d'Revenuen aus der Aarbecht sech iwwert déi lescht Jore manner dynamesch entwéckelt hu wéi déi vum Kapital, geet d'Ongläichheet an d'Luucht. Et ass awer esou, dass déi Leit an deenen ënneschte Revenusklasse meeschtens kee Kapital hunn, fir eng Aarbecht, déi ewechfält, opzefänken. Dofir ass de Chômage esou en dramateschen Aschnëtt am Liewe vun engem Mënsch, net nëmme psychologesch, mä och existenziell. Meeschtens bedeit Chômage bei eis Aarmutsrisiko.

An dowéinst ass et wichteg, och an der Bekämpfung vum Chômage nei Weeër ze goen. Egal wéi een e moosst, geet de Chômage säit Jore bei eis an d'Luucht. An zéng Joer ass de Chômagetaux vun 3,7% am Oktober 2004 op 7,1% am Oktober 2014 geklommen. Dir wësst, dass mer eng speziell Situatioun hunn op eisem Aarbechtsmaart. Eist Land huet ni opgehalen, nei Aarbechtsplazen ze schafen - eng Croissance vun 2% an der Moyenne säit 2009, och trotz der Kris.

Trotzdeem geet de Chômage an d'Luucht. Dëst huet sécher mat der Konkurrenz duerch Frontalieren ze dinn, mä et huet och eppes ze di mat enger Offer vun Aarbechtsplazen, déi dem Profil an der Formatioun vun de lokale Chômeuren oft net entsprécht. Déi Haaptbetraffe vum Chômage si Jonker, Auslänner a Leit mat wéineg oder kenger Formatioun.

D'Statistike weisen och, dass Leit ab 45 Joer méi grouss Schwieregkeeten hunn, erëm eng Aarbecht ze fannen, virun allem erëm eng Kéier déi mat engem niddregen Éducatiounsniveau.

Här President, d'Regierung geet och an der Aarbechtspolitik nei Weeër. Et gëtt elo op eng besser Formatioun vun de Chômeure gesat, fir se fit ze maache fir den Aarbechtsmaart, an et gëtt sech net méi wéi an der Vergaangenheet einfach mat enger finanzieller Subventionéierung begnüügt. Fir de Chômage ze bekämpfen, gëtt och d'Reform vun der ADEM weidergeféiert. D'ADEM gëtt anescht opgestallt. Si soll méi Moyene kréien a sech zu engem performante Service entwéckelen, deen déi Leit, déi no Aarbecht sichen, méi cibléiert mat den Offere vun den Employeuren zesummebréngt.

D'Garantie Jeunesse ass eng aner Reform, déi schonn no kuerzer Zäit hir Friichten dréit. Engem éischte Bilan no gesäit een de 14. No-

vember dëst Joer, just véier Méint, nodeem de Programm ugelaf ass, dass vun deene 420 Jonken, déi matgemaach hunn, der 65% eng Offre de qualité kruten, dat heescht, an de meeschte Fäll eng Aarbecht oder e Stage.

D'Reform vum Gesetz iwwert de Reclassement ass eng Mesure, déi drop erausziilt, Leit mat engem Handicap oder mat engem Gesondheetsproblem an d'Aarbecht ze kréien. An dësem Kader kann d'Zesummenaarbecht mat de Betriber aus dem Secteur vun der Économie sociale et solidaire e reellt Potenzial duerstellen.

Här President, d'Aide au réemploi, wësse mer elo, huet keng gutt Resultater ginn. Oft war dëst e Mëttel fir d'Employeuren, fir bëlleg u qualifizéiert Aarbechtskräften ze kommen, déi da während véier Joer mat enger héijer staatlecher Subventioun bei engem Patron geschafft hunn an duerno meeschtens entlooss goufen. Dofir ass et gutt, dass d'Aide au réemploi reforméiert gëtt, soudass se net méi wéi 50% dierf si vun deem, wat den neie Patron bezilt, mat engem Plaffong vun 3,5-mol de Mindestloun an net manner wéi 90% vum viregte Salaire.

Och d'Préretraite-solidarité huet a Realitéit wéineg bis guer keng nei Aarbechtsplaze geschafen. Si gëtt ofgeschaaft a parallell dozou sollen d'Préretraite progressive an d'Préretraite postée reforméiert ginn.

Ausserdeem huet d'Regierung an der Verhandlung mat de Gewerkschaften akzeptéiert, eng Retraite partielle mat enger Aarbecht à temps partiel ze erlaben.

Här President, et gëtt och bei eis am Land de beonrouegende Phenomeen vun den „working poor", dat heescht déi Leit, déi der Aarmut ausgesat sinn, obwuel se eng Aarbecht hunn. Zu Lëtzebuerg ass deen Taux vun den „working poor" mat 11,2% héich am Verglach mat der Moyenne vun 8,7% an der Eurozon. Eng Explikatioun heifir läit sécherlech bei der Deierecht vum Liewen zu Lëtzebuerg an an der Haaptsaach vum Wunnen. Mä et ass dofir ëmsou méi wichteg, dass mer de Mindestloun, dee jo just liicht iwwert der Aarmutsgrenz läit, gréisstendeels vu Chargen a vu Steiere fräihalen.

Här President, zu den absolute Grondbedierfnisser vum Mënsch gehéiert de Logement. Grad an dësem Beräich gouf et an de leschte Joren eng staark Präisentwécklung, wat et fir manner gutt situéiert Leit ëmmer méi schwiereg mécht, eng adequat Wunneng ze fannen. Am Duerchschnëtt gekuckt, steet Lëtzebuerg net esou schlecht do: Héije Wunnengspräisser stinn héich duerchschnëttlech Revenue géintiwwer, iwwer zwee Drëttel vun den Haushalter si Propriétaire vun hirer Wunneng an eng duerchschnëttlech Wunneng ass mat knapp 130 m² och relativ grouss.

Wann een d'Statistiken awer méi am Detail kuckt, da gesäit een, dass et grad am Logement staark Inegalitéite gëtt. Och wa 70,8% vun den Awunner zu Lëtzebuerg Propriétaire sinn, esou liewen awer 43% an engem Haushalt, deen e Prêt hypothécaire muss zréckbezuelen. Am Verglach sinn nëmmen 42,8% vun de Leit, déi engem Aarmutsrisiko ausgesat sinn, Propriétaire vun hirem Logement an dräi Véierel vun hinne bezuelen e Prêt zréck.

Déi Haushalter, déi am mannste gutt dru sinn, si meeschtens Locataire. Si wunnen op méi enkem Raum, ënner manner gudde Konditiounen, an d'Ausgabe fir de Logement maachen trotzdeem e ganz groussen Deel vun hirem Revenu aus. Bei dëse Stéit ass et net seelen, dass si iwwer 40% vun hirem Revenu fir de Logement ausginn, wat allgemeng als Taux de surcharge ugesi gëtt. Si kënnen deemno net och nach Suen uspueren a wäerten trotz staatlechen Hëllefe wahrscheinlech ëmmer Locataire bleiwen.

De Stat huet an deene vergaangene Jore vill derfir gemaach, fir den Accès zur Propriétéit ze erliichteren. Dat ass grondsätzlech net falsch, well een, deen emol säi Prêt ofbezuelt huet a Propriétaire vu senger Wunneng ass, mat relativ wéineg Sue ka liewen a manner riskéiert, an eng prekär Situatioun ze kommen. Wa mer gesinn, dass virun allem Leit iwwer 65 scholdefräi Hausbesëtzer sinn, dann ass dat och eng Form vu Garantie géint d'Altersaarmut.

Allerdéngs profitéiert virun allem de Mëttelstand vun deenen Hëllefen, an net déi Leit, déi am stäerkste benodeelegt sinn. Och riskéieren eenzel Hëllefen, d'Wunnengspräisser zousätzlech an d'Luucht ze dreiwen, soudass um Enn net de Keefer, mä de Verkeefer am meeschten dovu profitéiert. Dofir wëllt dës Regierung eenzel Mesuren nei iwwerdenken a virun allem op d'Offer awierken, andeem méi schnell neie Wunnraum soll geschafe ginn.

Och wann aus prozedurale Grënn déi véier Plans directeurs sectoriels hu missen zréckgezu ginn, hält d'Regierung um Zil fest, fir nei Airealer ze identifizéieren, wou schnell ka Wunnraum geschafe ginn, an dat am Aklang mat landesplanneresche Prinzipien.

Wann ee sech de Besoin u Wunnraum virun Aen hält, esou wéi en am Plan directeur sectoriel «Logement» berechent gouf, ass et kloer, dass an deene kommende Joren en enormen Effort an deem Beräich muss gemaach ginn. Engersäits betrëfft dat d'Gemengen, déi jo net nëmmen hire PAG mussen upassen, mä hir gesamt Infrastruktur mussen op dee Wuesstum ausriichten. Mä et betrëfft natierlech och de Stat, deen entspriechend finanziell Hëllefe muss ubidden.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dës Regierung huet de Logement zu enger vu senge Prioritéite gemaach, an dofir wäerten d'Ausgaben an deem Beräich trotz Konsolidéierungseffort am Budget an d'Luucht goen. Am Budget ass fir 2015 eng Enveloppe vun 150,7 Milliounen Euro virgesinn. Dat entsprécht par rapport zum Budget, dee mer fir 2014 gestëmmt haten, enger Augmentatioun vun 10,9%.

Am Pluriannuel ass virgesinn, dass dëse Montant an de Joren 2016 bis 2018 weider steigt. Eleng fir de Volet „Construction d'ensembles" stinn an deenen nächste Joren am Schnëtt 75 Milliounen Euro zur Verfügung. Dat si pro Joer 20 Millioune méi wéi 2014.

Eng Iwwerleeung an deem Kontext wär och, ob de Fonds de compensation, deen d'Reserve vun der Pensiounskeess géréiert, net en Deel vu senge Moyenen an den nationale Wunnengsbau sollt investéieren. Ech mengen, dat ass eng Iwwerleeung wäert.

Trotzdeem wäerten all dës Efforten net de Problem vun deene sozial schwächsten Haushalter léisen, déi och da keng Wunneng kafe kënnen, wann et geléngt, d'Präisser um Marché ze stabiliséieren. Wa mir d'Aarmut zu Lëtzebuerg wëllen effikass bekämpfen, brauche mir substanziell méi Sozialwunnengen, besonnesch am Beräich vum Locatif.

Tatsächlech si mer zu Lëtzebuerg op deem Punkt ganz schwaach, och am internationale Verglach gekuckt. Laut enger Analys, déi d'Caritas 2013 an hirem Sozialalmanach gemaach hat, sinn zu Lëtzebuerg nëmmen 2% vun alle Logemente sozial Mietwunnengen. An Holland sinn et 32%, an Éisträich 23%, a Frankräich 17% an an der Belsch ëmmerhin nach 7%. Mir hunn do also e ganz seriöen Nohuelbedarf.

Well et net wäert méiglech sinn, dee Mangel kuerzfristeg aus der Welt ze schafen, huet d'Regierung virgesinn, deene sozial Schwächsten e Subsid fir de Loyer ze ginn. En entspriechende Projet de loi, deen de Moment nach amendéiert gëtt, ass um Instanzewee a soll schnell déi néideg legal Basis schafen.

De Logement wäert sécher och en Thema am Kader vun der Steierreform ginn. Mir wäerte méi genau missen analyséieren, wiem déi bestehend Fiskalitéitsregelen notzen a wéi wäit dat am Aklang ass mat de politeschen Ziler vun der Regierung, och am Beräich vum Logement.

Här President, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, wann een iwwer sozial Gerechtegkeet schwätzt, ass een och iergendwann bei der Steiergerechtegkeet ukomm. Eent vun den Haaptziler vun der Regierung an der Steierpolitik ass et, de Mëttelstandsbockel ze glätten. Et handelt sech hei ëm déi héich Steierlaascht, déi op de Revenue vun de Mëttelklasse läit, déi jo an der Haaptsaach aus Aarbechtsrevenue bestinn. Well de Steierbarème schnell an d'Luucht geet a scho bei niddregem Akommes asetzt, sinn d'Mëttelschichte méi haart getraff vun der Steier wéi déi méi räich Stéit.

Bei méi räiche Stéit ass et esou, dass nach aner Revenuen aus Immobilien an Erspuernisser derbäikommen, déi bei eis manner staark besteiert ginn. Doduerch kritt een eng degressiv Steierlaascht, wat ee méi héich an de Revenuen eropgeet. Dëst Ongläichgewiicht muss am Kader vun der Steierreform, déi fir 2017 virgesinn ass, op de Leescht geholl ginn.

Mir mussen d'Progressivitéit vun de Steiertauxen nei definéieren, fir dass déi kleng an niddreg Akommes manner haart a manner schnell besteiert ginn. Mir sollten och an enger Iddi vu Steiergerechtegkeet an Neutralitéit géintiwwer dem gewielte Familljemodell iwwer eng Individualiséierung vun der Besteierung nodenken. Och dat steet an eisem Regierungsprogramm. Dobäi muss och iwwert de Splitting geschwat ginn, dee jo bestuet a pacséiert Koppele bevirdeelegt, mä op d'Käschte vu Jonggesellen an haaptsächlech Eenzelerzéier geet.

Et ass e Fakt, dass zu Lëtzebuerg d'Steier op d'Revenue vun Eenzelpersounen a Stéit bal 60%, an dovun d'Steier op Salairë 44% vun de Gesamtrecettë vum Stat ausmachen. D'Steier op Salairë stellt am Budget voté fir 2016 (veuillez lire: fir 2014) ongeféier 3 Milliarden duer, géint 1,6 Milliarde fir d'Kierperschaftssteier op d'Gesellschaften. Tëschent 2001 an 2014 huet d'Steier op Salairë sech am Volume verduebelt an déi op d'Gewënner vu Kierperschaften ass am Volume stabel bliwwen.

Et gëtt natierlech Erklärungen, firwat dës Schéier esou auserneegaangen ass: D'Masse salariale ass an d'Luucht gaangen, d'Netupassung vum Steierbarème un den Index huet och gespillt a bei de Betriber sinn d'Méiglechkeeten, hir Steierlaascht ze optimiséieren, einfach besser an eiser Legislatioun.

Et gëtt gutt Grënn, fir d'Steierlaascht vu Betriber net an d'Luucht ze dreiwen. Mir haten d'lescht Woch an dëser Chamber eng Kompetitivitéitsdebatt a mir sinn eis all bewosst, dass d'Steierkonkurrenz nach ëmmer eng Realitéit ass an eis Marge de manœuvre an deem Beräich net immens grouss ass.

Et muss trotzdeem erlaabt sinn ze froen, ob et gerecht ass, dass d'Akommen aus der Aarbecht ëmmer méi staark besteiert ginn, wann aner Revenuen a Gidder där Tendenz entkommen.

Här President, et gëtt verschidde Pisten an d'Richtung vun engem méi gerechte Steiersystem. Eng dovun, an déi steet och am Regierungsprogramm, betrëfft d'Grondsteier. Mir wëssen alleguer, dass dës Steier lächerlech niddreg ass an dass se muss reforméiert ginn, fir dass se eng richteg Quell vun Akommes fir d'Gemenge gëtt.

Wann een iwwert d'Steiergerechtegkeet schwätzt a wann ee wëllt eng seriö Steierreform maachen, déi deen Numm och verdéngt, muss een och en Inventaire vum Patrimoine vun de Lëtzebuerger Stéit maachen. Den Direkter vum Statec huet viru Kuerzem an engem Radiosinterview drop verwisen, dass et dës Zuele gëtt, mä dass se nach ni zesummegefouert goufen.

Et geet net drëm, sozialen Näid ze schüren, an et geet och net dorëm, virzegräifen, wat aus deene Gespréicher a Consultatiounen zu enger Steierreform, an déi jo och d'Sozialpartner sollen implizéiert ginn, erauskënnt. Et geet just drëm, eng komplett Diskussioun ze féieren.

Här President, en aneren Aspekt vun der Steiergerechtegkeet ass d'Steierfraude an d'Andreiwe vun de Steieren. Hei ass dat zousätzlecht Personal, wat souwuel beim Enregistrement wéi och bei den direkte Steieren am Kader vun den 258 Mesurë soll agestallt ginn, sécherlech e positive Schrëtt. Mä et ass net alles. Den Enregistrement zum Beispill ass ëmmer méi konfrontéiert mat Fraude à la TVA an huet Schwieregkeeten, géint déi Steierkriminalitéit unzekommen.

Et ass hei e komplexe Phenomeen, bei deem et sech weist, dass mer net gutt opgestallt sinn, fir dergéint unzekommen: D'Zesummenaarbecht mam Parquet ass schwiereg an och mat der Police judiciaire. Et gëtt och munch administrativ a juristesch Hürden, déi mat sech bréngen, dass d'Fraudeuren ëmmer e Schrack viraus sinn. Dat geet natierlech zu Laaschte vun all deene Steierzueler, déi hir Steieren éierlech a pünktlech bezuelen.

Hei misste verschidde Gesetzesännerunge gemaach ginn, fir eng horizontal Zesummenaarbecht tëschent Verwaltungen ze erméiglechen. D'Steiergeheimnis misst vläicht opgelockert ginn, gradesou wéi den Dateschutz, an et kéint een och iwwer eng Depenaliséierung vum Steierbedruch nodenken, fir de Steierverwaltungen en eegene Pouvoir de sanction ze ginn an hinnen ze erlaben, dat méi effikass unzegoen.

Här President, ech géif och gären all deenen Institutiounen an Organismen hei zum Schluss Merci soen, déi en Avis zu der Budgetsprozedur, zu de Budgetsprojeten ofginn hunn. E grousse Merci fir hir gutt Aarbecht! Dës deels ganz fouilléiert Avise si fir de Rapporteur ëmmer eng wäertvoll Quell vun Informatiounen an eng wichteg Inspiratioun fir seng Aarbecht.

Här President, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, léif Regierungsmemberen, d'Regierung muss weider de Kompromëss sichen tëschent enger dauerhafter a verantwortlecher Steier-, Budgets- a Wirtschaftspolitik op där enger Hand an enger Politik vun der sozialer Gerechtegkeet, déi déi sozial Schwaach schützt an eng reell sozial Mobilitéit erlaabt, op där anerer. Fir dat ze erreechen, ass et wichteg, dass mer eis net ze vill verscholden. Bei deem, wat mer der nächster Generatioun hannerloossen, wäerte Scholde sinn, finanzieller an ekologescher.

Mä et mussen haaptsächlech och Aktiven zu Buch stoen: eng gutt Éducatioun, e funktionéierende Sozialsystem a Gesondheetswiesen, mä och e staarkt kulturellt, wëssenschaftlecht an Ëmweltkapital.

Eng verantwortlech Approche verlaangt eng Verminderung vum Passiv, fir zukünftege Generatiounen eng anstänneg Ierfschaft an en dauerhafte Wuelstand ze garantéieren. Eng verantwortlech Budgetspolitik verbitt a kenger Weis d'Duerchsetze vun enger progressistescher Agenda, ganz am Géigendeel! Eng verantwortlech Budgets- a Steierpolitik ass déi wichtegst Viraussetzung fir eng gutt Sozialpolitik, fir haut grad ewéi fir muer, an de beschte Garant, fir deenen nächste Generatiounen eng fräi a fair Gesellschaft ze hannerloossen.

Wa se iwwermuer dëse Budget stëmmt, hélt d'Chamber Verantwortung fir d'Zukunft vun eisem Land.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Budgetsrapporteur fir säi Rapport. Ech ginn him Akt vun dem Rapport an ech géif dann zum nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergoen, zum Rapport vun der Finanzkommissioun iwwert de Projet de loi 6722 iwwert dee sougenannten „Zukunftspak". An d'Wuert huet direkt d'Rapportrice, déi honorabel Viviane Loschetter.

Madame Loschetter.

Rapport de la Commission des Finances et du Budget sur le projet de loi n°6722

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng), rapportrice.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi 6722, och Zukunftspak 2015 genannt, ass vun der Regierung de 15. Oktober déposéiert ginn, zesumme mam Budget a mam Budget pluriannuel. Ech sinn de 16. Oktober als Rapportrice genannt ginn.

Rekordverdächteg duerch säin Titel, dee ganzer zwou DIN-A4-Säiten anhélt, beschränkt sech dëse Projet de loi op d'Ëmsetzung fir 2015 vu 24 vun den aktuellen 258 Mesuren, déi am Zukunftspak opgelëscht sinn.

Et ass sécherlech net fir d'Éischt, datt mer an der Chamber e Projet de loi unhuelen, deen a senger Ëmsetzung villfälteg ass. Ech erënneren dobäi notamment un de Projet de loi 5611, deen och eng ganz Rei vu Mesuren agefouert voire Adaptatioune virgeholl hat.

Fir awer d'Envergure vun dësem Projet de loi kënnen anzeschätzen, wëll ech op de globalen Zukunftspak vun der Regierung agoen.

Den Zukunftspak ass d'Resultat vun Aarbechten, déi tëscht Januar a Juli 2014 an all Ministère ënnerholl gi sinn, fir éischtens en État des lieux ze maachen oder zumindest versichen ze maachen - et war net iwwerall esou einfach -, zweetens, fir Propositiounen ze maachen, wou a wéi ka gespuert ginn, an drëttens, fir Propositiounen ze maachen, wéi de Stat méi effizient, jo, méi einfach kéint schaffen. D'Regierung huet du vu Juli bis Mëtt Oktober all dës Propositiounen analyséiert an aus de Propositiounen en Zukunftspak ausgeschafft mat aktuellen 258 Mesuren.

Et ass, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, schonns en Novum, wat hei geleescht ginn ass: Tëscht engem zweeten an engem drëtte Budget, déi am selwechte Joer déposéiert gi sinn, déposéiert d'Regierung e pluriannuelle Pak mat enger Rei vu Mesuren. Et ass fir d'éischte Kéier iwwerhaapt, datt eng Regierung esou e komplette pluriannuellen an dach awer ambitiéise Programm am Ufank vun hirer Legislaturperiod virleet.

E Pak, deen d'Ambitioun huet, fir bis 2018 d'Finanze vum Zentralstat méi an den Équiliber ze kréien, d'Schold, déi klëmmt, am Gréff ze behalen a sech manner ofhängeg ze maache vun de Reserven notamment vun der Sécurité sociale a sech domadder och e Strapp manner an d'eegen Täsch ze léien.

Nach ni virdrun huet eng Regierung zesummen a geschlossen de politesche Courage an Taten ëmgesat, fir en Zukunftspak ze presentéieren an offenzeleeën. Domadder weist dës Regierung, wat se virhuet an deenen nächste fënnef Joer, oder wat si sech virhuele muss, fir den nächste Generatiounen oder der nächster Generatioun d'Méiglechkeet ze ginn, éierbar an dësem Land ze liewen an net an onse Scholden, déi mir haut maachen, muer ze erstécken.

Jo, et ass e Spuerpak fir ons haut, a jo, ganz kloer, et ass en Zukunftspak fir déi nächst Generatioun! Déi 258 Mesurë sinn en Instrument fir déi nächst Joren. An als Rapportrice erlaben ech mer ze soen, datt ech selwer iwwerzeegt sinn, datt dësen Zukunftspak wuel säin Objektiv wäert an och muss bäibehalen, mä datt de Wee bis dohinner nach kann a wahrscheinlech och wäert variéieren.

De Wee bis bei dat deklaréiert Zil ka variéieren, wann et zesummen diskutéiert gëtt, vläicht och zesumme verhandelt gëtt, am beschte Fall zesummen opgesat gëtt. Datt mer mussen dëse Wee ugoen, deen eigentlech schonns hätt misse viru Joren ugetrëppelt ginn - dat sot net nëmmen de Conseil d'État, mä notamment och d'Cour des Comptes -, steet haut net méi zur Diskussioun. D'Zuelen aus dem Budget sinn effektiv de beschte Beweis dofir!

Ech kommen och elo net méi zréck op déi Zuelen, weder déi vun haut an déi vu muer, op déi och de Rapporteur schonns agaangen ass, nach op déi Zuele vu gëschter a vu virgëschter, déi eng reell verpasste Chance duerstellen.

Den Zukunftspak wäert ons alleguerten déi nächst Jore begleeden. An dofir ass et extrem wichteg, éierlech a prezis Informatiounen dozou ze garantéieren, Informatiounen iwwert d'Ziler, déi mer wëllen an och mussen erreechen, Informatiounen awer och iwwert d'Alternativlosegkeet vun dësem Zil, respektiv wat geschitt, wa mer esou weiderfueren an dësem Land wéi bis elo.

Den Zukunftspak ass haut mat sengem éischte Projet de loi a mat sengen éischte 24 Mesuren um Ufank vu senger Gestaltung. An ech muss och preziséieren, datt net all Mesuren aus dem Zukunftspak mussen duerch de legislative Wee goen. Verschidde Mesurë ginn iwwert de Wee vu Règlements grand-ducaux, anerer iwwer Arrêtés ministériels ëmgesat.

Fir mech als Rapportrice ass et wichteg, och ze ënnersträichen, datt et schued wier, wa mer déi nächst Jore géifen déi verschidden Zukunftspäck ëmmer erëm quasi mam Budget verschmëlzen. Den Zukunftspak soll eng Gestaltungspolitik sinn oder ginn, an de Budget ass d'Emsetzung dovunner.

Dofir proposéiere mir der Regierung, fir déi nächst Joren d'Diskussioune ronderëm d'Gestaltung vum Zukunftspak an dat éischt Semester vum Joer ze verleeën, zesumme mat der Finaliséierung vun onsem Semestre européen, dee mer och mussen op Bréissel schécken, a ronderëm d'Lag vun der Natioun.

Esou wéi d'Regierung mat de Sozialpartner sech engagéiert huet, notamment am Kader vum Conseil Économique et Social, sech am Fréijoer ze treffen, esou wieren d'Diskussiounen an d'Analyse ronderëm d'Emsetzung vun den nächste Mesuren aus dem Zukunftspak zu dësem Zäitpunkt sécherlech sënnvoll.

De Statsrot huet säin éischten Avis den 13. November erausginn an en Avis complémentaire den 9. Dezember. Am éischten Avis huet de Statsrot eng Rei vun Oppositions formelles ervirbruecht, déi awer éischter technescher Natur woren an déi zu komplexe parlamentareschen Amendementer gefouert hunn. Mir hunn den 1. Dezember an enger längerer Finanzkommissiounssëtzung den Avis vum Statsrot analyséiert. Den 2. Dezember hu mer majoritairement eng Rei vun Amendementer ugeholl.

Ech wëll op eng Rei Kriticke vum Statsrot agoen, déi och an der zoustänneger Finanzkommissioun diskutéiert gi sinn. Notamment de Wëlle vun der Regierung, e Fonds intergénérationnel unzeschafen, gespeist mat jährleche 50 Milliounen Euro, fir an 20 Joer op eng Milliard Euro ze kommen. D'Kritik wor, datt mer engersäits en neie Fong uschafen, dee mer anererséits dach awer, ënnert dem Strëch, mat Schold speisen, zumindest an den éischte Joren.

Dës Kritik ass net falsch. Trotzdeem ënnerstëtzt d'Majoritéit aus der Finanzkommissioun dës Mesure. Mir speisen de Fong ausschliisslech mat net récurrente Recetten. An dat ass e wichtegt Signal fir d'Opstellung vun engem Budget. Recetten, déi net récurrent Recetten, vun deene mer pertinemment wëssen, iwwregens säit Joren, datt se kënnen einfach ewechfalen oder staark variéieren an der Zäit oder sech reduzéieren, Recetten, déi net nohalteg sinn, sollen an dierfen net, respektiv dierfen net méi fest matagerechent ginn an engem Budget.

A genau dat, genau dat ass notamment geschitt mat der TVA op den elektronesche Commerce! Esou eng onvirsiichteg Haltung kënne mer ons an Zukunft net méi erlaben! D'Akzisen op Tubak a Bensin souwuel wéi d'Recettë vum E-Commerce sollen an de Fong gebucht ginn, grad ewéi aner exceptionnel Recetten. Onserer Schold an onserem Defizit solle mer an Zukunft mat sécheren a previsibele Recetten entgéintwierken.

D'Finanzkommissioun ënnerstëtzt och gären d'Iddi vun der Regierung, fir an enger zweeter Phas OPCen, Organismes de placement collectif, anzeféieren a wëllt bei dëser Ausaarbechtung enk matagebonne ginn.

Laang - et pour cause - ass an der zoustänneger Kommissioun iwwert d'Praxis vun den Décisions anticipées, de sougenannten „Tax-Rulingen", diskutéiert ginn. Schonns viru LuxLeaks 1, nämlech beim Dépôt vun dësem Projet de loi de 15. Oktober, war et dëser Regierung an der Majoritéit kloer, datt déi Eegendynamik, déi dës Praxis kritt huet, huet misse kanaliséiert ginn an datt mer misste mat där heiteger Praxis vun Tax Ruling opraumen.

Mat dësem Projet de loi kréien d'Décisions anticipées fir d'Eischt zu Lëtzebuerg e legislative Kader! E Projet de règlement grand-ducal dozou ass ausgeschafft ginn. D'Finanzkommissioun wor aktiv un dëser Ausschaffung mat bedeelegt. De Statsrot wäert dëse Freideg säin Avis zum dëposéierte Règlement grand-ducal ginn.

Mir modifizéieren an dësem Projet de loi den Artikel 56 vum Steiergesetz a preziséieren d'Prozedure vun de Prix de transfert. Sous peine d'opposition formelle ass op e Règlement grand-ducal verzicht ginn. An dësem Projet de loi ginn och d'Taxe fir d'Frais administratifs an dësem Kontext festgehalen. D'Recettë ginn op 3,7 Milliounen d'Joer geschat.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et wier falsch an et wier och net komplett, den Zukunftspak en général an dëse Projet de loi mat sengen éischte Mesurë just aus der Siicht vun der Sanéierung vun onse Finanzen ze definéieren. Den Zukunftspak huet, grad wéi de Budget och, éischt politesch Akzenter gesat, politesch Prioritéiten definéiert, esou wéi se notamment och am Regierungsprogramm opgelëscht sinn. Dës Regierung innovéiert an der Gesellschaftspolitik respektiv si adaptéiert d'Organisatioun vun onserer Gesellschaft un dëst Jordausend.

An dozou gehéiert och d'Äntwert op verschidde Froen, Froe wéi zum Beispill: A wéi enger Gesellschaftsorganisatioun wëll ech liewen? Wéi definéiere mer Chancëgläichheet? Wat muss de Stat ënnerstëtzen? Wou muss déi ëffentlech Hand, sprech mir alleguerten, mat onse Steiersue méi investéieren a wou kann déi ëffentlech Hand sech erlaben, manner Suen auszeginn? Wéi gi mer de Kanner vun haut, alle Kanner, déi bescht Chancë fir muer mat op de Wee?

D'Äntwerten op dës Froe féieren irrémédiablement zu engem Choix. E politesche Choix, keen ideologesche Choix! E schwieregen, awer courageise politesche Choix. Schwiereg, well dës Regierung eng Emverdeelung vun de Steiersue virgesäit. Eng Emverdeelung, fir do manner anzesetzen, wou et och ouni finanziell Ënnerstëtzung méiglech ass, a méi anzesetzen, wou Nout u finanzieller Ënnerstëtzung ass.

Am Kloertext heescht dat, manner allgemeng jiddwerengem ginn, mä dofir an Zukunft méi deene Bierger a Biergerinnen, Kanner, Elteren oder Mamme ginn, wou et e reelle Besoin gëtt. A jiddwerengem méi ginn als Prestations en nature. Dat nennt een, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, e Choix de société.

D'Kritiker oder Skeptiker vun der Ofschafung vun der Allocation de maternité oder der Allocation d'éducation tendéieren dozou, der Regierung Ideologie virzewerfen. Erlaabt mer awer, hei ze bemierken, datt et bis elo guer kee Choix de société ginn ass! Bis elo ass net gekuckt ginn, wie Sue brauch, zum Beispill fir doheem ze bleiwe bei sengem Kand, a wie se net brauch. Et si vill Steiersue verdeelt ginn, ouni e soziale Kritär ze definéieren.

Dat wor net sozial gerecht, mä méiglech, well dëst Land vill Suen hat! Suen, déi mer all ausginn hunn. Haut ass dës Verdeelung nach ëmmer net sozial gerecht, mä haut kënne mir ons dëst net méi erlaben, mat geléinte Suen dës Form vu Generalverdeelung weiderzeféieren.

Ab Juni 2015 sinn d'Allocation d'éducation an d'Allocation de maternité abrogéiert. Dat gëtt fir d'Joer 2015 eng Mannerausgab vun 12,5 Millioune fir d'Allocation d'éducation a vu 40 Millioune fir dat Joer duerno. Bei der Allocation de maternité sinn et fir d'Joer 2015 1,5 Millioune manner Ausgaben a fir 2016 sinn et der 4 Milliounen.

D'Finanzkommissioun dréit dës Mesurë mat an hirer Majoritéit. Si wëllt awer d'Regierung drop opmierksam maachen, datt et eng Rei Elteren oder Mamme ginn, déi, obwuel si weider geschafft hunn, awer op dës finanziell Ënnerstëtzung konnten zréckgräifen, well si manner wéi e virgeschriwwene Montant verdéngt hunn. Fir dës Familljen, ob monoparental oder net, ass dës finanziell Hëllef oft eng Ënnerstëtzung gewiescht, déi elo muss gegebenenfalls aneschters a geziilt opgefaange ginn. An dofir encouragéiert d'Finanzkommissioun d'Regierung, d'Reformen, notamment vum RMG, vum Complément RMG a vum Congé parental esou séier wéi méiglech an Ugréff ze huelen.

An enger nächster Recommandatioun ënnerstëtzt d'Finanzkommissioun ausdrécklech de Wëlle vun der Regierung, déi Moyenen auszeschaffen, fir Familljeliewen a Beruffsliewe mateneen ze vereenegen.

Sécherlech ginn et eng Unzuel vu gesellschaftspoliteschen a genderpoliteschen Argumenter, fir der Förderung vun esou enger Politik zouzestëmmen. Ech géif mech awer gären haut op déi finanziell Aspekter beschränken. An et ginn der a mengen Aen zwee, déi elementar sinn.

Éischtens, eng Gesellschaft, déi hir jonk Leit encouragéiert, en Diplom ze kréien, voire Studien ze maachen, investéiert esou an hir Zukunft, an hir nächst Generatioun. Mir investéieren enorm Zommen an ons Schoulen an an ons Kannerbetreiung, haut schonns. Mir investéieren an d'Matière grise. Mir wëssen och, datt et grad déi jonk Frae sinn, déi besser, souguer vill besser notamment op der Uni ofschneiden. Et ass dofir ëmsou méi wichteg, duerno derfir ze suergen, datt mer mat deem Invest, wann ech mech esou dierf ausdrécken, en „return on invest" garantéiere kënnen. An et wier schued, Fraen net ze encouragéieren, an hirem Beruff ze bleiwen.

Dëst ass awer nëmme méiglech, wa mer d'Kannerbetreiung besser organiséieren, den Temps partiel fir Männer a Frae promouvéieren an de Congé parental besser un d'Besoinen adaptéieren, un déi finanziell Besoinen an un d'Besoine vum Time management vun den Elteren.

Zweetens, eng Persoun, déi net schafft, well se soss hir Kannerbetreiung net organiséiert kritt, oder eng Mamm, déi net schafft an duerno gescheet gëtt, kascht d'Allgemengheet méi deier, wéi wa mer derfir suergen, datt si am Beruff aktiv bleift. An dofir encouragéiert d'Finanzkommissioun an hirer Majoritéit d'Regierung, fir all déi Reforme virunzedreiwen, déi et Pappen a Mammen erméiglechen, sech souwuel doheem an der Famill ewéi och op der Aarbecht ze verwierklechen.

An d'Regierung steet virun enger grousser Erausfuerderung, well dës Mesurë stelle virun allem e Paradigmewiessel an der Familljen- a Gesellschaftspolitik duer. Déi skandinavesch Länner si schonns viru Jorzéngten op dee Wee gaangen an hunn haut an dëser Politik eng komplett Offer fir all Familljen unzebidden. Néierewou an Europa ass den Taux de natalité esou encourageant, de Gebrauch vum Temps partiel, och fir Pappen, méi grouss, an d'Offeren u Betreiungsstrukturen a Ganzdagsschoule sinn exceptionnel, och an hirer Qualitéit. Et muss ee just einfach eng Kéier ufänken.

De Fonds national de solidarité kritt duerch den Artikel 6 aus dem Projet de loi maximal fënnef Officiers de police judiciaire. D'Finanzkommissioun hat am Ufank Bedenken iwwert dës nei Opstellungspropos, mä konnt sech mat der Mesure ufrënnen, wëssend, datt dës Persoune souwéisou virgesi sinn, fir am Service des fraudes ze schaffen. D'Regierung erhofft sech, ëm déi fënnef Milliounen Euro un Opdeckung vu Fraudes an Abus anzespueren.

De Stat wäert sech an Zukunft am Kader vum Ausbezuele vun Alimenter méi strikt un déi maximal virgeschriwwe Montanten aus dem RMGs-Gesetz halen an domadder och zousätzlech eng Rei vun Affekotenausgabe vermeiden. De Stat erhofft sech, tëscht 65.000 a 70.000 Euro d'Joer ze spueren.

Den net remboursabele Plaffong aus dem RMGs-Gesetz bleift op ronn 230.000 Euro, wat geduecht wor, de Präis vun enger klenger Wunneng duerzestellen. Dëse Status quo ass en Deel vun dem Accord signé tëscht Regierung a Gewerkschaften.

Fir d'Leit ab 50 Joer bleift den net remboursabele Plaffong an engem CIPA, Maison de soins etc. op 2.500 Euro.

D'Taxe fir Waasser an Ofwaasser si vun 2006 un net méi adaptéiert ginn. Duerch dëse Projet de loi ginn d'Taxe vum Waasser a vum Ofwaasser ëm 25% erop. Dës Taxenerhéijung wäert sech awer eréischt am Budget 2016 répercutéieren. Et geet hei ëm eng Zuel vu ronn 2,5 Milliounen Euro. D'Waasserwirtschaftsamt wäert an Zukunft eng Redevance erhiewen op all Waasseranalys, déi net am Optrag vum Stat selwer gemaach gëtt. Domadder kritt de Stat zousätzlech Recetten ëm déi 1,2 Milliounen d'Joer, allerdéngs och eréischt ab 2016.

Am Kader vun de Bonifications d'intérêts am Logement huet d'Regierung décidéiert, ab 1. Januar 2015 - et war scho kuerz ugeschnidde gi vum Rapporteur - eng Bonifikatioun nach just un déi Familljen auszebezuelen, wou de Revenu imposable net méi héich ass wéi véiermol den onqualifizéierte Mindestloun. D'Regierung erhofft sech eng Mannerausgab vun 42.000 Euro am Joer 2015, duebel esou vill am Joer 2016.

D'Aide d'épargne-logement, am Joer 2002 agefouert, wou all Kand 100 Euro kritt huet, huet sech als net sënnvoll erwisen. Nëmmen 2.100 Kanner hunn dës Aide säitdeem kritt. Si gëtt ofgeschaaft.

De Prozentsaz u staatlecher Bäihëllef beim Schafe vu Wunnenge respektiv fir d'Sanéierung vu Wunnenge geet fir Gemengen a Gemengesyndikater vu 70 op 75 erop, dat heescht, vu 70% op 75% erop. Verschidden Dispositioune gi geschafen, fir an Zukunft d'Locatioun respektiv de Verkaf vun Déngschtwunnenge vum Stat méi einfach ze gestalten. Dëst huet keng budgetär Auswierkung op de Budget 2015.

Eng Mesure awer, déi sécherlech nach nei Dispositioune mat sech brénge wäert, ass eng deels nei Verdeelung vum Impôt commercial communal, notamment fir de Fonds pour l'Emploi zousätzlech ze speisen. Dës Emverdeelung chiffréiert sech op aacht Milliounen Euro. D'Finanzkommissioun an hirer Majoritéit kann dës Mesure ënnerstëtzen. Allerdéngs freet se d'Regierung, fir méiglechst séier déi iwwerfälleg Gemengefinanzreform endlech an d'Wee ze leeden. D'Finanzkommissioun ënnersträicht och, datt eng Partie vun de Recetten aus dem Gemengesecteur musse weiderhin an direkter Relatioun mat der Wirtschaftsaktivitéit a mat dem Akommes vun de Betriber aus der Gemeng bleiwen.

Dës Regierung huet e Privileg ofgeschaaft, oder, wéi et am Titel heescht, eng „faveur" ofgeschaaft, den Trimestre de faveur. Dëst stellt fir d'ëffentlech Hand eng Mannerausgab vu ronn zwou Milliounen Euro d'Joer duer. No de Verhandlungen tëscht Regierung a Gewerkschaften ass fir 2015 d'Ofschafen op den 1. Mee no hanne verréckelt ginn. Dat mécht allerdéngs eng Moins-value vun 800.000 Euro fir d'Joer 2015 aus. Den Trimestre de faveur bleift bestoe fir d'Survivanten, am Fall vun engem Stierffall.

De Congé linguistique gëtt just nach zu 50% vum Stat zréckbezuelt. D'Finanzkommissioun kann dës Mesure matdroen, wëssend, datt deen allergréissten Deel vun de lëtzebuergesche Sproochcoursen ausserhalb vun den Aarbechtsstonne besicht ginn. Dës Mesure stellt eng Mannerausgab duer vu ronn 100.000 Euro d'Joer. Trotzdeem, a well mer wëssen, datt d'Sprooch, en l'occurrence d'lëtzebuergesch Sprooch, e wichtege Facteur d'intégration ass, freet d'Finanzkommissioun, datt d'Regierung d'Evolutioun vun de Präsenzen an de lëtzebuergesche Coursë suivéiert an déi zoustänneg Chamberskommissiounen och doriwwer informéiert.

De Congé culturel gëtt ofgeschaaft. D'Finanzkommissioun kann dës Mesure sécherlech matdroen, well si erkannt huet, datt et wichteg a richteg ass, datt de Kulturministère sech esou séier wéi méiglech prezis a kloer Kritäre gëtt, fir déi verschidde Forme vun Ënnerstëtzung am kulturelle Beräich ze gestalten. Oft brauchen d'Leit aus der Kultur éischter méi Zäit zur Verfügung, wéi zum Beispill eng finanziell Hëllef. Prezis Kritäre kënne sécherlech do Kloerheet schafen. Hei geet et eigentlech manner ëm eng Mannerausgab vum Stat, wéi ëm de Wëllen, eng méi gerecht Verdeelung vu verschiddene Forme vun Ënnerstëtzung anzeféieren.

Schlussendlech ginn eng Rei Taxen agefouert, Taxe fir notamment Certificats d'équivalence an der Demande vun Duplicata am Beräich vum Enseignement an am Enseignement supérieur. De Stat erhofft sech Recetten am Beräich vu 630.000 Euro d'Joer.

Datselwecht gëllt fir de Ressort vun der Santé, wou eng Redevance erhuewe gëtt fir verschidde Servicer, déi geleescht ginn, esou wéi dat schonns de Fall ass an anere Länner. De Stat erhofft sech Recettë vu ronn 320.000 Euro.

An dësem Projet de loi gëtt d'Gesetz aus dem Joer 2010 betreffend déi sougenannten „INSPIRE-Direktiv" op e puer Punkten adaptéiert.

D'Acquisitioun vun der Cité policière an de Verkaf vun engem Terrain zu Hollerech sinn aus dësem Projet de loi erausgeholl ginn, well se elo an zwou Lois spéciales ëmgeschriwwe gi sinn, esou wéi de Statsrot et a sengem éischten Avis sous peine d'opposition formelle suggeréiert hat.

Chamber aktuell

Chamber TV vous propose tous les lundis entre 20.00 et 22.00 heures
les moments forts de
l'actualité parlementaire.

L'émission est rediffusée
du mardi au vendredi
de 20.00 à 22.00 heures,
à l'exception des jours de séance.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech géif gäre menge Kolleegen a Kolleeginnen aus der Finanzkommissioun e Merci ausriichte fir déi konstruktiv Zesummenaarbecht bei dësem komplexe Projet. E Merci och fir d'Gedold an d'Ausdauer. E Merci fir d'Madame Guezennec a fir den Här Zeeb fir hir Mathëllef.

An Iech, Här President, Merci fir d'Indulgence bei menger Riedezäit, déi gläich eriwwer ass, mä och ech si gläich fäerdeg mat mengem Rapport.

Zum Schluss, Här President, erlaabt mer, e perséinleche Wonsch auszedrécken, de Wonsch, datt den Zukunftspak sech zu engem Zukunftsprojet fir onst Land entwéckelt.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci der Madame Rapportrice. An ech ginn dee Merci fir d'Indulgence weider un d'Kolleege vun deene verschiddene Fraktiounen, well dat mat hinnen ofgeschwat war a mer jo deen Débat als Ganzt féieren, also och d'Rapporten als Ganzt ugesinn. Merci.

Domat si mer um Enn vun der Sëtzung vun de Mëtten ukomm. Rendez-vous muer de Moien um néng Auer fir d'Äntwert respektiv d'Aféierung vum Finanzminister respektiv der Regierung an d'Diskussioun iwwert déi eenzel Projeten an d'Motioun.

Villmools Merci a bis muer!

(Fin de la séance publique à 16.25 heures)

SÉANCE 16 MERCREDI, 17 DÉCEMBRE 2014

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. 6720 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2015 [...] (suite)

6721 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2014 à 2018 (suite)

6722 - Projet de loi relative à la mise en œuvre du paquet d'avenir - première partie (2015) [...] (suite)

- *Exposé de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, relatif aux projets de loi n°6720, n°6721 et n°6722*

3. Dépôt d'une motion par M. Laurent Mosar

- *M. Laurent Mosar*

4. Ordre du jour

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

5. Motion de M. Marc Angel relative à la reconnaissance formelle de l'État de Palestine dans les frontières de 1967 uniquement modifiées moyennant accord des deux parties, au moment qui sera jugé le plus opportun

Motion de M. Laurent Mosar relative à la reconnaissance en principe de l'État palestinien et à l'appui d'une solution fondée sur les deux États dans le cadre d'une mise en marche d'un processus de pourparlers de paix

- *Exposés: M. Marc Angel, M. Laurent Mosar*
- *Discussion générale: Mme Lydie Polfer, M. Claude Adam (interventions de M. Claude Wiseler et Mme Lydie Polfer), M. Fernand Kartheiser (dépôt d'un amendement), M. Serge Urbany, M. Laurent Mosar, M. Marc Angel (M. Claude Wiseler intervient)*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes*
- *Mme Lydie Polfer (parole après ministre)(M. Claude Wiseler intervient), M. Fernand Kartheiser (parole après ministre)*
- *Vote sur la motion 1 (adoptée)*
- *M. Serge Urbany, M. Mars Di Bartolomeo, Président*
- *Vote sur la motion 2 (adoptée)*

6. 6725 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

- *Rapport de la Commission du Développement durable: Mme Josée Lorsché*
- *Discussion générale: M. Serge Wilmes, M. Roger Negri, M. Gusty Graas, M. Roy Reding, M. Justin Turpel*
- *Prise de position du Gouvernement: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*
- *M. Gast Gibéryen (parole après ministre), M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

7. 6712 - Projet de loi portant fusion des communes d'Eschweiler et de Wiltz

- *Rapport de la Commission des Affaires intérieures: M. Claude Haagen*
- *Discussion générale: M. Emile Eicher, M. Guy Arendt, M. Roberto Traversini, M. Justin Turpel*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

8. 6605 - Proposition de loi relative au changement du nom de la commune d'Erpeldange en celui d'Erpeldange-sur-Sûre

- *Rapport de la Commission des Affaires intérieures: M. André Bauler*
- *Discussion générale: M. Aly Kaes, M. Claude Haagen*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur*
- *Vote sur l'ensemble de la proposition de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; MM. Jean Asselborn, Félix Braz, Nicolas Schmit, Romain Schneider, François Bausch, Fernand Etgen, Mme Maggy Nagel, M. Pierre Gramegna, Mme Lydia Mutsch, MM. Dan Kersch, Claude Meisch et Mme Corinne Cahen, Ministres.

(Début de la séance publique à 9.02 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Ech maachen eis Sëtzung heimat offiziell op. E schéine gudde Moien!

Huet, Här Statsminister, d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Herno gëtt eng gemaach.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci villmools. Da gi mer weider an eisem Ordre du jour: d'Diskussioun, d'Presentatioun vum Statshaushalt an deene konnexe Projete fir 2015. Mir héieren elo d'Presentatioun, den Exposé vum Här Finanzminister Pierre Gramegna iwwert de Statsbudget, iwwert d'pluriannuel Finanzplanung an iwwert den Zukunftspak.

Här Finanzminister, Dir hutt d'Wuert.

2. 6720 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2015 [...] (suite)

6721 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2014 à 2018 (suite)

6722 - Projet de loi relative à la mise en œuvre du paquet d'avenir - première partie (2015) [...] (suite)

Exposé de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, relatif aux projets de loi n°6720, n°6721 et n°6722

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Här President, Här Premierminister, léif Kolleege vun der Regierung, Dir Dammen an Dir Häre Deputéiert, gëschter hate mer zwee Rapporteuren, déi eng super Aarbecht geleescht hunn. Ech géif hinne gär direkt Merci soe fir hir Berichter, déi schéin an d'Déift gaange sinn. An ech weess, wéi schwéier et war, déi Aarbecht ze maachen. Ech kommen nach duerno drop zréck.

Ech wéilt direkt am Ufank soen, dass déi Budgetsried an déi Débate ronderëm de Budget 2015 bestëmmt mat déi animéiertst waren, déi onst Land an deene leschte Joren a vläicht Jorzéngte kannt huet ronderëm d'Fro vum Budget. An dat ass och net verwonnerlech, well d'Enjeue si ganz grouss. An ech wollt direkt am Ufank nach eng Kéier soen, wat fir eng Erausfuerderunge mer hu missen an dësem Budget 2015 - an an deenen, déi duerno kommen - an d'A faassen!

Éischtens emol verléiere mer d'nächst Joer, an dat ass deen éischte Punkt, op d'mannst 700 Milliounen Euro TVA électronique. Dat ass scho laang gewosst, mä et ass näischt do gemaach ginn. An dofir huet dës Regierung dat missen upaken.

Zweete Punkt: Mir schleefe säit 2008 am Zentralstat regelméisseg Defiziter zwëschen 800 Milliounen an enger Milliard mat. Dat waren d'Defiziter zwëschen 2008 bis 2012. Dat kann onst Land sech net méi leeschten!

An drëttens: Eis Schold, déi ass virun zéng Joer ongeféier eng Milliard gewiescht. Déi ass der haut méi wéi eelef! An deene leschte fënnef Joer ass eis Schold par rapport zum PIB vu 7% op 23% geklommen, huet sech also a fënnef Joer verdräifacht. Och dat ka sech onst Land net méi leeschten.

Dat war déi schwéier Aufgab, virun där mir stoungen. An ech wollt se nach eng Kéier répéteieren, well herno huet een de Risque mat all deenen Zifferen, dass ee guer net méi weess, wou een drun ass. Ech wëll also, dass ee vu lauter Beem de Bësch herno nach ëmmer gesäit!

Ech mengen ze wëssen, well et och schonn hei gesot ginn ass, ënner anerem an der Kompetitivitéitsdebatt, dass déi Haaptoppositiounspartei deen Diagnostique deelt, dass dat doten net méi tragbar ass an dass do muss agéiert ginn. Dat ass u sech eng ganz gutt Noriicht, wann een op d'mannst um Diagnostique sech eens ass.

Fir déi grouss Erausfuerderung do ze léisen, ass et eben och net duergaange mat engem Gesetzesprojet fir de Budget 2015, mä mir hunn dat och misse pluriannuel maachen, och wéinst europäesche Fuerderungen. Mä dat erlaabt eis natierlech, vill méi am long Terme d'Problemer ze kucken, a mir hunn déi 258 Mesurë vum Zukunftspak. Mir hunn also dräi Gesetzesprojeten, déi mer hei matenee beschwätzen an diskutéieren an debattéieren.

Fir et ganz einfach schonn am Ufank ze soen: Mir hunn den Défi, dee mer haten, an d'Ae gekuckt, an ech kann haut soen, dass mer déi schwéier Aufgab geléist hunn. An ech sinn net deen, deen dat selwer seet, oder d'Regierung, déi dat selwer seet, dat ass d'Europäesch Kommissioun, déi eis dat den 28. November gesot huet! Si huet eis gesot: „Lëtzebuerg ass fir déi nächst Joren an der Rei mam Pacte de stabilité et de croissance." Si seet dat op der ganzer Period. An ech freeë mech doriwwer. An an där ganzer Period kënnt Lëtzebuerg net aus der Bunn! Am Jargon vu Bréissel heescht dat, dass mer net ënnert de Volet correctif vum Pacte de stabilité kommen.

A mir halen och de Pacte de stabilité a mat deene Mesuren, mat deem Accord, dee mer mat de Syndicaten ofgeschloss hunn, well do leie mer nach ëmmer an de Limitten, déi de Stabilitéitspak virgesäit.

Ech géif soen, dass déi Décisioun vun der Kommissioun eis am Fong geholl en immense Pak vu Konfienz schenkt. A mat där Konfienz ass et natierlech méi einfach, ze schaffen!

Ech komme gären zréck - no där Introduktioun, fir elo nëmmen Zifferen op den Dësch ze leeën - op déi zwee Rapporte vun de Rapporteure Franz Fayot a Viviane Loschetter. Ech géif hinne gäre Merci soen, well si hunn eng super Aarbecht gemaach. An Dir wësst, dass d'Zäit ganz enk war. An et war och ganz vill ze maachen. De Ben Fayot - oh, de Ben Fayot! -, de Franz Fayot huet richtegerweis gesot - ech hoffen, dass de Ben Fayot dat och deelt -, de Franz Fayot huet...

(Hilarité)

De Franz Fayot huet richtegerweis gesot, dass dëse Budget ënnert dem Zeeche vun der Responsabilitéit ass an dass déi Responsabilitéit de Fil rouge ass vum Budget 2015, vum Pluriannuel a vum Zukunftspak. Hien huet insistéiert, dass am Fong geholl de Budget 2015 an déi aner „atypesch" sinn. An en huet do dräi Saache genannt. En huet genannt éischtens, dass et pluriannuel wier. Zweetens huet e genannt, dass déi nei Kontabilitéitsregel SEC 2010 applizéiert gëtt. An en huet genannt, dass et e Budget „nouvelle génération" wier.

Dat ass alles ganz richteg. Et ass och richteg, dass et atypesch ass mat der Vergaangenheet verglach. Mä dat do gëtt elo d'Regel! Et ass elo net eemoleg, wat mer hei maachen. Dat ass eben deen neie Paradigme. Woubäi ech hei, wann ech „Paradigme" soen, haaptsächlech insistéieren um Budget „nouvelle génération" an op dem Côté pluriannuel vum Budget.

D'Viviane Loschetter huet op senger Säit gesot, mir hätten hei en Novum. An den Novum ass natierlech den Zukunftspak! An och den Zukunftspak, dee mer dann am Budget 2015 ëmsetze mat engem extrae Gesetz, huet 24 Mesurë vun deem ganze Pak als But elo ëmzesetzen. Mä och mam Zukunftspak, an dat huet d'Viviane Loschetter och ganz richteg ënnerstrach, hu mer mat engem Novum ze dinn, deen eis och déi nächst dräi Joer wäert begleeden. A mir wäerten och dann déi néideg Zäit hunn, fir alles auszerechnen, wat nach ausgerechent muss ginn.

Ech géif elo dann an de Vif du sujet goen, andeem ech an dräi Deeler gäre géif e Kommentar zur ganzer Budgetsprozedur an zum Dépôt an zum Contenu vum Budget maachen.

Fir d'Éischt géif ech gäre kucken: Wat ass um ekonomesche Plang geschitt, säitdeem de Budget de 15. Oktober 2014 déposéiert ginn ass? Am zweeten Deel: Wat ass politesch geschitt? An dann am drëtten Deel: d'Zifferen, e puer Remarquen a meng Konklusioun.

Fir d'Éischt emol zur ekonomescher Evolutioun: Mir hunn de Budget opgestallt mat enger Hypothèse de croissance vun 2,7%. An der Zwëschenzäit sinn d'Statistiken, net nëmme vun onsem Statec, op deem eis Prognos hei fundéiert, mä och vun den aneren Institutiounen no ënne geschrauft ginn. D'Banque centrale gesäit nach just d'nächst Joer eng Croissance vun 2% vir, d'Kommissioun eng Croissance vun 2,4%, an de Statec läit an der Mëtt mat 2,2%.

Méi wichteg vläicht wéi déi Croissance à court terme ass a mengen Aen d'Tendance à long terme. A wat seet eis do d'OCDE? Dass de Potenzial vu Croissance fir Lëtzebuerg an den nächste Joren a Jorzéngte bei ronn 2% géif leien. Dat ass däitlech manner wéi dat, wat mer gewinnt ware virun der Kris, wou mer Tauxen haten zwësche 4% a 5%. An dat ass och souguer manner wéi dat, wat mer an der Period, déi méi schwiereg war, kannt hunn. Dofir soll een net op den Zifferen hei reiden. Dat Eenzegt, wat ee muss verhalen, mengen ech: dass d'Tendenz à long terme méi schwiereg gëtt.

An trotzdeem: Wien hätt da virausgesinn am Ufank vun dësem Joer, dass de Pëtrolspräis vun 100 Dollar op bal 60 Dollar de Barrel géif eroffalen? Kee Mënsch! An dat changéiert d'Donnéeë vun der Makroekonomie weltwäit immens vill. An dofir mengen ech, dass ee bei deene Statistiken alleguerten eng gewëss Rou muss behalen. An dat hu mir och gemaach. Rou heescht, dass een d'Ziffere vun der Croissance net all fënnef Minutte changéiere geet. Mir hunn also natierlech de Budget par rapport zu der Hypothèse de croissance vun 2,7% si gelooss.

Verschiddener fannen dat optimistesch. On verra bien! Ech wëll awer och ënnersträichen, dass d'Banque centrale an hirem Avis op der Säit 20 seet: «L'hypothèse du Gouvernement pour une croissance de 4% du PIB nominal est plus prudente que celle de la Commission européenne.»

An et ass och esou, dass mer jo och, wa mer an d'Zukunft kucken, verschidde Risquen hunn. Ech wëll der nëmmen zwee ervirhiewen: Deen éischten ass deen Dossier vun der OCDE, genannt BEPS. BEPS steet fir „Base Erosion and Profit Shifting". An deem Exercice ginn d'Pratiquen an d'Besteierung an der ganzer Welt duerchliicht an déi Aarbechte wäerten am Laf vum Joer 2015 fäerdeg ginn. An dorauser wäerte vill Changementer an der Steierwelt geschéien, an och net zulescht zu Lëtzebuerg.

Den zweeten Aspekt vu Risikoe sinn natierlech d'Konsequenze vun der Affär LuxLeaks, wou jo elo schonn zwou Welle waren. An do muss ee jo ganz kloer soen, dass dat eis e réputationnelle Schued gemaach huet! Deen ass kloer do. De konkreten Impakt op d'Plaz - a wann ech soen „op d'Plaz", mengen ech net nëmmen d'Finanzplaz, mä ech mengen déi ganz Ekonomie - ass nach ganz schwéier ofzegesinn an auszerechnen. Mir sinn amgaang, dat ze kucken, am Kontakt mam Secteur. Ech muss zwar soen, dass de Moment de Secteur eis seet, dass e keng dramatesch Evolutioune gesäit. Mä et ass och nach e bësse fréi.

Ech wëll Iech awer och soen, dass, soubal mer do méi konkret Ziffere wäerten hunn, an dat wäert dann am Ufank vum nächste Joer sinn, am éischten Trimester wahrscheinlech, ech natierlech ganz gär erëm virun der Chamber, an der Cofibu an och mat de Sozialpartner iwwert déi Konsequenze wäert schwätzen.

Mä mir sinn awer optimistesch fir Lëtzebuerg, well mir gesinn nämlech Chancë fir eist Land. An zwar gleewe mir un onst Land. Mir gleewen un d'Innovatiounskraaft vun eisen Entreprisen. Mir gleewen un de Courage vun de Lëtzebuerger. Mir sinn iwwerzeegt vun der Upassungsfäegkeet vun onsem Land a vun all deene Leit, déi hei wunnen a schaffen. Mir sinn also net déi, déi géint Lëtzebuerg wetten! Déi, déi an der Vergaangenheet pessimistesch ware fir Lëtzebuerg a géint Lëtzebuerg gewett hunn, hu sech meeschtens geiert!

Ech géif do gären zwee Beispiller huelen. Eent, dat e bësse méi wäit an der Vergaangenheet läit, mä dat mer awer nach all am Kapp hunn, dat ass dat vun der Stolkris. Deemools huet eist Land ganz vill gelidden, a kee Mënsch hätt geduecht, dass mer esou gutt aus där Kris géifen erauskommen. Eis Stolindustrie selwer ass jo super draus erauskomm, ass herno jo déi gréisst vun der Welt ginn - mat Fusiounen natierlech - an huet Produiten entwéckelt, déi soss keen hat.

Awer en zweet Beispill ass vill méi no bei ons. Dat ass dat vum Bankgeheimnis. Dat hu mer virun e puer Wochen hei an dëser Chamber ofgeschaaft, mat 57 Stëmmen hu mer dat Bankgeheimnis ofgeschaaft. An all Mënsch hat virausgesinn, wéi dat annoncéiert gi war virun 18 Méint, dass dat ganz schlëmm Konsequenze fir eis Bankplaz kéint hunn. De Moment, et ass jo alles net fäerdeg, mä de Moment stelle mer fest, dass d'Zuel vun de Banken zu Lëtzebuerg an d'Luucht geet an dass d'Fongegeschäft nei Rekorder schléit!

Dir gesitt, mir sinn an deenen zwee wichtege Beispiller ganz gutt aus der Kris erauskomm.

Et ass awer och kloer, dass net nëmmen d'Politik gefuerdert ass an esou schwéiere Situatioune wéi déi, déi mer elo kennen. Och d'Entreprisë si gefuerdert an all Eenzelnen ass gefuerdert! Mir mussen eise Businessmodell wahrscheinlech zu engem gewëssenen Deel iwwerdenken. D'Finanzplaz muss sech rüsten an a verschiddenen Domäner nei opstellen. A mir mussen nach vill méi proaktiv erausgoen. Dat ass eng Fro vun Image, mä et ass och eng Fro vun eis besser dobausse bekannt maachen.

Dofir hu mer och d'Moyene vun der Luxembourg for Finance gestäerkt. Ech war virun e puer Wochen a Brasilien. Vill Leit hu mech gefrot, ob et eng gutt Iddi wier, a Brasilien ze goen no der Sortie vun de LuxLeaks-Informatiounen. Ech kann Iech soen, nodeem ech do war, dass et ideal war dohinnerzegoen, fir d'Bild ze redresséieren, fir sech kënnen ze verteidegen. Well wa mir keng Initiativ huelen, fir d'Bild ze redresséieren a Brasilien, ech soen Iech, et ass soss keen do, deen dat an eiser Plaz mécht!

An dofir wëll ech soen: Mir sinn optimistesch a mir gleewen drun, dass eist Land sech verbessere kann. D'Regierung ass net do, fir de Stëllstand ze verwalten, si ass do, fir eist Land fir d'Zukunft fit ze maachen!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- An dofir hale mir dann un dëse Prognose fest.

Wat ass dann déi politesch Evolutioun gewiescht säit dem Dépôt vum Budget?

Do ass och villes geschitt. Fir d'Éischt emol, fir et ganz einfach auszedrécken, ass de Sozialdialog zu Lëtzebuerg relancéiert ginn. An ech wëll och soen: A mengen Aen ass dee Sozialdialog amgaang, erëm wierklech ze fonctionnéieren! Dat hunn och déi zwee Rapporteure gutt an zu Recht ënnerstrach. De Fazit oder de roude Fuedem an deem Accord mat de Syndikater ass ganz einfach: Mir sinn deene Schwächsten an der Gesellschaft entgéintkomm. An ech mengen, dat war dat Richtegt!

Elo kann ee sech awer froen: Wéi ass dat da méiglech gewiescht, dass een do nach e gewëssene Spillraum - finanzméisseg - fonnt huet? Eh bien, et muss een och Chance hunn am Liewen! Dir hutt matkritt an deene leschte Wochen, dass e Recalcul gemaach ginn ass vun eise Kontributiounen zu Bréissel an dass mer an deene Méint, déi elo kommen, wäerte vun der Europäescher Kommissioun ronn 90 Milliounen zréckerstatt kréien. Déi 90 Millioune sinn natierlech am gënschtege Moment komm. An dofir konnte mir och ouni den Équiliber vun der Finance publique a Fro ze stellen déi Accorde mat de Syndikater huelen.

Wat steet dann elo an deem Accord mat de Syndikater dran?

Éischtens emol: Déi Kontributioun vun 0,5% ass verwandelt ginn an eng Steier. Do si vill Leit, déi soen, dat wier kee groussen Ënnerscheed. Ech soen Iech, et gëtt awer eng Rëtsch Ënnerscheeder. Deen éischten ass emol, dass mer konnten déi Steier esou gestalten, dass déi Schwächst, déi, déi keng esou breet Schëlleren hunn, dat net brauchen ze bezuelen, well jo de Mindestloun exonéréiert gëtt vun dëser Steier.

Une voix.- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Dat ass e Käschtepunkt vu 40 Milliounen.

Dat war bei der Kontributioun net méiglech, bei der Kontributioun ass de Räsonnement en aneren. An dat ass och den Ënnerscheed zwëschen der Steier an der Kontributioun. Eng Kontributioun, déi muss jiddweree bezuelen, par définition, well jiddweree profitéiert vun der Kontributioun. Bei enger Steier huet een d'Méiglechkeet, déi eng oder déi aner ze bevirdeelegen. An dat hu mer och gemaach.

Mir hunn déi Steier dann „impôt d'équilibrage budgétaire temporaire" genannt, fir ze weisen, dass mer déi Steier och onbedéngt brauche fir den Équiliber vun de Statsfinanzen.

Mä de Virdeel vun der Steier, dat ass en zweet Argument, ass, dass eng Steier generell ass: Wat mat deene Sue gemaach gëtt, dat kann een net novollzéien. Mä ech soen Iech, dass mer dat, wat mer wëlles haten, dat heescht, d'Éducatioun vun de Kanner besser ze ëmgi mat neie Prestations, dass mer dat wäerten natierlech maachen. Méi Saachleeschtunge fir eis Kanner wäerte mer doduerch kënne maachen.

Aner Mesurë mat de Syndikater si folgend: Verschidde Mesuren, fir de Chômage ofzelinderen, déi 2015 hätte sollen auslafen, ginn elo net automatesch ausser Kraaft gesat. Do gëtt en Dialog mat de Syndikater gemaach an op Basis vun der Situatioun vum Chômage décidéiert, ob een déi Mesuren effektiv ka fale loossen oder net.

Dat Zweet, wou mer eis eens gi sinn, dat ass, dass mer en Accord fonnt hunn, wéi een d'Reform vun der Aide au réemploi ka maachen. Dat ass eng Mesure, déi viru Jore geholl gi war, déi awer wéinst Abusen net esou richteg gegraff huet, an déi gëtt elo verbessert.

Dat Drëtt, wat net vill ënnerstrach ginn ass, ass, dass mer en Accord mat de Syndikater fonnt hunn, fir d'Préretraite solidarité ofzeschafen an engem Calendrier, dee mer mateneen ausgemaach hunn.

A leschte Punkt: Mir sinn eis eens ginn, dass de Congé parental misst flexibiliséiert ginn an dass och de Minimum, deen do soll bezuelt gi beim Congé parental, sollt op de Salaire social minimum ugepasst ginn.

All déi Mesurë kaschten am Joer 2015 19 Milliounen. Ech mengen, déi 19 Millioune plus déi 40 Millioune manner Recetten, dass dat eng responsabel Attitüd war. An ech si frou, dass eisen Dialogue social mat de Syndikater erëm revitaliséiert ginn ass!

Elo kommen ech op de Budget 2015 selwer an op den Zukunftspak an op de Pluriannuel zesummen ze schwätzen. Mir hunn Avise kritt vum Conseil d'État, zwee Stéck, vun alle Chambres professionnelles, vun der Cour des Comptes, vun der Banque centrale a vum Comité olympique. Ech géif all hinne Merci soe fir hir Kontributioun. Do si ganz vill interessant Usätz dran.

E ganz besonnesche Merci un de Conseil d'État! De Conseil d'État huet wierklech Wonner gewierkt, fir dee ganzen Zukunftspak, awer och all déi Ännerungen, déi wéinst dem Accord mat de Syndikater néideg waren, fir dat alles ze aviséieren. Mir hunn och alleguerten den Oppositions formelles, déi de Conseil d'État gemaach huet, Rechnung gedroen. An ech mengen, dat war och dat Richtegt.

Wann een elo all déi Avise kuckt, gesäit een, dass déi Avise sech an zwou Kategorie kënnen opdeelen. Déi eng - de Conseil d'État, d'Chambre de Commerce, d'Banque centrale, d'Cour des Comptes - soen der Regierung, dass de Spuereffort net wäit genuch geet. Déi aner, haaptsächlech d'Chambre des Salariés an d'Chambre des Fonctionnaires, soen, dass mer vill ze vill spueren.

Et ass jo da kloer, dass d'Regierung sech do an der gëllener Mëtt befënnt. An och déi Kritiken, déi gemaach gi sinn, dass dat net gerecht verdeelt gi wier, deen Effort, muss ech zréckweisen. Mir hu wierklech alles gemaach, wat ee konnt maachen, fir dass jiddweree seng Kontributioun mécht, fir déi grouss Problematik, déi mir am Budget hunn, ze léisen.

Eng aner Saach, wou och d'Opiniounen auserneeginn - dat eent war, wéi gesot, ze wäit oder net ze wäit am Spueren -, dat war, ob dat heiten en Austeritéitsbudget ass. Eh bien, ech mengen, do ass d'Äntwert extrem einfach: An de Joren zwëschen 2015 an 2018 - vu dass mer jo e Pluriannuel hunn - ginn d'Dépensen zu Lëtzebuerg dann elo en moyenne plus 4% an d'Luucht. Do kann ee jo mam beschte Wëllen net vun Austeritéit schwätzen!

An dat huet och den Deputéierten a Rapporteur Franz Fayot ganz gutt bewisen. D'Banque centrale seet dat iwwregens och! D'Banque centrale seet och nach eng aner Saach. Si seet nämlech, dass deen Taux vu ronn 4% vun Augmentatioun ëmmerhi wäit ënnert der Tendenz vun de leschte Jore läit, déi bei 5,5% louch. Dat heescht, mir sinn ënnert deene ganz héije Progressioune vun der Vergaangenheet. Mä mir sinn awer nach ëmmer ganz däitlech am positive Beräich, soudass dëse Budget natierlech d'Croissance ënnerstëtzt. An dat gëtt vläicht am allerbeschte bewisen, wann een d'Investissementer kuckt.

Ier ech awer iwwert d'Investissementer kucken, géif ech déi, déi nach ëmmer zweifelen drun, dass dat heiten e Croissancebudget ass, bieden, just nozekucken, wat d'Taux-de-croissancen zum Beispill an eisen dräi Nopeschlänner sinn. An engem vun den dräi Nopeschlänner ginn d'Dépensë carrément erof. An an deenen aneren zwee ass d'Croissance vun den Dépensen tëschent 0% an 1%, maximal eent Komma eppes.

Wéi gesot, d'Investissementer, et ass vläicht eng vun den Haaptachse vun dësem Budget, gi ganz ambitiéis an d'Luucht. Si si schonn d'lescht Joer bal 10% an d'Luucht gaangen. Dat heescht, d'lescht Joer: dëst Joer, zwëschen '13 a '14, 10%. A se ginn d'nächst Joer ongeféier 15% erop a kommen op bal zwou Milliarden no dem Calcul SEC 2010.

Mir sinn do komplett en ligne mat deem, wat d'Kommissioun alleguerten den États membres vun der Unioun réit, an zwar, dass d'Investitioune solle gestäerkt ginn, fir d'Croissance an Europa ze stäerken. E gutt Beispill dovunner ass natierlech och de Juncker-Plang, dee jo virun e puer Woche lancéiert ginn ass, mat den 21 Milliarden. Dee soll fir méi wéi 300 Milliarde Projeten tätegen. Och Lëtzebuerg ass do natierlech derbäi.

De Statec huet berechent, dass den Zukunftspak 2015 en Impakt vu minus 0,3% op dem Wuesstum hätt. Dat ass also net immens signifikativ. An dat gëtt natierlech contrebalancéiert vum Fait, dass mir esou vill investéieren. A wa mir investéieren, da setze mir d'Grondlag fir de Wuesstum vun der Zukunft.

Ee Punkt, deen ech erauspicken aus dem Avis vun der Chambre de Commerce, deen der Regierung recommandéiert, e besseren Taux d'exécution vun den Investissementer ze maachen an eng „feuille de route du mieux investir", huet d'Cofibu och erëmgeholl an ënnerstrach. An ech wollt dat och positiv mat op de Wee huelen, fir dass d'Regierung kuckt, wéi se déi Virschléi kéint ëmsetzen.

Wat elo aner Akzenter am Budget ubelaangt, wollt ech justement illustréieren, dass et e Budget ass, wou och eng Rëtsch Dépensen an d'Luucht ginn. Mir hu jo vill vun den Dépensë geschwat, déi erofgesat ginn, mä a verschiddenen Domäne ginn d'Dépensen an d'Luucht.

Ech picken do e puer Ministèren eraus: Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, do ginn d'Kreditter 8% erop op 1,93 Milliarden. Am Enseignement supérieur et de la Recherche, do kritt de Fonds national de la recherche 15% méi Moyenen. An d'Uni kritt d'nächst Joer 12% méi Moyenen.

Dem Aarbechtsministère seng Kreditter ginn och signifikativ erop. Dat ass natierlech leider, well de Chômage och eropgeet. Dat ass eng direkt Äntwert op de Chômage. Mä déi indirekt läit natierlech doran, dass mer méi an der Recherche investéieren, méi an der Éducatioun, well laangfristeg ass et esou, wéi een de Chômage erofkritt.

A leschtens, de Gesondheetsministère wiisst iwwer 10% an dee vum Logement ëm 11%. Dir gesitt, vun Austeritéit kann hei keng Ried sinn.

Nach eng Kéier wéilt ech e bëssen iwwert d'TVA schwätzen, déi jo awer déi Mesure ass, déi, wat d'Recetten ubelaangt, am meeschten erabréngt. Fir ze rappeléieren, dass mer den Appelle vun den Investisseuren, awer och vun de Keefer nogelauschtert hunn: Dir wësst, dass mer eng Mesure virgeschloen hunn - an zu där mer och stinn! -, dass den Taux super-réduit bei de Logementer reservéiert ass fir déi Wunnengen, wou ee selwer dra wunne geet, an dass da fir déi aner den Taux vu 17%, deen neien normalen Taux, applizéiert gëtt. Mä aus enger Rëtsch Iwwerleeungen eraus, éischtens fir dem Secteur entgéintzekommen a fir de Leit Prévisibilitéit ze ginn, hu mer eng Période de transition vun zwee Joer virgesi bis Enn 2016, soudass all déi Projeten, déi nach dëst Joer ugefaange si ginn, nach kënne vun deem niddregen Taux benefisséieren.

Ech muss soen, an ech soen et och ganz gär, dass d'Administration de l'Enregistrement particulièrement flexibel déi ganz Saach gehand-

habt huet. Verschidden Deeg si 600 Demanden erakomm bei der Administration de l'Enregistrement! An ech wéilt dës Geleeënheet ausnotzen, fir där Équipe vun der Administration de l'Enregistrement hei Merci ze soen!

Ech wëll och nach eng Kéier insistéieren, dass d'Regierung och hei un déi geduecht huet, déi manner breet Schëlleren hunn, an dofir den Taux super-réduit bei 3% gelooss huet. A wa mer da kucken, wat alles ënnert den Taux vun 3% fält zu Lëtzebuerg, dat ass wierklech räichlech vill. Mir soen zwar ëmmer, et si Biens de première nécessité, mä et fale ganz vill Saachen dran: d'Kultur ganz vill, an och zum Beispill d'Restauratioun an d'Hotellerie. Do wëll ech ënnersträichen, dass déi bei 3% bleiwen, mat Ausnahm vum Alkohol! Dat ass deen niddregsten Taux vun der Eurozon.

A fir dann och nach e Wuert iwwert d'Kafkraaft ze soen, wou gesot gëtt, dass déi TVA esou en Aschnëtt géif maachen - wat ech net leegnen! -, do wëll ech just soen, dass laut Eurostat am Dezember vun dësem Joer et sech erausgestallt huet, dass den Niveau de consommation individuelle hei zu Lëtzebuerg 35% méi héich ass wéi an der Moyenne vun der EU.

An dann ofschléissend zur TVA nach eng Kéier och: dass en fait dës Steier, op d'mannst esou, wéi se zu Lëtzebuerg gehandhabt gëtt, eng ass, déi net sozial ongerecht ass! 50% vun der Hausse vun der TVA ginn effektiv vum Consommateur bezuelt. Mä déi aner Halschent gëtt bezuelt vum Stat, vun de Gemengen a vu verschiddenen Entreprisen, déi d'TVA net kënne récupéréieren. Dat sinn haaptsächlech d'Entreprisen am Secteur financier an an den Assurancen. Also, do hu mer schonn e gewëssenen Équiliber.

An da muss een awer och rappeléieren, dass den Index erëm voll spillt! Dat heescht, déi Augmentatioun gëtt jo da kompenséiert! Si gëtt allerdéngs relativ spéit kompenséiert, wouriwwer sech dann och erëm d'Entreprisë kënne freeën, well déi niddreg Inflatiounsrat, déi mer elo kennen, fiedert natierlech déi Hausse vun der TVA of. An et ass en fait an där Hisiicht eng gënschteg Konjunktur, fir esou eng Hausse vun der TVA ze hunn.

Wou lande mer dann elo en termes vun Ziffere mat all deene Mesuren an Evolutiounen, déi ech elo grad beschriwwen hunn? Ouni Zukunftspak, ouni Reduktioune vu verschiddenen Dépensë wier den Defizit vun der Administration centrale - also op Lëtzebuergesch: den Zentralstat - bei 1,6 Milliarden Euro gewiescht! Mir bréngen et fäerdeg, fir dësen Defizit 2015 op 875 Milliounen erofzedrécken. Et ass bal eng Halbéierung.

Deeselwechten Zentralstatdefizit geet dann erof an de Joren 2016 op 600 Millioune ronn, 2017 op 500 Millioune ronn, a mir sinn 2018 ganz no beim, net méi wäit vum Équiliber.

Gradesou wichteg ass, dass mer eisen Objectif à moyen terme, deen eis de Pacte de stabilité et de croissance gëtt, an der ganzer Period anhalen. Deen Objektiv ass 0,5% strukturell. A mir leien an där ganzer Period ronderëm déi Ziffer.

Da wéilt ech nach eng Kéier - ech maachen dat regelméisseg, wann ech iwwert de Budget schwätzen - drop insistéieren, dass grad zu Lëtzebuerg den Zentralstat déi Plaz ass, wou mer musse kucken. D'Banque centrale seet näischt aneschters, wa se seet: «Les déficits (...) au niveau de l'Administration centrale constituent une spécificité structurelle (...) du Luxembourg. La logique des normes européennes (...) contribue (...) à donner une image positive des finances publiques luxembourgeoises. Cette analyse ne doit cependant pas induire en erreur.»

De Conseil d'État seet datselwecht. De Rapporteur huet dat och ënnerstrach. Anescht ausgedréckt: Den Defizit vum Zentralstat kann net mat dem Iwwerschoss vun der Pensiounskeess kompenséiert ginn! Fir et nach méi kloer ze soen: Mir kënnen eis lafend Käschte beim Stat net mat de Reserve vun eise Pensioune bezuelen!

Den Defizit vun der Administration centrale ass och zum Deel drop zréckzeféieren, dass mer ganz héich Transferten hunn un d'Sécurité sociale an och ganz héich Transferten hunn un d'Gemengen.

Dat erlaabt mer dann, och e Wuert iwwert d'Gemengen ze soen. Et ass ganz kloer, dass den Zukunftspak an all déi Mesuren net konnte gemaach ginn ouni eng Kontributioun vun de Gemengen. D'Gemenge si jo och am Calcul dra vun de gesamte Statsfinanzen. Mir hunn awer och gesuergt, dass den Effort vun de Gemenge räsonabel soll sinn.

Ech wëll just zwee Projeten ervirsträichen: Deen een ass de Projet vun der Reform vun de Rettungsdéngschter a vun de Pompjeeën, wou ech wierklech mengen, dass d'Regierung do eng extrem gutt Propositioun gemaach huet, andeem se déi additionell TVA, déi soss bei d'Gemenge komm wier, ofgezweigt huet, fir zesumme mat de Gemengen déi Rettungsdéngschter an d'Pompjeeën ze professionaliséieren. Ech fannen dat eng exzellent Synergie vu Stat a Gemengen. An domat leeschte mer, mengen ech, och de Bierger an de Gemengen e groussen Déngscht.

Dat Zweet ass, dass déi méi räich Gemenge gebiede ginn, e bësse méi an de Fonds pour l'Emploi ze kontribuéieren. Domat kommen déi méi räich Gemengen deene méi klengen entgéint an och dem Chômage entgéint.

Kënnen d'Gemengen dat dote packen? Mir menge schonn. Well mir hunn och gekuckt, wéi d'Recettë vun de Gemengen an deenen nächste Jore wuessen. Am Joer 2015 wuessen d'Recetten iwwert de Fonds communal de dotation financière an iwwert den Impôt commercial ëm 2,8%. An d'Croissance vun de Recettë bei de Gemengen an de Joren duerno ass de Moment ageschat bei ronn 6% méi. Ech mengen, dass een also ka soen, dass d'Ressourcë vun de Gemenge geséchert sinn an an d'Luucht gi fir d'Zukunft an dass dofir hire Bäitrag berechtegt ass - an awer och appréciéiert ass vun der Regierung.

Vun der Sécurité sociale, vun där gëtt en fait am Zukunftspak net vill geschwat. An et ass am Fong geholl e bësse schued, well en fait och do e groussen Effort gemaach gëtt, an zwar a folgend Richtung: Den Excédent, deen ech virdru genannt hunn, deen hu mer jo an der Pensiounskeess. Deen Excédent wiisst och weider, well mer nach weider Emploie schafen - Gott sei Dank! -, d'nächst Joer wahrscheinlech 2% méi Aarbechtsplazen, netto.

Mä déi aner Branchë vun der Sécurité sociale, deene geet et net onbedéngt esou gutt, an do muss ee kucken, dass een en Équiliber hält. An dofir sinn am Zukunftspak déi dräi Regimmer Maladie, Fleegeversécherung an Assurance accident gebieden, eng Rëtsch Milliounen ze spueren. An den Total vun dëse Mesuren ass 45 Milliounen am Joer 2015. Dat ass e groussen Effort! A wann een dat cumuléiert bis 2018 kuckt, sinn dat 95 Milliounen.

D'Stabiliséierung vun deene Regimmer ass extrem wichteg fir Lëtzebuerg. Well doduerch, dass déi Assurancen équilibréiert sinn, brauche mer d'Cotisatioune weder fir d'Entreprisen nach fir d'Leit an d'Luucht ze setzen. An dat ass e ganz wichtegen Avantage compétitif vun eisem Land.

Wann ech elo d'Gesamtbild kucke vun der Administration publique, dat heescht d'Administration centrale - den Zentralstat - plus d'Gemenge plus d'Sécurité sociale, wat ass dann d'Resultat? Wa mer näischt gemaach hätten, hätte mer en Defizit vu minus 1,3% vum PIB gehat. A mir landen elo op minus 0,2% vum PIB! Dat heescht, mir hunn en Effort d'ajustement gemaach vun eppes méi wéi 1% vum PIB. An dat maache mer schonn am Joer 2015! De Gesamteffort bis 2018 ass 1,7% vum PIB.

Dir gesitt, mir hunn also de Gros vum Effort schonn op 2015 gesat. Dat ass, wat een op Englesch den „frontloading" nennt. An dat ass och gutt, dass mer dat gemaach hunn, well déi Mesuren, déi mer schonn 2015 huelen, déi spille jo dann op der ganzer Period a maache wouer, dass mer en fait an deenen anere Jore manner Efforte musse maachen.

Fir komplett ze sinn, muss ech Iech och drop hiweisen, dass d'Chamber - an Dir wësst dat - de Budget stëmmt no der Comptabilité nationale, wat eng Kontabilitéit ass, wou vill manner Saachen dra si wéi an der Comptabilité européenne no de Bréisseler Regelen. A wann een dat dann elo kuckt an och den Accord mat de Gewerkschaften do integréiert, da komme mer op folgend Resultater: 2015 kréie mer dann en Defizit no Lëtzebuerger Kontabilitéitsregele vu minus 568 Milliounen Euro. Dee geet 2016 erof op minus 416. E geet weider erof 2017 op minus 326 an 2018 si mer da bei minus 76 Milliounen Defizit.

Dir gesitt, mir si praktesch dann am Équiliber. An dat ass, mengen ech, och dat, wat ee muss vun all deenen Ziffere verhalen. Doduerch, dass eisen Defizit regelméisseg erofgeet, wäerte mer 2018 an déi Joren duerno ganz wéineg additionell Schold musse maachen.

Ech wëll och drop hiweisen, dass mer 2014 keen Emprunt opgeholl hunn, iwwerhaapt keen! Mir hunn allerdéngs de Sukuk lancéiert. De Sukuk hu mer gemaach wéinst der Diversifikatioun vun der Place financière, doduerch, dass mer en Emprunt vun 200 Millioune gemaach hunn, dee konform ass mat de Regele vum Islam. An deen hu mer och ganz gutt placéiert.

A wa mer elo d'Situatioun vun der Schold kucken op der ganzer Period, kann ee soen, dass 2015 d'Schold wäert ronn bei 24% vum PIB leien, a si wäert an der Period duerno stabel bleiwen oder liicht erofgoen. Ech mengen, domat hu mer gutt geschafft. Domat garantéiere mer, dass mer den Triple-A behalen.

Den Triple-A soll een net als eppes Fetischistesches ukucken, mä als eppes, wat wichteg ass a gutt ass fir eist Land! Fir d'Éischt emol kënne mer méi bëlleg léinen, zweetens kënne mer méi Investisseuren op Lëtzebuerg kréien an drëttens ass et gutt fir eisen Image dobaussen.

Mir mengen, dat wier eng Selbstverständlechkeet, en Triple-A ze hunn! Dir hutt jo..., et huet bal kee Mënsch méi den Triple-A! Mä mir sollen eis awer och net schummen, dass mir en hunn!

Da wéilt ech op zwou grouss Innovatiounen insistéieren, déi an dësem Budget dra sinn. An ech mengen, dat si wierklech zwou grouss Innovatiounen! Déi éischt ass de Fonds souverain. Deen ass vill kommentéiert ginn. Verschiddener fannen, dass en ze kleng ass. A meeschtens sinn déi, déi fannen, dass en ze kleng ass, déi, déi ni ee wollte maachen!

(Hilarité)

An déi, déi en ebe gemaach hunn, jo...

(Interruption)

...an dofir soen ech: Mir fänken ebe kleng un! Mir fänke kleng un, well mer de Moment net esou gutt drop sinn!

(*Hilarité*)

Näischt verhënnert jo och, dass an den...

(Interruption)

Näischt verhënnert jo och, dass mer an den nächste Jore méi maachen. A mir kënne jo dee Fonds alimentéiere mat anere Recettë wéi déi, déi virgesi si vun den Akzisen um Bensin a vun der TVA électronique. All aner non récurrente Recette ka jo d'Regierung décidéieren, an de Fong ze setzen.

Eng aner Kritik, déi komm ass, déi ech mer erwaart hat, dat ass, fir ze soen: „Mir maachen e Fonds souverain, obwuel mer verschëllt sinn. Mir verschëllen eis also, fir e Fonds souverain ze maachen." Déi Kritik wier richteg, wa mer net den Zukunftspak gemaach hätten, wa mer net elo de manière pluriannuelle géifen op den Équiliber kommen. Dat heescht, mir speisen de Fong elo all déi Joren an zum Schluss si mer nawell am Équiliber!

An dann, dat Allerwichtegst: Et ass e Mentalitéitswiessel! Dass de Stat... An ech soen dat net, well ech de Stat net gär hunn, ech hunn de Stat ganz gär! Ech soen dat net aus ideologesche Grënn, ech soen dat just aus Familljegrënn. De Stat, déi Suen, déi e kritt, déi sinn net nëmme fir déi, déi haut hei liewen! Déi sinn och do fir déi nächst Generatiounen. An dofir hu mer dee Fonds gemaach. Dofir hu mer en och „intergénérationnel" genannt. An ech mengen, doduerch, dass mer dee Fong grënnen, si mir responsabel fir déi nächst Generatiounen. An do rejoignéieren ech erëm eng Kéier d'Wuert, wat de Rapporteur Fayot vill gebraucht huet.

Déi zweet Erneierung ass vläicht net esou eng erfreelech, mä et ass awer eng ganz wichteg. Dir hutt verstanen, ech schwätze vun de Rulingen. Am Kader vum Zukunftspak hunn ech do eng Mesure drageschriwwen, dass mer sollen déi Rulingen an d'Gesetz verankeren.

Ech muss Iech éierlech soen, ech hunn dat nach am Public net gesot: Et sinn net vill Leit, déi mir geroden hunn, dat ze maachen. Ech stoung do e bëssen eleng! Net an der Regierung! Mä ech stoung awer e bëssen eleng do. A wéi ech déposéiert hunn, hunn ech och vill Kriticke kritt. Ech hunn et versicht ze erklären, firwat ech gemengt hunn, dass dat gutt wier. Natierlech huet d'Ambiance komplett changéiert: No LuxLeaks 1 huet all Mënsch genial fonnt, dass mer dat dran hätten.

Ech wollt hei ënnersträichen, dass d'Regierung anticipéiert huet. An déi Anticipatioun war wesentlech an där heiter Saach. Wa mer dat net gemaach hätten, dann hätte mir elo op den 1. Januar keng Verankerung vun eiser Prozedur am Gesetz. Dann hätte mir net d'Transfertpräisser-Referenz un d'OCDE an eisem Gesetz. Mir hätten net eng Rulingskommissioun, déi mer dann op den 1. Januar fonctionnéieren doen. Mir hätte keng anonymiséiert Publikatioun vun de Rulingen, wat esou wichteg ass, fir eng Kredibilitéit no baussen ze maachen.

Mir waren an dëser Démarche, mengen ech, och nach virsiichteg, well mir hunn en fait, zu engem gewëssenen Deel, de Gros vun der Pratique administrative iwwerholl. Mä wéi gesot, déi Innovatioun vun der Rulingskommissioun, déi d'Avisen da gëtt op allen Décisions anticipées, wou mer dann eng Harmonisatioun vun der Interpretatioun kréien, déi Publikatioun, an déi drëtt Innovatioun, dass och elo eng Redevance bezuelt gëtt fir déi Avisen, all déi Mesurë wäerten och mat sech bréngen, dass mer manner Rulingen an Zukunft wäerten hunn - wat wahrscheinlech keng schlecht Evolutioun ass -, mä awer nach ëmmer Rulinge wäerte maachen, well eis Wirtschaft brauch se!

A mir wäerte se och weider fir Privatpersoune maachen, ech wëll dat just hei ënnersträichen. Dat ass ni a Fro gestallt ginn, dat gëtt et schonn an dat maache mer weider! Well dat vill kommentéiert ginn ass - mir bleiwen do bei eiser aler Traditioun, dass dat fir Gesellschaften a Privatpersoune méiglech ass.

Da wëll ech hei nach ënnersträichen, dass mer u sech gutt berode waren, déi Rulingprozedur an d'Gesetz ze schreiwen, mä dass mer och gutt berode waren, fir de Secret bancaire ofzeschafen, an deem heite Kontext. Mir ware gutt beroden, dass mer déi Efforte gemaach hunn, fir dem Forum mondial gerecht ze ginn am Échange d'informations sur demande.

Ech froe mech, wéi eist Bild gewiescht wier, wa mer dat net scho virdrun, viru LuxLeaks gemaach hätten! Well ech hu plädéiert, d'Regierung huet plädéiert, och bei deenen anere Länner, dass Lëtzebuerg bougéiert. Jo, wa mer dat alles net gemaach hätten, dann hätt keen ons dat ofgeholl! Dann hätt jiddweree gesot: „Jo, Dir wäert an der Zukunft bougéieren, ënnert dem Drock!" Mä domat hu mer gewisen, dass mir schonn amgaang sinn, ons ze reformëieren.

Dofir sinn ech och esou frou, fir Iech haut hei ze soen, dass dat och seng Friichten dréit. Ech krut elo ganz rezent vu mengem italieneschen Homolog, dem Finanzminister Padoan, eng E-Mail, déi mer gesot huet, dass Lëtzebuerg elo an Italien vun der schwaarzer Lëscht ewechkomm wier. Do kämpfe mer säit Joren, fir dat fäerdegzebréngen! Dat hu mir dëst Joer fäerdegbruecht.

Last but not least, zu de Rulingen an zu där ganzer Problematik vun de Steieren: Wat mir gär erreechen, an dat ass eis ganz Strategie fir d'Zukunft, dat ass, dass a Steierfroen en „level playing field" kënnt. Wat heescht dat? Majo, dass déiselwecht Regele fir jiddwereen zielen. A wann déiselwecht Regele fir jiddwereen zielen, fir déi kleng Länner a fir déi grouss Länner, da ka Lëtzebuerg seng Trompen ausspillen.

Ee Wuert, Dir Dammen an Dir Hären, Här President, zur Steierpolitik: Ech hunn déi dëst ganzt Joer net wëlle mam Budget vermëschen. Et besteet zwar e Lien, mä et hätt kee Wäert gehat, grouss Rieden oder Akzenter ze setzen, wann een net weess, wou een higeet. Wa mer elo muer dee Budget hei stëmmen an och dann de Pluriannuel zur Kenntnis huelen an och stëmmen, da kenne mer jo d'Eckwäerter vun eisem Budget. An da kënne mer och Berechnunge maachen, fir eng Projektioun an d'Zukunft ze maachen, fir ze kucken, wou de Sputt läit, wou d'Evolutioune leien, fir eise Steiersystem besser, méi gerecht a méi effikass ze maachen. Ech wäert dat och am Zesummespill mam Parlament, mat der Cofibu a mat de Sozialpartner maachen.

Wat sinn elo déi nächst Etappen an der Budgetsreform?

De Projet nouvelle génération ass jo dëst Joer ugaangen an ass vun den zwee Rapporteure ganz positiv kommentéiert ginn. Do ware vill Aarbechtsgruppen. Eh bien, déi bestinn nach ëmmer an déi wäerte weider fonctionnéieren. Wann een e Modell huet, dee fonctionnéiert huet, da soll een dee weider gebrauchen. D'Emsetze vum Zukunftspak bréngt jo och mat sech, dass nach vill Aarbecht virun eis läit. An déi Aarbechtsgruppe wäerten eis doranner hëllefen, och fir déi Mesuren auszerechnen, fir ze wëssen, wéi vill se dann erabréngen a Spuermoossnamen oder a Recetten.

Dës Regierung huet et virgezunn, fir alles op den Dësch ze leeën! Och d'Mesuren, déi an den nächste véier Joer gemaach ginn. Esou eng Transparenz hate mer scho laang net méi. Ech weess och net, ob se an den anere Länner esou gehandhabt gëtt. An dofir weisen ech déi Kriticken zréck, déi soen, dass verschidde Mesuren, déi eréischt an engem, zwee, dräi Joer kommen, net prezis genuch chiffréiert wieren. Ma mir hunn nach dat ganzt Joer 2015, fir déi ze chiffréieren a fir eis Aarbecht ze maachen a fir d'Gesetzer ze änneren a fir d'Règlement-grand-ducallen ze änneren! Loosst dës Regierung emol schaffen, déi mécht dat schonn!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- De Fait, dass mer alles op den Dësch geluecht hunn, huet och eisen Dialog mat de Syndikater erliichtert. D'Syndikater wësse genau, wat mer wëlles hunn. An ech wëll soen, d'Patronen och, d'Entreprisen och! An ech mengen, dass dat déi richteg Approche war an ass!

Zwou Neiegkeeten: Déi eng ass gemaach, déi aner ass am Kommen. Mir hunn am Gesetz vum Juli vun dësem Joer den Traité budgétaire ugeholl an do virgesinn, dass mer e Conseil national des finances publiques schafen. Deen ass an der Tëschenzäit gegrënnt ginn. D'Parlament, d'Chambre des Députés huet zwee Leit dra genannt. An et si fënnef anerer vu verschiddenen Institutiounen dra genannt ginn. Et sinn also siwe Memberen. Si sinn am Oktober fir d'Éischt zesummekomme, si hu sech e President ginn an der Persoun vum Romain Bausch, deen iwwregens och ee vun den zwee Kandidate war, déi vun der Chambre des Députés proposéiert waren.

Ech géif gären deene siwen, déi dat jo op volontairer Basis maachen, schonn elo Merci soe fir hir Aarbecht a freeë mech op hir Kommentaren. Vläicht an engem Joer freeën ech mech manner op hir Kommentaren, mä dat gesi mer dann. Mä dat ass jo virgesi vun den europäesche Regelen, dass all Land sech esou e Conseil national des finances publiques soll ginn. An dat ass e wäertvollen Outil, mengen ech, fir d'Regierung, awer och fir d'Parlament.

Dat Zweet ass de Comité de prévision. Dee gëtt et an dee soll reforméiert ginn an institutionaliséiert ginn. Dat ass och e Wonsch, dee vun de Rapporteuren ausgedréckt ginn ass, deem ech voll Rechnung droen. An dat wäert och an den nächste Méint geschéien.

D'Konklusioun, Här President, am Zukunftspak hu mer eis véier Prinzipie ginn: Dat Éischt ass, mir wollte responsabel mat de Steiersuen ëmgoen. Zweetens, mir wollte fair a gerecht si mat den Ausgaben a mat de Recetten. Mir wëllen e méi effizienten a méi moderne Statsapparat. An: Mir wëllen déi nei Politik vun dëser Regierung ëmsetzen!

Mir hunn den Dialog mat de Syndikater elo erëm fit gemaach. Mir mussen dat a mir wäerten dat och gläich mam Patronat maachen, well de Sozialdialog ass an dëser Period grad wichteg! A mir gesi jo och, dass de Sozialdialog eppes mat sech bréngt, wat mer all ze schätze wëssen, dat ass de soziale Fridden. A soulaang mir dat fäerdegbréngen, deen ze hunn, si mer deenen anere wäit viraus.

Här President, zum Schluss, d'Land steet viru groussen Erausfuerderungen a grousse Risiken. Mä mir sinn optimistesch, well mir u Lëtzebuerg gleewen. Mir sinn och optimistesch, well mat deem Pak, dem Zukunftspak, mat deene Budgeten alleguerten, déi mer hei déposéieren, kréie mir eis Statsfinanzen erëm an d'Gläichgewiicht. Domat séchere mir, dass mir den Triple-A behalen. An den Triple-A, dat ass an dëser Zäit, wou eisen Image esou vill ugegraff gëtt, eis Visitëkaart dobausse fir gesond Statsfinanzen an heiheem de Garant fir de Sozialstat, dee mir wëlle fir d'Zukunft finanzéieren a garantéieren.

Ech soen Iech Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Finanzminister. Mir géifen dann elo weiderfuere mam Ordre du jour.

(Interruption)

Jo, Här Mosar, eng...

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, et wär fir den Dépôt vun enger Motioun.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dir hutt d'Wuert.

3. Dépôt d'une motion par M. Laurent Mosar

M. Laurent Mosar *(CSV), auteur.*- Jo, Här President, Dir Dammen an Häre vun der Regierung, léif Kolleegen, ech hunn d'Wuert gefrot, fir den Dépôt vun enger Motioun ze maachen iwwert d'Reconnaissance vu Palästina. An zwar ass an de leschten Deeg, ganz besonnesch an der leschter Nuecht, zu Bréissel vill geschitt, wat mir begréissen! Well Dir wësst, fir eis war et ëmmer wesentlech, datt mer an där extrem wichteger Fro vu Palästina géifen eng eenheetlech Positioun fannen. An do ass et esou, datt haut d'Europaparlament wäert mat enger riseger Majoritéit eng Motioun iwwert d'Unerkennung vu Palästina ofstëmmen.

A ganz genau deeselwechten Text vun där Motioun wëll ech elo hei am Numm vun der CSV déposéieren, andeem ech Iech natierlech alleguerten häerzlechst invitéieren, déi Motioun mat ze ënnerzeechnen.

Motion

sur la reconnaissance de l'État palestinien

La Chambre des Députés,

- vu les résolutions antérieures du Parlement européen sur le processus de paix au Proche-Orient,

- vu les conclusions du Conseil «Affaires étrangères» du 17 novembre 2014 sur le processus de paix au Proche-Orient,

- vu les déclarations de la haute représentante/vice-présidente sur l'attaque de la synagogue Har Nof le 18 novembre 2014 et l'attentat terroriste à Jérusalem le 5 novembre 2014, ainsi que la déclaration du 10 novembre 2014 du porte-parole de la haute représentante de l'Union sur les dernières évolutions au Proche-Orient,

- vu l'annonce du Gouvernement suédois concernant la reconnaissance de l'État palestinien le 30 octobre 2014, ainsi que les reconnaissances antérieures par d'autres États membres avant leur adhésion à l'Union européenne,

- vu les résolutions sur la reconnaissance de l'État palestinien adoptées par la Chambre des communes du Royaume-Uni le 13 octobre 2014, le Sénat irlandais le 22 octobre 2014, le Parlement espagnol le 18 novembre 2014, l'Assemblée nationale française le 2 décembre 2014 et l'Assemblée portugaise le 12 décembre 2014,

- vu le droit international,

- vu l'article 123, paragraphes 2 et 4, du règlement du Parlement européen,

A. considérant que l'Union européenne a maintes fois confirmé son soutien à la solution fondée sur les deux États, sur la base des frontières de 1967, avec Jérusalem pour capitale des deux entités, à savoir un État d'Israël dont la sécurité est assurée et un État de Palestine indépendant, démocratique, d'un seul tenant et viable, vivant côte à côte dans la paix et la sécurité, et a appelé à la reprise de pourparlers de paix directs entre Israël et l'Autorité palestinienne;

B. considérant que la recherche d'une paix juste et durable entre Israéliens et Palestiniens est une préoccupation majeure pour la communauté internationale, y compris l'Union européenne, depuis plus d'un demi-siècle;

C. considérant que les pourparlers de paix directs entre les parties sont au point mort; considérant que l'Union a engagé les parties à prendre des mesures susceptibles de créer un climat de confiance, nécessaire à de véritables négociations, à s'abstenir de toute action qui compromette la crédibilité du processus et à prévenir toute incitation à la violence;

D. considérant que dans sa résolution du 22 novembre 2012, le Parlement européen a souligné que seuls des moyens pacifiques et non violents permettront de parvenir à une paix juste et durable entre Israéliens et Palestiniens, a appelé à la création de conditions permettant la reprise de pourparlers de paix directs entre les deux parties, a appuyé dans ce contexte le souhait palestinien de devenir observateur non membre des Nations Unies, y a vu une étape importante pour donner davantage de visibilité, de force et d'efficacité aux revendications palestiniennes et a invité, à cet égard, les États membres et la communauté internationale à trouver un accord dans ce sens;

E. considérant que l'Assemblée générale des Nations Unies a décidé, le 29 novembre 2012, d'accorder à la Palestine un statut d'État observateur non membre aux Nations Unies;

F. considérant que la reconnaissance de l'État de Palestine relève de la compétence des États membres;

G. rappelant l'engagement de l'OLP de reconnaître l'État d'Israël depuis 1993;

invite le Gouvernement

1. à reconnaître en principe l'État palestinien et à appuyer la solution fondée sur les deux États, et à estimer que celles-ci devraient aller de pair avec le processus des pourparlers de paix, qui devrait être mis en marche;

2. à soutenir les efforts que consentent le président Abbas et le Gouvernement d'union nationale palestinien; à souligner à nouveau l'importance de consolider l'autorité du Gouvernement d'union nationale palestinien et de son administration dans la bande de Gaza; à exhorter toutes les fractions palestiniennes, y compris le Hamas, à accepter les engagements de l'OLP et à mettre un terme à leurs divisions internes; à appeler à maintenir l'aide et l'assistance de l'Union au renforcement des capacités institutionnelles palestiniennes;

3. à se dire gravement préoccupé par l'accroissement des tensions et par la montée de la violence dans la région; à condamner de la manière la plus ferme tous les actes de terrorisme ou de violence, et à présenter ses condoléances aux familles des victimes; à mettre en garde contre les risques d'une nouvelle escalade de la violence impliquant des lieux saints, qui pourrait transformer le conflit israélo-palestinien en un conflit religieux; à inviter les dirigeants politiques de tout bord à œuvrer de concert et par des mesures visibles pour apaiser la situation et à souligner que seuls des moyens non violents et le respect des droits de l'Homme et du droit humanitaire permettront de parvenir à une solution durable et à une paix juste et durable entre Israéliens et Palestiniens; à insister sur le fait que toute action violente ne peut qu'attiser l'extrémisme des deux côtés; à engager toutes les parties à s'abstenir de tout acte susceptible d'aggraver la situation, que ce soit sous forme d'incitations à la violence, de provocations, de recours excessif à la force ou de représailles;

4. à souligner également que les actions qui remettent en question les engagements pris en faveur d'une solution négociée doivent être évitées; à souligner que les implantations sont illégales au regard du droit international; à inviter les deux parties à s'abstenir de toute action susceptible de compromettre la viabilité et les chances de la solution fondée sur deux États;

5. à réaffirmer son appui sans réserve à la solution des deux États, sur la base des frontières de 1967, avec Jérusalem pour capitale des deux entités, à savoir un État d'Israël dont la sécurité est assurée et un État de Palestine indépendant, démocratique, d'un seul tenant et viable, vivant côte à côte dans la paix et la sécurité, en vertu du droit à l'autodétermination et dans le strict respect du droit international;

6. à se féliciter de la récente visite de la haute représentante/vice-présidente en Israël et en Palestine, ainsi que de son engagement à prendre des initiatives dans un processus positif visant à rompre le cercle du conflit et à créer les conditions pour accomplir de véritables progrès dans le processus de paix; à estimer que l'Union européenne doit prendre ses responsabilités et devenir un véritable acteur et un médiateur dans le processus de paix au Proche-Orient, notamment compte tenu de la nécessité d'une reprise des pourparlers de paix, y compris au moyen d'une approche commune et d'une stratégie d'ensemble en vue d'une solution au conflit israélo-palestinien; à répéter qu'une approche diplomatique, sous l'égide du Quatuor pour le Proche-Orient, est nécessaire et à rappeler l'importance de l'Initiative de paix arabe;

7. à inviter la haute représentante/vice-présidente à faciliter une position commune de l'Union européenne à cet égard;

8. à souligner la nécessité d'une paix globale qui mette un terme à toutes les revendications et réponde aux aspirations légitimes des deux parties, notamment celles des Israéliens en matière de sécurité et celles des Palestiniens en faveur de la constitution d'un État palestinien; à souligner que la seule solution possible au conflit est la coexistence de deux États, à savoir Israël et la Palestine;

9. à appuyer l'initiative intitulée «Parlementaires pour la paix» visant à rapprocher les parlementaires européens, israéliens et palestiniens de tous les partis en vue de contribuer à la mise en œuvre d'un agenda pour la paix et de compléter les efforts diplomatiques de l'Union.

(s.) Laurent Mosar.

Ech wëll och direkt soen, déi Motioun gëtt gedroen am Europaparlament vun der EVP, vum sozialistesche Grupp, vum grénge Grupp, vum lénke Grupp a vum liberale Grupp an esouguer och vun den Englesch-Konservativen. Dat heescht, quasiment all Gruppen deelen dat an hunn déi Motioun do mat ënnerschriwwen.

Ech géif Iech elo froen - mir komme jo herno an der Diskussioun vun der Motioun nach eng Kéier dodrop zréck -, datt mer dës Diskussioun vun dëser Motioun bien entendu géife liéiere mat der Diskussioun vun der Motioun vun der Majoritéit.

An ech géif och froen, Här President, vu datt dat hei elo eng zweet Motioun ass, datt mer do e bësselche méi Zäit kréien. Ech sinn de toute façon der Iwwerzeegung - dat hei ass esou e wichtege Sujet an esou eng wichteg Debatt, déi an anere Parlamenter an enger grousser Debatt, déi laang gedauert huet, behandelt ginn ass -, datt Der hei net sollt knausereg si mat der Zäit, mä de Gruppen déi néideg Zäit ginn, fir och hei hir Argumenter ze échangéieren.

Ech wäert dann och nach méi am Detail herno op eis Motioun zréckkommen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

4. Ordre du jour

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Mosar. Ech gesi kee Problem, fir der Propositioun Rechnung ze droen, dass mer déi zwou Motioune kënne mateneen diskutéieren. Ech gesinn och kee Problem, dass mer doduerch, dass mer a Präsenz vun zwou Motioune sinn, grousszügeg si mat der Zäit.

Mir kënne selbstverständlech och, wann dat d'Unanimitéit ass hei an der Chamber a vun der Presidentekonferenz, vun där d'Membere jo alleguer an dëser Chamber sëtzen, vläicht de Modell kumuléieren an dann hu mer d'Riedezäit verduebelt. Da géif ech mengen, dass mer awer missten eens ginn. A wann de fréiere President un de jëtzege President appeléiert, fir grousszügeg mat der Zäit ze sinn, da wäert ech em och follegen.

Plusieurs voix.- Ooh!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Voilà, dat gesot,...

(Interruption)

...géife mer dann elo zu der Diskussioun vun de Motiounen iwwergoen an ech géif den Auteur vun där éischter Motioun, den Här Angel, bieden, d'Motioun ze presentéieren.

Fir lech et nach eng Kéier ze soen: Mir sinn dann elo am Modell, wou déi klassesch Fraktiounen zéng Minutten hunn, déi méi kleng Sensibilitéiten der fënnef hunn an d'Regierung och zéng Minutten Zäit huet, fir hir Positioun ze erklären an drop ze äntwerten.

Voilà, Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

5. Motion de M. Marc Angel relative à la reconnaissance formelle de l'État de Palestine dans les frontières de 1967 uniquement modifiées moyennant accord des deux parties, au moment qui sera jugé le plus opportun

Motion de M. Laurent Mosar relative à la reconnaissance en principe de l'État palestinien et à l'appui d'une solution fondée sur les deux États dans le cadre d'une mise en marche d'un processus de pourparlers de paix

Exposés

M. Marc Angel *(LSAP), auteur.*- Jo, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll just fir d'Éischt preziséieren, dass ech net eleng Auteur si vun dëser Motioun, mä dass dat eng Motioun ass, déi ech am Aklang mat de Koalitiounspartner gemaach hunn, mat de Vertrieder vun der DP a mat de Vertrieder vun déi gréng. An déi Lénk hu sech an der Kommissiounssëtzung de leschte Freideg och dëser Motioun ugeschloss an hunn hir Motioun zréckgezunn.

Mir haten de 25. November hei eng laang Deklaratioun vum Ausseminister, wou en och en détail op den Israel-Palästina-Konflikt agaangen ass. An deen Dag drop konnten d'Parteien hei an engem ganz grousszügege Riednermodell zu där Deklaratioun Stellung huelen an och all Partei huet sech kloer ausgedréckt, wat Israel a Palästina ubelaangt, an huet et och begréisst, dass a villen - vill Parteien hunn et begréisst -, dass a villen nationale Parlamenter déi Debatt gefeiert gëtt.

Duerfir begréissen ech och haut, dass am Europaparlament - an et ass och interessant -, dass do doriwwer debattéiert gëtt. Mä dat ass éischter e symboleschen Akt, deen am Europaparlament gemaach gëtt, well et ass genau an den nationale Parlamenter, et sinn d'national Länner, d'Regierungen, déi d'Décisiounen ze huelen hunn. Duerfir fannen ech et och gutt, dass mir hei als nationaalt Parlament, wéi ganz vill aner national Parlamenter, eng Resolutioun (veuillez lire: eng Motioun) ofstëmmen.

Fir d'LSAP ass et wichteg ze ënnersträichen, dass d'Unerkennung vu Palästina wichteg ass fir d'Zweestateléisung, dat ass selbstverständlech. Och d'Existenzrecht vun Israel ass fir eis selbstverständlech onwidderrufflech. An Zweestateléisung heescht, dass d'Palästinenser würdevoll an hirem eegene Land, an engem demokrateschen, souveräne Land liewe kënnen, an dass och Israel a Sécherheet bestoe kann.

Fir eis ass et och wichteg, all Aktiounen ze condamnéieren - vu béide Säiten! -, déi engem nohaltege Fridde vun der Zweestateléisung entgéintwierken. Dat ass net akzeptabel.

D'Basis fir de Fridden am Mëttleren Osten ass also déi Zweestateléisung, an duerfir ass et wichteg, dass mir als Lëtzebuerg, wéi gesot, mat aneren nationale Parlamenter an déi do Richtung ginn. Fridden a Réconciliatioun, Dir Dammen an Dir Häre, sinn d'Basis vu Prosperitéit. Dat hu mir hei an Europa an och hei zu Lëtzebuerg viru 60 Joer geléiert. An ech mengen, och Israelien a Palästinenser hunn e Recht dorobber, mussen déi Chancen notzen. A wéi gesot, mir freeën eis, dass d'Europaparlament och op deen nämlechte Wee geet wéi déi meescht national Parlamenter.

Ons Motioun elo: De leschte Freideg hu mer also an der aussepolitescher Kommissioun nach eng Kéier en Débat iwwert déi Motioun gehat. Déi Motioun war déposéiert gi vun deene Lénken am November. Mir hu se dunn net direkt

ofgestëmmt, mä mir hunn nach gesot, mir wëilten nach eng Kéier driwwer diskutéieren, wat mer och gemaach hunn. A mir hunn dunn derbäigesat, dass d'Unerkennung sech baséiert op deem onverzichtbare Recht op Selbstbestëmmung, wat an der Charta vun de Vereenten Natioune festgeluecht ass.

Mir referéieren eis op verschidde Resolutioune vun de Vereenten Natiounen, vun der Assemblée générale a vum Sécherheetsrot. Mir considéréieren och d'Admissioun vu Palästina als 195. Member vun der Unesco säit Oktober 2011, wat Lëtzebuerg deemools ënnerstëtzt huet. Mir referéieren eis och op d'Décisioun vun der Assemblée générale vun der UNO vun 2012, wou Palästina de Statut kritt huet vun engem État non membre, wat Lëtzebuerg och ënnerstëtzt huet. Dat beweist an där Motioun, dass mer en ligne si mat deem, wat Lëtzebuerg an deene leschte Joren och ëmmer gemaach huet.

Mir rappeléieren dann eng Rei vu Konklusiounen aus europäesche Ministerréit, wat, mengen ech, och ganz wichteg ass, besonnesch dee vum 17. November 2014. An do wëll ech zitéieren, do mécht de Conseil vun den EU-Ausseministeren den Appell op «une paix globale qui mette un terme à toutes les revendications et réponde aux aspirations légitimes des deux parties, notamment celles des Israéliens en matière de sécurité et celles des Palestiniens en faveur (...) d'un État palestinien».

Mir constatéieren an där Motioun och den Échec vun allen Tentativë vun enger Relance vum Friddensprozess säit 1991, deen amgaang war, a mir condamnéieren, an dat, mengen ech, ass och wichteg, an där Motioun d'Violence géint d'«populations civiles» - au pluriel -, dat sinn d'Zivilbevëlkerunge souwuel aus Israel wéi och aus Palästina.

Wichteg ass och, dass mer an deem Text vun der «reconnaissance mutuelle» schwätzen an dass mer och vun engem «État démocratique» vu Palästina schwätzen. «Démocratique», dat ass ganz wichteg, an och op der Basis vun de Grenze vun 1967, mä net stur op deene Grenzen, mä och do schreiwe mer «uniquement modifiées moyennant accord des deux parties». Dat ass eppes ganz Wichteges.

Duerfir invitéiere mer d'Regierung, an ech huelen hei, wéi et am franséischen Text steet, «au moment qui sera jugé opportun» - an dat huet de Minister an der Kommissioun och genau erkläert, wat deen „moment opportun" heescht, an e kann dat dann hei och nach widderhuelen -, mir rappeléieren also d'Regierung, le moment opportun Palästina unzëerkennen, a mir invitéieren och d'Regierung, an der EU dozou bäizedroen, dëse Friddensprozess weiderhin ze ënnerstëtzen.

Ech wonnere mech iwwert de Sënneswandel vun der CSV, déi e Freideg net bereet waren, iergendeng Textännerung ze proposéieren. Si hu just gesot, et wär dee schlechte Moment, et wär elo guer net de Moment, fir Palästina unzëerkennen. Si hunn déi virgezunne Wahlen als Argument geholl a si hu gesot, mir missten nach waarden.

Duerfir sinn ech elo ganz iwwerrascht, dass hei eng nei Motioun virgedroe gëtt. Ech wäert mer herno och nach d'Recht froe fir Riedezäit zu där Motioun, falls dat nach néideg ass.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Angel. A fir eng anstänneg Diskussioun kënnen ze erméiglechen, ginn ech dann direkt dem Auteur vun där zweeter Motioun, dem Här Laurent Mosar, d'Wuert.

M. Laurent Mosar *(CSV), auteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Fro vun der Unerkennung vum Recht vun de Palästinenser op en onofhängege Stat souwéi d'Recht vun den Israelien, a Fridden an a Sécherheet ze liewen, si wahrscheinlech zwee vun deene sensibelste Sujeten, mat deenen d'Aussepolitik an deene leschte Joren a Jorzéngten ëmmer erëm befaasst war.

Wa mir haut iwwert dee Sujet schwätzen, mengen ech, solle mer dat mat ganz vill Modestie, Responsabilitéit, awer och Luciditéit maachen an eis ëmmer erëm am Hannerkapp soen, wat déi zwee Vëlker, natierlech dat jiddescht Vollek, awer och dat palästinensescht Vollek, an deene leschte Joren, Jorzéngten alles hu missen enduréieren.

Ech mengen, mir sinn eis alleguerten eens an dësem Haus, iwwert dëst Haus eraus, datt déi Situatioun a Palästina absolut inakzeptabel ass an datt et net esou ka virugoen. Mir hunn duerfir och, wéi déi Diskussioun am November, viru gutt dräi Wochen, hei war, während der Deklaratioun zur Lag vun der Natioun vun eisem Här Ausseminister kloer gesot, datt mir prinzipiell och d'accord wären, fir a Richtung vun enger Unerkennung vu Palästina ze goen.

Allerdéngs, an do ass et dann, wou mer e bëssel che verwonnert sinn, Här Ausseminister, mir considéréieren e bëssen dat, wat an deene leschten Deeg geschitt ass, als e Volte-face och vun Iech, vun der Regierung. An ech hu mer duerfir nach eng Kéier ganz genau Är Interventioun erauslafe gelooss, fir d'Éischt déi offiziell Interventioun, awer och herno nach eng Kéier d'Äntwerten op d'Froe vun de Kolleegen Deputéierten.

Dir hutt deemools zu Recht argumentéiert, datt, ier een dierft a Richtung vun enger Unerkennung vum Palästinenserstat goen, zwou Konditioune missten erfëllt sinn. Déi éischt, dat ass, datt am Conseil de Sécurité iwwert déi sougenannten „jordanesch" Resolutioun fir eng Unerkennung vu Palästina géif debattéiert ginn. An déi zweet Konditioun, datt misst alles ënnerholl ginn, fir um Niveau vun der Europäescher Unioun wa méiglech eng gemeinsam Léisung ze fannen.

An ech wëll dat awer vläicht just nach eng Kéier virliesen, wat Dir deemools gesot hutt, wat mir deemools an haut nach ëmmer mat zwou Hänn ënnerschreiwen. Dir hutt nämlech deemools gesot: „Mir bleiwen iwwerzeegt, dass den israelesch-palästinensesche Konflikt net duerch militäresch Mëttelen, mä nëmmen duerch ee gerecht politescht Reglement geléist ka ginn, dat zur Koexistenz vun zwee State féiert, déi niewenteneen a Fridden an a Sécherheet liewen.

An eisen Aen huet de Sécherheetsrot do eng konstruktiv Roll ze spillen. A Lëtzebuerg ass prett de Moment, seng Responsabilitéiten an deem Dossier ze huelen. Am Sécherheetsrot preparéiert Jordanien de Moment,..." - et war also de 25. November - „...am Numm vun den arabesche Länner, eng Resolutioun, an där et dorëm geet, Parametere fir eng Léisung vum Konflikt tëschent Israel a Palästina ze definéieren."

Mengen Informatiounen no, Här Ausseminister, Dir kënnt mech ganz gär verbesseren, wäert et haut oder an deenen nächsten Deeg zu der Diskussioun iwwert déi Resolutioun kommen. An och do ass d'Situatioun amgaangen ze evoluéieren, well och eis franséisch Kolleegen e Géigevirschlag do gemaach hunn, deen, wann een der internationaler Press an de Spezialiste ka gleewen, emol guer keng esou schlecht Chancen huet, fir zréckbehalen ze ginn.

Mir sinn nach am Moment Member vum Sécherheetsrot. Dir, Här Ausseminister, hutt jo also do e wichtegt Wuert matzeschwätzen. An duerfir hu mir eigentlech net verstanen, firwat elo op eemol, ouni déi Diskussioun an deem Sécherheetsrot do ofzewaarden, misst ganz schnell nach hei an der Chamber eng Motioun gestëmmt ginn, well a sech jo d'Situatioun tëschent dem 25. November an haut um Niveau vum Sécherheetsrot net geännert huet, well iwwerhaapt nach net iwwert déi jordanesch Resolutioun do, menges Wëssens op jidde Fall, diskutéiert ginn ass.

Dann dat zweet Argument, an dat hunn ech gesot, dat fir eis dat allerwichtegst ass, an dat ass och direkt eng Äntwert op d'Fro vum Här Angel. Dir hutt deemools gesot: „Fir positiven Drock op dee Verhandlungsprozess ze maachen, kann een an der Europäescher Unioun vill méi erreechen, wann ee wéinstens versicht, gemeinsam virzegoen. Ech maache mech duerfir - an ech hunn et gemaach am November, ech maachen et och am Dezember - an der EU staark, fir dass d'EU eng koordinéiert Positioun ausschafft.

Sollten d'Négociatiounen tëschent Israeli a Palästinenser allerdéngs net virugoen a sollten ëmmer nees nei Obstakelen zu enger Zweestateléisung mat Jerusalem als Haaptstad vun deenen zwei State kreéiert ginn, da si mir bereet, eis Verantwortung dee richtege Moment ze iwwerhuelen." - Dat hutt Der de 25. November gemaach.

An et ass dann och elo just do, Här Ausseminister, wou et richteg ass, datt während Deeg den Dossier um Niveau vun der Europäescher Kommissioun, um Niveau vum Europaparlament blockéiert war. Do ass awer elo iwwer Nuecht oder gëschter Owend e fir mech wierklech extrem wichtege Kompromiss erziilt ginn. Do ass et fäerdegbruecht ginn, datt déi gréissten oder all déi grouss Fraktioune sech op een Text festgeluecht hunn, een Text, deen dann och wahrscheinlech haut mat ganz grousser Majoritéit wäert gestëmmt ginn.

A firwat ass dat probéiert ginn? Dat wëll ech awer vläicht och nach eng Kéier hei de Kolleege soen. Ech mengen, mir sinn eis alleguer bewosst: Och wa mir haut eng Motioun hei stëmmen, wäert dat elo net Wesentleches änneren. Dat Eenzegt, wat mer domadder kënne maachen, ass, datt mer e Signal erausschécken. E Signal un Israel, e Signal u Palästina.

Fir datt dat Signal awer wierklech Gewiicht huet, ass et extrêmement wichteg, datt d'Parlamenter mat ganz grousser Majoritéit déi Motioune stëmmen. An duerfir och dee groussen Engagement vun allen europäesche Fraktiounen, fir ze kucken, hei zu engem Konsensus ze kommen, a fir ze kucken, datt et net nëmmen 350 géint 250 ausgeet, mä datt et do zu engem Vote kënnt 500 géint 100, wat dann och e ganz kloert Signal a Richtung Israel an a Richtung Palästina ass.

An duerfir, Här President, wäerte mir an hu mir déi Motioun hei déposéiert, well et fir eis wesentlech ass. An ech géif do wierklech wëllen en Appell maachen, well all déi Leit, déi mech kennen, wëssen, datt dat mer ëmmer um Häerz louch. A mir hunn dat nach an der leschter aussepolitescher Debatt ëmmer erëm gesot, wéi wichteg dat ass, och Dir, Här Ausseminister, datt Europa mat enger Stëmm schwätzt, datt mer net andauernd versichen, jiddweree seng kleng Partikularinteresse virzebréngen.

Hei hu mer elo emol eng Kéier d'Geleeënheet, Här Ausseminister, eng Kéier d'Geleeënheet. Am Europaparlament gëtt eng Motioun mat ganz grousser Majoritéit gestëmmt. Mir déposéiere genau déiselwecht Motioun, just datt mer do zwou kleng formaljuristesch Ännerunge virgeholl hunn, wat d'Unerkennung betrëfft, well d'Europaparlament jo net gläichzesetzen ass mat der Chamber.

A mir mengen, datt dat hei eng enorm Chance ass - eng enorm Chance ass! -, datt och déi lëtzebuergesch Chamber, wat ech géif hoffen, mat 60 Stëmmen - mat 60 Stëmmen! - Palästina unerkennt. Wat ass dat, Dir Dammen an Dir Hären, e Signal, wat mir do wäerten der Welt, Israel a Palästina ginn!

Duerfir nach eng Kéier: Mir hunn elo déi Motioun hei déposéiert. Dir sidd alleguerten invitéiert, déi Motioun mat ze ënnerschreiwen. Ech mengen och, datt iwwerhaapt kee Problem dierft bestoen, well jo alleguerten Är Parteien déi zu Bréissel mat grousser Begeeschterung mat ënnerschriwwen hunn an och wäerte mat stëmmen. Kommt, mir reien eis elo an déi gemeinsam Stëmm do an! Kommt, mir stëmmen elo haut déi dote Motioun! An ech mengen, dann hu mer wierklech e Signal a Richtung vu méi Fridden am Noen Oste geschéckt.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Mosar.

(Interruption)

Vu dass elo déi zwou Motiounen hei presentéiert sinn, géif ech elo d'Fro stellen iwwert d'Riedneruerdnung. Normalerweis wär elo erëm e Vertrieder vun der CSV drun an dann ee vun der LSAP, DP.

Vu dass mer déi éischt Riedner haten, déi d'Motioune presentéiert hunn an déi zwou Fraktioune vertrueden hunn, géif ech vläicht proposéieren, deene Parteien, déi bis elo d'Wuert net haten, d'Wuert ze ginn an dann duerno déi normal Riedneruerdnung ze huelen, soudass vläicht d'Madame Polfer d'Wuert kritt.

À moins, dass d'Chamber elo enger anerer Meenung wär?

(Négation)

D'Madame Polfer huet d'Wuert.

Discussion générale

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Här President, léif Kolleegen, vläicht fir d'Alleréischt: Ech si frou iwwert dee Sënneswandel, deen ech bei der CSV feststellen, well virun e puer Deeg, wéi mer an der Commission des Affaires étrangères waren, och du schonn huet zwar d'CSV gesot, datt se mam Fong vun där Motioun, déi mir presentéiert hunn, ganz d'accord wier, mä datt se géif mengen, datt de Moment nach net komm wier, fir esou eppes ze soumettéieren.

Ech sinn elo frou, datt d'CSV sech vun dem Europaparlament konnt iwwerzeege loossen, fir dann awer op deen dote Wee matzegoen. Net, an dat wëll ech och elo direkt ënnersträichen: Mir, haut, als Chamber, erkenne jo net de Stat Palästina un! Et ass haut net d'Reconnaissance vun dem Stat Palästina. Et ass just, datt, no eben de Prozeduren, mir der Regierung de Réck stäipen, fir, an ech kommen nach dorop zréck, am richtege Moment - au moment opportun - dat dote virzehuelen.

Dofir, Här Mosar, an ech kann direkt dat Wichtegst vläicht virhuelen, gesinn ech iwwerhaapt keng Kontradiktioun zwëschen där Motioun, déi Dir elo hei proposéiert hutt, an onser. Se sinn, au contraire, complémentaire. Well mir an onser Motioun adresséieren eis un déi, un déi mir dat kënnen an déi dofir responsabel sinn, an dat ass d'Regierung. Mir fuerderen ons Regierung op, „de reconnaître formellement l'État de Palestine dans les frontières de 1967 uniquement modifiées moyennant accord des deux parties, au moment qui sera jugé le plus opportun;...".

A wat seet d'Europaparlament? D'Europaparlament, dat wennt sech un déi Persoun, déi effektiv soll négociéieren, fir esou wäit wéi méiglech, an dat ass fir mech de Moment opportun, datt een, esou wäit wéi méiglech, eng Position commune zwëschen den europäesche Staten huet. An dofir freet dann d'Europaparlament an dem Punkt 7 „à inviter la haute représentante/vice-présidente à faciliter une position commune de l'Union à cet égard". Et ass also complémentaire a guer net contradictoire.

An, an ech proposéieren dat elo emol ganz einfach esou, ech géif mengen, mir kéinte ganz gutt iwwert déi zwou Motiounen ofstëmmen: fir d'Éischt iwwert déi, mat där mir eis un ons Regierung wennen, mat där dës Chamber onser Regierung en Optrag an effektiv och e Vertraue mat op de Wee gëtt, an dann awer och - firwat net? -, Dir hutt d'Recht, och ons Ënnerstëtzung fir dat, wat um europäesche Plang gestëmmt ginn ass.

Dat ka jo net falsch sinn, well, an da kommen ech am Fong op dat, wat ech wollt soen: Dat, wat hei gefrot gëtt, dat läit jo elo schonn zënter 66 Joer op dem Dësch. Zënter 66 Joer froe mer, also freet déi international Communautéit a souguer och déi zwou betraffe Populatiounen, souwuel den israelesche Stat wéi eben déi palästinensesch Populatioun, froen no enger Zweestateléisung.

66 Joer! Et ass also näischt Neits. Zënter ´67, wou, an ech ginn elo net méi op d'Geschicht an, mä jiddwereen heibanne weess, wat ´67 geschitt ass, wou eben Israel eng ganz Rei Territoiren occupéiert huet, a wou d'UNO, de Weltsécherheetsrot eng Motioun (veuillez lire: eng Resolutioun) geholl huet, déi, mengen ech, eng vun deene bekannteste Resolutiounen op der Welt ass, 242, den 22. November - ech verhalen dat esou gutt, well et mäi Gebuertsdag ass -, op déi zënterhier all Regierung, all europäesch Regierung, an ons och, an d'Europäesch Unioun och, sech referéieren, a wou eben de Prinzip vun enger Zweestateléisung festgehale gëtt, awer virun allem d'Recht - d'Recht! - vun deenen zwee Staten, a Fridden an a Sécherheet mateneen an niewentenee kënnen ze existéieren an ze liewen.

An, leider, hu mer dat bis haut oder hu si dat bis haut net fäerdegbruecht. Dofir, dat, wat hei an dëser Motioun an an deenen zwou Motiounen - se sinn, wéi gesot, komplett complémentaire -, wat se allen zwee froen, dat ass, datt elo endlech nees déi Négociatiounen, déi schonn esou oft opgeholl gi sinn, datt déi wierklech nees an engem Sënn opgeholl ginn, fir dann zu enger Léisung ze fannen, enger Léisung, déi muss négociéiert ginn zwëschen natierlech Israel an der Palästinensescher Autoritéit, fir eng Kéier definitiv dat ze erreechen, wat zënter 66 Joer am Fong gefrot a gewënscht gëtt.

Ech selwer, ech hat während fënnef Joer d'Geleeënheet, an enger Period Verantwortung ze iwwerhuelen, wou ganz vill versicht ginn ass ze maachen.

Loosse mer awer kuerz drun erënneren, datt ´93 eben zu Oslo déi wierklech Négociatiounen zwëschen Israel an der Palästinensescher Autoritéit ugefaangen hunn. An dat sinn elo bal op den Dag genau 20 Joer hier, datt den Yitzhak Rabin an den Arafat den Nobelpräis de la paix kruten - den Nobelpräis kruten! - fir dat, wat se zu Oslo am Dezember ´93 ënnerschriwwen hunn.

A wat hate se ënnerschriwwen? Mä eben esou wichteg Saachen, wéi, datt d'OLP - den Arafat huet dee Moment d'OLP vertratt -, datt d'OLP d'Recht vun Israel unerkannt huet, eben als Stat ze existéieren, an datt Israel d'OLP unerkannt huet als de legitime Représentant vun dem palästinensesche Vollek.

Dat war den Ufank vun den Négociatiounen, déi awer duerno an d'Stocke komm sinn, a besonnesch vun 2000 un, wéi déi zweet Intifada ugaangen ass. Ech ginn net op den Detail an. Déi, déi sech derfir interesséieren, wëssen et, déi aner kënnen et noliesen. Mä vun do un, och do si permanent Efforte gemaach ginn, fir awer nees eng Léisung ze fannen.

Ech brauch se net all opzezielen, mä nëmmen déi wichtegst: Camp David 2000, Taba 2001, d'Roadmap - Joren hu mer doriwwer geschwat -, d'Roadmap 2002, Genève 2003, Scharm El-Scheich 2005. Jee, permanent sinn Efforte gemaach ginn, fir op eng négociéiert Aart a Weis hei dat ze erreechen, wat mer deenen zwee Vëlker wierklech wënschen: a Fridden an a Sécherheet kënnen ze liewen.

Well vill vun eis waren do, ech war och do, souwuel op där enger Plaz wéi op deenen aneren. Och an Israel muss ech soen, ass et onerträglech, wéi ee gesäit, wéi d'Leit permanent awer musse fäerten, datt awer nees deen een oder aneren terroristeschen Akt géif geschéien.

Dat hunn ech déi éischte Kéier ´85 gesinn, wou déi jonk Leit alleguerten hu misse laang Joren

an der Arméi sinn, fir sech ze verteidegen. An ech hunn dat als eng schrecklech Belaaschtung empfonnt. Ech war awer och zu Gaza, wéi vill vun Iech, oder eng Rei vun Iech. An dat ass gradesou onerträglech. Dat ass effektiv e Prisong ënner oppenem Himmel, an d'Konditiounen, wéi d'Leit do musse liewen, sinn onerträglech. An datt do natierlech extrem vill Frustratioun an Haass opkënnt, wou Generatiounen an Haass a Frustratioun opwuessen, dat kënne keng gutt Prämisse sinn, fir eben en négociéierte Fridden erbäizeféieren.

Et gëtt awer keng aner Léisung. Et gëtt awer keng aner Léisung, wéi sech awer eng Kéier un den Dësch ze setzen a fir zesummen, souwuel déi israelesch Regierung wéi d'Autorité palestinienne, fir zesumme Léisungen op déi Froen ze sichen, déi am Raum stinn an déi jiddweree kennt.

Dat ass fir d'Éischt, sech effektiv op kloer Grenzen eens ginn. Dat ass de Statut an d'Rückkehr vun de Réfugiéën, vun de palästinensesche Réfugiéën, an dat ass de Statut vu Jerusalem. Da kommen niewendrun déi wichteg Froe vum Waasser, wou d'Lëtzebuerger Regierung virun zéng Joer ganz vill Suen investéiert huet, fir do och ze kucken, op wéi eng gerecht Aart a Weis een dat kéint léisen.

An trotzdeem gesi mer, an dofir eben elo nees déi hei nei Initiativ, datt besonnesch och an dësem Joer d'Tensiounen enorm nees zougeholl hunn. D'Ursaachen: Fir d'Éischt dräi jonk Judden, déi entfouert goufen, duerno natierlech Reaktiounen, well mir sinn hei an deenen, an dat mécht dat Ganzt jo esou schwéier, well déi eng Aktioun rifft déi aner ervir. An dat endegt ëmmer a fuerchtbar vill Violence, a fuerchtbar vill Misär fir déi Betraffen. An dat soe mer jo och ganz kloer an eiser Motioun, dat ass fir ons net méi akzeptabel. Net fir ons, mä fir déi Leit, déi do liewen, déi zënter iwwer 66 Joer an esou enge Gewaltsituatioune liewen.

Dofir, mengen ech, kéinte mer onserer Motioun d'Prioritéit ginn, well mer ganz einfach eis un ons Regierung wenden. Well et déi ass, dat ass déi Autoritéit, déi kann an dësem Fall handelen. A mir maachen hir Vertrauen, datt se deen „moment opportun" effektiv richteg definéiert.

Mir si jo hei de Moment scho komplett en ligne mat enger ganzer Rei vun eisen europäesche Partner. Frankräich, Irland, England, Spuenien, Portugal, Schweden, déi si scho méi wäit gaangen, déi hunn unerkannt. Mä déi hei hunn alleguer dat nämlecht geholl, déi nämlech Décisioun geholl, wéi mir Iech se hei proposéieren. Dat heescht, der Regierung d'Moyene ginn an d'Zouso, fir eben „au moment opportun".

Wéini soll dee komm sinn? Dat huet de Minister eis gesot, dat steet elo nach net fest. Fir mech kéint ech him nëmmen uroden, deen „moment opportun" esou ze definéieren, datt en eppes kann hëllefen, datt mer zu villen europäesche Länner hei kënnen duerch eng staark an eng Action unie weisen, datt mer net nëmmen eppes fuerderen, mä datt mer bereet sinn, ze hëllefen, fir endlech deene wierklech fuerchtbar martyriséierten Zivilisatiounen an Zivilzivilisatiounen op béide Säiten, fir fir déi matzehëllefen, eng Léisung auszeschaffen, déi hinnen et wäert erlaben, a Fridden an a Sécherheet ze liewen. Dat wier op alle Fall, dat ass de Wonsch, dee mir, dee meng Fraktioun huet, wa se dës Resolutioun, wa se dës Motioun matdréit.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci der Madame Polfer. Dir gesitt, ech si mat der Riedezäit ganz indulgent. Ech wäert dann och bei deenen anere Kolleegen esou bleiwen.

Den Här Adam huet d'Wuert fir déi gréng Fraktioun.

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech sinn natierlech och frou iwwert de Sënneswandel bei der CSV. Ech kommen zum Schluss och nach eng Kéier dorobber zréck.

Mir hunn haut eng Motioun virleien, oder besser zwou Motioune virleien, déi allen zwee deeselwechten Zweck hunn, datselwecht Zil hunn: Et geet ëm eng Unerkennung vun engem palästinensesche Stat.

Kuerz, wéi mer zu där Motioun komm sinn. Am Kader vun der aussepolitescher Debatt haten d'Kolleege vun déi Lénk eng Motioun eraginn, déi eben dat Zil hat. Mir haten och schonn an deem Débat alleguer festgestallt, datt mer inhaltlech alleguerten, oder wéinstens bal alleguerten, mat der Motioun averstane wären. Mir haten awer Diskussiounen iwwert d'Formulatioun an iwwert den Zäitpunkt vun där Motioun.

An dofir hate mer déi Motioun och net direkt ofgestëmmt, wéi et jo eigentlech üblech kéint sinn, mä mir hate se an d'aussepolitesch Kommissioun ginn. An déi ass dunn och freides, den 12. Dezember, zesummekomm. Mir haten dës Motioun op den Ordre du jour geholl a mir haten iwwer Inhalt an Zäitpunkt ausféierlech diskutéiert. Mir haten och d'Argumentatioun vum Ausseminister nogelauschtert. An dunn hate mer majoritär décidéiert, dës Motioun, an där Formulatioun, wéi mer se haut virleien hunn, an d'Plénière ze bréngen an net an den Tirang ze stiechen a se vergiessen ze loossen.

135 Staten hu mëttlerweil de palästinensesche Stat unerkannt an do sinn och eng Rei europäesch Staten drënner. Déi haten allerdéngs, dat muss ee fairerweis och soen, de palästinensesche Stat schonn unerkannt, ier se Member an der EU gi sinn: Tschechien, Ungarn, Polen, Bulgarien, Rumänien, Malta an Zypern. Ganz rezent huet och Schweden am Oktober 2014 Palästina unerkannt. An och d'Madame Polfer huet gesot, datt eng ganz Rei europäesch Parlamenter sech schonn an déi Richtung ausgeschwat hunn.

D'wallounescht Parlament hat d'lescht Woch ee positive Vote an déi Richtung gemaach. An den 2. Dezember huet déi franséisch Assemblée nationale mat 339 Oui-Stëmmen, 151 Non-Stëmmen an e puer Abstentiounen eng ähnlech Resolutioun geholl wéi déi Motioun, déi mir haut virleien hunn. An d'EU-Parlament diskutéiert, gradesou wéi mir, haut och iwwer eng ähnlech Resolutioun. An do kommen ech duerno nach eng Kéier kuerz drop zréck.

déi gréng sinn der Meenung, datt mer eis net sollen hanner engem positiven oder negative Vote vun engem anere Land verstoppen, och net vun engem europäesche Land. Mir sollen eis Verantwortung iwwerhuelen an dee Wee weidergoen, dee mir bis elo gaange sinn, an dat décidéiert an ouni iergendwellech Aggressivitéit.

De Konflikt am Noen Osten ass deen Dauerkonflikt, an den Noen Osten ass d'Kriseregioun par excellence! Wéi ganz vill Konflikter ass och dëse Konflikt nach iergendwéi e Produkt vum Éischte Weltkrich. Ech ginn net zréck an d'historesch Detailer. D'Madame Polfer hat eng Rei vu méi rezente Faiten ugefouert. Et kéint een och nach bis op 1917 op d'Balfour-Deklaratioun zréckgoen, mä dat brengt d'Saach net weider. An d'Kolleege vun der Oppositioun hunn absolut recht, wa se soen, wann ee wéilt eng richteg detailléiert historesch Analys maache vun deem ganzen Noost-Konflikt, da bräichte mer wierklech méi wéi fënnef, oder elo zéng Minutten, da bräichte mer ee ganzen Dag.

Mä fir eng Décisioun ze huelen, ob mer dee Wee, dee mer bis elo gaange sinn, dann och mat esou enger Motioun, wéi mer se haut virleien hunn, weiderginn oder net, ech mengen, dofir ass d'Zäit ausräichend. An dofir waren d'Diskussiounen, déi virdru gefouert gi sinn, jo och, hunn de Wee opgewisen.

1947 huet d'UNO eng Resolutioun ugeholl, mat där Palästina an zwee onofhängeg Staten opgedeelt sollt ginn, déi spéitstens den 1. Oktober 1948 sollten existéieren. A wéi dann och an der Motioun steet, ech schwätzen elo vun där éischter Motioun, déi d'Majoritéit erabruecht huet, huet Lëtzebuerg mindestens schonn zweemol bei wichtegen internationalen Décisioune gewisen, datt mer zu dëser Zweestatesolutioun stinn. Palästina ass Member vun der Unesco ginn 2011 an huet de Statut vum „non membre observateur" bei der UNO kritt.

Och d'EU, an dat ass jo och scho gesot ginn, huet ëfters op déi Zweestateléisung verwisen a fir d'Schafung vun engem onofhängegen, souveränen an demokratesche Palästina plädéiert. Fir eis ass dat e wichtegt Signal, an dat Signal geet an zwou Richtungen. Engersäits un Israel, d'Recht vun de Palästinenser unzëerkennen. An dozou gehéiert e Stopp vun där Siedlungspolitik vun der aktueller Regierung. A selbstverständlech och en däitlecht Signal u Palästina. An zwar d'Signal, Responsabilitéit ze iwwerhuelen. Dee Moment, wou mer de Palästinenser d'Recht op Selbstbestëmmung zougestinn, kënne mer eis och d'Recht eraushuelen, un hir Verantwortung ze appeléieren, och hir Verantwortung vis-à-vis vum Stat Israel.

Mir wëssen och, datt sech d'Situatioun am Noen Osten net automatesch ännert mat enger Motioun, déi mir stëmmen. Mä déi gréng sinn der Meenung, datt et richteg ass, de Stat Palästina formell unzëerkennen, mat de Grenze vun 1967, zu deem Moment, an dat steet och an eiser Motioun, deen dem Minister als politesch am gënschtegste schéngt.

An de Minister huet sech an der Kommissioun esou ausgeschwat, wéi wann et am beschte wier, wann ee sech kéint mat anere Länner aus der EU zesummendinn an dann dee Moment déi Intentioun, déi mir hei ausdrécken, och an e Fakt ëmsetzen. Den Intérêt fir de Fridden tëschent dem palästinenseschen an dem israelesche Vollek misst eis gemeinsam Motivatioun sinn!

Kuerz nach déi zweet Motioun, a fir mech awer e Sënneswandel vun der CSV. Mir sinn eis prinzipiell eens gewiescht, datt dat eng gutt Saach wier. Mä d'CSV ass mat zwee Argumenter komm, fir an der Kommissioun och ze soen, si wéilten awer... Éischtens wollt Der nach den Ordre du jour net mat änneren. Dann hätte mer jo iwwerhaapt net deen Débat gehat. Dir hutt als Argument, éischtens, gesot: d'Diskussioun am Sécherheetsrot. Bon, déi Diskussioun ass och elo nach net gelaf, dofir misst dat Argument jo nach ëmmer oprecht stoen.

An zweetens...

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Jo, mä d'Debatt ass awer elo.

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- ...sot Der, den...

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- D'Debatt ass awer elo. Dann hu mer...

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- D'Debatt ass haut ugaangen.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Jo, an haut ass...

(Interruptions diverses)

Mir wollte gëschter d'Debatt net hei an der Chamber hunn, haut, well mer op déi aner wollte waarden. Elo ass déi Debatt awer haut. Dann ass et normal, datt mer awer Stellung dozou huelen. Dat ass awer lëschteg, dat do!

(Interruptions diverses)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Wann ech gelift!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Mir hunn awer besser,...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Wann ech gelift!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- ...an aussepolitesche Froen eng europäesch Haltung ze hunn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Wann ech gelift!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Allez, allez!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Wann ech gelift, mir sinn hei am Lëtzebuerger Parlament a mir maachen dat net ewéi an anere Parlamenter.

Mme Lydie Polfer *(DP)*.- Wa mir eis iwwer esou Saache scho streiden, wéi sollen déi dohannen dann eens ginn?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Hei huet elo just den Här Adam d'Wuert!

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Also dat éischt Argument, datt deen Débat am Sécherheetsrot nach net gelaf ass, ass nach ëmmer do.

Dat zweet Argument, fir gemeinsam e positiven Drock auszeüben, ass en interessant Argument, mä mir gesinn dat awer e bësselche vun enger anerer Säit. Mir si schonn der Meenung, datt et wichteg ass, datt Europa mat enger Stëmm schwätzt. Mir sinn allerdéngs éischter der Meenung, datt d'Europäescht Parlament sech ralignéiert un déi Signaler, déi vu ganz villen nationale Parlamenter kommen.

An dofir si mir och der Meenung, datt mir sollen als nationaalt Parlament, wa mer eis inhaltlech schonn eens sinn, eis Meenung ausdrécken. An eis Meenung ass einfach déi: Kommt, mir ginn de Wee, wat mer schonn 1947 versprach hunn, mir ginn de Wee vun enger Unerkennung vum palästinensesche Stat! A mer freeën eis selbstverständlech drop, datt d'Europäescht Parlament eng ähnlech Diskussioun huet, déi déiselwecht Konklusioun kritt.

An ech wëll mer dofir och net widderspriechen. D'Madame Polfer huet eng Propos gemaach. Wéinst menger, wann den Ausseminister do kee Problem gesäit, kënne mer och déi zwou Motioune votéieren. Mä op alle Fall wëll ech am Numm vun der grénger Fraktioun ganz däitlech soen, datt mir zu där éischter Majoritéitspropositioun stinn an déi och wäerten hei votéieren.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci dem Här Adam. An als Nächsten huet den Här Kartheiser d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soe Merci fir déi zwou Motiounen, déi mer haut kënnen diskutéieren. Et ass fir eis iwwerraschend gewiescht, datt mer elo déi Diskussioun hei hunn.

Mir haten de 25. November déi aussepolitesch Debatt, wou den Här Minister Asselborn eis jo och gesot hat, datt, wéi en iwwer Palästina geschwat huet an eng eventuell Unerkennung, fir hie kloer wär, datt, wann et géif Obstakelen an der Friddensverhandlung ginn, da géif Lëtzebuerg seng Responsabilitéit huelen. Ech mengen, dat ware seng Wierder.

Dat ass elo 22 Deeg hier, a mir hoffen, datt d'Regierung sech nach ëmmer do gebonne fillt. Et ass jo zënterhier näischt geschitt, ausser datt keng Friddensverhandlunge konnte sinn, well den 2. Dezember, wann ech mech gutt erënneren, an Israel eng Regierungskris ausgebrach ass. Also, et kann een elo net no deenen 22 Deeg e Constat maachen iwwert d'Evolutioun vun de Friddensverhandlungen.

En zweete Kommentar wëll ech och nach maachen. Dat ass deen, datt mer eis natierlech mussen hei ëm deen dramatesche Konflikt do tëschent Israel an de palästinensesche Populatioune këmmeren. Mir däerfen awer net eise Bléck esou fokusséieren, datt mer all déi aner Problemer an der Regioun aus den Ae verléieren. An där gëtt et der terribel, terribel! An natierlech, d'Situatioun a Syrien, den Zerfall vum libesche Stat. Et weess een net, wat mat Ägypten geschitt.

An all déi Initiativen, déi mer haten an der Vergaangenheet, fir iwwerhaapt mat deene State kënnen eppes opzebauen, eng Relatioun, sief et de Processus de Barcelone, den „wider Middle East" oder Gott weess wat, dat ass alles am Sand verlaf, c'est le cas pour le dire. A mir hunn einfach e risege Problem mat där Regioun, fir ze wëssen, wéi mer kënnen iwwerhaapt politesch Relatiounen a Stabilitéit do kréien.

Also jo, natierlech musse mer eis ëm dëse Konflikt këmmeren, iwwert dee mer haut schwätzen, mä awer och de Rescht musse mer am A behalen. Och d'Situatioun vun de Chrëschten an där Regioun.

Gutt, mir hunn elo zwou Resolutiounen (veuillez lire: Motiounen) hei leien. Ech freeë mech och, datt d'DP scho gesot huet, si géif déi vum Europaparlament kënne matstëmmen. Fir eis ass d'Analys...

(Interruption)

Gelift?

Une voix.- déi gréng och.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- déi gréng och. Fir eis ass d'Analys, u sech ze kucken: Wéi ënnerscheede sech déi zwou Motiounen? Also déi eng, déi hei vun de Majoritéitsparteie virgeluecht ginn ass, déi gëtt eigentlech e Chèque en blanc der Regierung. Si seet, wann d'Regierung seet, de Moment venu, „le moment le plus opportun", da géif d'Lëtzebuerger Parlament dann dat och ënnerstëtzen, datt de Stat Palästina soll unerkannt ginn.

Déi aner vum Europaparlament ass wesentlech méi nuancéiert. A si huet ee wichtegt Element, wat an där vun de Majoritéitsparteie feelt, si huet eng kloer Referenz op d'Noutwendegkeet vun der Unerkennung vum Existenzrecht vum Stat Israel. Dat ass eigentlech dee gréisste substanziellen Ënnerscheed.

An dowéinst och sinn déi konservativ Parteien am Europaparlament och averstanen, fir dat matzedroen. An dowéinst och kënne mir als ADR soen, datt mir déi Resolutioun vum Europaparlament, wéi se hei ëmformuléiert gouf a vun der CSV deponéiert ass, kënne matdroen, well dat dran ass, d'Unerkennung vum Existenzrecht vum Stat Israel!

Wa mer elo déi lëtzebuergesch Resolutioun oder Motioun hei kucken, déi vun der Majoritéit virgedroe ginn ass, do steet dat net dran. An dowéinst proposéiert d'ADR, wa mer dat solle matstëmmen, en Amendement zu där Motioun, déi d'Regierungsparteien hei proposéieren, an zwar géife mir soen: «Reconnaître formellement l'État de Palestine dans les frontières» an esou weider, «au moment qui sera jugé le plus opportun», wéi och d'Regierungsparteien dat froen.

An da setze mir awer eng kloer Prezisioun hannendrun: «et après que l'ensemble des principales forces politiques palestiniennes, y inclus le Hamas, auront reconnu le droit à l'existence de l'État d'Israël dans des frontières sûres et reconnues». Dat steet och an der UNO-Resolutioun 242 vun 1967.

Här President, ech däerf Iech deen Amendement ginn.

Amendement

Concerne: motion concernant la reconnaissance d'un État de Palestine

L'ADR peut approuver la motion déposée à la Chambre des Députés à condition de remplacer le premier tiret suivant «la Chambre des députés invite le Gouvernement à:» par le texte suivant:

- «*Reconnaître formellement l'État de Palestine dans les frontières de 1967, uniquement modifiées moyennant accord des deux parties, au moment qui sera jugé le plus opportun, et après que l'ensemble des principales forces politiques palestiniennes, y inclus le Hamas, auront reconnu le droit à l'existence de l'État d'Israël dans des frontières sûres et reconnues.*»

D'Situatioun fir eis ass kloer. Mir sinn als ADR bereet, eng Unerkennung vum Stat Palästina matzedroen, sous condition datt d'Existenzrecht vun Israel vun alle palästinensesche Forcen och unerkannt ass.

Elo loosse mer eis awer vläicht net an där Natur vum Exercice hei iren, dee mer maachen! Déi Unerkennung, och wa se da geschitt, déi ännert näischt um Friddensprozess. Dat ass eng Illusioun, fir dat ze mengen. Déi Lénk hate geduecht, doduerch kéint Israel ënner Drock gesat ginn. Duerfir hu se dat jo och gesot an deem Dépôt, dee si gemaach haten. Dat ass eng Illusioun!

Mir sollten hei oppassen op dat, wat mer maachen. D'Unerkennung vun engem Stat ass u sech en Instrument vum Droit international public, wat net soll zu politeschen Zwecker mëssbraucht ginn, well Konditiounen domat verbonne sinn, kloer Positiounen, véier Stéck:

Dat eent ass, et muss e Statsgebitt do sinn; dat ass en négociation a Friddensverhandlungen. Mir wëssen nach net, wéi dat zukünftegt Statsgebitt vun engem Stat Palästina a vun Israel ausgesäit, well 1967 ass jo net eng definitiv Grenz festgeluecht ginn.

Mir hunn e Statsvollek, wat getrennt an zerstridden ass.

Mir hu Relatiounen, mir hu keng eenheetlech Regierung, och wa mer do schwätze vun enger Autorité commune. A Wierklechkeet si Fatah an Hamas zerstridden an heiansdo Doudfeinden.

A mir hunn net eng grondsätzlech Bedéngung, nämlech dat erfëllt, nämlech, datt e Stat, dee mer unerkennen, muss kënnen a Fridde mat sengen Nopere liewen. Dat ass hei ganz einfach net erfëllt, soulaang dat Existenzrecht vun Israel net unerkannt ass.

Dowéinst soe mir elo als ADR, datt mir bereet sinn, eng Motioun matzedroen, déi nuancéiert ass a sech kloer op d'Existenzrecht vun Israel referéiert, also deen Text aus dem Europaparlament, deen och do vun de konservative Parteie matgedroe gëtt. A mir sinn och d'accord mat der Regierungspropositioun, allerdéngs, wa mer preziséieren, datt dat nëmme ka sinn, eng Unerkennung, nodeems datt d'Existenzrecht vum Stat Israel unerkannt ginn ass.

Ech soen Iech Merci.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Kartheiser. An als Nächsten huet d'Wuert den Här Urbany.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Mir si frou, dass haut eng gemeinsam Motioun vu véier Parteien zum Vote steet, déi eiser Motioun, déi mer de 25. November erabruecht hate bei der aussepolitescher Debatt, wäitgehend entsprécht. Ech géif souguer soen, ganz entsprécht, mat e puer weidere Preziséiounen a virun allem mat engem Renvoi op dat internationaalt Recht, wat do hannendrusteet a wat sech ausdréckt an enger ganzer Partie vun UNO-Beschlëss an deene leschte Joren a Jorzéngten.

Wat mer maachen hei, wa mer déi Motioun do unhuelen, da setze mer en Akt vun internationalem Recht. An ech mengen, dat geet eraus iwwert d'Symbolik dovunner an de Caractère non contraignant vun där Motioun. Mir setzen en Akt vun internationalem Recht, an zwar erkennen d'Vertriederinnen an d'Vertrieder vum Lëtzebuerger Vollek domat direkt d'Existenzrecht vum palästinensesche Vollek op eng staatlech Existenz un. Dat Existenzrecht ka sech baséieren op d'Beschlëss vun der UNO.

Mir stellen an där Motioun e Scheitere vun de Verhandlunge fest. Mir stellen och fest, dass déi illegal Kolonië weidergefouert ginn. A mir ënnersträichen, dass eng Zweestateléisung zwee State viraussetzt. An all Friddensprozess, och an Zukunft, zwee State viraussetzt, déi souverän sinn an an déi Verhandlunge kënnen antrieden. An déi net kënnen zouloossen, dass en Deel vun hirem Territoire oder grouss Deeler vun hirem Territoire vun engem anere Stat besat sinn.

A mir fuerderen d'Regierung op an eiser Motioun, de Stat Palästina formell unzëerkennen. Formell - et steet ganz kloer dran.

Wann ech d'Motioun kucken, déi d'CSV erabruecht huet, do steet: «en principe»; dat ass fir mech awer en Ënnerscheed. An ech fannen, wann déi hei Motioun géif amplaz vun eiser Motioun ugeholl ginn, dann entsprécht se zwar engem Kompromëss, deen am Europaparlament geholl ginn ass, mä et wier e Schrack hanner ähnlech Resolutiounen, déi an enger ganzer Partie vun europäesche Parlamenter an deene leschte Woche geholl gi sinn a wou ganz kloer d'Regierung opgefuerdert gëtt, de Stat Palästina formell unzëerkennen.

Déi Unerkennung also - an ech ginn do dem Här Kartheiser vollkomme recht -, déi heimat geschitt, wann déi Motioun hei ugeholl géif ginn, déi ass absolut a si ass u keng weider Bedéngung gebonnen. An den Zäitpunkt vun der Unerkennung läit an der Verantwortung vun der Regierung. Mir hoffen eisersäits, dass dat esou séier wéi méiglech kann de Fall sinn. Mir loossen och hei keng Zäitgrënn gëllen; Zäitgrënn si jo bis elo vill gebraucht gi vun der CSV an der Kommissioun.

De Pascal Boniface vum Institut fir international a strategesch Relatiounen zu Paräis, e grousse Spezialist an internationale Froen, huet gesot: „Wat heescht, sech Zäit huelen? 47 Joer nom Vote vun der Resolutioun 242, déi freet, dass Israel sech aus de besatene Gebidder zréckzitt."

Ech mengen also, dass e weidere Stëllstand an dëser Fro, an dass, wa mer dee ganze Schrëtt hei géifen opginn, par rapport zu deem hallwe Schrëtt, deen eis virgeschloe gëtt an där Motioun vun der CSV, dat hei an dësem Dossier just nëmmen de reliéise Fanatismus stäerke wäert. An de reliéise Fanatismus gëtt et net nëmmen op där Säit vun deenen Ennerdréckten, mä et gëtt en och ganz däitlech op der Säit vun den Ennerdrécker an huet och do, an Israel selwer, Auswierkungen op d'Demokratie, wann dat esou weidergeet.

Ech mengen, mat dëser Motioun ënnerstëtze mer duerfir d'israelesch Bevëlkerung, déi net wëllt an déi Richtung weidergoen - grouss Deeler dovunner -, a si hu sech och ausgedréckt a verschiddenen Appeller, déi ganz bekannte Perséinlechkeeten an Intellektueller aus Israel lancéiert hunn, déi eng Ufuerderung hunn un d'Parlamentarier an der ganzer Welt, fir elo Palästina unzëerkennen.

An ech mengen, mat dëser Motioun ënnerstëtze mer och d'palästinensesch Bevëlkerung, déi an engem demokrateschen a selbstständege Stat a Fridden, a selbstverständlech a géigesäiteger Unerkennung vun deenen zwee Staten, liewe wëllt, a mer ënnerstëtzen all déi Bestriewungen, och an enger postnationaler Perspektiv, wéi zum Beispill déi, déi vun deem israelesch-palästinenseschen Orchester vum Daniel Barenboim sech ausdrécken.

Wat elo déi Motioun (veuillez lire: déi Motioun vun der CSV) ugeet, do hunn ech scho kritiséiert, dass am Prinzip just d'Unerkennung virgesinn ass. Ech mengen, et ass och relativ eesäiteg, wa just hei d'Fractions palestiniennes y compris le Hamas opgefuerdert ginn, à accepter les engagements de l'OLP, an et steet näischt dran iwwert déi awer gradesou radikal an onverséinlech Fraktiounen, déi et gëtt bis an d'Regierung vun Israel eran. Dat ass en Aspekt, dee mir komplett feelt an där Motioun hei. Et gëtt zwar hei festgestallt, dass d'Kolonien illegal sinn, am selwechten Otemzuch ginn awer déi zwou Parteien opgefuerdert, all Aktiounen ze ënnerloossen.

Dat sinn nëmmen e puer Beispiller no enger rapider Lektür - mir hu jo d'Motioun elo eréischt kritt -, déi mech awer soe loossen, dass déi Motioun do awer eng komplett onzefriddestellend Léisung ass, och wa se am Europaparlament ugeholl ginn ass oder ugeholl wäert gi vun enger grousser Majoritéit. Et louch an deem Parlament eng Motioun vir, déi ähnlech därer ass, déi elo hei virläit vun deene véier Signatairen, déi awer vill méi wäit geet. An et ass am Fong geholl nëmmen am Interessi vun der Cause palestinienne, dass am Europaparlament elo esou eng grouss Majoritéit op där hallefhäerzeger Resolutioun hei zustane kënnt.

Une voix.- Trés bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Urbany. Ech géif da probéieren, den Tour fäerdeg ze maachen an dem Spriecher vun der CSV, dem Här Laurent Mosar, d'Wuert ze ginn an duerno dem Här Marc Angel fir d'LSAP.

M. Laurent Mosar *(CSV), auteur.*- Jo, Merci, Här President. Ech mengen, ech hat mer och nach e puer Minutten iwwreg gelooss, ech war virdrun…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Neen, et ass guer kee Problem, déi Zäit, déi Är Fraktioun nach huet, selbstverständlech fir Är Ried ze kréien.

M. Laurent Mosar *(CSV), auteur.*- …net bis op déi zéng Minutte komm.

Ech wollt awer eng Kéier Stellung huele par rapport zu enger Rei vu Remarquen, déi hei gemaach gi sinn.

Fir d'Alleréischt wëll ech nach eng Kéier soen, datt déi zwou Motiounen net d'selwecht sinn. An ech deelen do d'Analysen, déi vun enger Rei vu Kolleegen och gemaach gi sinn. Duerfir proposéiere mir jo och, datt dës Motioun gestëmmt gëtt an net déi vun der Majoritéit, well mir fannen, datt déi Motioun vum Europaparlament wesentlech méi komplett ass, wesentlech méi nuancéiert ass an och zwee Punkte comportéiert, déi d'Motioun vun der Majoritéit net comportéiert.

Deen éischte Punkt, dat ass wierklech deen, datt nach eng Kéier ganz kloer gesot gëtt, datt muss de Stat Israel och vun de palästinenseschen Autoritéiten unerkannt ginn.

An do muss ech awer nach eng Kéier soen, léif Kolleeginnen a Kolleegen - an ech hunn dat och scho gesot gehat, wéi mer de 25. November hei d'Debatt haten - : Mir hunn awer do eng ganz Rei vu Problemer mat der Hamas!

An ech wëll Iech awer just emol eng Kéier virliesen, well ech hunn awer heiansdo d'Impressioun, datt an enger gewëssener Begeeschterung, fir do e Land unzëerkennen, wat och soll unerkannt ginn, awer oft vergiess gëtt, datt do an enger Autoritéit et Mouvementer ginn, déi elo nach als terroristesch Mouvementer agestuuft ginn!

An ech wëll Iech just zwee Artikelen aus de Statute vun der Hamas virliesen, déi mech awer ëmmer erëm bedenklech maachen. Do steet also am Artikel 11 - et ass eng franséisch Iwwersetzung - : «La terre de Palestine est une terre islamique (…). Il est illicite d'y renoncer en tout ou en partie (…).» An am Artikel 13 vun der Hamas steet: «Il n'y aura de solution à la cause palestinienne que par le djihad.»

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. Laurent Mosar *(CSV), auteur.*- Ech muss lech awer soen, wann esou eng Organisatioun ganz eleng am Moment am Gazasträifen de Pouvoir souverain exekutéiert, da muss ee sech awer zu Recht gewësse Froe stellen! An dat, wat an där Motioun vum Europaparlament dran ass, ass justement, do nach eng Kéier ganz kloer drop ze insistéieren, datt et awer hei och Responsabilitéite ginn, bien entendu um israeleschen Niveau, awer och um Niveau vun de Palästinenser, a ganz besonnesch par rapport zu der Hamas.

Dann, en zweete ganz groussen Ënnerscheed, Här President, an dat wëll ech duerfir och nach eng Kéier virliesen, dat ass fir eis awer fundamental! Ech mengen och, datt et eigentlech dat ass, wat den Ausseminister wëllt, et awer net an d'Motioun schreift.

An dat ass effektiv den éischten Invite, do proposéiere mir, an d'Motioun ze schreiwen: «Invite le Gouvernement à reconnaître en principe l'État palestinien…» - an elo kënnt dat, wat ganz wichteg ass - : «…et à appuyer la solution fondée sur les deux États, et à estimer que celles-ci devraient aller de pair avec le processus des pourparlers de paix, qui devrait être mis en marche.»

An dat do, Dir Dammen an Dir Hären, ass awer e fundamentalen Ënnerscheed! Mir sinn der Meenung, et soll een op de Wee goen, fir Palästina unzëerkennen an deem Moment, wou déi dote Konditiounen erfëllt sinn! An ech mengen, dat ass awer e ganz substanziellen Ënnerscheed par rapport zu der Motioun vun der Majoritéit. An och déi Diskussioun an der aussepolitescher Kommissioun hat dat gewisen, datt dat doten eigentlech dat ass, wat mer alleguer wëllen.

Duerfir nach eng Kéier géif ech hei en Appell maachen un d'Majoritéit, fir déi fir eis zwee wesentlech Punkten an déi Motioun ze schreiwen, well soss kënne mir keng Motioun matdroen.

An dann e leschte Punkt, Här President, do muss ech soen, sinn ech awer e bësselchen enttäuscht. Ech mengen, mir sinn eis alleguerten eens, datt, och wa mer hei eng Motioun stëmmen, dat elo sécherlech net wäert grouss Mouvementer am Friddensprozess a Palästina oder an Israel mat sech bréngen.

Dat, wat mer kënne maachen, dat ass e Signal schécken. Mir sinn e klengt Parlament. Wat fir ee Signal ass dat, wann elo déi Motioun hei gestëmmt gëtt mat, ech soen emol, 34 géint 26 Stëmmen?

Mir hunn hei wierklech déi Chance, Dir Dammen an Dir Hären, mir kënnen hei…

(Interruptions diverses)

Jo, jo, majo…

(Brouhaha et interruptions diverses)

Une voix.- Déi ass net schlecht, déi do! Déi ass net schlecht!

M. Laurent Mosar *(CSV), auteur.*- Also, Här President,…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Sou, ech géif Iech bieden, dem Riedner nozelauschteren!

M. Laurent Mosar *(CSV), auteur.*- Här President, ech fannen, mir hu bis elo déi Debatt an enger grousser Dignitéit hei gefouert.

Mir hunn awer hei eng Motioun déposéiert, an ech wëll nach eng Kéier soen, dat ass d'Motioun à la lettre vum Europaparlament, déi vun all deene grousse Fraktiounen do gedroe gëtt! Mir proposéieren et, mir si bereet, déi matzedroen, a wann ech d'Kolleege vun der ADR verstanen hunn, si si bereet, se och matzedroen.

Dat heescht, Dir hutt hei d'Chance, Här President,…

(Interruption)

…jo, Dir hutt hei d'Chance, eng Motioun ofgestëmmt ze kréien, ech soen emol, ech weess net, wat déi zwee Kolleege vun deene Lénke wäerte maachen, mä mindestens hei op 58 vu 60 Stëmmen ze goen. Ech mengen, eis Chamber sollt déi Chance net verpassen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Mosar. Dann huet d'Wuert den Här Marc Angel.

M. Marc Angel *(LSAP), auteur.*- Jo, Här President, Merci fir d'Wuert. Ech wëll direkt emol soen, dass déi original Motioun vum Europaparlament sech net un iergendeng Regierung riicht, mä déi riicht sech un d'Europaparlament, déi riicht sech un…

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift, kommt,…

M. Marc Angel *(LSAP), auteur.*- Déi riicht sech virun allem och un…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- …et ass eng wichteg Diskussioun. Also lauschtere mer och no, wat déi eenzel Riedner ze soen hunn!

M. Marc Angel *(LSAP), auteur.*- …u vill wichteg Akteuren um europäesche Plang, fir de Friddensprozess weiderhin ze ënnerstëtzen.

Ech sinn och der Meenung, dass mir als Parlament hei en eegestännegen Text sollen hunn. Ech wëll just drun erënneren, dass ech lescht…, dass mer jo eng Motioun vun déi Lénk hei am Kader vun där Debatt déposéiert kritt hunn. Fir se net direkt dee Moment ze stëmmen, hu mer décidéiert, fir se vläicht méi ze équilibréieren, se an d'Kommissioun ze schécken, fir dass mer en Débat mam Minister driwwer konnten hunn.

Dat hate mer leschte Freideg. Ech hunn donneschdes, den Dag virum Freideg, wou mer et an der Kommissioun haten, deen Text, wourop mer eis als Majoritéitsparteie gëeenegt hunn, ofginn. An ech hu geduecht, freides an der Kommissioun kéime vläicht Amendementer. Et ass näischt komm.

D'CSV huet argumentéiert: „Et ass net dee richtege Moment. Passt op, et sinn elo virgezunne Wahlen an Israel! Dat do gëtt en Zeechen, dass déi extremistesch Parteien an déi ultrareliéis Parteien nach méi Zoulaf kréien!"

Mir hunn argumentéiert: „Dat do mécht Hoffnung. Wann an Israel déi Leit, déi u Fridde gleewen, un d'Zweestateléisung gleewen, wann déi gesinn, dass Ënnerstëtzung aus Europa kënnt, mécht dat deenen och Hoffnung an da gi se éischter u Parteie vläicht sech wenden, déi méi eng, déi fir d'Zweestateléisung sech asetzen."

Do war Äert Argument: „Neen, op kee Fall elo, wéinst deene virgezunnene Wahlen. Et ass dee schlechteste Moment." Esou hutt Dir argumentéiert, an duerfir hutt Der och keng nei Amendementer bruecht.

Du gëschter, ier ech déi Motioun hei offiziell déposéiert hunn, hunn ech nach eng Kéier gefrot: Wëllt Der se net mat ënnerschreiwen? Do ass näischt gesot ginn: „Mir kënnen, dach, da komm, hal se nach zréck, mir änneren nach e Saz derbäi." Et ass näischt gesot ginn.

Elo de Moie kommt Der mat engem aneren Text. Ech fannen, dat ass och net ganz, ganz fair an dat déngt der Cause och net. An duerfir fannen ech, dass eis Motioun nach wie vor gutt ass. An, wéi gesot, mir…

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Här President, ech wëll awer just dem Här Angel soen,…

M. Marc Angel *(LSAP), auteur.*- …si keng Succursale vum Europaparlament…

M. Claude Wiseler *(CSV).*- …datt déi Argumentatioun, déi mer gëschter bruecht hunn,…

Plusieurs voix.- Ooh!

(Brouhaha général)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Här President, ech wëll just dem Här Angel soen, datt déi Argumentatioun, déi mer gëschter bruecht hunn, eng war, fir ze soen, mir hätte gär eng europäesch Léisung. Mir sollte waarden, bis déi europäesch Diskussioune fäerdeg wären, bis mer eng Léisung géife brëngen, bis mer gemeinsam kënnen driwwer diskutéieren. A genau dat ass dat, wat Der gemaach hutt.

Ech hätt léiwer, mir hätten an zwee Deeg driwwer diskutéiert oder an engem Dag. Oder mir hätten am Januar driwwer diskutéiert, dann hätt een dat kënne méi sereinement maachen. Leider huet d'Europaparlament eng Motioun elo iwwer Nuecht gemaach. Mir maachen esou schnell wéi méiglech, fir an der Diskussioun kënne matzemaachen. Mä mir hunn ëmmer op eng europäesch Léisung gepocht. An dat ass dat, wat mer haut proposéieren. Duerfir verdréit eis Argumenter wann ech gelift net!

M. Marc Angel *(LSAP), auteur.*- Mir pochen och op eng europäesch Léisung. An dat huet de Minister ganz kloer an der Kommissioun gesot, dass „le moment opportun" géif heeschen, dass, wann aner europäesch State bereet sinn, se unzëerkennen, mir eis do an enger Well vun Unerkennungen aklicken.

An ech hunn och hei a menger Interventioun gesot, dass mer et begréissen, dass d'Europaparlament sech uschléisst, uklickt un eng Well vun Unerkennungen an nationale Parlamenter. Et ass an den nationale Parlamenter... An da sinn et d'national Regierungen, déi d'Décisioune mussen huelen. An dat seet jo och d'Europaparlament a senger Motioun, wou se soen, «considérant que la reconnaissance de l'État de Palestine relève de la compétence des États membres».

An duerfir hunn ech an enger éischter Interventioun de Moie gesot, dass mer eis freeën, dass d'Europaparlament sech uklickt un eppes, wat a ganz villen nationale Parlamenter geschitt ass, an déi national Parlamenter si souguer opgelëscht hei an der Motioun vum Europaparlament: United Kingdom, Spuenien, Portugal, hei vir sti se, an nach eng ganz Rei aner Länner. D'Belsch, do kënnt et nach, do ass et nach net geschitt. Frankräich an esou weider.

An ech mengen, duerfir brauche mer net ze waarden op eng Décisioun vum Europaparlament. Mir sinn hei en eegestännegt nationaalt Parlament. Mir hunn eng Motioun gehat, déi virun dräi Wochen déposéiert ginn ass, déi ass ëmgeschafft ginn. Do hunn dräi, véier Parteien dru geschafft, fir déi Motioun méi ze équilibréieren. Mir hunn drabruecht d'Reconnaissance mutuelle, déi ass dran.

Mir hunn och drabruecht, zweemol, an eiser Motioun, Här Kartheiser, geet zweemol rieds vum Recht vun Israel, fir ze „vivre en frontières sûres et reconnues" (veuillez lire: „vivre en paix à l'intérieur de frontières sûres et reconnues"). Zweemol an eiser Motioun kommen déi Wierder „frontières sûres et reconnues" vir.

Mir soe souguer, dass mer d'Basis vun de Grenze vun 1967 unerkennen, mä wann déi zwou Parteien déi wëllen änneren, wann déi sech eens ginn, fir déi Grenzen ze änneren, ouni Drock vu baussen, dass een dat soll och akzeptéieren. Dat steet an där heiter Motioun zum Beispill net dran.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Angel,...

M. Marc Angel *(LSAP), auteur.*- Dat ass awer och eng wichteg Fuerderung.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- ...erlaabt Der...

M. Marc Angel *(LSAP), auteur.*- Duerfir...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- ...eng Zwëschebemierkung vun der Madame Polfer?

M. Marc Angel *(LSAP), auteur.*- Jo, sécher, selbstverständlech.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- An ech géif lech gläichzäiteg erënneren, dass Der lech wann ech gelift sollt un d'Chamber adresséieren!

M. Marc Angel *(LSAP), auteur.*- Pardon!

D'Madame Polfer huet eng Fro oder wollt sech zu Wuert mellen. Oder?

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Neen, ech wollt mech zu Wuert mellen.

M. Marc Angel *(LSAP), auteur.*- Ah, pardon. Jo, d'Madame Polfer huet am Fong keng Fro méi u mech.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Okay, neen, ech hunn...

M. Marc Angel *(LSAP), auteur.*- Duerfir géif ech dann...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- ...dat dann esou interpretéiert. Ech wëll allerdéngs soen, dass keng Riedezäit méi do ass!

M. Marc Angel *(LSAP), auteur.*- Jo.

(Interruptions et hilarité)

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Ah. Dann huelen ech Parole après ministre.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, dat musse mer och nach eng Kéier preziséieren. Bei Motiounen zumindest. Här Angel, Dir kënnt virufueren!

M. Marc Angel *(LSAP), auteur.*- Ech hunn am Fong alles gesot, wat ech wollt soen. Ech mengen, mir waarde jo elo nach of, wat de Minister eis ze soen huet. Dat ass jo och extrem wichteg.

An op jidde Fall géif ech d'CSV nach eng Kéier invitéieren, eis Motioun och matzestëmmen, well, en plus, Är Motioun seet: „en principe" direkt unerkennen. Eis Motioun seet: unerkennen, „le moment opportun". An ech mengen, dat ass wichteg, a mir sollen dem Minister och nach eng Chance ginn, deen „moment opportun" hei ze erklären.

Villmools Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Da géife mer direkt dem Här Ausseminister, dem Här Jean Asselborn, d'Wuert ginn.

Prise de position du Gouvernement

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, den 29. November 1947 ass an der UNO-Vollversammlung iwwert de sougenannten „Partitiounsplang" ofgestëmmt ginn. Deemools hunn 33 Länner derfir gestëmmt, 13 hu mat Nee gestëmmt, zéng Abstentiounen, an ee Land, Thailand, war net do. Et sinn also 67 Joer hier, An an där Resolutioun 181 steet dran: «Les États indépendants arabe et juif (...) commenceront d'exister (...) le 1er octobre 1948 au plus tard.» Dat war, wat mer gestëmmt hunn deemools zu 33 Länner, am Ufank, wéi d'UNO sech constituéiert huet.

Mir hunn als Lëtzebuerg, grad wéi d'USA, grad wéi d'Sowjetunioun, grad wéi Frankräich, Däitschland a vill anerer, Israel unerkannt, nodeems Israel Member ginn ass vun der UNO, nämlech am Mee 1949.

Nun, dat ass jo eisen Débat haut, Palästina besteet nach haut ëmmer ouni Stat, bal 70 Joer duerno. Lëtzebuerg ass zënter ëmmer - ëmmer - ee Land gewiescht, wou d'Vollek, wou d'Regierung, wou d'Zivilgesellschaft sech staarkgemaach hu fir de Fridden tëschent den Israelien an de Palästinenser.

Lëtzebuerg huet ëmmer déifste Respekt gehat virum Leed vum jiddesche Vollek a mir hunn dat temoignéiert, mir hunn de Courage ervirgestrach, d'Determinatioun och an de Wëlle vum israelesche Vollek, sech net opzeginn, bien au contraire. Lëtzebuerg hat och ni antisemitesch Tendenzen, déi sech hei développéiert hunn. Mir sinn deem ni op de Läim gaangen. Bien au contraire, all Lëtzebuerger Regierungen, all Lëtzebuerger Parteien an d'Zivilgesellschaft hu sech dergéintgestallt.

Lëtzebuerg huet gradesou ëmmer déi onhaltbar Situatioun, dat ouni e Stat liewend Vollek, ouni Dignitéit och liewend Vollek Palästina héichgehalen an och déi Situatioun ugeprangert. Lëtzebuerg huet, ech géif soen, an de leschten dräi Jorzéngten um internationale Plang sech fir ee Stat Palästina agesat, deen a Fridden an Onofhängegkeet demokratesch nieft Israel existéiert.

D'Zweestateléisung, Här President, huet hir Wéi - eppes, wat mer heiansdo vergiessen - am Fong an der Erklärung vu Venedeg. Den 13. Juni 1980 schonn ass d'Selbstbestëmmungsrecht vum palästinensesche Vollek als ee Recht vun der Europäescher Gemeinschaft, wéi se deemools geheescht huet, agesat ginn. Dës Décisioun war laang Zäit ganz, ganz hefteg ëmstridden, mä si war courageis an et war och déi richteg Décisioun.

An den Ufanksjore vun den 2000er Joren ass dunn, d'Madame Polfer huet drop higewisen, d'Zweestateléisung méi konkret ginn. D'Zweestateléisung ass e Produkt vun der Europäescher Unioun, déi den amerikanesche President 2002 iwwerholl huet. Ee palästinensesche Stat, Här President, ass a mengen Ae keng Faveur. Et ass kee Privileg fir Palästina, et ass kee Recht. Et ass e Recht ganz einfach, wat jiddwer Vollek vun dëser Welt zousteet.

An deenen dräi Lëtzebuerger Regierungen, wou ech konnt matschaffen, sinn d'Referenze fir eng Zweestateléisung op der Zäitschinn ëmmer méi kloer ginn: d'Grenze vu `67 mat „swaps", wéi et heescht, mat Échangen; zweetens, Jerusalem als Haaptstad vun deenen zwee Staten. Lëtzebuerg huet an deem Sënn och an de leschte Joren zum Beispill op der Unesco fir d'Memberschaft vu Palästina gestëmmt. D'nämlecht och, wat de Statut vum État observateur non membre des Nations Unies ugeet.

Mir wëssen, dass de Fridde sech ëmmer nees dérobéiert huet, dass d'Hamas, organiséiert blann Gewalt, dem Fridden ni eng echt Chance ginn huet, dass Géigegewalt vun der israelescher Säit - ech huelen nëmmen déi lescht Joren, 2006 2008, 2012, 2014 - Dausende Leit d'Liewe kascht huet, vill aus der Zivilbevëlkerung, vill Fraen, vill Kanner. Mir wëssen, dass Gewalt Gewalt generéiert.

Et kann ee keng 1,7 Millioune Leit ouni Hoffnung, dacks a grousser Aarmut an a Verzweiflung, aspären an erwaarden, dass se sech friddlech verhalen. Et kann een och net duerch eng aggressiv Siedlungspolitik op Territoiren, déi engem net gehéieren, déi dem Noper gehéieren, dat maachen, bauen a bauen a bauen an erwaarden, dass dat higeholl gëtt, an zur gläicher Zäit wëlle Fridde mat deem schléissen. Dat ass, huet emol eng Kéier ee gesot, wéi wann zwee Leit géifen un engem Dësch sëtzen an iwwer eng Schmier verhandelen, déi se wëllen iessen, an dobäi ass deen een amgaangen, ëmmer an déi Schmier eranzebäissen.

Et ass gradesou ontragbar, dass Extremisten am Numm vum palästinensesche Vollek Terror verbreeden a sech verkafen, wéi wa se sech fir déi richteg Cause géifen asetzen. Den israeleschpalästinensesche Konflikt schëtt vun de Philippinen iwwer Indonesien, iwwert den Iran, iwwert den Noen Osten, iwwert d'Golfstaten, duerch de Maghreb, duerch Europa bis an Amerika Extremisten, Terroriste Waasser op d'Millen, fir Argumenter an Aktiounen ze justifiéieren, déi op Haass, op Gewalt, op Ontoleranz opgebaut sinn. An dat muss gebrach ginn.

Här President, Lëtzebuerg ass kee Goliath op der Weltbühn. Mä just dës Tatsaach muss eis uspornen, eis anzesetzen, d'Kredibilitéit vun der Verteidegung vun de Mënscherechter aus Siicht vun eisen europäesche Wäerter héichzehalen. Mir kënnen dat net iwwerall op der Welt maachen, just net a Palästina. Virun allem wëlle mer dëst ouni direkten Intérêt, ouni Hannergedanken, glafwierdeg eriwwerkréien. Israel huet d'Recht op Sécherheet, op nohalteg Sécherheet. Palästina huet d'Recht op e Liewen an Dignitéit.

An deem Sënn ass en Accord, eng Zweestateléisung a Saachen Israel-Palästina, een Accord, dee konkret ass, dee palpabel ass, dee fair ass. Deen Accord ass noutwendeg. Een Accord, deen Israel näischt géif ewechhuelen a Palästina eppes gëtt, wat all Vollek brauch, fir ze liewen: eng staatlech Struktur mat internationaler Protektioun. Dëst ass, aus menger subjektiver Vue, och iwwregens déi eenzeg Garantie, déi Israel huet, fir a Sécherheet d'Zukunft kënnen ze meeschteren.

Dës Motioun, déi éischt Motioun, gëtt eiser parlamentarescher Demokratie absolut gerecht. De Marc Angel huet se virgestallt a se och richteg verteidegt, grad ewéi och d'Madame Polfer an den Här Adam, an och den Här Urbany. Si ass géint kee geriicht, si ass positiv, si ass équilibréiert a si ass zum Fridden higeriicht. Dës Motioun huet als grousst Zil, ze weisen, dass de Status quo keng Optioun ass, dass de Moment kënnt, wou och d'Lëtzebuerger Regierung de Schrëtt mécht, Palästina unzëerkennen, zum gegebenen Zäitpunkt, fir ze verdäitlechen, dass d'Unerkennung vun Israel och e Pendant huet, an dëst och an der Logik vun enger Zweestateléisung.

Wéini dat ass, sinn ech gefrot ginn. Ech kann nëmmen dat nämlecht widderhuele wéi an der Kommissioun: Et hänkt vun der Entwécklung of, vum Wëllen ze négociéieren, op béide Säiten natierlech, vum Engagement an der UNO - ech soen nach e Wuert derzou - a vun enger méiglecher Koordinatioun an der Europäescher Unioun.

Une voix.- Très bien!

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Här President, et ass richteg, wat de Claude Adam an och d'Madame Polfer gesot hunn, och elo den Här Angel, dass et eng Virreiderroll vun den nationale Parlamenter hei gëtt. Ouni Virreiderroll vun den nationale Parlamenter mengen ech net, dass d'Europaparlament iwwerhaapt sech duerchgerongen hätt, mat 750 Deputéierten a mat esou ville verschiddene Parteien, fir sech hei op een Nenner ze beginn.

Ech wëll och hei soen, dass ech, wat de Conseil de Sécurité ugeet, Här Mosar, gëschter Owend laang mam Laurent Fabius geschwat hunn. Et ass en Text, wat ech lech an der Kommissioun explizéiert hunn, vu Jordanien. Et ass een Text vu Frankräich. Deen Text wëllt probéieren - dee vu Frankräich -, fir 15 Länner ëm een Dësch ze kréien.

Ech weess net, wat d'Décisioun ass vun de Palästinenser. Ech weess just, dass de Moment alles fluid ass an dass muss évitéiert ginn, dass e Veto hei op deen Text kënnt. Ech si mer net sécher, an dat ass, wat ech hei soen, wat ech elo weess, dass an deenen nächste Wochen, an deenen nächste Méint iwwerhaapt esou een Text am Sécherheetsrot kéint zur Ofstëmmung kommen. Et kann allerdéngs och séier goen, mat där Konsequenz, déi ech da virausgesinn, dass e Veto drop kënnt.

Loosst mech och nach eng Kéier hei e Wuert zur Hamas soen. Här President, léif Leit, wa mer eis u Frankräich adresséieren, adresséiere mer eis net an enger Motioun un de Front national. Hamas ass eng Partei. Et gëtt, wat Palästina ugeet... Wat Palästina vertrëtt, ass ee Gouvernement d'unité nationale. An dat, wat zielt, ass, wat dee Gouvernement d'unité nationale par rapport zum Existenzrecht vun Israel seet.

Selbstverständlech kann et vun der Europäescher Unioun, vun anere Länner op der Welt keng Unerkennung vun enger Regierung ginn, déi wëllt d'Existenzrecht vun Israel a Fro stellen. Dat ass kloer wéi e Maschtepull. Mä et ass wierklech och d'Positioun vun den Europäer, et ass d'Positioun och vun den Amerikaner.

Här President, et gëtt Problemer an der internationaler Politik, wou dee richtegen Zäitpunkt ni ze fannen ass, oder ëmmer à condition, dass een de Courage huet, sech ze stellen. Ech wëll mech net hei an d'Chambersaachen amëschen. Ech wëll just nach d'Chamber encouragéieren, d'Motioun 1 ze stëmmen. D'Motioun 1 ass kloer. Si ass däitlech, si huet e kloert Zil. Mam Friddensprozess soll een, a mengen Aen, net spillen. Och net an der Form. D'Chamber soll doriwwer stoen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Asselborn. D'Madame Polfer, Parole après ministre.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Här President, Merci, datt Der mer d'Wuert ginn hutt. Ech muss effektiv, oder ech wëll, no dem Här Asselborn sengen Ausféierungen, déi, mengen ech, ganz kloer sinn, och meng Positioun verdäitlechen, déi ech am Ufank gesot hunn. Ech hat gesot, ech géif dee Sënneswiessel vun der CSV begréissen, fir effektiv elo unzëerkennen, datt déi Démarche, déi mer hei maachen, déi richteg ass, an net wéi virun e puer Deeg, wou Der op engem anere Wee waart, an nach gëschter an nach...

Ech hu gesot, datt fir mech déi zwou Motiounen net contradictoire wieren, mä datt eis d'Prioritéit hätt, well mir ons do un déi Institutioune wenden, déi déi do Décisioun nun eemol einfach vum Legalen hier kënnen huelen. An ech hu gesot, mä dat, wat an Ärer steet, déi Dir virum Parlament virbruecht hutt - déi d'ailleurs net esou richteg passt, well hei gi Saachen un d'Regierung gefrot, déi net an der Regierung hire Kompetenze sinn -, datt een déi kéint als complémentaire niewendrun hunn.

Ech hat vläicht ze vill Hoffnungen an Är Positioun gesat, well fir mech war et kloer, datt, nodeems Der, wéi gesot, dee Sënneswandel gemaach hat, Der eben och dat Wichtegst géift soen, an zwar der Regierung, der Lëtzebuerger Regierung - dofir si mer hei -, fir där en Optrag ze ginn, fir där eben d'Méiglechkeeten ze ginn, hei ze intervenéieren.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Madame Polfer,...

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Wéi ech awer dunn Är zweet Interventioun...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- ... ech wéilt lech just drop hiweisen, dass d'Parole après ministre...

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Mä et ass, well den Här Minister gesot huet, hie géif der Chamber hei d'Fräiheet loossen, e géif sech net amëschen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Okay.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Bon. Et ass ganz richteg Parole après ministre, well de Minister esou fein war a gesot huet, e géif net an der Chamber d'Recommandatioun maachen, wéi mer eis zu där zweeter sollte verhalen. An ech erkläre mech elo, firwat datt ech bei där éischter gemengt hunn, Här Mosar - an Dir hutt am Numm vun der CSV geschwat -, Dir géift eben och dat Wichtegst hei mat ënnerstëtzen. Dat ass also der Regierung déi Méiglechkeete ginn, an deem Sënn ze wierken.

Ech hu gemengt - elo kënnt Der mer awer soen, ech hätt mech geiert -, mä bis elo hunn ech gemengt, no Ärer zweeter Interventioun, Dir géift awer net drun denken, déi éischt mat ze ënnerstëtzen, well, an Dir hutt lech Méi ginn, fir ze weisen, datt an där zweeter Saache sinn, déi mat där éischter net iwwereneestëmmen. Ech sinn do net mat lech d'accord.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Et ass den Här Urbany, deen datselwecht bewisen huet.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Mä ënnert deene Konditiounen, an da maachen ech et kuerz, Här President, ënnert deene Konditiounen a fir net onnéideg Onkloerheeten opkommen ze loossen, kann ech natierlech dann awer och net recommandéieren, fir déi zweet ze stëmmen. Well ech awer gären déi Saachen dran hätt, datt ech net dergéint sinn, well dat wär jo onlogesch, géif ech mech op alle Fall bei där zweeter enthalen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci nach eng Kéier. Vläicht un d'Kolleegen,...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dat ass de Sënneswandel vun der DP, dat do.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- ... dass, wa Parole après ministre gefrot gëtt, dat sech soll op dat bezéien, wat de Minister gesot huet, a sech net mat deenen anere Parteien ausenanersetzen. Well wann dann d'Wuert gefrot gëtt, fir ze explizéieren, da kann ech dat och net refuséieren. Den Här Kartheiser huet Parole après ministre gefrot.

An da géif ech Iech awer vläicht bieden, fir zum Schluss vun der Debatt ze kommen, well ech mengen, et huet jiddweree genuch Geleeënheet gehat, fir sech auszedrécken. An ech war esou generéis mat der Riedezäit, wéi dat vu mir gefrot ginn ass.

Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert, mat Bezuch op dat, wat den Här Minister gesot huet.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, ech soen Iech Merci fir d'Wuert. Ech wäert och selbstverständlech mech op dat bezéien, wat den Här Minister Asselborn eis elo gesot huet.

Ech wollt éischtens soen, datt ech villes an deem, wat den Här Minister gesot huet, kann absolut ënnerstëtzen. Ech mengen, do wor ganz vill Moderatioun erauszespieren. Mä et woren och eng Rei Saachen, déi een net sollt onwidersprach loossen, fir all Mëssverständnis ze verhënneren.

1948 effektiv ass ee vun den Urspréng vun dëser Kris, well déi Resolutioun vum Conseil de Sécurité vun den arabesche Staten net akzeptéiert gouf.

(Interruption)

Gelift?

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- '47.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, '47, an dunn '48 ass et awer zum Krich komm, well déi arabesch Staten dat net akzeptéiert haten, well se wollten Israel vun der Kaart läschen, well se déi palästinensesch Bevëlkerung, déi do gelieft huet, opgeruff hunn, fir d'Regioun ze verloossen, well se kéinte geschwënn zréckkommen no der Zerstéierung vum État d'Israël.

Et huet net esou geklappt, wéi si geduecht haten. Zënterhier hu mer also de Problem vun de Réfugiés palestiniens. An ech mengen, et soll een déi historesch Fakten net aus den Ae loossen, wann een dann déi Diskussioun hei féiert.

Zweetens, jo, et ass dramatesch, et ass fuerchtbar, datt mer esou vill doudeg Zivilisten hunn! An Israel waren och vill doudeg Zivilisten! Et ginn der ëmmer erëm, déi Victimme vun terroristeschen Attacke sinn. A wann Israel net deen Iron Dome hätt, da wär duerch déi Rakéitebeschëss do och vill méi Leed ze bekloen, wéi et elo schonn ass.

An et ass och einfach eng Tatsaach, datt am Gaza esou vill Doudeger waren, trotz allen Efforte vun der israelescher Arméi, fir d'Leit ze warnen iwwer SMS, Tëlefon an all méiglechen Efforten, déi gemaach goufen. Awer well d'Hamas hir Leit als Schutzschild geholl huet, fir Rakéiten ze beschützen, déi se a Schoulen an an Infrastrukture vun der UNO déposéiert hunn zum Deel, fir se virun Ugréffer ze schützen.

Et ass ganz schlëmm, wat d'Hamas gemaach huet. An ech mengen, och dat ass en Deel vun der Wouerecht. An d'Hamas ass domadder net eng einfach Partei. Si ass emol net vergläichbar mat engem Front National a Frankräich, deem ech esou eppes net géif ënnerstellen. Mä et ass einfach eng terroristesch Bewegung!

A se ass net nëmmen terroristesch, se ass rassistesch. Ech mengen, e Virriedner, den Här Mosar, hat aus der Charte vun der Hamas zitéiert. Et gëtt nach wonnerbar Saachen, déi ee kann do soen, well d'Hamas seet: «Musulman, serviteur de Dieu! Un juif...», seet en... An d'Hamas zitéiert aus dem Koran hei, wou se soen, d'Judde verstoppe sech tëschent Beem a Steng, an da rifft d'Hamas op am Numm vun de Beem an de Steng a seet: «Un juif se cache derrière moi. Viens et tue-le!»

Also, et ass ganz dramatesch, wat d'Hamas alles vun Opriff un d'Dschihad seet. A si bezeechent an der Charte de Friddensprozess als en „exercice futile". A si seet an hirer Charte, de Peuple palestinien hätt ze vill Éiergefill, fir sech mat futille Saache wéi dem Friddensprozess ofzeginn. Ech kann Iech déi Charte ginn. Ech mengen, den Här Mosar huet se hei, ech hu se och matbruecht, well et einfach wichteg ass, datt mer eis drun erënneren, datt mer et hei mat Terroristen ze dinn hunn, déi rassistesch sinn. An déi wëllen net nëmmen de Stat Israel net unerkennen, mä och nach d'Judden als Vollek ausrotten!

An dat ass wierklech eng ganz dramatesch Situatioun. Loosse mer dat net vergiessen, wa mer iwwert déi Situatioun am Noen Oste schwätzen! An duerfir ass et och esou wichteg, fir d'Éischt emol drop ze insistéieren, datt d'Unerkennung vun Israel a séchere Grenze ka geschéien.

An dann d'Mënscherechter. Dir sot ëmmer, Här Minister, an dat ass eppes, wat Der eis dacks sot... An, Här President - ech wëll mech elo un Iech adresséieren -, Här President, den Här Minister seet jo ganz dacks, datt Gaza e Prisong wär. Gaza läit ënner engem Blocus. Mä Gaza läit ënner engem Blocus duerch déi Politik vun der Hamas! Israel ass net interesséiert um Blocus, um Gaza, wann d'Sécherheetskonditioune fir Israel erfëllt wären. Mä wann Der kuckt, an Dir waart jo zu Ramallah, Dir waart an der Géigend, Dir wësst jo awer, wéi d'Mënscherechter duerch d'Hamas verletzt ginn, wéi d'Doudesstrof applizéiert gëtt do, wéi d'Prisongszoustänn sinn am Gaza. Dir waart jo do. Dir wësst, datt déi Leit keng Fräiheet hunn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech war net do.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Pardon, Här President. Awer, ech mengen, den Här Minister war do. An dann, wann dat esou de Fall ass, ech mengen, wann een dann iwwer Gaza als e Prisong schwätzt, da muss ee soen, fir korrekt ze sinn: Gaza ass ënner engem Blocus aus Sécherheetsgrënn. An dee Blocus ass „en droit international public compatible". Dat ass nach eng Kéier confirméiert ginn, wou déi Flotilla, déi aus der Tierkei do koum, do gestoppt gouf an den internationale Geriichtshaff doriwwer en Avis ginn huet. Dat ass konform zum Droit international public.

Wat awer inakzeptabel ass, dat ass déi Manéier, wéi Gaza hir eege Populatioun ënnerdréckt, tirängelt, foltert, hiriicht. An dat ass och en Deel vun deem Aspekt, deen een net däerf aus den Ae verléieren.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Domat wäre mer un Enn vun der Diskussioun iwwert déi zwou Motiounen. Ech géif proposéieren, dass mer d'Chronologie vun deene verschiddene Motioune géife respektéieren.

Mir géifen da fir d'Éischt déi Motioun huelen, déi vum Här Angel abruecht ginn ass. Esou wéi ech den Här Angel verstanen hunn, ass den Auteur net mat där Modifikatioun d'accord, déi vun der ADR komm ass. Also bleift et bei där urspréngleche Formulatioun vun der Motioun. Also, ech géif d'Motioun vum Här Angel fir d'Éischt zum Vote stellen.

Déi, déi fir d'Motioun sinn, stëmme mat Jo, déi, déi dergéint sinn, selbstverständlech mat Neen.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmmung fänkt un. D'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass ofgeschloss.

34 Deputéiert hu mat Jo gestëmmt, 3 hunn dergéint gestëmmt. Also 34-mol Jo, 3 Neen an 23 Abstentiounen.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par M. Alex Bodry), Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Roger Negri), MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles (par M. André Bauler), Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Martine Mergen), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet.

Et ass gutt. Et ass keng Demande, fir d'Abstentioun ze erklären do.

Da géif ech feststellen, dass d'Motioun vum Här Angel ugeholl ass...

Une voix.- Gëtt et eng Majoritéit?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ugeholl. Jo, majoritär ugeholl. An ech géif dann zum...

Une voix.- Mat wéi vill Stëmmen?

(Interruptions diverses)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- 34 Jo.

Une voix.- D'Lénkskoalitioun hei am Land, déi véier Parteien.

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, Här Urbany? Zu wat?

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Här President, ech wëll just eng prozedural Fro hei opwerfen. Mir hunn elo déi Motioun hei majoritär ugeholl. Wa mer elo iwwert déi aner Motioun ofstëmmen, an déi gëtt och ugeholl, dann hu mer zwou contraire Motiounen, wou déi eng d'Regierung opfuerdert, „formell" unzeerkennen, an déi aner dat „en principe" mat allerhand Konditiounen a Junktimmen vun der Regierung verlaangt. Wat soll d'Regierung da maachen, wann déi zwou ugeholl sinn?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, Här Urbany, ech hat der Chamber d'Propositioun gemaach, fir esou ze procédéieren. An do ass keng Wuertmeldung komm. Also ass déi Prozedur vun der Chamber akzeptéiert ginn.

Une voix.- Mir mussen dergéint stëmmen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- A mir wäerten dann och elo déi zweet Motioun, déi vum Här Mosar abruecht ginn ass, zur Ofstëmmung stellen.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Mir wäerten duerfir dergéint stëmmen.

(Brouhaha général)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, wann elo jiddweree seng Ofstëmmung hei motivéiert, da weess ech net, wou mer landen.

Vote sur la motion 2

Duerfir, d'Motioun vum Här Mosar steet elo zur Ofstëmmung. Wie mat der Motioun Mosar averstanen ass, stëmmt mat Jo. Wien net, stëmmt mat Neen. An da bleift nach d'Enthalung.

D'Ofstëmmung fänkt un. D'Procuratiounen.

Une voix.- Et geet net!

Une autre voix.- Här President!

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- D'Ofstëmmung ass ofgeschloss. 24 Deputéiert hu mat Jo gestëmmt, 3 mat Neen an 31 Abstentiounen.

(Brouhaha)

Mir maache selbstverständlech déi Rectificatioun.

(Brouhaha général)

Jo, mä et ass jo kloer.

Résultat définitif après redressement: la motion 2 est adoptée par 26 voix pour, 3 voix contre et 31 abstentions.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: M. Alexander Krieps;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Se sont abstenus: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par Mme Cécile Hemmen), Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Marc Angel), MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles (par M. André Bauler), Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

An ech géif d'Fro nach stellen: Wëllt ee seng Abstentioun motivéieren?

(Négation)

Neen. Dann ass déi Motioun ugeholl.

Une voix.- Bravo!

(Hilarité et brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Voilà. Dann huelen ech zur Kenntnis, dass déi eng Motioun mat méi an déi aner mat manner Stëmmen ugeholl ass. An domat ginn ech dat erëm, wat d'Chamber hei décidéiert huet. Ech soe Merci fir déi gutt Debatt, déi, mengen ech, enger parlamentarescher Diplomatie gutt zu Gesiicht steet. Merci villmools.

A mir géifen dann am Ordre du jour weiderfueren. Et geet do ëm de Projet de loi 6725, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Gestioun vun der Eisebunnsinfrastruktur. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet direkt d'Rapportrice vum Projet, d'Madame Josée Lorsché.

Ech wollt och der Chamber soen, dass mer bis zum Schluss vun eisem Ordre du jour vun de Moie fueren, fir dann nahtlos de Mëtteg kënne mat de Budgetsdebatte virunzefueren. D'Mëttegpaus gëtt zwar e bësse méi kuerz, mä ech mengen, mir wësse jo, dass mer am Endspurt sinn. An d'Madame Lorsché huet direkt d'Wuert.

6. 6725 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

Rapport de la Commission du Développement durable

Mme Josée Lorsché *(déi gréng), rapportrice.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, ech kéim dann zréck zu de Finanzen. De Projet de loi 6725 beschäftegt sech notamment mam Finanzement vun Eisebunnsinfrastrukturen, déi schonn am Joer 2004 vun der Chamber accordéiert gi waren. Well d'Kreditter mëttlerweil opgebraucht sinn, féiert kee Wee laanscht eng Rallonge budgétaire, déi et ebe just soll erlaben, de Rescht vun den Aarbechten ze finanzéieren. Et huet sech erausgestallt, datt de reelle Käschtepunkt vum Projet wäit iwwert den Estimatioune vun 2004 läit.

Ëm wéi eng Infrastrukturen et geet a firwat et zu dësem finanziellen Enkpass komm ass, wéilt ech kuerz erklären, muss dofir awer e bëssen aushuelen an zréckgoen op d'Joer 2004.

Iwwert d'Gesetz vum 18. Abrëll 2004 sinn 180,7 Millioune gestëmmt ginn, fir de Réaménagement vum Nordausgang vun der Stater Gare a fir d'Konstruktioun vum Viaduc Polvermillen mat zwee Gleiser als éischt Phas vum Projet ze finanzéieren. Dat war eng Zomm vun 121,4 Milliounen, déi dofir virgesi war. Zweetens awer och fir de Bau vun engem Tunnel mat engem Gleis, deen de Viaduc mat der Stater Gare sollt verbannen als zweet Phas vum Projet, déi mat 59,3 Millioune chiffréiert war. D'Zil war deemools datselwecht wéi haut, an zwar d'Verbesserung vun der Mobilitéit a Richtung Norden, Osten a Weste vum Land, grad wéi och d'Erhéijung vun de Capacitéite vun den internationalen Zich a Richtung Belsch an a Richtung Däitschland.

Well et am Joer 2004 nach méiglech war, e Bauprojet ze stëmmen, ouni datt virdrun en Avantprojet détaillé huet missen ausgeschafft ginn, ass op dës Detailplanung verzicht ginn. Dat Eenzegt, wat virlouch beim Vote vum Gesetz, war da just en Avant-projet sommaire, en APS, deen nëmmen aus enger graffer Aschätzung vun den Aarbechten a vun den deementspriechenden Investissementer bestanen huet.

Scho kuerz duerno, am Joer 2006, huet sech dunn erausgestallt ebe just, datt de reelle Käschtepunkt vun der éischter Phas méi héich géif leien, wéi de Montant, dee gestëmmt gi war. Fir déi éischt Phas waren dat 121 Milliounen Euro. Fir déi Méikäschten ze decken, koum et dunn am Joer 2006 zu engem Transfert vu Kreditter vun der zweeter Phas vum Projet op déi éischt Phas. Dat heescht, datt zwielef Milliounen Euro vun insgesamt 59,3 Milliounen op déi éischt Phas iwwerdroe gi sinn.

Dësen Zeenario huet sech dunn am Joer 2009 widderholl, wéi de ganze Reschtbetrag vun der zweeter Phas op déi éischt Phas transferéiert ginn ass. Dat waren nach eng Kéier 53,2 Milliounen. An op déi Manéier konnten du wei-

der Kreditter fir déi éischt Phas zur Verfügung gestallt ginn. Déi zweet Phas louch domat op Ais, wat awer net dramatesch war, well déi eigentlech am Kontext vum Projet Train-Tram geplangt war, dee jo dee Moment schonn op Ais louch.

Haut schwätze mir dofir nach just vun der éischter Phas, a méi speziell vum Viaduc Polvermillen a vum Tronçon, deen ënnert dem Boulevard d'Avranches verleeft. Leider huet de betraffenen Terrain oder Hang, am Fachjargon gëtt vu Perré geschwat, am Laf vun den Aarbechte fir béis Iwwerraschunge gesuergt a mécht d'Finanzéierungsgesetz vun haut néideg.

Während den Aarbechten huet sech nämlech erausgestallt, datt déi geologesch Eegeschafte vum Perré wäit ënnert den Erwaardunge louchen an noutgedrongen zu héijen Investissementer hu misse féieren, fir d'Sécherheet op der Streck ze garantéieren an haaptsächlech och Glissementer vum Terrain ze verhënneren.

Nieft neien Etüden an extrem deiere Stabiliséierungsmoossname vum Terrain geet et och drëms, verschidden technesch Installatioune fir d'Signalisatioun, fir déi elektresch Traktioun a fir de Lärmschutz ze finanzéieren. Doriwwer eraus hunn nei Accèse misse geschafe ginn zum Chantier an d'Oplage vu Sites et Monuments hunn och misse respektéiert ginn, bei deenen de Schutz vum spueneschen Tiermchen aus dem 17. Jorhonnert am Mëttelpunkt steet.

Fir den Detail vun dësen Aarbechten, op déi ech elo net wëll weider agoen, verweisen ech op den Document parlementaire, deen eng Hällewull vu Biller an technesche Prezisioune vum Chantier liwwert. Dernieft huet och d'Direktioun vun den CFL e ganz opschlussräichen Dossier zesummegesat an erzielt ganz genee, geet op den Detail an, wat souwuel de finanzielle wéi och den techneschen Impakt vum Projet ubelaangt. Och dës Dokumentatioun ass an der zoustänneger Chamberskommissioun presentéiert ginn. Dofir den Häre vun den CFL e grousse Merci.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, well ebe just net all Investissementer am Virfeld berechent gi waren, an zum Deel och net berechent konnte ginn, huet d'Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire schonn am Joer 2009 op de Problem vu feelende Kreditter higewisen. D'Budgetskontrollkommissioun huet zréckbehalen, datt en neit Gesetz misst déposéiert ginn, fir de Fall, wou eben eng Rallonge budgétaire nach misst gestëmmt ginn. Dëst opgrond vum Artikel 80 vun der Konstitutioun, dee virgesäit, datt fir all Projet, deen de Seuil vu 40 Milliounen iwwerschreit, e speziellt Gesetz muss ausgeschafft ginn, a gestëmmt ginn natierlech.

De Projet de loi 6725, deen haut virläit, dréit dëser Obligatioun Rechnung. En ass de 7. Oktober 2014 vum Nohaltegkeets- an Infrastrukturminister François Bausch déposéiert ginn. Den Avis vum Statsrot datéiert vum 25. November 2014. Den Avis vun der Chambre de Commerce louch schonn de 6. November 2014 vir.

Den 1. Dezember 2014 huet d'Nohaltegkeetskommissioun mech als Rapportrice designéiert, an den 10. Dezember 2014 huet d'Kommissioun mäi Rapport eestëmmeg ugeholl. Mir haten also eng gewësse Vitesse opgeluecht.

Am Article unique vun dësem Projet de loi geet et ëm d'Modifikatioun, den Här President huet et gesot, vum Gesetz vum 10. Mee 1995 iwwert d'Gestioun vun der Eisebunn a méi speziell ëm d'Erhéijung vum Montant, deen 2004 fir de gesamte Projet gestëmmt gi war. Wéi ufanks gesot, louch dee Montant bei 180,7 Milliounen. Mat dësem Projet de loi gëtt en op 334 Milliounen Euro eropgesat, wat net näischt ass.

Opgrond vun den Transferte vun de Kreditter, déi ech schonn erkläert hunn, an déi 2006 respektiv 2009 stattfonnt hunn, an opgrond vun den Adaptatioune vum Präisindex läit d'Netto-Erhéijung fir de Bau vum Viaduc a vum Tronçon do op där Plaz deemno bei 109 Milliounen Euro.

Erlaabt mer zum Schluss nach e Wuert zu den Avisen, déi erakoume vum Statsrot, respektiv vun der Chambre de Commerce.

A sengem Avis begréisst de Statsrot, datt d'Annex vum Projet de loi ganz genee Informatioune liwwert, ebe just firwat dës Rallonge budgétaire néideg ass, a begréisst déi ausféierlech Erklärungen, déi d'CFL geliwwert hunn. Allerdéngs weist de Statsrot och drop hin, an dat ass kee Wonner, datt d'Virbereedung vun dësem Projet de loi 2004 eben iwwert de Knéi gebrach ginn ass, net nëmmen 2004, ech denken d'Planung huet och virdrun ugefaangen, mä se ass net an den Detail gaangen. An de Statsrot verlaangt eben, datt an Zukunft kee Wee méi laanscht eng detailléiert Planung vun engem Infrastrukturprojet mat allen Investissementer, déi dodrun hänken, däerf féieren.

D'Chambre de Commerce huet en ähnlechen Avis ofginn. Och si pocht op eng besser Planung vun all Bauprojet grad wéi op eng Käschten-Notzen-Analys, déi am Virfeld vun all Projet de loi, deen hei an d'Chamber kënnt, soll gemaach ginn.

D'Beruffskammer begréisst awer generell, datt dëse Projet zu enger besserer Mobilitéit wäert bäidroen a begréisst virun allem, datt d'Attraktivitéit vun eisem Land doduerch erhéicht gëtt an datt eben dëse Projet eng Plus-value fir d'Lëtzebuerger Ekonomie wäert bedeiten, well jo och eng ganz Rei Zich an d'Ausland fueren iwwert dës Streck.

Och d'Nohaltegkeetskommissioun war sech eens, datt en héijen Dépassement vu Kreditter ze vermeide wier, a war net der Meenung, dass mer hei an enger glécklecher Situatioun sinn. Mir hunn awer versicht, se ze léisen. An deem Sënn huet d'Kommissioun och notéiert, datt d'Gesetzgebung jo haut verlaangt, datt...

(Coups de cloche de la présidence)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift, Kolleegen, lauschtert der Riednerin no!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng), rapportrice.*- Merci.

...datt en Avant-projet détaillé muss realiséiert ginn, éier iwwerhaapt emol hei e Vote ka stattfannen.

Eng Situatioun, wéi mer hei erliewen, wäert also an Zukunft net méi stattfannen, well d'Gesetzgebung eigentlech esou eng Démarche guer net méi erlaabt.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir ofzeschléisse wéilt ech nach eemol op déi detailléiert Dokumentatioun hiweisen, déi vun de Responsabele vun den CFL ausgeschafft ginn ass an esouwuel op Pabeier, en Dokument vun 140 Säiten, wann ech mech net iren, ze kréien ass, dann awer och op CD-ROM, wou ech gär hei weiderginn un all Interesséierten. Ech hu se de Moien op mengem Dësch fonnt. Duerfir e grousse Merci un den Här Patrick Renard vun den CFL.

Ech kann och Iech eng ginn, da kënnt Der Iech déi doheem an der Vakanz ukucken, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Et ass léif, dass een och emol eng Kéier eppes kritt.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng), rapportrice.*- E schéine Cadeau fir Enn des Joers.

De Responsabele vun den CFL wëll ech och Merci soe fir hir Begleedung vum Dossier, déi och an Zukunft nach muss stattfannen.

Da wéilt ech awer och eiser Sekretärin, dem Rachel Moris, Merci soen, an natierlech alle Membere vun der Nohaltegkeetskommissioun, déi dozou bäigedroen hunn, an dat wëll ech betounen, datt mir am Joer 2014 ganzer zéng Gesetzesprojeten aus dem Mobilitéits- an Infrastrukturberäich an der Chamber evakuéiere konnten. Ech denke schonn, dat ass eng gutt Rëtsch an dat beweist, wéi aktiv déi Kommissioun schafft.

Domat ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun, an der Hoffnung natierlech, datt dëse Projet eng grouss Zoustëmmung heibanne fënnt, fir datt de Chantier ka fäerdeggestallt ginn an am Joer 2020 kann ageweit ginn.

Ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madame Lorsché. Éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Serge Wilmes.

Discussion générale

M. Serge Wilmes *(CSV).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech soen der Rapportrice villmools Merci, déi dat ganz exhaustiv..., si huet alles u sech gesot, wat zu dësem Projet ze soen ass.

Ech wéilt just eng Kéier op dee Punkt agoen, firwat datt mer jo hei méi Suen elo mussen nach eng Kéier nostëmmen. Dee Projet ass eben net, et geet net duer mat deene Suen, déi doleien. Et sinn Dépassementer geschitt aus verschiddenen Ursaachen. Do waren Ursaachen derbäi, déi konnt ee virausgesinn. Et waren anerer, déi konnt een net virausgesinn. Do sinn eng ganz Partie Saachen en cours de route ebe geschitt, wéi zum Beispill, datt ebe beim Tunnel, dee gebaut ginn ass, bei dem Boulevard d'Avranches, datt do op eemol festgestallt ginn ass, datt déi Qualitéit vun deem Steen net esou gutt war, wéi geduecht war.

Et steet awer och ganz kloer an dem Exposé des motifs vum Gesetzesprojet, datt zum Beispill de Präis vun dem Stol a vum Eisen onerwaart héich gaangen ass. Dofir ginn et eng Partie vun Erklärungen, déi net virauszegesi waren.

Op där anerer Säit ass jo schonn zënter enger Rei Joren och vun de fréieren Transport- a Bauteministeren derfir gesuergt ginn, datt dee Phenomeen, datt permanent ëmmer muss d'Chamber Rallongë stëmmen, soll ophalen. Déi Efforten, déi hunn och hir Friichte gedroen. Déi Projeten, déi duerno komm sinn, déi hu rar missen eng Kéier nogestëmmt ginn. Dat hei war nach ee vun där Zäit do virdrun.

An, ech mengen, et ass och wichteg, datt mer an Zukunft déi dote Projete wäerten esou stëmmen, datt se esou detailléiert wéi méiglech schonn à la base doleien. An datt Imprévuen, déi awer ëmmer méiglech sinn, dat muss een och betounen, eben net dozou féieren, datt nach eng Kéier muss eng Rallonge vun iwwer 100 Millioune gestëmmt ginn.

Mir ginn eisen Accord zu dësem Projet hei selbstverständlech. Et ass e Projet, dee jo scho laang amgaangen ass realiséiert ze ginn. Mir kënne jo net derfir suergen, datt deen elo géif gestoppt ginn. Et ass e wichtege Mobilitéitsprojet, wéi d'Madame Lorsché jo och nach eng Kéier betount huet. Där Meenung si mir och an dofir ënnerstëtze mir dee Projet hei.

Domadder ginn ech den Accord a soen Iech villmools Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Wilmes. Nächste Riedner ass den Här Roger Negri.

M. Roger Negri *(LSAP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, och mir als LSAP ginn deem Projet hei selbstverständlech den Accord mat där Rallonge vun den 109 Milliounen. Ech mengen, hei ass, wéi elo scho gesot ginn ass, ech wëll och der Rapportrice, Présidente-rapportrice Madame Josée Lorsché e grousse Merci soe fir hir exzellent Rapporten.

Ech mengen, et ass elo scho gesot ginn. Mir wëllen dat nach eng Kéier ënnersträichen, dass dat hei dee leschte Projet ass, deen aus där Serie kënnt, wou och ëmmer d'Budgetskontrollkommissioun Comexbu am Fong geholl d'Projete validéiert, net opgrond vun dem Avant-projet sommaire, mä vum Avant-projet détaillé. Ech mengen, déi Praxis huet sech elo och gutt verfestegt, dass dat ëmmer virdrun och hei en Débat ass an der Chamber, fir am Fong de Go ze ginn, fir APSen ze maachen an dann eréischt duerno d'Avant-projets détaillés auszeschaffen. Domadder, mengen ech, si mer um richtege Wee, dass et net méi zu esou Iwwerschreidunge vu Kreditter kënnt.

Ech wëll awer trotzdeem hei e bëssen de Projet, och d'Eisebunn a Schutz huelen, an deem Sënn, dass et wierklech sech hei ëm e ganz komplizéierte Chantier handelt. De Perré, ëm deen et hei geet, dat ass deen Hang, dee Richtung Waasserbëlleg geet, war sengerzäit vun der Ingenieurskonscht wierklech e groussen Ouvrage. Et dierf een net vergiessen, dass sengerzäit, wéi d'Eisebunn virun 150 Joer gebaut ginn ass, jo net an d'Festungsstad gebaut ginn ass, aus militäresche Grënn, mä eben um Plateau vun der Gare opgebaut ginn ass, an dass et doduerch natierlech eng risen Erausfuerderung war, mat enger Héichtendifferenz vun iwwer 130 Meter, fir eben déi Ouvragë kënnen ze bauen, wou se elo sinn.

An déi Gleiser, Weichen, déi Richtung Waasserbëlleg do ginn, hunn natierlech erfuerdert, e risen Hang do ze bauen, deen am Fachjargon vun der Eisebunn en „Perré" heescht. A sengerzäit war et natierlech, vu dass jo dann eben nëmmen, wéi mer elo scho gesot hunn, Avant-projets sommaires gemaach gi sinn, ganz schwéier ze estiméieren, wat am Fong am Bauch vun deem rise Perré do war.

An deem Sënn wëll ech dat och nach eng Kéier zousätzlech justifiéieren, dass dat och fir d'Eisebunn net esou einfach war, dat do ze estiméieren. An an deem Sënn nach eng Kéier confirméieren den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Negri. Nächste Riedner ass den Här Gusty Graas.

M. Gusty Graas *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dëse Projet beweist jo ganz gutt, wann ee Finanzéierungsgesetz sech vill op approximativ Schätzunge festleet, datt dann natierlech dee Projet fréier oder spéider vun der Realitéit ageholl gëtt an datt natierlech sech erausstellt, datt een net genuch Kreditter virgesinn hat. Ech mengen, wéi mer 2004 dat hei gestëmmt hunn, dunn hunn natierlech aner Kritäre gegollt, fir déi Devisen opzestellen. Gott sei Dank hu mer do eng positiv Entwécklung an deene leschte Jore matgemaach.

Et ass natierlech ganz schwiereg, an esou engem Dossier wéi deem heiten all Dépense bis op dee leschten Euro kënnen am Detail virzegesinn. An 109 Euro haut nostëmmen, 109 Milliounen Euro nostëmmen, ass natierlech och keng Klengegkeet! Mä ech mengen, dat, wat een awer hei muss ënnersträichen, dat ass, datt et mat Sécherheet net d'Ursaach ass, datt hei krass falsch Aschätzunge gemaach goufen oder datt Ënnerloossunge virleie géifen. Déi Dépensë sinn also mat Sécherheet hei ze justifiéieren.

Ech wëll vläicht kuerz op e puer Punkten agoen. Déi Bauaarbechten, an dat ass schonn hei vu Virriedner gesot ginn, déi sinn natierlech an engem ganz sensibele Raum realiséiert ginn, respektiv gi realiséiert. Engersäits bewege mer eis an engem zimlech fielsegen Terrain. Anersäits awer beréiere mer och wäertvoll historesch Vestigen.

An d'Tatsaach eleng, datt mer bal eng Millioun zousätzlech hei virgesinn, fir de spueneschen Tiermchen ze retten, beweist jo awer, datt de Législateur hei eng richteg Approche hat. Nach liewe mer an engem Land, wou mer vill ze vill Patrimoine culturel liichtfankeg zerstéieren.

Et wär jiddefalls e ganz grousse Skandal gewiescht, wann een där éischter Iddi vläicht noginn hätt a praktesch deen Tiermchen ofgeriicht hätt an op enger anerer Plaz erëm opgeriicht hätt. Esou einfach däerf ee sech et net maachen! Och wann, wéi gesot, dat heiten eng zousätzlech wichteg Dépense mat sech brëngt. Dowéinst sinn d'Auteuren och vum Projet ze félicitéieren, datt se dem Drock, dem richtegen Drock vu Sites et Monuments noginn hunn an an deem Punkt hei selbstverständlech elo déi néideg Moossnamen huelen, fir deen Tiermchen do och dann ze conservéieren.

Ech wëll an deem Kontext och drop hiweisen, datt de fréieren Transportminister, den Henri Grethen, deen iwwregens d'Basis zu dësem Gesetz geluecht huet - dat soll och emol hei niewebäi gesot ginn -, datt deen deemools en Avis bei der Unesco ugefrot hat, wat deen neie Bau vum Viaduc ubelaangt, obwuel keen Avis virgesi war. Mä och déi Iwwerleeung war richteg. A mir kruten och deemools vun der Unesco awer e positiven Avis, soudatt deem och näischt am Wee steet, wat de Bau vun dem Viaduc do ubelaangt.

Op där anerer Säit muss een och soen, datt mer, wat ech jo virdru schonn hei ernimmt hunn, an deem onebene Gebitt sinn, loosse mer et emol esou soen, natierlech och eng Ingenieursmeeschterleeschtung hei verlaangt ass, fir dee Projet ze realiséieren. Datt zum Beispill d'Stäipe vum Fouss vun der Stützmauer nach musse verstäerkt ginn, ass ganz kloer aus Sécherheetsgrënn. An hei mussen eben déi maximal Sécherheetsmoossname getraff ginn, well, wéi gesot, hei ginn all Dag Dausenden an Dausende Leit transportéiert. Da kann ee sech natierlech och keng Faille do erlaben!

Ech wëll da vläicht nach kuerz och op en anere wichtegen Aspekt hiweisen, dat ass dee vun dem Écran antibruit. Hei gëtt jo op 900 Meter een aménagéiert. Mir hu jo virun e puer Wochen an der Kommissioun dee ganze Programm vun den CFL presentéiert kritt, wat den Aménagement vun den Écrans antibruit laanscht déi Haapteisebunnsachsen ubelaangt. Dat ass eng ganz wichteg Neierung.

Ech mengen, de Kaméidi, do seet een näischt Neits, do weess een, datt dat natierlech e Problem ass, deen eis op ganz villen Niveauen ze schafe mécht. Vu datt et jo awer technesch Méiglechkeete gëtt, fir deem awer deelweis ofzehëllefen, duerfir ass et och wichteg, datt mer an deem Gebitt hei dann eben elo déi Écrans antribruit do aménagéieren.

Dësem Projet fält ouni Zweifel och nach eng grouss Bedeitung zou, well e jo e besseren Accès zu der Gare Lëtzebuerg erlaabt, op där anerer Säit awer a Richtung Norde respektiv Osten och d'Verbindunge wäert verbesseren, net nëmme fir de Persounentransport, mä och fir de Giddertransport. An da wëll ech och drop hiweisen, d'Chambre de Commerce huet dat jo schonn an hirem Avis och, richtegerweis, ënnerstrach, datt dee Projet hei awer och wäert zur wirtschaftlecher Kompetitivitéit vun eisem Land bäidroen.

Och wann et sech, wéi gesot, hei nëmmen ëm e Finanzéierungsgesetz „bis", muss ee bal soen, handelt, ass et e wichtegt Gesetz. Et ass eng weider Etapp an enger Moderniséierung vum Zuchverkéier hei zu Lëtzebuerg. An d'Madame Rapportrice, déi jo gesot huet, dat wär dat zéngt Gesetz, wat mer hei schonn ënnerbreeden, huet domadder dokumentéiert, datt dem ëffentlechen Transport, méi spezifesch dem Zuchtransport, an dëser Regierung natierlech e ganz grousse Raum iwwerlooss gëtt. An dat ass och wichteg esou. Mir kënnen dat als Demokratesch Partei nëmmen ënnerstëtzen!

Ech wëll ofschléissend, wéi gesot, dem Josée Lorsché dann nach eng Kéier Merci soen, well et huet jo en Abonnement, fir hei Rapportrice ze spillen. Et mécht dat jo ëmmer tipptopp. Ech wëll awer de Vertrieder vun der Eisebunn och emol eng Kéier hei e Luef ausspriechen. Déi Aart a Weis, wéi se ëmmer an de Kommissioune pre-

paréiert sinn, wéi se eis ëmmer andecke mat ganz guddem sophistiquéiertem Dokumentatiounsmaterial, dat erlaabt et dann och esou Laie wéi mir, sech an déi Matière hei eranzeschaffen. An, wéi gesot, et ass evident, datt d'Demokratesch Partei zu deem Projet hei steet.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Graas. Nächste Riedner ass den Här Roy Reding.

M. Roy Reding *(ADR).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Merci un d'Rapportrice fir dee wonnerbare Rapport, an och de Virriedner. Et ass e Fakt, wéi de Roger Negri hei richteg gesot huet, datt dat Gesetz onëmgänglech ass. Et ass wichteg! An datt Rallongë musse gestëmmt ginn, ass net ëmmer prévisibel, ganz besonnesch mat deem Talus, dee sech als instabil erwisen huet an dee muss ganz nei gemaach ginn.

Et ass och Fakt, wéi de Gusty Graas richteg seet, datt 109 Milliounen nostëmme keng Klengegkeet ass, besonnesch an Deeg wéi deem gëschtregen, deem heutegen an deem morgegen, wou mer iwwer Budgeten diskutéieren. 109 Milliounen, jo, Här Graas, ass keng Klengegkeet!

Et freet mech och, datt den Här Graas hei drop hiweist, datt vill ze vill Patrimoine zerstéiert gëtt hei am Land. Och do ginn ech Iech ganz recht. An ech bedaueren dofir nach eng Kéier, datt d'DP net géint dee Projet gestëmmt huet d'lescht Woch, wou déi Ettelbrécker Gare ofgerappt gëtt.

Déi Biisser Bréck, ëm déi et hei geet, et ass schonn oft gesot ginn, ass fir d'Persounen- a Wuerenzich an nërdlech an östlech Richtungen. Fakt ass, datt deen Ausbau, dee mer hei maachen, guer net néideg gewiescht wier, wann divers Bauteministere sech un den urspréngleche Plang gehalen hätten, d'Persounenzich ënnert der Stad erduerchzeféieren.

Jo, Dir gesitt, wourop ech eraus wëll! Da wier d'Biisser Bréck nämlech fir nëmme Güterzich duergaangen, esou wéi se elo ass, an de Gros vun deenen trotzdeem 334 Milliounen, déi hei engagéiert ginn - jo, et ass keng Klengegkeet! -, wier onnéideg gewiescht, well keen Enkpass opgetruede wier.

An dofir soen ech als ADR-Spriecher, datt déi 334 Milliounen, déi d'Majoritéit hei insgesamt engagéiert, an ech wëll awer d'CSV do expressis verbis mat abezéien, e gudden Deel kéinten ugerechent ginn op eng Exekutioun vun deem, wat mer „Schummer-Plang" nennen an „City-Tunnel" nennen, wat dee kascht hätt. Ouni vun deene 500 Milliounen - an ech si jo nach ëmmer iwwerzeegt, datt et der 1.000 sinn -, vun deenen ze schwätzen, déi den Tram wäert kaschten!

Dofir ass fir eis dëse Projet genausou deier wéi en onnéideg gewiescht wier, wann d'Majoritéit de Mutt gehat hätt, eng nohalteg Léisung, wéi de City-Tunnel, ze wielen. An dofir enthale mir eis bei dësem Projet.

Ech soen Iech Merci.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Très bien! Dat huet emol misse gesot ginn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Reding. Nächste Riedner ass den Här Justin Turpel.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Mir stëmme kloer fir dee Projet hei, aus zwou Ursaachen: Éischtens, d'Haapteursaach ass déi, datt deen Terrain, wou elo een zweegleisegen Zuch, eng zweegleiseg Eisebunn soll driwwerfueren, muss stabiliséiert ginn. Dat war net viraussehbar, dat huet sech eréischt am Laf vun den Aarbechten erausgestallt. An dat huet ee relativ héije Präis.

Déi zweet Ursaach, firwat datt mer et stëmmen, ass, datt dat effektiv, an et ass drop higewise ginn, fir d'Lescht ass, wou mer an esou enger Prozedur dra sinn, datt mer do an Zukunft ganz aneschters kënne verfueren, an datt de Programm, deen d'Eisebunn eis virgestallt huet, ganz detailléiert ass. Et kënnen ëmmer Imprévuë kommen, mä net an deem dote Mooss. An ech wëll mech de Mercien uschléissen un d'Eisebunn, fir déi transparent Duerleeung vun all deem, wat op eis zoukënnt an och absolut noutwendeg ass.

Ech wëll awer op zwee Punkten hiweisen, déi mer net esou gefalen an iwwert déi mer och an der Kommissioun diskutéiert hunn, déi een awer hei misst soen.

Den éischte Punkt ass deen, datt deen Transfert vun zwielef Milliounen, dee geschitt ass vun der Phas 2 op d'Phas 1B, datt dat eigentlech keng gutt Praxis ass, fir esou Transferten ze maachen. Nëmme well eng aner Aarbecht net gemaach gëtt oder net brauch gemaach ze ginn, stinn déi Suen net automatesch zur Verfügung fir een anere Projet. Doriwwer misst een an der Kommissioun diskutéieren. An dat soll net méi einfach esou geschéien, datt do een Transfert geschitt vun zwielef Milliounen, nëmme well eppes aneschters net geschitt.

Wann eng Aarbecht net geschitt, da soll et esou sinn, datt een déi Sue ka spueren. A wann een op engem anere Punkt Sue brauch, da muss een déi Suen deblockéieren. An ech mengen, mir waren eis eigentlech och eens an der Kommissioun driwwer, fir ze soen, datt dat an Zukunft dann esou soll gehandhabt ginn.

Déi zweet Saach, wou mer eis eens waren an der Kommissioun, mengen ech och, dat war déi Geschicht vu Sites et Monuments, fir dee spueneschen Tiermchen, datt deen net däerft ofgerappt ginn an erëm opgebaut ginn, mä datt dee misst esou stabiliséiert ginn, datt ee kënnt drënner bauen. Eleng dat huet ee Käschtepunkt vun, wann ech de Minister richteg verstanen hunn, ongeféier annerhallef Millioun zousätzlech!

Ech mengen, wa Sites et Monuments esou eng Décisioun hëlt, datt een deen Tiermche misst stoe loossen an net däerf ofmontéieren, herno erëm opriichten, an dat huet esou eng grouss Incidence budgétaire, da misst een awer mindestens an der Kommissioun doriwwer diskutéieren.

Et kann net sinn, datt d'Regierung einfach muss akzeptéieren esou eng Décisioun vu Sites et Monuments, mä da soll een an der Kommissioun driwwer diskutéieren, ouni datt ech domadder wëll a Fro stellen, datt, wa Sites et Monuments schonn eng Kéier seet, et misst eppes erhale ginn, datt dat net berechtegt wier. Dat wëll ech ganz kloer domadder net a Fro stellen! Et geet awer dorëms, datt mer effektiv net einfach dat kënnen esou imposéiert kréien, ouni datt mindestens eng Kéier driwwer diskutéiert gëtt.

Dat gesot, gi mir eisen Accord zu deem Projet, géintiwwer deem een Zuch ënnert der Stad absolut keen Ersatz wier. Ech wiere mech weiderhin dergéint, datt den Zuch ënnert d'Stad soll kommen an d'Autoen uewen. Dat ass just dee falsche Wee!

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Domat si mer um Enn vun der Diskussioun ukomm. An d'Wuert huet den Här Nohaltegkeetsminister François Bausch.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Här President. Ech wollt, fir unzefänken, fir d'Éischt der Madame Rapportrice Merci soe fir dee gudde schréftlechen a mëndleche Rapport. Selbstverständlech och alle Riedner, déi hei geschwat hunn. An och all deenen, déi natierlech den Accord bréngen hei zu deem Projet.

Ech wollt vläicht zwou, dräi Remarquë maachen.

Déi éischt ass, ech wëll awer och hei drop opmierksam maachen, datt ech deemools an der Budgetskontrollkommissioun matgedeelt hunn, datt d'Eisebunn - bei enger ganzer Rei Projeten, déi entre-temps realiséiert sinn, d'Péitenger Streck an esou weider, eng ganz Rei anerer, wou den Ofschloss gemaach ass vun de Konten -, datt d'Eisebunn do iwwer 80 Milliounen Euro gespuert huet par rapport zu deem, wat an den Devisë virgesi war respektiv an de Gesetzesprojete gestëmmt gi war! Ech wollt dat awer och hei matdeelen, fir ze ënnersträichen, datt d'Eisebunn awer ansonste ganz gutt schafft.

Dat Zweet ass...

(Interruption)

Dat Zweet ass... Jo, dat ass wichteg. Déi, déi gelueft solle ginn, déi sollen och gelueft ginn! Dat Zweet ass déi Geschicht vun den Transferten, wou den Här Turpel elo ugeschwat huet, vu Kreditter. Dat ass net ganz falsch, wat e seet. Mä ech muss awer drop hiweisen, datt mäi Virgänger, den Här Wiseler, deen ass deemools an d'Budgetskontrollkommissioun gaang, an d'Chamber huet awer do de Feu vert ginn, fir dat ze maachen.

Also et ass mam Accord vun der Chamber geschitt. Dat heescht, ech ginn Iech recht, et soll een eng Kéier dat vläicht diskutéieren, ob dat an Zukunft nach ka gemaach ginn. Mä ech mengen, et muss een awer hei soen, datt de Minister vun der Chamber deemools de Réck gestäipt kritt huet.

Dat Drëtt ass déi Fro vun de Sites et Monuments. Ech mengen, dat war an der Kommissioun diskutéiert ginn. Ech mengen, et soll een dat an Zukunft effektiv diskutéieren. Et muss een och dozou soen, ech hunn déi Erfahrung och haaptsächlech an der Stad Lëtzebuerg gemaach, datt et wichteg ass, datt ee versicht, Sites et Monuments a Projete relativ fréi anzebannen. Ech mengen, da kann ee villes évitéieren an där do Hisiicht.

Da wollt ech awer och e Wuert soen zu dem Här Reding senge Remarquen hei am Zesummenhang mat der Motivatioun vun hirer Enthalung. An ech muss Iech soen, ech hunn awer elo selten esou en Hochstand erlieft, deen hei en Deputéierte gemaach huet, fir ze motivéieren, fir net musse fir e Gesetz ze stëmmen. Well, éischtens wëll ech Iech soen, Här Reding, deen Ausbau, deen hei gemaach gëtt, dat huet awer nu strictement näischt ze dinn, weder mam Tram nach mat...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dach!

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Neen, neen, Här Gibéryen, dat huet strictement näischt...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift!

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- ...domadder ze dinn!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Mir féiere keng Dialogen hei.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Deen Ausbau hei gëtt...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Minister adresséiert sech un d'Chamber.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Jo. Deen heiten Ausbau gëtt gemaach ausschliisslech, fir op dem klassesche Schinnenréseau a Richtung Waasserbëlleg virun allem méi Capacitéit ze kréien a fir datt natierlech um Viaduc selwer iwwerhaapt - am Zesummenhang mat der Nordstrooss, wou mer jo och d'Capacitéiten ausgebaut hunn -, datt deen nach ka funktionéieren. An onofhängeg vu Meenungen zu City-Tunnellen oder wat een do an der Stad hätt wëlle maachen, ass dat heiten en Ausbau, deen absolut noutwendeg ass, wann een d'Capacitéit vum klasseschen Eisebunnsréseau wëllt ausbauen.

An da muss ech Iech awer soen, wann Der dann awer heihinnerkommt a sot, dat wär elo dann alles terribel méi bëlleg ginn, wa mer Är Variant gewielt hätten. Also ech wëll Iech jo soen, ech hätt Iech bonne Chance gewënscht, wa mer emol eng Kéier ausgerechent hätten, wat et kascht hätt, ënnerierdesch...

(Interruption par M. Gast Gibéryen)

...ënnerierdesch, Här Gibéryen, ënnerierdesch ze fueren. Ech wëll Iech just soen, Dir hutt Iech d'lescht Kéier eng Kéier opgereegt, a souguer zu Recht, muss ech soen, wat de Präis war vun der Nordstreck, Nordstrooss, déi 700 Milliounen, déi dat kascht vu Miersch bis erof an d'Stad. Firwat mengt Der, datt dat 700 Millioune kascht? Mä grad haaptsächlech wéinst den Tunnellen, déi do gebaut ginn!

An ech soen Iech, alles, wat Der ënner Tunnel baut - emol onofhängeg dovun, ob dat eppes bréngt an esou weider an esou virun, dat wëll ech guer net jugéieren a guer net diskutéieren -, wëll ech Iech soen, fir dann nach hei ze behaapten, de Käschtepunkt dovunner, dee wär méi bëlleg ginn, also dat ass awer wierklech en Acrobatiesték. Dat bréngt just Dir fäerdeg bei der ADR, dat ginn ech ganz gär zou! Mä ech mengen, dat ass awer dat fadenscheinegst Argument, wat ech zënter Laangem héieren hunn, fir hei net musse fir eng Extensioun oder eng Rallonge vun engem Projet um Finanziellen ze stëmmen.

Ech soen Iech awer Merci, all deenen, déi hei esou stëmmen, wéi ech mengen, wat och dat Richtegt ass, fir dësem wichtege Projet de Feu vert ze ginn. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Minister. A vu dass den Här Minister mer net gefollegt huet a sech net un d'Chamber adresséiert huet, muss ech elo dem Här Gibéryen Parole après ministre ginn.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Och wann den Här Minister dat do zur Chamber gesot hätt, hätt ech Parole après ministre gefrot.

(Interruption par Mme Claudia Dall'Agnol)

Dir kennt d'Reglement, Madame Dall'Agnol, duerfir wësst Der, datt een dat kann esou maachen.

Bon, ech wëll kuerz drop soen, well den Här Minister elo hei gemengt huet, missen der ADR ze soen, datt dee Projet, dee mir ëmmer ënnerstëtzt hunn, datt dee vill méi deier gi wier. Ech mengen, dat, wat de Kolleeg Reding Roy hei gesot huet, ass ganz kloer, datt mer gesot hunn, dee Käschtepunkt, deen den Tram kascht elo, an do wäerte mer herno awer, wa mer alles beieneerechnen, bei enger Milliard landen. An ech hunn dat schonn e puermol hei gesot.

Dir erkläert de Contraire. Dir erkläert permanent hei de Contraire. Och dee Minister, deen deemools dëse Projet hei vertrueden huet, huet gesot, mir géifen dat mat deem Devis zu Recht (veuillez lire: fäerdeg) kréien, dee mer hei gestëmmt hunn. An haut stëmme mer schonn erëm eng Kéier no. An dee Projet ass haut dräimol esou deier wéi en deemools gestëmmt ginn ass.

A mat Ärem Tram geet et genau d'selwecht! Wann Der alles derbäirechent, wat mam Tram zesummenhänkt, wat de Stat, wat d'Gemengen a wat nach wäert misse vu Supplément bezuelt ginn, wann Der emol sollt eng Kéier ukommen, da wäert Der gesinn - an duerfir soen ech dat all Kéiers hei, fir datt dat dacks genuch aktéiert gëtt -, datt dat eng Milliard herno wäert kaschten.

Duerfir wëll ech Iech soen, dat, wat mir hei gesot hunn, dat ass, wann een de Plan Schummer geholl hätt an et wier een ënnert der Stad erduerchgefuer, dann hätt een deen heiten Ausbau net brauchen ze maachen. Well am Plan Schummer och dee Problem, deen Dir elo ugeschnidden hutt, wat d'Oststreck ubelaangt, deen hätt do zum Deel kënne matgeléist ginn, dann hätt een heirobber kënne verzichten, wann een e globaalt Konzept gemaach hätt.

A wann een dann déi Suen hëlt an et hëlt een déi Suen, déi Der an den Tram investéiert, dann hätt een de Schummer-Projet kënne realiséieren. A wat virun allem méi wichteg gewiescht wär, dann hätt Der de Problem vum Transport geléist gehat. Well mam Tram léist Der de Problem net! Ob Dir haut mat Bussen a muer mat engem Tram duerch d'Stad fuert, duerfir sinn d'Stauen am Rescht vum Land moies an owes och nach muer genausou grouss.

An duerfir, souguer wann Ären Tram méi bëlleg wär, ass et ewechgeworfent Geld, well et de Problem net léist!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Minister huet d'Wuert.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Här President, ech wollt dozou soen, och wann een honnertmol eppes Falsches widderhëlt, gëtt et duerfir net richteg! Dat wollt ech dem Här Gibéryen dozou soen.

An ech wëll just drun erënneren, nach eng Kéier, doriwwer sinn ech frou, datt all déi Projeten do an dëser Chamber an deene leschte Méint mat 57 Jo-Stëmme gestëmmt gi sinn. Ech mengen, dat ass méi wéi eng Majoritéit!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci, Här Minister. Ech mengen, et ass alles gesot. A mir géifen zur Ofstëmmung iwwert de Projet 6725 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6725 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6725 ass mat 55 Jo-Stëmmen, bei 1 Nee-Stëmm an 3 Abstentiounen ugeholl.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6725 est adopté par 57 voix pour et 3 abstentions.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Martine Mergen), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par M. Roger Negri), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Eugène Berger), M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany (par M. Justin Turpel).

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Espace Médias SA / Polygraphic SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries
Saint-Paul Luxembourg s.a. 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg,
Editpress s.a. 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

Ass d'Chamber d'accord, fir d'Dispens vum zweete verfassungsméissege Vote ze ginn?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

A mir géifen zum nächste Punkt iwwergoen. Do geet et ëm d'Fusioun vun de Gemengen Eschweiler a Wolz, de Projet 6712. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet direkt de Rapporteur, den Här Claude Haagen.

7. 6712 - Projet de loi portant fusion des communes d'Eschweiler et de Wiltz

Rapport de la Commission des Affaires intérieures

M. Claude Haagen *(LSAP), rapporteur.*- Här President, de Projet de loi 6712 iwwert d'Fusioun vun den aktuelle Gemenge Wolz an Eschweiler ass de 27. August vun dësem Joer vum zoustännegen Innenminister hei an der Chamber déposéiert ginn. De Statsrot huet säin Avis den 21. Oktober vun dësem Joer ginn. An déi zoustänneg Intérieurskommissioun huet no der Analys vum Projet de loi an dem Avis vum Statsrot Amendementer zu dësem Projet de loi gemaach.

De Statsrot huet säin Avis complémentaire den 9. Dezember ofginn, an d'Kommissioun huet de Rapport iwwert dëse Projet de loi den 11. vun dësem Mount unanime ugeholl.

Här President, d'Diskussiounen iwwer eng Fusioun tëschent Eschweiler a Wolz hunn Enn 2013 ugefaangen. Mat agebonnen an dës Diskussioune war d'Cellule indépendante des fusions communales souwéi d'Distriktskommissariat vun Dikrech. An de Gemengeréit vun deene genannten zwou Gemenge sinn den 18. Dezember 2013 d'Deliberatiounen approuvéiert ginn, fir de Schäfferot ze mandatéieren, a puncto Gemengefusiounen ze verhandelen.

Dës Verhandlunge si gutt weidergaangen, dëst ëmsou méi, well déi zwou Gemenge schonns a fënnef Gemengesyndikater zesummeschaffen.

D'Bierger vun deenen zwou Gemenge si per Referendum de 25. Mee 2014 ëm hir Meenung zu enger Gemengefusioun gefrot ginn, an dës Konsultatioun ass an deenen zwou Gemenge positiv ausgefall, soudatt déi zwee Gemengeréit de 4. Juni vun dësem Joer iwwert d'Deliberatioun Feu vert fir dës Fusioun ginn hunn.

Mir hunn also, wann dës Fusioun iwwert dëse Projet de loi votéiert gëtt - wouvun ech ausginn -, dann an der Gemengelandschaft hei zu Lëtzebuerg nach 105 Gemengen.

Wéi bei all Gemengefusioun huet och dës Fusioun Dispositions transitoires, dat heescht Iwwergangsbestëmmungen. Ech wëll déi hei a mengen Ae wichtegst zitéieren, déi aner stinn am schréftleche Rapport.

Déi nei Gemeng, déi den 1. Januar 2015 a Kraaft trëtt, dréit den Numm „Commune de Wiltz-Gemeng Wolz", mat Sëtz zu Wolz. Dëst ass och am Sënn vum Aménagement du Territoire, well Wolz och als CDA, also als Centre de développement et d'attraction, klasséiert ass.

Wolz behält de Statut als Stad Wolz, an an dëser neier Gemeng behale mir am Ufank bis déi nächst Gemengerotswahlen, dat heescht bis den 8. Oktober 2017, déi zwee Wahlsystemer, ee Majorz an ee Proporz, wann et an der Tëschenzäit sollt zu Wahle kommen.

Bis déi nächst Gemengewahle vum 8. Oktober 2017 huet déi nei Gemeng Wolz vum 1. Januar 2015 un 18 Conseilleren, an zwar siwe vun Eschweiler an eelef vu Wolz.

De Schäfferot, dee sech aus där Konstellatioun wäert erginn, besteet aus engem Buergermeeschter a fënnef Schäffen. Bei deenen nächste Gemengerotswahle vum 8. Oktober 2017 bestëmmen d'Awunner aus där neier Gemeng Wolz dann 13 Conseilleren, an dovunner ee Buergermeeschter an ee Schäfferot mat dräi Schäffen.

Bei de Gemengerotswahle vum 8. Oktober 2023 wäert sech deen neie Schäffen- a Gemengerot en fonction vum Gemengegesetz, dat heescht laut dem Droit commun, opgrond vun der Awunnerzuel vun dëser neier Gemeng zesummesetzen.

Dir Dammen an Dir Hären, bei der Gemengefusioun - a bei all Gemengefusiounen - spillen d'Gemengefinanzen natierlech och eng Roll. D'Fusiounsgemeng Wolz kritt eng finanziell staatlech Hëllef, an zwar laut deem Tableau, deen a mengem schréftleche Rapport agesat ass an deen op d'Awunnerzuel vum 1. Januar 2015 ugerechent gëtt. Dës Hëllefe mussen an deenen nächsten zéng Joer ausbezuelt ginn an déi éischt Tranche vun dräi Milliounen Euro ass fir de Budgetsexercice 2015 virgesinn. Déi finanziell Hëllef gëtt fir den Ofbau vun de Gemengescholde benotzt.

Wat d'Taxe vun de Gemengen ugeet, esou ass festgehalen, datt den Taux vum Impôt commercial a vum Impôt foncier, dee fir d'Steierjoer 2015 ugewannt gëtt, deen Taux ass, deen actuellement an deenen zwou Gemengen am niddregsten ass.

Här President, d'Fonctionnaires an d'Employés communaux, d'Employés privés an d'Salariéë vun deenen aktuellen zwou Gemenge ginn alleguerte vun där neier Gemeng iwwerholl. All déi Leit behalen natierlech hir Droit-acquisen an hir Carrièren.

De Statsrot hat a sengem Avis e puer textuell Ännerunge virgeschloen a sech fir eng eventuell Opposition formelle bei der Formulatioun vun enger Denominatioun am Kader vun enger Carrière ausgesprach.

D'Intérieurskommissioun aus der Chamber huet all dës Propositiounen deelweis iwwerholl an ugeholl, soudatt am Avis complémentaire de Statsrot sech mat dësem Projet de loi d'accord gewisen huet.

Domadder steet, no dësem Vote vun haut, der neier Fusiounsgemeng Wolz näischt méi am Wee. Ech géif der neier Gemeng bonne Chance wënschen, dat am Intérêt vun hire Bierger, an natierlech den Accord vun der LSAP-Fraktioun bréngen. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci, Här Haagen. Éischte Riedner ass den Här Emile Eicher.

Discussion générale

M. Emile Eicher *(CSV).*- Här President, erlaabt mer direkt dem honorabelen Deputéierte Claude Haagen Merci ze soe fir säin ausféierlechen a prezise Rapport.

Vill Elementer mussen zesummekommen, fir datt eng Fusioun réusséiert. Virun allem muss een e gemeinsamt Zil fir déi nei Gemeng entwéckelen. Doriwwer eraus géllt et awer och, d'Bevëlkerung vun den Avantagen an där neier Fusiounsgemeng ze iwwerzeegen an och op eventuell Problemer anzegoen a gläichzäiteg zesumme besser Léisungen ze proposéieren.

Mir wëssen awer och all heibannen, datt engersäits eng enk intercommunal Zesummenaarbecht um politeschen Niveau an op där anerer Säit d'Zesummeliewe vun eise Bierger an de Veräiner an am Alldag déi beschte Viraussetzung ass fir eng Gemengefusioun.

Dobäi ass den Engagement vun de Membere vun de Schäffen- a Gemengeréit sécherlech mat entscheedend. Zu Wolz an zu Eschweiler hu si dat fäerdegbruecht. Si hu sech souguer an enger Rekordzäit ënnereneen eens gemaach a sinn dunn zesumme mat dem Här Innenminister bei hir Bierger op zwou Informatiounsversammlunge gaangen, fir hir Iddien ze presentéieren.

Am Referendum vum 25. Mee krute si mat 54% vun de Wieler zu Eschweiler a mat iwwer 80% zu Wolz den Optrag, dës Fusioun bis Neijoerschdag dëst Joer an d'Realitéit ze setzen.

Op d'Detailer vun dësem Projet de loi wëll ech awer elo net agoen, de Rapporteur huet dat jo schonn am Detail gemaach.

Här President, ech sinn iwwerzeegt, datt ee groussen Deel vum Succès vun dëser Fusioun op d'Hëllef vu bausse baséiert. Niewent dem Distriktskommissär an de Beamte vum Innenministère konnten déi Wolzer an déi Eschweiler - besonnesch am Ufank vun hiren Démarchen - op d'Ënnerstëtzung vun der Cellule indépendante des fusions communales zréckgräifen. Dës Cellule, ënnert der konsequenter an och kompetenter Leedung vun der Madame Tilly Metz, wor ënnert dem viregten Innenminister Jean-Marie Halsdorf an d'Liewe geruff ginn, fir alle Gemengen ze hëllefen, déi un enger Fusioun interesséiert woren.

Dës Kommissioun hat dee grousse Virdeel, datt se fir all Bedeelegt indépendant wor. Wann ech richteg informéiert sinn, ass den Impuls vun dëser Fusioun ënner anerem och duerch d'Démarchë vun dëser Cellule entstanen. Well hir Membere vill Erfahrung gesammelt haten, déi si bei anere Gemengefusiounen erageholl hunn, konnte se deene Wolzer mat enger ganzer Rei vu professionelle Rotschléi zur Säit stoen. Besonnesch an der Kommunikatioun ass et enorm wichteg, wéi ee sech uleet, wourop een oppasse muss, wéi eng Weeër an Aarbechtsgruppe funktionéieren oder och net.

Ech muss Iech soen, ech fannen et eigentlech schued, datt et dës Ënnerstëtzung zënter dem Summer net méi gëtt.

Ech zweifelen awer ganz bestëmmt net drun, datt d'Beamten am Innenministère all Gemeng, déi fusionéiere wëllt, souwuel eng administrativ wéi och eng juristesch Hëllefstellung wäerte ginn.

Ech froe mech awer, ob dat eleng duergeet. D'Cellule hat nämlech nach e bëssen en aneren Optrag. Hir Roll wor et éischtens, d'Gemengeresponsabel fir d'Fusioun ze motivéieren, zweetens, hinnen ze hëllefen, déi éischt politesch Schrëtt an d'Weeër ze leeden; zum Beispill de richtege Fusiounspartner iwwerhaapt ze identifizéieren. Drëttens, se duerch déi verschidden Etappe vun der Fusioun ze coachen - dat war och hir wichtegst Roll, si konnten hinnen nämlech punktuell zur Säit stoen, wa Schwieregkeeten entstane sinn.

Dëst Zort vu Begleedung - dat hunn ech vun e puer Säiten héieren - kann awer ganz entscheedend sinn. Ech géif dofir un de Minister appeléieren, ze probéieren eventuell ënner enger anerer Form weiderhin de Gemengen esou eng Ënnerstëtzung unzebidden, fir datt och an Zukunft nach eng Partie staark a gutt opgestallte Gemengen duerch Fusiounen entstoe kënnen.

Här President, et ass kee Geheimnis, datt ech perséinlech e Verfechter vun de Gemengefusioune sinn. Wéi Der wësst, si mir deeselwechte Wee jo och zu Clierf gaangen. An ech muss Iech soen, dëse Schrëtt deet eis net leed an huet eis och nach net leed gedoen. Mir kënnen eis haut scho bal net méi virstellen, wéi mer nach funktionéiere géifen, wa mer déi Fusioun net hätten.

Et freet mech dofir ëmsou méi, datt meng Nopeschgemeng elo deeselwechte Wee geet, domadder e gudde Strapp wiisst an esou och hirem Rôle als CDA-Gemeng nach besser nokomme kann. Ech wënschen hinnen dobäi e ganz groussen Erfolleg.

Selbstverständlech wäert d'CSV-Fraktioun dëse Projet de loi och stëmmen. Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Eicher. Nächste Riedner ass den Här Guy Arendt.

M. Guy Arendt *(DP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wéilt d'Geleeënheet notzen, fir dem Rapporteur e grousse Merci ze soe fir säi prezise schréftlechen a mëndleche Rapport.

Här President, dëse Projet de loi ass déi lescht Etapp, fir dass d'Fusioun vun de Gemengen Eschweiler a Wolz ab dem 1. Januar 2015 Realitéit gëtt a si dann zesummen den Numm Commune de Wiltz droen. Dës nei Gemeng wäert da knapps 6.400 Awunner zielen a sech aus siwen Uertschaften zesummesetzen. Dat heescht: Wolz, Ierpeldeng, Eschweiler, Rulljen, Selschent, Wegdichen a Knapphouschent.

D'Gemengepolitik huet nach ëmmer am Wierke vun der Demokratescher Partei eng besonnesch Plaz ageholl. Fir d'DP ass et kloer, dass e fräiheetleche Stat op staark Institutiounen ugewisen ass. An zu deene staarken Institutioune gehéiere nun emol all eis Gemengen. Duerfir muss een derfir suergen, de Gemengen en optimale Kader ze ginn, fir hir Aufgabe kënnen auszeüben.

Ganz wichteg ass et och, dass d'Gemengen déi néideg Autonomie hunn, fir kënnen optimal de Besoine vun hire Bierger Rechnung ze droen, well d'Gemenge sinn e Service de proximité fir de Bierger. An dës Bierger ginn ëmmer méi usprochsvoll. Wëllt een dem Bierger déi beschtméiglech Servicer ubidden, brauch een dofir Moyenen. An duerch eng Fusioun klammen d'Moyenen, fir dem Bierger besser Servicer ubidden ze kënnen.

Eng Fusioun ass d'Geleeënheet, Synergien ze schafen, do, wou Synergië sënnvoll sinn. Dat reduzéiert d'Käschte fir d'Gemengen an erhéicht d'Qualitéit vum Service um Bierger.

D'DP huet ëmmer gesot, dass regional Kooperatiounen um Gemengenniveau gradesou sënnvoll kënne si wéi Fusiounen. Mä d'DP erkennt awer och, dass d'Gemenge sech nei orientéiere mussen, fir deenen neien Erausfuerderunge vun onser Zäit gerecht ze ginn a fir e Kader ze schafen, an deem d'Famillje sech kënnen nidderloossen a wuelfillen.

Fusioune musse vun ënnen erop wuessen an net vun uewen erof diktéiert ginn! Duerfir ass et fir d'DP elementar, dass sech déi verschidde Gemengeverantwortlech eens sinn an zesummen de Wëllen ausdrécken, eng Fusioun ze maachen. Wat awer genausou wichteg ass, ass, dass d'Bevëlkerung gefrot gëtt a sech och fir eng Fusioun ausspréch. Duerfir ass d'DP fir de Prinzip vun de Gemengefusiounen, awer just verbonne mat engem verbindleche Referendum.

Dëse Referendum hunn Eschweiler a Wolz dann och de 25. Mee gläichzäiteg mat den Europawahlen organiséiert. Bei deem Referendum hu sech zu Wolz iwwer 80% fir eng Fusioun ausgesprach, woubäi et zu Eschweiler ëmmerhin nach 54% woren. Wichteg ass also, dass d'Bevëlkerung hanner esou enger Fusioun steet an dës och akzeptéiert.

(Interruption)

Ech géif och am Numm vun der DP…

(Interruption)

…deenen zwou Gemenge vill Succès wënschen no hirer Fusioun. An ech bréngen hei natierlech och den Accord vun der DP-Fraktioun zum virleiende Gesetzestext.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Arendt. Den Här Traversini huet d'Wuert.

M. Roberto Traversini *(déi gréng).*- Merci, Här President. Ech mengen, och vun eiser Säit aus Merci un de Rapporteur. Et ass am Fong geholl alles gesot. Den Accord vun där grénger Fraktioun bréngen ech heimadder mat. Ech si just gespaant, wien dann an der Gemeng Wolz do éischte Buergermeeschter oder Buergermeeschtesch wäert ginn. Mol gespaant!

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Traversini. Dann huet d'Wuert den Här Turpel.

M. Justin Turpel *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Mir begréissen déi Fusioun do, esou wéi mer iwwerhaapt begréissen, datt de Fusiounsprozess vun de Gemenge soll weidergoen. Natierlech sollen déi Fusiounen op Fräiwëllegkeet berouen. Ech mengen, doriwwer si mer eis eens, och wann d'Fräiwëllegkeet bis elo mat 2.500 Euro op de Kapp e bësse verséisst ginn ass. Deem wäert, wann ech dat richteg verstanen hunn, an Zukunft net méi esou sinn, well dann dat erofgesat gëtt op 2.000 respektiv 1.500 an 1.000 Euro, jee no Awunnerkategorie.

Wa mer déi Fusioun hei gestëmmt hunn, sot de Rapporteur, hätte mer nach 105 Gemengen. An d'Fro, déi sech stellt, ass fir mech trotzdeem awer och déi, wéi et duerno weidergeet.

Ech mengen, et war ëmmer een Accord politique zu Lëtzebuerg, souguer mat de Gewerkschaften aus dem Gemengesecteur, fir ze soen, eng Gemeng soll mindestens 3.000 Awunner hunn, fir déi noutwendeg Masse critique ze hunn, fir kënnen alles dat ze maachen, wat een als Gemeng senge Bierger soll bidden, fir déi Infrastrukturen ze bauen am Sport, an der Kultur, am Schoulberäich, an de Crèchen, fir och Déngschtleeschtung ze bréngen un de Bierger, wat d'Berodung ugeet, un d'Betriber, am Recycling an esou weider an esou fort.

An deem Sënn wollt ech effektiv och hei d'Geleeënheet notzen, fir de Minister ze froen, wéi et an deem Prozess do weidergeet. Virdrun ass d'Cellule indépendante, déi vun der Madame Metz presidéiert ginn ass, ugeschnidde ginn, déi eng wichteg Aarbecht gemaach huet.

Wou sinn d'Ofschlossaarbechte vun där Cellule drun? Gëtt et do ee Rapport? Souwäit wéi ech weess, huet de Minister d'Cellule nach eng Kéier verlängert gehat, hire Wierkungsberäich. Mä elo ass se ofgeschaf.

Wou fannen d'Gemengen Hëllef respektiv wou fanne se een Ersatz fir déi Cellule? Musse se sech un de Ministère wenden? Respektiv misst een net, wéi de President vum Syvicol dat och gesot huet, eng aner Struktur hunn, déi och proaktiv weider dee Prozess do suivéiert an am Fong geholl déi nämlecht Begleedung, Coaching an esou weider mécht oder nach méi intensiv, wéi dat bis elo schonn de Fall war? Ech mengen, et ass awer derwäert, datt een déi Froen hei kläert.

Een aneren Aspekt, dee mir wichteg ass, dat ass dee vum partizipative Prozess vun de Bierger bei de Fusiounen, virun de Fusiounen. An ech hoffen, datt mer vläicht och eng Kéier an eng Dynamik erakommen, ech hunn elo kee Bilan vun deene Gemengen, wou dat geschitt ass, fir dee partizipative Prozess och duerno weiderzefëieren. Well ech mengen, datt iwwerhaapt d'Biergerbedeelegung an eise Gemengen a grad a fusionéierte Gemengen, wou net méi esou kleng Unitéite bestinn, ee wichtege Bestanddeel muss si vun der Gestioun op lokaler Ebene.

An deem Sënn stëmme mir fir dee Projet a wiere frou, fir Är Äntwerten ze kréien op déi Froen, déi sech awer trotzdeem stellen, wéi mer iergendwa vläicht awer dann eng Kéier zu deene 70 Gemenge kommen, och wann d'Strécher net onbedéngt esou verlafen, wéi d'Regierung se gezunn hat, well mer effektiv da wëllen, datt dat mat de Bierger a mat deene Gemengeresponsabelen zesumme geschitt.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Turpel. Dann huet den Innenminister d'Wuert, den Här Kersch.

Prise de position du Gouvernement

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Merci, Här President. Wann een esou een exzellente Rapport presentéiert kritt iwwer e Projet de loi, wéi dat elo hei grad de Fall war, da brauch een als Minister net méi weider op d'Detailer vun deem Projet de loi anzegoen. An dofir e grousse Merci un de Berichterstatter wéi och un alleguer d'Membere vun der Kommissioun, déi hei, mengen ech, eng exemplaresch Aarbecht, geleescht hunn.

Den Här Emile Eicher huet en Thema opgeworf, wat mech ganz beréiert huet, an et gëtt mer och d'Geleeënheet, deene Leit, déi an där Cellule indépendante des fusions communales geschafft hunn, e grousse Merci auszedrécken, well effektiv, esou wéi hien et gesot huet, do eng ganz grouss Virbereedungsaarbecht gemaach ginn ass, am Sënn vun der Weiderféierung vum Fusiounsprozess.

Ech wëll och hei ganz kloer nach eng Kéier bestätegen, dass d'Regierung och weiderhin de Fusiounsprozess wäert positiv begleeden, wann och vläicht mat enger liicht anerer Approche, wéi dat virdrun de Fall war, andeems dass mer gesot hunn, dass d'Fusiounen nëmme kënnen zustane kommen, wa se fräiwëlleg vun de Gemengen initiéiert ginn a wann och an alle Gemengen e Referendum ausgaangen ass, an dass dee Referendum och muss positiv ausfalen.

An dat gëtt mer och d'Geleeënheet, nach eng Kéier drun ze erënneren, dass an dësem Joer insgesamt néng Referende waren, vun deenen der siwe positiv ausgaange sinn an zwee negativ.

Vläicht awer zréck bei d'CIFC, also déi Cellule indépendante des fusions communales. Wat net gesot ginn ass, ass, dass déi Kommissioun vun Ufank un e Mandat hat, wat bis op den 31.12.2013 beschränkt war. Et muss een och soen, dass déi Cellule jo net zum Selbstkostenpräis oder zum gratis Präis ze kréie war, mä dass déi och Sue kascht huet.

Fir déi Fusiounskommissioun sinn zwee Leit aus dem Enseignementssecteur fräigestallt ginn, fir déi Aarbecht ze maachen. Also zwee Posten aus dem Enseignement. Et war ee Mann derbäi, dee fräigestallt ginn ass vun engem Bureau d'études, dee selbstverständlech dofir entschiedegt ginn ass. An et war eng Mataarbechterin vum Syvicol derbäi. An de Syvicol ass selbstverständlech och fir där hir Aarbecht entschiedegt ginn.

Trotzdeem war ech der Meenung, well d'Aarbecht nach net ganz ofgeschloss war vun där Cellule, dass een d'Mandat sollt verlängere bis an de Summer vun dësem Joer. Dat ass och geschitt. An dat huet der Cellule et och erméiglecht, hir Aarbecht ofzeschléissen.

Déi Cellule huet och en Ofschlossbericht erausginn, deen een och kann noliesen. Jiddweree kann dee kréien. Dat ass kee Geheimnis. An do gesäit een och, wéi eng Approche dass déi Cellule hat, wéi se un d'Gemengen erugetrueden ass. An ech mengen, et ass haaptsächlech déi Approche, déi jo och appréciéiert ginn ass. An ech kann Iech versécheren, dass de Ministère och wëlles huet, mat där nämlechter onofhängeger Approche u weider Fusiounsprojeten erunzegoen.

Och dat wëll ech hei ganz kloer eng Kéier ënnersträichen. Et ass absolut net esou, wéi wann d'Fusiounsbewegung elo ofgebrach wär; ganz am Géigendeel, si geet virun. Ech hat nach d'lescht Woch zwou Gemenge bei mer sëtzen, déi sech wëllen an de Fusiounsprozess erabeginn. An ech kann Iech soen, dass mer eng ganz konstruktiv Diskussioun gefouert hunn, fir dat kënnen hei zu engem positiven Ofschloss ze bréngen.

Also, nach eng Kéier ganz kloer: Ech hu wëlles, mech als Minister ganz konkret an d'Projete mat anzeschalten, wann dat gewollt ass vun de Gemengen, ganz wäit och ze goen, wat mäi perséinlechen Engagement ugeet, fir déi Fusioune kënne weiderzedreiwen. Op där anerer Säit ass awer och ganz kloer nach ëmmer d'Prämiss: Et muss e positive Referendum an de Gemengen do sinn, a soss, an engem anere Fall, kënnt vun der Regierung kee Projet de loi, fir eng Fusioun ze maachen.

Dat gesot, nach eng Kéier e grousse Merci un alleguerten déi, déi matgehollef hunn, dass dëse Projet konnt geléngen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Innenminister. Da géife mer direkt zum Vote iwwert den Ensemble vum Projet 6712 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6712 et dispense du second vote constitutionnel

D'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass eriwwer an d'Fusioun vun de Gemengen Eschweiler a Wolz ass unanime vun der Chamber adoptéiert.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par M. Roger Negri), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Eugène Berger), M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ass d'Chamber dermat d'accord, dass mer de Projet vun dem zweete verfassungsméissege Vote entbannen?

(Assentiment)

Da soen ech Merci.

Mir géifen direkt zum nächste Projet iwwergoen. Et ass d'Proposition de loi iwwert de Changement vum Numm vun der Gemeng Ierpeldeng an dee vun Ierpeldeng op der Sauer. D'Wuert huet direkt den Auteur-rapporteur, den Här André Bauler.

8. 6605 - Proposition de loi relative au changement du nom de la commune d'Erpeldange en celui d'Erpeldange-sur-Sûre

Rapport de la Commission des Affaires intérieures

M. André Bauler *(DP), auteur-rapporteur.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mat dësem Gesetzesvirschlag, deen ech den 8. August 2013, also nach an der viregter Legislaturperiod, an der Chamber déposéiert hat, soll den Numm vun der Gemeng Ierpeldeng geännert ginn. D'Gemeng soll net méi Ierpeldeng, mä Ierpeldeng un der Sauer, Erpeldange-sur-Sûre, heeschen.

De Gesetzesvirschlag gouf de 6. Mee 2014 als recevabel erkläert. An ech selwer gouf vun der Intérieurskommissioun an hirer Sitzung vum 19. November 2014 zum Rapporteur ernannt. Ech wëll nach eemol drun erënneren, datt de Gemengerot vun Ierpeldeng den 28. Januar 2013 d'Uertschaft Ierpeldeng am Kanton Dikrech ëmbenannt hat, andeems hien hir den Numm „Ierpeldeng un der Sauer" ginn hat.

De Gemengerot hat seng Entscheedung folgendermoosse motivéiert.

Dat éischt Argument huet doranner bestanen, datt et am Grand-Duché insgesamt dräi Uertschafte mam Numm Ierpeldeng gëtt: Ierpeldeng bei Dikrech oder Ettelbréck, Ierpeldeng bei Bus oder Réimech an Ierpeldeng bei Wolz oder Eschweiler. Dës Situatioun féiert zanter Joren zu Verwiesslunge bei Liwwerungen, Visitten oder souguer am Bréifverkéier.

Als zweet Argument hat den Ierpeldenger Gemengerot preziséiert, datt d'Sauer, déi laanscht d'Duerf fléisst an och an der ganzer Gemeng als Floss präsent ass, et erlaabt, fir den Numm ze ergänzen an Ierpeldeng - also Erpeldange - an Erpeldange-sur-Sûre ëmzewandelen an esou d'Identitéit vun der Uertschaft ze ënnersträichen.

Den Term „Nordstad" ass deemools net als Referenz zréckbehale ginn, besonnesch well de Statsrot schonn a sengem Avis vum 5. Juni 2007 zum Gesetzesprojet iwwert d'Schafung vum Nordstad-Lycée, zu Recht, bemierkt hat, datt déi verbal Kreatioun oder de Begréff „Nordstad" weder e juristescht nach en administratiivt Fëllement huet.

A sengem Courrier vum 14. Juni 2013 hat den deemolegen Innenminister Jean-Marie Halsdorf preziséiert, datt et ganz de Gewunnechte vum Land géif entspriechen, fir den Numm vun engem Floss dem Duerfnumm bäizefügen, fir iwwert dëse Wee Verwiesslungen ze vermeiden. Well dës Ajoute also enger geografescher Realitéit entsprécht, huet sech de Minister der Deliberatioun vum Ierpeldenger Gemengerot also net opposéiert, à condition, datt och den Numm vun der Gemeng misst geännert ginn, also datt net nëmmen d'Uertschaft, mä och d'Gemeng an Zukunft Erpeldange-sur-Sûre soll heeschen.

Duerfir huet hien de Gemengenautoritéiten un d'Häerz geluecht, fir per Gesetz och den Numm vun der Gemeng ze änneren an en also d'selwecht ze schreiwe wéi dee vum Duerf Ierpeldeng un der Sauer. Géif dat net geschéien, esou de Minister Halsdorf, géif et zu neie Konfusioune kommen. Duerfir huet de Gemengerot a senger Séance vum 16. Juli 2013 entscheet, fir dem Minister Halsdorf seng Propositioun unzehuelen an och den Numm vun der Gemeng änneren ze loossen.

Vu datt dat awer, wéi schonn d'éinescht gesot, nëmmen iwwer Gesetz, also nëmme mat der Zoustëmmung vum Parlament geet, hunn ech mer erlaabt, fir den 8. August 2013 eng Gesetzespropositioun an der Chamber ze déposéieren.

De Statsrot huet a sengem Avis vum 1. Juli 2014 d'Meenung vum Ierpeldenger Gemengerot an domat och den Exposé des motifs vu menger Gesetzespropositioun gedeelt. Och ass de Statsrot der Iwwerzeegung, datt d'Existenz vun dräi Uertschafte mam Numm „Ierpeldeng" zu regelméissege Verwiesslungen an Iertemer féiert.

A sengem Avis vum 22. Juni 2004 iwwert d'Schafung vun engem Fleegeheem fir Persoune mat psychogeriatresche Stéierungen zu Ierpeldeng bei Ettelbréck duerch d'Gesetz vum 13. Dezember 2004, deene sougenannten „ALA-Gebailechkeeten", hat de Statsrot schonn deemools festgestallt, datt weder de Gesetzesprojet oder den Exposé des motifs nach déi respektiv Konventioun mam Stat uginn, ëm wat fir en Ierpeldeng et sech eigentlech handelt. Dëst ëmsou méi, huet deemools de Statsrot wuertwiertlech geschriwwen, wou d'Tëlefonsbuch net manner wéi dräi Uertschafte mam Numm Ierpeldeng mentionnéiert.

(Interruption par M. Gast Gibéryen)

De Statsrot bemierkt dann awer och nach, datt et guer keng gesetzlech Prozedur gëtt, no där d'Ännerung vum Numm vun enger Uertschaft geregelt gëtt. De Statsrot ass och der Iwwerzeegung, datt, wann den Numm vun der Gemeng geännert gëtt, da parallell dozou och den Numm vun der Uertschaft, déi deeselwechten Numm dréit, matgeännert gëtt. Duerfir schléit de Statsrot vir, iwwert d'Opportunitéit nozedenken, den Artikel 3 vum modifizéierte Gesetz vum 13. Dezember 1988 an deem Sënn ze änneren.

De Statsrot huet d'Argumenter vum Ierpeldenger Gemengerot akzeptéiert an och d'Argumentatioun vum Exposé des motifs vun dëser Gesetzespropositioun. E gëtt och duerfir säin Accord zu dëser Proposition de loi.

Fir all aner Detailer verweisen ech op mäi schréftleche Rapport. Ech wëll all deene Leit Merci soen, déi zu dësem Rapport bäigedroen hunn. Merci dem President an de Memberen aus der zoustänneger Intérieurskommissioun fir hir konstruktiv an onkomplizéiert Mataarbecht. Merci och, datt de Rapport an der Kommissioun eestëmmeg ugeholl konnt ginn.

Ech schléisse meng mëndlech Interventioun, andeems ech elo schonn den Accord vun der DP-Fraktioun zu dëser Proposition de loi abréngen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Bauler. Den éischte Spriecher ass den Här Eicher.

Discussion générale

M. Aly Kaes *(CSV).*- Neen, Här President, ech géif dat maachen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ah!

(Interruption)

M. Aly Kaes *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif mer erlaben, dem Auteur-rapporteur vun dëser Proposition de loi ze félicitéiere fir de schréftlechen a mëndleche Rapport. Och fir d'Proposition de loi. Dat Ganzt, dat mécht Sënn. Mir droen als CSV-Fraktioun natierlech deen dote Projet mat a ginn och hei d'Jo-Wuert derzou.

(Brouhaha général)

Une voix.- D'Jo-Wuert?

M. Aly Kaes *(CSV).*- Ma, d'Jo-Wuert, jo!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dann huet d'Wuert den Här Claude Haagen.

(Interruption par M. Claude Haagen)

Et ass an der Rei.

(Hilarité)

Neen, ech hunn Iech hei stoen. Dann, wann dat dann esou ass,…

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Ech ginn och d'Jo-Wuert!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- … wann dat dann esou ass, vu dass et jo eng Proposition de loi ass, kann d'Regierung Stellung huelen, se muss awer net.

Prise de position du Gouvernement

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- D'Regierung wäert dat ganz kuerz maachen, well mer alleguerten Honger hunn. Ech mengen, d'Regierung steet hannert dësem Projet. Dat wësst Der alleguerten. An ech wëll alleguerten deene Leit, déi um Projet bedeelegt sinn, Merci soe fir hiren Asaz.

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter

Plusieurs voix.- Très bien!

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Innenminister.

Mir géifen dann zum Vote iwwergoen.

Vote sur l'ensemble de la proposition de loi 6605 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung ass eriwwer an d'Proposition de loi 6605 ass akzeptéiert mat 60 Stëmmen, an also kengen Enthalungen a kenge Géigestëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Diane Adehm), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar (par Mme Octavie Modert), Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Marc Spautz), Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par M. Roger Negri), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Lex Delles), M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ass d'Chamber dermat d'accord, fir d'Dispens vum zweete Vote ze ginn?

(Assentiment)

Da soen ech lech villmools Merci. Rendez-vous de Mëtteg um zwou Auer.

(Fin de la séance publique à 12.32 heures)

Sommaire des séances publiques nos 14, 15 et 16

14e séance

Ouverture de la séance publique p. 202

Heure d'actualité de la sensibilité déi Lénk au sujet des nouveaux engagements de l'OTAN et l'apport supplémentaire du Grand-Duché de Luxembourg p. 202-205

Heure d'actualité du groupe politique CSV sur la vague actuelle de cambriolages au Grand-Duché de Luxembourg et les moyens mis à disposition de la Police grand-ducale pour lutter contre ce phénomène en croissance p. 206-208

6612 - Projet de loi relatif

1) aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle

2) à la promotion de la création artistique p. 208-212

6525 - Projet de loi relatif aux produits phytopharmaceutiques

- transposant la directive 2009/128/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 instaurant un cadre d'action communautaire pour parvenir à une utilisation des pesticides compatible avec le développement durable; et

- mettant en œuvre certaines dispositions du règlement (CE) n°1107/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques et abrogeant les directives 79/117/CEE et 91/414/CEE du Conseil p. 212-220

6672 - Projet de loi

1) relatif à la mise en application du règlement (CE) n°1069/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine et abrogeant le règlement (CE) n°1774/2002;

2) relatif à la mise en application du règlement (UE) n°142/2011 de la Commission du 25 février 2011 portant application du règlement (CE) n°1069/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine et portant application de la directive 97/78/CE du Conseil en ce qui concerne certains échantillons et articles exemptés des contrôles vétérinaires effectués aux frontières en vertu de cette directive; et

3) modifiant la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés p. 220-221

15e séance

Ouverture de la séance publique p. 222

Communications p. 222

Dépôt d'une motion par M. Marc Angel p. 222-223

Changements de composition des commissions parlementaires p. 223

Ordre du jour p. 223

6720 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2015

a) modifiant

1. le Code de la Sécurité sociale;

2. la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

3. la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;

4. la loi modifiée du 29 juillet 1993 portant création d'un fonds pour la rénovation de quatre îlots du quartier de la Vieille Ville de Luxembourg;

5. la loi modifiée du 28 avril 1998 autorisant le Gouvernement à constituer une Fondation «Musée d'Art Moderne Grand-Duc Jean» et à lui accorder une aide financière;

6. la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation;

7. la loi modifiée du 18 février 2010 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles;

8. la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques;

b) abrogeant la loi modifiée du 4 décembre 1860 relative à l'attribution du produit des amendes et des confiscations en matière répressive p. 223-229

6721 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2014 à 2018 p. 223-229

6722 - Projet de loi relative à la mise en œuvre du paquet d'avenir - première partie (2015)

1) portant création du Fonds souverain intergénérationnel du Luxembourg

2) modifiant

- le Code de la Sécurité sociale,

- le Code du Travail,

- la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 («Abgabenordnung»),

- la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'État,

- la loi modifiée du 30 juillet 1960 concernant la création d'un Fonds national de solidarité,

- la loi modifiée du 17 juin 1963 ayant pour objet de protéger les titres d'enseignement supérieur,

- la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État,

- la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

- la loi du 10 mai 1968 portant réforme de l'enseignement (Titre VI: De l'enseignement secondaire),

- la loi modifiée du 18 juin 1969 sur l'enseignement supérieur et l'homologation des titres et grades étrangers d'enseignement supérieur,

- la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie,

- la loi du 4 juillet 1973 concernant le régime de la pharmacie,

- la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet,

- la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement,

- la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État,

- la loi modifiée du 26 juillet 1980 concernant l'avance et le recouvrement de pensions alimentaires par le Fonds national de solidarité,

- la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des spécialités pharmaceutiques et des médicaments préfabriqués,

- la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire,

- la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue,

- la loi modifiée du 31 juillet 1991 déterminant les conditions d'autorisation d'exercer la profession de pharmacien,

- la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé,

- la loi modifiée du 6 janvier 1995 relative à la distribution en gros de médicaments,

- la loi modifiée du 11 juillet 1996 portant organisation d'une formation menant au brevet de maîtrise et fixation des conditions d'obtention du titre et du brevet de maîtrise,

- la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois,

- la loi modifiée du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers,

- la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti,

- la loi du 14 mai 2002 portant reconnaissance d'équivalence du baccalauréat international avec le diplôme de fin d'études secondaires luxembourgeois,

- la loi électorale modifiée du 18 février 2003,

- la loi du 30 avril 2004 autorisant le Fonds national de solidarité à participer aux prix des prestations fournies dans le cadre de l'accueil aux personnes admises dans un centre intégré pour personnes âgées, une maison de soins ou un autre établissement médico-social assurant un accueil de jour et de nuit,

- la loi modifiée du 28 mai 2004 portant création d'une Administration de la gestion de l'eau,

- la loi du 10 août 2005 portant création d'un Lycée technique pour professions éducatives et sociales,

- la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau,

- la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle,

- la loi du 17 février 2009 portant 1. introduction d'un congé linguistique; 2. modification du Code du Travail; 3. modification de la loi du 19 août 2008 relative aux aides à la formation-recherche,

- la loi modifiée du 19 juin 2009 portant organisation de l'enseignement supérieur,

* fixant les modalités du cycle d'études d'enseignement supérieur aboutissant à la délivrance du brevet de technicien supérieur;

* modifiant la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue;

* fixant les modalités d'implantation de formations d'enseignement supérieur ou de création de filiales ou d'établissements privés ou publics sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg;

* abrogeant la loi du 14 août 1976 déterminant les conditions de création d'établissements privés d'enseignement supérieur,

- la loi du 19 juin 2009 ayant pour objet la transposition de la directive 2005/36/CE pour ce qui est a. du régime général de reconnaissance des titres de formation et des qualifications professionnelles; b. de la prestation temporaire de service,

- la loi du 26 juillet 2010 portant transposition de la directive 2007/2/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 mars 2007 établissant une infrastructure d'information géographique dans la Communauté européenne (INSPIRE) en droit national,

3) abrogeant

- la loi du 12 juillet 1994 portant institution d'un congé culturel p. 223-229

16e séance

Ouverture de la séance publique p. 229

6720 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2015 [...] (suite) p. 229-232

6721 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2014 à 2018 (suite) p. 229-232

6722 - Projet de loi relative à la mise en œuvre du paquet d'avenir - première partie (2015) [...] (suite) p. 229-232

Dépôt d'une motion par M. Laurent Mosar p. 232

Ordre du jour p. 232

Motion de M. Marc Angel relative à la reconnaissance formelle de l'État de Palestine dans les frontières de 1967 uniquement modifiées moyennant accord des deux parties, au moment qui sera jugé le plus opportun p. 232-237

Motion de M. Laurent Mosar relative à la reconnaissance en principe de l'État palestinien et à l'appui d'une solution fondée sur les deux États dans le cadre d'une mise en marche d'un processus de pourparlers de paix p. 232-237

6725 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire p. 237-240

6712 - Projet de loi portant fusion des communes d'Eschweiler et de Wiltz p. 240-241

6605 - Proposition de loi relative au changement du nom de la commune d'Erpeldange en celui d'Erpeldange-sur-Sûre p. 241-242

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°6** • SESSION ORDINAIRE 2014-2015

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
0730	Claude Haagen	Payement de TVA par les initiatives sociales sur un quart du montant des mises communales
0750	Diane Adehm, Gilles Roth	Économie d'intérêts
0751	Octavie Modert	Rond-point Robert Schaffner dit «Irrgarten»
0752	Diane Adehm, Gilles Roth	Police grand-ducale
0753	Alex Bodry	Plan d'investissement européen
0754	Marcel Oberweis	Politique énergétique du Gouvernement
0755	Diane Adehm, Gilles Roth	Mobilier de l'Université du Luxembourg
0756	Jean-Marie Halsdorf	Maison de la Grande Région
0757	Françoise Hetto-Gaasch	Spots wi-fi publics
0758	Marc Lies	Loi du 31 octobre 2012 portant modification de l'article L.521-3 du Code du Travail
0759	Laurent Mosar, Serge Wilmes	Résolution du Parlement européen du 27 novembre 2014 sur le renforcement des droits des consommateurs au sein du marché unique numérique
0760	Max Hahn, André Bauler	Isolation pour façades
0761	Laurent Mosar	Accord avec les représentants salariaux
0762	Marc Spautz	Suppression des chèques services pour l'enfant concerné durant la durée du congé parental
0763	Martine Hansen	Fermeture du Service des salariés handicapés de l'ADEM à Wiltz
0764	Claudia Dall'Agnol	Sport automobile
0765	Claude Adam	Cours intégrés
0766	Marcel Oberweis	Recul des dépenses en R&D
0767	Laurent Zeimet	Remarques du Ministre de l'Intérieur lors d'une émission radio
0768	Léon Gloden	Implantation de panneaux d'affichage lumineux à l'entrée des bretelles d'accès des autoroutes
0769	Martine Hansen	Régime d'imposition forfaitaire pour l'agriculture et la sylviculture
0770	Justin Turpel	Détermination forfaitaire de l'impôt de personnes
0771	Alex Bodry	Nom de famille des enfants
0772	Justin Turpel	Données de base et orientation de la réforme fiscale
0773	Taina Bofferding	eBac
0774	Gast Gibéryen	Législation sur les drones
0775	Léon Gloden	Secouriste-ambulancier
0776	Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt	Vaccin contre la grippe
0777	Serge Urbany	Éloignement du territoire de personnes ayant déposé une demande en sursis
0778	Claudia Dall'Agnol	Luxembourg Air Rescue
0779	André Bauler	Lycée de Clervaux
0781	Roy Reding	Mortalité des abeilles
0782	Henri Kox	Survols répétés des installations nucléaires françaises par des drones
0784	Justin Turpel	Ligne ferroviaire Thionville-Belval-Longwy
0786	Claudia Dall'Agnol	Application de la loi sur l'euthanasie
0787	Fernand Kartheiser	Perquisitions au Ministère de la Sécurité intérieure et au Ministère de l'Économie
0788	Françoise Hetto-Gaasch	Ratification par le Luxembourg de la Convention Médicrime
0789	Martine Hansen	Adaptations à la formation professionnelle
0790	Jean-Marie Halsdorf	Abus éventuels de suppléments d'honoraires dans le chef de certains médecins
0791	Roy Reding	Procédure d'immatriculation de sociétés au Registre de Commerce et des Sociétés
0792	André Bauler	Économie solidaire
0793	Josée Lorsché	Lien entre l'exposition à des pesticides et l'état de santé des personnes concernées
0794	Serge Urbany	Éloignement du territoire de personnes ayant déposé une demande en sursis
0795	Gilles Baum	PAG de la commune de Mamer
0796	Octavie Modert	Produits phytopharmaceutiques
0797	Martine Hansen, Laurent Zeimet	Démission d'enseignants de la commission d'examen de fin d'études secondaires
0798	Martine Hansen, Marco Schank	Campagne de publicité
0799	Claudia Dall'Agnol	Interventions de la police dans les foyers, écoles, crèches
0800	Martine Hansen, Laurent Zeimet	Démission des enseignants des commissions d'examen de fin d'études secondaires
0801	Sylvie Andrich-Duval	Suivi de l'état de santé des étrangers
0802	Marcel Oberweis	Étude de l'OCDE sur les inégalités en termes de revenus
0803	Serge Wilmes	Direction de l'Aviation (DAC)

Question 0730 (21.11.2014) de **M. Claude Haagen** *(LSAP)* concernant le **payement de TVA par les initiatives sociales sur un quart du montant des mises communales:**

Dans maintes communes luxembourgeoises des initiatives sociales sont cofinancées par les budgets communaux et ceci afin de lutter contre le fléau du chômage, présent dans toutes les catégories d'âge et de sexe.

Ces initiatives sociales ont pour objet de réintégrer des demandeurs d'emploi au monde du travail. Ainsi, les demandeurs d'emploi peuvent bénéficier de formations sociales et techniques de même que d'un suivi socioprofessionnel. Ce procédé de «learning by doing» se fait en étroite collaboration avec l'ADEM.

Or, il me revient que l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines oblige les initiatives sociales de payer sur un quart du montant des mises communales de la TVA à hauteur de 15%.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire et à Monsieur le Ministre des Finances:

1. Messieurs les Ministres peuvent-ils me confirmer cette information?

2. Depuis quand les initiatives sociales en tant qu'associations sans but lucratif sont-elles contraintes de payer cette TVA?

3. Est-ce que toutes les asbl financées par des mises communales sont ou seront soumises à la TVA?

4. Est-ce que ce raisonnement de taxation indirecte s'applique aussi aux syndicats communaux, intercommunaux, régionaux ou nationaux?

5. Le procédé de la TVA est-il appliqué de la même manière par tous les bureaux de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines?

6. Messieurs les Ministres ne sont-ils pas d'avis que l'application de l'imposition sur les mises communales découragera les communes dans leur engagement social pour une réduction du chômage?

7. Au cas où les communes financeront les initiatives sociales non plus par des mises communales, mais par des subsides, l'application de la TVA serait-elle toujours maintenue?

Réponse commune (27.01.2015) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

En réponse aux différentes questions posées par l'honorable Député Claude Haagen, il convient tout d'abord de confiner le contexte légal. En application de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée (ci-après «loi TVA»), les assujettis sont tenus de soumettre à la TVA les livraisons de biens et les prestations de services qu'ils effectuent à titre onéreux à l'intérieur du pays, ceci aux taux en vigueur, à moins qu'il n'existe une exonération expressément prévue par la même loi.

Conformément à l'article 28 de la loi TVA, la base d'imposition d'une telle opération est constituée par la rémunération, terme par lequel il faut entendre tout ce qu'un preneur d'un bien ou d'un service ou une tierce personne doit verser en contrepartie. Font entre autres partie de la rémunération les subventions publiques directement liées à une livraison de biens ou à une prestation de services et allouées à titre de rémunération complémentaire.

Lors des contrôles fiscaux effectués, il a été constaté que, d'une part, certaines initiatives sociales effectuaient des travaux pour les communes sans pour autant les facturer, et que, d'autre part, elles percevaient des subventions de la part des communes.

Dans cette logique, les vérificateurs de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines ont estimé qu'il existe une relation directe entre une partie des subventions versées et les travaux prestés pour les différentes collectivités de droit public, et que, partant, les initiatives sociales sont tenues d'y appliquer la TVA au taux normal, applicable aux services consistant en la mise à disposition de personnel.

Il y a par ailleurs lieu de noter que la quote-part de 25% avancée par l'honorable Député ne représente pas une quote-part fixe, ni un forfait, mais est actuellement basée sur l'analyse des différents contrats existant entre les instances publiques et les initiatives sociales. Toutefois, la preuve du contraire est toujours admissible, ceci au moyen des documents démontrant la réalité économique de l'initiative sociale concernée.

La quote-part de 25% retenue jusqu'à présent s'est avérée représenter la contrepartie de ces prestations dans la plupart des dossiers analysés ce qui s'explique par la similitude des textes et structures de la plupart de ces contrats.

Au vu des constats relatés et suite à diverses entrevues entre l'administration et les représentants des initiatives sociales au cours de l'année 2008, l'administration a dû conclure que la juste application de la TVA exigerait la taxation desdites subventions à partir de l'exercice 2009, sans pour autant revenir sur le passé.

Les subventions sont taxables uniquement dans la mesure où elles représentent la contrepartie de services rendus qui n'ont pas fait l'objet d'une facturation, sans considération d'ailleurs du statut ou de la forme sociétaire de l'initiative bénéficiaire des subventions ni des personnes ou collectivités qui les allouent. La qualification desdites subventions n'est pas non plus de nature à influencer le traitement fiscal applicable.

Le principe constitutionnel de l'équité devant l'impôt ainsi que l'objectif d'éviter toute distorsion de concurrence exigent un traitement fiscal identique de tous les acteurs économiques quels que soient leurs buts ou résultats.

Conformément à ce principe constitutionnel de l'équité devant l'impôt, les services de l'administration sont tenus à un traitement identique et équitable des dossiers.

Afin d'assurer que les communes continuent leur participation importante aux différents projets visant à combattre le chômage, des solutions ad hoc seront recherchées en collaboration avec le Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.

Question 0750 (26.11.2014) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant l'**économie d'intérêts:**

Les économies que certains salariés peuvent tirer du fait qu'ils ont pu obtenir un prêt hypothécaire à taux réduit voire sans intérêts sont considérées, aux termes de l'article 104 LIR, comme revenu et sont dès lors imposables. Le taux d'intérêt permettant le calcul de cette économie d'intérêts a forfaitairement été fixé à 8% par l'article 1er du règlement grand-ducal du 28 décembre 1990 portant exécution de l'article 104, alinéa 3 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 (LIR) concernant l'impôt sur le revenu.

Pour tenir compte de la tendance baissière des taux des prêts, le prédit taux a été diminué progressivement pour être fixé à 2% par le règlement grand-ducal du 21 décembre 2012 modifiant à partir de l'année d'imposition 2013 le règlement grand-ducal susmentionnée du 28 décembre 1990. Cette adaptation est intervenue à une époque où le taux directeur de la Banque centrale européenne était fixé à 0,75%.

Étant donné qu'actuellement le taux directeur de la BCE est fixé à 0,05% et que les taux des prêts hypothécaires sont à un niveau très bas, il s'ensuit que le différentiel entre le taux de référence pour évaluer l'avantage qu'un salarié tire d'un prêt sans intérêts ou à intérêts réduits et le prêt hypothécaire s'est considérablement agrandi. Or, ce différentiel est considéré comme un avantage en nature et partant imposable à ce titre.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser la question suivante à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre envisage-t-il de modifier le taux visé au règlement grand-ducal du 28 décembre 1990?

Réponse (22.12.2014) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

En réponse à la question parlementaire n°0750 des honorables Députés, je tiens à préciser que le taux de l'économie d'intérêts est prévu pour être adapté à 1,5% à partir du 1er janvier 2015 dans le cadre d'un projet de règlement grand-ducal modifiant à partir de l'année d'imposition 2015 le règlement grand-ducal modifié du 28 décembre 1990 portant exécution de l'article 104 alinéa 3 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (fixation des recettes provenant de l'économie et de la bonification d'intérêts).

Question 0751 (26.11.2014) de **Mme Octavie Modert** *(CSV)* concernant le **rond-point Robert Schaffner dit «Irrgarten»:**

Dans sa réponse à la question parlementaire n°0625 *(cf. compte rendu n°2/session extraordinaire 2014-2015)*, Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures a fait état de ce qu'«en général, des études à niveau international préconisent qu'un giratoire est uniquement justifié en cas d'une faible charge de trafic (d'une part, ou si la sécurité routière y fait obstacle)».

- Dans cet ordre d'idées, et compte tenu de l'augmentation de trafic depuis la construction du rond-point Robert Schaffner communément appelé «Irrgarten», y entraînant systématiquement des situations d'embouteillages soutenues notamment en direction de ou en venant de Sandweiler, Monsieur le Ministre estime-t-il que cette constatation s'applique aussi au giratoire prémentionné?

- Dans l'affirmative, de quelle manière Monsieur le Ministre entend-il intervenir afin de résoudre le problème?

- Dans la négative, quelle solution Monsieur le Ministre envisage-t-il afin de délester le trafic au rond-point concerné et ses alentours?

Réponse (22.12.2014) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Députée, je puis fournir les informations suivantes:

Le rond-point Robert Schaffner (communément appelé «Irrgarten») constitue un carrefour à six branches et y aboutissent deux sorties de l'autoroute A1, deux segments de la route nationale N2, un segment de la route nationale N2A ainsi que la rue MacAdam. Le giratoire installé à cet endroit n'est pas un simple giratoire de faible diamètre auquel la constatation, peut-être trop générale, qu'un giratoire ne soit justifié en cas d'une faible charge du trafic ne peut être transposée. Il est dimensionné pour un trafic moyen selon les standards en vigueur à l'époque de sa construction. Il comporte d'ores et déjà d'aménagements pour améliorer la fluidité du trafic, notamment trois by-pass (A1-N2; N2-N2A et N2-A1) évitant aux automobilistes tournant à droite de devoir emprunter le giratoire. Néanmoins des problèmes de fonctionnement de ce giratoire ont été repérés. À remarquer que tout aménagement doit prendre en compte les impératifs de la sécurité sur l'autoroute A1 et tout reflux de la circulation sur les sorties de l'autoroute A1 doit être évité, de sorte qu'il ne puisse y gêner la circulation.

Actuellement, une microsimulation de la circulation et différents scénarios de réorganisation de l'échangeur «Irrgarten» sont à l'étude.

À court terme, un aménagement du giratoire en «turbo» et l'installation de feux tricolores y régulant les entrées de véhicules sont examinés.

À moyen terme, un by-pass de la route nationale N2 ainsi qu'une meilleure prise en compte du transport en commun et de la mobilité douce sont envisagés.

Question 0752 (26.11.2014) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **Police grand-ducale:**

Fin août, le Ministre de la Force publique a officiellement annoncé la composition de la future direction de la Police grand-ducale. Selon des informations de l'hebdomadaire «Télécran», trois chefs de département de la police judiciaire auraient récemment démissionné de leur poste.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer la démission de leur poste de chef de département de trois membres de la police judiciaire?

- En cas de réponse affirmative, Monsieur le Ministre est-il informé des raisons de ces démissions et peut-il nous en renseigner?

- Est-ce que des réclamations ou recours ont été introduits contre les nouvelles nominations auprès de la direction de la Police grand-ducale?

- Depuis la nomination de la nouvelle direction de la Police grand-ducale, y a-t-il eu d'autres changements de personnel, comme annoncé par Monsieur le Ministre dans la réunion jointe de la Commission de la Force publique et de la Commission juridique en date du 16 septembre 2014?

Réponse (02.12.2014) de **M. Etienne Schneider,** Ministre de la Sécurité intérieure*:*

Trois membres du cadre supérieur nommés à la direction du service de police judiciaire ont demandé à réintégrer le cadre opérationnel et il a été fait droit à leur demande. Il s'agit d'un choix personnel des fonctionnaires et il n'appartient pas au Ministre d'en juger.

Jusqu'à présent une seule nomination a eu lieu au sein de la direction générale de la police. Celle-ci n'a pas fait l'objet d'une réclamation ou d'un recours.

Le poste de directeur régional d'Esch-sur-Alzette, devenu vacant suite à la nomination de Monsieur Donven à la fonction de directeur général adjoint de la police, sera occupé par l'actuel directeur de l'Information, ce dernier étant remplacé à son poste par l'actuel directeur adjoint des ressources humaines.

Question 0753 (26.11.2014) de **M. Alex Bodry** *(LSAP)* concernant le **plan d'investissement européen:**

Le Président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker a annoncé un plan d'investissement de 300 milliards d'euros qui devra redynamiser la croissance. Un appel a projets a été lancé et chaque État pouvait présenter des projets structurants en mal d'investissements et réalisables d'ici 2018.

- Monsieur le Ministre des Finances peut-il m'informer de manière détaillée sur la liste de projets que le Luxembourg a remis en vue de leur intégration éventuelle dans le plan d'investissement européen?

Réponse (22.12.2014) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Lors de leur Conseil informel le 13 septembre dernier sous la Présidence italienne, les Ministres des Finances de l'UE ont lancé l'initiative de la création d'une task-force ad hoc sur l'investissement sous la coprésidence de la Banque européenne d'investissement (BEI) et la Commission européenne (COM). Face à un environnement macroéconomique caractérisé par une fragilité accrue de la reprise économique dans l'UE, les ministres ont estimé qu'un effort plus important devrait être attribué au rôle de l'investissement public et privé dans le choix des politiques économiques, à côté des politiques budgétaires et des politiques de réforme structurelle, afin de renforcer la croissance économique.

Le Conseil ECOFIN du 14 octobre a ensuite entériné plus spécifiquement le mandat de la task-force qui contenait les missions suivantes:

- identifier les tendances majeures en matière d'investissement et les besoins d'investissement dans des secteurs clé pour la croissance;

- analyser les barrières à l'investissement et au développement de projets;

- proposer des solutions pour améliorer l'environnement en faveur de l'investissement;

- compiler une liste d'investissements/projets stratégiques avec une valeur ajoutée européenne qui pourront être mis en œuvre en un laps de temps très court: il peut s'agir d'investissements privés, publics, publics-privés.

Le rapport devait être finalisé pour le Conseil ECOFIN du 9 décembre et pour le Conseil européen des 18/19 décembre. Le rapport final est disponible sous les liens suivants: http://ec.europa.eu/priorities/jobs-growth-investment/plan/index_en.htm et http://www.eib.org/about/invest-eu/index.htm?media=shortlink

Quant aux secteurs clé visés dans le cadre de l'exercice, il s'agissait des secteurs suivants:

- connaissance économique et numérique;

- union de l'énergie;

- transports;

- infrastructure sociale;

- ressources et environnement.

Finalement, la sélection des projets devait suivre les critères suivants: i) avoir une valeur ajoutée européenne, i. e. permettant la réalisation des objectifs de l'UE; ii) être économiquement viable ou socialement utile; iii) pouvant commencer à être mis en œuvre pendant les trois prochaines années 2015-2017.

Au niveau national, le Ministère des Finances a engagé un processus de consultation aussi bien au sein de l'administration publique qu'avec le secteur privé par le biais des chambres professionnelles en vue de préparer la contribution nationale.

Compte tenu des contraintes de temps, ce processus de consultation a permis de compiler une liste des projets ou programme de projets qui peut être caractérisée par les éléments suivants (dont la liste spécifique se trouve en annexe):

- Neuf grands projets/programmes composés de 35 projets individuels;

- Les secteurs concernés étant: union de l'énergie (efficacité énergétique, connectivité et production), ressources et environnement (traitement de l'eau), transports (train, tramways), infrastructure sociale (logements sociaux, santé).

Notons qu'au niveau européen, les États membres et la COM ont soumis plus de 2.000 projets avec un coût total de 1,3 trillion d'euros et un coût estimé pour la période 2015-2017 de plus de 500 milliards euros.

Il s'agit du début d'un processus autour de la question de l'investissement où les principaux éléments doivent encore être mis en place. Dans ce contexte, il est entre autres de souligner que:

- les listes de projets compilées par la task-force ne sont pas définitives mais restent bien ouvertes aux modifications;

- les listes ne sont pas associées à un financement automatique par le nouveau plan d'investissement de la COM, i. e. un projet sur la liste peut ne pas avoir de financement, alors qu'un projet qui ne se trouve pas sur la liste pourra très bien avoir un financement.

(annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire)

Question 0754 (27.11.2014) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant la **politique énergétique du Gouvernement:**

Le programme du Gouvernement place la transition énergétique au rang de ses priorités politiques. Dans un article du «Luxemburger Wort» du 8 novembre 2014, 90% des experts en la matière, tout comme 79% des citoyens seraient d'avis que la transition énergétique est nécessaire. Rappelons que la directive 2009/28CE du 23 avril 2009 relative à la promotion de l'utilisation d'énergies renouvelables a prévu pour le Grand-Duché de Luxembourg un taux de 11% de ces énergies dans le mix énergétique d'ici 2020. Selon les statistiques, le Luxembourg se situait à 4,32% en 2013.

Les Ministres de l'Économie et de l'Environnement avaient écrit dans une réponse commune à la question parlementaire n°0151 du 17 mars 2014 *(cf. compte rendu n°5/session extraordinaire 2013-2014)* qu'à l'horizon 2020, le programme d'action prévoit pour l'énergie éolienne une production de 239 GWh. Fin 2013, celle-ci s'élevait à 82 GWh. Les Ministres ont en outre fait savoir que divers acteurs du secteur de l'énergie éolienne sont en train de finaliser le développement de projets existants et d'en développer d'autres. Cette mise en œuvre permettra au Gouvernement de s'approcher des potentiels et objectifs nationaux en matière d'énergie éolienne conformément au plan d'action national relatif aux énergies renouvelables.

De surcroît, la barre des 40% de réduction des émissions de CO_2 d'ici 2030 par rapport à 1990 a été ambitionnée par les États membres de l'Union européenne, notamment par le Premier Ministre luxembourgeois, à l'occasion du sommet sur le climat. Les pays devraient contribuer à cet objectif par rapport à leur situation économique et leur revenu par tête. Le Luxembourg pourrait ainsi être contraint de réduire les émissions CO_2 de plus de 40%.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Monsieur le Ministre dispose-t-il des détails concernant les projets en développement des acteurs du secteur de l'énergie éolienne? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il fournir ces détails?

- Monsieur le Ministre est-il d'avis que l'ambition des 40% par rapport à la réduction des émissions de CO_2 d'ici 2030 est réellement atteignable? Dans l'affirmative, comment le Gouvernement envisage-t-il y parvenir, sachant que 10% des recettes de l'État proviennent de la vente des carburants?

Réponse (22.12.2014) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Marcel Oberweis concernant la politique énergétique du Gouvernement, je puis vous communiquer les informations ci-après:

Le programme d'action national en matière d'énergies renouvelables fixant les mesures à adopter en vue de la réalisation de l'objectif de 11% d'énergies renouvelables de la consommation finale d'énergie nationale prévoit pour l'énergie éolienne une production de 239 GWh en 2020. Les statistiques nationales de l'énergie de l'année 2013 font état d'une production d'énergie éolienne de quelque 82 GWh. Il doit cependant être considéré que l'année 2013 est en dessous d'une année moyenne sur le plan du vent.

Le développement de l'énergie éolienne sur le territoire national à l'horizon 2020 se fait par des acteurs qui ne sont pas tous connus par le ministère ayant l'énergie dans ses attributions. Certains des acteurs ont cependant indiqué qu'ils sont en train de développer une série de projets sur le territoire national qui dans leur intégralité correspondent aux objectifs nationaux en matière d'énergie éolienne tels qu'inscrits dans le plan d'action national en matière d'énergies renouvelables.

Comme relaté dans la réponse à la question parlementaire n°2740 du 23 mai 2013 de Monsieur le Député Marcel Oberweis *(cf.*

compte rendu n°12/2012-2013), la société Soler SA, une joint-venture des sociétés SEO SA et Enovos Luxembourg SA, qui est impliquée dans un grand nombre de projets éoliens sur le territoire national, a confirmé que le projet le plus avancé est l'extension du parc éolien «Wandpark Kehmen-Heischent SA» (puissance supplémentaire de 7,05 MW) pour lequel les travaux de construction ont démarré et la mise en service est prévue pour la seconde moitié de 2015. D'autres projets sont à différents stades de la procédure d'autorisation, les plus avancés sont les parcs éoliens «Rulljen-Géisdref», «Harel-Walter-Eeschpelt»,«Housen-Pëtschent», «Garnech» et l'extension du parc éolien existant «Wandpark Gemeng Hengischt SA». Pour ces projets des mats de mesure sont actuellement érigés pour déterminer le gisement du vent et ainsi confirmer la faisabilité et la rentabilité des projets.

Par ailleurs, il a été porté à notre connaissance que d'autres acteurs privés et publics sont en train de développer des projets dans les communes de «Wëntger» (acteur privé) et «Déifferdeng» (acteur public).

Quant à la question concernant l'ambition en matière de la réduction des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030, il y a lieu de considérer que le Gouvernement luxembourgeois a toujours plaidé pour un objectif d'au moins 40% au niveau communautaire et a souligné vouloir faire un effort considérable au niveau national. Le partage des efforts entre États membres, lequel reste à être déterminé, devrait cependant se faire en appliquant le principe de coût-efficacité au niveau européen et dans un cadre de flexibilité entre États membres. Des analyses plus poussées sur les questions liées à la vente de carburants sont actuellement en cours.

Question 0755 (27.11.2014) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant le **mobilier de l'Université du Luxembourg:**

Un article de presse apparu sur «L'essentiel Online» relaie un «don» de la société PWC de quelque 550 pièces de meubles, essentiellement des bureaux et armoires, pour la somme d'un euro.

Lors de la réunion jointe de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace, Monsieur le Ministre des Infrastructures avait indiqué que les deux tiers du mobilier dont dispose actuellement l'Université du Luxembourg seraient réutilisés.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Infrastructures et à Monsieur le Ministre des Finances:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer les informations contenues dans l'article de presse susmentionné?

- En cas de réponse affirmative, cette transaction aura-t-elle un impact sur le montant de 140 millions d'euros accordés à l'Université du Luxembourg par la loi du 4 août 2014 relative à l'équipement meublant, scientifique, informatique et autres des bâtiments de la Cité des Sciences à Belval?

- Est-ce que le «don» de la société PWC peut être considéré comme étant fiscalement déductible?

- En cas de réponse affirmative, quel sera le déchet fiscal?

Réponse commune (20.01.2015) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures,* de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

Par leur question parlementaire, les honorables Députés souhaitent avoir des renseignements sur le «don» de meubles de la part de la société PWC à l'Université du Luxembourg.

Nous avons effectivement le plaisir de confirmer les informations que la société PWC a fait un don à l'université de 544 bureaux et de 502 armoires pour la somme symbolique d'un euro.

En effet, tous ces meubles pourront être réutilisés pour l'aménagement de la Maison du Savoir, de la Maison des Sciences humaines et d'autres maisons qui ne sont pas encore achevées. Pour l'aménagement de la Maison du Savoir et de la Maison des Sciences humaines cette transaction permet de réaliser une économie immédiate de l'ordre de 625.000 euros. Pour l'aménagement d'autres maisons cette transaction pourrait permettre de réaliser une économie supplémentaire de quelque 750.000 euros.

Enfin, suivant les indications reçues de la part de la société PWC, les équipements étaient totalement amortis de sorte qu'aucune déductibilité fiscale n'a été réalisée.

Question 0756 (27.11.2014) de **M. Jean-Marie Halsdorf** *(CSV)* concernant la **Maison de la Grande Région:**

Ouverte au public en novembre 1999, la Maison de la Grande Région a pour mission de jouer un rôle de liaison et de contact au service des citoyens de la Grande Région, des administrations nationales ou régionales respectives ainsi que des diverses institutions interrégionales.

Elle assume deux fonctions distinctes: d'une part, une fonction dite «externe» qui consiste dans la représentation et l'identification publiques de la coopération transfrontalière au sein de la Grande Région et, d'autre part, une fonction dite «interne» en tant qu'outil administratif de suivi des travaux du Sommet de la Grande Région et des ses groupes de travail. Cette fonction ayant été consolidée par la création du Groupement européen de coopération territoriale (GECT) «Secrétariat du Sommet de la Grande Région» par l'arrêté grand-ducal du 30 juillet 2013 dont l'objet est la gestion du secrétariat du Sommet de la Grande Région (article 2 des statuts du GECT) et dont le siège a été fixé au sein de la Maison de la Grande Région (article 5 des statuts du GECT).

Ayant participé récemment à une table ronde sur la Grande Région, j'ai appris que la Maison de la Grande Région devrait être délocalisée à Esch-sur-Alzette dans les bâtiments actuels des CFL à la gare eschoise.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre à la Grande Région:

- Madame la Ministre peut-elle confirmer que la Maison de la Grande Région sera réellement délocalisée à Esch-sur-Alzette?

En cas de réponse affirmative,

- quels sont les arguments ayant donné lieu à cette décision en sachant que, lors de sa création en 1999, le Gouvernement luxembourgeois avait décidé avec le soutien de l'ensemble des autres partenaires de la coopération transfrontalière que le lieu adéquat pour son implantation était indiscutablement la ville de Luxembourg, capitale de l'Europe et de la Grande Région?

- la décision du Gouvernement a-t-elle été approuvée par les autres partenaires de la coopération en sachant que le GECT «Secrétariat du Sommet de la Grande Région» est porté politiquement, juridiquement et financièrement par ces mêmes partenaires et que toute décision d'ampleur concernant le GECT doit être approuvée par l'Assemblée générale du GECT?

- quelles sont les structures qui seront présentes au sein de la Maison de la Grande Région en sachant qu'en 2013, le Gouvernement luxembourgeois avait entamé des réflexions en vue de son élargissement à d'autres structures transfrontalières telles que QuattroPole (le bourgmestre de la ville de Luxembourg de l'époque s'étant joint à cette idée), EuRegio, SaarLorLux+, l'Espace culturel de la Grande Région et le secrétariat du Comité économique et social de la Grande Région?

- la Direction à la Grande Région, en tant qu'administration représentant le Gouvernement luxembourgeois et en charge depuis la mise en place de la Maison de la Grande Région de sa gérance/gestion, déménagera-t-elle aussi à Esch-sur-Alzette? En cas de réponse négative, pour quelles raisons n'est-ce pas le cas, sachant que le GECT est de droit luxembourgeois?

- pour quand l'emménagement est-il prévu?

Réponse (12.12.2014) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre à la Grande Région:*

Le 14e Sommet de la Grande Région s'étant tenu en date du 4 décembre 2014 à Mayence a adopté unanimement la déclaration commune des exécutifs de la Grande Région. Cette déclaration retient que: «Le Sommet se félicite de l'installation de la Maison de la Grande Région élargie à Esch-sur-Alzette. Il remercie le Grand-Duché de Luxembourg pour la mise à disposition de l'immeuble. Cette Maison de la Grande Région a vocation à accueillir et à regrouper les organisations œuvrant au bénéfice de la Grande Région.»

L'immeuble dans lequel la Maison de la Grande Région élargie sera installée a un haut degré de reconnaissance et se situe à la gare d'Esch-sur-Alzette. Il se trouve par ailleurs à quelques pas du centre-ville d'Esch-sur-Alzette et de sa zone piétonne. Une nouvelle auberge de jeunesse est également en construction à proximité immédiate de l'immeuble en question. La Maison de la Grande Région se trouve à quatre minutes en train du site d'Esch/Belval où l'Université du Luxembourg ainsi que les différents centres de recherche sont appelés à ouvrir leurs portes.

Depuis plusieurs années l'on cherchait un endroit approprié pouvant accueillir les secrétariats, notamment, du Sommet de la Grande Région, du Comité économique et social, de l'EuRégio, du réseau des villes QuattroPole, du réseau des villes ToniCité, d'Interreg, de l'UniGR et de l'espace culturel. Avec la mise en place de la Maison de la Grande Région élargie à Esch-sur-Alzette ce sera enfin chose faite. Les organisations y représentées pourront ainsi encore mieux répondre à leur vocation qui est de rendre la Grande Région plus visible et proche des citoyens.

L'article 109 de notre Constitution stipule: «La ville de Luxembourg est la capitale du Grand-Duché et le siège du Gouvernement.» Le Ministère à la Grande Région est donc installé à Luxembourg-ville.

L'emménagement des différentes organisations dans la Maison de la Grande Région élargie à Esch-sur-Alzette se fera dans le courant de l'année 2015.

Question 0757 (27.11.2014) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant les **spots wi-fi publics:**

Lors de l'ouverture des «Luxembourg Internet Days», Monsieur le Premier Ministre a déclaré qu'au moment de la Présidence luxembourgeoise de l'Union européenne, au second semestre 2015, l'État luxembourgeois mettra à disposition gratuitement les spots wi-fi publics de la ville de Luxembourg.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Premier Ministre et Ministre des Communications et des Médias:

- À la lumière de l'attractivité touristique du pays et notamment du tourisme des conférences, Monsieur le Premier Ministre n'estime-t-il pas que l'on pourrait maintenir cette gratuité également après la Présidence?

Réponse commune (18.12.2014) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État; Ministre des Communications et des Médias,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

Au vu de l'attractivité touristique, la mise à disposition d'un wi-fi gratuit à l'aéroport, à la gare de Luxembourg et à des endroits à forte fréquentation touristique à Luxembourg-ville pendant la durée de la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne aura certainement une résonance très positive auprès des nombreux délégués officiels et autres visiteurs étrangers que notre capitale accueillera durant la deuxième moitié de l'année 2015.

Comme indiqué dans la réponse à la question parlementaire n°0719 des honorables Députés, Madame Diane Adehm et Monsieur Gilles Roth, portant également sur le wi-fi gratuit *(cf. compte rendu n° 5 / 2014-2015)*, des réflexions sont en cours pour déterminer la manière dont la mise à disposition du wi-fi gratuit pourra être maintenue au-delà de la Présidence. Sur base des conclusions tirées de la Présidence, il s'agira notamment d'évaluer dans quelle mesure les coûts à supporter pour pouvoir offrir la gratuité du wi-fi de façon permanente et à large échelle sont en relation avec les bénéfices qu'il sera possible d'en tirer pour le secteur du tourisme.

Question 0758 (27.11.2014) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant la **loi du 31 octobre 2012 portant modification de l'article L.521-3 du Code du Travail:**

La loi du 31 octobre 2012 a eu pour objet de répondre à une plainte d'une ressortissante allemande auprès de la Commission européenne. Cette dernière s'opposait en effet aux dispositions anticumul contenues à l'article L-521-3 du Code du Travail de l'époque. Le bénéfice des indemnités de chômage était entre autres subordonné à la condition que la personne concernée n'était bénéficiaire ni d'une pension de vieillesse ou d'invalidité ni d'une rente plénière d'accident.

Alors que la suppression de l'alinéa litigieux de l'article L.521-3 du Code du Travail visait en premier lieu de rendre le droit luxembourgeois conforme au droit européen, celle-ci a par là même écarté la clause anticumul pour les situations purement nationales.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

1. Combien de personnes ont bénéficié au cours des années 2012 et 2013 d'une pension de vieillesse, d'invalidité voire d'une rente plénière d'accident, en même temps que des indemnités de chômage? Serait-il possible d'obtenir un relevé détaillé par an et par type de prestations cumulées (chômage + pension de vieillesse, chômage + pension d'invalidité, etc.)?

2. Combien d'indemnités de chômage (en termes absolus) ont été allouées à l'ensemble des personnes bénéficiaires d'une des pensions et/ou rente susmentionnées au cours des années 2012 et 2013?

3. Combien d'indemnités de chômage ont en moyenne été versées par mois aux personnes bénéficiaires d'une des pensions ou rente susmentionnées? Serait-il possible d'obtenir la moyenne mensuelle des indemnités de chômage versées par personne au cours des années 2012 et 2013, de même que les montants minima et maxima?

4. Existe-t-il des estimations quant au nombre de personnes se trouvant dans des situations qu'on qualifierait de «non purement internes» qui ont pu bénéficier de la suppression de l'alinéa en cause? Dans l'affirmative, serait-il possible d'obtenir pour ces personnes également les chiffres demandés sous 1. et 2.?

5. Monsieur le Ministre considère-t-il que le système en place est toujours approprié ou envisage-t-il de modifier la législation afin de mettre fin à certaines dérives?

Réponse (07.01.2015) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

Ad 1. Il nous est impossible de fournir un relevé détaillé concernant le nombre de personnes ayant bénéficié de prestations cumulées au cours des années 2012 et 2013, étant donné que l'ADEM ne tient pas de statistiques sur ce type de prestations.

Seules les personnes dont le revenu dépasse 1,5 fois le salaire minimum garanti, soit 2.881,55 euros bruts, peuvent être détectées par notre système informatique. Ainsi, nous avons pu retracer cinq cas pour 2012-2013. Pour chacun de ces cas, il s'agit d'un cumul des indemnités de chômage complet et d'une pension de vieillesse.

Ad 2. Nous ne disposons pas de chiffres et cela pour les mêmes raisons que celles évoquées sous 1.

Ad 3. Nous basant sur les cinq cas répertoriés, la moyenne mensuelle des indemnités de chômage complet versées aux personnes bénéficiaires d'une pension de vieillesse s'élève à: 2.178,86 euros, avec un montant minimal versé de 543,58 euros et un montant maximal de 3.723,02 euros.

Ad 4. Concernant les situations dites «non purement internes», nous ne détenons pas de chiffres sachant que les personnes concernées ne disposent en général pas d'un revenu dépassant le montant maximal, et sont de ce fait indétectables.

Ad 5. S'il n'y a pas lieu de parler de «dérive» en la matière, l'ADEM a été instruite d'adapter son système informatique pour mieux suivre les cas en question et d'en informer le Ministère.

Question 0759 (28.11.2014) de **MM. Laurent Mosar** et **Serge Wilmes** *(CSV)* concernant la **résolution du Parlement européen du 27 novembre 2014 sur le renforcement des droits des consommateurs au sein du marché unique numérique:**

Dans cette résolution, le Parlement européen souligne l'importance du marché de la recherche en ligne et invite la Commission à faire appliquer les règles de concurrence de l'Union avec fermeté et à envisager de présenter des propositions visant à séparer les moteurs de recherche des autres services commerciaux.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Existe-t-il des acteurs présents sur le marché numérique luxembourgeois qui, le cas échéant, violent les règles de concurrence nationales voire européennes?

- Quelle est la position du Gouvernement par rapport à la proposition du Parlement de séparer les moteurs de recherche des autres services commerciaux?

Réponse (06.01.2015) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

En réponse à la question parlementaire des honorables Députés Laurent Mosar et Serge Wilmes sur le marché numérique unique et les moteurs de recherche, je puis vous communiquer les informations ci-après:

À la connaissance du Gouvernement, aucune société établie au Luxembourg et exploitant un moteur de recherche sur Internet n'enfreint les règles du droit de la concurrence.

Dans la résolution du Parlement européen du 27 novembre 2014 à laquelle les honorables Députés font allusion, il est demandé à la Commission européenne «d'envisager de présenter des propositions visant à séparer les moteurs de recherche des autres services commerciaux comme l'un des éventuels moyens à long terme permettant de réaliser les objectifs précités», à savoir garantir des conditions concurrentielles au sein du marché intérieur unique numérique.

Toute éventuelle proposition allant dans ce sens devra en tout état de cause se baser sur une étude d'impact intégrée dans laquelle la Commission européenne devra tout d'abord évaluer l'opportunité et la faisabilité d'une action pour justifier une éventuelle exigence de dissocier les services fournis par les moteurs de recherche. Il convient de noter aussi que, selon le droit de l'Union européenne, des restrictions ou des interdictions d'exercer des activités conjointement ne peuvent être imposées qu'à titre exceptionnel, lorsque ceci est justifié par une raison impérieuse d'intérêt général.

N'ayant pas connaissance de problèmes précis au Luxembourg dans ce secteur, le Gouvernement estime qu'il conviendra tout d'abord d'analyser l'étude d'impact que la Commission européenne devra soumettre pour justifier une éventuelle action. Cette étude devra confirmer les présomptions du Parlement européen, à savoir que le marché de la recherche en ligne ne respecterait pas les règles de concurrence en vigueur au sein de l'Union européenne, avant de pouvoir s'exprimer sur l'opportunité d'agir dans ce domaine.

Question 0760 (01.12.2014) de **MM. Max Hahn** et **André Bauler** *(DP)* concernant l'**isolation pour façades:**

Lors de travaux d'assainissement énergétique ainsi que lors de la construction de nouvels immeubles résidentiels, de maisons unifamiliales, de logements collectifs et d'écoles, le recours à des matières d'isolation pour les façades est incontournable. Or, l'expérience a bien révélé que certains de ces produits peuvent impliquer des risques à plusieurs niveaux. Par rapport à cette thématique, Madame la Ministre avait déjà déclaré, lors d'une réunion de la Commission de l'Environnement, qu'un groupe de travail ministériel serait en train d'entreprendre des analyses dans ce sens.

Voilà pourquoi nous souhaiterions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

- Madame la Ministre a-t-elle averti le groupe de travail en question qu'une étude approfondie de la durabilité des produits d'isolation pourrait être souhaitable, notamment en tenant compte de l'énergie grise consommée au moment de la production, du transport et du recyclage de ces produits? Quels sont les efforts nécessaires au moment de la destruction du bâtiment?

- Madame la Ministre a-t-elle connaissance du fait qu'une série de matériaux d'isolation non organiques, notamment le polystyrène, sont facilement inflammables? Ainsi, le 14 mai 2012, à Roubaix, des flammes se sont répandues sur la façade d'un immeuble isolé en polystyrène et 40 incendies ont été répertoriés depuis 2012 sur de telles façades isolantes en Allemagne[1]. Et d'ajouter que l'Inspection du Travail et des Mines n'accepte plus ce matériau dans le cadre d'autorisations d'exploitation des établissements classés. À préciser également que l'Administration des Bâtiments publics et certaines communes ne font plus recours à ce matériau d'isolation.

- Vu que 70% des décès causés par des incendies se produisent à l'intérieur des habitations et étant donné que les enfants sont les plus vulnérables dans ce contexte, Madame la Ministre n'estime-t-elle pas que ces matériaux devraient être remplacés par des substances se distinguant par une meilleure résistance au feu et étant plus respectueuses de l'environnement?

Réponse commune (12.01.2015) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement,* et de **Mme Maggy Nagel,** *Ministre du Logement:*

En collaboration avec des partenaires externes, le Ministère du Logement a élaboré une évaluation environnementale des matériaux de construction dans le cadre de la certification «LENOZ - Lëtzebuerger Nohaltegkeets-Zertifizéierung fir Wunngebaier».

Deux indicateurs ont ainsi été développés pour l'évaluation des matériaux de construction:

- Un indicateur relatif au besoin en énergie primaire - I_{prim}

Est pris en compte le besoin en énergie primaire du bâtiment sur une période de 30 ans ainsi que la quantité d'énergie primaire contenue dans les matériaux au moment de la construction.

- Indicateur environnemental - I_{env}

Il se compose de cinq critères environnementaux:

• le potentiel de réchauffement climatique

• le potentiel d'appauvrissement de la couche d'ozone

• le potentiel de formation d'ozone photochimique

• le potentiel d'acidification

• le potentiel d'eutrophisation

De plus, un indicateur écologique I_{eco} peut être généré afin d'évaluer ensemble les impacts en termes environnementaux et énergétiques.

Des informations détaillées concernant les différents facteurs sont disponibles dans le manuel de la certification LENOZ sur le site Internet du Ministère du Logement: http://www.ml.public.lu/fr/lenoz/index.html

Le recyclage des matériaux de construction n'a malheureusement pas pu être intégré directement dans les indicateurs décrits ci-dessus, étant donné qu'il n'existe pas de base de données complète à ce sujet. Néanmoins, le critère du recyclage est traité dans le cadre de la certification LENOZ à savoir au chapitre 5.8 «Rückbaubarkeit, Recycling und Demontage». Il s'agit ici d'une documentation à établir qui récapitule tous les matériaux utilisés lors de la construction et d'une description des potentiels de recyclage.

Quant aux deux dernières questions, des cas concrets au Luxembourg dans lesquels le recours à un matériel isolant particulier aurait contribué à une augmentation du risque d'incendie n'ont pas été portés à notre connaissance. Sachant néanmoins que de tels cas se seraient produits à l'étranger, nous tenons à souligner qu'une composante écologique sera intégrée au futur régime d'aides financières d'application à partir de 2017, de façon à encourager le recours à des matériaux d'isolation autres que le polystyrène largement utilisé de nos jours.

Question 0761 (02.12.2014) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant l'**accord avec les représentants salariaux:**

D'après les termes de cet accord, le Gouvernement se serait engagé auprès des représentants salariaux à transposer l'accord salarial dans la fonction publique sur les salariés tombant dans le champ d'application des conventions collectives de travail FHL et SAS.

Le budget pour l'année 2014 prévoyait déjà dans son article 33.001. (code: 01.33) «Accord salarial: Dépenses à charge du budget de l'État pour le secteur public élargi» une enveloppe de 3.968.000 euros, celui pour 2015 se limitant au montant de 100 euros.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances, à Madame la Ministre de la Santé, à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Quel est l'impact financier pour le budget de l'État 2015 de la transposition de l'accord salarial dans la fonction publique sur les salariés susmentionnés? Quid de l'impact pour les années subséquentes? Quel est l'impact global sur le budget de la transposition de l'accord salarial au secteur public élargi en 2015 et pour les années subséquentes? Serait-il possible d'en obtenir le détail par secteur (personnes âgées, maisons relais pour enfants, jeunesse, etc.), communes, établissements publics et autres?

- À considérer que la situation financière de la sécurité sociale évoluera de manière à rendre nécessaire une hausse des cotisations, le Gouvernement entend-il alors respecter l'engagement pris auprès des représentants salariaux et augmenter sa propre participation? À défaut, comment l'État entend-il réagir à une telle situation?

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer que ladite transposition n'a pas encore été budgétisée dans le projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État 2015?

Réponse commune (08.01.2014) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

La réforme dans la fonction publique aura certainement un impact sur les négociations des conventions collectives du secteur hospitalier et du secteur d'aides et de soins et du secteur social. Les adaptations passées des conventions collectives se sont largement inspirées des accords salariaux négociés dans la fonction publique. Le Gouvernement maintient le principe que l'accord salarial de la fonction publique soit transcrit auxdits secteurs. Plus spécifiquement l'allocation d'une prime unique (0,9% du traitement annuel) et l'augmentation de la valeur du point indiciaire (2,2%) seront à prendre en considération.

De même, le Gouvernement est d'avis que la transcription devra impérativement tenir compte des autres mesures envisagées au niveau de la fonction publique, à savoir le reclassement de certaines carrières du personnel soignant, la prolongation des périodes de stage, la pondération des rémunérations de début de carrière sur la durée du stage et la suppression de la majoration de l'indice. Une transcription indifférenciée de ces mesures prévues dans la fonction publique vers le secteur hospitalier et le secteur d'aides et des soins engendrerait des économies de l'ordre de 0,8% de la masse des traitements à court terme et de 1,5% à moyen terme en vue d'assurer un effet neutre du point de vue budgétaire à long terme.

Le point 12 de l'accord entre le Gouvernement et la CGFP, l'OGB-L et le LCGB à l'issue des discussions du 28 novembre 2014 prévoit que le renouvellement des conventions collectives de travail FHL (établissements hospitaliers) et SAS (secteurs d'aides et de soins et du secteur social) est négocié sur base d'une enveloppe globale fixée suivant les dispositions inscrites à l'article 28 de la convention collective de travail FHL, respectivement à l'article 12 de la loi modifiée du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique, dite loi ASFT.

Plus spécifiquement concernant le secteur d'aides et de soins (SAS), la question de la transposition de l'accord salarial de la fonction publique devra être soumise à l'avis de la commission paritaire. Cet avis devra comprendre une évaluation de l'impact financier pour le secteur ainsi qu'une proposition d'adaptation du montant de l'enveloppe financière. Au niveau du secteur hospitalier (FHL), la convention collective prévoit une méthode de calcul dont la finalité consiste à transposer et chiffrer les incidences des adaptations catégorielles et générales des rémunérations, des traitements et des conditions de travail dans la fonction publique luxembourgeoise sur les salariés tombant dans le champ d'application de la convention collective de travail des établissements hospitaliers luxembourgeois. À l'heure actuelle, il est difficile de se prononcer sur l'impact définitif des transpositions envisagées, les discussions au niveau de la commission paritaire n'ayant pas encore débuté.

La situation financière de l'assurance maladie, et plus spécifiquement le financement des établissements hospitaliers par l'enveloppe budgétaire bisannuelle, et de l'assurance dépendance permettra d'absorber graduellement les surcoûts temporaires engendrés par la transposition de l'accord salarial de la fonction publique sans devoir recourir à une augmentation du taux de cotisation ou de la participation de l'État.

Question 0762 (03.12.2014) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **suppression des chèques services pour l'enfant concerné durant la durée du congé parental:**

Lors de l'heure de questions du 2 décembre 2014, j'avais posé une question orale à Madame la Ministre de la Famille concernant la suppression des chèques-services pour l'enfant concerné durant la durée du congé parental. Or, Madame la Ministre n'a pas répondu de façon claire et précise à mes questions orales.

C'est pourquoi j'aimerais de nouveau poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale:

- Le salarié qui bénéfice d'un congé parental à mi-temps a-t-il encore droit aux chèques-services pour l'enfant concerné pendant le temps où l'enfant doit fréquenter une crèche, foyer de jour, ou maison-relais?

- Monsieur et Madame les Ministres peuvent-ils me confirmer que dans le cas susmentionné les parents ont encore droit à la moitié respectivement à une partie des chèques-services?

- Dans la négative, Monsieur et Madame les Ministres n'estiment-ils pas une telle situation discriminatoire?

Réponse commune (24.12.2014) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

En réponse à la question de l'honorable Député, il y a lieu de préciser que le Gouvernement est en train de préparer une réforme du congé parental et du chèque-service accueil (CSA).

Effectivement, les services des deux ministères ont la mission d'analyser la possibilité de supprimer le droit au CSA durant un congé parental plein-temps ou mi-temps pour l'enfant ayant ouvert ce droit. Dans cet ordre d'idées, un salarié qui bénéficie d'un congé parental à mi-temps aurait encore droit à une partie du CSA pour la période pendant laquelle il travaille. Les questions juridiques et administratives qui se posent dans ce contexte sont en train d'être examinées. Il faudra attendre ces conclusions avant de pouvoir se prononcer plus concrètement sur les éventuelles modalités exactes.

Question 0763 (03.12.2014) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant la **fermeture du Service des salariés handicapés de l'ADEM à Wiltz:**

Selon mes informations, le Service des salariés handicapés (SSH) de l'ADEM à Wiltz n'assurera plus de présence dans un futur proche. Déjà en novembre, le bureau du Service d'orientation professionnelle (SOP), aussi à Wiltz, a fermé ses portes, alors que 1.100 visiteurs des cantons Wiltz et Diekirch ont pu profiter de cette offre entre janvier et octobre 2014. C'est ainsi qu'une présence de l'OP au Lycée de Wiltz sera assurée un jeudi après-midi sur deux.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer la véracité de ces affirmations?

- Dans l'affirmative, quelles sont les raisons de cette fermeture?

- Est-il prévu que le SSH sera déplacé vers l'agence de l'ADEM à Diekirch?

- Dans l'affirmative, est-il prévu de renforcer le personnel à l'agence de Diekirch?

- Combien d'agents travaillent actuellement pour le SSH à Wiltz et quelles mesures sont concrètement offertes?

- Combien de demandeurs d'emploi au statut de salarié handicapé passent, de façon hebdomadaire, à ce bureau à Wiltz?

- Combien de demandeurs d'emploi au statut de salarié handicapé sont actuellement inscrits à l'agence ADEM à Wiltz et à Diekirch?

- Combien de demandeurs d'emploi au statut de salarié handicapé ont pu être placés entre 2013 et novembre 2014 par les agences à Wiltz et à Diekirch?

- En ce qui concerne le Service de l'orientation professionnelle au Lycée de Wiltz, les élèves issus des cantons Wiltz et Diekirch, mais qui sont inscrits dans un autre lycée, peuvent-ils aussi profiter de l'OP au Lycée de Wiltz?

- Dans le même ordre d'idée, les personnes qui poursuivent un apprentissage pour adultes peuvent-ils aussi se rendre à l'OP au Lycée de Wiltz?

- La présence de l'OP au Lycée de Wiltz est-elle aussi garantie pendant les vacances scolaires?

Réponse (06.01.2014) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

[1] À voir sur http://www.feuerwehr-frankfurt.de/index.php/projekte/wdvs

En réponse à la question de l'honorable Députée Martine Hansen, je me permets de fournir les éléments d'informations qui suivent:

Les demandeurs d'emploi, ayant obtenu le statut de salarié handicapé par la commission médicale seront suivis dans le cadre du parcours personnalisé par leur conseiller référent à l'agence de Wiltz.

Entre le 1er janvier 2013 et le 30 novembre 2014, les salariés handicapés se sont vu proposer 103 mesures d'orientation, de formation, d'initiation ainsi que d'intégration professionnelles.

Par ailleurs, le nombre de mesures dites classiques de l'ADEM offertes aux demandeurs d'emploi ayant le statut de salarié handicapé s'est élevé à 83.

Le nombre moyen de demandeurs d'emploi ayant le statut de salarié handicapé présents au suivi régulier était de dix par semaine, abstraction faite des clients de passage demandant des conseils.

Actuellement 218 demandeurs d'emploi ayant le statut de salarié handicapé sont inscrits à Wiltz et 430 à Diekirch.

Entre janvier 2013 et novembre 2014, l'agence Wiltz a placé 32 personnes ayant le statut de salarié handicapé tandis que l'agence Diekirch a placé 53 demandeurs d'emploi ayant le statut de salarié handicapé.

En ce qui concerne la situation de l'orientation professionnelle au Lycée de Wiltz (LNW), il semblerait que le LNW offre cette opportunité aux élèves du LNW et ce pendant les périodes scolaires.

Question 0764 (03.12.2014) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant le **sport automobile:**

La protection de la nature, et des ressources naturelles en particulier, a fortement évoluée au cours des dernières années. Un cadre législatif de plus en plus précis constitue un instrument efficace pour atteindre cet objectif. Néanmoins, cela entraîne également un nombre croissant de contraintes pour différents types d'activités. Ainsi, les adeptes du sport automobile se demandent si à l'avenir il sera encore possible d'organiser des rallyes. Bien qu'il s'agisse d'une activité à caractère purement récréatif, il faut pourtant noter que ces rallyes attirent des milliers de visiteurs et soutiennent ainsi le secteur touristique dans des régions plutôt rurales.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes:

- Madame la Ministre de l'Environnement peut-elle me dire si les zones de protection des eaux interdisent le passage d'un rallye automobile? Qu'en est-il d'autres zones de protection?

- Est-ce qu'il y a des contraintes spécifiques à respecter dans le cadre de la protection de la faune, telle que la période de nidification pour les oiseaux?

- Est-ce que les organisateurs d'un rallye seront obligés de demander une autorisation auprès du Ministère de l'Environnement pour chaque zone traversée? Dans l'affirmative, est-ce qu'il serait possible d'envisager une solution «guichet public» dans l'esprit d'une simplification administrative?

- Dans quelle mesure Monsieur le Ministre des Sports pense-t-il pouvoir faciliter les démarches administratives des organisations concernées?

Réponse commune (12.01.2015) de **M. Romain Schneider,** *Ministre des Sports,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

Les rallyes automobiles ne sont pas explicitement interdits dans les zones Natura 2000 respectivement les zones protégées nationales, mais doivent se limiter aux voies publiques goudronnées.

Vu l'article 28 de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, et vu qu'un rallye automobile constitue une grande perturbation de la faune, notamment en période de reproduction, il semble néanmoins conseillé d'éviter l'organisation de rallyes entre mars et juillet, période de reproduction principale de la faune sauvage.

Dans le cadre de la loi relative à la protection de la nature, une autorisation n'est pas requise pour le rallye en tant que tel. Pourtant, la loi reste applicable en cas d'installations provisoires en zone verte, comme par exemple des installations sanitaires, le parc fermé ou des stands destinés à la vente de boissons et de nourriture.

Les rallyes automobiles, au même titre que les courses de stock-cars tombent sous le régime des autorisations de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau et notamment son article 23 q) qui prévoit de manière générale que les activités à l'intérieur des zones de protection (eaux souterraines ou eaux de surface) doivent être autorisées par le Ministre du moment qu'elles ne se déroulent pas sur une voie de circulation publique.

Cette contrainte est en outre complétée par le point 4.12 (annexe I) du règlement grand-ducal du 9 juillet 2013 relatif aux mesures administratives des zones de protection d'eau souterraines pour la production d'eau destinée à la consommation humaine qui a trait au transport de produits de nature à polluer les eaux.

De façon analogue, le parc fermé de ces courses est également un lieu sensible car s'y effectuent le remplissage des réservoirs et éventuellement des interventions mécaniques à l'air libre. Finalement l'affluence potentiellement massive de spectateurs à ces événements doit se faire de manière à garantir des installations sanitaires en nombre suffisant.

Même si le Ministre des Sports n'est pas compétent pour accorder les autorisations en la matière, on pourrait utilement réfléchir à la mise en place d'un formulaire électronique unique répertoriant toutes les autorisations nécessaires pour l'organisation d'une manifestation de type rallye automobile. Ce formulaire pourrait alors être téléchargé sur le portail www.sport.public.lu ainsi que sur www.guichet.public.lu.

Question 0765 (03.12.2014) de **M. Claude Adam** *(déi gréng)* concernant les **cours intégrés:**

Suite à ma question parlementaire du 10 novembre concernant les «cours intégrés en langue et culture portugaise» (*cf. question parlementaire n°0692, compte rendu n°4/2014-2015)* j'aimerais vous faire parvenir des questions supplémentaires par rapport à ce sujet. Selon un dossier de presse du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, paru en 2014 lors du 30e anniversaire des cours intégrés, la question de l'adaptation de ces cours au contexte scolaire actuel s'est posée. Selon ce dossier, le Ministère luxembourgeois et les autorités portugaises ont décidé de les faire évaluer par une commission constituée d'experts luxembourgeois et portugais. Cette commission proposera de nouvelles orientations à la fin de l'année scolaire 2014-2015. Dans ce contexte, je souhaite avoir les précisions suivantes:

1. Est-ce que le Gouvernement compte engager des enseignants de langue maternelle pour les cours intégrés? Le Gouvernement pense-t-il pouvoir fixer les règles d'intervention de ces derniers sans rester tributaire des conditions d'intervention édictées par les gouvernements dont sont originaires les enseignants de langue maternelle?

2. La formation d'enseignants de langue maternelle, entre autres de la langue portugaise, est-elle envisagée à l'Université du Luxembourg?

3. Compte tenu de la diversité culturelle de la population fréquentant l'école publique luxembourgeoise, le Gouvernement entend-il intégrer le concept de la langue maternelle dans l'approche pédagogique de l'éducation précoce voire de l'enseignement fondamental?

Réponse (24.12.2014) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Le dossier de presse publié à l'occasion du 30e anniversaire des cours intégrés mentionne en effet que: «après 30 ans d'existence, la question de l'adaptation des cours intégrés au contexte scolaire actuel se pose. Le Ministère luxembourgeois et les autorités portugaises ont décidé de les faire évaluer par une commission d'évaluation constituée d'experts luxembourgeois et portugais. Cette commission proposera de nouvelles orientations d'ici la fin de l'année scolaire».

Ad 1. Comme l'évaluation des cours intégrés est en cours et que les experts ne se prononceront que d'ici la fin de l'année scolaire, toute réponse à ce stade de l'évaluation serait prématurée, voire précipitée. Par ailleurs, l'évaluation projetée sera réalisée en coopération avec les autorités portugaises. Étant donné que les deux pays se sont engagés à développer les relations de confiance et de coopération, toute réponse unilatérale risquerait de mettre à mal l'entente et la confiance approfondies entre eux.

Ad 2. Ce sujet n'a pas été approfondi à ce stade entre mon département et l'Université du Luxembourg.

Ad 3. Le Gouvernement ne s'oppose pas à la stimulation de la langue maternelle dans l'approche pédagogique de l'éducation précoce voire de l'enseignement fondamental. La conceptualisation étant en cours dans le cadre des projets annoncés lors de la rentrée scolaire 2014-2015, le Gouvernement ne saurait donner des précisions à ce sujet à l'heure actuelle.

Question 0766 (03.12.2014) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant le **recul des dépenses en R&D:**

Dans le cadre de la stratégie «Europe 2020», le Luxembourg s'est engagé de porter d'ici 2020 ses investissements dans la recherche à un montant se situant entre 2,3% et 2,6% de son PIB, dont environ un tiers (0,7% à 0,9% du PIB) proviendra de la recherche publique. Présenté dans le programme gouvernemental, la nouvelle coalition souligne notamment sa détermination pour encourager une politique renforcée de RDI (Recherche, Développement et Innovation) des administrations et services gouvernementaux et de rapprocher les institutions publiques de recherche et les entreprises en la matière.

Aussi, le Gouvernement veut maintenir son objectif à long terme de porter les dépenses publiques en faveur de la recherche à l'équivalent de 1% du PIB. Pourtant, selon Eurostat, le Luxembourg est, avec la Croatie et la Suède, le seul pays de l'UE à 28 où les dépenses en recherche et développement (R&D) ont diminué en pourcentage de PIB, à savoir de 1,63% à 1,16%, entre 2004 et 2013.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

1. Monsieur le Ministre, comment s'explique-t-il le recul des dépenses dans la recherche et le développement au Luxembourg?

2. De quels secteurs s'agit-il en détail?

3. En tenant compte du programme national de réforme «Luxembourg 2020» et du programme gouvernemental, comment le Gouvernement envisage-t-il d'encourager une politique renforcé de RDI?

4. Dans le même ordre d'idée, comment le Gouvernement envisage-t-il de remédier au recul des dépenses en R&D?

5. En ce qui concerne le secteur industriel, les experts préconisent une quatrième révolution industrielle, surnommé Industrie 4.0 (Industrie numérique). Ce nouveau modèle industriel semble crucial pour relancer la dynamique économique. L'économie luxembourgeoise se prépare-t-elle aussi à cette révolution à venir et va-t-elle en pouvoir profiter?

Réponse (19.01.2015) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

Ad 1. La R&D constitue un des cinq grands objectifs de la stratégie communautaire «Europe 2020» pour une croissance intelligente, durable et inclusive. Les dépenses de R&D, exprimées en % du PIB, constituent l'indicateur structurel utilisé au niveau communautaire pour mesurer les progrès réalisés par les États membres ainsi que par l'UE dans son ensemble.

Pour le Luxembourg, d'après les plus récentes données publiées par Eurostat, cet indicateur affiche actuellement un taux global de 1,16% du PIB (2013, prévision). Avant le début de la crise économique et financière (2008) ce taux était encore de l'ordre de 1,65% et lors du lancement de la stratégie «Europe 2020» (2010) d'environ 1,5% du PIB. La crise économique et financière des dernières années a donc eu comme conséquence un impact négatif important sur les dépenses de R&D. Exprimées en millions d'euros, les dépenses totales de R&D étaient encore de l'ordre de 618 millions EUR en 2008, pour aboutir maintenant à environ 523 millions EUR selon les dernières données disponibles pour 2013 (prévision). La baisse des dépenses totales de R&D est surtout imputable aux dépenses des entreprises privées qui ont été beaucoup révisées à la baisse. Les dépenses du secteur public, c'est-à-dire à la fois du secteur de l'État que de celui de l'enseignement supérieur, ont cependant continuellement augmenté. Ces dépenses étaient de 127 millions EUR en 2008 et selon les dernières données disponibles elles étaient de 196 millions EUR pour l'année 2012.

Ad 2. À l'intérieur du secteur privé, dont les dépenses totales de R&D sont orientées à la baisse depuis le début de la crise, ce sont à la fois les dépenses du secteur des activités non financières et du secteur des activités financières et d'assurance qui sont orientées à la baisse depuis 2008.

La baisse des dépenses semble cependant la plus prononcée dans le secteur des activités financières et d'assurance. Dans ce cadre, il faut néanmoins noter que la mesure de la R&D dans le secteur des services, et plus particulièrement des services financiers, constitue une tâche très complexe d'un point de vue méthodologique. Le secteur financier peut être un secteur innovant («output»), mais à faible intensité de R&D («input») au sens de la définition officielle utilisée par Eurostat. Dans ce contexte, l'Observatoire de la compétitivité avait lancé une étude sur l'innovation et la recherche dans les services (Ministère de l'Économie, «Understand, measure & promote service innovation in Luxembourg», «Perspectives de politique économique n°21, mai 2012»). Des analyses additionnelles devront encore être réalisées pour pouvoir tirer plus d'enseignements à ce sujet.

Ad 3. En 2010, le Gouvernement s'était fixé dans son Programme national de réforme (PNR), soumis à la Commission européenne dans le cadre du semestre européen, un objectif national de dépenses de R&D entre 2,3% et 2,6% du PIB pour 2020. Lors de l'échange de vues, qui a eu lieu le 21 octobre passé dans la Commission parlementaire de l'Économie au sujet du bilan intermédiaire de la mise en œuvre de la stratégie «Europe 2020», j'ai mentionné que le Luxembourg est loin de la trajectoire qu'il s'était fixé et que cet objectif national en matière de R&D devra probablement être ajusté, car les conséquences de la crise économique et financière ont été plus sévères et perdurent plus longtemps qu'initialement escompté.

Indépendamment de cet objectif national, le Gouvernement continue à mettre en œuvre des efforts importants en vue d'une politique renforcée de RDI. Le PNR 2014 reprend une multitude de mesures à cette fin, à la fois pour le secteur public que pour le secteur privé dont la loi du 27 août 2014 modifiant le Fonds national de la recherche (FNR), la loi du 3 décembre 2014 ayant pour objet l'organisation des centres de recherche publics, le Programme CORE et INTER du FNR, le programme «Horizon 2020» au niveau national, la loi modifiée du 5 juin 2009 de promotion de la RDI, la loi modifiée du 18 février 2010 relative à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles, la «Luxembourg Cluster Initiative», la création récente de l'Institut de la Propriété Intellectuelle Luxembourg, la création de l'incubateur Technoport SA, l'incitation et l'encadrement à la participation des entreprises luxembourgeoises aux programmes et initiatives internationaux, etc.

Ad 4. Le Gouvernement veille de près à ce que l'investissement important de R&D dans le secteur public continue dans les années à venir. L'évolution des crédits budgétaires de R&D au fil des dernières années démontre la volonté du Gouvernement à investir dans la R&D et d'en faire une politique durable pour le développement et la diversification de l'économie nationale. Il convient de noter que la proportion de la recherche publique est passée d'environ 7,5% de la totalité des dépenses en 2000 à environ 40% selon les dernières données disponibles.

En ce qui concerne la R&D dans le secteur privé, le Gouvernement poursuivra les importants efforts engagés, notamment dans les domaines suivants:

- soutien financier des efforts des entreprises sur toute la chaîne de l'innovation: malgré un contexte de crise, le Ministère de l'Économie constate une augmentation constante du nombre de dossiers d'aide depuis 2008. Un nouveau record a même été atteint au cours de l'année 2013. Par ailleurs le Ministère de l'Économie prépare actuellement une réforme de la loi modifiée du 5 juin 2009 pour la mettre en conformité avec les nouveaux encadrements communautaires des aides d'État à la RDI et pour continuer à inciter une croissance soutenue des dépenses privées de RDI;

- «Luxembourg Cluster Initiative»: cette initiative permet de rassembler les ressources et les moyens nécessaires pour atteindre une masse critique et d'accélérer le transfert de connaissances;

- mesures de soutien des participations luxembourgeoises aux programmes européens: participations au 8e Programme-cadre de recherche et développement «Horizon 2020», aux initiatives art. 185 et art. 187 du traité et aux programmes de l'Agence Spatiale Européenne;

- initiatives de promotion de la R&D et de l'innovation: séminaires sectoriels sur la gestion de l'innovation ciblant plus spécifiquement les

PME artisanales, actions de sensibilisation de l'Office de la propriété intellectuelle, etc.

Pour conclure, l'OCDE est actuellement en train de renouveler son analyse de notre dispositif national de la RDI au Luxembourg réalisée il y a quelques années, dont l'objectif est d'analyser le niveau et le degré de qualité de la mise en œuvre des recommandations émises antérieurement ainsi que d'établir un bilan des forces et faiblesses. Cette analyse précieuse de l'OCDE permettra au Gouvernement d'optimiser le dispositif national de R&D en place.

Ad 5. L'industrie est en train de se réinventer de manière drastique. Au cours des années de nouvelles approches sont apparues qui ont en commun l'utilisation de plus en plus poussée les technologies de l'information et de la communication (TIC) dans le processus de production.

Il en va ainsi du concept de l'Industrie 4.0 qui correspond à une nouvelle façon des entreprises d'organiser leurs facteurs de production, dont l'objectif est la mise en place de systèmes intelligents capables d'une plus grande adaptabilité et d'une allocation plus efficace des ressources, par une interconnexion des systèmes, d'une part, au sein des sites de production et, d'autre part, aussi vers l'extérieur. En d'autres mots, ce nouveau concept correspond donc en quelque sorte à la numérisation de l'entreprise, notamment à travers le recours à l'internet des objets. Cela génère donc un flux d'informations supérieur à celui généré par des modes de production traditionnels, et ces informations doivent être échangées le plus rapidement possible avec les acteurs logistiques extérieurs. L'Industrie 4.0 représente aussi une volonté de répondre aux problématiques actuelles de la gestion des ressources et de l'énergie, en alimentant de nouveaux gains de productivité. Les TIC deviennent de plus en plus présentes dans tout le processus de production de biens et de services et permettent une augmentation de la productivité ainsi qu'une fourniture de biens et de services à un coût marginal moindre. Les TIC constituent ainsi le point commun entre différents secteurs, notamment la logistique et l'énergie.

Au Luxembourg, le Gouvernement mène une politique de développement et de diversification active du tissu économique selon une stratégie de multi-spécialisation, qui se caractérise depuis plusieurs années par une attention particulière envers des nouveaux secteurs prioritaires, surtout axés sur les nouvelles technologies: les TIC, la logistique, les écotechnologies, les technologies de la santé et les technologies spatiales. À travers des investissements majeurs dans le secteur des TIC, le Luxembourg a su mettre en place un cadre d'infrastructures de haute qualité, notamment dans le domaine de la connectivité et des centres de données. Cet environnement propice au développement des TIC permet ainsi à nos entreprises de pouvoir profiter pleinement du potentiel qu'offre un environnement numérique et digitalisé, et de mettre en place en leur sein les systèmes nécessaires en vue d'une allocation plus efficace des ressources, telle que prônée par le concept de l'Industrie 4.0.

Question 0767 (04.12.2014) de **M. Laurent Zeimet** *(CSV)* concernant les **remarques du Ministre de l'Intérieur lors d'une émission radio:**

En effet, le matin du 24 novembre 2014 lors d'une émission sur radio RTL, Monsieur le Ministre a expliqué que «de Gemengesecteur als solchen, dee gëtt et net. Et gi Gemengen, déi gutt do stinn, iwwerhaapt keen Problem hunn (1), déi e bësse mussen struewelen (2) an déi reell Problemer hunn (3)».

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures:

1. Quels sont les critères que Monsieur le Ministre de l'Intérieur a appliqués pour procéder à ce classement des communes?

2. En outre, lors de cette émission, le Ministre a annoncé une réforme des finances communales pour début 2015, une réforme dont les travaux de préparation auraient bien avancé. Ainsi, je me permets de demander si le Ministre pourrait m'informer sur les grands axes de réflexion et d'étude qui ont guidé la préparation de la réforme des finances communales.

Réponse (12.01.2015) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

Ad 1. La solidité financière des communes dépend notamment de l'excédent dégagé au niveau du service ordinaire qui constitue en fait la capacité d'autofinancement pour les investissements, du niveau d'endettement et le cas échéant du montant des réserves.

Ad 2. Conformément au programme gouvernemental, la réforme des finances communales aura comme objectif d'assurer une meilleure stabilité des finances communales. Elle se fera en étroite collaboration avec les représentants du secteur communal, notamment au sein du Conseil supérieur des finances communales. Le Gouvernement ne manquera pas de présenter les résultats des travaux à l'issue des négociations entre tous les acteurs concernés.

Question 0768 (04.12.2014) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant l'**implantation de panneaux d'affichage lumineux à l'entrée des bretelles d'accès des autoroutes:**

Les technologies actuelles ont un grand rôle à jouer dans la gestion des embouteillages routiers. Ainsi, les panneaux d'affichage lumineux peuvent notamment informer en temps réel les usagers sur des dangers éventuels et sur la fluidité du trafic. Mais force est de constater que le choix des lieux d'installation de ces panneaux le long de nos autoroutes n'est pas toujours utile en cas d'embouteillages dans la mesure où ils informent les conducteurs alors qu'ils sont déjà engagés sur la voie rapide encombrée et ne peuvent dès lors plus changer leur itinéraire.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre du Développement durable:

- Le Ministre n'est-il pas d'avis que l'implantation de panneaux d'affichage lumineux directement à l'entrée des bretelles d'accès d'autoroutes régulièrement encombrées pourrait aider à fluidifier le trafic plus rapidement en cas d'embouteillages?

Réponse (12.01.2015) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député, je puis fournir les informations suivantes:

Le projet CITA a été conçu, au cours des années ´90 du siècle dernier, par ses développeurs avec les fonctionnalités principales de gestion de trafic, de gestion d'incident et de communication aux usagers et ceci uniquement pour le réseau autoroutier. Le projet a été développé en sept phases, dont les deux dernières, la route du Nord et la liaison Micheville, sont respectivement en construction/intégration ou en conception. En parallèle, le trafic sur les axes autoroutiers s'est dédoublé pour arriver au début des dix minutes à une saturation complète, avec le même effet sur les routes nationales et chemin repris longeant la Grande Voirie.

La proposition de l'honorable Député Gloden vise à informer les usagers de la route déjà sur le réseau secondaire de la situation du trafic sur le réseau autoroutier.

En considérant notre réseau routier et autoroutier très dense avec ses innombrables intersections (distance moyenne entre deux échangeurs est de 3 km), les possibilités de choix d'itinéraires des usagers sont inestimables. La question qui se pose est alors quelle information pertinente il faut donner aux usagers, pour optimiser leurs durées de trajet. Pour pouvoir générer cette information, il faut d'un autre côté connaître la situation du trafic sur tous les itinéraires afin de pouvoir transmettre une information appropriée et compréhensible.

Il faut aussi se rappeler que les autoroutes restent les axes avec la plus grande capacité. En cas de problème (accident, voiture en panne, chantier) sur une autoroute le réseau secondaire aux alentours est également surchargé. L'expérience nous montre cependant qu'un automobiliste qui décide de rester sur l'autoroute arrive en moyenne plus vite à sa destination que celui qui préfère quitter l'autoroute et prendre les petites routes.

Question 0769 (04.12.2014) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant le **régime d'imposition forfaitaire pour l'agriculture et la sylviculture:**

Dans le cadre de la réforme de la TVA et des discussions sur le projet de budget, Monsieur le Ministre de l'Agriculture avait annoncé lors de la commission parlementaire du 6 novembre 2014 d'augmenter le taux forfaitaire agricole de 10% suite à un recalcul à réaliser par le SER afin d'opérer les adaptations nécessaires pour le secteur agricole et forestier.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer si le taux forfaitaire agricole de 10% sera revu à la hausse?

- Dans l'affirmative, quand cette augmentation entre-t-elle en vigueur et à quel niveau Monsieur le Ministre envisage-t-il d'augmenter ce taux?

- Cette hausse est-elle budgétisée et le cas échéant Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur le/les poste(s) budgétaire(s) dans le projet de budget 2015 qui reflèteraient une telle hausse?

- Dans la négative, pour quelles raisons Monsieur le Ministre n'envisage-t-il pas d'adapter le taux forfaitaire agricole?

Réponse (22.12.2014) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Le Gouvernement a adopté lors de la réunion du Conseil de Gouvernement du 17 décembre un avant-projet de loi qui prévoit de revoir à la hausse le taux forfaitaire agricole.

Le projet de loi prévoit un nouveau taux forfaitaire de 12% et une entrée en vigueur au 1er avril 2015 sous réserve de l'aboutissement de la procédure législative à cette date.

Le taux forfaitaire agricole intervient dans le cadre du régime de l'imposition forfaitaire de l'agriculture et de la sylviculture en matière de TVA. Le régime forfaitaire agricole en matière de TVA est une simplification administrative pour les agriculteurs qui choisissent d'en bénéficier. Au lieu de devoir déclarer la TVA payée en amont et celle encaissée lors de la vente des produits et services, les agriculteurs paient la TVA en amont et pour compenser cette charge facturent à leurs clients la TVA au taux forfaitaire compensatoire. Il n'y a donc pas lieu de budgétiser la hausse du taux forfaitaire agricole.

Question 0770 (04.12.2014) de **M. Justin Turpel** *(déi Lénk)* concernant la **détermination forfaitaire de l'impôt de personnes:**

La loi du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu prévoit dans son article 9 (ancien article 12) que «le Ministre des Finances peut, sur la proposition de l'Administration des Contributions et après délibération du Gouvernement en Conseil, déterminer forfaitairement l'impôt des personnes qui, venant de l'étranger, établissent leur domicile fiscal au Grand-Duché, et cela pour au maximum les dix premières années de cet établissement». Or, le projet de loi 6720 concernant le Budget 2015 se propose d'abolir cette disposition, en arguant que «dans un contexte national et international actuellement réglé par des contraintes et limites imposées par la jurisprudence nationale et européenne, de telles dispositions ne s'accordent plus avec l'ordre juridique».

Dans ce contexte, la «Radio 100,7» vient de révéler ce matin: «Aus dem Finanzministère heescht et op Nofro hin, datt dës Dispositioun just vereenzelt genotzt gouf an dat wier och just bis ugangs den 90er Joren de Fall gewiescht. Eisen Informatiounen no hunn ënner anerem Manager vun där Dispositioun profitéiert, wann hir Gesellschafte sech zu Lëtzebuerg etabléiert hunn.»

Ainsi, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre des Finances:

1. Jusqu'à quelle date de telles impositions forfaitaires ont-elles été accordées?

2. Depuis quand les dispositions de l'article en question ne s'accordent-elles plus avec l'ordre juridique et la jurisprudence nationale ou internationale?

3. Pour combien de personnes venant de l'étranger par année une telle détermination forfaitaire de l'impôt a-t-elle été proposée au Gouvernement en Conseil?

4. Pour combien de personnes par année une telle décision a-t-elle été prise par le Gouvernement en Conseil?

5. Quel est l'ordre de grandeur des réductions de l'impôt ainsi accordées par année concernée?

Réponse (06.01.2015) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

La disposition de l'article 9 de la loi sur l'impôt sur le revenu du 4 décembre 1967, reprise de la législation antérieure en matière d'impôt sur le revenu, a permis d'accorder une détermination forfaitaire de l'impôt des personnes physiques des personnes venant de l'étranger pendant un délai maximal de dix ans à partir de l'établissement de leur domicile fiscal au Grand-Duché.

Les dernières applications ponctuelles de cet article ont eu lieu à la fin des années 90, soit au moment où les discussions au niveau du code de conduite (fiscalité des entreprises) ont commencé à porter leurs fruits.

Les services du Ministère des Finances ne disposent pas d'inventaire exhaustif sur le nombre d'applications ni sur l'ordre de grandeur des réductions d'impôt en question.

Question 0771 (04.12.2014) de **M. Alex Bodry** *(LSAP)* concernant le **nom de famille des enfants:**

Par une loi du 23 décembre 2005 entrée en vigueur le 1er mai 2006 le régime des noms a été réformé fondamentalement.

Ainsi, lorsque la filiation d'un enfant est établi simultanément à l'égard de ses deux parents, l'enfant peut acquérir soit le nom de son père, soit le nom de la mère, soit les deux noms accolés dans l'ordre choisi par les parents.

- J'aimerais savoir de la part du Gouvernement, s'il dispose d'un relevé de noms permettant de faire le bilan de l'application de la loi de 2005.

- Dans l'affirmative, il m'importe de savoir dans quelle mesure les parents ont utilisé l'option du double nom de famille.

- Dans quelles proportions les noms de la mère respectivement du père ont-ils été choisis pour les enfants?

Réponse commune (04.02.2015) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Alex Bodry concernant le choix du nom de famille pour les enfants suite à l'entrée en vigueur le 1er mai 2006 de la loi du 23 décembre 2005 relative au nom des enfants, nous avons l'honneur d'informer l'honorable Député que 61,77% des enfants nés après cette date portent le nom de leur père, 6,89% celui de leur mère et 31,34% portent les deux noms.

Question 0772 (05.12.2014) de **M. Justin Turpel** *(déi Lénk)* concernant les **données de base et** l'**orientation de la réforme fiscale:**

1. Certains acteurs institutionnels et socio-économiques viennent de relever le fait que le Luxembourg ne dispose pas des données de base sur tous les revenus, avoirs et fortunes pourtant indispensables à la discussion d'une réforme fiscale en connaissance de cause.

- Voilà pourquoi j'aimerais savoir si le Gouvernement prévoit de réunir toutes les données (anonymisées) relatives à tous les revenus, avoirs et fortunes de personnes résidant ou opérant au Luxembourg? Dans tel cas, quelle sera la nature des données rassemblées, par qui et pour quand?

2. L'accord entre le Gouvernement et la CGFP, l'OGB-L et le LCGB à l'issue des discussions du 28 novembre 2014 prévoit dans son point 8: «Le Gouvernement lancera rapidement le processus de préparation pour une réforme fiscale globale ayant vocation à être mise en œuvre au 01.01.2017. Les partenaires sociaux seront pleinement impliqués dès les premières étapes de la préparation de la réforme. La phase d'information et d'échange d'informations sera organisée dans le cadre du CES. La phase d'élaboration réunira des groupes de travail.»

En amont de l'élaboration du détail, il me semble utile que le Gouvernement procède avec la Chambre des Députés à un échange sur les grandes orientations de cette réforme.

- Le Gouvernement est-il d'accord pour demander à la Chambre des Députés un débat de consultation sur les orientations de la réforme fiscale avant la phase d'élaboration du détail?

Réponse (15.01.2015) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

L'honorable Député Justin Turpel se réfère à la collecte de données de base en vue des discussions concernant la réforme fiscale envisagée ainsi qu'aux modalités de consultation de la Chambre des Députés.

En ce qui concerne la question de savoir si le Gouvernement prévoit de réunir toutes les données (anonymisées) relatives aux revenus, avoirs et fortunes de personnes résidant ou

opérant au Luxembourg, il y a lieu de relever que la plupart de ces données, étant soumises à l'impôt et/ou à la sécurité sociale, sont rapidement disponibles à partir des fichiers de l'Administration des Contributions directes respectivement auprès de la Sécurité sociale.

En effet, et conformément à la loi du 19 décembre 2008 ayant pour objet la coopération interadministrative et judiciaire et le renforcement des moyens de l'Administration des Contributions directes (ACD), de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines et de l'Administration des Douanes et Accises, l'ACD et l'Inspection générale de la sécurité sociale (IGSS) collaborent depuis plusieurs années déjà pour élaborer, à des fins statistiques, des bases de données annuelles et pseudonymisées sur l'ensemble des contribuables soumis à l'impôt sur le revenu des personnes physiques. L'interconnexion des données issues des différentes institutions de sécurité sociale avec celles issues des déclarations de l'impôt sur le revenu des personnes physiques aboutit à un outil d'analyse inédit qui comporte l'essentiel des revenus composant l'assiette de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, à l'exception des revenus du capital qui font l'objet d'une retenue à la source libératoire.

Les informations ainsi collectées pourront le cas échéant être utilement complétées par des renseignements à la disposition du Statec.

En cas de besoin, des estimations et des simulations devront être effectuées pour des données qui ne seraient pas directement disponibles.

Comme souligné à juste titre par l'honorable Député, l'accord entre le Gouvernement, la CGFP, l'OGB-L et le LCGB à l'issue des discussions du 28 novembre 2014 prévoit que la phase d'information et d'échange d'informations dès les premières étapes de la préparation de la réforme sera organisée dans le cadre du CES. Il en résulte qu'un effort de compilation se fera dans les mois à venir dans cette enceinte qui réunit tous les partenaires sociaux.

En parallèle, et en vue d'engager un dialogue constructif avec la Chambre des Députés sur les orientations de la réforme fiscale, il convient de signaler que le Gouvernement est d'accord pour demander le moment opportun à la Chambre des Députés un débat de consultation.

Question 0773 (05.12.2014) de **Mme Taina Bofferding** *(LSAP)* concernant l'**eBac:**

En sa séance du 23 novembre 2012, le Conseil de Gouvernement a adopté le document «Livre blanc: stratégie nationale du Lifelong Learning».

Une des recommandations du livre blanc est d'adapter le dispositif du «lifelong learning» au cycle de vie de l'apprenant. Dans cette perspective, l'eBac est un outil permettant aux adultes qui ont quitté l'enseignement secondaire sans diplôme de reprendre leurs études tout en conciliant activité professionnelle, vie familiale et études.

Cependant, il s'avère que les élèves inscrits à l'eBac n'ont pas droit aux allocations familiales. Le règlement grand-ducal du 7 octobre 2010 ayant pour objet de déterminer les conditions d'application de l'octroi des allocations familiales en faveur des élèves dépassant l'âge de 18 ans précise que les allocations familiales sont maintenues au-delà de l'âge de 18 ans pour les jeunes gens âgés de moins de 27 ans qui «suivent effectivement, sur place, au Grand-Duché ou à l'étranger, dans un établissement public ou privé d'enseignement secondaire ou d'enseignement secondaire technique, des cours d'enseignement général ou professionnel pendant au moins 16 heures par semaine, préparant au diplôme de fin d'études secondaires, de fin d'études secondaires techniques, de technicien, ou à un diplôme non luxembourgeois équivalent».

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1. Quelle est l'évolution du nombre d'inscrits et le taux de réussite aux épreuves de l'examen de fin d'études secondaires depuis l'introduction du eBac en octobre 2006?

2. Est-il envisagé d'élargir l'offre existante de manière à proposer également un «eBac technique», voire d'autres types de diplômes de l'enseignement secondaire?

3. Quelles sont les raisons pour lesquelles les élèves inscrits à l'eBac n'ont pas droit aux allocations familiales?

Réponse (13.01.2015) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Ad 1. Évolution du nombre d'inscrits et taux de réussite aux épreuves de l'examen de fin d'études secondaires (section Moderne G)

Années	Réussites	Échecs
2008	1	0
2009	6	0
2010	9	0
2011	16	1
2012	8	0
2013	13	3
2014	15	1

Ad 2. Élargissement de l'offre existante à un eBac technique ou d'autres types de diplômes de l'enseignement secondaire

En novembre 2013, la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle a mis en place un groupe de réflexion chargé d'étudier l'opportunité et la faisabilité d'offrir un diplôme d'accès aux études universitaires (DAEU) pour adultes dans une école publique luxembourgeoise afin d'évoluer au niveau de la mesure 2 prévue dans le «Livre blanc: stratégie nationale du Lifelong Learning» (développer des voies de formation spécifiques pour adultes). Ce groupe de travail, composé du directeur de la formation des adultes, du directeur de l'École de la 2e Chance, d'un représentant respectivement du collège des directeurs de l'enseignement secondaire, du collège des directeurs de l'enseignement secondaire technique, de la Chambre des Salariés et de la Chambre de Commerce, a présenté ses conclusions en octobre 2014. Je joins son rapport en annexe de la présente réponse. Les conclusions ont retenu toute mon attention; voilà pourquoi j'ai chargé un groupe de travail d'élaborer un avant-projet de règlement grand-ducal mettant en œuvre ces conclusions. J'envisage de proposer au Gouvernement un texte dans le courant de cette année. Ce diplôme pourra être délivré en formation des adultes par l'École de la 2e Chance, les cours du soir et l'apprentissage à distance (eBac).

Parallèlement à cette évolution, mes services sont en train de préparer un avant-projet de règlement grand-ducal portant sur la formation d'éducateur en alternance et sur l'organisation du premier cycle d'études menant au diplôme de fin d'études secondaires techniques. Un avant-projet de règlement grand-ducal ayant pour objet la formation de l'aide-soignant en cours d'emploi dans le régime des adultes est également en préparation. J'envisage de présenter ces deux projets au Gouvernement dans le courant du trimestre en cours.

Quant à la mise en œuvre de l'eBac technique, je n'ai pas encore achevé l'analyse de l'opportunité au vu de l'évolution de l'offre en formations débouchant sur des certificats dans le cadre de la formation des adultes.

Ad 3. Allocations familiales pour les apprenants de l'eBac

La loi du 26 juillet 2010 avait pour objectif principal de réformer l'octroi des aides financières pour étudiants. Elle a eu aussi un impact sur l'attribution des allocations familiales. Il était retenu en effet que seul les élèves de l'enseignement secondaire ou secondaire technique ont droit aux allocations familiales jusqu'à l'âge de 27 ans au plus, s'ils sont résidants au pays et s'ils suivent à titre principal des études. Il y a été retenu que ni les cours du soir, ni l'enseignement à distance organisé dans le cadre de la 2e voie de qualification ne donnent droit à ces allocations.

(annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire)

Question 0774 (05.12.2014) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant la **législation sur les drones:**

En Donneschdeg, de 4. Dezember, war op RTL eng Reportage ze gesinn iwwer Drohne vun enger Metzer Firma, déi der Cour des Comptes européenne presentéiert goufen. E Fonctionnaire huet sech positiv iwwert d'Kontrollméiglechkeete geäussert, déi esou Apparater der Cour des Comptes géifen offréieren. Tatsächlech kënnen d'Minifliger mat enger Kamera an engem Dag 500 Hektar iwwerfléien an eng genau dräidimensional Kaart vun de Gebaier an de Béischter op deem Terrain maachen. An der Reportage ass explizit drop higewise ginn, dass esou kéinte Subventiounen u Baueren iwwerpréift ginn.

Ech wollt elo am Intressi vum Schutz vun der Privatsphär vun eise Bierger folgend Froen un den Här Premierminister, den Här Finanzminister an den Här Banneminister stellen:

1. Ass d'Regierung a Kenntnis, dass d'Cour des Comptes européenne Iwwerleeungen ustellt, fir iwwert de Wee vun Drohne Privatterrainen ze kontrolléieren am Zesummenhang mat EU-Subventiounen?

2. Wie kontrolléiert, ob esou Investitioune konform si mat europäeschen a nationalen Texter iwwer Dateschutz a Schutz vun der Privatsphär?

3. Kann den Asaz vun Drohnen net als schwéieren Agréff an d'Privatsphär ugesi ginn?

4. Ass d'Regierung der Meenung, dass esou eng scho bal militäresch Technologie sollt fir d'Iwwerwaachung vu Privatterrainen a Privathaiser agesat ginn?

5. An der Hypothees vun engem Kaf vun esou Drohnen duerch d'Cour des Comptes, misst dës eng Autorisatioun fir hiren Asaz beim Lëtzebuerger Stat ufroen a géif d'Lëtzebuerger Regierung déi accordéieren an ënner wat fir enge Konditiounen?

6. Verstoussen, an den Ae vun der Regierung, déi nei Méiglechkeete vun der Drohneniwwerwaachung respektiv -kontroll net géint den Artikel 11 vun eiser Verfassung?

7. Gëtt et zu Lëtzebuerg eng Gesetzgebung, déi Drohnenasätz am Respekt vun eiser Konstitutioun reglementéiert? Wann neen, wëllt d'Regierung hei eng gesetzlech Basis schafen?

Réponse commune (19.01.2015) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

D'Regierung huet keng Kenntnis vun Iwwerleeungen, déi d'Cour des Comptes européenne géif féieren, fir iwwert de Wee vun Drohnen, déi mat enger Kamera ausgestatt sinn, Privatterrainen am Zesummenhank mat EU-Subventiounen ze kontrolléieren.

Bei der Cour des Comptes européenne handelt et sech ëm eng europäesch Institutioun. Et ass ervirzehiewen, datt d'europäesch Institutiounen am Beräich Dateschutz enger spezifescher Reglementatioun ënnerleien, déi sech nëmmen op déi europäesch Institutiounen an Organer, déi vom Traité geschaaft gi sinn, applizéiert. Et handelt sech ëm d'Reglement (CE) n°45/2001 vum Europäesche Parlament an dem Conseil vum 18. Dezember 2000 «relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions et organes communautaires et à la libre circulation de ces données». Dat Reglement schaaft och eng Autoritéit («le contrôleur européen de la protection des données»), déi zoustänneg ass fir de Respekt vun de Regelen, déi vun dësem Reglement virgesi sinn, ze kontrolléieren. Et ass ze bemierken, datt dëst Reglement sech staark un der europäescher Dateschutzdirektiv (95/46/CE) vum 24. Oktober 1995 inspiréiert, déi zu Lëtzebuerg duerch d'Gesetz vom 2. August 2002 transposéiert ginn ass.

Beim Asaz vun Drohne muss een ënnerscheeden, jee nodeem wéi een Zweck esou een Asaz verfollegt. Well Drohne kënnen och zu Zwecker agesat gi wéi zum Beispill d'Zoustelle vu Colisen, wat keen Agréff an d'Privatsphär duerstellt. An deem Zesummenhank wëllt d'Regierung kloerstellen, datt et selbstverständlech net drëm geet, fir déi Technologie, op déi den Deputéierte sech berifft, ausserhalb vun all Reglementatioun an ouni appropriéiert Motivatioun ze gebrauchen, fir Privatbesëtz ze iwwerwaachen.

Een Asaz vun Drohnen, deen als Zweck huet, eng Videoiwwerwaachung ze erméiglechen, kann effektiv als schwéieren Agréff an d'Privatsphär ugesi ginn. Esou een Asaz, wann e vu Persounen, déi ënnert d'Kompetenz vun der Commission nationale pour la protection des données falen, ausgefouert géif ginn, muss vun der nationaler Dateschutzkommissioun autoriséiert ginn an déi kéint an deem Zesummenhank de Gebrauch vun den Drohne verschiddene Konditiounen ënnerwerfen (zum Beispill Biller flou maachen, fir datt ee keng Persounen erkenne kann).

Am Géigendeel schéngt et fir d'Regierung awer akzeptabel ze sinn, dës Technologie, wéi den Deputéierten dat och a senger Fro ervirhieft, anzesetzen, fir Moossungen a Kontrolle vu Flächen ze maachen, op deene subventionéiert Kulture sollen ugebaut ginn. Dëst muss natierlech mat den néidege Garantië fir de Schutz vun der Privatsphär an d'Sécherheet vun de Leit gemaach ginn.

Et gëtt, wat de Schutz vun der Privatsphär ubelaangt, kee Gesetz, dat sech nëmmen op d'Drohnen applizéiert, mä eng Rëtsch Gesetzer, déi sech och op d'Drohnen applizéiere kënnen.

Niewent dem modifizéierten Dateschutzgesetz vun 2002 muss do och d'Gesetz vum 11. August 1982 iwwert de Schutz vum Privatliewen ernimmt ginn. Zum Beispill kann een, deen eng Persoun an hirem Gaart oder duerch d'Fënster an hirem Haus fotografiéiert oder filmt, sech op Basis vum Artikel 2 vun deem Gesetz vun 1982 strofbar maachen.

Och gëtt et op zivilrechtlechem Plang den «Droit à l'image», deen d'Jurisprudenz op Basis vum Prinzip vum Recht op Privatliewe kreéiert huet.

Zum Schluss ass ze bemierken, datt, wat d'Fléie vun Drohnen an d'Sécherheet ugeet, d'Direction de l'Aviation civile (DAC) zoustänneg ass, wéi dat och schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Ufro N°0678 vom Fernand Kartheiser *(cf. compte rendu n°4/session 2014-2015)* gesot ginn ass.

D'Élaboratioun vun engem spezifesche Kader fir Drohnen (Immatrikulatioun, Suivi vun der Navigabilitéit, Utilisatioun...) gehéiert zu de Prioritéite vun der DAC. Esou e Kader muss, der EASA (European Aviation Safety Agency) no, en phase si mat de Lignes directrices, déi amgaange sinn élaboréiert ze ginn op europäeschem Niveau.

Question 0775 (05.12.2014) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant le **secouriste-ambulancier:**

Depuis 2009, l'État recrute les agents professionnels des services de secours. Les candidats ont dû être détenteurs d'une 11e technique ou être détenteur d'un CATP afin de pouvoir participer à l'examen de recrutement. Les candidats ont aussi dû réussir un examen pour obtenir le brevet de secouriste-ambulancier délivré par la Protection civile de l'Administration des Services de Secours. Selon mes informations, l'Administration des Services de Secours manque actuellement d'effectifs à cause de ces conditions d'admission.

Selon mes informations, récemment un ou plusieurs anciens soldats de l'armée luxembourgeoise ont été recrutés au poste de secouriste-ambulancier. Or, ces personnes ne seraient titulaires que d'un certificat ou diplôme sanctionnant une 9e.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Est-ce que les Ministres peuvent confirmer la véracité de ces informations?

- Dans l'affirmative, est-ce que ne vous considérez pas, tout en respectant le principe du privilège des candidats issus de l'Armée en vue d'un poste dans le secteur public, que ce principe ne peut jouer qu'à conditions égales, c'est-à-dire que ces personnes doivent être titulaires d'un diplôme/certificat sanctionnant une 11e technique ou être détenteur d'un CATP?

- En cas de réponse négative, est-ce que vous considérez que les règles actuelles ne sont pas contraires au principe constitutionnel d'égalité devant la loi?

Réponse (19.01.2015) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, Ministre de l'Intérieur:*

En réponse à la question n°0775 de l'honorable Député Léon Gloden, je tiens à préciser que le Gouvernement, tout en respectant le droit de priorité des volontaires de l'armée, ne les a jamais fait bénéficier de conditions de recrutement ou de formation plus favorables par rapport à d'autres candidats. Je ne peux donc confirmer la problématique telle que décrite par l'honorable Député.

Il est exact que le Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative a procédé à des publications de vacances de postes dans la carrière C technique de l'employé de l'État pour les besoins de l'Administration des Services de Secours. Les conditions d'études pour accéder à la carrière C technique et figurant à l'annexe du règlement grand-ducal

modifié du 28 juillet 2000 fixant le régime des indemnités des employés occupés dans les administrations et services de l'État sont les suivantes: «Pour être classé à un emploi technique dans cette carrière (C), l'employé doit être détenteur d'un CATP (Certificat d'aptitude technique et professionnelle) correspondant à la définition de l'emploi ou bien présenter un certificat sanctionnant des études reconnues équivalentes par le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.»

Dans ce contexte, il y a tout d'abord lieu de relever que la formation de secouriste-ambulancier, dont les agents des services de secours doivent se prévaloir, n'est actuellement pas reconnue comme équivalente à un Certificat d'aptitude technique et professionnelle, de sorte que pour les emplois vacants en question, il n'existe pas de CATP correspondant. Ainsi, en 2010 et en 2014, il a été procédé au recrutement de candidats remplissant a priori les conditions de formation pour l'accès à la carrière C de l'employé de l'État et qui, soit sont titulaires d'un CATP dans une autre spécialité, soit ont accompli cinq années d'études secondaires. Au vu des difficultés de recrutement pour les emplois concernés, il a également été procédé à l'engagement de candidats ayant accompli trois années d'études secondaires et qui ont été classés dans la carrière B1 de l'employé de l'État. Au vu de la spécificité du métier et sur base du brevet d'ambulancier, les agents concernés ont bénéficié d'un classement individuel dans la carrière B1.

Les candidats engagés en 2010 et qui n'étaient pas encore détenteurs du brevet d'ambulancier ont dû s'engager à obtenir ledit brevet dans un délai de deux ans, au risque de voir leur contrat de travail résilié si cette condition n'était pas atteinte. En 2014, les candidats ont été engagés sous condition d'être déjà détenteurs de ce brevet.

Finalement, concernant le recrutement de volontaires de l'armée, le règlement grand-ducal du 13 décembre 2004 concernant le droit d'exclusivité et le droit de priorité des volontaires de l'armée pour les emplois de la carrière inférieure des administrations, offices, services et établissements publics y compris les établissements d'assurance sociale, les communes, les établissements et syndicats communaux et la Société Nationale de Chemins de Fer Luxembourgeois dispose en son article 1er que le volontaire de l'armée ayant accompli au moins 36 mois de service militaire dispose d'un droit de priorité par rapport aux candidats autres que soldats volontaires pour les emplois des carrières inférieures des administrations. Dans les cas où des volontaires de l'armée se sont présentés pour un des postes vacants auprès de l'Administration des Services de Secours, leur droit de priorité a été appliqué conformément à l'article 1er précité. À aucun moment, ces personnes n'ont bénéficié de conditions de recrutement ou de formation plus favorables que les candidats n'ayant pas accompli de service militaire.

Question 0776 (08.12.2014) de **Mmes Sylvie Andrich-Duval** et **Nancy Arendt** *(CSV)* concernant le **vaccin contre la grippe:**

Malgré une méfiance apparemment croissante des Européens, les Ministres de la Santé de l'Union européenne ont récemment serré les rangs en faveur de la vaccination qui reste d'une importance fondamentale pour la santé publique. Il nous revient par voie de presse que l'Agence italienne de pharmacologie (AIFA), a pris la décision de suspendre temporairement l'utilisation du Fluad, un vaccin antigrippe produit par un grand laboratoire suisse. La mesure a suivi entre-temps 18 décès suspects dans ce pays, tous des personnes âgées. Toujours suivant la presse, la firme pharmaceutique en question aurait été récemment à la une pour scandales de fraude dans plusieurs pays et aurait fait l'objet d'investigations de la part des instances publiques.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Combien de personnes au Luxembourg reçoivent chaque année un vaccin antigrippe? Ce chiffre est-il croissant ou décroissant ces dernières années?

- La méfiance actuelle envers les vaccins ou certaines marques de vaccins est-elle justifiée?

- Est-ce que le vaccin Fluad est aussi utilisé au Luxembourg? Dans l'affirmative, des lots suspects ont-ils également été importés au pays?

- Dans ce cas, Madame la Ministre estime-t-elle que des mesures de précaution sont nécessaires? Si oui, lesquelles?

Réponse (08.01.2015) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Au Luxembourg, le nombre de vaccins contre la grippe distribués est de 60.398 pour la saison 2013-2014. Les données pour 2014-2015 ne sont pas encore complètes étant donné que la saison n'est pas finie.

Ce nombre est décroissant depuis 2010.

Chez les personnes âgées, le taux de couverture de la vaccination contre la grippe saisonnière montre également une tendance décroissante au cours des dernières années, à l'instar de nombreux autres pays européens[1].

Taux de couverture de la vaccination contre la grippe saisonnière chez les personnes âgées, en pourcentage, pour les années 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012[2]

Selon un rapport publié par le groupe SAGE («Strategic Advisory Group of Experts») de l'Organisation mondiale de la Santé en octobre 2014 la méfiance envers les vaccins existe dans tous les pays où une enquête concernant ce sujet a été menée. Les causes de cette méfiance ne sont cependant pas forcément liées à un manque de confiance vis-à-vis des vaccins eux-mêmes, mais plus souvent liées à un manque de confiance dans le système de santé ou à un manque d'information sur les bénéfices de la vaccination, voire à des croyances religieuses. Le rapport conclut sur la nécessité d'investiguer, pour chaque pays, les causes contextuelles locales liées au manque de confiance.

Le vaccin Fluad bénéficie d'une autorisation de mise sur le marché au Luxembourg, mais il n'y est pas encore commercialisé.

Pour ce vaccin, le profil de sécurité du vaccin a été soigneusement réévalué par le Comité sur l'évaluation des risques relative à la pharmacovigilance (PRAC) de l'Agence européenne du médicament (EMA), qui a publié son rapport le 3 décembre dernier. Ce rapport conclut qu'il n'existe aucune évidence montrant que le vaccin Fluad, vaccin contre la grippe produit par Novartis, ait causé des incidents graves incluant la mort de patients en Italie.

Question 0777 (08.12.2014) de **M. Serge Urbany** *(déi Lénk)* concernant l'**éloignement du territoire de personnes ayant déposé une demande en sursis:**

En date du 27 novembre, huit familles issues du Monténégro et d'Albanie, dont un certain nombre d'élèves du Lycée Technique du Centre (LTC), ont été sujettes à l'exécution d'un retour forcé vers leurs pays d'origine respectif. Cet événement a suscité un certain émoi, notamment auprès de la direction du LTC qui a décliné toute forme de collaboration avec les agents de la Police grand-ducale dépêchés sur les lieux afin de procéder à l'exécution de la décision d'éloignement du territoire du Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration.

Parmi toutes ces personnes tombant sous une décision d'éloignement, notons la présence d'un petit garçon âgé de quatre ans, sourd-muet et en attente d'une transplantation chirurgicale au Luxembourg, ayant bénéficié auparavant d'un sursis à l'éloignement pour raisons médicales. Selon nos informations, ce petit garçon et sa famille se trouveraient actuellement au Centre de rétention.

Concernant ce cas spécifique, une demande de prolongation du sursis à l'éloignement avait été envoyée au Ministère et renvoyée pour avis au médecin délégué sans qu'une décision y relative n'avait été prise le jour de son placement en rétention. Selon l'article 131 de la loi modifiée du 29 août 2008, un sursis à l'éloignement ne peut être accordé que pour la durée maximale de six mois, renouvelable jusqu'à une durée maximale de deux ans. Toutefois, aucun délai n'est imparti ni au Ministre, ni au médecin délégué pour prendre une décision par rapport à cette demande de sursis à l'éloignement, alors que, dans la pratique, l'avis du médecin délégué peut prendre jusqu'à un an avant d'être transmis au Ministre.

Étant donné que la demande d'octroi d'un sursis n'a pas d'effet suspensif par rapport à la décision de retour, la personne concernée voit souvent, dans la pratique, son sursis à l'éloignement expirer avant qu'une prolongation de ce sursis ne lui ait été accordée, ce qui a pour conséquence que cette dernière devient sujette à l'exécution d'office d'une décision de retour, d'autant plus qu'aucun texte n'oblige le Ministre à rendre un nouvel arrêté prévoyant l'exécution de la décision de retour. Ainsi, l'exécution de la décision de retour ne peut être contestée par l'intéressé, ni au moyen d'un référé, ni au moyen d'une demande de mesure de sauvegarde devant le Tribunal administratif afin d'empêcher son éloignement dans l'attente de la réponse à sa demande de prolongation de sursis.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:

1. Dans quelle mesure les forces de l'ordre ont-elles accès à l'information d'une demande de prolongation d'un sursis à l'éloignement en cours de la personne concernée par un contrôle d'identité?

2. Quelle est la durée moyenne du traitement d'une demande d'un sursis à l'éloignement pour raisons médicales à partir du dépôt de la demande jusqu'à la prise de décision par le Ministre?

3. Pendant cette période, quelle est la durée moyenne incombant au traitement du dossier par le médecin-contrôle?

4. Combien de personnes par année, sur les dix dernières années, se sont-elles trouvées dans une situation analogue?

5. Existe-t-il une norme de quelque nature que ce soit qui oblige le Ministre à informer les personnes concernées par un éloignement de la date et de l'horaire de l'exécution de leur éloignement et ce moyennant une décision ministérielle attaquable devant le Tribunal administratif et notifiée à la personne dans un délai suffisant avant l'exécution effective et ce également en cas d'éloignement sans placement préalable au centre de rétention?

6. La loi règle-t-elle la situation d'une personne ayant bénéficié d'un sursis à l'éloignement ayant expiré et attendant une réponse à une demande de prolongation de ce sursis, alors qu'elle se trouve en situation de pouvoir être sujette à l'exécution de la décision de retour prononcée à son encontre, ou bien cette situation est-elle entourée d'un vide juridique?

7. Dans le cas d'un vide juridique, par quels moyens appropriés estimez-vous qu'il faille y remédier?

8. Dans ce cas, n'estimez-vous pas qu'il soit préférable de suspendre les éloignements de personnes ayant déposé une demande de sursis et d'en notifier toutes les autorités compétentes, en particulier la Police grand-ducale, aussi longtemps que ce vide juridique n'ait été comblé?

Réponse (09.12.2014) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

La question de l'honorable Député est basée sur des prémisses erronées. Parmi les personnes éloignées en date du 27 novembre 2014 ne figurait pas de petit garçon de quatre ans, sourd-muet en attente d'une transplantation chirurgicale au Luxembourg. Cette fausse rumeur se base sur une simple confusion de noms faite par des personnes extérieures à la Direction de l'Immigration.

Il convient de noter que personne en attente d'une réponse quant à sa demande de sursis à l'éloignement pour raisons médicales n'est éloignée du territoire luxembourgeois avant réception de l'avis obligatoire du médecin délégué conformément aux articles 130 et suivants de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration. L'éloignement est donc suspendu jusqu'à la prise de décision quant à la demande en obtention d'un sursis à l'éloignement, voire quant à son renouvellement.

Question 0778 (08.12.2014) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant la **Luxembourg Air Rescue:**

La réforme des services de secours, initiée par le dernier Gouvernement, devrait être finalisée au cours de cette législature. La Luxembourg Air Rescue asbl (LAR) joue depuis sa création en 1988 un rôle dans le domaine des services de secours. Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes au Ministre de l'Intérieur, au Ministre de la Sécurité sociale et au Ministre du Développement durable:

1. Quelles sont les autorisations dont dispose la Luxembourg Air Rescue (p. ex. vols de nuit)? Quelle est, dans le cas de la LAR, l'autorité compétente à délivrer ces autorisations?

2. Quel était le nombre des vols (pour Air Rescue 1 et Air Rescue 2) dans les missions du SAMU pour 2013 et 2014?

3. Quel était le nombre des vols à vide au cours des dernières années?

4. Dans quelle mesure ces vols à vide sont-ils pris en compte pour le calcul du subside de l'État en faveur de la LAR (qui pour les années 2014 et 2015 s'élève à 665.000 euros p. a.)? Dans quelle mesure les coûts pour ces vols à vide sont-ils inclus dans les frais facturés aux personnes secourues et par la suite remboursés par la Caisse Nationale de Santé?

5. La LAR intervient par la mise à disposition d'un vecteur aérien dans les interventions du SAMU. Comme il s'agit d'une société privée, comment est-il garanti que la confidentialité des données médicales et personnelles des patients transportés est respectée conformément à la loi sur le recueil et la protection des données en vigueur? Est-ce qu'il existe un mécanisme de contrôle de l'État?

6. Dans le contexte de la réforme des services de secours, quel rôle Monsieur le Ministre de l'Intérieur a-t-il prévu pour la Luxembourg Air Rescue asbl?

Réponse commune (16.01.2015) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur,* de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale,* et de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Dans sa question parlementaire, Madame la Députée souhaite avoir des renseignements au sujet de la Luxembourg Air Rescue asbl (LAR).

Ad 1. En ce qui concerne les autorisations de vols de nuit dont dispose la LAR, l'horaire d'exploitation de l'aéroport ainsi que les dérogations à celui-ci sont déterminés par le règlement grand-ducal modifié du 24 mai 1998 fixant les conditions d'exploitation technique et opérationnelle de l'Aéroport de Luxembourg. La LAR effectuant des vols sanitaires («hospital flights») bénéficie d'une dérogation permanente selon l'article 13.1.a et est par conséquent d'office exempt de toute restriction de vol de nuit. Une autorisation supplémentaire n'est pas requise.

Ad 2. Le nombre de vols (pour Air Rescue 1 et Air Rescue 2) pour l'ensemble des missions du Service d'aide médicale urgente (SAMU) pour l'année 2013 était de 835. Pour l'année 2014, les statistiques ne sont pas encore disponibles.

Ad 3. Sur les 835 missions effectuées en 2013, 194 missions concernaient des vols à vide, soit 23,3%.

Ad 4. La convention conclue entre la LAR et l'État du Grand-Duché de Luxembourg a comme objet de régler, dans un intérêt public, l'intégration du sauvetage de personnes par deux hélicoptères de la LAR dans le cadre du SAMU. Elle concerne les modalités de la mise à disposition des deux hélicoptères à cet effet et le subside versé par l'État dans le cadre de cette convention n'est pas lié à la question des vols à vide.

[1] Source: ECDC, accessible sous http://www.ecdc.europa.eu/en/publications/Publications/Implementation-seasonal-influenza-vaccination-Council-Recommendation-Jan-2014.pdf

[2] Source: idem

Selon les statistiques de la sécurité sociale, le nombre de vols effectués par la LAR et à charge de l'assurance maladie pour les années 2013 et 2014 s'élève à:

Type de transport	2013	2014 (valeur au 18.12.14)
Primaire[1]	447	329
Postprimaire[2]	0	1
Primaire vers l'étranger	230	144
Secondaire	40	43
Retour depuis l'étranger	12	8
Transplantés	1	4

Depuis l'entrée en vigueur de la nouvelle convention conclue entre la CNS et la LAR le 1er mai 2014, la prise en charge de l'assurance maladie inclut les vols aller et retour effectués lors d'un transport de malades ou du transport de l'équipe médicale d'urgence, à l'exclusion des vols de positionnement (article 13 de la convention conclue entre la CNS et la LAR).

Le nombre d'actes sans minutes de vol et le nombre de transports de l'équipe médicale d'urgence pris en charge par l'assurance maladie s'élèvent à:

	2013		2014 (valeur au 18.12.14)	
Type de transport	Nombre	Facturation	Nombre	Facturation
Primaire	56	5.695	17	1.896
Postprimaire	0	0	0	0
Primaire vers l'étranger	107	12.186	33	4.389
Secondaire	1	118	4	296
Retour depuis l'étranger	0	0	0	0
Transplantés	0	0	0	0
Équipe médicale d'urgence	0	0	85	8.996

Ad 5. La LAR met à disposition du SAMU un vecteur de transport aérien pour acheminer l'équipe médicale dans les meilleurs délais sur le lieu de l'incident. À ce titre, la LAR asbl n'a pas accès aux données médicales qui sont du ressort de l'équipe médicale du SAMU. Le rapport circonstancié du médecin ayant participé à l'intervention est directement envoyé à la CNS sans que la LAR intervienne comme intermédiaire.

Pour le surplus, l'équipage de l'hélicoptère de sauvetage est soumis au secret professionnel tel que défini par l'article 458 du Code pénal.

En ce qui concerne le traitement des données personnelles, la LAR dispose d'une autorisation auprès de la Commission nationale de la protection des données qui est également l'autorité nationale indépendante chargée de vérifier la légalité des fichiers et de toutes collectes, utilisations et transmissions de renseignements concernant des individus identifiables et qui doit assurer dans ce contexte le respect des libertés et droits fondamentaux des personnes physiques, notamment de leur vie privée.

Selon l'article 16 de la convention, la LAR transmet à la CNS une facture reprenant:

- les noms et prénoms de la personne protégée,
- le numéro d'identification de la personne protégée,
- le code prestation,
- le cas échéant, le code du médecin accompagnateur,
- la date de prestation,
- le temps de vol en minutes, et
- le montant total facturé.

Ad 6. Le rôle de la LAR qui est de mettre à disposition du SAMU respectivement des services de secours un vecteur de sauvetage aérien, n'est pas susceptible de changer dans le cadre de la réforme des services de secours.

[1] Transport primaire: transport urgent de malades ou de blessés du lieu d'intervention ou du lieu de l'accident vers l'hôpital de garde de la région hospitalière ou vers l'hôpital spécialisé le mieux approprié pour le traitement spécifique du malade ou du blessé (article 5 de la convention LAR-CNS).

[2] Transport postprimaire: transport urgent de malades ou de blessés par hélicoptère du service des urgences d'un hôpital vers un autre hôpital mieux approprié pour le traitement spécifique du malade ou du blessé, aucune déclaration d'entrée pour un traitement stationnaire n'ayant été faite par l'hôpital de départ du transport aérien (article 5 de la convention LAR-CNS).

Q94

Question 0779 (08.12.2014) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **Lycée de Clervaux:**

Suite à la décision de Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse de nommer le directeur du Lycée de Clervaux (LCL), je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des statistiques sur la répartition actuelle des élèves issus des écoles fondamentales du canton de Clervaux (communes de Clervaux, Parc Hosingen, Weiswampach, Wincrange, Troisvierges) et inscrits dans les différents lycées du pays en ventilant par tranche d'âge, année scolaire et ordre d'enseignement?
- Quel est le nombre d'élèves actuellement inscrits dans la première année du cycle 3 des écoles fondamentales du canton de Clervaux et qui, en principe, pourront peupler en 2018-2019 les classes de septième du LCL? Et quel est le nombre d'élèves fréquentant à l'heure qu'il est la dernière classe du cycle 3 et la première classe du cycle 4 des écoles du canton?
- Combien d'élèves habitant le canton de Clervaux et inscrits pour l'instant dans les différents lycées du pays vivent dans des internats durant la semaine?

Réponse (09.01.2015) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

La création du Lycée de Clervaux se fonde sur l'organisation scolaire telle qu'elle a été définie dans le plan directeur sectoriel «Lycées». Le plan sectoriel a été élaboré dans le contexte de la loi du 21 mai 1999 concernant l'aménagement du territoire. Il vise à régionaliser l'offre scolaire de manière à réduire les distances des transports scolaires, notamment des élèves des classes inférieures. Il établit quatre pôles d'enseignement sur le territoire national: Centre, Sud, Est et Nord.

Le pôle d'enseignement Nord comprend les cantons de Clervaux, de Wiltz, de Vianden, de Diekirch, de Redange et de Mersch sans les communes de Lorentzweiler, de Heffingen et de Larochette. Suivant le règlement grand-ducal du 25 novembre 2005 déclarant obligatoire le plan directeur sectoriel «Lycées», le pôle d'enseignement nord comprend six lycées, dont quatre lycées techniques, un lycée mixte à dominante classique avec une annexe à dominante technique et un lycée mixte à dominante technique.

Les élèves des communes suivantes sont visés prioritairement pour s'inscrire dans le futur lycée, à savoir les communes de Clervaux, du Parc Hosingen, de Troisvierges, de Weiswampach et de Wincrange ainsi que la commune du Kiischpelt du canton de Wiltz.

Ad 1. Élèves actuellement inscrits dans un lycée du pays qui habitent dans le canton de Clervaux (rentrée 2014-2015):

Ad 2. Élèves actuellement inscrits dans la première année du cycle 3 (cycle 3.1) et dans la dernière classe du cycle 3 (cycle 3.2 + cycle 3 rallongé) et élèves inscrits dans la première classe du cycle 4 (cycle 4.1) des écoles du canton de Clervaux (rentrée 2014-2015):

Clervaux	
Cycle 3.1	47
Cycle 3.2 et rallongé	59
Cycle 4.1	38
Total	144
Weiswampach	
Cycle 3.1	14
Cycle 3.2 et rallongé	18
Cycle 4.1	9
Total	41
Wincrange	
Cycle 3.1	42
Cycle 3.2 et rallongé	47
Cycle 4.1	44
Total	133
Toisvierges	
Cycle 3.1	43
Cycle 3.2 et rallongé	37
Cycle 4.1	37
Total	117
SISPOLO	
Cycle 3.1	48
Cycle 3.2 et rallongé	77
Cycle 4.1	58
Total	183
Total	
Cycle 3.1	194
Cycle 3.2 et rallongé	238
Cycle 4.1	186
Total	618

Ad 3. En ce qui concerne les élèves habitant le canton de Clervaux et inscrits pour l'instant dans les différents lycées et vivant dans des internats durant la semaine, il y a lieu de remarquer que nous ne disposons pas de chiffres exacts.

(tableaux à consulter auprès de l'administration parlementaire ou via chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires)

Question 0781 (08.12.2014) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant la **mortalité des abeilles:**

D'Stierwe vun de Beien ass an Europa als Gefor erkannt ginn. Tatsächlech ass dëse Phenomeen am Ament vläicht souguer méi eeschtzehuelen, wéi d'Auswierkunge vum Klimawandel. Ee vun den Haaptgrënn vum Massestierwe vun de Beie si Pestizide mat Neonikotinoiden, wéi wëssenschaftlech Etüde beleeën („EU, Directorate-General for Internal Policies - Policy Department A: Economic and Scientific Policy - Existing Scientific Evidence of the Effects of Neonicotinoid Pesticides on Bees"). Eng Lëscht vun der ASTA (Administration des services techniques de l'agriculture) iwwer phytosanitär Produiten (Pestiziden also) gesäit awer anscheinend och Produite mat Neonikotinoide vir, déi net nëmme Schiedeger, mä och Beie gefäierlech sinn.

Dofir wollt ech dem Här Minister fir Landwirtschaft folgend Froe stellen:

1. Wéi vill a wat fir eng zougeloosse Produkter beinhalte Wierkstoffer vun der Famill vun den Neonikotinoiden?
2. Firwat sinn dës Produkter trotzdeem hei am Land zougelooss ginn?
3. Ass déi Zouloossung net am Widdersproch zum Verbuet, wat säitens vun der EU-Kommissioun am Abrëll 2013 ausgeschwat ginn ass?
4. Gedenkt Dir, déi Zouloossung eventuell ze iwwerdenken?

Réponse commune (12.01.2015) de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*, et de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

Ad 1. Momentan sinn am Ganze 16 Produkter déi d'Wierkstoffer Imidacloprid, Thiacloprid oder Acetamiprid enthalen, zougelooss.

Imidacloprid: Confidor® 200 SL, Merit® Turf

Thiacloprid: Biscaya 240 OD, Calypso®, Calypso® Spray, Calypso® Garden, Bayer-Garten Schädlingsfrei Calypso, Etisso Schädlings-frei SC

Acetamiprid: Gazelle SG, Duo-Stick, Multisect, Multisect Aérosol, Multisect Aérosol Prêt, Substrat Spray p. pl., Roseclear, Roseclear Spray

Ad 2. Dës Produkter si wéi all aner Sprëtzmëttel duerch d'Prozedur vun der géigesäiteger Unerkennung nom Artikel 40 vum europäesche Reglement 1107/2009/CE zu Lëtzebuerg zougelooss ginn. D'Zouloossunge vun deene Produkter baséieren domadder op Zouloossungen aus dem Ausland. Dës Produkter falen net ënnert den Uwennungsberäich vum Ausféierungsreglement 485/2013/CE an et si bis elo keng nei Erkenntnisser vun Säite vun der EFSA komm, déi zu engem Verbuet vun dëse Mëttele gefouert hätten.

Ad 3. D'Ausféierungsreglement 485/2013/C vun der EU-Kommissioun vum 24. Mee 2013 huet d'Wierkstoffer Clothianidin, Thiamethoxam an Imidacloprid betraff an dovunner just verschidden Uwennungen. Néng Produkter kruten d'Zouloossung entweder ganz oder fir eng Rei vun hiren Applikatiounen doropshin entzunn. D'Wierkstoffer Thiacloprid an Acetamiprid waren net betraff, well se net esou gëfteg si wéi déi dräi aner Wierkstoffer. Eis momentan Zouloossunge stinn also net am Widdersproch zum genannten Ausféierungsreglement, deen zu Lëtzebuerg bei der Zouloossungsprozedur vun de Sprëtzmëttel nach ëmmer respektéiert gëtt.

Ad 4. Et gëtt momentan kee Grond, d'Zouloossungen ze iwwerdenken. Mir halen eis do un d'Virgabe vun der EU-Kommissioun bei där d'Neonikotinoider nach ëmmer op der Agenda stinn. Soubal d'Kommissioun an d'EFSA zu neien Erkenntnisser kommen, wäerte mir déi natierlech op nationalem Niveau implementéieren.

Question 0782 (08.12.2014) de **M. Henri Kox** *(déi gréng)* concernant les **survols répétés des installations nucléaires françaises par des drones:**

Depuis octobre, les autorités françaises et les exploitants de centrales nucléaires ont observé plusieurs dizaines de survols de leurs installations nucléaires par des drones. Il s'agit au minimum des installations de Bugey, Marcoule, Saint-Alban, Creys-Malville, Blayais, Nogent-sur-Seine, Chooz, Dampierre, Gravelines et Cattenom et certains réacteurs ont été survolés à plusieurs reprises. Or, malgré une recherche intensive, aucune piste concrète n'a jusqu'ici été identifiée.

Vu la proximité de la centrale de Cattenom, le Luxembourg est également concerné et a tout intérêt à ce que les autorités françaises agissent de manière transparente en informant à la fois les pays voisins et la population des risques posés par ces survols, de même que sur les mesures de protection envisagées.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de Monsieur le Ministre du Développement durable:

1. Est-ce qu'il y a eu des contacts avec les autorités françaises au sujet des nombreux survols illégaux de drones?

2. Est-ce que le Gouvernement a été rapidement et pleinement informé par les autorités françaises sur le nombre et les types de drones, sur les risques posés par ces survols illégaux - notamment aussi en ce qui concerne les piscines de combustibles usés - et sur les mesures de protection additionnelles mises en place ou envisagées afin de garantir la sécurité des installations?

3. Est-ce que le soutien des services luxembourgeois a été sollicité pour surveiller les alentours de la centrale de Cattenom? Dans l'affirmative, dans quelle mesure et avec quels résultats?

Réponse commune (12.01.2015) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

Ad 1. Le survol récent par des drones de plusieurs centrales nucléaires françaises dont celles de Cattenom a été évoqué avec les autorités françaises à différents niveaux.

Ad 2. Tout en attendant les résultats des enquêtes judiciaires diligentées à la suite de ces incidents, les autorités françaises insistent sur l'absence de risque immédiat pour la sécurité des centrales. Les autorités françaises ont en outre précisé que les drones avaient été neutralisés et que ces évènements n'ont pas mis en évidence de défaillance des dispositifs actuellement en place.

Le Luxembourg a affirmé son intérêt à être tenu informé des résultats de ces enquêtes. Si la collaboration sur les aspects tenant à la sûreté des installations nucléaires françaises peut être qualifiée de bonne, les autorités luxembourgeoises ont exprimé le souhait d'établir un point de contact bilatéral direct pour ce qui est du volet de la sécurité des centrales nucléaires.

Ad 3. Aucune demande de soutien de la part des autorités françaises n'a été formulée dans le cadre des survols des centrales nucléaires.

Question 0784 (09.12.2014) de **M. Justin Turpel** *(déi Lénk)* concernant la **ligne ferroviaire Thionville-Belval-Longwy:**

Nous venons d'apprendre par voie de presse que la ligne ferroviaire Thionville-Belval-Longwy, créée par la Région Lorraine et le Gouvernement luxembourgeois le 14 décembre 2009, pourrait être supprimée. Tandis que «Le Quotidien» du 3 décembre 2014 indique que la ligne en question devrait «prochainement être supprimée», le «Tageblatt» évoque l'année 2016. À cet égard, Patrick Hatzig, vice-président du conseil régional de Lorraine délégué aux actions régionales relevant de la mobilité, évoque que «cette liaison n'effectue que deux allers-retours et seulement une centaine de passagers l'utilise tous les jours alors qu'ils sont 600 dans chaque train Thionville-Luxembourg et que beaucoup de Thionvillois, par exemple, empruntent déjà le Thionville-Luxembourg en prenant à Bettembourg la correspondance pour Belval. Si nous supprimons cette ligne Thionville-Belval-Longwy, cela va nous permettre de libérer du matériel pour mettre en place une cinquième, voire une sixième liaison Thionville-Luxembourg aux heures de pointe, soit un train toutes les douze minutes. Et ce trajet Thionville-Belval, via Bettembourg, représente le même temps de trajet qu'avec la ligne Thionville-Belval-Longwy.» En ce qui concerne les passagers transitant par Longwy, Monsieur Hatzig précise: «Nous avons demandé aux CFL et au Ministère du Développement durable luxembourgeois de rallonger jusqu'à Longwy la ligne Luxembourg-Rodange (...). Nous attendons leur réponse.» («Le Quotidien», 03.12.2014)

Dans cet ordre d'idées j'aimerais savoir:

1. Monsieur le Ministre peut-il confirmer l'intention de supprimer la ligne ferroviaire Thionville-Belval-Longwy? Dans l'affirmative, à partir de quelle date cette suppression est-elle envisagée?

2. Une telle suppression ne serait-elle pas contraire à la nécessité de renforcer les transports publics aussi bien dans cette région frontalière, que pour valoriser le transport public vers le site de Belval?

3. Le renforcement de la liaison Thionville-Luxembourg n'est-il pas de toute façon nécessaire? Quelle est la société ferroviaire en charge de ce renforcement? Comment cette société peut-elle se procurer le matériel roulant nécessaire à cette fin? Est-il justifié que le matériel roulant nécessaire soit pris aux dépens de la suppression d'une autre ligne ferroviaire frontalière?

4. Une extension de la ligne Rodange-Longwy à deux voies ne serait-elle pas une condition sine qua non à l'amélioration de cette liaison frontalière?

Réponse (13.01.2015) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire n°0784 du 9 décembre 2014, l'honorable Député Justin Turpel souhaite s'informer au sujet de la desserte de l'arrêt Belval-Université au vu de la suppression de la relation directe Thionville-Belval-Longwy.

Faisant suite à la proposition de la part de la Région Lorraine, la relation directe Thionville-Belval-Longwy sera supprimée en 2016. Le matériel roulant y affecté sera réutilisé sur la relation Thionville-Luxembourg où la demande ne cesse de progresser et où se concentrent les plus grands besoins.

Ainsi, la desserte Thionville-Belval se fera par correspondance en gare de Bettembourg.

Pour offrir à la clientèle des transports en commun une relation optimale Longwy-Belval, une adaptation des horaires de la ligne de bus 398 Saint Charles-Longwy-Rodange circulant déjà actuellement est à l'étude en vue de la création de correspondances optimales entre cette ligne de bus et la ligne ferroviaire 60 Rodange-Belval-Esch/Alzette-Luxembourg.

Question 0786 (09.12.2014) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant l'**application de la loi sur l'euthanasie:**

Un courrier des lecteurs paru dans un quotidien luxembourgeois samedi passé fait état de problèmes qui se posent dans le contexte de l'application de la loi du 16 mars 2009 sur l'euthanasie et l'assistance au suicide.

En effet, l'article 4 prévoit que «toute personne majeure et capable peut, pour le cas où elle ne pourrait plus manifester sa volonté, consigner par écrit dans des dispositions de fin de vie les circonstances et conditions dans lesquelles elle désire subir une euthanasie», pour autant «qu'elle est atteinte d'une affection accidentelle ou pathologique grave et incurable, qu'elle est inconsciente et que cette situation est irréversible selon l'état actuel de la science». L'alinéa 4 du paragraphe 2. de l'article 4 de la loi susmentionnée dispose que «la Commission Nationale de Contrôle et d'Évaluation est tenue de demander une fois tous les cinq ans, à partir de la demande d'enregistrement, la confirmation de la volonté du déclarant».

Or, il paraît qu'à l'heure actuelle, c'est-à-dire plus de cinq ans après la publication de la loi en question et des premières demandes d'enregistrement, les déclarants concernés n'aient pas encore été contactés pour confirmer leur volonté. Le courrier des lecteurs susmentionné évoque une situation d'insécurité juridique émanant de cet état des choses et affirme que les dispositions de fin de vie antérieures à cinq ans et non renouvelées ne seraient plus valables.

Dans ce contexte, j'aimerais poser à Madame la Ministre de la Santé les questions suivantes:

- Madame la Ministre a-t-elle connaissance de l'état des choses décrites ci-dessus?

- Selon Madame la Ministre, les déclarations antérieures à cinq ans perdront-elles leur validité si elles ne sont pas renouvelées?

- Quelle est la position de Madame la Ministre face à cette problématique et quelles mesures compte-t-elle prendre pour clarifier la situation?

- Pour ce faire, Madame la Ministre prévoit-elle éventuellement de procéder à une modification de la loi?

- Dans la foulée, Madame la Ministre pense-t-elle également procéder aux adaptations découlant des recommandations de la Commission Nationale de Contrôle et d'Évaluation, notamment:

• en ce qui concerne la désignation de suppléants des membres de la Commission pour tenir compte des difficultés pour fixer des réunions et atteindre le quorum prévu par la loi, ou

• l'insertion dans la loi d'une disposition sur la qualification juridique d'un décès suite à un acte d'euthanasie ou d'assistance au suicide, qui selon les experts devrait être considéré comme une mort de cause naturelle?

Réponse (08.01.2015) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

L'euthanasie est réglementée au Luxembourg par la loi du 16 mars 2009 sur l'euthanasie et l'assistance au suicide. Cette loi est entrée en vigueur le 20 mars 2009.

Les dispositions de fin de vie sont une demande d'euthanasie faite à l'avance pour le cas où le patient se trouverait, à un moment ultérieur de sa vie, dans une situation d'inconscience et qu'il souffrirait d'une affection accidentelle ou pathologique grave et incurable et que son état soit irréversible selon l'état de la science.

Les dispositions de fin de vie sont enregistrées dans le cadre d'un système officiel d'enregistrement auprès de la Commission Nationale de Contrôle et d'Évaluation. Je voudrais rappeler à cet endroit que la prédite commission est indépendante du Ministère la Santé, même si son secrétariat y est localisé.

La loi ne précise pas de durée de validité de ces dispositions, mais la Commission Nationale de Contrôle et d'Évaluation est tenue de demander une fois tous les cinq ans, à partir de la date d'enregistrement des dispositions de fin de vie, la confirmation de la volonté du déclarant.

Les dispositions de fin de vie peuvent être réitérées, retirées ou adaptées à tout moment. Tout changement éventuel doit être déclaré et enregistré auprès de cette commission.

La loi ne prévoit pas de conséquences en cas de silence du déclarant relatif à la demande de confirmation de sa volonté dans les cinq ans, à partir de la date d'enregistrement des dispositions de fin de vie.

Selon les informations qui m'ont été transmises de la part de la prédite commission, il est vrai qu'un certain retard a été pris afin de solliciter la confirmation de la volonté des déclarants des dispositions de fin de vie enregistrées il y a cinq ans.

La Commission Nationale de Contrôle et d'Évaluation veille à assurer que tous les moyens sont mis en œuvre pour remédier rapidement à ces retards en transmettant par courrier une demande la confirmation de la volonté des dispositions de fin de vie à tous les déclarants qui ont établi une telle disposition depuis plus de cinq ans. Il est mentionné dans ce courrier qu'en cas de silence du déclarant à ce courrier ses dispositions de fin de vie resteront valables.

Cela étant, il n'y a actuellement pas lieu de procéder à une modification de la loi du 16 mars 2009 sur l'euthanasie et l'assistance au suicide.

Question 0787 (09.12.2014) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **perquisitions au Ministère de la Sécurité intérieure et au Ministère de l'Économie:**

D'Regierung huet iwwer Communiqué bestätegt, datt am Ministère fir bannescht Sécherheet an am Wirtschaftsministère Perquisitiounen duerchgefouert goufen, am Kontext vun den Ausschreiwunge vum externen Audit, fir d'Direktioun vun der Police nei ze besetzen.

An deem Kontext hätt ech dës Froen un d'Regierung:

1. Wien dréit d'Verantwortung fir d'Ausschreiwung vun dësem Audit?

2. Wat huet d'Regierung fir dësen Audit bezuelt?

3. Sinn, wéi et üblech misst sinn, déi néideg Renseignementer iwwert d'Firma ageholl ginn, ier dës mam Audit befaasst ginn ass?

4. Huet den Audit sech och mat der Prozedur, dem Prinzip vun der Besetzung vum Posten duerch e Magistrat an zur Gewaltentrennung befaasst? Froen, déi ech an der Question parlementaire N°0597 vum 7. Oktober opgeworf hunn *(cf. compte rendu n°3/session extraordinaire 2013-2014)*.

Réponse (19.12.2014) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure, Ministre de l'Économie*:

Am Regierungsprogramm ass festgehalen, dass, éier d'Reform vun der Police géif finaliséiert ginn, en Audit iwwert d'Police gemaach géif ginn.

Den Audit, deen an Optrag ginn ass, handelt iwwert d'Organisatioun an de Fonctionnement vun der Police.

D'Police fält ënnert d'Attributioune vum Minister fir bannescht Sécherheet, deem seng Servicer deemno d'Ausschreiwung fir den Audit gemaach hunn.

De Präis fir den Audit beleeft sech op 214.359 Euro. Den Audit dauert viraussiichtlech bis Mee 2015. Et huet bis elo nach kee Paiement stattfonnt.

Déi néideg Renseignementer iwwert d'Firma sinn am Virfeld ageholl ginn.

Den Audit handelt net iwwert d'Generalinspektioun vun der Police.

Question 0788 (10.12.2014) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant la **ratification par le Luxembourg de la Convention Médicrime:**

La Convention Médicrime est un traité qui a été adopté fin de l'année 2010 par le Comité des Ministres des 47 états du Conseil de l'Europe et qui a été ouvert à la signature et à la ratification depuis octobre 2011 aux pays du monde entier. Ce traité a pour objet d'offrir un instrument juridique international de premier ordre dans la lutte contre le fléau d'ampleur mondiale que constituent la contrefaçon de produits médicaux et la criminalité y associée. En effet, une harmonisation au niveau international de la législation en la matière permettra une criminalisation de ces pratiques et l'application de sanctions dissuasives. Cette démarche est vitale sachant que ce phénomène peut avoir à grande échelle des conséquences dramatiques sur la santé publique, notamment au travers d'une distribution de masse de produits médicaux contrefaits facilitée par Internet.

Actuellement, 23 pays, dont le Luxembourg, ont signé la Convention Médicrime, mais seulement quatre des 23 pays signataires l'ont ratifiée par la suite.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Au vu de l'importance de ce traité dans la lutte contre la contrefaçon de produits médicaux, Madame la Ministre et Monsieur le Ministre envisagent-ils de légiférer afin de ratifier la Convention Médicrime?

- Dans l'affirmative, dans quel délai entendent-ils déposer un projet de loi pour ce faire?

Réponse commune (09.01.2015) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

La problématique des médicaments falsifiés est un sujet très préoccupant, répandu dans le monde entier et plus particulièrement dans les pays tiers de l'Union européenne.

La directive 2011/62/UE du Parlement européen et du Conseil concernant la prévention de l'introduction dans la chaîne d'approvisionnement légale de médicaments falsifiés a posé un cadre normatif destiné à lutter contre les médicaments falsifiés dans l'Union.

Cette directive a été transposée en droit national par règlement grand-ducal du 9 avril 2013.

En ce qui concerne la Convention Médicrime, un avant-projet de loi sera déposé au courant de l'année 2015 aux fins de ratification du traité en question.

Question 0789 (10.12.2014) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant les **adaptations à la formation professionnelle:**

Lors de l'interpellation sur la formation professionnelle du 27 novembre 2014, j'avais posé plusieurs questions orales *(cf. compte rendu n°4/session 2014-2015)* à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.

Vu que Monsieur le Ministre n'a pas répondu à la plupart de mes questions et vu que je n'ai pas reçu les réponses écrites promises, j'aimerais poser de nouveau les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1. Quand le Ministre envisage-t-il terminer et publier l'évaluation qualitative de la formation professionnelle entamée en collaboration avec l'Université du Luxembourg?

2. Lors de la Commission du Développement durable du 5 novembre 2014, le Ministre du Développement durable a souligné que comme d'une part l'enseignement secondaire fonctionne en trimestre et la formation professionnelle en semestre, il y a une divergence entre les différents établissements sur un même site quant au début des vacances scolaires. L'impact afférent sur le transport scolaire est

considérable. Ainsi le Gouvernement envisage d'aligner les vacances scolaires des différents établissements scolaires en vue d'une optimisation du transport scolaire.

- Dans ce contexte, Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, comptez-vous réorganiser les années scolaires? Si oui, sera-ce en semestres ou en trimestres?

3. Comment envisagez-vous organiser la formation continue - en tenant compte de la situation particulière des élèves concernés - pour permettre aux retardataires de terminer leurs modules non encore réussis?

- Est-ce que les modules à rattraper seront offerts à partir de la rentrée scolaire de septembre 2015? Dans quels lycées les cours seront-ils organisés? Quand les concernés (parents, élèves, enseignants et directeurs) seront-ils informés de vos décisions?

4. Selon la réponse à une question parlementaire, le Ministre du Travail compte contacter les chambres professionnelles compétentes pour leur demander de solliciter la dérogation de l'interdiction d'employer des jeunes sous contrat d'apprentissage ou sous contrat de stage à des travaux à risques spécifiques, pour l'ensemble des entreprises auxquelles elles ont accordé le droit de former.

- Monsieur le Ministre êtes-vous au courant de cette décision? Dans l'affirmative, est-ce que le Ministre compétent a déjà entamé cette démarche?

Réponse (13.01.2015) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Comme déjà annoncé lors de l'interpellation sur la formation professionnelle en date du 27 novembre 2014, le Conseil de Gouvernement a adopté en date du 23 décembre l'avant-projet de loi portant modification:

1) de la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle,

2) de la loi du 15 juillet 2011 visant l'accès aux qualifications scolaires et professionnelles des élèves à besoins éducatifs particuliers,

3) de l'article L.222-4 du Code du Travail.

Ce projet prévoit des adaptations de la loi de 2008, sans mettre en cause les grands principes de la réforme de la formation professionnelle de 2008 et apporte des réponses à la majorité des questions respectivement défis soulevés lors de l'interpellation.

En ce qui concerne les questions de l'honorable Députée, les réponses sont les suivantes:

Ad 1. La convention signée avec l'Université du Luxembourg a pour but de faire une analyse, surtout qualitative, de la mise en œuvre de la formation professionnelle. Dès que les premiers résultats portant sur un échantillon de plusieurs professions/métiers sont disponibles, la commission parlementaire de la Chambre des Députés en sera informée.

Le bilan quantitatif a été dressé fin 2014 quand la première cohorte complète des élèves du régime professionnel, organisé suivant les dispositions de la loi de 2008, est arrivé au terme de ses études, et ce dans la durée normale de trois ans.

En ce qui concerne la formation de technicien, qui s'étend sur quatre années, un bilan analogue ne pourra se faire que fin 2016 dû au fait que la formation de technicien division administrative et commerciale a commencé le parcours réformé avec une année de retard.

Ainsi, pour avoir une vue d'ensemble sur une cohorte, il faut attendre la fin de parcours des «retardataires» qui mettent une, voire deux années supplémentaires pour terminer leur formation. En outre, il semble indiqué d'attendre au moins trois cohortes entières, fonctionnant selon les dispositions de la réforme de 2008, avant de dresser un bilan définitif. Ce bilan définitif analysera les parcours des élèves en formation jusqu'en été 2020 et ne sera disponible qu'en 2021.

Ad 2. Pour l'instant, une modification du fonctionnement en semestres de la formation professionnelle n'est pas envisagée et les discussions relatives à la réforme de l'enseignement secondaire permettront de conclure s'il s'avère pertinent de préserver le rythme trimestriel ou non.

Je tiens à préciser dans ce contexte que chaque lycée ou lycée technique peut solliciter auprès du Ministre une autorisation pour adopter le rythme semestriel qui devra dès lors être appliqué à toutes les classes. Actuellement, le Lycée technique Agricole, le Atert-Lycée de Redange, le Lycée Ermesinde et le Schengen-Lycée fonctionnent par semestres pour l'ensemble des classes, y compris celles qui ne font pas partie de la formation professionnelle.

Ad 3. Les dispositions prévues par l'avant-projet de loi et ses projets de règlements grand-ducaux prévoient des dispositions spécifiques pour les élèves qui ne terminent pas les études dans la durée normale prescrite par la législation de 2008.

En ce qui concerne l'organisation des différents modules à rattraper, des discussions sont en cours.

Ad 4. En date du 3 décembre 2014 une lettre signée conjointement par les Ministres du Travail et de l'Éducation nationale a été transmise à la Chambre de Commerce et à la Chambre des Métiers leur demandant de solliciter auprès du Ministre du Travail la dérogation prévue à l'article L.343-3, paragraphe (4) pour l'ensemble des entreprises ayant le droit de former. Cette solution pragmatique semble être plus utile que de prévoir une modification législative qui risque de créer une ouverture trop grande ne permettant plus d'assurer correctement la sécurité et la santé des jeunes en formation.

Q96

Question 0790 (10.12.2014) de **M. Jean-Marie Halsdorf** *(CSV)* concernant les **abus éventuels de suppléments d'honoraires dans le chef de certains médecins:**

Lors d'une conférence de presse du mardi 9 décembre 2014, l'Association de défense des patients («Patientevertriedung») monte au créneau contre les abus de facturation que pratiqueraient certains médecins. L'association n'est pas tendre à l'égard de la profession à savoir «facturations illicites de taxes, facturations non prévues pour copies de dossier en cas d'hospitalisation, facturations illicites de suppléments d'honoraires pour convenance personnelle et enfin mémoires d'honoraires et factures non conformes». L'association lance dans ce cadre une campagne d'information pour expliquer les cas de figure qui autorisent le médecin à facturer un supplément et insiste sur la nécessité que le patient en soit informé au préalable et sur le caractère raisonnable que doit revêtir ces frais supplémentaires éventuels. Dans une pétition en ligne, la «Patientevertriedung» va encore plus loin en demandant purement et simplement la suppression des convenances personnelles ou à tout le moins une application stricte de la convention en la matière.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Madame la Ministre et Monsieur le Ministre sont-ils au courant de la situation décrite par l'association de défense des patients et peuvent-ils confirmer les abus ainsi dénoncés?

- Dans l'affirmative, quelles mesures envisagent-ils à brève échéance afin d'éviter de tels débordements, d'assurer une meilleure transparence dans la facturation des honoraires et de protéger davantage les patients?

Réponse commune (09.01.2014) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Le Code de la sécurité sociale (CSS) a mis en place un système de conventionnement obligatoire de tous les prestataires de soins de santé. Ce système s'impose en vertu de la loi à tout prestataire établi sur le territoire luxembourgeois, lorsqu'il délivre des actes susceptibles d'être pris en charge par l'assurance maladie à un assuré luxembourgeois. La loi dispose en outre que pour les prestations contenues dans la nomenclature les tarifs de la nomenclature sont obligatoires et que ces tarifs ne peuvent être dépassés que dans les cas de figure et en vertu des modalités figurant dans les deux conventions liant la Caisse Nationale de Santé (CNS) au corps médical.

Le système du conventionnement général et obligatoire encadre l'exercice d'une profession libérale pour toute prestation qu'elle délivre, du moment que cette prestation est susceptible d'être prise en charge par l'assurance maladie.

1. Les dépassements de tarifs prévus par le CSS et les conventions conclues entre la CNS et l'AMMD

Les possibilités de dépassement des tarifs de la nomenclature sont prévues par l'article 66, alinéa 3 du CSS. Ce sont:

- les majorations des tarifs médicaux en cas de séjour du patient en chambre individuelle à l'hôpital (anciennement «1ère classe»);

- les convenances personnelles pour certains services limitativement énumérés dans la convention médicale et médico-dentaire (CP);

- les dépassements des tarifs pour des prestations médico-dentaires pour un certain nombre de traitements médico-dentaires limitativement énumérés (DSD).

Au sujet des «convenances personnelles» (CP1 à CP7), les conventions susmentionnées prévoient un certain nombre de dispositions:

- l'obligation d'une information et d'un accord de la personne protégée sur le supplément à pratiquer, sans quoi le traitement en question ne peut être commencé (article 48);

- l'obligation de renseigner les suppléments pour convenance personnelle facturés à titre accessoire ou complémentaire à des prestations susceptibles de prise en charge par l'assurance maladie, avec ces prestations sur un même mémoire d'honoraires, alors même qu'ils ne sont pas à charge de l'assurance maladie;

- l'obligation de facturer les suppléments avec tact et mesure.

Le droit à la mise en compte d'une convenance personnelle existe uniquement dans les cas de figure suivants (article 50 de la convention de la CNS avec l'AMMD):

- rendez-vous fixé à la demande expresse de la personne protégée à un jour et une heure précis à condition que le rendez-vous ait été respecté par le médecin (CP1);

- rendez-vous fixé à la demande expresse de la personne protégée un samedi matin et donné par un médecin qui travaille du lundi au vendredi (CP2);

- la personne protégée vient trop tard à son rendez-vous sans fournir d'excuse valable (CP3).

Pour le médecin qui consulte exclusivement sur rendez-vous ou qui consulte par journée ou demi-journée sur rendez-vous:

- le rendez-vous fixé à la demande expresse de la personne protégée à un jour et une heure précis après que deux propositions faites par le médecin n'ont pas été acceptées (CP4);

- l'examen immédiat de la personne protégée sans qu'il ait été fixé de rendez-vous préalable, sauf en cas d'urgence (CP5);

- le fait par la personne protégée de se faire attribuer des soins lors d'une consultation ou visite d'urgence telles que celles-ci sont définies dans la nomenclature des médecins et des médecins-dentistes, sans que le caractère urgent n'ait été reconnu par le médecin (CP6);

- le fait par la personne protégée de solliciter les conseils du médecin par téléphone, si la durée de l'entretien dépasse dix minutes au moins (CP7).

L'interprétation des libellés est régulièrement sujet à discussion et les controverses entre patients et prestataires sont nombreuses. En effet, en cas de mise en compte d'une CP, le service supplémentaire rendu au patient est souvent imperceptible pour celui-ci. Il en est ainsi notamment du CP1 au sujet duquel les contestations visent le principe de sa mise en compte par un médecin qui ne travaille que sur rendez-vous, la prise en compte des contraintes du patient lors de la fixation du rendez-vous, l'information préalable, l'interprétation du «tact et mesure», le délai d'attente, etc.

2. Des suppléments indûment perçus par certains membres du corps médical

Depuis un certain temps, certains médecins ont pris des habitudes qui ne sont pas conformes avec la législation applicable. En effet, certains médecins ont pris l'habitude, et persistent à le faire malgré l'opposition écrite formelle du Ministère de la Sécurité sociale, de demander à leurs patients des suppléments hors tarifs, non prévus dans la nomenclature et non renseignés sur les factures à envoyer pour remboursement à la CNS, mais sur une lettre à part. Il s'agit donc ici d'une double infraction à la base légale.

Par ailleurs, d'autres habitudes abusives se sont installées dans certains cabinets médicaux. Ainsi, certains médecins appliquent de façon incorrecte les différents codes de la nomenclature: il arrive assez souvent que des médecins facturent pour un simple renouvellement d'une ordonnance (C41 au montant de 14,10 euros) une consultation (C1 au montant de 39,00 euros), ce qui revient à chaque fois à un supplément indûment payé à charge de la CNS de 19,92 euros et de 4,98 euros indûment à charge du patient. Du moment que de telles pratiques sont systématiques, p. ex. dans le cas du renouvellement des ordonnances pour les habitants d'un centre pour personnes âgées, il en découle un surcoût considérable non justifié pour l'assurance maladie.

Or, conformément au Code de déontologie émis par le collège médical, les médecins et médecins-dentistes sont tenus de respecter les dispositions légales, règlementaires, statutaires et conventionnelles dans leurs relations avec les patients et lors de la facturation des prestations qu'ils effectuent dans ce cadre et le collège médical devrait intervenir en cas d'infraction y relative. Et c'est au collège médical qu'il incombe, le cas échéant, de veiller à ce que les membres du corps médical les observent et de prononcer en cas de non observation des sanctions.

Conscients néanmoins que les abus et fraudes augmentent de part et d'autre, et notamment aussi du côté de tous les acteurs du système de soins de santé, les rédacteurs du programme de coalition de 2013 y ont prévu de renforcer la lutte contre la fraude en matière de sécurité sociale. Ainsi le texte prévoit que «dans le contexte de la réforme des juridictions actuellement en cours, une spécialisation dans le domaine de la lutte contre la fraude dans le cadre des prestations de sécurité sociale sera introduite au niveau des juridictions civiles et pénales», et: «Le Gouvernement accordera plus d'importance à la définition d'une politique de prévention des abus et des pratiques non conformes en vue d'assurer un suivi adéquat de tels dossiers.»

Question 0791 (11.12.2014) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant la **procédure d'immatriculation de sociétés au Registre de Commerce et des Sociétés:**

Suivant la loi du 17 décembre 2010 les statuts d'une SICAV peuvent être dressés en anglais uniquement. L'article 26, 2 prévoit que: «Par dérogation aux dispositions de l'arrêté du 24 prairial, an XI, (...) l'obligation de joindre (...) une traduction en une langue officielle (...) ne s'applique pas».

Il me revient que le Registre de Commerce et des Sociétés refuse cependant les immatriculations de SICAV dont les statuts ont été dressés en anglais uniquement au motif que «le formulaire doit être complété en une des langues administratives, à savoir la langue française (sic), allemande ou luxembourgeoise (art. 4 du règlement du 23 janvier 2003 concernant le RCS)».

1. Est-ce que Monsieur le Ministre est d'accord pour dire qu'un règlement constitue une norme juridique inférieure par rapport à une loi et que toute personne - a fortiori une agence quasi étatique - doit respecter la loi?

2. Monsieur le Ministre entend-il intervenir pour que des SICAV créés en conformité avec la loi du 17 décembre 2010 en langue anglaise puissent être inscrites au RCS sans qu'il y ait besoin de faire traduire leurs statuts en langue luxembourgeoise, allemande ou française pour les besoins de l'immatriculation?

3. Pour autant que de besoin, Monsieur le Ministre envisage-t-il une modification du RGD de 2003 pour le mettre en conformité avec la loi de 2010?

Réponse (12.01.2015) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

À titre liminaire, il n'est sans doute pas inutile de rappeler les différentes dispositions légales régissant le régime général des langues, applicable au Grand-Duché de Luxembourg:

- Ainsi la loi du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat, en son article 36, dispose que: «Les notaires sont obligés de se servir pour la rédaction des actes de la langue française ou allemande, au choix des parties. Toutefois, pour les actes reçus en vertu de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle qu'elle a été modifiée par la suite de la loi du 25 mars 1991 sur les groupements d'intérêt économique, du règlement CEE n°2137/85 du Conseil du 25 juillet 1985 relatif à l'institution d'un groupement européen d'intérêt économique (GEIE) et de la loi du 25 mars 1991 portant diverses mesures d'application dudit règlement CEE n°2137/85 ils peuvent, si les comparants le demandent, et à condition de comprendre et de parler cette langue, rédiger l'acte en langue anglaise et faire suivre la version anglaise d'une version rédigée en langue française ou allemande. En cas de divergence entre la version française ou allemande, d'une part, et la version anglaise, d'autre part, la version française ou allemande fera seule foi, à moins que les parties ne stipulent que la version anglaise fera seule foi entre parties (...).»

Les actes notariés peuvent donc, au choix des comparants, être dressés en langue française ou allemande et en ce qui concerne les sociétés commerciales, les GIE et les GEIE, en langue anglaise, suivi d'une traduction en langue française ou allemande.

- L'article 3 de la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues dispose qu'«en matière administrative, contentieuse ou non contentieuse, et en matière judiciaire, il peut être fait usage des langues française, allemande ou luxem-

bourgeoise, sans préjudice des dispositions spéciales concernant certaines matières».

- La loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le Registre de Commerce et des Sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises reprend ces mêmes dispositions, en son article 22-2: «Tous les actes, extraits d'actes, procès-verbaux et documents quelconques dont le dépôt ou la publication est ordonné par la loi sont rédigés en langues française, allemande ou luxembourgeoise, sans préjudice des dispositions spéciales concernant certaines matières. Peuvent toutefois faire l'objet d'un dépôt et d'une publication volontaires, tous les documents visés à l'alinéa premier traduits dans toute langue officielle de la Communauté (...).»

Dès lors et eu égard aux textes énoncés, les actes ou extraits d'actes ou tout document quelconque à déposer au Registre de Commerce et des Sociétés (ci-après le RCS) et à publier au Mémorial C doivent en principe être rédigés en une langue officielle ayant cours au Grand-Duché de Luxembourg, à savoir le français, l'allemand ou le luxembourgeois, sauf disposition légale particulière.

À ce titre, plusieurs législations spéciales viennent déroger au régime général des langues en permettant l'usage de la langue anglaise, sans qu'une traduction en langue officielle ne soit jointe à l'acte rédigé en anglais. Il en est ainsi de la loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif, où l'acte constitutif des SICAV et ses modifications subséquentes, constatés dans un acte notarié spécial, peuvent être rédigés seulement en langue anglaise.

En exécution des textes applicables en la matière, le gestionnaire du RCS accepte en dépôt, les actes notariés dressés uniquement en langue anglaise, concernant les SICAV.

S'agissant plus précisément de la question de l'immatriculation de société auprès du RCS, l'article 4 du règlement grand-ducal modifié du 23 janvier 2003 portant exécution de la loi du 19 décembre 2002 concernant le Registre de Commerce et des Sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises, fixe la procédure à suivre.

Ainsi, l'immatriculation s'effectue par le biais d'un formulaire de réquisitions spécifique, auquel est joint l'acte requis pour la publication au Mémorial C.

L'alinéa premier de ce même article indique aussi la manière dont doivent être complétés les formulaires et reprend le régime général des langues: «Les formulaires complétés en langues française, allemande ou luxembourgeoise doivent être remplis de façon complète et exacte.»

Cette disposition est donc conforme aux principes applicables en la matière, d'autant plus que les formulaires sont des documents fournis par le gestionnaire du RCS, afin de mettre à jour sa banque de donnée, sur base de laquelle il émet des extraits officiels.

Dès lors, les données textuelles du formulaire, à savoir l'objet social, les éventuels pouvoirs et régime de signature, fonctions et organes sociaux, doivent être inscrites en langue française, allemande ou luxembourgeoise.

En pratique, lors de l'immatriculation d'une SICAV, le notaire doit présenter une demande de dépôt composée de son acte, pris en application de la loi du 17 décembre 2010 précitée, qui peut donc être uniquement rédigé en anglais et du formulaire d'immatriculation, dûment complété, en français, en allemand ou en luxembourgeois, conformément à l'article 4 précité.

Il appartient au notaire, rédacteur de l'acte, de procéder à une inscription en bonne et due forme auprès du RCS.

Par ailleurs, il convient de relever que le gestionnaire du RCS n'impose jamais, dans le cadre de ces immatriculations, que soit jointe à la demande de dépôt une quelconque traduction des statuts.

Force est donc de constater que le gestionnaire du RCS exécute les textes qui lui sont applicables conformément à la législation relative au régime des langues et que par ailleurs le règlement grand-ducal du 23 janvier 2003 n'est pas en contradiction avec la loi du 17 décembre 2010 de sorte qu'une modification dudit règlement n'est pas requise.

Question 0792 (11.12.2014) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant l'**économie solidaire:**

Face aux évolutions économiques et sociales des dernières années, l'économie solidaire joue un rôle de plus en plus important afin de contrer le fléau du chômage et de la pauvreté.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

- À l'heure qu'il est, combien d'activités bénéficient d'une convention avec le Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie solidaire?

- Quelles sont les missions exactes du service étatique chargé du volet de l'économie solidaire?

- Quels sont les montants budgétaires engagés en la matière?

- Quels sont les différents domaines dans lesquels opèrent les associations en question?

- Combien de personnes travaillent actuellement dans les initiatives sociales comme personnel d'encadrement et quel est le nombre de personnes prises en charge par elles?

- Les initiatives sociales comme par exemple le Forum pour l'Emploi et bien d'autres travaillent sous le statut juridique d'une association sans but lucratif. Monsieur le Ministre estime-t-il que cette forme juridique s'avère appropriée pour répondre aux différents défis à relever par les initiatives sociales qui peuvent avoir l'envergure d'une véritable entreprise?

- Monsieur le Ministre est-il disposé à proposer et à élaborer une forme d'association ou de société plus adaptée aux particularités des initiatives sociales?

- Qu'en est-il de la mise en œuvre du Plan d'action de développement de l'économie solidaire au Luxembourg présenté en novembre 2011?

Réponse (12.01.2015) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

La promotion de l'économie sociale et solidaire est en effet une des réponses que l'État souhaite donner à l'évolution à la hausse du chômage au Luxembourg. Il s'agit d'ailleurs d'un des thèmes phares de la présidence luxembourgeoise au deuxième semestre 2015. Au Luxembourg, il y a lieu de distinguer entre les activités des acteurs du terrain (les initiatives sociales) qui ont une convention de collaboration avec le Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire et les activités qui sont réalisées par le département de l'économie sociale et solidaire au Ministère qui a comme objet de donner un cadre général aux activités de l'économie sociale et solidaire.

Pour 2015, le Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire signe une convention avec 33 associations sans but lucratif dans le cadre d'initiatives prises pour le rétablissement du plein emploi telles que définies par la loi du 3 mars 2009. Un agrément ministériel a été donné pour 192 activités. Pour 2015, le département de l'Économie sociale et solidaire signe quatre conventions dans le cadre du déploiement des quatre axes stratégiques.

Les principales missions du département de l'économie sociale et solidaire sont:

- donner plus de visibilité au secteur et à sa contribution à l'économie globale du pays;

- rassembler les acteurs et créer une stratégie de développement pour le secteur;

- donner un cadre légal aux entreprises sociales;

- développer des liens entre les acteurs de l'économie sociale et ceux de la place financière.

Pour les initiatives sociales, un montant prévisionnel de 70.624.430 EUR a été engagé pour 2015. Le Ministère prend en charge, par le Fonds pour l'Emploi, le salaire social minimum de chacun des 1.780 postes réservés pour les demandeurs d'emploi bénéficiant d'un encadrement, une partie du salaire des 356 encadrants prévus par la convention de collaboration et une partie des frais de fonctionnement des structures d'encadrement. L'initiative sociale prend en charge les coûts de fonctionnement restants, soit par des recettes liées à la vente de produits et de services, soit par la signature d'une convention complémentaire avec une commune.

Complémentairement à ces dépenses par le Fonds pour l'Emploi, le budget pour les activités de déploiement des axes stratégiques de l'économie sociale et solidaire au Luxembourg par le département de l'économie sociale et solidaire s'élève à 673.000 EUR pour 2015.

La mission principale des initiatives sociales, telle que définie dans la convention de collaboration avec le Ministère, consiste à encadrer des demandeurs d'emploi éloignés du marché du travail afin de garantir une stabilisation psychosociale de leur situation et de les aider à acquérir des compétences qui augmentent leur employabilité et donc leurs chances de trouver un emploi sur le marché du travail ordinaire. Pour promouvoir le rapprochement avec le marché du travail, l'initiative sociale peut affecter le bénéficiaire à une activité pour laquelle elle détient un agrément ministériel. Cette activité non concurrentielle doit servir, en premier lieu, à des objectifs pédagogiques et le bénéficiaire doit se voir proposer un accompagnement dans la recherche d'emploi sur le premier marché du travail dès qu'il a acquis les compétences nécessaires. Les activités réalisées pour donner une expérience pratique aux demandeurs d'emploi sont très diverses, couvrant des domaines tels que les services de proximité, les services environnement, le jardinage (y compris le jardinage bio), des services de recyclage…

Pour garantir un bon encadrement des demandeurs d'emploi auprès des initiatives sociales, la convention du Ministère prévoit la prise en charge d'un encadrant pour cinq bénéficiaires, avec un financement du salaire de l'encadrant à hauteur de deux fois le salaire social minimum. Le nombre de bénéficiaires s'élevant en 2015 à 1.780 personnes, la prise en charge financière de l'État concerne 356 encadrants. Il est toutefois à noter que les initiatives sociales sont nombreuses à renforcer leur personnel de structure par des encadrants supplémentaires sur leurs propres fonds.

Il est vrai qu'actuellement la plupart des initiatives sociales travaillent sous le statut juridique d'une association sans but lucratif. A priori, cette forme juridique n'est pas inappropriée étant donné que la mission principale de l'initiative sociale est l'encadrement psychosocial des bénéficiaires afin de les aider à retrouver le chemin vers le premier marché du travail. Les activités qu'elles réalisent ensemble avec les bénéficiaires nécessitent un agrément ministériel et sont censées être des activités de niche non-concurrentielles. Ceci dit, d'autres statuts juridiques ne sont pas à exclure et une analyse des différentes formes existantes a été réalisée par le département de l'économie sociale et solidaire en 2014. Le Ministère est en train d'élaborer une proposition de cadre légal qui permettrait de prévoir une forme juridique spécifique au caractère social et solidaire des activités réalisées par les initiatives sociales et qui permettrait de mieux tenir compte de certaines activités qui risquent actuellement de dépasser légèrement les limites fixées par le statut d'association à but non lucratif.

Quant à la mise en œuvre du Plan d'action de développement de l'économie solidaire au Luxembourg présenté en novembre 2011, un certain nombre de projets ont été menés au sein de chacun des axes du plan d'action et en 2015 différentes nouvelles initiatives sont prévues:

- définir et dérouler une campagne de sensibilisation:

• Étude Statec intitulée «Assessing the social and solidarity economy in Luxembourg».

• Journées d'information sur le nouveau statut juridique: afin de faire connaître dans les milieux concernés les modalités de ce nouveau statut juridique pour sociétés commerciales à finalité sociale.

• Une conférence de deux jours qui se tiendra autour du sujet de l'économie sociale et solidaire dans le cadre de la présidence luxembourgeoise au deuxième semestre 2015.

- faciliter la mise en place d'un comité constitutif pour fédérer les acteurs du secteur:

L'ULESS (Union luxembourgeoise de l'économie sociale et solidaire) existe depuis juillet 2013.

- soutenir l'accompagnement de l'entrepreneuriat social:

1,2,3 GO social a pour objet d'offrir aux porteurs de projets économiques à finalité social, un accompagnement sur le plan d'affaires dans l'optique d'une optimisation tant économique que sociale de leur projet. En 2015 1,2,3 GO Social organisera la 4e édition de son parcours.

- organiser un espace de médiation:

«The Impactory» (qui a fusionné avec Business Initiative en 2015) met à disposition d'entreprises start-up des espaces de travail et des salles de réunion, en favorisant l'échange d'idées et le développement de solutions innovantes.

Question 0793 (11.12.2014) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant le **lien entre l'exposition à des pesticides et l'état de santé des personnes concernées:**

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail française a publié une revue systématique de la littérature scientifique disponible sur les expositions aux pesticides des travailleurs agricoles en France. Elle y conclut que de nombreuses études épidémiologiques réalisées au niveau international auprès de populations du secteur agricole reconnaissent que l'exposition à des pesticides peut largement contribuer à l'apparition de certaines pathologies chroniques. En France, l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) a d'ailleurs démontré en l'an 2013 qu'il existe des liens directs entre l'exposition à des pesticides et l'état de santé des personnes concernées. Parmi les pathologies soulevées par cet institut scientifique reconnu figurent notamment des maladies cancéreuses (cancers de la prostate, hémopathies malignes, tumeurs cérébraux, sarcomes de tissus mous...), certaines maladies neurologiques (maladie de Parkinson, maladie d'Alzheimer, troubles cognitifs...) ainsi que certains troubles de la reproduction et du développement. Des maladies respiratoires, des troubles immunologiques ou endocriniens ont également figuré parmi les pathologies ayant suscité des réflexions quant à leur lien direct ou indirect avec l'exposition à des pesticides.

Dans cet ordre d'idées, le Gouvernement français avait déjà mis en vigueur au mois de mai 2012 le décret n°2012/665, qui reconnaît la maladie de Parkinson comme maladie professionnelle en établissant explicitement un lien de causalité entre cette pathologie - seconde maladie neurodégénérative en France après la maladie d'Alzheimer - et l'usage de pesticides.

En France on peut d'ailleurs constater une croissance limitée mais quand même sensible des demandes de reconnaissance en tant que maladies professionnelles de certaines pathologies ayant vraisemblablement un lien avec les pesticides. Force est de constater que depuis quelques années, les effets des pesticides sur la santé des agriculteurs sont devenus un sujet de préoccupation et de mobilisation en France. En même temps, la littérature scientifique et notamment l'expertise susmentionnée de l'INSERM quant aux effets des pesticides sur la santé humaine, soulignent systématiquement le manque de données spécifiques relatives à l'exposition aux pesticides des personnes travaillant dans l'agriculture.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

1. Le Ministère de la Santé est-il en possession de statistiques sur l'exposition des êtres humains aux pesticides, notamment en ce qui concerne les maladies résultant directement ou indirectement d'une telle exposition? Dans l'affirmative, quelles sont les conclusions que Madame la Ministre peut en tirer au niveau national?

2. Compte tenu de la démarche français concernant la reconnaissance de la maladie de Parkinson en tant que maladie professionnelle dans le domaine de l'agriculture, Madame la Ministre se montre-t-elle favorable à une démarche analogue pour le Luxembourg?

Réponse (15.01.2015) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Conformément au tableau des maladies professionnelles, le code 13 reconnaît les pesticides comme produits chimiques pouvant provoquer des maladies professionnelles. En effet, le terme «pesticides» figure au tableau luxembourgeois des maladies professionnelles seulement dans le titre de la rubrique «Solvants, pesticides et autres substances chimiques», mais le tableau ne contient pas de numéro spécifique pour la maladie de Parkinson provoquée par des pesticides.

La maladie de Parkinson, reconnue depuis 2012 en France, peut être la conséquence d'une prédisposition génétique, mais aussi la conséquence de cofacteurs environnementaux comme les métaux lourds et les pesticides. Ainsi, notre pays voisin reconnaît un lien entre cette maladie et l'exposition conditionnée aux pesticides.

Toujours est-il que le terme «pesticide» est un terme générique qui rassemble les insecticides, les fongicides, les herbicides et les parasiticides et que chaque type de pesticide contient généralement différentes substances chimiques dans sa composition. Étant donné que le tableau luxembourgeois prévoit de manière non limitative des maladies provoquées par un certain nombre de substances chimiques, la maladie de Parkinson provoquée par certains pesticides est susceptible de rentrer dans le cadre des numéros 1302 à 1315. À défaut, la reconnaissance d'une maladie de Parkinson provoquée par des pesticides dans le cadre du système ouvert sur base de l'article 94 alinéa 3 du Code de la sécurité sociale est bien sûr toujours possible

si l'assuré rapporte la preuve de l'origine professionnelle de sa maladie.

Le tableau des maladies professionnelles, tel que déterminé par le règlement grand-ducal du 27 mars 1986 et modifié par les règlements grand-ducaux des 2 octobre 1992 et 1er septembre 1998, est en train d'être modifié suite aux propositions faites par la Commission supérieure des maladies professionnelles en 2013 et 2014 pour adapter le tableau luxembourgeois aux récentes modifications apportées au tableau allemand des maladies professionnelles dont le tableau luxembourgeois s'est inspiré depuis toujours. Par référence au tableau allemand, parmi les adaptations discutées et proposées ne figure pas la maladie de Parkinson provoquée par des pesticides.

Question 0794 (11.12.2014) de **M. Serge Urbany** *(déi Lénk)* concernant l'**éloignement du territoire de personnes ayant déposé une demande en sursis:**

Revenant à ma question *du* 8 décembre 2014 *(cf. question parlementaire n°0777, voir ci-dessus),* à laquelle il ne fut pas répondu complètement, je voudrais repréciser quelques questions qui sont encore en attente d'une réaction:

1. Dans quelle mesure les forces de l'ordre sont-elles informées des demandes de prolongation d'un sursis à l'éloignement de personnes pouvant faire l'objet d'un contrôle d'identité?

2. Quelle est la durée moyenne du traitement d'une demande d'un sursis à l'éloignement pour raisons médicales à partir du dépôt de la demande jusqu'à la prise de décision par le Ministre?

3. Quelle est la durée moyenne du traitement d'un dossier de demande de sursis par le médecin-contrôle?

4. Combien de personnes par année, sur les dix dernières années, se sont-elles trouvées confrontées à un refoulement malgré introduction d'une demande en sursis d'éloignement?

5. La loi règle-t-elle la situation d'une personne en situation d'éloignement en attendant une réponse à une demande de prolongation de ce sursis, ou bien cette situation est-elle entourée d'un vide juridique?

6. Dans le cas d'un vide juridique, par quels moyens appropriés estimez-vous qu'il faille y remédier?

7. Dans ce cas, n'estimez-vous pas qu'il soit préférable de suspendre les éloignements de personnes ayant déposé une demande de sursis et d'en notifier toutes les autorités compétentes, en particulier la Police grand-ducale, aussi longtemps que ce vide juridique n'ait été comblé?

Réponse (15.01.2015) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

Le sursis à l'éloignement a été introduit par la loi du 29 août 2008 portant sur la libre circulation des personnes et l'immigration dans ses articles 130 et suivants. La Direction de l'immigration est la seule instance compétente pour connaître ces demandes, les forces de l'ordre ne sont donc pas impliquées.

La durée du traitement d'une demande de sursis à l'éloignement peut varier de quelques semaines à plusieurs mois, délai de traitement dépendant de la réception de l'avis obligatoire du médecin délégué.

La compétence de l'émission de ces avis a été récemment reprise par une nouvelle équipe de la Direction de la Santé, à savoir la Division de l'inspection sanitaire, ce qui devrait avoir pour conséquence le raccourcissement des délais de traitement.

Toute personne en attente d'une réponse quant à sa demande de sursis à l'éloignement pour raisons médicales n'est pas éloignée du territoire luxembourgeois avant réception de l'avis du médecin délégué. L'éloignement est donc suspendu jusqu'à la prise de décision quant à la demande en obtention d'un sursis à l'éloignement et par conséquent aucune personne s'est trouvée confrontée à un refoulement malgré l'introduction d'une demande de sursis à l'éloignement.

Par ailleurs, il y a lieu de souligner qu'avant chaque éloignement un médecin délégué tient compte de l'état de santé de la personne à éloigner et doit donner son accord à l'éloignement du point de vue médical.

Question 0795 (15.12.2014) de **M. Gilles Baum** *(DP)* concernant le **PAG de la commune de Mamer:**

Lors d'une interview donnée à ce jour pour une chaîne de radio nationale, Monsieur le Ministre de l'Intérieur a mentionné certains faits par rapport aux événements ayant précédé l'autorisation du PAG de la commune de Mamer. En effet, cette autorisation avait été délivrée par son prédécesseur. Il y a notamment relaté qu'avant l'obtention de l'autorisation, le bourgmestre de la commune en question aurait appelé certains fonctionnaires du Ministère de l'Intérieur et aurait sollicité que ces derniers adoptent l'argumentation émise au niveau communal.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Monsieur le Ministre pourrait-il ajouter de plus amples détails par rapport aux faits qu'il vient de thématiser?

- Serait-il en mesure de m'informer si son prédécesseur était informé des incidents exposés?

Réponse (27.01.2015) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

L'honorable Député se réfère à la conférence de presse donnée suite aux travaux du Conseil de Gouvernement du 12 décembre 2014. Il y a lieu de préciser que le Ministre de l'Intérieur a été saisi d'une demande de protection de la part d'un fonctionnaire et que le Ministère public a été informé des faits évoqués lors de cette conférence de presse. Il appartient maintenant à ce dernier de qualifier ces faits et de donner les suites qu'il estime appropriées. Ainsi, je ne peux pas m'exprimer plus en détail sur une affaire en cours de procédure.

Les faits en question se sont produits au cours de la législature actuellement en cours.

Question 0796 (15.12.2014) de **Mme Octavie Modert** *(CSV)* concernant les **produits phytopharmaceutiques:**

Im Rahmen der Diskussionen zum Gesetzesentwurf N°6525 über den Einsatz und Gebrauch von Phytopharmazeutika, also von Spritzmitteln, bleiben die wesentlichen Fragen offen, da die, für den Berufsstand sehr wichtigen, Ausführungsbestimmungen bis dato unbekannt bleiben, obwohl der Einsatz des Hubschraubers für den Fortbestand des Weinbaus in Luxemburg im Allgemeinen und der Steillagen im Besonderen von großer Bedeutung ist.

Aus diesem Grund möchte ich folgende Fragen an den Minister für Landwirtschaft, Weinbau und Verbraucherschutz stellen:

- Welchen Prozentsatz von Hangneigung gedenkt der Minister festzuhalten für den Hubschraubereinsatz?

- Welche Sicherheitsabstände werden vorgesehen? Werden verschiedene Kategorien vorgesehen?

- Wie groß wird das Weinbergareal sein, das durch das Kriterium der Hangneigung und insbesondere durch jenes der Sicherheitsabstände fortan nicht mehr mittels Hubschrauber behandelt werden kann?

- Ist dem Herrn Minister bewusst, dass in dem Falle die Weinberglandschaft riskiert, zu einem Flickenteppich zu werden und kein zusammenhängendes Weinberggebiet mehr ist, mit allen bekannten Konsequenzen, die dies mit sich zieht?

- Wann werden diese Bestimmungen in Kraft treten?

- Gedenkt der Minister, die Ausführungsbestimmungen und den nationalen Aktionsplan im Dialog und in Zusammenarbeit mit den Vertretern des Berufsstandes und der ausführenden Organe auszuarbeiten, da eine solche Einbindung die bestmögliche Garantie für eine realitätsnahe Ausarbeitung und somit getreue Ausführung und Einhaltung dieser Reglementierung ist?

Réponse (19.01.2015) de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:*

Die Regierung ist sich bewusst, dass der Einsatz des Hubschraubers in den Steillagen und Terrassen notwendig ist. Das Spritzen oder Sprühen von Pflanzenschutzmitteln mit Luftfahrzeugen hat aber insbesondere durch die Abdrift signifikante nachteilige Auswirkungen auf die menschliche Gesundheit und die Umwelt. Das Spritzen oder Sprühen mit Luftfahrzeugen wurde gemäß der EU-Richtlinie 2009/128/EG, die von den damaligen Verantwortlichen im Landwirtschaftsministerium in dieser Fassung im Zeitraum 2006 bis 2009 mit verhandelt und angenommen wurde, daher generell verboten, mit der Möglichkeit von Ausnahmegenehmigungen in Fällen, in denen es gegenüber anderen Spritz- oder Sprühmethoden eindeutige Vorteile im Sinne von geringeren Auswirkungen auf die menschliche Gesundheit und die Umwelt bringt oder wenn es keine praktikablen Alternativen gibt.

Diese Richtlinie wurde durch das Gesetz vom 11. Dezember 2014 bezüglich der Anwendung von Pflanzenschutzmitteln in nationales Recht umgesetzt. Artikel 9, Absatz (1) dieses Gesetzes sieht dementsprechend vor, dass das Spritzen oder Sprühen mit Luftfahrzeugen genehmigungspflichtig ist und nur in besonderen Fällen genehmigt werden kann.

So darf das mit dem Hubschrauber zu besprühende Gebiet sich beispielsweise nicht in unmittelbarer Nähe von Wohngebieten befinden. Des Weiteren müssen spezielle Vorkehrungen bei Wasserschutzzonen, Naturschutzgebieten sowie ökologisch bewirtschafteten Parzellen getroffen werden.

Eine unzureichende Umsetzung dieser Richtlinie kann einerseits zu Strafgeldforderungen durch die EU-Kommission führen. Andererseits kann ein Bürger, falls er infolge einer fehlenden oder mangelhaften Umsetzung dieser Richtlinie einen Nachteil hat, unter Umständen den Luxemburger Staat wegen Schadensersatz in Anspruch nehmen.

Grundsätzlich sind Weinberge bis zu einer mittleren Hangneigung von 20% direktzugfähig. Daher ist vorgesehen, die mittlere Hangneigung, ab welcher Weinberge mit dem Hubschrauber behandelt werden, ab 2016 auf 20% festzulegen. Im Übergangsjahr 2015 muss der Weinberg mindestens eine Hangneigung von 10% vorweisen, um mit dem Hubschrauber behandelt werden zu dürfen. Im internationalen Vergleich setzt Luxemburg bei diesem Ausschlusskriterium daher nur das absolut Notwendige um.

Ab dem Jahr 2015 muss der Hubschrauber einen Mindestabstand von 20 Meter zu öffentlich zugänglichen Flächen, Wohngebieten, ökologisch bewirtschafteten Kulturen und Wasserschutzgebieten einhalten. Ab dem Jahr 2016 soll dieser Mindestabstand auch für Naturschutzgebiete gelten. Bei Straßen und Feldwegen ist jedoch kein Mindestabstand notwendig. Der Auftraggeber muss aber sicherstellen, dass während der Ausbringung von Pflanzenschutzmitteln durch den Hubschrauber sich keine Personen in den zu behandelnden Weinbergen sowie auf den durch Abdrift von Pflanzenschutzmitteln betroffenen Wegen und Straßen befinden.

Insgesamt werden im Großherzogtum Luxemburg 4.947 Parzellen mit insgesamt 1.275 ha Weinbergen bewirtschaftet (Stand Sept. 2014, „Weinberge im Inland").

Von diesen 1.275 ha haben:

- 118 ha verteilt auf 480 Parzellen eine mittlere Hangneigung von unter 10%, und

- 502 ha verteilt auf 1.780 Parzellen eine mittlere Hangneigung von unter 20%.

Von den 773 ha Weinbergen (3.167 Parzellen) mit einer Hangneigung über 20% Hangneigung liegen:

- 116 ha Weinberge innerhalb von Naturschutzgebieten respektive innerhalb des Sicherheitsabstandes von 20 Meter,

- 12 ha Weinberge innerhalb von provisorischen Wasserschutzzonen respektive innerhalb des Sicherheitsabstandes von 20 Meter,

- rund 92 ha Weinberge innerhalb des Sicherheitsabstandes von 20 Meter entlang von Wohngebieten.

Ab dem Jahr 2016 können daher noch rund 553 ha, d. h. 43% der Weinberge mit dem Hubschrauber behandelt werden. Dementsprechend dürfen ungefähr 722 ha Weinberge nicht mehr mit dem Hubschrauber behandelt werden.

Entlang von ökologisch behandelten Weinbergen besteht die Möglichkeit, auch noch weiterhin den Hubschrauber einzusetzen, unter der Voraussetzung, dass nur im ökologischen Weinbau zugelassene Mittel verwendet werden. Sollte dies nicht der Fall sein, muss auch bei diesen Flächen ein Sicherheitsabstand von mindestens 20 Meter eingehalten werden.

Wichtig ist in diesem Zusammenhang hervorzuheben, dass viele große Betriebe schon zum jetzigen Zeitpunkt ihre direktzugfähigen Weinberge aus betriebswirtschaftlichen Gründen nicht mehr mit dem Hubschrauber spritzen lassen:

- Mit Bodengeräten, insbesondere am Anfang der Vegetationsperiode, werden deutlich weniger Pflanzenschutzmittel ausgebracht werden. So reichen zum Beispiel am Anfang des Vegetationsstadiums (3-6 Blatt-Stadium) bei dem im Weinberg eingesetzten Produkt „Polyram" 0,8 kg/ha bei einer Bodenbehandlung, d. h. ein Viertel der mittels Hubschrauber ausgebrachten Menge (3,2 kg/ha).

- Ein weiterer großer Nachteil des Hubschraubers liegt in der unzulänglichen Applikationsqualität in der Nachblütebehandlung. Wegen der dichten und hohen Laubwand kann der Hubschrauber keinen ausreichenden Spritzbelag in der Traubenzone zu diesem Zeitpunkt gewährleisten. In Jahren mit hohem Infektionsdruck müssen nach der Traubenblüte viele Winzer mehrmals zeitgleich mit dem Hubschrauber vom Boden aus die Reben mit Pflanzenschutzmitteln zusätzlich behandeln.

- Letztendlich sind die Hubschrauberspritzungen an fixe Intervalle gebunden, d. h. die Anwendungen werden meistens unabhängig vom Infektionsdruck der zu bekämpfenden Pilzkrankheiten durchgeführt. Diese Vorgehensweise widerspricht einem Grundsatz des integrierten Pflanzenschutzes, der besagt, dass chemische Pflanzenschutzmaßnahmen nach Möglichkeit gezielt unter Beachtung entsprechender Schadensschwellen oder einschlägiger Prognoseverfahren durchgeführt werden sollten.

In den direktzugfähigen Lagen hat daher der Rebschutz mit Bodengeräten im Vergleich zu den Hubschrauberanwendungen sowohl betriebswirtschaftliche als auch umweltschonende Vorteile.

Nur ein Teil der nicht direktzugfähigen Weinberge (Steillagen, Terrassen) darf wegen deren unmittelbarer Nähe zu Schutzzonen oder Wohngebieten nicht mehr mit dem Hubschrauber behandelt werden:

- Im Rahmen des Plans zur Entwicklung des ländlichen Raums 2014-2020 wird daher den Betrieben eine finanzielle Beihilfe gewährt für die Anschaffung eines Steillagen-Mechanisierungssystems. In Deutschland werden diese Systeme jetzt schon erfolgreich betriebsübergreifend im Pflanzenschutz als Alternative zum Hubschrauber verwendet.

- Des Weiteren wird im Rahmen des zukünftigen Agrargesetzes der Anbau von pilzfesten Rebsorten finanziell gefördert. Diese Sorten benötigen bis zu 80% weniger Pflanzenschutzmittel zu ihrem Schutz und können beispielsweise in schwer zugänglichen Weinbergen entlang von Wohn-, Natur- oder Wasserschutzgebieten angepflanzt werden.

Ich teile daher nicht die Meinung, dass durch diese Maßnahmen die Weinberglandschaft riskiert, zu einem Flickenteppich zu werden.

Diese Maßnahmen werden für einige Betriebe mittelfristig sicherlich Mehrkosten mit sich bringen. Trotzdem muss bedacht werden, dass, abgesehen von den rechtlichen gemeinschaftlichen Vorgaben, denen sich Luxemburg nicht verschließen kann, ein uneingeschränkter Einsatz des Hubschraubers entlang von Wohngebieten, Schulen und diversen Schutzzonen nicht förderlich ist, um das Image der Luxemburger Weine und Crémants bei den Konsumenten zu verbessern.

Die Ausführungsbestimmungen sind bis dato noch nicht bekannt, weil die diesbezüglichen großherzoglichen Verordnungen noch nicht in Kraft getreten sind. Ein erster Entwurf zur Regelung der Ausbringung von Pflanzenschutzmitteln durch Luftfahrzeuge ist aber schon ausgearbeitet. Um den Winzerbetrieben eine gewisse Planungssicherheit zu geben, werden verschiedene Vorkehrungen im Bereich der Hubschrauberspritzungen erst im Jahr 2016 in Kraft treten.

Die für den Weinbau wesentlichen Fragen über den Einsatz und Gebrauch von Pflanzenschutzmitteln im Rahmen der Umsetzung der EU-Richtlinie 2009/128/EG wurden mehrfach mit dem Comité directeur des „Fonds de Solidarité Viticole" sowie mit dem Verband der Hubschrauberspritzungen „Protvigne" diskutiert. Selbstverständlich wird dieser konstruktive Dialog weitergeführt. Zudem werden die hierfür zuständigen Beamten des Weinbauinstitutes den Spritzgenossenschaften beratend zur Seite stehen bei der Umsetzung der Maßnahmen.

Question 0797 (15.12.2014) de **Mme Martine Hansen** et **M. Laurent Zeimet** *(CSV)* concernant la **démission d'enseignants de la commission d'examen de fin d'études secondaires:**

En octobre dernier, le Premier Ministre avait déclaré que les enseignants «ne seront dorénavant payés que pour les heures effectivement prestées». De même, le Gouvernement a annoncé une mesure d'économie consistant à appliquer un coefficient réducteur dans le calcul de la tâche en classes terminales. Selon nos informations la plupart des enseignants d'un lycée classique luxembourgeois ont maintenant démissionné de la commission d'examen de fin d'études secondaires.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer la véracité de cette affirmation?

- Dans l'affirmative, quelles conséquences cette démission aura-t-elle pour les classes terminales?

- De quelle manière, le Ministre envisage-t-il réagir à cette situation?

Réponse (20.01.2015) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Dans le cadre des mesures d'épargne «Zunkunftspak», j'ai fait différentes propositions aux syndicats d'enseignants. Une des mesures consiste dans l'application d'un coefficient correcteur aux classes terminales de l'enseignement secondaire et secondaire technique à l'instar du coefficient correcteur tel qu'il existe dans les autres classes du postprimaire et tel qu'il est prévu par l'article 12 du règlement grand-ducal modifié du 24 juillet 2007 portant fixation de la tâche des enseignants des lycées et lycées techniques: «À l'exception des leçons assurées dans des classes d'examen, les leçons qui ne sont pas assurées pendant toute la durée de l'année scolaire sont affectées d'un coefficient correcteur tenant compte de la durée effective de la prestation.»

Pour ce faire, un règlement grand-ducal devra être pris pour annuler l'exception en début de paragraphe. En contrepartie, je compte réajuster vers le haut de façon substantielle les indemnités dues pour la correction des épreuves d'examen. Toutefois, après avoir trouvé avec deux des trois syndicats du secteur, ceux-ci n'ont pas été appuyés par leur base et sont revenus sur leur accord. La dernière réunion de concertation, qui a eu lieu le 18 décembre 2014, s'étant soldée par un échec, les syndicats ont entamé la procédure de conciliation.

En ce qui concerne l'impact des démissions proposées par les membres des commissions d'examens, je me permets de les renvoyer à la question parlementaire n°0724 *(cf. compte rendu n°5/2014-2015)*, dont vous trouverez le texte ci-après:

«Les demandes de démissions de la commission d'examen de fin d'études secondaires témoignent d'un mécontentement des enseignants qui va au-delà des mesures d'économie du Gouvernement. Je comprends les griefs formulés et je partage l'opinion que la profession enseignante est exigeante et que les enseignants déploient des efforts considérables dans leur travail quotidien.

Cependant, je ne peux admettre que le bon déroulement de ces examens soit mis en péril. Nous ne pouvons pas hypothéquer ni les intérêts, ni les ambitions des élèves concernés. C'est pour cette raison que je ne peux pas donner suite aux demandes de démissions.

Je suis persuadé que l'examen de fin d'études de cette année-ci se déroulera dans des conditions régulières.

J'ai aujourd'hui informé par voie hiérarchique les enseignants concernés que je ne peux pas accepter leurs demandes de démission. Vous trouverez en annexe la copie de ma réponse aux personnes concernées.

Une procédure de conciliation a été entamée par les associations syndicales. Tout en tenant compte de cette prémisse contextuelle difficile, je ferai tout pour trouver une solution qui soit aussi bien dans l'intérêt des enseignants que dans l'intérêt des élèves.»

Question 0798 (15.12.2014) de **Mme Martine Hansen** et **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant la **campagne de publicité:**

Récemment, une campagne de publicité échauffe les esprits. Une société veut ouvrir dans la première moitié de l'année prochaine dans trois villes au Grand-Duché un Drive-in pour des boissons alcoolisées ou non, sous le slogan «Emportez vos cocktails au volant». Selon la société, comme dans les fast-foods, le client va pouvoir choisir ses produits, passer la commande et repartir avec les boissons, sans devoir descendre de sa voiture.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Les ministres sont-ils au courant de cette publicité?

- Dans l'affirmative, les ministres approuvent-ils l'ouverture de cette société au Luxembourg?

- Les ministres ne jugent-ils pas cette publicité comme contraire aux campagnes de sensibilisation régulières et ciblées sur l'alcool au volant par la sécurité routière et le Ministère du Développement durable et des Infrastructures?

- Les ministres envisagent-ils réagir à cette situation?

Réponse commune (14.01.2015) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par leur question parlementaire, les honorables Députés s'interrogent sur la publicité «Lux Drink Drive».

La publicité «Lux Drink Drive» n'a pas pour objet de promouvoir l'ouverture d'un Drive-in pour boissons alcoolisées au Luxembourg, mais fait partie de la nouvelle campagne de sensibilisation de «La Sécurité Routière» asbl au sujet de la conduite sous l'emprise de l'alcool.

Question 0799 (15.12.2014) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant les **interventions de la police dans les foyers, écoles, crèches:**

Dans une lettre ouverte adressée au Premier Ministre, le président de la Commission consultative des droits de l'Homme lance un appel pour une amélioration des exécutions de mesures judiciaires prises dans le cadre de la loi sur la protection de la jeunesse, qui, dans un grand nombre de cas, sont prises par des forces de l'ordre. En effet, une fois que le juge des enfants a pris une mesure de placement, la police est chargée de veiller à ce que l'enfant ou l'adolescent soit conduit dans un centre d'accueil. Pour cela, les policiers, parfois même en uniforme et en voiture de police, viennent chercher les enfants à leur domicile, à leur école ou dans leur foyer de jour pour les accompagner vers le centre d'accueil. Selon l'auteur de la lettre citée, cette procédure serait traumatisante non seulement pour les enfants concernés, mais aussi pour les parents qui ne sont pas informés de la mesure de placement, et pour les enfants et jeunes fréquentant l'école où se rendent les policiers. Il demande donc notamment que la police cesse d'intervenir pour exécuter ces mesures dans les écoles, crèches et foyers de jour ainsi que dans l'entourage de ces lieux.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Messieurs les Ministres partagent-ils l'avis du président de la CCDH qui estime que l'intervention de la police devrait se dérouler différemment?

- Messieurs les Ministres estiment-ils qu'un règlement devrait être pris afin de mieux cadrer l'intervention de la police auprès des enfants, notamment en informant les parents et en faisant accompagner les forces de l'ordre par une assistante sociale ou un éducateur spécialisé lors des interventions?

- Est-il envisagé d'interdire l'intervention de la police dans les écoles, foyers du jour ou crèches?

Réponse commune (19.01.2015) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

Il semble utile de décrire les procédures telles qu'elles existent actuellement.

Le placement judiciaire d'un enfant peut être basé soit sur un jugement du tribunal de la jeunesse ordonnant le placement de l'enfant soit sur une mesure de garde provisoire prise par le juge de la jeunesse (ou le Procureur d'État lorsque le juge de la jeunesse ne peut être utilement joint, donc durant la nuit et pendant les weekends et jours fériés).

En cas de placement décidé par un jugement, il faut rappeler qu'une audience au tribunal de la jeunesse a précédé cette décision. Lors de cette audience, le juge de la jeunesse a soulevé les problèmes de la famille et les parents ont pu exprimer leur position, ainsi que le cas échéant leur avocat. À la fin des débats le représentant du parquet a également été entendu en ses conclusions et a, dans l'hypothèse qui nous concerne, probablement demandé le placement de l'enfant. La question d'un placement éventuel de l'enfant a donc été discutée et la décision du tribunal ne constitue souvent pas une surprise pour la famille. Il faut également souligner que le jugement ordonnant le placement est souvent précédé d'un ou de plusieurs jugements soumettant le maintien en milieu familial de l'enfant au respect de certaines conditions. En cas de non-respect de ces conditions et lorsque l'intérêt supérieur de l'enfant l'exige, le placement peut devenir inévitable.

Un enfant peut également être placé sur base d'une mesure de garde provisoire qui est prise en cas d'urgence lorsque l'enfant est en danger dans son milieu familial et sans audience préalable.

Une fois la décision de placement prise (par jugement ou par mesure de garde provisoire), le Procureur d'État est chargé de l'exécution de la décision de placement.

Le Procureur d'État saisit ensuite la Police grand-ducale de l'exécution de la décision de placement. Il a été convenu entre les deux parquets et la Police grand-ducale qu'une mesure de placement d'un enfant en bas âge est exécutée par les enquêteurs du Service de Recherche et d'Enquête Criminelle (SREC) territorialement compétent et plus particulièrement par les enquêteurs en charge de la protection de la jeunesse. Ces agents de la Police grand-ducale ne portent pas l'uniforme de police et se déplacent dans des voitures banalisées. Néanmoins, lorsque les membres des sections de protection de la jeunesse ne sont pas disponibles (p. ex. lorsqu'il y a plusieurs mesures de placement à exécuter le même jour et dans des cas exceptionnels), un adolescent placé au Centre Socio-éducatif de l'État peut être confié aux agents du commissariat de proximité voire du Centre d'intervention territorialement compétent donc à des policiers portant l'uniforme et circulant dans des voitures de police identifiées comme telles. Les prescriptions de service de la police disposent que l'exécution de ces mesures se fait dans la mesure du possible en tenue civile.

Lorsque les parents sont d'accord avec un placement voire même qu'ils l'ont demandé, l'exécution peut être faite volontairement. Dans ce cas, les parents ramènent eux-mêmes leur enfant dans la structure d'accueil choisie. Cette hypothèse est évidemment la moins traumatisante, tant pour l'enfant que pour les parents. Malheureusement, cette hypothèse ne représente pas la majorité des cas.

La deuxième question s'interroge sur la possibilité d'information préalable des parents avant l'exécution d'une décision de placement. Il faut souligner d'abord qu'une telle information préalable n'existe en aucune matière et que tous les jugements sont en principe notifiés. Des raisons valables justifiant un traitement dérogatoire en cette matière n'existent pas.

En cas de placement résultant d'un jugement du tribunal de la jeunesse, les parents peuvent dès le jour du prononcé, appeler au tribunal de la jeunesse pour connaître le prononcé. Ils peuvent ainsi connaître la décision de placement avant toute exécution et avant la notification du jugement.

En cas de placement décidé par mesure de garde provisoire, le caractère d'urgence de la mesure est l'élément essentiel de cette décision. Celle-ci ne peut donc par conséquent pas être communiquée aux parents avant l'exécution. Une information préalable risquerait en outre d'accroître la situation de danger de l'enfant p. ex. dans des cas de maltraitance ou bien les parents essaieraient de cacher l'enfant notamment à l'étranger comme cela a déjà été le cas à plusieurs reprises.

En ce qui concerne l'idée d'un éventuel accompagnement des policiers par un éducateur spécialisé ou un assistant social, il y a lieu de souligner qu'une telle mesure nécessiterait une disponibilité 24/24 de ces personnes. Dès que la décision de placement est communiquée à la police, celle-ci doit immédiatement procéder à son exécution. Ces éducateurs ou assistants sociaux seraient de plus en règle générale des inconnus pour l'enfant au même titre que les policiers en charge de l'exécution des décisions de placement. Les enquêteurs des SREC - section protection de la jeunesse - sont par ailleurs des enquêteurs spécialement formés pour prendre en charge des enfants. Ils ont en outre les connaissances pratiques et légales pour expliquer la situation tant à l'enfant qu'aux parents.

Dans le cadre de l'exécution de décisions de placement, l'objectif de la police est de récupérer l'enfant dans les meilleures conditions possibles c'est-à-dire dans le calme et surtout sans usage de la force. Or, les écoles et crèches permettent d'isoler l'enfant dans une pièce séparée avec une personne de confiance, en évitant ainsi que les autres enfants remarquent la présence de la police dans l'immeuble. Cette solution permet de pouvoir expliquer calmement à l'enfant ce qui est en train de lui arriver. Intervenir au domicile de l'enfant est prendre le cas échéant le risque que les parents n'ouvrent pas la porte à la police ou bien le risque d'un refus parfois musclé des parents de remettre l'enfant à la police voire même le risque de voir les parents prendre la fuite avec les enfants. Ce genre de situation aggraverait certainement le traumatisme de l'enfant et risquerait de le mettre encore plus en danger.

Question 0800 (16.12.2014) de **Mme Martine Hansen** et **M. Laurent Zeimet** *(CSV)* concernant la **démission des enseignants des commissions d'examen de fin d'études secondaires:**

Dans une question parlementaire du 15 décembre 2014 *(cf. question parlementaire n°0797, voir ci-dessus)* nous avons voulu recevoir la confirmation que la plupart des enseignants d'un lycée classique luxembourgeois ont démissionné de la commission d'examen de fin d'études secondaires. Cette affirmation nous a été confirmée, le même jour, par un communiqué du bureau de coordination des comités des enseignants des lycées de l'enseignement secondaire et de l'enseignement secondaire technique. Les comités des enseignants confirment ainsi que 1.500 lettres de démission signées par les enseignants de 28 lycées ont été remises ce lundi 15 décembre 2014 au MENJE afin de marquer le désaccord des enseignants face aux décisions annoncées par le Gouvernement.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Le Ministre envisage-t-il de donner suite aux demandes déposées par les enseignants de démissionner des commissions d'examen?

- Quelles conséquences cette démission aura-t-elle pour les élèves des classes terminales?

- De quelle manière le Ministre envisage-t-il de réagir à cette situation?

Réponse (13.01.2015) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

En ce qui concerne les réponses aux questions des honorables Députés, je me permets de les renvoyer à la question parlementaire n°0724, dont vous trouverez le texte ci-après:

«Les demandes de démission de la commission d'examen de fin d'études secondaires témoignent d'un mécontentement des enseignants qui va au-delà des mesures d'économie du Gouvernement. Je comprends les griefs formulés et je partage l'opinion que la profession enseignante est exigeante et que les enseignants déploient des efforts considérables dans leur travail quotidien.

Cependant, je ne peux admettre que le bon déroulement de ces examens soit mis en péril. Nous ne pouvons pas hypothéquer ni les intérêts, ni les ambitions des élèves concernés. C'est pour cette raison que je ne peux pas donner suite aux demandes de démission.

Je suis persuadé que l'examen de fin d'études de cette année-ci se déroulera dans des conditions régulières.

J'ai aujourd'hui informé par voie hiérarchique les enseignants concernés que je ne peux pas accepter leurs demandes de démission. Vous trouverez en annexe la copie de ma réponse aux personnes concernées.

Une procédure de conciliation a été entamée par les associations syndicales. Tout en tenant compte de cette prémisse contextuelle difficile, je ferai tout pour trouver une solution qui soit aussi bien dans l'intérêt des enseignants que dans l'intérêt des élèves.»

Je tiens également à préciser qu'une procédure de conciliation est en cours à ce sujet.

Question 0801 (16.12.2014) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** *(CSV)* concernant le **suivi de l'état de santé des étrangers:**

L'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI) vient de publier son rapport quinquennal 2014 qui fait le bilan de ses actions mises en œuvre entre 2009 et 2013. Dans ce rapport, l'OLAI consacre dans le chapitre de l'aide sociale en faveur des étrangers un volet au suivi de l'état de santé des étrangers, notamment ceux présentant des problèmes psychiatriques. Le service social de l'OLAI constate, en effet, un manque de structures adéquates pour des personnes souffrant de maladies psychiques ou de troubles post-traumatiques, ainsi qu'un manque de médecins psychiatres disponibles pour intervenir en cas d'urgence. Par conséquent, un accompagnement approprié des personnes concernées fait défaut et peut

générer des situations dangereuses pour les autres personnes hébergées.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Madame la Ministre partage-t-elle l'analyse de l'OLAI?

- Dans l'affirmative, de quelle manière Madame la Ministre entend-elle intervenir afin de trouver une solution à court terme?

- Comment le Gouvernement entend-il intervenir afin de mieux répondre aux besoins dans ce domaine de la psychiatrie?

Réponse (13.01.2015) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Depuis 2012 la Direction de la Santé du Ministère de la Santé a mis en place un contrôle sanitaire pour les demandeurs de protection internationale (DPI). Cette activité a pour but principal la lutte contre les maladies transmissibles, mais s'étend également sur les autres domaines de la santé, si besoin en est. Ainsi, une collaboration dans le domaine de la psychiatrie a été instaurée entre les institutions recevant ces DPI et la Direction de la Santé, dont un spécialiste en psychiatrie a notamment supervisé les ressortissants syriens ayant été transférés à Luxembourg dans le cadre de l'aide humanitaire aux victimes de la guerre dans ce pays.

La politique générale en matière de santé mentale vise à intégrer les personnes souffrant de maladies psychiques dans la société dans leur milieu de vie habituel. Ainsi, il n'est pas indiqué de créer des structures asilaires spécifiques destinées aux DPI avec maladies psychiques, mais au contraire de favoriser leur maintien dans les structures habituelles de vie.

Pour les urgences psychiatriques, notre système de santé prévoit une procédure bien spécifique pour tout malade psychiatrique aigu qui se trouve sur le territoire luxembourgeois. En l'occurrence il n'est pas prévu de faire une visite de médecin psychiatre à domicile, mais l'hôpital de garde dispose d'un service d'urgence psychiatrique. En situation d'urgence psychiatrique (p. ex. suicidalité aiguë, psychose décompensée), le malade est à adresser au service d'urgence de l'hôpital et le psychiatre de garde examine le malade en vue de décider du traitement à appliquer. Cette procédure vaut également pour les DPI. Selon les informations de mes services, la prise en charge des cas psychiatriques aigus à l'hôpital de garde fonctionne de manière tout à fait satisfaisante.

Les structures psychiatriques extrahospitalières conventionnées (Réseau Psy pour le sud-ouest, la Ligue d'Hygiène Mentale pour le centre et Liewen Dobaussen pour le nord du pays) avec mon Ministère offrent une prise en charge adaptée à toute personne souffrant de troubles psychiatriques et ceci dans le cadre de leurs services de consultations respectifs. Les équipes pluridisciplinaires de ces structures sont en mesure de proposer des consultations psychiatriques, des entretiens et notamment des thérapies si nécessaire (individuelles, comportementales, familiales ou de couple) à des personnes adultes pouvant souffrir d'angoisses, de dépression, de psychose, de troubles de la personnalité, de dépendance, de troubles post-traumatiques et qui rencontrent des problèmes relationnels, psychosociaux, voire existentiels. Une traduction dans la langue maternelle du DPI est mise en place par l'OLAI (Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration) permettant à la personne souffrante de se faire accompagner aux consultations proposées.

En ce qui concerne l'urgence psychiatrique infantile-juvénile, celle-ci est couverte par la clinique pédiatrique (service de pédopsychiatrie) du Centre Hospitalier de Luxembourg pour les enfants en dessous de 14 ans, et l'Hôpital du Kirchberg pour les adolescents âgés de plus de 14 ans. Pour toute prise en charge psychiatrique infanto-juvénile non urgente, des consultations sur rendez-vous sont proposées par ces deux hôpitaux. Les deux équipes peuvent également recourir à un service de traduction en cas de besoin.

Question 0802 (16.12.2014) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant l'**étude de l'OCDE sur les inégalités en termes de revenus:**

L'Organisation de Coopération et de Développement Économique (OCDE) a publié un rapport début décembre 2014 dans lequel elle constate une augmentation sans précédent de l'écart entre les plus riches et les plus pauvres. Le «coefficient de Gini», variant entre 0 (égalité parfaite) et 1 (inégalité parfaite), permet de mesurer les inégalités en termes de salaires. Si dans la plupart des pays de l'OCDE ce coefficient a effectivement augmenté considérablement depuis les 30 dernières années, la Belgique, la France et les Pays-Bas ne connaissent qu'une variation sensible. Quant au Luxembourg, le «coefficient de Gini» a augmenté de 0,247 en 1986 à 0,276 en 2011.

Selon les auteurs du rapport, les inégalités en termes de revenus auraient des conséquences néfastes sur la croissance économique. En effet, de plus en plus de personnes touchent des revenus faibles et ne peuvent par conséquent plus investir dans l'éducation de leurs enfants, ce qui serait, d'après les experts, le facteur clé de la décroissance économique.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance du rapport publié par l'OCDE?

- Selon Monsieur le Ministre, quelles sont les raisons de cette variation considérable au Luxembourg, alors que la France, la Belgique et les Pays-Bas ne connaissent qu'une faible évolution?

Réponse (20.01.2015) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

L'étude de l'OCDE intitulée «Trends in income inequality and its impact on economic growth», réalisée par Federico Cingano dans le «Working paper» n°163, et résumée dans un communiqué publié le 9 décembre 2014 par le secrétariat de l'OCDE (http://www.oecd.org/els/soc/Focus-Inequality-and-Growth-2014.pdf), montre de manière convaincante, sur base de travaux empiriques, le lien négatif entre l'inégalité et la croissance économique.

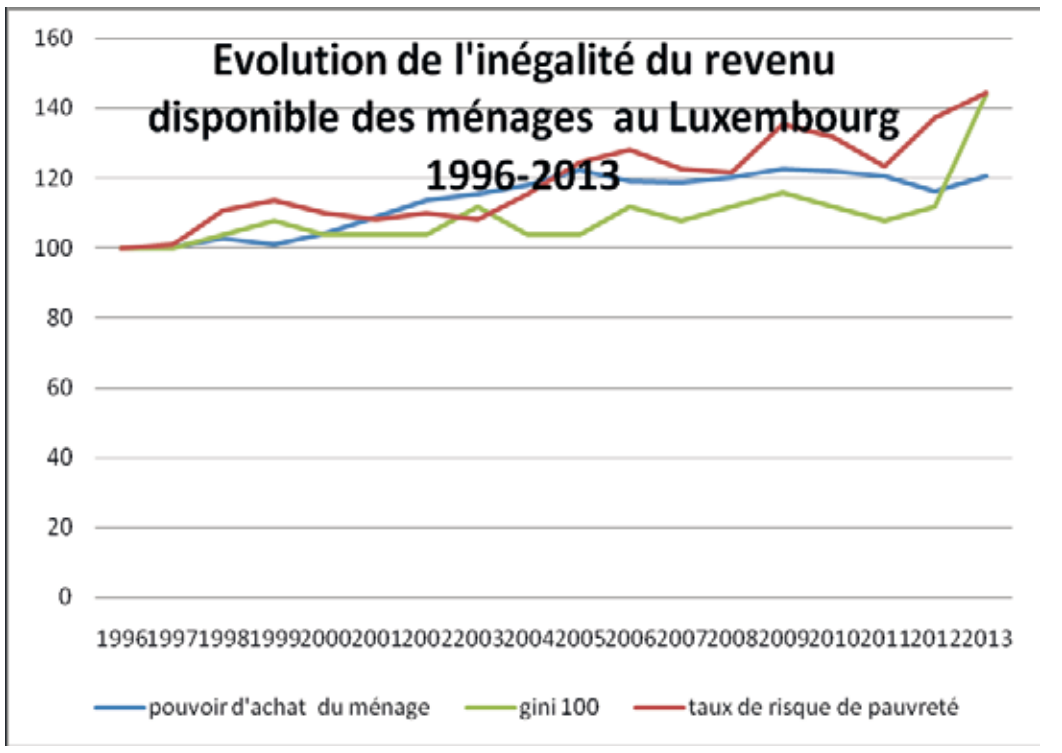
Ce constat va à l'encontre de l'orthodoxie dominante au cours des décennies passées. Or, depuis la «grande récession» qui a suivi la crise bancaire et financière en 2008, des pans entiers des résultats établis par la doxa économique ont été remis en cause. La question de l'inégalité qui avait longtemps été négligée est redevenue centrale dans une série de travaux empiriques.[1]

En ce qui concerne l'inégalité au Luxembourg, le Statec publie depuis dix ans le rapport annuel «Travail et cohésion sociale» qui exploite une profusion de micro-données collectées par le Statec et analyse en détail l'ensemble des facteurs qui décrivent et déterminent la redistribution des revenus et la situation des personnes en rapport avec le marché de l'emploi (www.statistiques.public.lu/catalogue-publications/cahiers-economiques/2014/PDF-Cahier-117-2014.pdf).

Le graphique ci-dessous est établi sur base de cette publication et décrit l'évolution du pouvoir d'achat médian (revenu disponible réel médian du ménage), l'indice d'inégalité Gini et le taux de risque de pauvreté, tous rapportés à la base 100 en 1996. Les enquêtes sur les conditions de vie des ménages (EU-SILC) montrent une lente augmentation de l'inégalité du revenu disponible réel des ménages au cours des 17 années pour lesquelles les statistiques existent. Depuis 2005, il semble se dessiner une tendance à la hausse, avec des fluctuations annuelles assez importantes. Les années 2008 et 2009, après la «grande récession», accusent une baisse de l'inégalité (mesurée par l'indice de Gini) due à la baisse des revenus du capital, suite à la crise financière et bancaire. Le dernier chiffre disponible concernant l'année 2013 dénote une hausse de l'inégalité assez marquée. Il n'y a pas de raison particulière qui explique ce pic en 2013. Il convient d'observer ce phénomène dans le moyen terme et de vérifier son évolution, jusqu'ici en dents de scie, pour voir quel mouvement il va poursuivre dans les prochaines années.

Le graphique montre aussi que le pouvoir d'achat médian des ménages a eu tendance à stagner depuis 2005. Le taux de risque de pauvreté (proportion des ménages ayant un revenu disponible en équivalent adulte en dessous de 60% du revenu disponible médian) suit également une tendance ascendante, malgré une évolution en dents de scie. Notons pourtant que les enquêtes, surtout les plus anciennes sont sujettes à des biais statistiques et les enquêtes récentes font l'objet d'une révision quant à la qualité des données collectées par le CEPS/Instead, responsable de l'enquête pour le compte du Statec.

L'étude de l'OCDE montre aussi que dans la comparaison internationale, le Luxembourg a connu une augmentation de l'inégalité des revenus, mais modérée. Le Luxembourg continue à se situer favorablement en dessous de la moyenne de l'UE.



Les inégalités ne se limitent cependant pas au revenu. C'est pourquoi il est important de réaliser le projet PIBien-être, qui est inscrit au programme du Gouvernement et qui se base sur un avis commun du CES et du CSDD. La réalisation de ce projet permettrait d'apprécier la répartition du bien-être matériel et subjectif sur plusieurs dimensions, au-delà du revenu des ménages.

L'ensemble des statistiques et des analyses résultant de ces initiatives devront également se traduire par des objectifs et des mesures concrètes qui seront inscrits dans notre Plan national de réforme, dans le cadre du «semestre européen».

Question 0803 (16.12.2014) de **M. Serge Wilmes** *(CSV)* concernant la **Direction de l'Aviation (DAC):**

Dans la suite de ma question parlementaire du 24 novembre 2014 *(cf. question parlementaire n°0737, compte rendu n° 5 / 2014-2015)* et en me référant à des articles de presse récents, permettez-moi de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable:

- Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer les raisons pour lesquelles trois hauts fonctionnaires de la Direction de l'Aviation civile (DAC) continuent à siéger au sein du conseil d'administration de lux-Airport alors qu'il paraît qu'il a constaté lui-même, moyennant une lettre signée par ses soins il y a quelques mois, qu'il existe un conflit d'intérêts manifeste dans leur chef en termes d'impartialité et d'indépendance, étant donné qu'ils sont à titre principal fonctionnaires auprès de l'autorité de supervision nationale (DAC) dont une des missions est justement de contrôler les opérateurs du terrain et notamment l'exploitant de l'Aéroport national lux-Airport?

- Monsieur le Ministre peut-il m'expliquer pourquoi quatre administrateurs-délégués (trois fonctionnaires de la DAC, une fonctionnaire de l'Inspection générale des finances) se partagent depuis le 14 novembre dernier la gestion courante de la société privée ALSA SA, alors qu'au moins trois d'entre eux sont actuellement visés par une plainte ou une dénonciation déposée au parquet début octobre 2014 au sujet de dossiers traités au sein de la société précitée?

- Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer s'il a pris des mesures pour retrouver les dossiers de la société privée ALSA SA qui ont été enfermés le 14 novembre dernier dans le coffre d'une voiture privée laissant ainsi la voie ouverte à une disparition éventuelle de pièces probatoires? Cette question est d'autant plus pertinente puisque les pièces visées par la plainte contre X que la DAC a déposée le 3 octobre 2014 au parquet, se trouvent notamment parmi les dossiers déposés dans le coffre de la voiture susmentionnée. Qu'en est-il de l'accessibilité actuelle auxdits dossiers?

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer l'information divulguée par un article de presse récent qu'un cabinet d'audit a été chargé par lui pour faire un audit de la DAC et de l'ALSA? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre a-t-il déjà sélectionné un cabinet d'audit et si oui, peut-il m'indiquer le nom du cabinet?

- Monsieur le Ministre peut-il me préciser si la directrice de la DAC est impliquée dans la sélection du cabinet d'audit ainsi que dans la définition de la tâche que celui-ci doit accomplir? Dans la négative, pourquoi la directrice de la DAC n'est-elle pas impliquée dans ce processus? Est-ce que d'autres personnes de la DAC/ALSA sont engagées dans le choix du cabinet d'audit?

- Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer comment il entend garantir que le cabinet qui sera chargé de l'audit respecte tous les critères d'impartialité et d'indépendance nécessaires pour mener à bien la mission qui lui sera confiée? Afin d'éviter tout conflit d'intérêts, Monsieur le Ministre veillera-t-il à ce que le cabinet d'audit qui sera retenu, n'ait pas été impliqué auparavant dans d'autres audits de l'ALSA respectivement dans des audits des opérateurs (lux-Airport, Luxair, Cargolux) présents à l'Aéroport de Luxembourg?

- Enfin, Monsieur le Ministre peut-il me confirmer l'information selon laquelle la directrice de la DAC serait visée par une affaire disciplinaire de sa part? Dans l'affirmative, quelles sont les raisons qui l'ont amené à lancer une affaire disciplinaire contre la directrice de la DAC? L'affaire disciplinaire a-t-elle un rapport avec la plainte contre X que la directrice de la DAC a déposée début octobre 2014?

Réponse (15.01.2015) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire, Monsieur le Député souhaite avoir des renseignements sur la Direction de l'Aviation civile (DAC) et l'Agence luxembourgeoise pour la sécurité aérienne (ALSA).

En ce qui concerne la composition des membres du conseil d'administration de la société de l'Aéroport de Luxembourg SA, une modification sera prochainement effectuée.

En ce qui concerne la deuxième question, l'on précise que le Ministère n'a pas déposé plainte contre quiconque et n'a pas connaissance si une telle plainte a été déposée contre X ou nommément contre des agents de la DAC. J'insiste sur la séparation des pouvoirs. J'estime que c'est aux instances judiciaires de décider des suites éventuelles qui s'imposent. Par conséquent, je n'ai pas de commentaire à ajouter.

En me référant aux autres questions posées, je peux confirmer que j'ai chargé entre-temps un consultant externe pour faire un audit financier et organisationnel aussi bien auprès de la DAC que de l'ALSA et j'attends les conclusions pour fin février/début mars avant de pouvoir prendre les décisions qui s'imposent.

Enfin, il me semble évident que je ne donne aucun commentaire sur des questions relevant du domaine du personnel d'une administration, d'une société ou concernant des membres d'un conseil d'administration afin d'assurer le respect de la protection de la vie privée.

[1] Par exemple: les deux rapports de l'OCDE «Growing unequal» et «Unequal we stand» qui ont montré l'écart des revenus qui se creuse depuis plusieurs années et qui ont fait l'objet de discussions au niveau de la réunion ministérielle de l'OCDE; l'étude du FMI intitulée «Redistribution, inequality and growth» signée par J.D. Ostry, A. Berg, C.G. Tsangarides, qui date de février 2014 et conclut également à un lien négatif entre inégalité et croissance économique; le bestseller du Professeur Thomas Piketty, «Le capital au XXIe siècle», qui expose clairement un grand nombre de travaux empiriques sur l'évolution de la concentration des patrimoines en période de croissance faible; l'ouvrage «Conscious of a liberal» du Professeur et prix Nobel Paul Krugman ainsi que celui du Professeur et Prix Nobel Joe Stiglitz, intitulé «The Price of inequality»; etc.